
31. b. 15
DOMINUS ILLUMINATIO MEA
Taylor Institution.





CRITIQUES ET ÉTUDES

LITTÉRAIRES

PASSÉ & PRÉSENT.

II

PARIS. — IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS.

CRITIQUES & ÉTUDES
LITTÉRAIRES

OU

PASSÉ ET PRÉSENT

PAR

CHARLES DE RÉMUSAT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE.

II

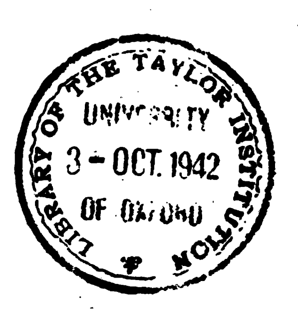


PARIS

DIDIER ET Cᵉ, LIBRAIRES-EDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS

1857


LIBRARY OF THE TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY
3 - OCT. 1942
OF OXFORD

PASSÉ ET PRÉSENT.

INTRODUCTION

DE *LA REVUE FRANÇAISE*[1].

Si les progrès de l'esprit humain ont puissamment secondé le perfectionnement des institutions politiques, le temps approche où elles rendront à l'esprit humain ce qu'elles en ont reçu, et la liberté ne tardera pas à s'acquitter envers la pensée. On a beaucoup loué les protecteurs des sciences et des lettres; peu s'en faut que l'on n'ait mis les découvertes et les chefs-d'œuvre au nombre des bienfaits du pouvoir, et l'on a fait honneur des fruits du génie au gouvernement des bons rois. Il serait étrange qu'un gouvernement meilleur que celui des meilleurs princes, je veux dire le gouvernement libre, eût à son tour une moins heureuse influence, et que des lois plus favorables à la dignité comme au bonheur de l'homme, le fussent moins à la raison, au talent, à l'imagination. Quelques-uns cependant l'avaient jugé ainsi. Il y a peu d'années qu'il était de bon goût de déplorer ce qu'on appelait l'envahissement de la littérature par la politique,

[1] *La Revue française* est un recueil paraissant tous les deux mois, et qui fut fondé, au mois de juin 1828, par MM. Guizot et de Guizard. Cette introduction parut en tête de la première livraison.

et s'il en eût fallu croire certains esprits, que tout changement alarme, que toute nouveauté scandalise, les révolutions les plus désirables pour l'humanité eussent été funestes aux sciences et aux arts; la France et tous les pays qui obtiennent ou espèrent la liberté n'auraient amélioré leur condition qu'aux dépens de leurs plus nobles plaisirs, de leur plus douce gloire; comme si, pour s'être consacré à la défense ou à la conquête de droits sacrés, on cessait d'être sensible au charme du beau et du vrai, et que la civilisation, en pénétrant dans les lois, donnât le signal d'un retour de barbarie dans les lettres.

Si l'alternative eût été inévitable, c'est pour les lois qu'il fallait opter. S'il était vrai que les travaux de l'esprit fussent incompatibles avec l'activité patriotique, il faudrait sacrifier stoïquement les travaux de l'esprit. Ceux qui nous imposaient ce pénible choix, ceux qui présageaient à l'empire des lettres un si triste avenir, les croyaient apparemment opposées aux mâles sentiments et aux occupations sérieuses que réclame l'établissement ou le maintien de la liberté; ils ne voyaient sans doute dans les livres que le divertissement d'une nation oisive et le luxe d'une élégante civilisation. A le prendre ainsi, il serait juste, et pour toute âme généreuse il serait aisé d'en faire l'abandon, et de régénérer la république, au risque d'imiter Platon et d'en bannir les poètes. Qui pourrait regretter d'échanger le frivole passe-temps des gens de goût contre le bien du peuple? Mais, hâtons-nous de le remarquer, où serait l'harmonie du monde moral, où serait cet accord tant de fois observé entre le beau et le bon, si l'esprit humain devait souffrir de ses propres bienfaits, et voir ses travaux les plus chéris languir sans

honneur chez les peuples qu'il a lui-même affranchis en les éclairant? Comment concevoir que la philosophie doive être plus négligée du jour qu'elle s'est introduite dans le gouvernement; que les sciences soient forcées de suspendre leurs progrès, alors qu'un mouvement général pousse en avant les intelligences et les industries; que le flambeau des lettres pâlisse ou s'éteigne nécessairement aux regards d'un peuple plus instruit, plus fier, et dont la constitution a pour but secret d'assurer le pouvoir au talent; qu'enfin les arts ne puissent conserver leur empire parce qu'une révolution s'est faite qui a relevé la patrie aux yeux des citoyens, et rallumé le foyer des émotions populaires?

On ne sait si ces craintes étaient désintéressées, mais elles étaient vaines, et le temps les a bientôt démenties. Peu d'années se sont écoulées, et l'expérience venge la liberté de soupçons calomnieux. Peu d'années se son écoulées, et sans que le besoin des améliorations légales se soit affaibli, sans que cette nation se montre moins préoccupée de ses affaires, moins attentive aux choses de gouvernement, toutes les études, toutes les recherches, tous les genres de composition ont paru se relever. On peut toujours contester le succès, mais on ne saurait méconnaître l'effort; on ne saurait nier que la pensée humaine ne soit en travail. La nature seule donne les hommes supérieurs, la société n'est responsable que des dispositions avec lesquelles elle les accueille ou les attend, et de la carrière qu'elle leur ouvre. Et certes on ne peut déjà plus dire que ce soit le public qui manque au talent. Le mouvement intellectuel, que ces dernières années ont vu renaître, s'accroît et s'étend chaque jour, et il n'est

plus possible d'en prévoir le terme. Tandis que les sciences naturelles, fidèles à l'impulsion puissante qu'elles reçurent il y a près d'un demi-siècle, continuent de se distinguer par un besoin d'investigation, par un mélange de patience et de sagacité qui leur tient lieu du génie, les sciences morales remontent au rang qui leur est dû, et rentrent dans leur domaine trop longtemps abandonné. Une critique libre et féconde a pris naissance, qui renouvelle tout ce qu'elle touche. C'est elle qui, délivrant la philosophie du joug d'un empirisme étroit, lui rend son droit de préséance sur toutes les connaissances humaines. C'est elle qui force la politique à remettre ses théories à l'épreuve, à les vérifier au contrôle de la morale. C'est elle qui reconstruit la science de la législation, soit qu'elle la guide dans la recherche de ses principes éternels, soit qu'elle l'éclaire dans l'étude neuve et difficile de son histoire. C'est elle qui, changeant le point de vue de l'histoire proprement dite, l'a ramenée à l'examen de l'état successif de la société, et par l'alliance de l'érudition avec l'imagination, l'a relevée presqu'au niveau des créations originales. Il serait oiseux de parcourir tous les genres, il suffit de reconnaître que, soit dans les lettres, soit dans les arts, partout enfin, un esprit de tentative et de perfectionnement se manifeste, qui s'efforce de rajeunir les formes du beau, de retrouver les sources du vrai, et qui, même à travers des nuages encore obscurs, fait poindre l'aurore d'une nouvelle poésie.

Soyons reconnaissants, nous ne serons que justes. Il y a deux choses dont on ne peut dire trop de bien, c'est la paix et la liberté. Nous leur devons l'avenir qui s'annonce; loin que l'esprit humain ait rien à craindre de leur

influence, on peut dire que jusqu'à un certain point elles lui sont nécessaires : ses intérêts, quoi qu'on en prétende, ne sont pas contraires à ceux de l'humanité. Lorsque la paix intérieure est troublée, lorsque la force règne et que les passions les plus violentes, les intérêts les plus âpres, sont aux prises, la gloire n'appartient qu'aux vertus fortes et au talent de l'action. A de telles époques, l'intelligence de l'homme peut beaucoup faire en peu de temps pour l'humanité, et quelquefois une seule journée improvise un changement qu'un siècle de repos eût à peine accompli. Tout sert, ou du moins tout peut servir au progrès du bien, et la Providence se plaît à cacher sous la diversité des moyens l'unité du but. Mais il n'en est pas moins vrai que dans la mêlée des discordes civiles, la raison ne peut se recueillir assez pour pénétrer plus avant dans la connaissance de la vérité, ni le génie se plonger avec calme dans ces méditations puissantes qui produisent les merveilles des arts d'imitation. C'est bien alors que la politique nuit aux sciences et aux lettres. La passion, la nécessité, l'événement, déterminent presque toutes les vues de l'esprit. Elles peuvent être justes, mais elles sont étroites. L'âme est enlevée à la recherche désintéressée des principes, à la paisible contemplation du beau, par l'ambition d'agir, par le dévouement à la cause, par le désir de la victoire ou du salut.

Là où la liberté manque, le mal est autre, et souvent il est sans compensation. Non-seulement la raison peut y perdre hardiesse et franchise, non-seulement le poids de l'autorité retient son essor, mais l'habitude de la contrainte finit par lui en ôter le sentiment. Les esprits s'humilient comme naturellement, on les délivrerait de

l'oppression qu'ils resteraient timides. Ceux mêmes qui sont capables de se soustraire à la contagion d'une déférence universelle, marchent moins droit et moins ferme vers la vérité. L'ambition d'influer sur les destinées de la société est en effet un utile aiguillon, et le spectacle de son libre développement éclaire et agrandit l'esprit. S'il demeure trop étranger au monde réel, sa vue est moins sûre et moins étendue. Le pouvoir est la pierre de touche des opinions : ce n'est que dans les pays librement constitués qu'elles peuvent se juger, parce que là seulement elles sont essayées. Là seulement l'esprit n'est point traité en roi fainéant; la pensée du petit nombre pénètre dans les masses, et, sous le nom d'opinion publique, rentre dans le gouvernement. Presque toujours, en l'absence de la liberté politique, la philosophie manque tour à tour de hardiesse et de sagesse; elle se soumet avec modestie, ou elle rêve à l'aventure; après avoir reculé devant le préjugé, elle se jette dans les systèmes, et, pour s'être trop longtemps assujettie à de simples convenances, elle finit par bouleverser le monde.

Les lettres semblent plus heureuses. De grands exemples indiquent qu'elles dépendent moins des institutions. Bien d'autres causes en effet que la liberté publique contribuent à les rendre brillantes; mais aucune de ces causes ne supplée à ce que la liberté publique ajoute à leur éclat. On les a vues prospérer, malgré le pouvoir absolu qui semblait les protéger : c'est la plante qui peut fleurir à l'ombre, mais dont le soleil eût doublé la beauté. Dans la littérature des siècles ou des pays despotiques, un œil sévère apercevra toujours que le despotisme l'a touchée. Il est de nobles sentiments, de généreuses idées qu'on y

cherchera en vain, et qui cependant passionnent et consacrent le talent. Là, *les grands sujets sont défendus* [1], la raison se ménage, l'émotion se contient, l'imagination même se surveille et craint de se livrer. Les plus grands génies ont des petitesses; il y a dans les meilleurs écrits des pages qui font pitié. L'éloquence n'est, la plupart du temps, que l'art de flatter avec dignité. Gracieux dans la poésie, auguste dans la chaire, le mensonge dépare les productions des esprits les plus simples et les plus mâles. Ceux enfin qu'une heureuse destinée, qu'un caractère fier ou insouciant préserve de la servitude, n'osent dire tout ce qu'ils pensent, se gardent de penser à tout, et se privent de beaucoup de belles choses qui seraient dangereuses ou inutiles. Ils n'écrivent que pour eux-mêmes, et n'ont plus aucun souci de l'humanité; savent-ils seulement qu'elle existe? L'opinion n'étant point consultée, le public n'étant compté pour rien, à vrai dire, il n'existe ni opinion ni public. La littérature est dédiée à la cour, au grand monde, aux beaux esprits; rarement nationale, jamais populaire, elle ressemble au gouvernement.

Les exemples s'offrent d'eux-mêmes. Si l'Angleterre a longtemps été mise à la tête des nations pensantes, si même elle a possédé longtemps le privilége des véritables lumières, nul doute qu'elle n'ait dû cet avantage à ses bonnes institutions. Plus tôt libre, elle a été plus tôt éclairée, et sa littérature a presque constamment porté une empreinte nationale. L'Allemagne s'est autrement signalée. Point de pays où la pensée ait été plus active. Quelle place dans l'ordre intellectuel est au-dessus de celle

[1] La Bruyère.

de l'Allemagne? D'où vient cependant qu'elle est loin d'avoir servi l'humanité autant qu'elle l'honore, et que son influence est restée si inférieure au mérite de ses travaux? D'où vient qu'il manque à ses doctrines cet ascendant, cette vertu positive, cette évidence saisissante, qui seules s'emparent de l'esprit des masses? N'en pourrait-on pas accuser son indifférence politique? Et tant d'indépendance intellectuelle ne laisserait-elle pas désirer quelque peu de liberté?

La France enfin nous fournit le plus frappant des exemples, et nous ne craindrons pas de le citer, bien qu'il nous soit le plus connu. Loin de nous toute idée de récriminer contre le passé! La gloire du XVII[e] siècle est grande, et les flatteries académiques, les hommages du préjugé n'ont pu réussir encore à la ternir. Mais parmi tant d'excellents écrits qu'il nous a laissés, et qui feront à jamais l'admiration et les délices des hommes de goût, en est-il beaucoup, en est-il un seul où le lecteur sévère ne reconnaisse la marque de ce que le grand Arnauld appelait le *génie du temps*, et qui était de *ne point savoir résister?* Dans les meilleurs écrivains on retrouve une réserve d'examen, une crainte respectueuse des questions délicates, une complaisance volontaire pour les grandeurs du monde, souvent une complète ignorance des conditions et des droits de la société, souvent le contraste étrange d'une grande force et d'une grande timidité d'esprit. On souffre quelquefois de voir de si puissantes intelligences, de si beaux talents se consumer sans fruit, ne travailler que pour la gloire, et se contenter de plaire aux hommes qu'ils auraient pu si bien servir. Les facultés sont immenses, et l'œuvre est petite.

Le temps marcha : une longue paix intérieure, les livres anglais, le mouvement propre de la littérature, l'esprit de société, qui souvent en France a tenu lieu de l'esprit public, donnèrent naissance à une philosophie frondeuse qui ébranla bientôt l'ordre établi, sans pourtant prétendre à le changer. Ce ne fut plus le spectacle du siècle précédent. Les questions s'agrandirent, l'esprit s'enhardit, la raison ne craignit plus de se mesurer contre aucune difficulté ni contre aucune puissance. Si quelque chose doit étonner, c'est la légèreté avec laquelle on se lança dans cette nouvelle voie; les forces ne semblaient pas toujours au niveau de ce qu'elles tentaient, et l'entreprise était de bien grave conséquence pour une société si frivole. Comme tout se faisait alors par les livres et la conversation, les opinions conservaient toujours quelque chose de trop spéculatif ou de trop peu réfléchi. Comme les institutions n'étaient pas susceptibles de perfectionnement, les opinions tenaient plus de la satire que de la critique. Enfin, comme l'ordre établi ne pouvait ni satisfaire, ni occuper l'activité des esprits, les succès de la vanité et les émotions des sens devenaient l'unique ressource d'une société lasse de désœuvrement. Ainsi disparaissaient le respect des mœurs, la gravité de l'esprit, toute ambition virile, tout besoin d'avoir sagement raison. Les bienfaits de la philosophie du dernier siècle sont immenses; mais toujours elle resta, pour ainsi dire, trop littéraire, parce qu'il lui était interdit de toucher aux réalités sociales, de se traduire en lois positives, de se vérifier enfin et de s'épurer par l'expérience politique. La liberté rend sérieux, parce qu'elle donne à chacun une mission, et la sagesse nous vient avec la responsabilité.

Voilà comme la révolution devint nécessaire. Mais ce n'est pas dans ses premiers jours qu'elle dut porter remède à tous les maux qui l'avaient fait éclater ; il fallait que la crise précédât la guérison. Les guerres civiles peuvent développer de beaux caractères, provoquer de belles actions ; elles peuvent même donner aux nations une secousse utile pour l'avenir, mais elles ne contribuent pas immédiatement aux développements de l'esprit humain. Tant qu'elles durent, la passion absorbe ; et lorsqu'elles finissent, la lassitude est si grande que les hommes n'aspirent plus qu'au repos. C'est la génération suivante qui recueillera le fruit de leurs efforts, et continuera leur ouvrage.

Le moment est venu. Il a manqué aux vingt premières années de la révolution, d'abord la paix, et presque toujours la liberté. Nous avons la paix et la liberté commence. Cette passion du neuf et du mieux qui anima la révolution, ne nous a pas tellement abandonnés que nous soyons d'humeur à laisser la force gouverner nos affaires, la tradition dicter nos croyances, la coutume régler nos actions ; mais le fanatisme réformateur qui enflammait nos pères s'est modéré, et nous marchons dans la route où ils se précipitaient. Peu à peu le sentiment de la justice domine les haines, écarte les vengeances, tempère l'orgueil de la force. Assurément nos divisions ne sont pas effacées, et peut-être est-il à souhaiter qu'elles ne le soient jamais. Elles entretiennent dans chacun la vigilance sur soi-même, le besoin d'agir, le désir de bien faire ; mais elles ne vont plus jusqu'à nous entraîner dans la voie des représailles et de la tyrannie. Nous sommes divisés enfin, mais nous sommes en paix.

Tous nos droits ne sont pas reconnus, encore moins garantis. Une législation imparfaite et incohérente seconde mal des institutions à peine ébauchées, assises sur des bases mouvantes. Mais le pouvoir absolu est contenu par la conscience de sa faiblesse et par la résistance de l'opinion. On a pu défigurer, tronquer, fausser les meilleures institutions; on n'en a point brisé le ressort, et elles ont réagi puissamment contre les mains qui les outrageaient. Une politique corruptrice a pu faire un moment fléchir le caractère national; après un peu de temps, il s'est vengé en se relevant. Enfin il manque trop encore aux lois, au bonheur, à la dignité de la nation, pour qu'elle n'ambitionne pas un meilleur avenir; mais répétons-le avec orgueil, car c'est à la France que la France le doit, nous possédons les commencements de la liberté.

Cette situation unique explique le mouvement général qui semble, depuis ces dernières années, imprimé parmi nous dans tous les sens à l'activité humaine. Nous voici parvenus à quelque distance de la crise violente de la révolution. La société a pu en recueillir directement les bienfaits dans la vie civile; aucune réaction n'a interrompu ni retardé l'établissement de l'égalité. Dans la politique, le bien s'est plus fait attendre; il n'y a pas quinze ans que l'on est revenu, et même avec défiance, aux doctrines modernes de gouvernement. Enfin c'est presque d'hier que l'esprit de liberté et de progrès a reparu dans le monde de la pensée. Ainsi le bon principe de la révolution a triomphé immédiatement dans l'ordre social, plus lentement dans l'ordre politique, plus tardivement encore dans l'ordre intellectuel. Nous avons vu le

temps, en effet, où ses doctrines étaient peut-être encore plus décriées que ses œuvres : l'esprit humain devait être le dernier à hériter de la part de biens qu'elle lui a léguée ; car c'est pour lui que ces biens étaient le moins purs, que le bon grain était le plus mêlé d'ivraie. L'ordre social peut être amélioré, les bonnes institutions peuvent être fondées par la passion, par la violence, et, jusqu'à un certain point, par l'injustice : il n'en est pas de même de la vérité ; elle souffre longtemps des erreurs et des sophismes auxquels elle a prêté son nom. Pour dominer les esprits, elle a besoin de légitimer son empire ; il faut qu'elle se justifie de toute imputation, qu'elle triomphe de tous les doutes, et sa chaste innocence ne doit pas même être soupçonnée. Or, trop souvent les événements la calomnient. Les révolutions ne se raisonnent pas, la nécessité et le péril emportent, la conscience s'oublie et l'esprit s'égare. Rappelons-nous ces circonstances entraînantes ou terribles dont le seul récit nous passionne encore : *tout était juste alors ;* et maintenant rien n'est juste que la justice, rien n'est vrai que la vérité. Des disgrâces longtemps regardées comme impossibles, des défections éclatantes, des objections imprévues ont forcé le parti de la liberté à s'examiner lui-même, à revoir ses doctrines pour les purifier. Le triomphe de ses adversaires lui a donné le temps de se reconnaître ; nous avons imité ces combattants qui profitent d'une trêve pour réparer leurs armes. Ainsi les opinions nouvelles se sont à la fois modifiées et étendues. Les principes ont été de nouveau posés et suivis jusque dans de nouvelles conséquences. Lorsqu'on n'a pas cessé de penser les mêmes choses, on les a pensées pour de meilleures

raisons, et l'on s'est appliqué à résoudre les difficultés, au lieu de les emporter de haute lutte. Ce n'est plus un temps d'action; l'activité intellectuelle en a su profiter. Elle s'ouvre de nouvelles routes, elle se distribue plus également. Quelque temps l'esprit humain sembla n'avoir d'autre affaire que la politique, le voilà qui moins exclusif diversifie ses tentatives et multiplie ses succès. Il cesse de tout attendre des institutions; il cherche la liberté par le travail, il la cherche par la littérature et dans la littérature, et délivrant celle-ci de l'oppression des règles artificielles, il lui rend un service analogue à celui que la révolution avait rendu à l'industrie. Dans la philosophie, dans les sciences, il secoue le joug de l'esprit de système qui y joue le rôle que remplit ailleurs l'esprit de privilége; il dégage les arts des entraves que leur imposait la loi d'une servile imitation à laquelle en politique correspond la toute-puissance de l'usage; enfin partout il se montre le même, rompant les fers, abattant les barrières, et, sur les débris des fausses conventions, promulguant des lois. Car, pour le talent comme pour la société, les lois ne sont pas essentiellement les exemples ni les traditions du passé; elles sont l'expression du beau, du vrai, du juste; et le juste, le beau, le vrai ne se trouvent que par la raison et la liberté.

Dans tous les temps, les idées françaises ont été éminemment communicables. C'est par les seules forces de la société, et dans son sein même, que chez nous tous les progrès se sont accomplis; la sociabilité a dû donner aux opinions je ne sais quoi de saisissable et d'usuel, et notre langue avec sa clarté célèbre les traduit sous l'expression la plus nette et la plus vive. Une certaine justesse, qui

tient au génie de la nation, prête à nos erreurs même les apparences de la vérité. De là cette influence que l'esprit français a toujours exercée sur l'Europe; et lorsque ses conceptions, de tout temps populaires par la forme, le sont devenues encore par le fond, faut-il s'étonner qu'elles se soient propagées avec la rapidité de la flamme, et qu'en un clin d'œil notre philosophie ait fait le tour du monde? Maintenant qu'elle s'affermit et s'épure, n'aura-t-elle pas le même succès? n'obtiendra-t-elle pas le même empire? Tous les yeux sont encore tournés vers la France; plus d'une nation prête l'oreille, et la France n'a pas tout dit.

Toujours le génie français fut prompt et persuasif. Le dernier siècle lui a donné l'audace et la popularité; la révolution l'a rendu sérieux et puissant; notre époque le rend impartial. Il a maintenant éprouvé toutes les fortunes, entendu toutes les causes; il connaît le fort et le faible de toutes les doctrines; éclairé par la contradiction, il s'élève contre les idées exclusives, se joue des préventions étroites, se plaît à concevoir, à expliquer toutes les croyances, fait la part de toutes, ainsi que dans la politique il reconnaît les droits de tous, et semble enfin présider, comme un juge, ce concours dont la vérité est le prix.

Il peut paraître singulier de dire que la France, ce pays si renommé pour les dissensions qui l'agitent, contienne les germes déjà visibles d'une philosophie d'impartialité. La chose est exacte cependant, et même il est véritable que l'existence des partis contribue à ce résultat. Après une lutte terrible, forcés de vivre sur le même sol, ils l'ont été de s'épargner, de se connaître et même,

sans s'accorder ensemble, de se comprendre mutuellement : heureuse nécessité qui a fait faire les plus grands pas au principe de la liberté des opinions. Cependant la controverse n'a pas cessé, les différentes doctrines se sont expliquées les unes aux autres : elles se voyaient de trop près pour rester voilées. Ainsi les questions ont été posées avec plus de netteté, discutées de meilleure foi. De part et d'autre, chacun a été obligé d'aller jusqu'au bout de son opinion; nul n'est resté maître d'en récuser ou d'en pallier les justes conséquences. Il a fallu voir et montrer tour à tour les choses telles qu'elles étaient, et comme il n'est point de vérité que l'erreur n'altère, point d'erreur qui ne soit mêlée de vérité, les esprits sincères et clairvoyants n'ont pu éviter de saisir le nœud de la question, la source du dissentiment, et par là même le point de conciliation. Car, au fond, les opinions ne se contrarient que par ce qu'elles ont d'exclusif, et la doctrine qui les comprend toutes sans contradiction est nécessairement la vraie. La gloire de le penser était due au parti des hommes nouveaux. Destiné par son principe même à toujours marcher en avant, c'est dans le sein de ce parti éternellement novateur que s'est élevée une critique à la vue perçante et vaste, qui ne se propose pas moins que de pacifier le monde moral et d'établir à jamais en faveur de toutes les croyances la foi suprême dans la liberté. Il y a dans ce seul mot une doctrine tout entière.

Elle a trouvé son premier organe dans un recueil déjà célèbre, et qui unit la solidité d'un livre à la rapidité d'action d'un journal [1]. Mais pour que le temps la déve-

[1] *Le Globe.*

loppe, pour que la discussion la complète, il faut qu'elle s'explique et se motive sans cesse, qu'elle se présente sous toutes les formes, qu'elle parle tous les langages. Jamais elle n'aura trop de publicité, car c'est par elle que la France renouvelle ses titres à l'attention de l'Europe.

Nous fuyons les illusions de la vanité nationale. Rien n'est plus sot que le patriotisme dans les choses de l'esprit. Mais si nous considérons chacun des grands peuples qui comptent en Europe, il est difficile de penser que, pour l'influence morale, aucun puisse encore le disputer à la France. On ne peut nommer avec elle que l'Angleterre et l'Allemagne; car, injustement peut-être, l'Italie est toujours négligée; l'Europe n'y pense pas. Quel spectacle nous présentent l'Angleterre et l'Allemagne?

Libre la première, toujours sans modèle, longtemps sans rivale, l'Angleterre s'est isolée dans le monde moral comme dans l'ordre politique. Sous quelque rapport qu'on la considère, on peut dire que c'est toujours une île : *penitus divisos*. De là l'originalité qui la distingue et que la civilisation n'efface pas. Mais à quelques égards cette originalité même lui a nui. Rarement l'Angleterre a su se faire entendre des nations étrangères; peut-être dans son orgueil dira-t-elle qu'elle l'a dédaigné, mais en le disant, elle attesterait ce qui manque généralement à son génie : il n'est point communicatif. Aussi son influence a-t-elle été moindre qu'on n'aurait dû l'attendre du grand nombre d'esprits supérieurs qui l'ont illustrée, et surtout de l'avance que les événements lui avaient donnée sur le reste du monde. Peu jalouse de propager ses idées,

elle n'en a point le talent; et depuis si longtemps qu'une continuation inouïe de prospérité et de tranquillité intérieures l'ont mise hors de pair entre toutes les puissances de l'Europe, elle l'étonne plus qu'elle ne la domine; elle la néglige et ne la comprend même pas. Livrée à une perfectibilité lente, ainsi qu'elle a négligé de mettre ses lumières en commun avec les autres peuples, elle n'a su ni s'intéresser ni s'associer à leurs progrès. C'est de cette manière que, supérieure encore à tout notre continent par les institutions, par les idées pratiques de gouvernement et d'administration, elle est restée en arrière de quelques nations dans la carrière des idées générales. Ne sachant s'éclairer que de ses propres clartés et se nourrir que de ses propres fruits, elle a manqué d'acquérir tout ce que les sociétés gagnent par l'échange des connaissances et par la communauté des biens de l'esprit. Il n'a pas moins fallu que l'action bienfaisante de la liberté, que l'énergie puissante de sa nature pour qu'elle ne payât point cher un tel isolement, et continuât sous tant de points de vue de rivaliser à elle seule et par ses propres forces avec l'univers dont elle se sépare. Elle a tout fait chez elle, et si elle a peu servi l'humanité, l'humanité l'a peu servie. D'après cela on concevra aisément que l'étendue ne saurait être la qualité éminente du génie anglais : on peut ajouter que, privilégié comme un premier-né par la civilisation moderne, ce peuple s'est accoutumé à jouir paisiblement de ses avantages, et qu'ainsi que toutes les supériorités trop peu contestées, l'Angleterre s'est engourdie dans sa grandeur. Ses institutions seules l'animent, toute sa vie est dans sa liberté. Aussi, hors du cercle de ses affaires, se montre-t-elle sans ac-

tivité et quelquefois sans intelligence. Elle se consume en réformes partielles, en perfectionnements de détail, en combinaisons d'utilité, et abandonne la recherche désintéressée du vrai. Spectacle étrange! il semble voir un aigle qui, les ailes ployées, bâtit, répare, embellit son aire et néglige de reprendre son vol vers la région du soleil.

L'Allemagne est au milieu de l'Europe comme une université savante. Elle se montre possédée de cet amour consciencieux de l'étude et de la méditation qui ne se développe que dans la solitude et dans le silence; mais sous le poids de la science, on dirait que sa raison s'affaisse; elle perd la puissance de s'attacher à la substance même des choses, en s'abîmant dans le détail de leur histoire. A force de penser, sa philosophie rêve; sans but prochain, sans application probable, elle s'égare paisiblement dans ses propres conceptions, et s'absorbe en elle-même comme les sectes contemplatives. Peu lui importe d'être entendue ni d'être obéie. Au rebours de l'Angleterre, l'Allemagne est trop désintéressée. Ce désintéressement, qui néglige le monde réel, engendre un véritable quiétisme scientifique, et pourtant près du devoir de chercher la vérité est le devoir de la propager. Peu soucieux des conséquences, peu inquiet des difficultés, le génie germanique est une sorte d'idéalisme pratique, plus novateur que réformateur, qui se plaît à découvrir, qui jouit d'apprendre, et pour qui la réalité est, comme le corps pour l'âme, une *guenille* auprès de la science. Ce monde n'est à ses yeux qu'une occasion d'étudier; l'Allemand le fait poser devant lui, comme si l'homme n'était autre chose qu'un témoin de l'ordre universel.

C'est oublier qu'ainsi que l'éternelle raison lui départit l'intelligence, l'éternelle puissance lui imposa l'action. La science, même comme science, perd quelque chose à demeurer purement spéculative. Hypothétique dans ses données, hasardée dans ses conclusions, elle s'élève, mais elle se limite; sous le prétexte d'atteindre à la vérité pure, elle se dégage de la plus grande des difficultés, celle d'embrasser les choses dans leur ensemble, et de saisir l'alliance intime et compliquée des principes et des faits. Le génie allemand est un architecte qui fait toujours des plans et qui ne construira jamais d'édifice.

Peut-être la France ne pourra-t-elle jamais le disputer à l'Allemagne pour la profondeur, pour la subtilité, ni lui ravir le trésor de l'érudition; peut-être ne doit-elle jamais égaler le bon sens inventif, l'habileté pratique qui distingue les Anglais, non plus que cette fraîcheur d'imagination que le ciel du nord semble éterniser, comme il entretient la verdure des prés et des bois. Mais par combien d'autres qualités se dédommage cet esprit nouveau dont tout à l'heure nous annoncions la naissance et décrivions les caractères! Qui le surpassera pour la justesse et l'étendue? Puissant par l'universalité, il ne se renferme dans aucun point de vue; il se déplace avec une souplesse merveilleuse, il se transporte dans tous les temps, dans tous les lieux, s'identifie avec toutes les opinions; il sait tout comprendre et tout juger : c'est la raison même.

On pressent le grand rôle que doit jouer un semblable esprit dans la politique, la philosophie, la législation et généralement les sciences. Il est plus difficile d'apprécier l'influence qu'il peut exercer sur les lettres et sur tous les

arts d'imitation : évidemment il y pénétrera d'abord par la critique, et, en effet, nous lui devons déjà la seule critique qui ait su concevoir les besoins et les droits de l'imagination. On doit déjà même se représenter comment, à force de raison et d'impartialité, cette critique peut pour le talent tenir lieu de l'inspiration. Comme elle n'exclut rien, comme elle aperçoit tout, elle peut conduire au beau par l'examen, et ramener par la réflexion à l'originalité. Aussi bien, dans un siècle raisonneur tel que le nôtre, lorsque tout est divulgué et que les mystères ont fait place aux questions, cette innocence naïve du génie qui s'ignore lui-même et qui crée par instinct est, j'en ai peur, une chimère qu'il faut renvoyer à l'âge d'or de la littérature; et peut-être la raison, à qui rien n'est interdit, reste-t-elle en droit de révéler au génie ses propres secrets, de remplir l'œuvre de la nature, de tout refaire enfin, même la poésie.

La poésie, l'éloquence, l'imagination, le talent dans un art quelconque, demeureront toujours des dons individuels. La renommée qui les récompense ne saurait être le prix qu'espèrent les écrivains qui s'associent pour la publication d'un recueil périodique. La recherche de la vérité et la propagation de ce qu'ils croient la vérité, tel est leur principal et même leur unique but. Heureux s'ils contribuent à répandre des idées fécondes, à provoquer les esprits créateurs, à multiplier et à resserrer les liens intellectuels entre les hommes, entre les classes de la société, entre les nations civilisées! Heureux si leur ouvrage réfléchit fidèlement l'esprit de leur siècle et de leur pays, et s'il sert à en étendre le renom et l'influence! Heureux enfin si la critique réussit dans leurs

mains à rallier les intelligences, à les satisfaire, à les exciter, et, loin de semer le doute et le découragement, devient la source de la conviction! Il semble qu'ils atteindront plus sûrement ce but, s'ils s'occupent moins des personnes que des choses, et s'ils ne prétendent pas traiter tous les sujets, juger tous les écrits, mais ceux-là surtout qui se rattachent immédiatement à quelque idée générale, et dont l'examen donne naissance à l'étude d'une question. C'est dans cet esprit que la *Revue française* a été conçue. Nous ne pouvons répondre que de notre intention : l'avenir jugera le reste.

DE L'ÉTAT DES OPINIONS.

(*Revue française*, 1828.)

C'est une grande épreuve pour les opinions et pour les consciences que la liberté. Il est naturel qu'elles se sentent surprises et même alarmées de se voir subitement livrées aux chances de la concurrence, aux périls de la discussion, et la raison la plus sage peut quelquefois être troublée par le bruit du grand débat que, sur toutes les questions essentielles, la restauration a ouvert parmi nous. On peut même être tenté de regarder comme un désordre ce qui sera l'ordre nouveau des sociétés, et comme un moment de crise le début d'une situation durable. Nous n'entreprendrons pas pour aujourd'hui de prouver que cet état de choses est le seul légitime, le seul conforme, autant que nous en pouvons juger, aux vues de cette Providence qui, laissant l'homme libre sur la foi de sa raison, *livra le monde à ses disputes.* Il nous suffit d'examiner les faits seuls, et de rechercher ce qu'il y a de vrai, ce qu'il y a de faux dans ces effrayantes descriptions d'une société livrée à l'anarchie des opinions; car telle est l'expression usitée pour caractériser la société française; elle a fait même si grande fortune, qu'on la répète de toutes parts avec des intentions bien diverses. Si

les disciples de MM. de Maistre et de La Mennais l'ont mise les premiers au monde, nous avons vu, non sans surprise, les adeptes de Saint-Simon et d'Owen la leur emprunter et la prodiguer à leur tour. Tandis que les auteurs du *Mémorial catholique* présentent la théocratie comme la seule digue qui puisse contenir le torrent, les rédacteurs d'un recueil qui a cessé de paraître, mais dont l'esprit n'est pas éteint, *le Producteur*, n'attendent le retour de l'ordre que d'un système social qui ferait de l'humanité un grand couvent polytechnique gouverné par l'Académie des sciences. De ces deux doctrines, l'une est plus redoutable, l'autre est plus bizarre; mais aucune assurément ne s'emparera des esprits au point de posséder ce monde. Cependant, comme toutes deux peuvent être soutenues avec conviction, comme toutes deux sont assez fausses pour se montrer aisément exclusives, assez étroites pour paraître facilement conséquentes, l'une et l'autre méritent quelque examen, et les recueils ainsi que les ouvrages destinés à les propager, nous ont toujours paru dignes d'une curiosité que, par malheur, le public ne daigne point partager. Mais, avant de soumettre à l'analyse le remède que veut opposer à la maladie du siècle l'absolutisme théologique ou industriel, il faut constater, décrire, reconnaître le mal; peut-être est-il plus avancé qu'on ne l'imagine. Avant tout, est-il réel, et en quoi consiste-t-il? Cette question, bien éclaircie, faciliterait de beaucoup la solution de toutes celles qui en dépendent. Ce sera notre travail de ce jour. Commençons par l'exposé de la cause; une autre fois peut-être donnerons-nous les conclusions.

De tout temps les hommes ont considéré de deux ma-

nières l'époque où ils vivaient. Tantôt frappés uniquement des erreurs, des fautes, des crimes même dont ils étaient témoins, ils ont tourné des regards d'envie et de regret vers le passé auquel leur imagination a prêté la sagesse et les vertus qui leur manquaient ; se condamnant eux-mêmes comme une génération déchue, ils ont prédit à leurs fils une corruption plus grande que la leur, et laissé à l'avenir le soin de réhabiliter leur siècle en s'accusant. Tantôt initiés par l'histoire à la connaissance des préjugés et des torts du passé, ils se sont enorgueillis d'en avoir répudié l'héritage : préoccupés de leurs travaux, prévenus de leurs idées, ils ont tourné en dérision les traditions de leur pays et les souvenirs de la vieillesse. Il semblait que la raison ne datât que de leur époque, et ils auraient dit volontiers de la vérité qu'ils l'avaient vue naître. Par un rapprochement singulier, ces deux dispositions si opposées ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; chacun en s'observant peut retrouver en lui-même le double germe du besoin d'adorer la sagesse et les vertus antiques, et du penchant à s'enthousiasmer pour les idées et les mœurs nouvelles.

Cependant il semble qu'aujourd'hui tout le monde ait pris décidément parti pour ou contre le passé. Depuis un temps qui déjà remonte assez haut, une sorte de réforme s'est opérée dans les esprits. Juges sévères et curieux, ils ont sommé toutes les croyances de rendre compte d'elles-mêmes, et marqué du nom de préjugé toutes celles qui n'ont pu se justifier par des raisons modernes. Le siècle, aux yeux de ceux qui l'aiment, semble appelé à tout renouveler ; ils le louent avec orgueil, ils l'attendent avec espérance.

Depuis un temps plus voisin de nous, au contraire, quelques hommes sont entrés en défiance des lumières et des tentatives contemporaines. Uniquement touchés des revers ou des fautes des novateurs, ils ont vu dans toute nouveauté un péril et un désordre; ils ont appelé corruption ce que les autres nomment perfectionnement; ils n'ont aperçu qu'une maladie d'esprit, qu'une dépravation d'imagination dans ce besoin de changement, qui semble ailleurs l'heureux présage des grandes destinées de l'humanité. Inquiets ou irrités des efforts de la société pour une amélioration apparente, ils la rappellent à ses origines, ils la repoussent vers le passé, dont les institutions et les opinions leur paraissent à la fois les seules possibles et les seules raisonnables, parce qu'elles ont existé. A les entendre, la société ne saurait vivre que par les croyances qui ont péri, et il n'y a de durable que ce qui n'est plus. Si quelquefois ils participent au mouvement général, c'est à regret et comme par obéissance; lorsque le fleuve les emporte loin du bord, ils tournent les yeux, ils étendent les bras vers ce qu'ils ont quitté, *ripæ ulterioris amore.*

De telles divisions n'éclatent qu'à ces époques critiques où la société va changer d'état, où, longtemps ébranlée, elle balance encore à se rasseoir. Alors seulement les hommes peuvent, les uns étouffer cet intérêt, ce respect naturel pour l'antiquité, et qui n'est que l'esprit de famille de la race humaine, les autres comprimer ce goût pour tout ce qui est de notre âge, cet enthousiasme pour tout ce qui peut nous signaler entre les générations, enfin cet attrayant besoin de perfectionnement qui atteste assez que l'homme vaut mieux qu'il ne semble, et qu'il a des sentiments au-dessus de sa condition. De part et d'autre,

en effet, on étouffe un penchant, un instinct naturel à la raison comme au cœur, et l'on se rend injuste ou pour ce qui existe ou pour ce qui n'est plus.

Écoutez les partisans du passé : vous verrez qu'ils s'élèvent surtout contre cet esprit de doute et de critique qui a remis en problème toutes les choses décidées par nos pères, depuis la religion jusqu'aux systèmes économiques, depuis les institutions politiques jusqu'aux règles des beaux-arts. Ce qu'ils voient, ce qu'ils admirent surtout dans le passé, c'est une fidélité aux usages, une constance dans les croyances qui tenaient l'esprit humain à l'abri des agitations du doute et des périls de l'erreur ; c'est une sorte de convention générale qui prévenait ou réprimait toutes les dissidences et toutes les variations ; tandis qu'au contraire cette liberté de penser, qui va se portant sur tous les sujets, rompant le sceau que le temps ou le pouvoir a mis sur toutes les croyances, cette indépendance universelle que ne subjuguent ni l'ancienneté ni la coutume, paraît à leurs adversaires le droit de la raison et l'honneur de leur époque. Enfin, s'il fallait caractériser les deux partis par un mot, on dirait que le premier est le parti de l'autorité, et le second le parti de l'examen.

Selon le premier, l'esprit humain n'a commencé par l'examen que pour arriver à l'incrédulité ; et bientôt effrayé de l'incrédulité comme trop positive, il s'est jeté dans un doute où il se complaît, et qui présente tous les symptômes de l'indifférence. De là une insensibilité profonde au vrai et au faux, un dédain de toute conviction comme d'un danger ou d'une duperie, une timidité à nier et à affirmer, une impuissance enfin de croire et de dou-

ter même qui fait pitié. L'intelligence de l'homme, vide de tout, même de l'erreur, n'est plus qu'un tombeau désert qui ne recèle rien, pas même la mort. C'est dire au fait que l'examen en toutes choses est le plus grand ennemi de la foi, laquelle ne trouve sa source et son appui que dans l'autorité.

Certes, si le reproche est fondé, le siècle est condamné et l'humanité court grand risque. L'esprit de l'homme a besoin de la vérité; il est fait pour elle, il est donc fait pour croire; car le plus sûr insigne de la vérité est encore dans la créance qu'elle obtient. Si donc l'esprit de l'homme en est venu à se dispenser de croire, c'est-à-dire à se passer de vérité ou à vivre sans nourriture, voilà, certes, une révolution plus étonnante que toutes celles qui, dans ces derniers jours, ont surpris le monde. Le siècle est donc bien autrement novateur qu'on ne l'imaginait encore : il a changé l'esprit humain.

Il ne faut pas que le fracas des mots nous étourdisse, ni cacher de petites choses sous de grandes expressions. Il est évident qu'une révolution dans l'esprit humain, non plus seulement dans ses opinions ou ses méthodes, mais dans sa nature, est une simple métaphore ou un prodige chimérique. L'homme qui ne peut changer la nature d'un seul être, et dont toute la création se réduit à croiser des races, à greffer des arbres, à dédoubler des fleurs, n'a point reçu le formidable don d'abolir son esprit pour le refaire à neuf, et d'attenter à sa propre essence : c'est un essai qu'il n'a jamais entrepris, c'est une fantaisie qu'il n'a jamais rêvée que la *transmutation de la raison*. Avec quelles forces, après tout, aborderait-il une telle tentative, si ce n'est avec celles de l'intelligence

même? C'est-à-dire qu'il se prouverait en voulant s'anéantir, et se retrouverait tout entier dans sa raison disparue... Abrégeons, tout cela ne peut être qu'un jeu de langage.

Il y a sans doute une différence entre croire et examiner. Mais aucune faculté, aucun acte de l'esprit humain n'est aussi distinct, aussi exempt de toute autre faculté, de tout autre acte, qu'on le suppose dans le langage ordinaire et souvent dans le langage philosophique. Oui donc, l'homme a le besoin et le don d'examiner; il a le besoin et le don de croire; et parfois il arrive qu'il croit avant d'examiner, et qu'après l'examen il cesse de croire : chose qui prouve seulement que l'examen peut conduire à l'incrédulité, parce que plus notre raison se développe, plus elle se défie d'elle-même, comme un goût plus exercé devient plus difficile. Mais se défier de la raison, ce n'est pas la nier; car la raison seule a le droit de se déclarer suspecte. Ainsi, celui que l'examen mène à l'incrédulité cesse de croire telle ou telle chose, mais non pas de croire absolument; car tout au moins il croit à l'examen même. Or, où puise-t-il l'envie, l'obligation, pour ainsi dire, la nécessité de croire à l'examen, de se fier aux preuves, si ce n'est dans le caractère de vérité qu'il leur découvre, et dont lui seul est juge? Et cette reconnaissance arbitraire, ou qui paraît telle, de la vérité, cet acte décisif de la raison, qu'est-ce autre chose qu'un acte de foi?

Celui, au contraire, à qui la croyance épargne l'examen, juge au moins implicitement que cette croyance le satisfait et sent son esprit plus à l'aise dans le repos que dans la recherche. Admettre la vérité de certaines idées à la

première vue ou sur un simple témoignage, lui paraît, tout bien considéré, plus sensé que de tenter une inquisition épineuse. Sa croyance lui paraît bien entendue, quand même ce qu'il croit choque ou dépasse les conceptions ordinaires de l'entendement. Or, qu'est-ce que cette croyance de prédilection, que cette préférence de la foi implicite sur l'examen analytique, si ce n'est un acte de raison?

Ainsi l'homme est au même instant raisonnable et croyant. Pour peu que l'on remonte à quelque hauteur, l'examen et la foi se ramènent à un même principe; c'est la raison ou le *verbe* qui *illumine chaque homme venant au monde*. Un être unique et simple, âme, esprit, raison, verbe, se révèle dans ces deux opérations, ou plutôt sous ces deux apparences. Plus vous pénétrerez avant, plus vous approcherez de l'unité; sans jamais l'atteindre, du moins vous la pressentirez. Aux environs de la terre inconnue que Colomb avait découverte avant de l'avoir touchée, la mer changea de couleur, et des parfums lui annoncèrent le rivage : ainsi sur les flots du monde extérieur mille signes promettent au regard observateur l'existence de cet autre monde dont on approche incessamment; on le devine, on l'espère, on le sent, mais moins heureux que Colomb, on mourra sans l'avoir vu.

Cependant, malgré leur commune origine, la différence des procédés suffit pour expliquer, entre l'examen et la foi, l'opposition dont on se prévaut pour faire exclure l'un par l'autre. L'abstraction est en droit d'isoler entre elles les facultés et surtout les opérations de l'intelligence; et, dans la pratique, selon que la part qu'une intelligence individuelle accorde à telle ou telle faculté, à telles ou telles opérations, est plus ou moins grande, le résultat est

tout différent. Ainsi, considéré séparément, on ne peut nier que l'examen ne conduise souvent à rejeter ce que du premier coup la foi admettrait, et que la foi ne néglige souvent les témoignages de l'examen. La foi empêche d'examiner, hormis pour croire, et l'examen empêche de croire, hormis par l'examen. Il y a des hommes qui prennent plus souvent l'un de ces partis que l'autre; de là résulte le caractère dominant de leur esprit et le nom qu'on leur donne. Les époques font en cela comme les hommes : il y a des siècles de foi; il y a des siècles d'examen.

Le nom qui convient au nôtre n'est pas douteux; mais nous sommes encore dans un état de transition, nous cherchons nos croyances.

Pour qu'une opinion s'empare des esprits, il faut qu'elle soit appropriée à l'état où elle les trouve. Presque toujours la raison humaine ne s'y rend que comme à la dernière découverte, comme à la vérité la plus récente, c'est-à-dire la plus approchée de la vérité parfaite, tranchons le mot, comme à la *vérité* la plus *vraie*. Une fois reconnue, et, pour ainsi dire, légitimée par l'obéissance, elle règne sans contestation et sans travail; elle se perpétue par la tradition; elle trouve bientôt dans sa durée, plutôt qu'en elle-même, le titre de son autorité. Ce qui fut dans les premiers croyants foi raisonnable (*obsequium rationabile*), peut devenir superstition chez leurs successeurs; et telle est, à de certaines époques, la paresse de l'esprit humain, qu'il croit longtemps même au dogme qui ne le satisfait plus, et continue de se soumettre encore après qu'il a cessé de croire. Cependant, soit que la vérité dominante s'altère comme tout pouvoir non contredit, soit que la

raison, par son progrès insensible, devienne plus sévère et plus défiante, le jour de l'examen se lève, et la croyance consacrée s'évanouit tout entière, sans distinction du faux ni du vrai, semblable à cette race de rois fainéants qui ne surent pas défendre le sceptre que leurs aïeux avaient su conquérir. Telle est l'histoire de presque toutes les révolutions dans chaque ordre de connaissances. Mais il survient des époques privilégiées pour les révolutions, où, presque en même temps toutes les grandes croyances, celles qui touchent aux intérêts les plus relevés et les plus généraux, sont remises à l'épreuve ensemble. Alors tout s'ébranle à la fois; tout retombe dans une incertitude d'abord effrayante; il semble que la société, regardant toute expérience comme non avenue, prétende se recommencer tout entière.

Tel est le spectacle que nous offrirons à l'histoire : jamais une investigation plus sévère et plus étendue n'a parcouru une aussi grande partie du domaine de l'esprit humain. Jamais plus vaste question n'a été posée que celle qui s'est élevée dans le dernier siècle, et ce n'est point à tort que le manifeste de l'esprit qui l'animait s'est appelé l'*Encyclopédie*. Avec le temps, les débats spéculatifs se sont étendus aux réalités; la polémique est devenue une guerre, et la philosophie, une révolution. Alors aux difficultés des questions les événements, cent fois plus douteux que les idées, sont venus joindre leur obscurité. Les passions les plus ardentes, les intérêts les plus âpres, ont jeté dans la discussion une foule de débats, secondaires pour la raison, mais pressants pour des créatures mobiles et passagères comme nous. L'expérience, la plus trompeuse comme la plus invoquée des preuves, a fourni à

tous les partis des armes égales, et multiplié les arguments, les prétextes et les sophismes. De là une confusion dans les opinions, qui subsiste malgré la régularité apparente de la division des partis. Chacune de ces deux armées, que le monde voit en présence, cache en effet dans ses lignes des bannières diverses, et peut-être la victoire les aurait-elle bientôt dissoutes. Tant de controverses vaines, tant d'assertions démenties, tant d'espérances trompées ont laissé dans l'ordre moral une discordance et un désordre qui frappent l'observateur le moins attentif; et maintenant que la confiance de l'attaque a été déçue par les revers, que l'incertitude a gagné jusqu'à l'incrédulité, chacun a bien encore des idées éparses, ou plutôt des habitudes d'esprit auxquelles il s'attache par routine ou par impuissance; mais on montrerait difficilement un corps de doctrine qui fût admis et professé un peu communément. On doute de tout, même du doute, et, vu ainsi dans ses apparences extérieures, il semble que le siècle mérite les véhémentes invectives de ceux qui se sont armés contre toute nouveauté, afin de rester du moins en possession d'un peu de foi.

Mais faut-il désespérer de ce désordre? Cette incertitude visible ne recouvre-t-elle aucun germe de conviction? Ce doute universel n'est-il pas comparable au doute puissant sur lequel s'appuya Descartes pour édifier une des doctrines les plus dogmatiques dont la philosophie ait gardé le souvenir? Enfin la confusion qui nous alarme ne peut-elle pas être le chaos qui précède et cache la création?

Il ne faut pas imaginer, parce qu'un siècle a beaucoup dissipé d'antiques croyances, qu'il soit essentiellement

incrédule, c'est-à-dire qu'il ait perdu le besoin et la faculté de croire. C'est bien plutôt le siècle précédent qui, résigné à la pratique des opinions qui ne le dominaient plus, peut être accusé d'avoir renoncé à la foi en descendant à l'avilissement d'une soumission sans conviction. Mais le jour où les hommes, las d'une complaisance hypocrite ou paresseuse, ébranlent le pouvoir qu'ils ne révèrent plus, le jour où ils brûlent ce que leurs pères ont adoré, ce n'est pas, comme on le dit, qu'ils soient irrévocablement destinés à tout méconnaître, à tout profaner, c'est qu'ils cherchent ailleurs la vérité et la sainteté. Cette inimitié insultante, cette dérision audacieuse de tout ce qui fut puissant et honoré, recèlent au contraire un besoin renaissant d'honorer et d'obéir. La révolte n'est souvent qu'un moyen de restauration. Ceux qui, au dix-huitième siècle, restèrent par prudence ou faiblesse fidèles sujets des conventions établies, étaient au fond bien plus incrédules, bien plus indifférents que leurs insolents successeurs, qui n'ont pu se résoudre à servir en méprisant. Je ne crains pas de le dire; ces hommes dont le nom seul fait frissonner tous les puissants de la terre, et rougir ceux-là même dont ils ont servi la cause, ces hommes dont l'orgueil intraitable et cynique semblait le fléau de tout ordre, et que l'on croirait venus au monde pour renverser toutes les barrières, secouer tous les jougs, briser tous les freins, ne demandaient que de nouveaux maîtres. Ils ont pu brûler tous les titres et raser tous les autels, faute de trouver un droit à respecter, une idée à croire; mais, certes, ils n'étaient pas devenus incapables de croyance ni de respect. Et pense-t-on que, seuls, des indifférents ou des imposteurs auraient pu chan-

ger la face de la société? Ne leur fallait-il pas une excessive conviction de la grandeur de leur cause pour lui faire d'aussi terribles sacrifices? Non, leurs crimes donnent la mesure de leur dévouement, et la férocité même dépose ici de la foi.

Et ce funeste exemple nous montre l'écueil où viennent toucher toutes les opinions que, soit l'antiquité, soit la nouveauté, rend puissantes. Il est rare, il est inouï qu'elles échappent à la tentation d'excéder leurs droits et de triompher par la force. Plus les hommes sont convaincus, plus ils se croient autorisés à l'injustice dans l'intérêt de leur conviction. L'innocence, la beauté, la sainteté même de la cause les pervertit en les aveuglant. Soit qu'ils attaquent, soit qu'ils se défendent, il est rare qu'ils ne se fassent pas une arme, que dis-je! un devoir même de la persécution. Il semble que la vérité soit quelque chose de trop fort pour la faiblesse humaine; celui qui la possède ou pense la posséder, lui reconnaît un empire qui va jusqu'à légitimer les passions et les attentats de ses défenseurs. Comme une expérience constante nous permet de rapporter la plupart de nos fautes à l'égoïsme, une conviction forte et commune à plusieurs a le fatal privilége, en nous arrachant à la personnalité, en nous associant par un intérêt général, quelquefois même abstrait, d'absoudre à nos yeux, pour cet intérêt, ce que nous aurions horreur de faire pour le nôtre. Que m'importe? ce n'est pas pour moi que j'agis, c'est pour la cause. Que suis-je? humble et faible instrument! c'est le roi, c'est le peuple, c'est Dieu, c'est un nom enfin, l'humanité ou la religion, le droit divin ou la liberté. Anathème, rebelle ou tyran quiconque résiste ou proteste! Et

voilà comme l'injustice n'est jamais plus funeste que lorsqu'elle peut faire illusion à celui qui la commet. D'autant moins scrupuleux qu'il se croit désintéressé, il se dirait tiède et lâche, s'il s'en abstenait; bientôt ce n'est plus audace, c'est obéissance : ou prenez-vous qu'il abuse, qu'il attente? Il se dévoue au contraire, il se sacrifie; ce persécuteur est un martyr.

L'âge d'innocence des croyances est bien court. Tant qu'elles ont à se défendre contre d'autres doctrines encore armées et puissantes, elles ne demandent que la permission d'exister; elles seront trop heureuses, si elles demeurent impunies; la tolérance est tout leur vœu. Je sais qu'il leur est dû davantage : il leur est dû l'égalité, qui, si elles sont vraies ou seulement plus vraies que les opinions ennemies, les conduit infailliblement à la puissance; car, là où la concurrence est libre, le prix est assuré à la vérité. Mais après le succès, rarement elles se préservent des excès dont elles ont souffert; les représailles semblent trop aisément un dédommagement légitime; le christianisme a prêché la tolérance pour s'établir, et pratiqué la persécution pour se conserver; presque toujours la liberté d'un temps devient la tyrannie d'un autre.

L'innocence, ou, pour mieux parler, l'impunité absolue de toutes les opinions en elles-mêmes, indépendamment de l'intention morale, des motifs et des actes qui les accompagnent; en d'autres termes, la liberté de penser est une de ces grandes idées qu'aucune société n'a encore embrassées tout entières. Elle n'a guère été soutenue jusqu'ici que dans un intérêt de circonstance, et par des sectes opprimées qui l'invoquaient comme une sauve-

garde. Notre siècle, qui l'a le premier professée en principe général, l'a plus d'une fois démentie en action; cependant il y revient sans cesse, et le besoin comme la justice de cette idée se fait tour à tour sentir à tous les hommes et à tous les partis. Aussi est-il permis d'espérer que, destinée à être violée plus d'une fois, elle ne disparaîtra plus de la société. Réclamée par tous les vaincus, elle ne sera plus mise en oubli par les vainqueurs; ils l'outrageront sans la méconnaître, et, en dépit des passions, elle modèrera leur vengeance, elle allégera leur domination. C'est peut-être le plus grand progrès de ce siècle et sa principale découverte. La vérité étant au concours parmi les hommes, la force n'a droit que sur la force, l'esprit que contre l'esprit; par conséquent, toutes les opinions sont égales devant la loi et le pouvoir. Telle est l'idée la plus féconde en bienfaits positifs à laquelle le genre humain se soit encore élevé; du moins est-il vrai que l'opinion opposée, de temps immémorial pratiquée par toutes les sectes et par tous les pouvoirs, est de toutes les pensées humaines celle qui a fait le plus de mal à l'humanité. C'est elle qui a ordonné ou justifié tous les meurtres pour opinion que raconte l'histoire. Toujours variée, mais toujours terrible dans ses applications, elle a servi toutes les causes, et pour toutes les causes employé toutes les armes, depuis la ciguë jusqu'au gibet, depuis le bûcher jusqu'à l'échafaud. Puissent les victimes dont le sang fume encore autour de nous, être les dernières dont le même sophisme, qui venge les opinions sur les personnes, ait dicté l'arrêt, insulté la mort, rassuré les bourreaux! Puisse à l'avenir la raison humaine plus éclairée et plus juste refuser des arguments au crime,

et le laisser seul et nu avec ses doutes, ses angoisses, son horreur de lui-même, dépouillé d'illusion, de prétexte et d'imposture !

Ce vœu, je le répète, n'est point le rêve d'un écrivain isolé ; il répond à une opinion qui a pénétré plus ou moins intimement dans les esprits, à l'un des premiers principes de la doctrine que cache ce qu'on a nommé l'indifférence du siècle. Point de doute qu'il n'y ait en effet des indifférents ; point de doute que beaucoup d'hommes n'aient été conduits par la seule indifférence à cette idée de tolérance et de justice universelle ; mais cette idée n'est pas pour cela la profession même de l'indifférence. A la naissance du christianisme, des multitudes entières ont embrassé l'Évangile par mobilité, par orgueil, par esprit de révolte ou de nouveauté. S'ensuit-il que la révolte et l'innovation, la mobilité et l'orgueil soient les caractères du christianisme ? De même, ce n'est point l'indifférence qui constitue la doctrine de l'impartialité telle que nous la concevons, quoique l'indifférence ait contribué à la répandre. Cette doctrine est la gloire et la conquête de notre siècle; elle est le premier article de son nouveau symbole; elle est sa foi.

Veut-on savoir quel en est le fondement ? Elle s'appuie sur deux autres vérités entre lesquelles il serait possible d'établir une connexité qui équivaut presque à l'identité ; c'est d'abord que la perfectibilité est un des attributs essentiels de la nature humaine ; c'est ensuite que l'infaillibilité n'est pas donnée à la nature humaine. La considération de ce double fait, sans ébranler en rien ni l'existence absolue de la vérité qu'il suppose au contraire, ni la foi entière que lui doit la raison, met un frein à l'or-

gueil de nos croyances, et, sans rien ôter des droits de la raison, restreint ses prétentions exclusives, et peut seule terminer le grand débat entre la tolérance et la foi. Les philosophes reconnaîtront bien que là doit être au fond la solution de la querelle du scepticisme et du dogmatisme; mais nous n'en traitons pas ici.

Toutefois l'impartialité défend de rien déguiser, pas même l'abus que l'on peut faire de son nom. Or si la foi exclusive et illimitée conduisait à l'intolérance, à la persécution, à l'oppression, il faut avouer que l'impartialité touche à l'indifférence. L'égoïsme entraîne à des rigueurs, à des violences que la foi souvent a pu favoriser ou colorer; de même il a des faiblesses et des lâchetés qui peuvent seconder ou suivre l'impartialité. Et même je suis prêt à convenir que, de nos jours, c'est à fortifier le caractère, à échauffer l'activité, bien plus qu'à réprimer la violence, que la morale doit en général consacrer ses efforts et ses leçons. Mais assurément le bonheur de la société ne perd rien à ce changement. C'est une étrange cause à soutenir que celle de l'impartialité; elle impose tant de devoirs à ses défenseurs, elle soumet leur conduite à tant de scrupules, et leur argumentation à tant de réserves, qu'aucune doctrine ne saurait avoir autant de peine à se propager. La prévention, le dénigrement, la dissimulation des faits, vices et ressources ordinaires de l'esprit de prosélytisme, deviennent pour la doctrine nouvelle des armes défendues. Il faut convaincre sans aveugler, entraîner sans tromper, passionner enfin par la vérité seule. Certes, la tentative est neuve, et si le succès s'en faisait attendre, il y aurait peu à s'en étonner. Ce serait chose fort simple que toutes les idées nouvelles,

empreintes et mêlées qu'elles sont pour ainsi dire d'impartialité, tardassent à saisir vivement les esprits, et ainsi s'expliquerait la lenteur que tous les amis des nouveautés reprochent au triomphe de leur cause. Mais, grâce au ciel et même grâce aux hommes, cette lenteur n'est qu'apparente; elle accuse seulement l'empressement de nos vœux et de notre espoir. Jamais, dans le fait, les événements n'ont mis si peu de temps à mûrir et à éclore. Les révolutions, jadis œuvre prolongée des âges, se préparent et éclatent en peu d'années; et si une juste ambition, un légitime mécontentement qui atteste la hauteur de nos espérances, ne nous fermaient les yeux sur les progrès accomplis, nous verrions que ces progrès, de beaucoup inférieurs à nos droits, dépassent pourtant en rapidité comme en étendue presque tous ceux qui ont, en d'autres temps, coûté des siècles entiers à l'humanité. Ce n'est pas uniquement au sommet de l'ordre social et aux institutions politiques que nous devons regarder pour juger des progrès de la société; si là des circonstances passagères, des obstacles d'un jour arrêtent parfois le perfectionnement, il descend et se retire dans la vie privée, dans les mœurs, dans les travaux journaliers, dans les relations communes. Alors, pendant un temps, la civilisation cesse de paraître marcher, mais c'est le pouvoir seul qui est resté en arrière, et nous sommes trop habitués à juger de la marche de l'armée par celle du chef. En admettant même que la civilisation n'ait point avancé, qui nous dit qu'elle ne se soit point étendue? Le monde travaille sourdement et se développe sous nos yeux d'une manière invisible, semblable à l'homme qui prend sa croissance en présence et pourtant à l'insu de tous, et qui se

trouve avoir passé de l'enfance à la jeunesse, sans que le passage ait été aperçu. On ne l'a point vu grandir, mais on le voit homme et on l'avait vu enfant.

Il est d'ailleurs une circonstance importante qui a pu ralentir les progrès de la société. Nous avons cru caractériser suffisamment l'esprit nouveau dont elle est animée, cet esprit duquel le progrès social ne peut de longtemps être qu'un développement, en l'appelant un esprit d'impartialité. Mais cet esprit d'impartialité, dont l'égalité civile, la communauté des lois, la liberté des cultes, ne sont que des expressions, a pour se répandre besoin de la preuve d'exemple. Or, la guerre des opinions est récente, et ce n'est pas dans la chaleur de la mêlée que les opinions peuvent rester pures; les principes se dénaturent souvent, quand ils sont combattus. Les novateurs des autres siècles ne prétendaient qu'au succès; rien ne les gênait dans le choix de leurs armes; la force leur profitait comme la justice. Nous, au contraire, partisans d'une cause qui est la justice même, nous avons besoin, pour réussir pleinement, de conformer nos actions à nos principes et d'être justes pour être forts. Bien des ressources nous sont interdites, et cependant il semble que pour triompher par la justice il faudrait déjà que la justice eût triomphé. Si toutefois nous sommes inconséquents, nous travaillons contre nous-mêmes, les moyens discréditent le but, et en recourant à la partialité, à l'iniquité, pour le succès d'une doctrine d'équité et d'impartialité, nous échouons alors même que nous paraissons réussir, et nous sapons l'édifice en l'élevant. La terreur, par exemple, fut le démenti de la révolution.

Ces diverses causes ne permettent pas aux doctrines

nouvelles de conquérir avec autant de rapidité, ni surtout de s'établir avec autant de solidité que le souhaitent leurs sectateurs. Souvent, dans la politique surtout, ce qu'elles ont d'hostile et d'agressif est ce qui se montre d'abord. L'impartialité, quand elle vient combattre des doctrines partiales, semble passionnée; la justice, quand elle commence, ressemble à l'esprit de parti; la liberté usurpe sur le despotisme, et l'égalité lèse le privilége. C'est la condition inévitable de toute nouveauté que d'apparaître comme une révolte. L'humanité tout entière, réclamant ses droits, resterait une faction tant qu'elle ne les aurait pas reconquis. Ce n'est qu'au jour où les réclamations légitimes deviennent légales, où le pouvoir passe du côté de la nouveauté, que tout se pacifie et se rasseoit, parce que la raison devient le droit commun, et la justice l'ordre établi.

Quoi qu'il en soit de la lenteur de leur marche et de la difficulté de leur réussite, les doctrines nouvelles n'en subsistent pas moins; et l'on va voir qu'elles ont un but, un fond, et, si je puis ainsi parler, une substance, c'est-à-dire qu'elles sont capables de nourrir les esprits et de remplir la raison, qui demeure vide sans la foi. Et d'abord, s'il est vrai, comme on le démontre, que l'homme intellectuel ait besoin de la foi pour vivre, il est permis de demander s'il est mort. Il semble que non, et que la société est sur pied, et que même il serait assez difficile de lui surprendre des symptômes de mort prochaine. Elle n'est pas tellement déchue, même dans l'ordre moral, qu'elle ne force ceux qui l'attaquent à choisir parmi leurs idées, à cacher leurs passions, à modifier la violence de leurs vœux et l'injustice de leurs doctrines. Mettons à

part toute déclamation, et disons vrai : jamais la conscience de la société et même du pouvoir a-t-elle été aussi difficile, aussi délicate, aussi morale qu'aujourd'hui ? Le scrupule public ne s'étend-il pas maintenant à nombre d'actions jadis permises, d'abus, de crimes même tolérés ou consacrés autrefois? J'en citerais vingt exemples, et ne les prendrais pas dans les livres. La législation pénale a changé de maximes; des supplices longtemps réputés nécessaires et légitimes sont proscrits, et le souvenir n'en est plus que l'odieuse utopie de quelques flatteurs du passé. L'acte d'acheter un homme pour le réduire en esclavage, par la raison qu'il est noir et qu'il plante le sucre à meilleur marché, est devenu un crime dans l'opinion et dans le code de tous les peuples éclairés. Quelques-uns même se font scrupule du maintien de la servitude existante, et s'étudient à concilier habilement la sûreté des maîtres avec l'émancipation des esclaves. L'inégalité du mérite fondée sur la seule inégalité de la naissance n'est plus légalement professée. Les institutions corruptrices, les coutumes immorales dans l'administration ne sont plus hautement louées, là même où elles sont conservées. Le principe de l'intérêt public domine dans les affaires publiques, toujours invoqué s'il n'est toujours observé, et les gouvernements, lorsqu'ils le violent, s'efforcent au moins de le tourner en leur faveur. Il y a des choses enfin dont ils rougissent. Il se justifient là où ils se seraient glorifiés jadis, et leur hypocrisie alors est un hommage à la morale publique. Il y a des fautes et des vices dont le moindre honnête homme redouterait la réputation, qui jadis semblait la prérogative même de l'élite de la société. Lorsque réeemment les chefs d'un parti se sont

choisi le titre d'*honnêtes gens*, par un louable malentendu, ils ont renié le sens traditionnel de l'expression, et ils auraient tenu pour insulte qu'on eût interprété pour eux ce nom dans le sens où l'entendaient leurs nobles aïeux. La raison d'état n'est plus jetée aux peuples comme un mystère insolent, comme l'apologie banale des iniquités du pouvoir, et cette éclatante dérogation aux notions communes de la morale universelle ne vient plus pervertir les esprits simples par l'éclat des grands exemples. Si l'intérêt du ciel ou plutôt de l'église sert encore de voile à beaucoup de mauvaises passions et de mauvaises pratiques, ce n'est plus du moins un prétexte de tyrannie ni de cruauté. Enfin ce que Montesquieu appelle l'honneur a cessé d'être un mensonge en cessant d'être un privilége, et l'honneur véritable a repris ses droits depuis qu'il a passé dans le droit commun.

Je ne veux point parler de ce qu'on nomme communément la prospérité matérielle, quelque liée qu'elle me paraisse à l'état moral d'une nation; car la richesse donne du loisir, et par le loisir les hommes se désintéressent, et partant s'améliorent[1]. Mais il me semble que tant de faits simples et notoires n'annoncent pas une si grande décadence dans les nations. Or, si, comme nous nous sommes hâtés de le dire, la foi ou plutôt la croyance à la vérité

[1] Cette pensée fut celle de tout le parti libéral pendant la Restauration. Le bien-être, qu'il faut toujours souhaiter pour tous, nous paraissait un but auquel la société pouvait tendre principalement sans danger pour elle-même, et les lumières nous semblaient inséparables de l'industrie : je crois que cette idée ne peut être adoptée d'une manière absolue, et que des doutes graves peuvent s'élever sur l'avenir d'une nation chez qui le travail intéressé serait l'unique principe d'activité.

est nécessaire à l'existence et à la moralité sociale, il faut absolument de l'effet conclure la cause, et croire que la foi n'est pas tout à fait absente de la société, puisque la société n'est ni sans vie ni sans morale. Quant à ceux qui nieraient l'effet, c'est-à-dire qui soutiendraient à la lettre et en détail que la société est morte, ou qu'elle est plus immorale qu'à une époque quelconque des temps modernes, je n'ai rien à leur dire, sinon qu'ils déclament : il y a bien de la rhétorique dans le zèle de nos apôtres.

Faisons un pas de plus. Tout n'est pas dit; il y a loin de ce que la société est maintenant à ce qu'elle peut être. Pour les réalités comme pour les doctrines, rien n'est fini. La foi existe sans aucun doute, mais cette foi n'est encore ni complète, ni pure. Les croyances de tout genre, encore informes et incohérentes, ont besoin d'être entièrement dégagées d'un reste des préjugés du passé et de l'alliage des erreurs qui les ont altérées à leur naissance. Les idées qui les composent veulent être réunies en corps de doctrine pour former un symbole. Accordons à nos adversaires que la société ne croit pas encore assez, et que ce qu'elle croit nécessite encore recherche, révision, prédication nouvelle; et tentons de tracer le plan de l'œuvre, si nous n'osons l'entreprendre.

Il s'agit donc de montrer :

1° Ce que nous avons avancé, que l'impartialité, condition de la justice, est l'esprit du temps;

2° Que cet esprit se concilie avec la foi, par conséquent avec l'activité, le dévouement, l'enthousiasme;

3° Qu'enfin il suppose lui-même une foi, c'est-à-dire

une croyance sociale, relativement à la religion, à la morale, à la politique, aux sciences et aux arts.

Si la première proposition était admise, les autres seraient gagnées du même coup. Sûrement, si l'on avait persuadé à tous que les croyances modernes ont seules pour base la justice véritable, telle du moins que la conçoit notre raison à l'époque où nous sommes parvenus, j'ai assez bonne opinion de l'esprit humain pour compter que l'adhésion serait prompte et unanime. Or comment faire reconnaître à tous ce caractère de justice qui frappe mes regards avec tant d'éclat dans les idées que je défends, et qui, pour moi, les transforme en règles positives et pratiques, si ce n'est en le montrant tel que je le vois? Je puis, par l'observation et l'analyse, développer comment ces croyances sont conformes à ce que je crois la justice: là parviennent, mais expirent les forces de l'examen. Mais pour faire sentir que ce que je crois la justice est la justice même, je n'attends plus rien de la recherche ni du raisonnement; je suis réduit à l'affirmer. Ici pour convaincre la raison, j'en appelle à la foi. Dès le premier pas, nos adversaires peuvent voir combien sont vaines les distinctions dont ils font tant de bruit, et que la nature humaine n'a pas une seule arme que nous ne puissions tourner contre eux.

Si donc on jette un coup d'œil sur toutes les voies que parcourt l'esprit humain, on reconnaîtra qu'il y porte cette généralité de vue, cette libre acception de tous les faits, qui, dans l'ordre moral proprement dit, constitue l'impartialité ou la justice, vertu nécessaire au cœur, qualité indispensable à l'esprit. Dans les sciences, les systèmes, en désignant par ce mot les interprétations arbi-

traires et partielles de la nature, sont abandonnés. Les prédilections dans l'observation sont aujourd'hui l'écueil le plus signalé aux observateurs. Les méthodes expérimentales, dont le devoir est d'être universelles, prévalent de toutes parts; et l'homme, en cessant de privilégier de certains faits ou de certaines idées, en s'efforçant de se rendre juste envers toutes les vérités, a pensé que cette impartialité était le seul moyen de proportionner son esprit à l'immensité de la nature. C'est ainsi que la raison est forcée de donner à ses hypothèses mêmes une généralité qu'elles n'eurent jamais: elle a proclamé l'égalité des faits devant la science.

La philosophie nous offre une révolution semblable. Longtemps arbitraire et exclusive, elle aspire à cesser de l'être. Elle ne se hasarde plus à résoudre une simple question, en faisant abstraction de toutes les autres; elle ne se réduit plus à un seul point de vue, en soutenant qu'il n'y en a pas d'autre. Si elle s'efforce de remonter à une question primitive qui comprenne tout, elle se garde de négliger ou d'exclure les solutions partielles, les vérités de détail qui forment depuis longtemps l'héritage de l'esprit humain. Reconnaissant du vrai dans tous les systèmes, elle s'efforce de les réunir en les dominant, et marche vers un éclectisme vaste, ouvert à toutes les idées, parce qu'il admet tous les faits.

La religion a participé non moins que le reste à la révolution intellectuelle. C'est en religion peut-être que le principe de la liberté des opinions s'est établi avec le plus d'autorité, parce que c'est en religion que les violations de ce principe avaient été les plus fréquentes et les plus funestes. Les opinions ne reconnaissent qu'une

règle, la vérité, et qu'un juge, la raison. Cette maxime, en pénétrant dans la religion, s'est alliée, et chaque jour s'allie plus étroitement aux croyances diverses, et chaque jour devient elle-même une croyance inviolable. Ce qui, selon quelques théologiens, a miné la doctrine n'a fait qu'épurer et agrandir la doctrine; c'est un article de foi de plus, c'est un devoir nouveau. J'ose avancer qu'il est contenu en germe dans toutes les croyances chrétiennes, même dans la croyance catholique, et avant d'avoir été traduite en article de loi, l'idée en était comprise dans plus d'un verset de l'Évangile. Les lois positives ont fait davantage: la liberté de conscience engendre celle des cultes, puis enfin leur égalité: ce sont les trois expressions du progrès du principe de l'impartialité dans la société et dans la législation.

Que dire de la politique? Le monde retentit des mots tout-puissants qui, renvoyés de la tribune au peuple, et du peuple à la tribune, inscrits sur les drapeaux et dans les lois, sont devenus comme le cri de ralliement de l'humanité. De toutes parts les hommes demandent, attendent ou obtiennent que le gouvernement devienne véritablement la chose publique au moyen de la presse libre, de la délibération commune et des élections populaires. De toutes parts, ils réclament avec ces institutions, ou plutôt à l'aide de ces institutions mêmes, la liberté légale des personnes, des cultes, des opinions, des industries, l'égalité légale des droits, des impôts, des terres. Ce système de politique n'est plus une science, c'est maintenant le sens commun des nations. Mais cependant s'il fallait le caractériser, comment ne pas répéter, pour la millième fois, que la révolution qui nous agite est l'in-

vasion du droit sur le privilége, de la loi sur l'arbitraire, de la responsabilité du pouvoir sur le pouvoir absolu? Et quels yeux assez aveugles ne reconnaîtraient ici une nouvelle extension, un nouveau progrès de la justice, qui demande à la politique et à la législation d'être impartiales pour la société.

Les exemples que nous venons de citer ne sont que des applications diverses d'un principe de morale; c'est la morale qui s'impose et généralise son empire. On ne saurait donc douter que pour elle-même elle n'ait sa part de progrès. Comme science philosophique, on peut remarquer qu'elle aussi elle est sortie des systèmes arbitraires ou partiels pour s'élever à un principe universel et absolu, celui du devoir. Abandonnant la subtile distinction de l'intérêt bien ou mal entendu, l'insuffisante illusion de la sympathie, enfin la recherche incertaine de la convenance ou de la disconvenance de nos actions, elle est rentrée au fond de l'âme, et c'est là qu'elle a déchiffré les divins caractères des tables de la loi. Impérative et désintéressée, la morale s'est replacée au rang des véritables principes ou faits primitifs de conscience, et tout ce qui est primitif en ce genre est universel.

On pourrait poursuivre plus loin l'esprit nouveau dans sa course, et le montrer partout observant la même méthode et atteignant au même but. On le verrait, par exemple, élever et agrandir les théories des arts, en essayant de les égaler à l'immensité de leurs œuvres, dont le modèle se compose de la nature et de l'idéal. La nature vaste et diverse est comme à l'étroit dans les règles artificielles du faux goût, et ne se réfléchit que partielle-

ment dans le petit miroir d'une muse affectée. L'idéal, dégradé, mutilé par le pédantisme, cesse d'être sublime dès qu'il n'est plus libre et surtout universel ; car il ne se combine plus avec les diversités de la nature. Or, partout où le modèle naturel existe, le modèle idéal doit exister, et cette combinaison, qui est l'œuvre même du génie, doit être partout permise et possible, pour que le génie emploie toutes ses forces et fournisse toute sa carrière. Si tel est le principe de la métaphysique des lettres, rien ne peut les servir et les favoriser davantage que le temps, qui, les affranchissant de toutes les formes conventionnelles et pédantesques, les rendrait à elles-mêmes, c'est-à-dire à leur propre nature. Et c'est évidemment là que mène la controverse dont les arts sont aujourd'hui l'objet.

Ainsi partout nous retrouvons les signes du même mouvement. Dans ses intérêts les plus sublimes comme les plus positifs, dans ses affaires comme dans ses plaisirs, la société est livrée à un esprit de liberté qui va faisant tomber les voiles et les fers, pour mettre les vérités au jour et les droits à l'aise. Partout c'est l'impartialité rétablissant l'égalité, c'est-à-dire rouvrant le concours auquel la Providence avait appelé tous les hommes. On voit quel lien intime resserre tous ces mots d'une application si générale, justice, égalité, impartialité, liberté, désintéressement, concurrence, droits.

Que l'on vienne dire que ce que je donne pour l'esprit du siècle n'est que l'esprit d'un parti, et que j'érige en conviction générale des opinions particulières. Je réponds que, tant que la guerre civile des idées dure encore, les opinions semblent toujours aussi divisées que les partis.

Il n'en est rien cependant; entre les combattants, il est beaucoup d'idées communes. Celles surtout qui sont destinées à vaincre gagnent chaque jour dans le camp ennemi, et quelquefois on continue de combattre que l'on ne diffère presque plus. La haine survit à la dissidence; il y a encore deux camps, et il n'y a plus deux causes. Sans doute ceux qui se vouent aux intérêts des idées nouvelles les proclament hautement, tandis que leurs adversaires, qu'insensiblement elles captivent, les dissimulent, les désavouent, les proscrivent en y cédant. Leur conduite rend un témoignage involontaire aux vérités que dément leur bouche, et ils pratiquent les nouveautés longtemps avant de les avoir consenties. Il en est ainsi dans les sciences proprement dites, où une révolution se fait plus vite qu'elle ne s'avoue, et change la pratique longtemps avant d'avoir converti la théorie. Ainsi, bien souvent les hommes sont de leur temps malgré eux. Ils croient persister dans les préjugés du passé, parce qu'ils en conservent le langage. Mais leurs goûts, leurs mœurs, leurs actions, une foule d'opinions secondaires qui leur échappent trahissent une conversion d'autant plus réelle qu'elle n'est point préméditée. C'est ainsi que les idées s'établissent plutôt qu'elles ne se déclarent; le monde était plus d'à demi chrétien qu'il sacrifiait encore aux faux dieux; et tel peuple est peut-être républicain qui se croit encore monarchique.

C'est donc moins dans les manifestes des partis que dans les révélations spontanées de la société qu'il faut chercher son véritable caractère; et de tous les signes peut-être qu'une nation donne de sa disposition morale, sa littérature est le moins concerté et le plus certain. Les

genres ont beau différer, les talents se distinguer par d'éclatantes couleurs ou des nuances délicates, on retrouve entre tous les écrits d'une même époque un caractère commun qui est comme l'air de leur âge. J'aurais quelque peine a bien définir celui de notre littérature actuelle. Serai-je bien compris, si je dis que les écrivains du temps, à quelque sujet qu'ils se consacrent, ont l'air et l'obligation même d'avoir pensé à tout? Il ne leur est pas permis de choisir un point de vue sans indiquer qu'il n'est pas le seul qui leur soit connu; ils ne peuvent même défendre une cause sans montrer qu'ils conçoivent la valeur, le mérite ou l'attrait de la cause opposée. Enfin l'impartialité, jusqu'ici un des devoirs de la raison, est devenue une des conditions et comme un des charmes du talent. L'imagination elle-même y trouve des richesses nouvelles; et désormais le poème, le roman, le théâtre, l'histoire, n'auront plus de vie ni d'intérêt, si l'écrivain ne sait unir à cette fermeté d'esprit qui discerne et ne perd point de vue la vérité, cette flexibilité d'intelligence qui comprend, pour les reproduire, toutes les opinions et tous les caractères, tous les pays et tous les âges. Depuis que la raison ose tout juger, l'art doit tout peindre.

Si ce que nous avons dit donne une idée suffisante de la direction actuelle des esprits, il reste à prouver que cette direction est en spéculation un progrès vers la vérité, et pour la société un réel perfectionnement. Qu'importeraient en effet les pas de l'esprit humain, s'il ne les faisait dans la bonne route? Sa marche n'a de valeur que par son but. Il nous faut donc savoir si la fermentation peut être féconde, si le besoin présent des esprits est légi-

time, si enfin les hommes peuvent trouver dans leurs idées diverses un fond de doctrine qui, sous différentes formes, les contienne et les rallie, un centre, une règle, une foi.

Nous n'avons nulle envie de rien dissimuler, nous avouons les difficultés. Si d'ailleurs notre tâche n'en offrait pas, où serait le mérite et le plaisir de l'entreprendre? Nous irons dès le premier pas au cœur même de la doctrine, et nous n'affaiblirons pas le contraste des idées qu'elle est tenue de mettre d'accord.

La nature humaine n'est point infaillible. Cette vérité, dans la morale, se prouve par la liberté, qui n'est que la faculté d'agir selon l'erreur ou la vérité; dans l'intelligence, il semble qu'elle ait encore moins besoin de preuve, et la liberté de la pensée, c'est-à-dire son pouvoir de faillir ou de ne faillir pas, est un fait plus intime peut-être et plus insurmontable que la liberté morale. En effet, on conçoit que l'humanité approche d'une vertu parfaite plutôt que d'une parfaite connaissance de toutes choses. Dans nos fautes, il nous reste presque toujours la conscience du bien; nous nous sentons le pouvoir de les éviter, ou du moins nous sentons en nous une puissance incorruptible qui les désavoue. Nous ne gardons pas de même dans nos erreurs la conscience du vrai : ici le juge devient complice; que dis-je! le juge même est le coupable. Toutefois, si nous n'avons pas le sentiment actuel de chacune de nos erreurs, nous avons celui de la limitation de notre esprit, et quand l'expérience de nous-mêmes et l'observation des autres ne nous persuaderaient point que nous sommes sujets à erreur, ce sentiment à lui seul nous révélerait l'erreur comme possible, quoiqu'il ne suffît pas pour nous la faire apercevoir.

Sur cette considération de la *faillibilité* universelle, rachetée par l'universelle perfectibilité, s'appuie le droit de la liberté. Il faut que les institutions, et j'entends ce mot dans le sens le plus vaste, laissent l'homme libre, sauf dans les actes extérieurs dont la culpabilité morale compromet la sûreté des membres de la société. Il faut que ni le gouvernement, ni le tribunal, ni l'église, ni enfin aucune force factice ne s'interpose entre les efforts de chaque homme et l'objet commun des méditations et des recherches de tous, savoir, la vérité. Il faut enfin que les opinions soient libres de tout frein, hors la raison, de toute influence, hors les influences naturelles et nécessaires de la société. C'est à cela que tend l'ordre social en se perfectionnant; c'est le terme que la civilisation ambitionne d'atteindre.

Maintenant, comment concilier ce fait et cette idée, d'une part avec la certitude, et de l'autre avec la conviction? La *faillibilité* humaine n'infirme-t-elle pas toutes les croyances? et la liberté des esprits n'est-elle pas l'expression de cette incertitude générale? N'est-ce pas l'indifférence passée dans les institutions? Au contraire l'autorité n'est-elle pas le remède unique à ce désordre, en même temps que la preuve de la vérité et la garantie de la foi?

Voilà, sachons l'avouer, une grave alternative. Prévenus de scepticisme ou accusés d'inconséquence, comment pourrons-nous éviter le double tranchant de l'objection? Représentons-nous sans ménagement les contradictions que nous avons à concilier, ou, comme dit Rousseau, à *dévorer* pour établir notre thèse.

Nous sommes tenus de dire en même temps :

Dans les sciences : — L'observation est la seule méthode de certitude. Or nous n'avons pas vu tous les faits; nous ne pouvons jamais être sûrs de les avoir tous vus, car nous devons nous défier de nos yeux. — Cependant il y a une vérité scientifique, et de plus nous pouvons la connaître. Par exemple le système du monde de Newton est vrai.

Dans la philosophie : — La raison cite tout à son tribunal, même la raison; elle est le juge universel du vrai et du faux. Or, elle n'est pas infaillible, et elle ne juge que sur son propre témoignage. — Cependant il y a une vérité philosophique, et de plus notre esprit la peut connaître. Par exemple, la conscience du moi, la raison observée par elle-même est la source de toute certitude en métaphysique.

Dans la politique : — Les hommes n'ont d'autre souverain légitime que la raison, interprète de la vérité, qui, appliquée aux relations sociales, n'est que la justice. Or, ils ont des préjugés, des faiblesses, des passions; ils jugent mal, ils agissent mal, ils méconnaissent et violent la règle. — Cependant ils doivent rester libres, c'est-à-dire que la force matérielle de la société, ou si l'on veut, du pouvoir, ne doit s'exercer que sur leurs actes extérieurs, et ce pouvoir lui-même ne doit être ni sans responsabilité, ni sans limite. Il doit rester en ce sens justiciable de la société même qu'il gouverne.

Dans la religion : — Il y a dans la nature de l'homme et dans celle du monde quelque chose d'inexplicable par les causes connues. Ce quelque chose d'inexplicable est la matière de toute religion, et prouve qu'il y a nécessairement une religion. S'il y a une religion, une seule est

vraie. — Et cependant toutes les religions doivent être libres et égales, parce que dans toutes il y a de la religion.

Dans la morale : — L'intérêt, la sympathie, le commandement de Dieu, la crainte du châtiment présent ou à venir, n'est point le principe de l'obligation. Ce principe existe par lui-même et commande en son propre nom. Or, l'homme l'oublie, le néglige ou l'outrage sans cesse. —Cependant c'est en lui-même, et non dans une autorité extérieure, que réside le devoir.

Dans les arts : — Il y a un beau absolu. Or, les hommes l'ignorent ou le méconnaissent souvent, et suivent des goûts divers et désordonnés. — Cependant les règles formelles sont fausses et dangereuses, et les arts sont libres.

Tous ces exemples nous présentent une formidable antithèse. Partout on aperçoit un commencement de doctrine dogmatique, d'où nous paraissons déduire une pratique d'indifférence. Comment échapper à la difficulté? Comment concilier la certitude avec la *faillibilité*, la souveraineté de la raison avec sa limitation, la foi avec le défaut d'autorité, l'ordre avec la responsabilité du pouvoir, le devoir avec la liberté personnelle, le goût avec l'abolition des règles? Ce sont là de grands problèmes, ou plutôt c'est un grand problème.

La difficulté est double; elle est pratique, car on n'entrevoit pas d'abord comment réaliser sans trouble, sans anarchie, sans confusion universelle, une doctrine qui ressemble à la guerre perpétuelle. Mais je m'inquiéterais peu de la difficulté pratique, très-assuré qu'elle serait surmontable, si elle ne s'appuyait sur une difficulté phi-

losophique. C'est de celle-ci qu'il importe de prouver qu'elle n'est point invincible. Si nous trouvons une solution véritable, les choses s'y plieront d'elles-mêmes.

Nous ne cacherons pas qu'il n'a point été donné, à notre connaissance, de solution complète et satisfaisante. La plupart des écrivains n'ont fait qu'entrevoir la question. La plupart avaient quelque chose de plus pressé à faire que de l'étudier, et ce n'est guère dans la chaleur du combat que l'on s'arrête pour examiner si la guerre est juste ou injuste.

Mais aujourd'hui que nous jouissons de quelque repos, il est permis et raisonnable de revenir sur ses pas pour retoucher au point de départ, de porter ses regards en avant pour déterminer le but. On a pu voir que le problème à résoudre est général, et par conséquent unique. Il semble donc que, lorsqu'on l'aura résolu sous une des formes qu'il revêt, on l'aura résolu virtuellement sous toutes les formes. Restera seulement la difficulté de traduire la solution sous d'autres formes pour l'appliquer diversement, et cette difficulté, il est vrai, n'est pas à dédaigner ; mais elle sera probablement d'autant moins grande, que la première forme de la solution aura été plus générale. La forme la plus générale est sans contredit la forme philosophique, savoir, la question de l'examen et de l'autorité, comme on l'appelle aujourd'hui, ce qui n'est qu'un nom de la grande question de l'origine et de la certitude de nos connaissances.

Voilà donc la question posée; presque tous les articles insérés dans *la Revue française* ont au fond pour but de contribuer à la résoudre.

MADAME GUIZOT,

PAULINE DE MEULAN[1].

La vie d'une femme, et surtout d'une femme heureuse, est toujours bien courte à raconter. La société, d'accord avec la nature, n'a point séparé le bonheur des femmes de leur repos, et leur destinée est presque toujours fixée dans l'ombre des devoirs, des affections et des intérêts domestiques. Lors même que des circonstances impérieuses ou une vocation non moins puissante les ont forcées d'étendre le cercle de leur activité et de leur influence, lorsqu'une supériorité leur a été donnée, qui prête quelque éclat à leur nom, presque toujours les liens et les sentiments de famille, les soins et les travaux de la vie intérieure absorbent encore la plus grande portion de leur temps et de leurs forces, en composant la meilleure part de leur bonheur. Il faudrait plaindre plutôt qu'envier le sort de celles pour qui le talent eût été la première affaire de cette vie; le génie même ne serait pour elles qu'un chétif et peut-être cruel dédommagement.

[1] Notice placée en tête de l'ouvrage intitulé *Conseils de morale* par madame Guizot; 1828.

Certes, le souvenir que madame Guizot laisse à ses amis est à l'abri d'un tel regret; et pour ceux qui l'ont connue, qui l'ont aimée, le mérite si rare de son esprit n'est cependant que la seconde pensée que réveille sa mémoire. Avant de songer à ses titres aux regrets du public, ils aiment à se rappeler l'excellence de son âme et de sa vie; ils comptent les biens inappréciables qui remplirent cette existence trop courte et quelque temps agitée. Avec une émotion douce et triste à la fois, ils se disent avant tout qu'elle fut bonne et heureuse, et puis ils s'entretiennent de ses ouvrages.

Mais, quel que soit le prix des vertus et celui du bonheur, il semble qu'il y a peu de chose à en dire. Il pourrait suffire à l'attente du public que, content de retracer en quelques mots les principales circonstances d'une vie fort simple, et de rendre hommage en passant aux qualités qui l'ont ennoblie, toute notre attention se portât sur des travaux et des talents qui seuls l'ont intéressé jusqu'ici. Cette notice se réduirait ainsi à une page de biographie suivie d'une dissertation critique et littéraire. Mais aurions-nous fait connaître celle dont nous ne jugerions que les écrits? aurions-nous d'elle rien dit de plus que n'en pourrait dire tout autre? aurions-nous fait droit aux plus chers comme aux plus révérés des souvenirs qu'elle nous a laissés? Est-ce bien d'elle enfin que nous aurions parlé?

Les faits ont peu d'intérêt si celle qu'ils concernent n'est point connue; les ouvrages appartiennent au public, et il peut en juger mieux que nous. C'est de l'auteur, c'est de la personne même que nous voulons l'entretenir; ainsi seulement nous pouvons lui apprendre quelque

chose et satisfaire un peu à la fidélité de nos regrets, surtout au vœu de cette piété tendre et douloureuse qui nous confie un moment le dépôt d'une mémoire si chère.

D'ailleurs une raison non moins grave et plus générale nous détermine. On pourrait imposer aisément silence à des sentiments qui ne se publient pas sans quelque sacrifice; mais la pensée a des devoirs envers la vertu; une grande instruction résulte toujours de la vie d'une personne également supérieure par le caractère et par l'esprit. Son exemple est une leçon; sa vie porte témoignage des opinions qu'elle a professées, et rend gloire à la vérité.

Madame Guizot, à force d'expérience et de méditation, était parvenue à rapporter tous ses sentiments, à subordonner toutes ses résolutions aux idées générales qui dominaient son esprit; elle s'était faite en quelque sorte à l'image de sa raison. C'est donc parler d'elle comme elle l'eût désiré peut-être, c'est l'imiter pour ainsi dire, que de rattacher le récit de sa vie à des principes qui lui furent précieux, que de chercher un but moral aux observations qu'il suggère, que de faire tourner au profit de la vérité le souvenir de ses sentiments et de ses actions. Après tout, les êtres distingués ne font que reproduire, avec plus de relief et à une plus grande hauteur, les conditions essentielles et les lois générales de l'humanité.

On dit tous les jours que la vie est courte. Il semble qu'elle ne réponde pas à nos forces, à nos besoins, à nos désirs, et que notre nature déborde notre destinée; et cependant, lorsque la mort arrive, lorsqu'une créature humaine disparaît, on s'étonne souvent du peu de traces

qui restent de ses pas. Quelque place qu'elle tienne dans nos regrets, celle qu'elle laisse vide dans ce monde est incroyablement petite, et, vus dans le passé, les événements qui ont occupé ses jours paraissent suffire à peine à la durée de son existence. Ceux qui ne sont plus déploraient pourtant aussi la brièveté de la vie humaine; ils se sentaient pressés entre d'étroites limites, ils se trouvaient mal à l'aise dans cette carrière qu'ils n'ont pas tout entière remplie de leurs actions; et cependant ils ont valu plus qu'ils n'ont fait, et l'amitié même, qui les regrette, trouve que leur souvenir tient bien plus de place dans le cœur que leur vie dans la mémoire.

Ne serait-ce pas qu'il y a toujours dans l'âme une foule de besoins et de facultés, de sentiments et d'idées que rien n'emploie ici-bas? Ne serait-ce pas que nul ne tire parti de toute sa nature, et que ceux qui ont été le plus prodigues d'actions, d'émotions, de pensées, emportent encore au tombeau un trésor inépuisable de volonté, de sensibilité et d'intelligence? Tel est le pénible contraste qui sans cesse oppose notre nature et notre destinée. Il y a en nous quelque chose d'infini que ce monde ne peut ni satisfaire, ni contenir. C'est ainsi que nous sommes à la fois supérieurs à ce monde et plus faibles que lui; c'est ainsi que nous ne pouvons ni remplir toute notre vie, ni déployer toute notre force.

En effet, bien loin que l'activité proprement dite occupe toute notre existence, ce sont peut-être les émotions sans but, les sentiments en apparence stériles, les réflexions désintéressées qui consument le plus d'instants. Il se passe en nous mille choses qui nous éprouvent, nous développent, nous font connaître à nous-mêmes, et que

nul ne saura que nous. Le monde n'aperçoit, ne soupçonne qu'une faible partie de notre réelle existence; ce que nous manifestons n'est qu'un trait du tableau, et nous vivons bien plus qu'il ne paraît. Cette activité intime et surabondante qui manque d'emploi, ces besoins insatiables de l'intelligence pour elle-même, cette sensibilité qui ne tarit pas, ce renouvellement constant de l'âme qui, mieux qu'aucune image sensible, offre le symbole du perpétuel mouvement, toutes ces richesses de l'homme dont il ne peut, dont il ne sait pas user, enfin ce luxe de sa nature attestent clairement qu'il vaut mieux que sa condition, et qu'il est réservé à une plus haute fortune que celle de la terre : langes dorés, signes mystérieux trouvés dans le berceau d'un enfant abandonné.

Mais cette vie intérieure que rien n'interrompt, que rien ne limite, ne se trahit pas; elle demeure le secret de chacun. L'homme ne fait qu'apparaître par moments à ses semblables; le reste du temps, il se dérobe à leurs regards et ne se découvre qu'à Dieu. C'est trop dire peut-être; il n'est pas toujours condamné à cet isolement. Sans doute bien des hommes ont traversé la foule, porté même tous les liens de la famille et de la société sans sortir d'eux-mêmes et sans se témoigner tout entiers; mais quelquefois aussi les esprits communiquent entre eux presque aussi librement qu'avec Dieu même; la sympathie dissipe le nuage qui les sépare; l'amour lève le voile qui couvre les cœurs. Ainsi l'âme n'est pas toujours connue, mais elle ne l'est jamais que des âmes qui l'ont aimée.

C'est pour cela qu'aucun récit d'une vie que la mort a

tranchée ne peut satisfaire des amis. Ils en savent plus qu'on ne peut leur en raconter, qu'ils n'en pourraient redire eux-mêmes. Ce qui les intéresserait d'avantage serait peut-être l'histoire de cette portion de l'existence qui n'a pas d'histoire ; ils voudraient relire tout ce qu'ils ont su, tout ce qu'ils ont deviné, et que la parole égalât l'immensité du cœur. Mais ce désir est vain : plus une personne est distinguée, moins il est possible de la reproduire par la pensée et de la faire revivre dans un récit. Elle-même peut-être eût échoué, si elle eût voulu rendre compte de son cœur, et révéler sans restriction ce qui ne se peut jamais ni pleinement savoir ni fidèlement décrire.

Ces réflexions m'ont préoccupé chaque fois que j'ai essayé de rappeler les circonstances de la vie de madame Guizot. Elles m'ont préoccupé, et même elles m'ont arrêté bien souvent. Ce ne sont pas en effet ces circonstances qui sont intéressantes, c'est elle; elle est l'âme du drame, et c'est elle surtout, quand on l'a connue, qu'on voudrait faire connaître. Cependant comment y parvenir jamais? Comment tenter de pénétrer dans ces secrets de l'âme à la fois infinis et délicats, dans ce monde intérieur que la conscience elle-même ne parcourt et n'éclaire jamais tout entier? La difficulté est insurmontable; elle décourage, elle attriste; et c'est à regret que j'écris ces lignes, qui ne satisferont ni mes souvenirs ni la vérité.

Il faut donc renoncer à montrer madame Guizot telle qu'elle fut aux yeux de ses amis. A peine saurons-nous ajouter quelque chose à l'idée que les lecteurs attentifs et clairvoyants de ses ouvrages ont dû se former d'elle. Nous

ne pouvons que joindre notre témoignage à leurs conjectures, et leur déclarer qu'elle tenait tout ce que promettait son talent; encore faudra-t-il ajouter : « Que ne » l'avez-vous aimée? alors seulement vous l'auriez con- » nue. »

Élisabeth-Charlotte-Pauline de Meulan naquit à Paris le 2 novembre 1773. Elle était la première fille de Charles-Jacques-Louis de Meulan, receveur-général de la généralité de Paris, et de Marguerite-Jeanne de Saint-Chamans. Ses parents avaient tous les sentiments et tous les goûts qui distinguèrent la bonne compagnie de la fin du dernier siècle. Ils profitaient de leur grande fortune et de leur position dans le monde pour ouvrir leur maison à une société brillante et spirituelle, qui faisait de la conversation son occupation unique et son premier amusement. Cette générosité d'esprit, si commune alors dans le monde de Paris, leur donnait du penchant pour les idées nouvelles; ils les adoptaient avec confiance, mais sans ardeur, et, parmi les hommes distingués du temps, ils préféraient ceux qui gardaient le plus de mesure et de gravité. C'était une de ces familles dont M. Necker était le ministre, c'est-à-dire qui préparaient la révolution sans la désirer ni la prévoir.

Madame de Meulan témoigna de bonne heure à sa fille une prédilection marquée, et lui prodigua tous les soins qu'exigeait une enfance maladive et languissante. On remarqua en elle, dès ses premières années, une vive sensibilité, une probité parfaite, et, lorsqu'un peu d'éducation commença, une facilité extrême pour saisir et pour apprendre. Cependant son esprit semblait encore engourdi. Docile et rêveuse, elle se livrait par obéissance

aux petits travaux de son âge sans s'y intéresser ; ses leçons ne l'ennuyaient ni ne lui plaisaient. Elle faisait son devoir parce qu'elle aimait l'ordre, et qu'il lui était plus commode de se soumettre que de résister. Lorsque de dix à quatorze ans la promptitude de son intelligence frappa l'attention de ses maîtres et provoqua les espérances de sa famille, elle continua de porter peu de vivacité et de goût dans ses études. Elle composait quelquefois des fables, de petits drames, comme en font beaucoup d'enfants qui n'en auront pas plus d'esprit un jour. Ces essais, dénués d'originalité et d'invention, ne se font remarquer que par une correction singulière, et çà et là quelques traits heureux de sentiment ; mais rien n'annonçait ni cette activité ni cette indépendance qui devaient être un jour au premier rang des qualités de son caractère et de son esprit. Pensive et silencieuse, elle semblait attendre qu'une cause extérieure vînt lui donner le mouvement dont elle manquait. Il est rare en effet que l'âme, pour se développer, puisse se passer de la provocation des événements ; et les femmes surtout, même les plus distinguées, appelées par la nature à subordonner jusqu'à un certain point leur existence à une existence étrangère, ont besoin presque toujours qu'une circonstance particulière, une cause qui n'est pas en elles, leur donne en quelque sorte le signal. Elles attendent une voix qui leur dise : « Lève-toi et marche. »

L'enfance de mademoiselle de Meulan avait longtemps duré. Elle en sortit avec le besoin vague de trouver quelque part l'emploi de ses facultés et l'impuissance de les mettre en jeu par elle-même. Elle a décrit cette disposition : « A cette époque (1787), j'étais précisément

» dans l'âge où la vie commençait à prendre pour moi
» quelque intérêt, où, après une enfance à laquelle on
» n'avait pas su donner le mouvement que je n'avais pas
» la force de trouver en moi-même, je commençais à sen-
» tir l'activité de l'existence, je sortais des nuages et
» me réveillais comme par un beau jour de printemps.
» C'est l'idée qui me reste de cet âge. » (Lettre écrite en 1822.)

Elle touchait à seize ans quand la révolution éclata. Elle vivait au milieu de toutes les opinions et n'en avait aucune. La révolution ne tarda pas à semer autour d'elle l'inquiétude et le mécontentement; elle-même en jugeait les événements avec sévérité; les principes généraux étaient peu faits pour son sexe et pour son âge; mais elle jouissait de la liberté, du mouvement, de la vie de ce temps de renaissance. Elle a toujours gardé un souvenir très-animé de la société de cette époque, et de deux séances de l'Assemblée nationale auxquelles elle avait assisté. Dès lors un sentiment très-vif et très-simple de l'égalité s'établit en elle; aussi n'est-ce point par les changements introduits dans les relations sociales que la révolution la blessa; la violence, l'injustice, la promptitude à sacrifier le droit au succès, le goût de licence et de désordre qui accompagne tout grand changement, enfin les maux tristement inséparables des dissensions civiles, la frappèrent si fortement qu'elle conserva toute sa vie une sorte de ressentiment contre la révolution pour l'avoir tant fait souffrir. Telle était l'impression qui lui en était restée que, trente ans après, elle n'en pouvait parler de sang-froid, et que l'empire de sa raison lui était nécessaire pour apprécier cette époque avec l'impartialité due à

l'histoire. Elle-même se défiait de ses propres souvenirs et, chose rare aujourd'hui, n'en faisait point la règle de ses jugements.

Aux malheurs publics se joignirent bientôt pour elle les malheurs particuliers. La fortune de sa famille avait disparu, la santé de son père s'était altérée, et quand il mourut, en 1790, sa famille resta dans la tristesse et la gêne. Sa mère, enlevée tout à coup aux habitudes de l'opulence et du repos, luttait péniblement contre les difficultés d'une position si nouvelle et si rude, et ses amis, dispersés ou persécutés, ne lui pouvaient offrir ni appui ni conseils. Désolée du présent et bientôt indignée, inquiète pour l'avenir de ses trois frères et d'une sœur qu'elle aimait passionnément, la sympathie, le dévouement, la douleur absorbèrent toutes les facultés de son âme. Devenue de plus en plus étrangère aux événements généraux dont elle n'entendait que le bruit, elle employait ce qu'elle pouvait avoir de force et d'influence à consoler, à rassurer les siens, à proposer les courageux partis qui coûtent tant aux gens longtemps heureux, et qui cependant peuvent seuls mettre un terme aux ennuis importuns d'un bouleversement de position et de fortune.

En 1794, une loi générale exila sa famille de Paris. Retirée à la campagne, dans une profonde solitude, elle trouva quelque repos, et put se replier avec plus de liberté et de réflexion sur les émotions fortes ou déchirantes que tant de causes avaient excitées en elle. Ainsi elle prit l'habitude d'unir, d'opposer parfois à l'émotion pénétrante la méditation solitaire; cruellement forcée à sentir, elle apprit à penser. C'est dans l'isolement de sa retraite de Passy que sa nature intime acheva pour ainsi

dire de se révéler en elle. Elle se rappelait presque le jour où, tout en dessinant, elle avait conçu le soupçon qu'elle pourrait bien avoir de l'esprit. Cette découverte lui donna beaucoup de joie; il lui sembla dès lors qu'elle était moins seule en ce monde, et elle eut la certitude de n'être jamais abandonnée : elle venait de trouver un ami. L'esprit est peut-être le seul des biens de ce monde qui soit sans mélange; seul avec la vertu, il ne laisse aucun regret après lui.

Du jour qu'elle eut conscience d'elle-même, sa force fut doublée et l'intérêt de sa vie assuré. Une grande énergie morale, qui se produisait tantôt par l'activité extérieure, tantôt par celle de la pensée, devint le trait dominant de son caractère et sa première ressource contre le malheur et l'ennui. Par un heureux privilége, le développement de son esprit, le goût qu'elle contracta pour la méditation, pour l'étude de soi-même, pour la recherche de la vérité, ne diminuèrent pas son dévouement aux devoirs positifs de la vie; elle n'en devint, au contraire, que plus forte, plus décidée, plus remuante, si j'ose ainsi parler, dans l'intérêt de ceux qui lui paraissaient confiés à sa tendresse. Elle prit une croissante influence dans la direction des affaires des siens; elle se chargea des résolutions pénibles, quelquefois des démarches épineuses. Elle apprit à lutter contre tous les obstacles, et conçut dès lors ce penchant, cette admiration qu'elle conserva toujours pour l'activité persévérante aux prises avec les difficultés de la vie. Confiante dans sa jeunesse et dans sa force, elle s'habitua à ne jamais se décourager, à ne se résigner jamais tant qu'il restait une ressource, et se fixa pour toujours à cette idée, que la

seule patience qui ne vienne pas de la faiblesse est celle qui ne se soumet qu'après avoir épuisé la résistance. « C'est cette énergie obstinée, disait-elle elle-même, qui » a été l'appui de ma jeunesse. »

De 1795 à la fin du dernier siècle, si la liberté ne fut ni complète ni garantie, il y eut pourtant de la liberté; il fut possible aux spectateurs de participer au mouvement des affaires publiques autrement que par l'horreur et la pitié. Chacun put concevoir et servir une opinion, se rattacher à une cause, s'intéresser à un plan, poursuivre un but honorable enfin, avec quelque perspective de réussite. La révolution avait tant entrepris sur la liberté civile, que celle-ci réagit contre la révolution même; il y eut une lutte, une lutte sans prévoyance peut-être, mais non pas sans espoir. Pour la première fois, mademoiselle de Meulan s'intéressa aux événements politiques en connaissance de cause. Elle fit des vœux pour ceux qui combattaient contre la révolution; car la révolution avait été oppressive, et sa sympathie se tournait naturellement du côté de la résistance. Ce qu'elle haïssait dans la révolution, c'était la force; ce qu'elle aimait dans les efforts de quelques-uns de ses adversaires, c'étaient le malheur et l'indépendance.

En même temps, elle s'attachait à développer son esprit par de nouvelles études. Son goût l'attirait vers les spéculations morales, vers les questions métaphysiques. Elle commença quelques livres; elle essaya de s'initier aux théories de la philosophie du XVIII[e] siècle; elle n'acheva pas. Son esprit était si libre, si spontané, si actif par lui-même, qu'il se soumettait avec peine à l'assujettissement qu'impose l'examen des idées des autres; il ai-

mait mieux s'attaquer directement aux réalités, y chercher, sans interprète, le sens mystérieux des énigmes dont notre raison est entourée. Les livres les plus sérieux et les meilleurs n'étaient guère pour elle qu'une occasion de méditer, soit pour s'approprier par une nouvelle recherche les idées qu'elle y rencontrait, soit pour arriver par ses seules forces à des idées qui ne lui fussent communes avec personne. Elle travailla donc plus qu'elle ne lut, et prit l'habitude de beaucoup écrire, mais seulement pour porter de l'ordre dans ses pensées ou se rendre compte de ses rêveries. La parole écrite, en effet, fixe et éclaircit tout, et nous fait en quelque sorte assister au spectacle de notre propre esprit.

Ce fut alors que d'anciens amis de ses parents, M. Suard et M. Devaines, donnèrent à mademoiselle de Meulan l'idée de tirer parti du sien, non-seulement pour étendre le cercle de son activité, mais surtout pour alléger le fardeau qui pesait sur sa famille. Ainsi ce qui avait été son recours contre l'isolement devint sa ressource contre les malheurs des siens, et, à partir de cette époque, le travail forcé ou volontaire fut constamment une des conditions de sa destinée. Un premier roman, *les Contradictions*, qui montre un esprit piquant et une grande facilité de style, parut en 1800, et obtint un succès qui fit connaître son nom dans le monde. Un grand intérêt s'attacha dès lors à sa situation. La société se reformait à peine; elle s'empressa d'encourager par sa bienveillance une jeune personne dont les malheurs étaient les siens, et qui opposait le talent à la destinée. *La Chapelle d'Ayton* fut publiée peu de temps après, et modestement donnée comme une traduction de l'anglais; ce n'est pas même une imitation;

l'idée générale et quelques situations sont tout ce que mademoiselle de Meulan avait emprunté. La plupart des événements de la fable, le développement des caractères, les formes du récit, enfin les sentiments et l'expression, lui appartiennent. Il est peu de romans plus attachants, quoiqu'il n'y ait ni sentiments exagérés, ni situations violentes. C'est pourtant une lecture qui serre le cœur et pousse la pitié jusqu'à la souffrance. La source de l'intérêt est prise dans un de ces malentendus cruels qui ont donné à notre scène tant d'ouvrages touchants, et dont la tragédie de *Tancrède* est peut-être le plus beau et le plus pathétique exemple. Dans *la Chapelle d'Ayton*, la sensibilité de l'auteur se montre tout entière, et même avec cet excès qui n'appartient qu'à la jeunesse, à cet âge où les émotions, quelles qu'elles soient, ne sauraient dépasser les forces, où l'imagination en adoucit l'amertume, et souvent même leur prête un charme inexplicable : plus tard elles sont trop douloureuses. Madame Guizot, je n'en doute pas, n'aurait pas eu le courage de composer *la Chapelle d'Ayton* et de combiner tant de malheurs et d'innocence, au temps où elle écrivait : « L'effet des œuvres de » l'art doit être tel qu'aucune idée de réalité ne s'y joi» gne ; car dès qu'elle y pénètre, l'impression en est trou» blée et devient bientôt insupportable. Voilà pourquoi je » ne puis plus soutenir, au spectacle, ou dans les romans, » ou dans les poèmes, sous les noms de *Tancrède*, ou » de *Zaïre*, ou d'*Othello*, ou de *Delphine*, n'importe, la » vue des grandes douleurs de l'âme ou de la destinée. » En fait de bonheur et de malheur, ma vie a été si pleine, » si vive, que je ne puis, sans que la main me tremble, » toucher à quelqu'une de ses profondeurs. La réalité

» perce pour moi tous les voiles dont l'art peut l'envelopper; mon imagination une fois ébranlée y arrive du premier bond. Il n'y a depuis longtemps que la musique qui ait produit sur moi, dans l'*Agnese*, l'effet attaché en général aux œuvres de l'art. Je n'avais pu supporter le final de *Roméo et Juliette;* celui de l'*Agnese* seul m'a fait pleurer sans me déchirer le cœur. » (1821.)

Quel que soit l'intérêt attendrissant qui anime *la Chapelle d'Ayton*, il est remarquable que l'ouvrage n'offre guère de traces de cette complaisance systématique pour la passion, de cette théorie sentimentale qui sacrifie la raison à la douleur, et flatte, aux dépens de la conscience et de la vérité, les fantaisies entraînantes d'une imagination exaltée. Il est peu de romans qui soient aussi purs de ce qu'on pourrait appeler la morale romanesque. J'insiste sur cette observation, parce qu'elle est caractéristique. A l'époque, à l'âge où écrivait mademoiselle de Meulan, il y avait une heureuse singularité à se préserver de la tentation des idées qui prévalaient dans la littérature et dans la société, en fait de devoir et de sentiment. C'était le temps où la sympathie expliquait tout, où le dévouement excusait tout, où le cœur ne connaissait d'autre règle que l'affection, et d'autre vertu que la fidélité. Mademoiselle de Meulan était loin d'avoir réfléchi à toutes choses avec autant de sérieuse impartialité qu'elle l'a fait depuis; elle ne savait pas aussi bien qu'elle l'a su plus tard, qu'il y a, au-dessus de la sensibilité même, quelque chose qui la consacre en la réglant. Mais à défaut de principes, les instincts de la raison dominaient en elle; elle devinait que ce qui amollissait le caractère, ce qui consumait la destinée, ce qui blasait le cœur, ne pou-

vait être la vraie vocation de l'humanité, et que tout, jusqu'à la faculté d'aimer, nous a été donné pour un but qui n'est pas seulement le bonheur.

M. Suard avait fondé un journal sous le nom du *Publiciste* (1801). Une indépendance modérée, l'amour de l'ordre sans oppression et de la vérité sans audace, en un mot, la philosophie du XVIII[e] siècle, éclairée ou intimidée par la révolution, tel était l'esprit de ce recueil. Il répondait, bien qu'imparfaitement, aux opinions de mademoiselle de Meulan. Elle ne craignit pas d'en partager la rédaction, et composa, sur la littérature, la société, les spectacles, d'innombrables articles, dont le mérite et le succès établirent définitivement son rang parmi les meilleurs écrivains de l'époque. La composition des journaux est un travail assez amusant, mais pressé, mais impérieux, qui excite à la fois et use l'esprit. Il ne fallut rien moins que l'activité féconde de celui de mademoiselle de Meulan pour y suffire. Elle se prodigua sans s'épuiser, et sut, dans un genre d'ouvrage où il est bien difficile de ne pas tomber tôt ou tard dans la routine et le métier, conserver et même accroître cette originalité spirituelle qui distinguait, et, mieux que la première lettre du nom de Pauline, signait en quelque sorte ses articles. Le souvenir n'en est pas effacé parmi les hommes de ce temps-là. Attendus avec curiosité, lus avec empressement, ils faisaient souvent toute la conversation de la société, qui s'occupait alors de ces petites choses avec plus d'intérêt qu'il ne serait raisonnable de le faire aujourd'hui.

C'était un temps de réaction. Après de violentes épreuves, la société n'aspirait qu'au repos. Toutes les idées qui pouvaient avoir contribué à le troubler étaient deve-

nues suspectes; tout ce qui semblait amener ou constater le retour de l'ordre était accueilli avec faveur. Ainsi ces occupations paisibles, ces plaisirs réguliers, qui paraissent à de certains esprits toute la civilisation, les jouissances du monde, des lettres, des arts, étaient reprises comme des biens longtemps oubliés, comme des preuves et des garanties de la tranquillité publique. En même temps, les regards se détournaient des choses les plus sérieuses de l'humanité. Les grandes questions de la politique et de la philosophie obtenaient moins d'attention; on n'y voulait plus penser de peur de tout compromettre, on eût dit que la vraie sagesse de la société fut de ne pas se mêler de ses affaires; et la France ne demandait que deux choses, qu'on la gouvernât et qu'on la laissât tranquille. Cette disposition pleine de faiblesse fit la fortune du despotisme; mais pour la leçon de l'humanité, la France, abdiquant sans trouver le repos, apprit par expérience que le sacrifice de la liberté n'a point de dédommagement.

Mademoiselle de Meulan ne se rendait pas alors un compte exact de cette disposition générale, qui poussait les esprits sous le joug. Elle-même la partageait, jusqu'à un certain point, par les souvenirs d'indignation et de douleur que lui avaient laissés les mauvais temps de la révolution. Cependant elle était bien loin d'appeler l'esclavage en expiation de l'anarchie, et luttait sans dessein, et par le seul effet de son indépendance d'esprit, contre cette timidité de la raison humiliée, qui tendait à ramener dans les livres et les mœurs, comme dans les lois et les institutions, cette puérile frivolité, la compagne et l'instrument de la littérature superficielle et de la politique servile.

Elle se rallia donc à ce qu'on appelait encore la philosophie; mais elle n'en adopta pas tous les principes, elle les combattit même quelquefois dans les choses de morale, celles auxquelles elle avait le plus pensé; car, dès cette époque, toutes ses compositions prouvent un penchant visible à tout ramener au point de vue moral. La critique littéraire même n'est pour elle qu'une occasion d'étudier la nature humaine, et elle puise ses jugements sur les ouvrages d'esprit dans la nature des sentiments qu'ils sont destinés, soit à exciter, soit à peindre. Cette méthode avait alors un grand mérite de nouveauté. Dans la ferveur générale à revenir aux bons principes, la littérature n'avait pas été oubliée, et l'on ne parlait plus que de la nécessité d'imiter en tout les grands modèles, sorte de critique qui consiste à puiser dans les livres la règle des livres, et à donner à l'art pour type les exemples que lui-même a produits. Les femmes se contentent difficilement de cette critique de rhéteurs; on les entend presque toujours juger les compositions de l'art d'après la réalité ou d'après leur âme, qui est aussi la réalité. C'est peut-être parce qu'elles sont moins instruites; elles y gagnent d'être plus vraies. Lorsqu'elles s'occupent sérieusement de littérature, et qu'elles ont reçu par privilége la force d'esprit, la verve du talent, si elles gardent leur manière naturelle de juger, elles peuvent porter dans la critique une supériorité véritable, et donner à leurs vues littéraires quelque chose du prix et de l'intérêt qui s'attachent aux ouvrages originaux.

C'est ce qu'on peut remarquer dans la plupart des articles de mademoiselle de Meulan. La valeur en est souvent indépendante de l'ouvrage qui les a suggérés : lors

même qu'ils ne se peuvent rattacher à des idées générales sur la nature humaine, ils se lient du moins à la peinture des mœurs et du temps. Un choix de ces articles formerait un piquant recueil; quelques-uns pourraient servir à l'histoire de la société en France depuis la révolution [1].

La réputation de mademoiselle de Meulan la faisait chaque jour rechercher davantage dans le monde. Elle s'y montrait autant que le lui permettait son travail; son esprit s'y plaisait; elle s'y amusait de ses succès de conversation; elle aimait à y chercher, soit une occasion d'observer, soit cette provocation imprévue qui force l'esprit à réfléchir vite et à se développer clairement. Cependant elle sentait partout qu'il manquait beaucoup à sa vie et à son âme. Elle ne sympathisait avec personne. Toujours indépendante et comme étrangère, parfois sauvage, elle avait en elle la conscience d'une force supérieure à tout ce qu'elle faisait, et la vie lui semblait insuffisante. Autour d'elle, son influence était active et salutaire. Les affaires de sa famille étaient dirigées par ses soins et simplifiées par son travail. En 1803, elle put marier sa sœur à M. Dillon, en lui abandonnant sa portion d'un héritage qui leur était commun. Persuadée qu'elle vivrait toujours seule, sûre des ressources de son talent, et portant à l'avenir une confiance qui ne l'abandonna jamais, les actions qu'on appelle ordinairement des sacrifices lui étaient si faciles qu'il eût été presque injuste de l'en louer. Le dévouement était chez elle la conséquence même de son indépendance; elle s'était fait

[1] Quelques-uns ont été réimprimés en 1802, sous le titre d'*Essais de littérature et de morale*. Ce petit volume n'a point été vendu.

une vie à part; elle pensait avoir comme une mission de tout régler, de tout améliorer autour d'elle, et de ne se compter pour rien, car rien de tout ce qui est ordinaire n'aurait pu lui suffire. Il était juste qu'elle fît tout pour le bonheur des autres; les autres pouvaient si peu de chose pour le sien! Elle le sentait placé hors des chances communes, et voyait qu'il ne dépendait de personne autour d'elle, pas même d'elle, de le lui donner. Elle le regrettait, ce bonheur qu'elle était née pour sentir, mais elle n'y comptait plus.

Elle se trompait : ce n'était pas une destinée à jamais isolée et sévère qui l'attendait; par une dispensation rare en ce monde, c'était le bonheur, et tel qu'il le fallait à sa nature. Elle devait obtenir la situation pour laquelle elle était faite. Elle est du petit nombre de ceux que la vie n'a point trompés.

Au mois de mars 1807, elle était tristement préoccupée; sa sœur venait de perdre son mari; la situation intérieure de sa famille était toute bouleversée, mille soins douloureux l'obsédaient, et sa santé affaiblie la forçait d'interrompre son travail. Tout à coup elle reçoit une lettre sans signature et d'une main inconnue. On a entendu parler de sa position, on ne veut point se nommer, mais on lui propose de se charger, tout le temps qu'elle voudra, du travail qu'elle avait promis au *Publiciste*. Elle refuse d'abord, touchée cependant, mais surprise de la proposition; on la renouvelle avec plus d'instance. Séduite par un ton de simplicité et de franchise, elle accepte enfin, et reçoit par une voie secrète des articles qu'elle ne pouvait regretter de publier à la place des siens. Cependant le mystère se prolonge : vainement, ai-

dée de M. Suard, elle s'efforce de le percer. Enfin elle s'adresse à son discret correspondant, le conjure de se nommer, et refuse de continuer cette singulière relation s'il ne lui dit son secret. Il cède alors, il se nomme, et c'est ainsi qu'elle connut M. Guizot.

Tout jeune encore, il était depuis deux ans à Paris. Il y vivait comme enseveli dans l'étude, et se préparait à se faire quelque jour un nom dans les lettres, seule ambition qu'il pût alors concevoir. C'était par hasard qu'il avait entendu parler à M. Suard de mademoiselle de Meulan. Touché de l'intérêt le plus légitime, il avait imaginé le projet qu'il venait d'accomplir. C'était à la fois un mouvement de générosité et un caprice d'imagination. L'un et l'autre cependant devaient décider de sa vie.

Dès qu'ils se connurent, ils ne tardèrent pas à se lier d'une amitié intime et sérieuse, que resserra d'abord la confiance plutôt que la sympathie. Ils différaient en beaucoup de choses, et pour ne parler que de leurs opinions, elles étaient loin d'être les mêmes. L'une, ainsi que nous l'avons vu, s'était attachée en général aux opinions du dernier siècle sans les adopter toutes, et en conservant la curiosité inquiète d'un esprit qui eût voulu chercher ailleurs la vérité. L'autre contenait en lui le germe de toutes les idées qui se sont développées depuis, et qui sont celles de notre époque; mais absolues comme l'inexpérience, hors du vrai comme l'imagination, les croyances qu'il professait à vingt ans, avec un sévère enthousiasme, ne pouvaient captiver du premier coup un esprit clairvoyant, difficile, exigeant comme celui de mademoiselle de Meulan. Pendant longtemps M. Guizot ne

sut que lui plaire sans la persuader, pendant longtemps elle l'aima sans le comprendre. Cependant elle portait dans cette affection un dévouement et une simplicité admirables, et se gardait de supposer que ce sentiment dût jamais devenir le prix et le charme de sa vie entière. Des travaux communs, des services mutuels, des conversations infinies où ces deux esprits apprenaient à se connaître, et se modifiaient en se pénétrant, telle fut longtemps, telle semblait devoir être toujours la relation qui les unissait. Il devait toutefois venir un jour où une sympathie complète résulterait d'une longue et mutuelle intelligence, et de ce jour leur commune destinée devait être fixée. Ce jour vint en effet, et, cessant de se méprendre à l'affection qui les unissait, ils lui donnèrent son nom véritable. Leur mariage eut lieu le 9 avril 1812.

Il est une sorte de bonheur dont on ne sait qu'écrire; les expressions manquent, il ne se publie pas. Je trouve dans une lettre de madame Guizot ces paroles : « Je suis » heureuse, la plus heureuse des créatures qu'il y ait sur » la terre (1821). » Elle disait vrai; du moins elle le sentait ainsi, et le bonheur n'a pas d'autre mesure que le sentiment; il n'existe que par l'impression qu'il produit; toute sa réalité est dans le cœur.

Une situation à la fois heureuse et animée avait toujours manqué à madame Guizot; forcée de choisir, je crois qu'elle aurait préféré l'activité au bonheur; sa raison et cette verve d'action que la nature avait mise en elle lui en faisaient une loi; cependant nul ne sentait plus vivement, plus profondément les vrais biens de la vie. « Mon parti est pris, dit-elle quelque part, dès qu'une » barrière est élevée entre le bonheur et moi; et je sais

» très-bien maintenant, je ne l'oublierai plus, qu'on » peut vivre sans bonheur; seulement, quand il est là, je » ne supporte qu'avec impatience tout ce qui le trouble. » Vous le savez, je vous l'ai dit cent fois, il m'affaiblit, » ou plutôt il est si conforme à ma nature, j'étais telle- » ment faite pour le sentir, que je m'y livre de toute ma » faiblesse. » De telles citations attestent mieux que je ne le pourrais faire cette profonde et entraînante sensibilité qui s'alliait chez madame Guizot à l'austérité de la raison. Elles expliquent aussi quelle influence dut exercer sur elle le bonheur pur des quinze dernières années de sa vie.

Les femmes sont rarement actives sans être agitées, et la force n'est presque jamais chez elles exempte de roideur. La vérité, et la vérité seule peut suffire, je le crois du moins, à la raison d'un homme; elle peut s'en emparer si complétement qu'elle ne s'en distingue plus, sans emprunter d'autre pouvoir, d'autre charme que le sien. Il n'en est pas ainsi des femmes, il faut que la vérité prenne une forme qui les touche, arrive à leur intelligence par leur cœur, emprunte la voix qui leur est chère, ou se présente sous le nom qu'elles aiment. De quelque ressort, de quelque énergie que l'esprit de madame Guizot fût doué, je doute, si elle eût vécu isolée, qu'il se fût élevé au point où nous l'avons vu; il y aurait eu toujours une sorte de trouble dans sa nature comme dans sa destinée, et quelque inégalité entre ses facultés et ses opinions. La raison ferme et calme de son mari lui fournit le point d'appui qui lui manquait, et porta l'harmonie dans son âme par la double influence du bonheur et de la vérité. Elle n'eut jamais d'autre maître, mais il fut le

sien; et aucun exemple n'a mieux prouvé qu'une femme n'est jamais par elle-même tout ce qu'elle peut être; il importe à sa perfection qu'elle soit aimée et qu'elle soit heureuse.

Nous avons vu madame Guizot attachée à la cause de la philosophie du dernier siècle moins par choix que par opposition à des préjugés renaissants. Elle avait d'elle-même, et par le seul instinct de droiture, de pureté, de désintéressement qui la dominait, réformé sur un meilleur modèle ses idées morales; mais en religion, en politique, même sur les questions littéraires, elle flottait encore, n'ayant que des vues et cherchant des convictions, éprouvant un besoin de vérité et de liberté qu'elle ne savait comment satisfaire entre le scepticisme et le préjugé. Ce qui manquait enfin à son esprit, ce n'étaient point les idées, mais les principes. Sa situation nouvelle fut une école; elle y apprit à refaire toutes ses opinions. Elle pénétra dans cet ordre d'idées vers lequel tendent aujourd'hui tous les esprits, où s'apaisent tous les vrais besoins d'une intelligence raisonnable, où se consomme, sur toutes les questions, l'alliance de la liberté et de la règle, de l'examen et de la foi, de la raison et de la vérité. Elle s'éleva par degrés à ces croyances tutélaires qui éclairent et fortifient, qui font goûter à l'âme le noble plaisir de se sentir tout ensemble affranchie et fixée, fière de son obéissance et libre dans ses fers.

Les premiers progrès de l'esprit de madame Guizot dans cette nouvelle voie se reconnaissent dans les *Annales de l'éducation*, recueil périodique que son mari avait entrepris et qu'elle a enrichi de nombreux articles qui contiennent le germe de son dernier ouvrage. Son

premier recueil de contes, intitulé *les Enfants*, qui parut vers le même temps, est composé dans le même esprit. Cette sorte d'ouvrage est plus difficile que brillante; il faut être naïf sans puérilité, fin sans recherche; il faut un récit intéressant et cependant simple, une morale élevée et cependant familière. Madame Guizot sut tout réunir, et ses contes sont devenus le modèle du genre. La restauration ouvrit à son mari la carrière des affaires publiques. Madame Guizot put espérer une vie plus tranquille, telle qu'elle l'avait toujours souhaitée. L'activité lui était nécessaire, mais le travail lui était pénible; elle ambitionnait le repos comme quelque chose d'inconnu. Jamais elle ne l'avait goûté, jamais elle n'avait pu respirer à l'aise, maîtresse de son esprit et de son temps. Penser pour s'éclairer, chercher la vérité pour elle-même, jouir avec attendrissement des affections de famille sans songer au monde ni à la renommée, telle était la destinée qui lui souriait et qui peut-être ne l'eût pas satisfaite; car, si quelquefois elle trouva sa vie trop laborieuse, jamais elle ne la trouva trop remplie.

Mais le spectacle des affaires, vu de près, préoccupe trop ceux mêmes qui n'y jouent point de rôle, pour leur laisser le sentiment de leur oisiveté. Placée dans une situation toute nouvelle, madame Guizot n'échappa point à un intérêt si puissant. Débarrassée de mille ennuis, de mille soins matériels qui pressaient son esprit et absorbaient son temps, elle fut maîtresse d'observer et de méditer plus librement; de plus grands objets s'offrirent à ses regards. Il arrive trop souvent que la vie publique rabaisse l'essor de l'esprit, altère la pureté des opinions; mais on peut douter cependant que celui qui en serait

demeuré toujours éloigné pût bien comprendre, même dans un sens abstrait et général, la vraie nature de l'homme et de la société, et pénétrer tout le secret de leur destinée sur la terre. La politique réelle modifie, dans l'intérêt de la vérité, la liberté de la spéculation, sans ébranler chez un esprit élevé la solidité des principes. Bien étudiée, elle atteste à la fois, et elle limite l'empire de la raison sur les choses de ce monde; elle enseigne à quelles conditions s'accomplit cette lente et sûre victoire du bien sur le mal que les modernes nomment perfectibilité.

Pendant environ six ans que dura ce premier essai de la vie des affaires, la politique fut pour madame Guizot l'objet d'une préoccupation que justifiait son dévouement aux intérêts de son mari et à ceux de toute juste cause. Libre pour la première fois de travailler à son gré et de choisir son sujet, elle écrivit un *Essai sur les idées de droit et de devoir considérées comme fondement de la société*, qui n'a pas encore été publié. Il va paraître enfin, et l'on trouvera sans doute qu'il jette une grande lumière sur une question difficile, que la passion et le préjugé ont à plaisir obscurcie[1].

Il en est de même d'un essai sur l'*Anarchie et le pouvoir* qui, bien qu'écrit à une époque beaucoup plus récente, se rattache naturellement au précédent qu'il complète et qu'il éclaircit. On ne peut manquer d'être frappé de ces deux compositions et de la vigueur d'esprit dont elles offrent le preuve. La première, pleine de vues originales

[1] C'est aussi dans ce temps qu'elle coopéra à la rédaction d'un recueil périodique intitulé : *Archives politiques, philosophiques et littéraires*, 5 vol. in-8°. Paris, 1817 et 1818.

et fécondes, est peut-être quelquefois un peu plus subtile qu'il ne faudrait; mais la seconde se distingue par une netteté, une justesse d'expression et de pensée qui emporte la persuasion. Toutes deux appartiennent à un fond d'idées assez nouvelles, au moins dans leur application à la politique. Elles montrent que madame Guizot éprouvait le besoin, jusqu'ici plus senti que satisfait, d'appuyer réellement celle-ci sur les mêmes principes que la morale. Aussi ne se préserve-t-elle pas toujours d'une sorte de rigorisme, assez justifié d'ailleurs par le relâchement de principes que les publicistes monarchiques ou démocratiques ont tour à tour porté dans ces matières. Ce qu'elle s'interdit avant tout, c'est la complaisance pour ses propres opinions : on sent qu'elle est comme en défiance de ce qui la flatte, et qu'elle ne choisit pas ses principes pour un but, mais pour eux-mêmes. Au reste le bien n'est jamais contradictoire avec le bien, et la liberté n'a rien à perdre à la vérité.

La politique est une des meilleures écoles pour l'esprit. Elle force à chercher la raison de toutes choses, et ne permet pas cependant de la chercher hors des faits. Ce n'est pas, il s'en faut, l'étude la plus difficile, mais c'est celle qui, bien conduite, donne à l'esprit le plus de fermeté et de prudence; et celui même qui ne se serait occupé sérieusement que de la politique, en reportant son attention sur d'autres sujets, ne pourrait manquer de s'y montrer original et supérieur. Madame Guizot a pu en faire l'expérience.

Au milieu de 1820, son mari sortit des affaires où ses opinions ne trouvaient plus de place. Ce changement de position les touchait peu : il se perdait dans les revers

bien autrement graves qui frappaient la cause à laquelle ils avaient consacré les efforts de leur talent. Il les faisait rentrer dans cette condition laborieuse dont madame Guizot avait paru heureuse d'être affranchie. Mais elle accomplissait si facilement, si simplement ce sacrifice que ses plus intimes amis oubliaient de l'en admirer; on se sentait porté à n'y pas plus songer qu'elle.

Cependant le travail redevenait pour elle une honorable nécessité. Ce qui jadis l'avait aidée à secourir sa mère devait maintenant lui servir à élever son enfant. En 1821, elle publia l'*Écolier*, roman d'éducation, où chaque page atteste l'élévation et la sévérité de sa raison, au milieu des fictions d'un récit animé, naturel et varié[1]. Ce genre présente d'assez grandes difficultés. Il est à peu près convenu aujourd'hui que la beauté d'un ouvrage d'imagination est indépendante du but moral, et la critique littéraire n'en fait point une des lois de la composition; mais lorsque le but moral est la raison même du livre, l'esprit est moins libre dans ses créations, le problème se complique d'une donnée de plus. Rien n'est alors plus difficile que d'inventer une fable qui concilie l'intérêt, la variété, la vérité avec la pureté et la clarté de l'idée morale qui doit être toujours présente et toujours visible. Il faut que rien n'en distraie, que tout y ramène, sans que cependant le récit cesse de captiver la curiosité, l'imagination ou la sympathie. Madame Guizot, qui a constamment réussi à résoudre cette difficulté dans la composition de ses contes, est loin d'avoir échoué dans l'*Écolier*. Cependant c'est la pensée morale

[1] *L'Écolier, ou Raoul et Victor*, 4 vol. in-12. Ouvrage couronné en 1822 par l'Académie française, comme le plus utile aux mœurs.

plutôt que la partie romanesque qui nous paraît le grand mérite de cet excellent livre. Deux idées générales l'ont inspiré; aussi peut-on remarquer que le récit est double. L'histoire de Raoul a pour objet d'établir l'inviolabilité des devoirs qui résultent des situations naturelles et la légitimité de la dépendance où sont placés les enfants à l'égard de leurs parents ou de ceux qui les représentent. L'histoire de Victor est le développement d'une idée que l'on trouvera exposée dans les *Essais sur l'éducation*, publiés avec cette notice[1]. Elle tend à montrer comment une généreuse nature se rachète d'une première faute et parvient, par des efforts soutenus, à trouver dans le sentiment de sa chute un principe de régénération; leçon vraie et grande, et qui se rattache à l'idée dont madame Guizot fit la règle de sa conduite et la base de ses ouvrages d'éducation; c'est qu'aucun mal moral n'est sans remède, et que la nature humaine, même sous le poids d'un tort grave, doit se relever et le peut toujours par ses propres forces.

Un épisode de ce même roman, l'histoire de *Marie* qui, dans le temps, fut très-remarquée par celle des sectes chrétiennes qui applique avec le plus de rigueur à la morale l'interprétation absolue du dogme de la rédemption, me paraît rentrer dans la même doctrine. J'en dirai autant de *Nadir*, conte charmant qui fait partie du recueil qu'elle publia deux ans après, et dans lequel, mieux peut-être que dans aucun autre ouvrage, elle a su prêter aux leçons de la raison le voile et l'attrait d'une fiction agréable et naturelle[2].

[1] Tome II, p. 69 des *Conseils de morale*.

[2] *Nouveaux contes*, 2 vol. in-12, 1823.

Cependant ces diverses publications n'étaient, pour ainsi dire, que des fragments. On retrouvait dans toutes le même esprit; dans toutes on entrevoyait que les idées de l'auteur étaient liées entre elles, et l'on se croyait le droit d'attendre de madame Guizot un livre qui les résumât et les établit dans leur ensemble. Ce livre devait paraître en effet, et, en la plaçant au premier rang des moralistes, donner la théorie de l'éducation que dès longtemps chacun de ses écrits semblait promettre. Les *Lettres de famille sur l'éducation domestique*[1] sont le véritable monument de l'esprit de madame Guizot. Dans cet ouvrage, sous une forme libre qui, en apparence, n'a rien de systématique, qui admet naturellement les exemples, les détails, les digressions, elle traite les plus grandes questions de la philosophie morale, et montre, par des applications, comment les vérités générales doivent régler la vie réelle et pénétrer dans la jeune raison des enfants. L'excellence du livre est dans l'union d'une grande sévérité de principes avec une parfaite liberté d'esprit; c'est par là qu'il offre une fidèle image de celle qui l'a composé. Rien n'y est accordé à de vaines bienséances, à d'arbitraires conventions; rien n'y porte l'empreinte de cette indulgence sentimentale qui, de nos jours, passe trop souvent des romans dans la morale. C'est un livre où tout est pris dans le vrai. Mais si les principes sont d'un philosophe, quel autre qu'une femme aurait pu trouver ces vues de détail si fines et si variées, ces observations délicates, dictées par une connaissance si ingénieuse du monde et des enfants, ces traits de senti-

[1] 2 vol. in-8°, 1826. Ouvrage couronné en 1827 par l'Académie française, comme le plus utile aux mœurs.

ment qui trahissent et provoquent l'émotion? Quel autre qu'une femme, quel autre qu'une mère aurait pu rendre la raison si sensible et l'attendrir sans pourtant l'altérer?

J'ai dit que les principes étaient d'un philosophe. En effet, la morale du livre est pure, élevée, sévère, et ne s'appuie ni sur la sympathie, ni sur l'intérêt, ni sur le dogme; elle ne se fonde que sur elle-même, et ne prétend tenir sa puissance que de ses droits; c'est dire qu'elle est philosophique. Répétons ce mot, afin qu'il soit compris. La morale est philosophique lorsqu'elle est raisonnée, lorsqu'elle ne se réclame d'aucune autorité étrangère à sa nature. Ceci suppose qu'elle n'est ni une convention, ni une émotion, et qu'elle est autre chose que la religion.

Mais, pour être philosophique, il ne suit pas qu'elle ne puisse être religieuse. De même qu'elle touche le cœur, qu'elle se lie à l'ordre sans relever ni du sentiment ni de l'intérêt, elle peut faire alliance avec la religion, sans dépendre d'elle : à vrai dire, elle s'en distingue plutôt qu'elle ne s'en sépare, et toutes deux, dégagées du vain appareil des formules, peuvent, d'un commun accord, régner dans l'âme et gouverner la conduite. Le livre de madame Guizot en offre plus d'une preuve; mais elle-même en était un exemple plus remarquable encore.

Le principe obligatoire de la morale n'est pas dans la religion; mais dans la religion peut-être se découvrent l'origine et la fin dernière de la morale. Madame Guizot ne voulait ni les opposer ni les confondre; elle tenta de les unir : une vertu sans foi, une piété sans conscience ne pouvait la satisfaire; elle travailla sans relâche à tout concilier, et ses efforts obtinrent leur récompense, le repos de l'âme.

Elle n'avait pas ainsi commencé. Élevée vers la fin du dernier siècle, elle n'avait jamais été enchaînée par une foi vive aux dogmes et aux pratiques de la religion établie. L'âge et la réflexion n'avaient pu qu'affaiblir et rompre enfin le lien fragile qui l'y rattachait encore. Sa raison inclina d'abord vers un doute général; mais ce doute ne fut jamais chez elle de l'indifférence. Son esprit chercha toujours à se créer des croyances qui réunissent la solidité et la pureté; toujours la pensée de la Providence lui demeura présente. Soutenue, calmée, consolée par elle, même au milieu d'une assez grande incertitude d'idées, elle avait conservé le besoin et l'habitude de s'élever à la Divinité par la prière. Sur ce point comme sur quelques autres, il y eût longtemps en elle un défaut d'accord. Son âme, naturellement religieuse, était restée telle sous l'influence du malheur et de l'isolement, tandis que sa raison, toujours exacte et difficile, cherchant querelle à tous les préjugés, n'avait pu réussir à les remplacer par des croyances où elle pût se reposer avec la sécurité de la conviction. Religieuse par le sentiment, elle ne l'était point par la pensée. Cette situation d'âme est bien décrite dans une lettre qui a vingt ans de date : « Ce ne sont point, dit-elle, les lectures religieuses qui » donneraient de la paix à mon âme. Je me connais; la » paix de l'âme ne peut me venir que d'un recours direct » au ciel. Croyez-vous que j'eusse résisté aux peines de » ma vie, si la prière n'eût souvent calmé mes agitations » ou soutenu ma force? Depuis quinze ans je souffre; » depuis quinze ans la prière a été pour moi le vrai, le » seul calmant de la souffrance. Si les idées religieuses » ne m'ont jamais donné toute cette paix qui serait né-

» cessaire à mon âme, c'est que ma situation ne l'a ja-
» mais permis. N'imputez pas mes agitations à mon ca-
» ractère; il n'est pas naturellement agité; j'ai toujours
» été et je suis plus que jamais amie du repos; j'y aspire
» comme au but de toutes mes espérances, et j'en jouirais
» avec une plénitude que personne peut-être ne peut con-
» cevoir. Mais ne croyez pas que des méditations habi-
» tuelles sur les grandes vérités dont vous voudriez que
» je me pusse entretenir soient le meilleur moyen de me
» donner du calme : je n'ai point d'éloignement pour la
» méditation, j'y suis même portée, et j'y trouve mon
» plus doux travail; mais à condition que mon esprit seul
» y sera engagé, qu'elle ne portera pas sur des sujets où
» j'aie le moindre intérêt personnel. Dès que le sujet me
» touche, la méditation se mêle pour moi de crainte;
» soit vivacité de mon imagination, soit faiblesse de mon
» âme, je me livre avec une telle ardeur à la contempla-
» tion d'une idée qui m'est chère, que bientôt fatiguée,
» je retombe dans le trouble et l'abattement. Dans la si-
» tuation la plus heureuse, ce serait pour moi une impru-
» dence de contempler trop assidûment mon bonheur;
» j'arriverais bientôt à la crainte de le perdre. Dans la
» plus douce contemplation des vérités religieuses, je ren-
» contrerais bientôt le sentiment du doute; non par in-
» certitude de ma conviction, mais par cette faiblesse qui
» ne laisserait pas subsister dans mon âme la tranquille
» certitude d'une chose nécessaire à mon bonheur. Telle
» je suis; la moindre crainte offerte à mon imagination,
» quand même ma raison en connaît l'absurdité, enfante
» sur-le-champ une image de la réalité si vive, si puis-
» sante, que j'en suis toute bouleversée, comme je pleure

» amèrement à une tragédie dont je sais parfaitement l'il-
» lusion. Tout ce que je puis, c'est de ne pas soumettre
» mes actions à ces émotions extravagantes, de les juger
» et de leur résister au moment même où elles m'assié-
» gent. Mais cela ne sert qu'à ma conduite; pour mon
» bonheur, je ne puis rien de plus que porter mon esprit
» sur des sujets étrangers à ce qui me trouble. C'est là
» l'art qui m'a soutenue toute ma vie, avec l'aide des oc-
» cupations forcées qui m'enlevaient à mes intérêts per-
» sonnels. Vous le voyez, les sentiments religieux peuvent
» beaucoup plus pour la paix de mon âme que les occu-
» pations religieuses; et quant aux sentiments religieux,
» vous le savez, ils sont dans mon cœur, ils accompa-
» gnent toutes mes pensées, se mêlent à toutes mes ac-
» tions, sont l'unique appui de mes espérances. Toujours
» en présence de Dieu, il me semble que je m'entre-
» tiens constamment avec lui de tous mes intérêts; et qui
» en prendra soin, si ce n'est lui? Je n'ai, il est vrai,
» jamais rien fait pour lui; gouvernée toute ma vie par
» des circonstances impérieuses, j'ai agi de mon mieux
» en obéissant à la nécessité et à mon caractère. Ce que
» j'ai fait de bien, je ne l'ai point fait pour Dieu, ou dans
» la vue de devenir bonne, mais parce que je ne pouvais
» faire autrement. J'ai si peu l'habitude de me considé-
» rer moi-même en pensant à Dieu, que j'ai peine à me
» figurer qu'il soit offensé de mes fautes : aussi je lui de-
» mande moins son pardon que son secours pour n'y pas
» retomber; il est à mes yeux mon protecteur bien plus
» que mon créancier, et je me confie en lui plus que je ne
» le crains. Que puis-je faire de plus? Ma religion est ac-
» tive comme mon caractère; elle s'associe aux intérêts

» que je suis obligée de soigner ; elle m'aide à supporter » les fardeaux de la vie plutôt qu'à m'en décharger ; mais » puis-je, dois-je m'en décharger ? Un temps viendra » peut-être où ils diminueront ; peut-être obtiendrai-je » ce calme de l'âme que je me suis toujours efforcée de » conquérir ou de conserver, mais que rien ne peut don- » ner au milieu de certains sujets de tourment, dont l'ha- » bitude est difficile à écarter quand ils ont agité la vie » entière. »

Quinze ans plus tard, toutes ces inquiétudes un peu subtiles, et qui cependant attestent un esprit doué de facultés supérieures à ses opinions, s'évanouissaient à vue d'œil, et une paix profonde s'établissait dans cette âme plus facilement agitée qu'elle ne le voulait croire. Tel est l'empire de la raison et du bonheur. Madame Guizot, dans une situation fixée, dominée par une affection qui unissait la vivacité de la passion au calme du devoir, ramenée par l'étude, par la réflexion, par de tendres et graves conseils, à ces idées fortes et pures qui seules apaisent les tourments de l'esprit, vit se former en elle l'indissoluble alliance des sentiments et des opinions, des besoins du cœur et des exigences de la raison ; et sans revenir jamais aux croyances pratiques des religions établies, elle s'éleva par elle-même à une foi non moins vive et non moins sévère, qui ne touchait pas moins son cœur et ne gouvernait pas moins sa conscience que les dogmes les plus puissants des traditions sacrées. Elle sentit enfin et elle prouva qu'une vie dégagée d'observances peut être encore toute pleine de Dieu. Est-il un rite, est-il un symbole qui puisse nous rapprocher de lui plus que la prière et la vertu ?

Telle était la piété de madame Guizot, et c'est dans cette disposition d'âme que l'ont trouvée la maladie et la mort. Son dernier ouvrage avait été composé rapidement et au milieu des souffrances d'une santé qui s'altérait visiblement. En l'achevant, elle semblait avoir atteint le terme de ses forces. Il est rare que des facultés supérieures se rencontrent dans une femme, sans qu'un tel fardeau l'accable ; la femme la plus distinguée reste encore un être faible, et madame Guizot l'était plus que son caractère et que sa raison. Quelque paisible que fût sa vie, elle l'animait du feu de son âme, et se consumait en quelque sorte au sein du bonheur et du repos. Atteinte d'une maladie profonde et lente, nous la vîmes s'affaiblir chaque jour, mais non s'abattre. Pendant près d'une année, elle lutta contre le mal, elle s'efforça de le vaincre ou de le conjurer : alors, comme toujours, elle mettait dans la résistance son devoir et son espérance; mais enfin elle reconnut la vanité de ses efforts, elle comprit que son arrêt était porté; elle s'y soumit sans pâlir, et dès ce moment sa résignation fut entière. Entourée des soins les plus dévoués et les plus tendres, touchée et reconnaissante de l'amour même dont elle était le plus assurée, également soutenue par la raison et par la foi, elle ne songea plus qu'à mourir. Dans les intervalles de ses douleurs, elle s'entretenait encore des vérités qui avaient éclairé et guidé sa vie. On eût dit que son âme se retirait peu à peu de ses organes détruits, et se recueillait tout entière pour paraître pure et vivante devant Dieu.

Le 30 juillet 1827, elle fit à son mari, à son fils, à sa famille, de tendres et tranquilles adieux ; elle annonça qu'elle sentait sa fin prochaine. Le 1er août, à dix heures

du matin, elle pria son mari de lui faire quelque lecture ; il lui lut une lettre de Fénelon pour une personne malade; il commença un sermon de Bossuet sur l'immortalité de l'âme. Au milieu de ce sermon, elle expira.

Ainsi se vérifia une prédiction ou une espérance dont elle aimait à s'entretenir. Presque toujours obsédée de soins et de travaux, elle n'en négligeait aucun, et s'y livrait avec un dévouement sans cesse renaissant, comme si une réserve inépuisable de bonheur et de paix lui eût été assurée : « C'est sur le besoin d'un avenir immuable que » je voyage sans relâche, disait-elle, et que je finirai par » passer d'un monde dans l'autre. Aussi je m'attends » dans mes derniers jours à des clartés qui me rendront » ce passage facile et certain. » (Lettre écrite en 1822.)

Si le christianisme n'était que la foi dans la Providence et dans le céleste avenir ; s'il n'admettait d'autre mystère que la divine origine, la divine règle, la divine fin de notre nature; s'il ne voulait d'autre culte que la prière et d'autre tradition que la révélation sur la terre de l'éternelle vérité; si enfin l'Évangile, interprété par la raison, était le christianisme, on pourrait dire que madame Guizot était chrétienne. Quelle qu'elle fût, sa foi n'était point une simple formule ; elle dominait ses pensées, ses sentiments, sa vie, et sa mort même en a donné la preuve visible. Elle voulut être ensevelie selon le rite de l'église réformée. C'est la religion dans laquelle est né son mari ; c'est le seul culte dont les cérémonies funèbres n'aient rien d'absolument contraire à la croyance qu'elle professait. Il lui importait de n'être point confondue avec les incrédules ; elle voulait qu'on sût qu'elle était religieuse.

Ni son cœur ni son esprit ne lui faisaient éprouver le besoin d'être quelque chose de plus.

Il me reste bien peu à ajouter ; il me semble n'avoir oublié aucun des traits dont se compose l'image que le temps n'effacera point du souvenir des amis de madame Guizot; mais lorsqu'on écrit, on est forcé de tout considérer séparément, et pour faire connaître une personne, de décomposer cet ensemble qui constitue l'individualité dans sa grâce et dans sa liberté. En rappelant successivement les qualités et les opinions de madame Guizot, en comparant sans cesse sa destinée à sa nature, il semble qu'on expose un système; mais on ne reproduit pas le mouvement et l'accord de toute la personne, on ne rétablit point cette unité de la nature, qui conciliait en elle tant de diversités et presque de contrastes. Ainsi rien n'était perdu, rien n'était indifférent dans cette noble vie; tout y avait un but, un prix, une règle ; et cependant le bon principe avait tellement pris possession de son âme, qu'elle lui obéissait sans effort, et semblait, en remplissant des devoirs, céder à ses penchants. La raison ne lui avait donné ni froideur ni contrainte ; forte dans la souffrance, elle était sensible et presque faible au bonheur ; elle goûtait avec vivacité les vrais biens de l'existence ; les plaisirs les plus simples lui causaient une joie d'enfant. Presque toujours privée de loisir et d'abandon, enchaînée à l'étude, confinée dans les villes, elle ne pouvait respirer l'air des champs sans une sorte d'ivresse. Les jouissances des arts, celles de la nature, excitaient en elle une véritable émotion. Nul n'a mieux justifié ces paroles, qui sont, je crois, de Rousseau[1] : « Les

[1] Non; de madame de Staël.

» mœurs sévères conservent les affections sensibles. »

La notion du devoir lui était toujours présente; elle l'appliquait avec rigueur à la solution des questions morales; l'injustice lui inspirait une indignation, l'immoralité un dégoût qu'elle ne savait pas contenir, et, chose remarquable, il lui était comme impossible d'affliger personne. La peine même méritée n'excitait plus que sa pitié, dès qu'elle en était témoin, et sa bonté désarmait sa raison. Mais c'étaient surtout les souffrances des âmes fortes qui obtenaient sa compassion la plus profonde; dans leurs douleurs elle reconnaissait les siennes, et il lui semblait déjà les partager.

Il y a tant d'esprit dans les ouvrages de madame Guizot, qu'il est comme superflu de parler de ce qu'elle en montrait dans la conversation. La sienne frappait dès l'abord par l'originalité; elle surprenait quelquefois, au point qu'il fallait s'y accoutumer pour s'y plaire. Mais avec un peu d'expérience, on s'apercevait vite que, bien que son langage ne fût celui de personne, elle savait tout comprendre, et arrivait par des voies peut-être détournées, mais assurées, à l'intelligence de tout ce qui était vrai, à la sympathie pour tout ce qui était bon. En elle, tout venait d'elle; elle ne répétait rien, elle n'empruntait rien, même à la lecture; aucun livre ne lui plaisait, s'il ne la faisait penser; elle avait besoin d'un travail nouveau pour s'approprier jusqu'aux idées communes; elle ne se rendait à une opinion qu'après en avoir elle-même trouvé les motifs, et ne l'acceptait que marquée de son sceau. Les raisons qui déterminaient son esprit n'étaient pas toujours les plus naturelles, mais elles étaient *siennes*, comme celles de Montaigne. Pour atteindre à la vérité, elle

ne choisissait pas toujours les procédés les plus simples, mais enfin elle y atteignait, et son esprit ne prenait de repos qu'après l'avoir touchée. Alors toute résistance disparaissait; point de lutte en elle, point de désaccord; elle se soumettait sans retour. Sa raison semblait disposer de sa volonté : la vérité régnait sur elle de droit divin. Ce mérite est rare; c'est peut-être la dernière ambition du philosophe. Partout il faut l'admirer et la chérir, cette immuable harmonie de la raison et du cœur; mais est-elle jamais plus digne d'admiration et d'amour qu'alors qu'elle unit la raison d'un sage et le cœur d'une femme?

CASIMIR PÉRIER[1].

La révolution française a produit en grand nombre des hommes dont le nom s'associera dans tous les temps au sien. Elle a été servie par de nobles cœurs et de hautes intelligences; elle a dû tantôt son salut, tantôt son éclat au courage habile, à la parole entraînante de ceux à qui elle a confié sa cause; elle a été féconde en orateurs et en guerriers; mais on peut lui contester l'honneur d'avoir produit des hommes de gouvernement. Napoléon est à part : il était de ceux qui ne peuvent gouverner qu'à deux conditions; l'une sublime, c'est la gloire; l'autre misérable, c'est le pouvoir absolu. Ne lui comparons personne, et osons dire que, jusqu'en 1830, il a manqué à la cause de la révolution française des hommes nés parmi les siens, liés à ses intérêts, pleins de ses pensées, mais qui, sachant lui résister sans l'opprimer ni la trahir, se soient montrés faits pour commander. Tel a été M. Casimir Périer. La dernière année de sa vie lui a suffi pour prendre dans l'histoire cette place que quarante années remplies d'histoire avaient laissée vide. Il a dignement représenté la révolution au pouvoir, c'est-à-dire la

[1] Notice publiée avec la collection des opinions et discours de Casimir Périer. 4 vol., 1838.

révolution qui triomphe et se modère, la révolution gouvernant par la paix et par la loi.

S'il est vrai, comme on n'en doit pas douter, que le but définitif de la révolution ait été l'introduction dans l'ordre social de l'égalité civile et du système représentatif dans l'ordre politique, ce but n'a été atteint qu'en 1830. Alors ces deux choses, ou plutôt ces deux principes ont été, pour la première fois, franchement et raisonnablement acceptés et réunis; pour la première fois, ils sont devenus des principes de gouvernement. Les concilier et les perpétuer, c'est ce que la France a voulu il y a sept ans; et nous y travaillons encore. C'est ce que M. Casimir Périer a tenté de faire, et si nous réussissons, c'est qu'il a réussi. Les circonstances de sa vie comme les traits de son caractère le désignaient en quelque sorte pour cette mission : cela résultera, il nous le semble, du récit qu'on va lire.

Casimir Périer était né à Grenoble le 12 octobre 1777. Sa famille, originaire de Mens, petite ville des environs, s'était enrichie par le commerce et l'industrie, et jouissait depuis longtemps d'une considération supérieure à sa fortune. Son père, Claude Périer, avait élevé et fixé définitivement la position de cette famille en la plaçant dans les premiers rangs de cette classe moyenne qui, partout en France, à la fin du dernier siècle, établissait par le travail, la richesse et les lumières sa candidature au gouvernement du pays.

Aux approches de la révolution, le tiers-état n'avait peut-être pas le sentiment de ses hautes destinées; mais il s'apprêtait à les mériter. Il avait recueilli presque tous les fruits de ce qui s'était semé depuis deux siècles. Pour

lui s'étaient accomplis les progrès de l'ordre, du bien-être, des idées; pour lui s'était affaiblie l'influence des classes privilégiées et agrandie la puissance de l'autorité royale. Il s'était ainsi élevé peu à peu à ce point de force et de maturité, où il put dire qu'il *était la nation*, si bien que ce mot fut le signal, non d'une révolte, mais d'un avénement.

Dans son sein, ou plutôt à sa tête, on distinguait quelques familles qui alliaient aux opinions modernes les mœurs du passé; telle était celle de Claude Périer. Parvenue à la richesse par le travail et l'économie, elle était restée simple, modérée, sérieuse; elle participait aux idées d'indépendance qu'accréditait l'esprit du temps, en conservant pour elle-même ces habitudes de subordination et de respect qui s'affaiblissaient chaque jour. Son chef était un négociant habile, d'un caractère impérieux, habitué à beaucoup exiger de lui-même et des autres, et son autorité pesait autour de lui. Sa femme, Marie Pascal, douée d'un esprit singulier et d'une imagination vive, unissait à toute la capacité d'une maîtresse de maison, une préoccupation religieuse qui inclinait au mysticisme. L'indépendance naturelle de ses idées et l'agrément de son caractère tempéraient l'aspect un peu austère de cet intérieur. Autour d'elle se groupait une famille nombreuse, ou, comme on disait, une tribu; dix enfants, remarquables par une physionomie prononcée, par un mélange des nouveaux principes et des vieilles mœurs, de sévérité et d'affection, d'imagination et de prudence, par l'esprit des affaires, la vivacité des impressions, la sûreté du jugement et le sentiment un peu altier de la dignité personnelle. L'aîné des huit fils de Claude Périer, Au-

gustin, était destiné par son père à hériter de la meilleure part de la fortune et à la porter dans une charge de magistrature, seule voie qui s'ouvrît alors pour lui de se consacrer au service public. Mais il survint un événement qui devait jeter dans la politique la famille entière, et faire du troisième frère d'Augustin un premier ministre[1].

Cet événement fut la révolution française. On sait qu'elle avait été précédée et comme annoncée par des

[1] C'était le grand-père de Casimir Périer qui, vers 1720, avait transporté à Grenoble le principal établissement de la famille. Il fut le créateur de la fabrique des toiles de Voiron, industrie dont les produits dépassaient plusieurs millions au commencement de la révolution, et il concentra à Grenoble, et dans sa maison, le commerce des tissus de l'Inde, dont elle approvisionnait le midi. Aussi un de ses fils, Augustin Périer, fut-il nommé directeur de la compagnie des Indes. Son fils aîné, Claude, étendit encore ses opérations commerciales dans les deux branches créées par son père, et il entreprit d'introduire à Vizille l'industrie nouvelle alors de l'impression sur coton. Sa position lui permit de destiner son fils Augustin à devenir conseiller au parlement. Les charges s'achetaient; mais il fallait, pour en exercer les droits, obtenir l'agrément de la compagnie. Un ou deux ans avant la révolution, le Dauphiné éprouva une disette assez sérieuse; des achats considérables de subsistances, hors de la province, furent nécessaires; Claude Périer mit son crédit et ses capitaux aux ordres de son pays, et pour reconnaître ce service, le parlement de Grenoble, quelque temps après, rendit spontanément un arrêt qui lui accordait, pour son fils aîné, l'agrément d'une charge de conseiller. Cette famille semble, au reste, avoir été destinée à représenter de la manière la plus complète l'agrandissement politique de la classe moyenne. Son chef est mort membre du corps législatif; ses beaux-frères, MM. Pascal et Duchesne, ont été, l'un membre du même corps, l'autre tribun. Six de ses huit fils, MM. Augustin, Alexandre, Casimir, Camille, Alphonse, Joseph, ont été députés; MM. Augustin et Camille sont morts pairs de France. Ses deux gendres, M. Savoye de Rollin et M. Teisseire ont été députés, le premier après avoir été tribun. Camille Jordan était son neveu.

émeutes de parlements et des résistances de provinces. De la paix d'Amérique à la réunion des états-généraux, le royaume fut agité de troubles avant-coureurs d'une crise inconnue. Le Dauphiné ne fut pas la contrée la moins remuée par ces escarmouches de la bataille nationale; et lorsqu'en 1788 les états de la province eurent à se réunir et commencèrent ces luttes où dominait Mounier et s'annonçait Barnave, ce fut le chef de la famille Périer qui eut l'honneur de leur offrir un asile. Il avait acquis de la maison de Villeroy le château de Vizille, bâti à quatre lieues de Grenoble, dans une vallée profonde au bord de la Romanche, par le connétable de Lesdiguières. C'est là, dans les vastes salles de ce dernier manoir de la féodalité devenue fastueuse en mourant, de ce palais destiné maintenant aux humbles et pacifiques travaux de l'industrie, que, malgré les défenses royales, se réunit cette assemblée qui réclama si haut la double représentation du tiers, préludant ainsi à l'Assemblée constituante. A Vizille commença la révolution française.

Nous insistons sur ces événements. S'ils appartiennent à l'histoire nationale, ils furent aussi des événements de famille pour Casimir Périer; ils durent exercer une véritable influence sur la direction de ses idées et de sa conduite. En Dauphiné, l'esprit d'innovation, l'amour aventureux du changement ne fut point le principe de ces mouvements qui poussaient à une révolution. Cette province était réunie à la couronne par un contrat dont elle ne croyait que réclamer les termes en combattant l'arbitraire. Sa résistance, qui ailleurs n'aurait pu se justifier que par des maximes abstraites, s'appuyait sur des textes et des souvenirs, et ce qu'à Versailles on appelait de la

rébellion était, à Grenoble, de la légalité. Les exemples de patrie et de famille, dont fut entourée la première jeunesse de Casimir Périer, contribuèrent, sans aucun doute, à lui inspirer ce respect de la loi qui le domina dans l'opposition comme dans le pouvoir, et à marquer son caractère politique d'une empreinte ineffaçable d'indépendance, de fermeté et de modération.

Il était alors au collége de l'Oratoire à Lyon, où ses trois frères Augustin, Alexandre et Scipion, ses amis Camille Jordan et M. de Gérando firent leurs études; ce collége était, comme tous ceux du même ordre, animé de cet esprit austère et libre qui distinguait une grande école religieuse, aujourd'hui disparue. Les jeunes Périer y avaient trouvé une éducation tout à fait assortie à leurs dispositions naturelles, comme à leurs traditions de famille. Casimir, le dernier par l'âge, n'y put achever ses études, qui se ressentirent et de son énergique mobilité, et de l'agitation des temps où elles s'accomplissaient. D'ailleurs, il était actif plus que laborieux; l'oisiveté lui était à charge; mais le travail suivi et régulier ne lui allait guère; son esprit saisissait vite, s'appliquait peu, et cependant ne se reposait point; il observait plus qu'il n'apprenait. Sa jeunesse bouillante n'était contenue que par ces habitudes d'ordre et de dignité qu'il avait prises sous la discipline paternelle. A seize ans, la beauté de ses traits, sa haute stature, une expression remarquable, des manières très-bienveillantes, caressantes même quand sa fierté n'était point blessée, sa défiance excitée, sa volonté méconnue, intéressaient en sa faveur, et lui gagnaient ceux-là même qui ne connaissaient de lui que sa légèreté apparente et son défaut d'application. C'était un

jeune homme aimable, plus gai par l'esprit que par le caractère, ardent et fin, réfléchi et impétueux, qui ne paraissait pas alors destiné à tirer un grand parti de lui-même. Des dons heureux qu'il ne consacrait encore à rien de fixe et d'important, semblaient comme perdus faute d'une volonté patiente et d'une raison méthodique; mais pour qui eût regardé au fond, il était possible d'entrevoir en lui je ne sais quoi de sérieux et de passionné tout ensemble, le foyer d'une nature puissante, et surtout un don bien rare qui, dans la vie sociale, donne à tous les autres la valeur et l'ascendant, cette supériorité instinctive qui, les événements aidant, peut devenir le génie du pouvoir.

Pendant les mauvais temps de la révolution, Claude Périer s'était fixé à Paris, retenant auprès de lui quelques-uns de ses fils, laissant à Grenoble sa femme avec ses autres enfants veiller aux débris précieux d'une grande fortune submergée dans le naufrage universel. Il tenait sa famille sous un joug étroit, et c'est à cette école un peu rude que le jeune Casimir acheva son éducation et s'associa souvent aux études de son frère Scipion. Bientôt la conscription l'atteignit; c'était en l'an VII (1798); il partit comme adjoint du génie, et fit en cette qualité la campagne d'Italie de 1799 à 1801. Il se distingua sous les murs de Mantoue au combat de Santo-Giulio. En 1801, après la mort de son père, il abandonna la carrière militaire pour entrer dans celle du commerce. Son père avait laissé à ses enfants, avec un héritage considérable, la protection de son nom et de son crédit. C'était un homme d'une capacité peu commune, qui avait formé de beaux établissements, et pris part à presque toutes les créations

destinées à relever parmi nous, après la révolution, le commerce et l'industrie. Il fut un des fondateurs de la Banque de France. Ses dix enfants, en se partageant également sa succession, car les lois de la révolution avaient aboli jusqu'aux vestiges du droit d'aînesse, resserrèrent entre eux les nœuds de cette union qui a toujours subsisté et qui a soutenu la famille dans beaucoup d'épreuves. Trois frères qui ne sont plus, en paraissaient alors les chefs. M. Augustin Périer joignait aux lumières d'un esprit élevé de solides vertus et le cœur le plus généreux; son ambition était modeste, son âme remplie de tendres affections; il ne craignait pas la retraite que savait animer son activité et embellir sa bienfaisance; il se souvenait toujours que son père l'avait destiné à soutenir, à élever encore en Dauphiné le nom qu'il s'y était fait; il s'y fixa, et là, entre le commerce de Grenoble et la fabrique de Vizille, il se créa une de ces positions d'influence et de patronage qui sont si rares dans notre pays. Son frère Scipion, instruit jusqu'à la science, religieux jusqu'à la dévotion, vertueux jusqu'au scrupule, calme au milieu de cette famille si animée, cachait une âme passionnée sous les formes de la sagesse, et semblait avoir usé toute son ardeur à se commander. Casimir, d'un caractère moins égal et d'un esprit moins orné, mais doué de ce coup d'œil décisif qui voit le vrai, mesure le possible et assure le succès, s'associa avec Scipion, et ils fondèrent ensemble, à Paris, cette maison de banque connue dans toute l'Europe. Le détail des opérations par lesquelles elle établit sa réputation et sa prospérité serait déplacé ici; il suffira de dire qu'elle réussit au delà des espérances de ses fondateurs. Leurs spéculations embrassaient

toutes les parties du commerce. La banque, proprement dite, ne pouvait offrir un attrait suffisant à des intelligences de quelque valeur; elle ne fut pour eux que le moyen de l'industrie, et ils appliquèrent tour à tour leur crédit et leur habileté à différentes branches du travail national. Dans la direction de ses affaires, on a remarqué que M. Casimir Périer montrait déjà les mêmes qualités qu'il a déployées plus tard sur un plus vaste théâtre. La pénétration, la prudence et la sûreté du jugement suppléaient en lui à l'assiduité d'un travail minutieux. On disait que son frère et lui se complétaient l'un l'autre : le premier, avec l'esprit le plus sage et le plus éclairé, les talents de l'administrateur, le goût des détails, l'application de chaque jour, tombait parfois dans l'hésitation et se défiait de son jugement; le second lui prêtait de la décision, et avec un tact peu commun déterminait toutes les grandes opérations dont le succès fonda la renommée de sa maison. Là aussi, il se montrait fait pour le gouvernement plutôt que pour l'administration.

La restauration donna la paix à la France; elle y commença le gouvernement constitutionnel. La paix et un peu de liberté, c'en était assez pour que l'industrie et le commerce prissent un grand essor. De 1815 à 1825, il se passa dix années pendant lesquelles les fortunes particulières, bien dirigées, purent recevoir un accroissement qui de longtemps ne se reproduira aussi général et aussi rapide. En même temps, l'attention, l'estime de la nation, naguère détournée par l'éclat de la puissance et de la gloire, se porta sur les travaux utiles. La considération publique s'attacha de préférence à ceux qui, par leur crédit et leur habileté, donnant le signal ou prêtant appui

au développement de la richesse de tous, contribuaient aux progrès du bien-être universel, la plus vraie passion de notre époque. Et cependant, tel était le malheur de la restauration, elle était si fatalement condamnée à méconnaître ses plus clairs intérêts, qu'elle réussit à s'aliéner précisément ces hommes, devenus malgré elle et cependant par elle les chefs de la nation laborieuse. Elle les repoussait naturellement dans l'opposition, et son malheureux penchant pour des distinctions frivoles, pour des services inutiles, son rêve secret et vague d'une recomposition sociale sans concurrence et sans progrès, faisait prendre une teinte d'hostilité à la faveur que le public témoignait à ces promoteurs de l'industrie et de la fortune générale. Il les estimait d'autant plus qu'il soupçonnait la restauration de les dédaigner. Chose étrange! la restauration a été une époque très-favorable au développement du travail et de la pensée, et elle s'est fait deux grands ennemis, le travail et la pensée.

M. Casimir Périer, comme tous les hommes éclairés, ne souhaitait à la restauration que de la sagesse et du bonheur. Sa famille, liée aux intérêts et non aux excès de la révolution, n'avait ni ressentiment ni haine contre une royauté que recommandait la Charte, et jamais il n'eût fait de l'opposition si ce n'eût été de l'opposition que de rappeler à cette royauté ses engagements et ses intérêts. En même temps, il avait sa part dans cette faveur publique qui s'attachait alors aux hommes de son utile et indépendante profession. Mais une circonstance s'offrit qui lui permit de rechercher plus directement cette popularité, jusque-là facile et spontanée, et qui lui ouvrit le champ de la politique.

Dans les premières années, la restauration régna sur une France prisonnière. Pour l'affranchir, il fallut payer sa garde et sa rançon. Ce fut l'objet des célèbres emprunts de 1817. Trois cent millions de ressources extraordinaires paraissaient en effet nécessaires pour balancer le budget de cette année. Un traité fut donc conclu avec des capitalistes étrangers, qui s'engageaient à avancer environ les deux tiers de cette somme en échange d'une valeur de rentes presque double en capital, et moyennant des avantages immédiats qui dépassaient le taux d'un escompte raisonnable. Cette convention, passée sans publicité, sans concurrence, plaçait dans l'étranger le pouvoir de nous libérer avec l'étranger, et semblait attester à la fois notre discrédit et notre solvabilité. Cependant l'opération, qui serait inconcevable aujourd'hui, s'expliquait par l'état encore précaire du gouvernement et de l'ordre financier qui naissait à peine. Peut-être était-il indispensable de la faire ainsi; mais on pouvait la mieux faire, et elle prêtait à de graves critiques. M. Casimir Périer l'attaqua dans un écrit remarquable par la clarté, la vivacité, la mesure. Suivant lui, un emprunt aussi considérable n'était pas nécessaire; un système d'économie plus rigoureux aurait pu en diminuer le poids. Dans tous les cas, il n'aurait dû se conclure qu'avec concurrence et publicité, ou par la voie de ventes partielles et successives opérées à la Bourse par les soins du Trésor, au fur et à mesure des besoins; enfin la libération de la France envers l'étranger ne devait être demandée qu'aux ressources nationales. Cet écrit produisit beaucoup d'effet; il contribua sans nul doute à la détermination que prit le gouvernement de modifier le traité dans l'exécution; et lorsqu'on le lit aujour-

d'hui, on aime à y retrouver là première idée des règles nécessaires de toutes les grandes opérations financières, règles si simples et si élémentaires à présent, que l'observation n'en est plus un mérite, tandis qu'on trouvait alors étrange de les concevoir et téméraire de les réclamer.

Cette polémique financière que M. Périer soutint dans trois brochures successives[1], l'avait recommandé à l'attention publique, et lorsqu'à la fin de 1817, la célèbre loi d'élections du 5 février de cette année fut mise à l'épreuve pour la première fois, le département de la Seine élut M. Casimir Périer (le 25 septembre) avant qu'il eût atteint l'âge que la Charte exigeait du député. Mais il avait quarante ans lorsque les chambres se réunirent (le 5 novembre), et il fut admis par une exception qu'une loi spéciale interdit à l'avenir. Une fois que M. Casimir Périer eut mis le pied dans la Chambre, il n'en sortit plus; la France lui rendit fidélité pour fidélité.

Pour raconter sa vie politique sous la restauration, il faudrait faire l'histoire parlementaire de la restauration même. D'ailleurs, le recueil de ses discours nous dispense de ce récit. C'est là qu'on le retrouvera; c'est là que sa parole semble pour ainsi dire se faire entendre, et qu'il revit au milieu des circonstances qui l'ont inspirée.

Cependant il importe de caractériser cette opposition de quinze ans, celle surtout que représentait Casimir

[1] *Réflexions sur le projet d'emprunt*, par M. Casimir Périer, banquier. 1817. — *Dernières réflexions sur le projet d'emprunt*, ou réponse à un article anonyme du *Moniteur*, par M. Casimir Périer, banquier. 1817. — *Réflexions sur l'emprunt de seize millions*, par M. Casimir Périer. 1818.

Périer. Il s'est toujours fait gloire du rôle qu'il avait rempli dans ses rangs ; il a toujours pensé avec raison que son opposition avait été l'antécédent légitime de son administration, et qu'il était dans le pouvoir ce qu'il eût voulu que fût le pouvoir, alors qu'il le combattait. Il faut montrer qu'en effet il ne changea que de situation, non de principes; seulement, il comprit qu'entre le temps qui a précédé 1830 et le temps qui a suivi, il y avait eu une révolution.

Lorsque M. Périer entra dans la chambre, il savait bien qu'il était du parti constitutionnel, il ignorait s'il était de l'opposition. Le gouvernement pouvait en douter comme lui; car, après l'ordonnance du 5 septembre, après la loi électorale de 1817, le gouvernement avait le droit de se dire constitutionnel; mais il l'était péniblement, il l'était avec inquiétude, et craignait quelquefois que ce qui lui faisait le plus d'honneur ne fût une imprudence. Les conseils un peu vifs de ceux que ses propres actes amenaient dans les affaires tendaient à l'enhardir et pouvaient l'intimider. Ils l'intimidèrent en effet.

On vit M. Périer, au début de sa carrière, montrer tout à la fois un loyal dévouement à la monarchie et une indépendance querelleuse plutôt qu'hostile à l'égard du pouvoir. Bien que l'esprit du temps, sa vivacité naturelle et son penchant à la défiance le portassent vers l'opposition, ses convictions les plus profondes, les traditions de sa famille, les habitudes de sa vie entière lui faisaient détester le désordre et redouter le renversement. Aussi sa sévérité pour les actes et quelquefois pour les personnes n'enleva-t-elle jamais rien à son respect pour les droits du pouvoir. L'esprit de gouvernement s'est toujours laissé

apercevoir dans les plus violentes attaques de ses jours d'opposition déclarée. A plus forte raison, doit-on s'attendre à trouver, vers cette première époque, son opposition modérée, souvent même bienveillante.

L'audace n'est facile qu'aux factions; il en faudrait pourtant, et il en manque presque toujours aux bons gouvernements. Les serviteurs éclairés de la restauration n'ont presque jamais osé la sauver. Il est vrai qu'on ne pouvait la sauver qu'en la risquant. C'est ce que refusa de tenter le ministère de 1817. En voyant renaître l'esprit national et s'animer la vie constitutionnelle, il s'effraya de son ouvrage et se divisa. Les plus hardis restèrent au pouvoir, et de la fin de 1818 à celle de l'année suivante, ils semblèrent décidés à faire de nouveaux pas dans la voie frayée par l'ordonnance du 5 septembre. Ne cherchez pas alors M. Casimir Périer dans les rangs d'une systématique opposition; il se contente de reprendre en toute occasion sa vieille guerre contre la clandestinité des opérations financières, à réclamer en ces matières les droits de l'intervention législative, à travailler enfin à ces conquêtes d'ordre et d'économie qui, à travers toutes les vicissitudes du régime constitutionnel, se sont, par la seule vertu des institutions, et malgré les erreurs politiques du pouvoir, progressivement et constamment accomplies parmi nous. L'histoire de notre organisation financière n'a guère, depuis vingt ans, à raconter que des progrès.

En 1820, le pouvoir changea de maximes, et, voulant s'arrêter, il recula; car il n'y a pas de gouvernement stationnaire. C'est de 1820 à 1823 qu'éclatèrent les grandes luttes; c'est alors qu'elles devinrent des luttes de systèmes. L'opposition pour avoir trop exigé, le pouvoir pour avoir

trop refusé, furent amenés à une dissidence profonde qui, sous les formes constitutionnelles, cachait la guerre civile. La monarchie se repliant de plus en plus vers la contre-révolution, la liberté retournait à la révolution. La Charte qui, pour les uns, n'était plus qu'un masque, risquait de n'être plus qu'une arme pour les autres. Le retrait successif des concessions libérales semblait logiquement contenir la violation du pacte constitutionnel lui-même, et donnait un air de parjure au regret et de perfidie à la peur. L'absolutisme se cachait sous la légalité. Il parut se dévoiler par la guerre d'Espagne ; car en constatant, en fortifiant au dedans l'empire du parti royaliste, elle le montrait restaurant avec orgueil, au dehors, le despotisme et l'inquisition.

Dans cette lutte, le parti constitutionnel se divisa; suivant que manquait la hardiesse ou la patience, quelques-uns résistèrent faiblement, d'autres poussèrent la résistance jusqu'à la conspiration. Il nous siérait peu d'être sévère pour personne. Nous savons ce qu'il y eut ici de dévouement patriotique, là de prévoyante sagesse; mais nous dirons cependant que la France ne partagea ni la résignation des uns, ni la témérité des autres. Cependant elle eut toujours plus de colère contre la restauration que de haine; sans se soucier de la voir durer, elle ne travailla pas à l'abattre, et lors même qu'elle s'emporta jusqu'à souhaiter sa chute, elle voulut toujours n'en pas répondre, et laisser à la monarchie le triste honneur de se précipiter dans l'abîme.

M. Périer eut tous les sentiments de la France. Il voulait la Charte à tout risque; mais il ne voulait qu'elle, et ne comprit jamais que la réforme des lois pût être cher-

chée hors de la loi même. Cependant, avec des intentions conservatrices et des principes modérés, son langage fut amer et passionné, véhément et moqueur à la fois; il n'épargna pas une faute, ne ménagea pas une erreur, et poursuivit le pouvoir sans relâche et sans pitié, d'autant plus irrité qu'il sentait souvent ses intentions méconnues, d'autant plus pressé de vaincre qu'il voyait derrière chaque succès de la contre-révolution poindre une réaction formidable. Ce mélange d'hostilité dans la forme et de modération dans les intentions, cette volonté constante de combattre sans détruire, cet emploi hardi de la liberté légale, sans arrière-pensée contre la monarchie, ce mépris déclaré de la conduite du pouvoir uni au respect de l'institution, plaisait à la France, qui ne voulait rien de plus. La France a été constamment sincère, et les fictions constitutionnelles ont été pour elle *une vérité*. Elle n'entendait ni laisser insulter la révolution dans le passé, ni la recommencer dans l'avenir; la dynastie régnante ne lui donnait sécurité sur aucun de ces deux points. De là, une défiance profonde, et la défiance est toujours réciproque. De part et d'autre, on ne se voulait pas de mal; mais on était disposé à s'humilier mutuellement. Sur une telle base, il ne pouvait s'établir d'union durable; mais la France s'était promis de ne point prendre l'offensive, et elle a tenu sa promesse.

C'était la politique de Casimir Périer, et jamais l'entraînement des luttes parlementaires ne lui arracha une participation quelconque aux espérances et aux combinaisons qui prenaient leur point d'appui hors de la Charte. Ses ennemis en convinrent quelquefois, et quelquefois son parti eut envie de le lui reprocher.

Vainqueur en Espagne, le système de l'absolutisme constitutionnel domina les élections de 1824. M. Périer fut du petit nombre de ceux qu'on ne put écarter de la chambre; il y reparut avec une poignée d'amis de la liberté, et alors commença pour lui cette suite d'épreuves sans cesse renaissantes, qui le firent mieux connaître et lui assurèrent toute sa renommée. On sait qu'un ministre habile, le seul dont le parti de la contre-révolution puisse tirer quelque gloire, dirigeait alors les affaires. C'était un homme qui, sans être exempt des préjugés de son parti, en soupçonnait le péril, et qui comprenait l'utilité d'en ralentir l'invasion, d'en ajourner le triomphe. Il prêtait sa prudence personnelle à une politique imprudente, et faisait sagement des choses insensées. La lutte était difficile avec cet esprit droit et flexible, fertile en ressources, indifférent aux séductions de l'imagination, inaccessible à celles de la passion, toujours présent, toujours calme, donnant à l'erreur un air de bon sens, à la déception un ton de sincérité, et qui, sans avoir la puissance d'un beau talent et d'un grand caractère, exerçait cependant toute l'autorité que donnent la raison et le sang-froid. C'est contre cet habile jouteur que M. Casimir Périer se mesura pendant trois ans aux acclamations de la France. Plus faible, mais plus libre dans une chambre où son parti s'apercevait à peine, il sut régler son opposition sur les circonstances, et faire la guerre sur le terrain qui lui restait. Ce n'était plus le temps des batailles rangées. L'ennemi avait remporté la victoire; on ne pouvait plus que le harceler, et chacun se rappelle avec quelle opiniâtreté infatigable, avec quelle inventive activité M. Périer sut pour-

suivre et inquiéter dans sa marche une armée triomphante et un prudent général.

Trois ans s'écoulèrent, et les élections de 1827 vinrent changer le système du gouvernement. Un ministère modéré et timidement réformateur naquit aux approches de la nouvelle chambre. C'était une grande et inattendue victoire de l'opinion, une consécration éclatante des principes de l'opposition dont M. Casimir Périer était le chef; car, dans la nuance politique qu'il représentait, personne alors ne pouvait plus lui disputer ce titre. La France respira et reprit espérance. M. Casimir Périer n'était point insensible à cette victoire nationale à laquelle il avait pris une part si grande. Toutefois, dès ce moment, la préoccupation de l'avenir vint inquiéter cet esprit prévoyant, qui fuyait l'illusion et suspectait la fortune; il entrevit dès lors une crise inévitable, une lutte sérieuse, une redoutable responsabilité. Il lui paraissait également impossible de faire vivre la dynastie avec toute la Charte, et sans toute la Charte de défendre la dynastie. En rendant justice aux intentions conciliantes, aux efforts modestes du ministère, il doutait de sa force et de sa durée; il se gardait de le combattre, attendant en silence les événements, songeant parfois avec anxiété qu'on prononçait bien souvent son nom, qu'on le regardait beaucoup, et que le flot des affaires commençait à monter jusqu'à lui. M. Casimir Périer n'était pas homme, il l'a prouvé, à se refuser à une nécessité qui l'appelait; il savait bien que, son jour venu, il ne reculerait pas; mais ce jour que peut-être il eût été fâché de ne voir jamais venir, il désirait le retarder longtemps, car il voulait

réussir. Il sentait sa force, mais il sentait aussi la grandeur des difficultés; il les redoutait précisément parce qu'il était sûr qu'il les aborderait de front; il appréhendait le péril parce qu'il se savait déterminé à le braver.

Sa prévoyance fut justifiée : après deux ans, la restauration se lassa de sacrifier ses penchants, ses croyances et son orgueil à des nécessités qu'elle ne comprenait pas, à des conseils auxquels elle ne croyait pas; le ministère du 8 août fut formé. C'était le gant jeté au pays; il ne resta plus qu'à prendre jour pour le combat; l'Adresse des 221 répondit à cette provocation, et le coup d'état de juillet donna le signal.

L'histoire de la révolution de 1830 a plus d'un nom à citer; plus d'un dévouement a mérité alors d'être signalé à la France. On concevra que ce n'est pas ici le lieu de faire la part de chacun de ceux qui l'ont glorieusement servie; à tous il est dû admiration et reconnaissance. Mais il s'agit ici d'un seul homme, et en cherchant à le peindre dans ce grand moment de sa vie, nous rappellerons qu'un portrait, même historique, n'est pas le tableau d'un événement.

Les ordonnances de juillet surprirent peu M. Casimir Périer. Mais que ferait la France? là pour lui était la question. Dès le matin du jour où les ordonnances parurent, la résistance par la force était légitime; était-elle politique? on en pouvait douter. Décidé à ne pas compromettre, mais à ne pas abandonner son pays, M. Casimir Périer n'hésitait pas sur un point : la résistance légale. C'est à la résoudre et à la concerter que se passa le premier jour; mais cela suffit pour changer le caractère de celle du second. Ce second jour se leva tout chargé d'o-

rages, et, dès le matin, Paris donna mille signes menaçants. Les députés délibérèrent chez M. Périer. Vers le soir, des jeunes gens se rendaient auprès de lui pour demander un ordre du jour, un signal, un drapeau. — Que voulez-vous, répondait-il? Pensez-vous qu'un gouvernement qui tente chose pareille n'ait pas la force prête? et nous, disposons-nous de la foudre pour le frapper? — Pendant ce temps, et à cette heure même, quelques nobles enfants tranchaient la question, et se faisaient tuer sans trop savoir où serait la victoire, ni quel en serait le prix. Leur sang cria guerre, la nuit fut une prise d'armes, et le matin M. Casimir Périer nous disait : — C'en est fait! après ce que vient de commencer la population de Paris, dussions-nous y jouer mille fois nos têtes, nous sommes déshonorés si nous ne nous mettons pas avec elle. — Et sa voix émue et puissante prenait cet accent de commandement qui ne l'a pas quittée depuis.

On sait comment se passa cette journée, le combat douteux de la place publique, les délibérations impuissantes des députés présents à Paris, cinq d'entre eux envoyés au quartier-général, s'efforçant vainement de désarmer un pouvoir insurgé contre les lois. M. Casimir Périer était un des cinq; il essaya quelques conseils; le soir, il écouta même encore quelques serviteurs de la dynastie qui ne désespéraient pas de la voir céder. La dynastie fut plus fière et peut-être plus sage; car à ce point des événements, ce qui, pendant quinze ans, eût été raisonnable devenait folie; une rétractation de mauvaise foi ne pouvait que déshonorer sa chute, et d'une royauté absolue on ne fait pas une royauté nationale le pistolet sur la gorge.

La troisième nuit décida la victoire. Le 29 au matin, les troupes royales quittaient la ville. Ce qu'on ferait, nul ne le savait encore; mais déjà il était certain que Charles X ne règnerait plus. M. Périer était alors au centre du mouvement; et si son attitude énergique plaisait aux plus ardents, le renom de sa prudence rassurait et entraînait les timides. Tantôt sa voix faisait tomber les armes des mains de quelques bataillons abandonnés sur une place publique; tantôt à la réunion des députés, il prenait place dans cette commission municipale à laquelle on voulait déléguer tout le gouvernement. Il siégea à l'Hôtel-de-Ville; mais il fut de ceux qui, dès le premier jour, virent et déclinèrent l'étendue des pouvoirs dont on prétendait investir une autorité du moment. Il s'efforça de la concentrer autant que possible dans les intérêts de l'ordre et de la défense publique, enfin de lui maintenir un caractère municipal.

Aux chambres seules, il reconnaissait le droit de parler pour la nation, de statuer sur la forme du gouvernement et le choix des dynasties. Le dernier peloton de la garde royale n'avait pas franchi l'enceinte de Paris, qu'il songeait à l'anarchie imminente, et que la difficulté et la nécessité du rétablissement du pouvoir devenaient sa principale sollicitude. A partir de ce moment, cette pensée ne le quitta plus.

La bonne fortune de la France a voulu qu'ayant eu ses Stuarts, elle eût aussi son Guillaume III. Un prince dont elle ne connaissait alors que les vertus privées et les sentiments patriotiques, avait depuis longtemps fixé les regards de tous ceux qui savaient prévoir. Une position incomparable le désignait à toutes les espérances; rien

n'avait été tenté pour l'élever à la couronne; pas un complot, pas une démarche, pas un signe; et cependant, il y avait quinze ans que, pour beaucoup d'esprits politiques, il était le roi de l'avenir.

M. Périer fut un des premiers à reconnaître le droit et le fait d'une royauté nouvelle. Admis aussitôt dans le conseil du lieutenant-général, puis du roi, il prit part aux actes les plus décisifs de cette époque. Président de la chambre élective, il eut l'honneur de présenter la Charte constitutionnelle au prince, qui la jura devant Dieu et son pays.

Cependant la situation était grave. Il fallait constater l'impuissance et assurer la retraite de l'ancienne dynastie; il fallait obtenir l'acquiescement paisible de la France entière, rétablir ou maintenir l'ordre matériel, l'autorité des lois, l'action de l'administration, faire enfin reconnaître à l'Europe un gouvernement naissant, issu d'une révolution populaire. Il fallait quelque chose de plus difficile, il fallait gouverner cette révolution. L'œuvre était nouvelle en France. Qui savait alors si nous aurions la sagesse, et, par elle, la gloire qui avait manqué à nos pères?

Si d'un côté l'acte souverain par lequel la France disposait de la couronne et retouchait sa constitution était rigoureusement légitime, de l'autre la force avait été l'indispensable moyen de cette révolution. S'il était évident que la France ne l'avait entreprise que contrainte par l'honneur et la nécessité, que la dynastie, en prenant l'offensive, avait soulevé contre elle l'esprit même de conservation et de légalité, et mis de son côté la révolte, on ne pouvait se dissimuler que toutes les vieilles passions révolutionnaires s'étaient éveillées au bruit de la fusillade,

et comme réchauffées au soleil de juillet. Si, enfin, la Charte avait été l'enjeu du combat et la devise des combattants, si quarante ans d'expérience, quinze ans d'opposition constitutionnelle, une révolution sociale dès longtemps achevée, l'égalité légale des industries, des partages, des conditions, des droits civils, avaient mis dans la société un fond de raison et de calme difficile à troubler, comment ne pas reconnaître que le succès merveilleux d'une guerre improvisée, que cette victoire en trois jours avait exalté les imaginations, et qu'un tel exemple semblait démentir tous les calculs de la prudence, et rendre tout possible, que dis-je, tout facile à la baguette magique de la souveraineté populaire? L'imagination, la passion, la force, voilà ce que la révolution avait déchaîné, tout en s'accomplissant au nom de la raison, tout en s'appuyant sur la justice, tout en inaugurant le bon droit. Il fallait donc choisir. C'était un partage à faire entre les principes et les moyens, les causes et les prétextes, entre ce qui était accidentel et ce qui était permanent dans notre nouvelle situation. On devait ou regarder la révolution comme faite, et ne viser qu'à la durée du résultat, ou la prendre comme un commencement, et perpétuer l'état révolutionnaire, en un mot, s'établir dans ses conquêtes ou conquérir l'inconnu.

Cette question était bien aggravée par la politique étrangère. Il n'était pas déraisonnable de douter de la paix. L'Europe, qui voyait avec effroi, peut-être avec courroux, la révolution, pouvait rêver le droit de la punir ou la possibilité de l'annuler. Si elle armait, si les guerres de la fin du dernier siècle devaient se renouveler, on disait que, pour qu'elles fussent heureuses, il les fallait révolu-

tionnaires. Aux uns, l'emploi des moyens de violence insurrectionnelle paraissait nécessaire, aux autres tout au moins inévitable. Quelques-uns allaient jusqu'à souhaiter la guerre en faveur de l'anarchie, et ne demandaient à l'Europe qu'un prétexte pour restaurer 1793. Toutefois, l'intérêt sacré de l'indépendance nationale, les justes craintes, les doutes plausibles du patriotisme ne permettaient pas de décider légèrement cette terrible question de notre attitude en Europe. C'était prendre un grand parti que de dire : « La paix est possible, et le moyen de la maintenir est que la France soit calme et son gouvernement régulier. Si la guerre doit susciter l'anarchie, à plus forte raison l'anarchie enfanterait la guerre. Que la France réprime les soupçons, les ressentiments, les alarmes d'un patriotisme ombrageux ; la paix dépend de sa sagesse, et la politique qui la pacifie au dedans est aussi la seule qui la garantisse au dehors. Défensive et conservatrice, tels doivent être les caractères de la révolution en France comme en Europe. »

Cette politique était pourtant la seule qui convînt à la monarchie du 7 août. Le premier jour elle était dans la pensée royale; mais que d'obstacles à vaincre! que de préjugés à ménager! que d'illusions à dissiper! Il était difficile de la pratiquer, plus encore de la proclamer; beaucoup la repoussaient sans la comprendre, beaucoup la souhaitaient sans l'espérer. Quoiqu'elle fût la seule raisonnable et la plus française, elle n'osait se déclarer comme l'expression de la raison publique. Elle était, je n'en doute pas, au fond de l'opinion nationale, mais elle ne paraissait pas à la surface. La fumée des barricades couvrait encore la France, et les bruits d'une

opinion passagère semblaient comme l'écho du canon de l'Hôtel-de-Ville.

Cette politique, assise dans le premier conseil du roi, y prévalut souvent; elle inspira de sages mesures et d'excellents discours; mais dans les incertitudes d'un pouvoir encore faible, d'une situation encore obscure, elle dut recevoir plus d'un démenti, éprouver plus d'un mécompte, faire plus d'une concession. Elle finit même par ne pouvoir résister aux attaques du dehors, et surtout aux dissidences de la coalition nécessaire qui avait composé d'éléments si divers le ministère du 7 août; ce cabinet se retira. M. Casimir Périer, qui y siégeait sans département ministériel, s'y était maintenu dans une grande réserve; son opinion était décidée et connue; mais jugeant que le temps n'était pas mûr, que la puissance lui manquait pour la déployer tout entière et la faire pleinement triompher, il fut d'avis de la dissolution du conseil, et refusa même, dans un nouveau cabinet, un rôle plus influent et plus actif. Il sentait bien que pour gouverner tout à fait il n'était pas temps.

Cependant on le pressait, on l'entourait; sa sagesse le faisait demander des sages; sa popularité obligeait les plus ardents à le demander. « Il n'est pas temps, répétait-il; c'est trop tôt; sachez attendre. » On eût dit que, portant en lui les dernières espérances du salut public, il ne voulût pas les risquer avant le temps. Le ministère du 2 novembre fut formé, et M. Périer redevint président de la chambre des députés, nobles fonctions que, par une habileté prévoyante, il avait, peu après la révolution, cédées à M. Laffitte; car il voulait ne paraître pressé de rien, et n'arriver à tout que sous l'empire de la nécessité.

Le nouveau cabinet était faible : il voulait la monarchie et la paix ; mais il ne savait guère maintenir les conditions de la paix et de la monarchie. Il fallut, sous la protection de la puissance royale, la fermeté d'esprit et l'habileté consommée du ministre éminent qui dirigeait alors les affaires étrangères, pour éviter une rupture, ou du moins quelque manifestation soit de la part de l'Europe, soit de la nôtre, qui forçât à la guerre. La France méconnaissait son propre péril, et, tout enchantée de sa victoire, tolérait tous les désordres comme des signes d'un enthousiasme pardonnable. Son optimisme patriotique se refusait encore à apercevoir dans son sein des théories désastreuses, des passions insensées, des factions menaçantes. L'opinion publique ne guidait pas, n'appuyait pas, n'empêchait rien ; les chambres, débordées par la révolution qu'elles avaient faite, n'osant attaquer ce qu'elles désapprouvaient, auraient cru se démentir en résistant. Cependant, quelques discussions déjà graves avaient mis en présence les deux systèmes entre lesquels flottait le ministère. À ces débats présidait M. Périer avec une immobilité sévère ; mais sur son front pâle et triste on voyait se réfléchir toutes les émotions de la lutte, et passer comme l'ombre de l'orage qui grondait au-dessous de lui.

Cependant le mal croissait ; témoin inquiet de tous ses progrès, M. Périer doutait qu'il fût temps de le dévoiler pour le combattre : il le jugeait bien assez grand pour le danger, pas assez pour le remède. Près de quatre mois s'écoulèrent pendant lesquels cette cruelle question fut la pensée de ses jours et de ses nuits. Dans de longs entretiens avec un petit nombre d'amis, il la ramenait sans

cesse, et l'agitait du ton d'anxiété d'un homme qui délibère sur le salut de son pays et sur la gloire de son nom. Presque toujours il persistait à répondre à ceux qui le pressaient ou qui voulaient agir : — Il est trop tôt, le temps n'est pas venu. — Je l'ai vu alors plusieurs fois refuser la parole à des députés, ses amis, sur des choses insignifiantes, dans la crainte de les voir amener prématurément à la tribune la question décisive, et déchirer le voile qui cachait la France à elle-même.

Ce fut l'émeute du 13 février qui révéla enfin à tout homme sensé la faiblesse du gouvernement. Quelques députés résolurent d'arracher la chambre à son apparente sécurité. M. Guizot attaqua le ministère à la tribune ; le ministère répondit en annonçant une prochaine dissolution ; il s'épuisa dans ce dernier effort, et tomba.

M. Périer n'avait ni excité ni retenu ceux qui avaient porté le coup. Il sentait bien que cette nécessité tant ajournée était proche ; mais il craignait encore qu'on ne se fût trop hâté, décidé qu'il était à n'accepter la tâche de gouverner qu'avec des chances raisonnables et de suffisants moyens de succès. Il ne désirait pas le pouvoir pour ses apparences ; il avait plus d'ambition que cela. Naturellement ennemi du désordre, attaché profondément à toutes les idées d'autorité, de subordination, de respect, inaccessible aux illusions spéculatives, plein de mépris et d'ironie pour la politique romanesque, il voyait avec quelque sévérité les agitations de la société moderne, et surtout cet état maladif d'irritation et d'exigence développé par la révolution de 1830. C'est donc sans empressement, sans joie, qu'il vit se lever pour lui le jour du pouvoir ; mais jetant sur son pays un regard

ferme et triste, il accepta sa mission avec le sentiment d'un devoir accompli, la défiance d'un esprit chagrin, le courage d'un grand cœur.

Son ministère ne s'improvisa pas; avant de le former, il voulut connaître le fond des affaires, la police, les finances, la diplomatie. Il vit, il entendit l'ancien conseil; il délibéra longtemps avant de déclarer sa résolution; il hésita réellement plus d'une fois, et ne se décida de sa personne qu'après avoir sondé toutes les questions, résolu en principe les difficultés, approfondi toutes les répugnances et toutes les objections. Il voulait que le lendemain de sa formation le nouveau ministère n'eût qu'à agir. Celui qu'il préparait ne devait pas user en dissidences et en explications intérieures, en arrangements et en ménagements réciproques, des heures et des forces que réclamaient les affaires publiques; aussi mit-il du temps à composer le cabinet, à en identifier les éléments, disant encore qu'il ne savait pas s'il consentirait à en être le chef. L'unité surtout, cette unité indispensable, lui tenait au cœur. La difficulté était grande d'y ramener tous ceux qu'il désirait prendre ou conserver avec lui : il les y ramena tous cependant; et, voyant alors le ministère prêt à se constituer, il reçut de la main royale le droit de l'appeler le conseil du roi; car il était de ceux qui ne savent accepter l'honneur de la confiance du prince qu'après s'être assuré les moyens de s'en rendre dignes.

On peut voir dans les discours prononcés par M. Périer quelle fut la politique du 13 mars. C'était la politique naturelle de la monarchie de 1830; mais c'est au 13 mars qu'elle fut reconnue et proclamée. Le vrai mérite de

M. Périer n'est pas de l'avoir découverte; au lendemain de la révolution, elle monta sur le trône qu'elle avait élevé, et tout ce qui se fit de bon et de sage s'accomplit au nom de cette politique. L'honneur du 13 mars, c'est de l'avoir arborée comme un drapeau, c'est de l'avoir déployée aux yeux de la France et du monde; c'est d'avoir fait d'un système de résistance, non une politique négative, mais une politique d'action; c'est de lui avoir donné ce ton d'autorité qui sied au gouvernement, et qui commande la confiance; c'est d'avoir rallié autour d'elle, non-seulement des intérêts, mais des dévouements, et assuré à la froide raison d'état l'appui de la conviction et de l'enthousiasme. Voilà ce qui s'est fait alors; et dans un moment où la division, le découragement, l'incertitude nous gagnaient tous, où la société ne s'aidait pas, où le mouvement de l'opinion ne portait pas, où les passions publiques poussaient en sens inverse, où le pouvoir dérivait vers le désordre, sans donner d'alarme, et se perdait sans se décrier, M. Périer, renonçant aux douceurs d'une position brillante et d'une popularité intacte, s'est livré sans illusion comme sans crainte aux perfidies et aux menaces des factions, prêt à défendre sa cause contre son parti, ne se dissimulant aucun obstacle, aucun mécompte, aucun péril, rembrunissant plutôt les couleurs de son horizon; supérieur, mais non pas insensible à la calomnie et à l'injustice, sachant bien que gouverner c'était renoncer au repos, à la sécurité, à l'abandon; tourmenté des souffrances d'une santé dès longtemps altérée; sceptique sur le succès de la grande expérience que faisait la France, quoique bien certain qu'elle ne pouvait réussir que par la conduite qu'il adoptait; mal

assuré de la fidélité des hommes et de la vérité des théories, mais cependant conservant au milieu de toutes les traverses et de tous les doutes je ne sais quelle invincible confiance en lui-même et dans sa fortune. Tel était l'homme pour tous ceux qui ont pénétré dans sa pensée au moment où il affronta la tentative qui recommandera son nom à l'histoire.

Lorsque M. Casimir Périer arriva au pouvoir, la dissolution de la chambre, irrévocablement annoncée, frappait d'incertitude l'avenir du ministère. L'Ouest était agité; la question de Belgique, encore indécise de tous points, laissait la paix ou la guerre en suspens. La Pologne, soutenant vaillamment une noble lutte, divisait et passionnait l'Europe. Parmi nous, une sympathie véritable, jointe à un enthousiasme de commande, établissait entre sa cause et la nôtre une solidarité trompeuse. Cependant le crédit était détruit, l'ordre public sans garantie, l'autorité sans ascendant. Une presse ardente attisait le feu des passions subversives et belliqueuses, et les partis qui, dans Paris, depuis juillet, se reposaient sur leurs armes, étendaient peu à peu sur le reste de la France le réseau de l'esprit révolutionnaire. Il fallait tout contenir, rassurer l'Europe sans lui céder, satisfaire la France sans l'exalter, amener l'une à se résigner à la révolution de 1830, l'autre à s'en contenter. En croyant, avant tout, à la nécessité de l'ordre, il fallait poursuivre l'œuvre de réformation libérale prescrite par la Charte. En comptant sur la paix générale, il fallait veiller à la sûreté nationale, et mettre la France à l'abri d'un coup de main de la Sainte-Alliance. Et pour comble de difficulté, dans tous les esprits la défiance, en

toutes choses l'incertitude. M. Casimir Périer n'opposait à tout cela qu'une idée très-simple. « Je veux la paix, » disait-il, et je ne veux que la Charte. » En d'autres termes, la monarchie de 1830 est un gouvernement définitif et régulier. Voilà ce qu'il répondait aux mépris destructeurs des factions, aux inimitiés ombrageuses des cours. Ainsi, la même politique servait à combattre l'anarchie, comme à déjouer l'absolutisme, et devait donner ensemble à notre révolution deux choses qu'il ne faut jamais sacrifier l'une à l'autre, la sagesse et la fierté. Ces deux mots expriment en même temps le caractère de M. Périer.

Mais ce qu'il disait, il fallait le prouver par le fait. En politique, le système n'est pas tout. Le système doit être tel que puisse le concevoir tout homme raisonnable; mais l'exécution, c'est elle qui donne le succès, c'est elle qui fait la gloire. Qu'apportait M. Périer à l'appui du système qu'il proclamait? une seule, mais une grande chose, la caution de son caractère. « Pour garder la paix au dehors, disait-il une fois à la tribune, comme pour la conserver au dedans, il ne faut peut-être qu'une chose, c'est que la France soit gouvernée[1]. » Sous les ministères précédents, la France avait pu se demander parfois si elle avait un gouvernement : avec M. Périer, elle n'en douta plus.

Nous ne raconterons pas son administration; elle fut toute conçue et dirigée dans la pensée qui vient d'être indiquée. A son début, elle étonna ceux mêmes qu'elle satisfit. Le scepticisme des gens qui souhaitaient le plus sa réussite ne fut pas le moindre obstacle qu'elle eût à

[1] Séance du 13 avril 1831.

vaincre. Les intérêts au secours desquels elle était venue, ne s'empressaient pas pour sa défense ; et ceux qu'elle avait pour plus violents ennemis, ne s'étant pas encore avoués les ennemis de la monarchie, donnaient le change à l'opinion, et répandaient de l'obscurité sur le vrai sens du vœu national. Car on doit se souvenir que, même après l'émeute avortée du 14 juillet 1831, les républicains n'avaient pas encore levé l'étendard de la république. Cependant les élections étaient terminées, et c'est dans cette situation indécise que s'ouvrit la mémorable session de cette année. La chambre était inconnue au pouvoir et à elle-même ; elle arrivait avec tous les soupçons, tous les ombrages du pays, avec toutes les illusions, toutes les exigences du vieux parti libéral, mais au fond avec une loyauté d'intention et une confiance dans son propre patriotisme qui, bien dirigées, pouvaient lui donner le courage d'être raisonnable dès qu'elle aurait reconnu son péril et son guide. M. Périer était résolu à ne pas garder le pouvoir, si elle n'adhérait pas d'une manière éclatante à son système et à sa personne. Nul n'a professé plus formellement que lui la nécessité constitutionnelle d'une association entre la chambre et le ministère ; nul n'a plus méprisé cette politique ambiguë et chicanière qui prétend établir entre l'une et l'autre une indépendance absolue, et qui suppose que chaque mesure et chaque loi doivent être jugées isolément, sans tirer à conséquence pour l'existence du pouvoir et la tenue de la majorité. Aussi lorsque, par sa première délibération, la chambre des députés parut, ou peu s'en faut, choisir pour représentant de la majorité le chef du dernier cabinet, M. Périer n'hésita pas, et malgré la gravité des

circonstances, il donna sa démission. Il quittait en effet le pouvoir, si l'attaque inattendue du roi des Pays-Bas sur la Belgique ne lui eût fait une honorable nécessité de le reprendre. On jugea, il jugea lui-même que, mieux qu'aucun autre, son ministère pouvait alors faire passer la frontière à nos troupes, que c'était à lui de tenir tête à un péril qu'on ne manquerait pas d'imputer à sa politique, et que ce grand acte, en la mettant à l'épreuve, la ferait enfin comprendre de la majorité. En effet, mieux avertie, plus décidée, celle-ci se prononça franchement pour lui et ne l'abandonna plus. Néanmoins, l'alliance ne fut pas si prompte ni si solide qu'elle n'eût besoin d'être sans cesse constatée. Une minorité forte et ardente, soutenue au dehors par une opinion plus ardente et plus forte, renouvelait à chaque instant des assauts dont le résultat semblait toujours incertain, et qui toujours se terminaient par sa défaite. Des orateurs habiles exploitaient contre le pouvoir des événements inquiétants et des théories séduisantes. Il fallait faire face à tout, et non-seulement défendre contre les attaques calomnieuses, contre les prédictions funestes, l'œuvre inachevée d'une politique dont les succès étaient lents et douteux, mais prouver à la liberté que la régler n'est point l'étouffer, à la révolution que la contenir n'est pas la fausser, au patriotisme que lui résister n'est pas le trahir; en un mot, faire d'une opposition un gouvernement. C'est à cette tâche, qui recommençait chaque jour, que M. Périer consacra avec dévouement, avec passion, tous les jours d'une session laborieuse. C'est dans cette tâche qu'avec autant de désintéressement que d'éloquence, des orateurs du premier ordre, M. Guizot, M. Thiers, et pendant longtemps M. Dupin, le

secondèrent glorieusement. Plus d'un grand jour de cette session sera noté dans nos fastes parlementaires. Mais nul n'a laissé plus de souvenirs que le débat qui s'éleva sur l'ordre du jour motivé. Varsovie venait de tomber, et sa chute frappait la France de douleur et d'alarme. Habiles à s'emparer des plus louables émotions de la générosité nationale, les factions espérèrent les convertir en instruments de vengeance, de révolte et de guerre. Paris prit un aspect morne, sinistre, et bientôt menaçant. Des rassemblements tumultueux parurent; un d'eux entoura et voulut insulter le président du conseil des ministres sur cette même place où, en juillet 1830, il haranguait et désarmait les soldats du gouvernement déchu. On parlait de marcher aux Tuileries, de marcher sur les chambres, et en même temps la question de la Pologne, c'est-à-dire la question de la guerre ou de la paix, était de nouveau posée à la tribune : la solution devait décider du salut de la France. Si le pouvoir se trompait en effet, si la guerre était certaine, il était possible que tout retardement fût mortel, et que le gouvernement eût livré le pays à l'étranger; si haute imprudence était trahison. Que l'opposition eût raison d'avoir toujours cru à la guerre, en revanche, que seulement elle l'emportât dans la circonstance, il y allait de la guerre universelle, de la guerre de principes, de la guerre révolutionnaire, d'une guerre qui eût reproduit tout ensemble celle de la Convention et celle de Napoléon. Quel débat! jamais s'en était-il élevé de plus solennel? Il contenait l'avenir de la société, les destinées de l'Europe. M. Périer triompha, et la paix du monde passa à 116 voix de majorité [1].

[1] Séance du 21 septembre.

Le ministère atteignit sans revers l'anniversaire du 13 mars. A cette époque, rien n'était fini; mais en tout le succès paraissait assuré, à la condition de la persévérance. Il existait une majorité fortement liée pour toutes les questions politiques; l'armée, éprouvée à Lyon et en Belgique, méritait la confiance nationale ; le crédit public s'était bien relevé; Paris était dévoué aux idées d'ordre et de conservation : la conférence de Londres, lente dans sa marche, ne laissait plus cependant subsister de doute sérieux sur les volontés pacifiques de l'Europe, et l'entrée en Belgique, ainsi que l'expédition d'Ancône, avaient attesté que la France gardant la liberté de ses mouvements n'achetait pas la paix par l'humiliation. M. Périer commençait à jouir de ces progrès; il voyait l'avenir sous un jour plus serein, lorsqu'un fléau mortel atteignit la France et vint soumettre à de nouvelles épreuves cette société tant éprouvée. M. Périer ne conçut pas d'abord de fortes alarmes sur les effets de cette invasion d'un mal inconnu. Le dimanche 1er avril, il accompagna monseigneur le duc d'Orléans à l'Hôtel-Dieu, et visita avec lui les premières victimes du choléra. Les jours suivants furent marqués par des scènes odieuses qui outragèrent et surprirent à la fois l'orgueil de notre civilisation. Elles affligèrent cruellement M. Périer; il ne pouvait se défendre d'y soupçonner quelque affreuse manœuvre des ennemis du repos public, et s'irritait de voir se déchirer sans cesse la trame qu'il tissait si laborieusement au prix de son repos. Le 6 avril, il fut atteint du choléra : la maladie fut terrible; elle parut un instant conjurée; mais il était depuis longtemps consumé par la vie dévorante de la tribune et du pouvoir, et après une

lutte longue et douloureuse, il succomba le 16 mai 1832.

Casimir Périer avait cinquante-cinq ans lorsqu'il mourut; il a laissé deux fils, dont l'un est secrétaire de légation à La Haye, dont l'autre est resté dans la maison de commerce fondée par son père. Sa femme, Pauline Loyer, à laquelle il porta toute sa vie l'affection la plus tendre, n'a d'autre consolation que des souvenirs bien chers, un nom dont elle s'enorgueillit, et les espérances d'une âme pieuse et sereine.

Casimir Périer fut inhumé au cimetière de l'Est, non loin de son frère et de son ami, Scipion Périer et Camille Jordan. Une foule immense assistait à ses obsèques. MM. Royer-Collard, Bignon, Dupin, Bérenger, Davilliers, François Delessert et le duc de Choiseul dirent quelques mots sur sa tombe. La reconnaissance d'un grand nombre de bons citoyens a élevé un monument à sa mémoire.

Il était d'une très-grande taille; sa figure mâle et régulière offrait une expression de pénétration et de finesse qui contrastait avec l'énergie imposante qui l'animait par instant. Sa démarche, son air, son geste, avaient quelque chose de prompt et d'impérieux, et il disait lui-même en riant : « Comment veut-on que je cède avec la taille que j'ai ? » Un portrait peint par M. Hersent, et un médaillon sculpté par M. David, donnent une assez juste idée de sa physionomie. Dans les dernières années, ses traits s'étaient altérés, et portaient une empreinte de souffrance plus que d'affaiblissement. Il avait des jours, ou plutôt des moments d'un abattement douloureux, auquel l'arrachait soudain toute provocation extérieure, toute nécessité présente, toute épreuve que réclamait son

honneur ou sa conviction. En lui luttaient sans cesse une raison froide et une nature passionnée. C'est là ce qui faisait une partie de sa puissance. Toujours fortement ému, il réagissait énergiquement sur les autres, tantôt les soumettant par sa force, tantôt les troublant par son émotion. Sa pensée se présentait à son esprit comme une illumination soudaine; elle s'emparait de lui avec tant de véhémence qu'elle l'emportait pour ainsi dire, et sa parole brève et pressée avait peine à la suivre. Cependant, son idée était si nette et son impression si vive, qu'il était sur-le-champ compris, et qu'il étendait autour de lui l'ébranlement qu'il éprouvait. C'est par là surtout qu'à la tribune il influait sur les assemblées, et c'est de lui plus que de tout autre qu'on aurait pu dire que l'éloquence est toute d'action, et que la parole est l'homme même. Ces luttes intérieures donnaient souvent à ses mouvements une impétuosité qui trompait sur son caractère, et ne laissait pas apercevoir que sa raison restait calme, et que l'esprit d'observation et de calcul ne l'abandonnait guère dans ses relations avec les hommes. Presque toujours, il offrait le spectacle de l'effort d'une âme puissante qui veut en vain rendre à sa pensée toute la vivacité et toute la force de l'impression qu'elle lui cause. Il ne pouvait jamais se satisfaire lui-même, ni réussir à se communiquer tout entier. Car ce qu'on fait est toujours au-dessous de ce qu'on sent.

L'esprit de M. Casimir Périer devait plus à l'expérience qu'à l'étude, et puisait dans son activité propre des ressources qu'il exploitait habilement. Il se refusait au travail méthodique, et ne pouvait supporter le désœuvrement; il voulait agir, mais en agissant il réfléchissait

toujours ; il revenait incessamment sur lui-même, tournait et retournait sa pensée comme pour s'assurer dans sa croyance et consolider sa conviction. Peu curieux des théories, il procédait cependant toujours par quelques idées générales qu'il saisissait d'instinct, et auxquelles il rattachait tout. Il se fiait à son premier coup d'œil. — « Il me manque bien des choses, disait-il, mais j'ai du cœur, du tact et du bonheur. » — Cependant il raisonnait à l'infini sur toutes ses résolutions. Déterminé sur les grandes choses, la décision journalière lui coûtait. Il hésitait longtemps, ajournait tant qu'il pouvait, et ne prenait son parti qu'à grand'peine. Quand sa résolution était formée, elle était inébranlable ; car il était circonspect et intrépide. Dans le gouvernement, il avait certes un don bien rare, une forte volonté ; mais il lui manquait peut-être des volontés assez nombreuses.

M. Périer avait des moments d'abandon, peu de confiance habituelle et constante. En général, il jugeait rigoureusement les hommes, et son langage était sans indulgence, quoique son cœur n'eût aucune haine. Jamais, j'oserais l'attester, on ne lui a surpris le désir de faire le moindre mal à ses ennemis politiques, quoiqu'il leur prodiguât d'amers reproches et de hautains mépris. Il avait la passion de vaincre et non de nuire ; et il concevait difficilement, n'apercevait qu'avec surprise l'inimitié que lui suscitaient parfois ses dédains et ses succès. Car il était porté à juger les hommes plutôt par leurs intérêts que par leurs passions, et ne tenait pas assez compte, à mon avis, de tout ce qu'il y a de mauvaises pensées et d'actions mauvaises qu'on ne peut imputer à aucun calcul. Le cœur humain est souvent désintéressé dans le mal.

Et cependant, il a eu de tendres amis. Il gagnait aisément ceux qui l'approchaient; il inspirait du dévouement, sans trop y croire; il se faisait aimer en se faisant un peu craindre. Pour qui le voyait avec intimité, il était attachant, et son commerce, quoiqu'il ne fallût pas y porter trop de liberté, avait du charme et du piquant. Rien n'était aisé pour qui le connaissait, je voulais dire pour qui l'aimait (car on ne connaît bien que ceux qu'on aime), comme de lui dire la vérité, toute vérité. Il cherchait les conseils, en demandait toujours, ne craignant pas d'être contredit, mais seulement d'être méconnu. Dans le monde, on le trouvait réservé, froid, un peu inquiet; dans sa famille, sa conversation était gaie et moqueuse; il riait quelquefois de ce rire des jeunes gens d'une autre époque, et s'amusait de mille puérilités de la vie intime dédaignées aujourd'hui que l'affectation du sérieux est la mode de l'esprit.

On trouvera peut-être que je me suis étendu avec trop de complaisance sur des détails de caractère, et que j'ai trop négligé le récit des faits. Mais ces faits se retrouvent dans ses discours qu'on peut lire; ces faits sont notre histoire d'hier; et la personne des hommes distingués n'est jamais assez connue. D'ailleurs, je l'avouerai, tel n'était pas d'abord mon dessein; mais les souvenirs m'ont entraîné, et des sentiments qui toucheraient peu le lecteur m'ont fait trouver quelque plaisir à essayer de peindre ce que je me rappelle, à faire revivre un instant devant moi celui dont la noble amitié est un des trésors de ma vie passée. Puisse son image apparaître à tous les yeux, sinon comme je l'ai tracée, du moins comme je la vois!

Mais ce n'est pas aux seules affections personnelles

qu'il faut dédier le portrait de ceux dont le nom illustre le pays. Un pays libre doit aimer à connaître, à connaître personnellement en quelque sorte les citoyens qui l'ont noblement servi, les hommes d'état qui l'ont noblement gouverné. Songeons-y bien, là où règnent des institutions nationales, chacun peut dire : *l'état c'est moi*, car l'état c'est la patrie. Nos ministres, nos orateurs, nos capitaines sont à nous, ils nous appartiennent. Leur éloquence prête une voix à tous, leur génie est l'interprète de la raison publique, leur courage sert de rempart à la France, et leur gloire est sa parure. Leur vie anime nos annales ; ils sont les héros du drame de notre histoire ; et du fond de la scène, nous devons comme un chœur fidèle, intelligent, ému, pénétrer dans leur âme, saisir leurs pensées, deviner leurs souffrances, et couronner leur tombeau.

Le monde est aujourd'hui plein de choses et de faits ; le temps plus chargé n'en semble que plus rapide ; les circonstances passent, les souvenirs s'envolent, et l'oubli ressemble à l'ingratitude. Il faut donc savoir à propos revenir sur le passé, et le fixer en l'écrivant. Casimir Périer n'est point oublié ; *ce fleuve qui entraîne tout n'entraîne pas sitôt une telle mémoire*, et son nom restera ineffaçablement gravé sur la base de cette monarchie. Mais ce qu'il a tenté, ce qu'il a fait, ne faut-il pas se le rappeler aussi ? N'y a-t-il pas à profiter dans sa vie ? La politique qu'il a suivie ne lui a-t-elle pas survécu, et n'est-il pas utile de voir si le fil échappé de sa main mourante s'est rompu dans celle de ses successeurs ? Sans doute les temps changent, et tout ne doit pas se répéter toujours. Mais il est vrai pourtant qu'un gouvernement repose sur

de certains principes qui durent, qu'il a une situation fondamentale et pour ainsi dire un tempérament qui ne change pas. Il a son génie, enfin, et malheur à qui le méconnaîtrait! Où en serait notre gouvernement, si nous pouvions oublier que, né d'une révolution légitime et populaire, de l'alliance instantanée du droit et de la force, il est à jamais placé sur une pente redoutable, et qu'une ligne bien étroite le sépare du chimérique et de l'impossible? Un pas de plus, et c'en serait fait peut-être des biens que nous avons conquis. On dit tous les jours que nos mœurs et nos croyances ne sont pas encore au niveau de la liberté de notre ordre politique, de l'égalité de notre ordre social. Le besoin du bien-être et de la richesse, dont les progrès ne s'arrêtent pas et nous semblent toujours trop lents, domine tout, et, froissé par l'anarchie, nous reporterait vers le despotisme. Il faut une grande sûreté de coup d'œil, un pied bien ferme pour marcher sans faillir sur le faîte hardi de l'édifice élevé par nos mains. Une sagesse puissante est bien nécessaire pour contenir des esprits unis par des liens si faibles. Le pouvoir a besoin de la force qui rassure et de celle qui impose, de la parole qui calme et de celle qui anime; il faut qu'il retienne et qu'il guide, qu'il modère et relève une société sans cesse ballottée de l'exaltation à l'abattement. L'humanité, la raison même veulent que le pouvoir soit doux; la sûreté, la morale veulent qu'il soit fort; l'orgueil et l'imagination exigent qu'il ait de la grandeur, et la pensée humaine, cette souveraine universelle et récente, ne consent à s'abaisser devant lui que s'il est aussi haut qu'elle. Toutes ces nécessités pèseront longtemps, toujours peut-être sur notre gouvernement; elles entouraient

son berceau. Sans satisfaire à toutes, car elles naissaient alors, la politique de Casimir Périer n'en repoussait aucune et pouvait se prêter à des besoins bien divers. S'il n'a pas tout fait, il a rendu possible tout ce qu'il n'a pas fait, et nul à sa place n'accomplira quelque chose de bon ou de grand, qui ne lui doive de la reconnaissance. C'est ainsi qu'il se survit à lui-même, et que quelque chose de lui reste dans toutes les sages pensées, dans toutes les œuvres utiles. Bien des choses vont du mouvement qu'il leur a donné, et ses successeurs se sont plus d'une fois fait gloire de le continuer. On pourrait dire de lui ce que lord Castlereagh a dit de M. Pitt : « Sa politique a triomphé sur sa tombe. » Ne craignons donc pas de nous entretenir de sa mémoire, et de remonter souvent à l'origine de notre gouvernement. Notre histoire si courte a déjà ses enseignements. Dans les hommes qui nous ont précédés, cherchons des exemples pour notre avenir ; puisons notre sagesse à la leur, et dérobons leur expérience. C'est récompenser leur dévouement que de les imiter. Ils nous ont tout confié, leur ouvrage et leur gloire ; n'en laissons rien périr. Les nations s'instruisent par leurs souvenirs et s'honorent par leur fidélité.

WASHINGTON.

(*Revue des Deux-Mondes*, 1840.)

Le monde manque de grands hommes, et l'on dit qu'il n'en reverra pas. On condamne les sociétés modernes à ignorer ou à méconnaître ceux qui naîtraient dans leur sein; on leur refuse jusqu'à la faculté d'en produire. Sur leur sol, le blé pousse encore, mais le chêne ne croîtra plus. On dit que c'est la faute de notre civilisation, et l'on s'en prend à ce qu'elle a de meilleur. Elle est, à ce qu'on assure, trop raisonnable, trop régulière en tout, trop formaliste en politique pour donner carrière au génie de l'action. Ce respect jaloux de tous les droits, ce respect plus jaloux encore de tous les intérêts, les progrès continuels de l'esprit d'examen, l'amour inquiet de l'égalité, la publicité qui ne laisse rien dans l'ombre, le contrôle de l'opinion qui repousse l'illusion et discute la confiance, paraissent autant d'obstacles insurmontables à ce pouvoir presque absolu qu'affectent les grands hommes, et qui leur est nécessaire pour se faire appeler de ce nom. Il semble qu'il n'y ait plus pour eux de public. Là où il a tant de juges, les admirateurs sont rares. Or, la gloire est l'admiration universelle, et les grands hommes ne vivent que par la gloire. En même temps, les

affaires sociales sont devenues quelque chose de si vaste et de si connu qu'aucune intelligence ne peut les dominer, que toute intelligence se croit capable de les comprendre. Tout est donc plus difficile et moins mystérieux. Les hautes ambitions gênées, entravées, surveillées, ne peuvent compter sur aucun prestige. On ne croit plus à la puissance individuelle. Ainsi, tout ce qui se fera de mémorable ne devra désormais s'opérer que par le concours de tous. Et qui peut aujourd'hui égaler tout le monde? Qui peut prétendre à mettre du sien dans les choses humaines? Ceux à qui l'histoire a donné le titre de grands ont pris leurs aises avec leurs contemporains, et, quelques sacrifices qu'ils aient faits à la nécessité, ils ont presque toujours agi en maîtres et donné l'impulsion à leur siècle. Il en est peu dont la vie entière ait été autre chose qu'un long et prodigieux effort pour faire consentir le monde à la liberté de leurs passions. Une personnalité qui s'impose, tel a été jusqu'ici le signe de la grandeur. Un pareil privilége est-il possible à présent, et n'a-t-il pas à jamais péri avec tous les priviléges?

Il y a eu pourtant un homme, un seul peut-être, qui certes a mérité la gloire, et qui n'a violenté ni son temps ni son pays, qui s'est fait admirer de notre siècle en respectant ses principes, et dont la renommée n'a rien coûté à la conscience de l'humanité; un homme qui a partagé et soutenu toutes les idées vraies, toutes les passions légitimes de notre époque sans en connaître ni les excès, ni les chimères, ni les faiblesses; qui est parvenu à faire dominer son nom dans l'événement le plus national, et qui a été grand dans une révolution, grand

par la guerre et par la politique, dans la liberté et dans le gouvernement, pour les philosophes et pour le peuple; un sage enfin et un héros : c'est le général Washington.

Voilà donc un exemple; et, dût-il rester unique au milieu des sociétés modernes, il serait bon et juste de le rappeler à leur mémoire; il serait surtout utile de le retracer à la France, de l'opposer à l'incrédulité qui se répand en matière de grandeur et de gloire. Notre pays n'est jamais le dernier à se jeter dans le scepticisme qui décourage, dans le dédain qui rabaisse. Ç'a donc été une heureuse idée que de mettre sous ses yeux, dans leur pureté la plus authentique, les titres irrécusables de Washington à l'admiration des deux mondes, que de nous montrer dans un même tableau les droits des nations honorés et défendus, les exigences du siècle ménagées ou satisfaites, ses idées réalisées et servies, et cependant, au milieu de tout cela, l'action propre et personnelle, et, pour ainsi parler, l'originalité d'un homme supérieur, d'accord avec tout et distinct de tout, non pas seul, mais dominant, représentant sa patrie, son époque, sa cause, et restant lui-même *unité et multitude*, comme dit Pascal. C'était un beau spectacle à présenter à nos regards, et assurément nous avons besoin de beaux spectacles. Cette œuvre ne convenait à personne mieux qu'à l'écrivain qui l'a entreprise. M. Guizot est de ces esprits qui ne se plaisent à voir que le grand côté des choses humaines. C'est son goût comme son talent que d'élever tout ce qu'il touche, et, mise en présence de l'histoire, sa raison se proportionne aisément à la hauteur des événements et des hommes. L'histoire, en effet, doit éviter deux écueils. Il est une philanthropie banale et complaisante,

qui ignore et dissimule le mal mêlé à toutes choses, et pallie le faible des théories, le danger des passions, l'insuffisance de la volonté et de la raison humaine. Il est un rigorisme étroit et dénigrant qui doute de l'empire de la vérité comme de la vertu, et qui méconnaissant la puissance du bon génie de l'humanité, lui conteste ses progrès et ses droits, et la montre incessamment esclave ou dupe de ses passions ou de ses rêves. L'une ou l'autre rend tour à tour l'histoire flatteuse ou satirique, corruptrice ou décourageante. Il y a loin de ces deux erreurs à cet optimisme sévère qui nous paraît caractériser la vraie philosophie de l'histoire comme la vraie politique. Ni l'une ni l'autre ne doit caresser nos faiblesses ou rabaisser notre ambition. L'une doit tout comprendre, sans rien absoudre de ce qui est mal, sans rien cacher de ce qui est vrai, sans rien rabattre de ce qui est grand, comme l'autre prescrit à l'homme d'état de savoir résister à son parti sans le trahir, aimer son temps sans trop lui complaire, et faire pénétrer ensemble et vivre en accord dans tous les esprits la vérité et l'espérance.

M. Guizot, qui, ce nous semble, a toujours ainsi conçu la politique et l'histoire, devait se sentir à l'aise en parlant de la révolution américaine et du général Washington. Aucun événement, et à coup sûr aucun homme, n'a moins donné lieu à ces restrictions dans l'approbation et la sympathie, qui sont un devoir pénible pour l'historien. Aussi croit-on sentir, en la lisant, que c'est avec un enthousiasme vif et grave, ardent et contenu, qu'il a écrit la belle introduction où il annonçait Washington. Sa pensée s'est plue, s'est reposée dans la contemplation

de ce qu'il y a de plus beau dans les affaires du monde : une juste cause, une révolution nationale, un événement irréprochable, un grand homme vertueux. En écrivant, il s'est efforcé, lui aussi, de concilier dans son esprit et dans son œuvre ce qu'il trouvait associé dans la réalité, les idées généreuses et les idées pratiques, les principes de la liberté et les maximes de l'ordre, la juste défiance qu'inspire l'expérience de soi et de l'humanité, et l'inaltérable foi que doit la raison à l'empire du bien et à la victoire de la vérité. Aucun homme sérieux, lancé dans la mêlée de nos opinions et de nos discordes, ne lira, sans que son esprit soit ému, ce que M. Guizot vient d'écrire. Ceux qui pensent de ce monde autrement que lui se demanderont si peut-être ils ne se tromperaient pas. Je voudrais espérer qu'il troublera les prétentions illimitées des esprits violents et chimériques. Surtout je voudrais croire qu'il rendra quelque force et quelque audace à ceux qui, sans passions comme sans espérances, se défient des convictions, méprisent les idées, et prennent la timidité pour la sagesse. De ce côté-là, en effet, vient aujourd'hui le vrai danger, et si quelque chose en ce moment expose à quelques risques l'avenir de la société, c'est ce que l'Écriture appelle avec dérision *la prudence des prudents*.

Nous essaierons, à notre tour, de donner encore une fois une idée de Washington et de son temps, et puis nous verrons s'il n'en résulterait pas quelque enseignement pour le nôtre.

Le premier devoir d'une révolution est d'être légitime. Dieu merci, nous écrivons dans un temps où l'on ne contestera pas la légitimité de la révolution d'Amérique ;

mais ce mérite ne lui est point particulier. La révolution helvétique, celle de Hollande, celle d'Angleterre, la révolution française, ont été légitimes. Mais la révolution américaine se présente avec des caractères qui en font peut-être, de tous les événements de cet ordre, le plus pur et le plus heureux. *Notre heureuse révolution*, disent les Anglais, en parlant de 1688. Ils ont raison, car de là date pour eux l'honneur d'avoir donné les premiers l'exemple d'un gouvernement grand et libre à l'Europe moderne. Mais on ne peut séparer 1688 de 1640, et les Anglais aussi ont payé cher le bonheur de réussir après cinquante ans. Le ciel traita mieux leurs nobles frères, émigrés pour la même cause, et formés en nation au nom des mêmes principes sur les rivages de l'Atlantique.

On a dit souvent que les Américains étaient un peuple neuf, jeune, et qu'une révolution lui était tout autrement facile qu'aux sociétés européennes. Courbées sous le faix du passé, toutes chargées de souvenirs et de traditions, celles-ci ne peuvent secouer leur joug sans de cruels et quelquefois coupables efforts. Chez elles, des passions violentes éclatent dans l'attaque comme dans la défense. Le fanatisme est nécessaire pour détruire ce que protége le fanatisme. De là ces luttes, ces vengeances, ces extrémités terribles que connaissent la France et l'Angleterre. Il est vrai; et sans nul doute, le passé pesait d'un moins grand poids sur la société américaine. Toutefois elle n'était pas si nouvelle, ni si dénuée d'antécédents et d'expérience qu'on le suppose. Un peuple naissant, c'est-à-dire récemment parvenu à l'état social, à la civilisation, n'eût pas accompli, comme elle l'a fait, une révolution d'aussi bon exemple. Le pays des habitants des treize co-

lonies était neuf; eux ne l'étaient pas. C'étaient les acteurs de l'ancien monde transportés sur le théâtre du nouveau; c'étaient les vieux Anglais dans la nouvelle Angleterre. Ils portaient l'empreinte profonde des habitudes et des opinions héréditaires dans leur race; ses vertus natives avaient pris plus de simplicité dans la vie rude du cultivateur d'un pays vierge, et plus d'énergie dans les luttes du pionnier contre les fatigues et les périls du désert. Il y avait là une singulière union des mœurs dont nous aimons à parer les sociétés primitives, et des traditions qui ne peuvent appartenir qu'aux sociétés avancées. Leur foi sociale était vieille, si leur société ne l'était pas, et ils s'étaient rapprochés de la nature sans perdre leurs lumières ni leurs souvenirs. Ennemis du désordre comme de l'oppression, respectueux et fiers, résolus et modérés, ils n'avaient rien de l'inexpérience et de la fougue des nations novices, alors qu'ils s'insurgèrent gravement et presque paisiblement pour l'indépendance et la liberté.

L'honneur et la conviction les armèrent seuls contre le despotisme de l'Angleterre, non le mépris d'un pouvoir débile et de lois décriées, non la tentation de révolte qui vient naturellement aux témoins d'un gouvernement qui se corrompt et s'énerve. Ce n'était pas l'esprit de critique excité par les abus et les fautes, le raisonnement spéculatif encouragé par la controverse, qui les avaient conduits à faire en quelque sorte la découverte de la liberté. Elle n'était pour eux ni une induction philosophique, ni une nouveauté littéraire, mais une croyance nationale et un sentiment de famille. Ainsi comprise, aimée ainsi, la liberté ne risque pas de devenir cette idée exclusive, cette négation destructive qui brise tous les freins avec tous

es jougs, déchaîne toutes les passions contre toutes les règles, et ravage le monde pour le délivrer. L'ancien régime d'un pays civilisé offre souvent dans ses dernières années un spectacle dangereux pour la moralité des peuples, celui de la vieillesse qui n'est pas respectable. L'habitude d'insulter les institutions devance alors le désir de les changer. Une société se déprave, quand elle méprise longtemps ce qui lui commande; elle se dégoûte de l'obéissance plutôt qu'elle n'aime la liberté; elle perd le sens de l'autorité légitime, et tombe dans l'impiété politique. Rien de pareil chez les Américains du dernier siècle. Leur libéralisme sérieux et traditionnel ne ressemblait pas à cet esprit de réaction novatrice qui aime la révolte pour elle-même, et renverse en passant tout ce qu'il voit debout. Plus simplement fiers que les Sicambres de notre histoire, n'ayant jamais fléchi le genou devant les idoles, les Américains n'avaient point à brûler ce qu'ils n'avaient jamais adoré.

D'un tel peuple quelle devait être la révolution?

Les passions humaines ne respectent rien. Lorsqu'une fois les événements les soulèvent, elles corrompent les meilleurs, égarent les plus sages; elles emportent avec elles les mœurs mêmes à l'ombre desquelles elles ont pris naissance, et dévastent, comme un chaume qui s'enflamme, le champ qui les a portées.

Si l'oppression qui révolta les colonies eût été cette tyrannie violente qui provoque des ressentiments égaux à ses fureurs, ses excès eussent appelé des représailles; pour s'affranchir, les Américains se seraient vengés; ils étaient des hommes. Mais c'est ici qu'il faut admirer leur bonne fortune. Certes, la résistance leur était permise;

ils la devaient aux principes sacrés et aux vérités inviolables dont ils se sentaient dépositaires. Néanmoins elle n'était pas une obligation absolue; pour eux, point de revanche à prendre contre des rigueurs insupportables; une passion impétueuse ne les poussait pas; ils n'avaient point, comme par exemple le Brabant sous Philippe II, à renverser des bûchers et des échafauds. Le gouvernement britannique n'avait attenté qu'à un principe constitutionnel; on ne pouvait dire qu'il eût persécuté les Américains, il ne leur avait guère que manqué de respect; ils trouvèrent que c'était bien assez, et cela les honore; mais enfin, ils purent délibérer avant d'agir, ils ne coururent pas aux armes précipitamment et du premier bond, ils prirent conseil de la prudence, continrent leur courroux, mesurèrent la résistance, graduèrent la révolte, et semblèrent s'attacher à légitimer à chaque pas leur révolution. Ils l'accomplirent comme un devoir. D'ailleurs, le gouvernement qu'ils attaquaient n'était pas là, sous leurs yeux, tour à tour insolent et faible, joignant aux prétentions irritantes les vexations de détail, les excès de répression. Il punit peu; de loin, on ne punit pas, on fait la guerre. Ce fut une guerre civile, puisque les deux armées avaient même origine, même langage, et que pendant longtemps elles avaient eu même gouvernement et même drapeau. Cependant, lorsque la mer sépare les deux fractions d'un peuple, et que, pour se combattre, il faut que l'une d'elles embarque ses soldats pour une expédition lointaine, la guerre civile perd beaucoup de ses douleurs; les haines moins vives y enfantent moins de crimes; le droit des gens subsiste et la modère; la victoire ne se montre pas impitoyable, et la force reconnaît

des lois. C'est encore là une des circonstances bienheureuses qui firent la révolution d'Amérique si peu révolutionnaire; aussi, ce mot même de révolutionnaire est-il en Amérique une qualification tout honorable, lorsqu'en d'autres pays il est une injure.

Ainsi s'explique le caractère incomparable de la révolution de 1776. Il se lit, écrit et signé de la main même de ceux qui l'ont faite, dans cette immortelle déclaration d'indépendance où respire en quelque sorte l'âme de la nation américaine. Rien qu'à la lire, on devine comment procédera une révolution si réfléchie, si scrupuleuse, si inquiète de montrer son bon droit, et de mettre de son côté le suprême arbitre de la justice. On prévoit que dans un événement, précédé d'un tel manifeste, tout sera d'accord, les principes, les moyens, le résultat, et que ce qui s'est entrepris au nom de la liberté, s'accomplira par la liberté, pour aboutir à la liberté.

La liberté est, en effet, sortie de cette révolution. Quelque doute qu'on se plaise à concevoir aujourd'hui sur l'avenir des États-Unis, on ne contestera pas que leur révolution ait réussi. Quand elle n'aurait produit que les cinquante ans qui viennent de s'écouler, la décadence tant prédite de cette singulière société fût-elle commencée, les sacrifices et les souffrances de la génération de 1776 n'auraient pas été perdus, et le salaire vaudrait le travail. L'humanité a rarement aussi bien employé sa peine, et des peuples qui se sont plus laborieusement affranchis ne se sont pas si bien gouvernés.

Après la guerre de la révolution, rien ne fut plus honorable à la nation que l'effort de raison et de vertu qu'elle fit sur elle-même pour se donner un gouverne-

ment. Elle n'en possédait qu'une vaine apparence dans les pouvoirs improvisés qui avaient servi jusque-là. Ces deux causes ordinaires de despotisme, l'insurrection et la guerre, n'avaient pas produit leurs effets accoutumés. Les comités de salut public de cette révolution-là n'avaient rien eu de dictatorial, et le congrès exhortait plus souvent qu'il ne commandait. Sans oser s'abandonner à l'autorité militaire, il se défiait de la sienne, et les assemblées coloniales qui suspectaient à la fois celle du congrès et celle de l'armée, usaient de leurs droits plutôt comme d'une liberté locale que comme d'un ressort de gouvernement. Une sorte d'esprit municipal, tel que le moyen âge l'a développé, dominait dans les treize états, esprit de résistance plutôt que de direction, propre à protéger les droits privés plus qu'à sauver ceux de la société. Il tenait comme en échec le pouvoir central. Ces hommes intrépides, qui avaient osé disputer à une métropole redoutable l'autorité suprême, n'osaient la garder pour eux. Ils déclaraient la guerre et ils hésitaient à y contraindre leur pays ; ils reprenaient à l'Angleterre le droit de lever l'impôt, sans en user pour leur compte ; ils revendiquaient toutes les prérogatives d'un gouvernement et ne gouvernaient pas. Un excessif respect pour la liberté les exposait à ne la point conquérir.

Ces scrupules ou ces défiances mirent plus d'une fois en question le salut de l'Amérique, et la guerre eut plus d'un jour où l'on regretta la dictature. Mais finalement tout réussit, et le dénoûment n'en valut que mieux. Tandis que d'ordinaire le danger public arme le pouvoir et ajourne la liberté, ce fut au moment de la victoire et

de la paix que la nation aperçut la faiblesse, le néant de son gouvernement, et la nécessité de le fortifier ou plutôt de le refaire. L'union n'avait été qu'un mot d'ordre national; le lien fédéral n'existait que de nom; aucune institution puissante ne le consacrait. Ces États-Unis, qui avaient captivé l'admiration de l'univers, déclinaient en naissant. Ils n'avaient point d'armée, de finances, de diplomatie. La vie politique semblait prête à s'éteindre en eux au moment où ils étaient libres. Ils sentirent le mal, et quoi qu'il leur en coûtât, ils voulurent le réparer. Ni leurs opinions ni leurs habitudes ne les portaient vers une organisation centrale; amis de l'union en théorie, ils en supportaient impatiemment les conséquences, et tout ce qu'ils accordaient à la force de la nationalité, leur semblait autant de pris sur la liberté locale et sur la liberté populaire; mais leur bon sens fit taire leurs préjugés et leurs goûts. La constitution de 1787, cette constitution qui, de ce côté-ci de l'Océan, semble l'utopie écrite, le rêve légal de la démocratie, fut une œuvre de raison, un produit de l'expérience, un sacrifice à la nécessité. C'est une réaction de l'esprit de gouvernement qui a organisé la grande république américaine; elle fut établie contre l'anarchie, et, en effet, à dater de 1789, les États-Unis ont pris leur rang dans le monde.

Le caractère qui nous a frappé dans le peuple américain, et dans l'événement le plus mémorable de son histoire, nous le retrouverons plus remarquable et plus éclatant encore dans le général Washington. En lui la nation et la révolution se sont personnifiées. Sa vie réfléchit l'histoire de sa patrie. Peut-être, quelque jour, ne

devrons-nous plus admirer que les masses : pendant qu'il en est temps encore, donnons-nous le plaisir d'admirer un grand homme.

Washington descendait d'une famille ancienne en Angleterre. Celui de ses aïeux qui vint le premier s'établir en Virginie, sur les bords du Potomac, avait quitté l'Europe en 1657. Il appartenait donc à cette génération tout ensemble religieuse et politique, contemporaine de la révolution. Il acheta des terres, il fut planteur, et son arrière-petit-fils naquit dans les conditions de famille, de profession, de situation sociale, où nous avons vu que se reproduisait le plus complétement le caractère américain. Si le sort l'eût à jamais confiné dans la vie privée, il eût été un propriétaire intelligent, un agriculteur éclairé, d'une instruction simple, de mœurs sévères, soumis à la religion, jaloux de son honneur, robuste, actif, fait au travail, au danger, à la solitude, froid dans ses manières, obéi dans sa maison, respecté dans sa contrée, et obtenant facilement la déférence de tous par l'excellence de son jugement et l'énergie de sa volonté. Il eût ignoré toute sa vie que ses qualités, mises à l'épreuve des affaires publiques, s'élèveraient sans peine à leur niveau, et grandiraient à la mesure du théâtre où elles devraient se déployer. La plus modeste situation lui eût convenu, pourvu qu'elle fût digne; il convint à la plus haute, égal à toutes par ses talents, supérieur à toutes par son caractère.

Il avait le goût des mathématiques, et il en savait ce qu'il faut pour être un arpenteur habile, profession importante et difficile dans une société qui s'approprie des forêts primitives et qui défriche le désert. C'est dans les

travaux de l'arpentage qu'il commença l'apprentissage de la fatigue et du péril, et qu'il sentit naître en lui cette vocation militaire que la guerre de 1755 vint développer. Major dans la milice de son district à dix-neuf ans, il prit part à plusieurs expéditions hasardeuses au delà des monts Alleghanys, et devint commandant en chef de la poignée d'hommes que la Virginie appelait son armée, et qui soutenait une guerre de frontières contre les Indiens et contre les Français. C'était sans doute un officier capable, alliant à la prudence une froide audace. Mais ce qui frappe le plus dans ce début de sa vie publique, c'est le soin jaloux qu'il montre en toute occasion de maintenir sa dignité personnelle ; c'est le sentiment consciencieux d'une responsabilité qui porte sur lui tout entière, lors même qu'il agit en commun ; c'est enfin l'idée qu'il répandait involontairement autour de lui, de sa supériorité naturelle. Partout il était ou devenait le premier ; partout il inspirait la confuse croyance qu'il était réservé à de grandes destinées.

Il siégeait depuis quelques années dans la chambre des bourgeois, assemblée nationale de la Virginie, lorsque l'Angleterre commença ses fautes. On sait que la première fut l'établissement aux colonies d'un droit de timbre, par un parlement dont elles n'élisaient aucun membre, violation flagrante du principe élémentaire, source historique et commune de la liberté moderne. Le nouvel impôt fut déclaré inconstitutionnel, les assemblées protestèrent, et celle de Virginie ne fut pas la moins animée. L'Angleterre céda, et l'acte du timbre fut révoqué. « Si elle l'avait maintenu, écrivait dès lors Washington, sa persistance aurait eu des conséquences plus terribles

qu'on ne le croit communément, tant pour la mère-patrie que pour ses colonies[1]. » Mais le parlement qui n'avait fait qu'une feinte retraite, inventa d'autres taxes et ne dissimula plus la prétention d'exercer un contrôle illimité sur toutes les parties du territoire britannique, et de placer les colons sur un pied d'exception parmi tous les sujets anglais. Cette prétention fut le grief fondamental de l'Amérique; il motiva à lui seul les protestations, les remontrances, les pétitions, puis le refus de l'impôt, puis la rupture des relations de commerce, puis la déclaration d'indépendance et la guerre. Washington passa, comme son pays, par tous ces degrés de la résistance. Dès le premier moment, il décida que c'était à l'Angleterre de céder, et que réparation serait faite à l'Amérique. Inflexible sur ce point, il dut vouloir et faire tout le reste, tout, y compris une révolution. Sans la désirer, sans la poursuivre, quoique de bonne heure il la prévit, il approuva ou conseilla toutes les mesures par lesquelles elle fut progressivement amenée. Toujours présent et actif dans la législature locale deux fois dissoute, dans la convention de Williamsburg, dans les assemblées de comtés, enfin dans le congrès, il prit vivement part à tous les actes décisifs qui signalèrent le patriotisme de la Virginie. « Les armes, disait-il dès 1769, doivent être la dernière ressource; mais il n'est pas un seul homme qui doive hésiter ou craindre de les prendre pour défendre la liberté que nous avons reçue de nos ancêtres. » Cinq ans après, il s'écriait: « La crise est arrivée, il n'y a de remède pour nous que dans la détresse de l'Angleterre.

[1] Lettre écrite en 1767, citée par M. Sparks, dans la *Vie de Washington*.

Il faut maintenir nos droits, ou nous soumettre à toutes les charges dont on voudra nous accabler. » Il ne demandait pas l'indépendance, mais il déclarait que « jamais aucun homme, sur le continent américain, ne se soumettrait à perdre ses droits et ses priviléges. » Il détestait la rébellion, mais « si le ministère, disait-il, pousse les choses à l'extrême, il y aura plus de sang répandu qu'il n'en a jamais coulé dans les guerres dont les annales de l'Amérique du Nord ont conservé la mémoire. » La Virginie réorganise ses milices : « J'accepterai bien volontiers l'honneur de commander, car ma résolution bien arrêtée est de consacrer ma vie et ma fortune à notre cause. » La journée de Lexington inaugure le règne de la force : « Les plaines de l'Amérique doivent être abreuvées de sang ou habitées par des esclaves. Triste alternative ! mais un homme vertueux peut-il hésiter sur le choix ? » Aussi n'hésite-t-il pas. Le congrès où il siégeait décrète à l'unanimité que les colonies doivent être mises en état de défense. Une armée américaine est formée, le commandement en chef lui en est donné. Il répond qu'il accepte, qu'il est prêt, mais qu'il ne se croit pas à la hauteur des fonctions difficiles dont on l'honore. « Mon inquiétude est inexprimable, écrit-il à sa femme ; un mois passé près de vous, chez nous, me donnerait cent fois plus de bonheur que sept fois sept ans de commandement ; mais puisque la destinée m'entraîne, j'espère... Je ne pouvais refuser sans ternir ma réputation... Je me confie donc à la Providence [1]. »

[1] Lettre à George Mason, 1769, citée par M. Sparks. — Lettre à Bryan Fairfax, 1774 ; t. III de la traduction. — Lettre au capitaine Mackensie, citée par M. Sparks. — Lettre à son frère, citée par le

On résumerait difficilement la guerre d'Amérique ; il ne serait pas aisé de raconter en peu de mots ces huit années de combats, de souffrances et d'anxiétés, pendant lesquelles tout fut indécis, tout fut en péril jusqu'au dernier jour, et dont l'Europe attentive suivit le spectacle avec un prophétique intérêt. A parler comme les militaires, ce ne fut pas une grande guerre ; mais peu de grandes guerres ont autant ému, autant servi le monde. « Ce sont des rencontres de patrouilles, disait M. de La Fayette à Napoléon, qui ont décidé des droits du genre humain. »

Nul, plus que Washington, n'a prouvé que dans le gouvernement aussi il n'y a point de génie sans la patience. La sienne fut mise à l'une des plus dures épreuves que puisse subir un homme responsable tout à la fois de son armée et de sa cause. C'était peu que d'avoir à braver les dangers et les maux auxquels la guerre condamnait une armée pauvre et nue, opérant, par des saisons rigoureuses, dans un pays vaste, d'une richesse médiocre et d'une population rare. La fermeté et l'activité de son général y pouvaient suffire ; mais il eut à vaincre deux grandes difficultés, l'une militaire, l'autre politique, toutes deux particulières à sa situation.

C'est une infériorité à la guerre que de ne pouvoir risquer son armée. Les succès décisifs ne sont quelquefois possibles qu'à cette condition, et tous les capitaines célèbres ont su jouer le tout pour le tout. Washington ne le pouvait pas ; il eût craint d'anéantir en une fois tout l'espoir de l'insurrection américaine. Avec des troupes trop

même. — Réponse au congrès et lettre à madame Marthe Washington, 1775 ; t. III de la traduction.

faibles et trop mal organisées pour être aisément maniables, il se voyait obligé de laisser passer cent occasions favorables de frapper un grand coup; car il y avait tel revers qui eût perdu sa cause et son pays. De là une perpétuelle contrainte, une vie d'abnégation et de sacrifice, insupportable à la tête d'une armée. Son esprit le portait naturellement à prendre en toute situation hasardeuse le parti d'une judicieuse audace. Il s'en abstenait et résistait à toute tentation de gloire. Presque toujours le plus hardi dans le conseil, il se résignait à l'avis qui risquait et obtenait le moins, et cet homme si entreprenant a laissé la renommée du plus prudent général. Dès le commencement des hostilités, il voulut tenter d'enlever Boston avec une poignée d'hommes. Tous ses officiers s'y opposèrent. Il céda et se borna à la guerre de position. C'est alors qu'il écrivait : « Si j'avais prévu les obstacles qui hérissent notre marche, si j'avais connu l'éloignement des vieux soldats pour rentrer au service, tous les généraux du monde ne m'auraient pas convaincu qu'il fallût ajourner une attaque sur Boston[1]. » Mais le plus souvent il se soumettait sans murmure à son impuissance, et se contentait de tenir la campagne sans courir la chance d'une victoire ou d'un échec. Cependant il sentait par intervalles la nécessité de ranimer l'ardeur de ses soldats et de ses concitoyens par une action d'éclat. Après avoir consumé des mois dans une stérile défensive, il risquait un engagement qui ravivait les couleurs du drapeau aux yeux de la nation; car il fallait qu'elle fût toujours contente de son armée.

[1] Lettre à Joseph Reed, 1775; t. III de la traduction.

La situation politique de Washington n'était pas moins difficile. L'esprit républicain est toujours défiant. Le pouvoir militaire inspirait des craintes à ceux-là qu'il devait sauver. Le peuple s'alarmait pour sa liberté avant de l'avoir conquise, et le gouvernement central craignait d'être usurpateur. Comme toute assemblée, il avait ses factions intérieures; divisé et timide, il fut longtemps au-dessous du rôle auquel les circonstances l'appelaient. Il ne manquait point de patriotisme, mais de volonté. Malgré de sourdes inimitiés, le général en chef y trouva toujours une confiance personnelle, rarement une coopération énergique. Soumis avec un religieux respect à l'autorité civile, il ne lui contestait aucun droit et ne lui cachait aucune vérité. Sa correspondance est une perpétuelle remontrance : soit qu'il s'adresse à l'assemblée, à ses comités, à ses principaux membres, soit qu'il écrive aux chambres ou aux gouverneurs des divers états, il ne se lasse pas de leur représenter avec force les besoins de l'armée, les vices des règlements, les nécessités de la guerre, les devoirs d'un gouvernement. Quand il leur parle, il n'a garde de diminuer leur responsabilité; quant il agit, il accepte toute la sienne et même un peu de la leur, sans ménager jamais sa réputation aux dépens de son pays, en laissant percer le secret des fautes qu'il n'aurait pas faites. Il consent à être blâmé sans répondre, quand son inaction ne vient que de l'insuffisance des moyens qu'on lui donne, quand ses revers ont pour cause l'exécution d'un ordre qu'il n'approuvait pas. Tous les sentiments personnels semblent s'être anéantis dans son âme pour y laisser dominer le seul dévouement au devoir. Cet homme, dont le caractère était impérieux, et qui portait à son

jugement une confiance assez hautaine, sait tout souffrir et tout dévorer, se sacrifier sans se plaindre, et immoler à sa cause jusqu'à sa renommée; ou plutôt, en pénétrant plus avant, on découvre en lui une pensée secrète qui le soutient et le console au milieu de ses plus sombres ennuis, on voit au fond de son âme luire, comme le rayon d'un jour serein, quelque chose de pur et d'inaltérable, l'espérance; cette noble, cette sublime espérance qui ne peut naître que dans une âme fièrement assurée de sa force et de sa grandeur, pieusement convaincue d'une alliance infaillible entre la justice de sa cause et la justice de Dieu.

On se trompe sur Washington : sa contenance est calme, son jugement sévère; il a la passion de l'ordre, l'amour du vrai, le sentiment du possible, nulle illusion, rien qui annonce l'entraînement. On en conclut la froideur de son âme, et l'on exalte sa force morale. Mais la force morale donne le stoïcisme, et non cette ardeur confiante qu'il conservait en dépit du sort. Lisez sa correspondance, si franche, si ingénue, si sensée, vous le verrez malheureux, mais point abattu. Jamais il ne se flatte, il ne désespère jamais. Il est capable de s'emporter comme le jour où il déchargea ses deux pistolets sur ses soldats en fuite[1]; mais il est vraiment incapable de désespoir. C'est qu'il sent, comme il le dit lui-même, que *la voix du genre humain est avec lui*. C'est que, « convaincu de son bon droit, il ne peut se figurer que les Américains périssent, bien que leur étoile puisse rester encore quelque temps cachée sous un nuage. » C'est qu'il se dit sans

[1] Ce fut à la retraite de Haerlem. Correspondance, t. III. Lettre au président du congrès, 1776.

cesse : « La Providence a si souvent pris soin de nous relever, lorsque nous avions perdu toute espérance, que j'ose croire que nous ne succomberons jamais[1]. »

Sa confiance fut justifiée, sa cause triompha. Libérateur de son pays, ce titre pouvait suffire à la gloire de son nom ; mais une destinée plus complète lui était réservée ; il devait gouverner sa patrie après l'avoir délivrée. Il devait la sauver deux fois.

Rentré dans la retraite après la paix, étranger non indifférent au gouvernement de l'Union, il le voyait avec douleur s'affaiblir et se perdre. Il signalait le mal énergiquement à ses amis. Trois choses qui font la force d'un état lui paraissaient manquer à l'Amérique : une politique, des finances, une armée. Ce sont ces trois choses qu'il souhaitait et réclamait pour elle. C'était demander qu'avant tout on reconstituât le pouvoir fédéral. Tous les hommes éclairés, nous l'avons déjà dit, reconnurent bientôt cette nécessité. Ceux même qui craignaient toute centralisation politique comme une restriction des droits des états et du peuple, ceux qui, soupçonnant toujours un retour des idées et des influences anglaises, formaient dès lors le parti qui s'est appelé républicain ou, plus justement, démocratique, en opposition au parti fédéraliste, ceux-là voulaient alors la constitution ; et, quand elle fut faite, ils voulurent pour premier président des États-Unis le général Washington.

Gardons-nous de retracer ici son gouvernement. Il faudrait citer M. Guizot, qui le premier l'a jugé. Et pourquoi citer par fragments ce qu'il vaut mieux lire tout entier ?

[1] Lettre à Bryan Fairfax, t. III. — Lettre à J.-A. Washington, t. III. — *Vie de Washington*, par M. Sparks. Appendice.

Disons seulement que, malgré les luttes, les dissensions, les passions croissantes d'une société démocratique, Washington réussit à rester le chef de l'état, à ne point devenir un chef de parti; c'est le grand problème du gouvernement d'un peuple libre. En montant au pouvoir, il avait réuni dans le même cabinet les deux chefs des opinions belligérantes, Hamilton et Jefferson, donnant ainsi l'exemple de ce goût pour les hommes supérieurs, qui manque parfois aux hommes supérieurs eux-mêmes, de cette impartialité haute et confiante qui n'est jalouse d'aucun mérite, et qui, loin de chercher à isoler, à mutuellement opposer les influences et les talents, les rapproche au contraire, et cherche la force dans leur alliance. Il parvint à les conserver longtemps auprès de lui sans abdiquer dans leurs mains. Avec eux comme sans eux, il sut créer et maintenir pour lui-même une position indépendante. Il assura la liberté de son pays, et il fit sa volonté.

L'œuvre fut difficile; l'inimitié et la défiance suscitèrent plus d'un obstacle; on put croire par moments qu'il succomberait. Il n'échappa point à la plus douloureuse et à la plus commune des épreuves du pouvoir, l'injustice de l'opinion. La presse ne lui épargna aucune de ces iniquités calomnieuses auxquelles celui qui veut agir doit s'attendre sans crainte et résister sans colère, et qui ont du moins cet avantage d'imposer aux hommes d'état la double nécessité d'une volonté forte et d'une conviction profonde. Rien ne l'arrêta, et il sut tout vaincre. L'opposition la plus vive avait précédé sa réélection; elle ne put ou n'osa pas en troubler l'unanimité. Et lorsqu'après avoir gouverné huit ans comme il avait huit ans com-

mandé l'armée, déjà vieux et las, il déposa la puissance, on dit qu'il eût été maître de la reprendre encore, et que la nation s'était accoutumée à regarder comme indissoluble l'alliance formée entre la présidence de Washington et la liberté de l'Amérique; mais il sentait l'heure de la retraite arrivée : l'existence la plus active et la plus animée n'avait jamais affaibli son goût passionné pour la vie domestique, pour les soins de l'agriculture. Son esprit impérieux commençait à trouver difficile de se plier aux ménagements, aux exigences, aux sacrifices inséparables du métier de gouvernement; sans cesser de tenir fixé sur sa patrie un œil attentif, de suivre avec une sollicitude mêlée de quelque dédain le cours des affaires publiques, il redevint ce qu'il avait été au commencement, un planteur, comme pour réaliser en tout dans sa personne le type exact de la société américaine.

Nous voilà revenu à cette idée que nous croyons avoir justifiée, d'une parfaite harmonie entre Washington et l'Amérique. Il commence, il sent, il se conduit comme elle. Le développement de ses idées, de son caractère et de sa fortune correspond au développement des mêmes choses dans la nation contemporaine. Il la représente dans tout ce qu'elle a de plus distinctif et de meilleur, mais avec cette unité, cette valeur, cet attrait de la supériorité individuelle. Les qualités de tous sont en lui comme elles ne sont chez personne. Il ressemble à tous, mais il n'a pas d'égal. Il est comme le disait un orateur en annonçant sa mort au sénat, *le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses concitoyens.* « Tout ce qui est grand, tout ce qui est bon, lui écrivait l'homme qu'il aima le plus, M. de La Fayette, ne

s'était pas jusqu'à présent trouvé réuni dans le même individu. Jamais il n'avait existé d'homme que le soldat, le politique, le patriote et le philosophe pussent également admirer; et jamais révolution ne s'était accomplie qui, dans ses motifs, sa conduite et ses conséquences, pût si bien immortaliser son glorieux chef[1]. » Telle est la pensée qui a été développée dans cet article.

Terminons par un mot ce que nous avions à dire sur Washington; il fut heureux; ou, du moins, si l'on suit l'opinion commune, et que l'on croie le bonheur renfermé dans les conditions médiocres, si le bonheur est un mot inconnu dans le monde de la politique, dans la région du gouvernement, disons que Washington fut le plus heureux des grands hommes.

A présent, que pensera-t-on de notre question : Les grands hommes sont-ils encore possibles? Si l'on ne trouve d'obstacle à la manifestation de ces natures d'élite que dans les principes et les formes modernes des sociétés, l'exemple de Washington a répondu. Sa grandeur est dans le goût du siècle, et la civilisation n'y trouve rien à reprendre.

Mais ce n'est pas de nos principes qu'il s'agit, c'est de nos défauts. Il est de mode aujourd'hui de rechercher tous les défauts des sociétés démocratiques. C'est un texte fertile en commentaires. Dans les pays dévots, on ne se croit éclairé que si l'on parle mal de la religion; dans les sociétés démocratiques, c'est faire preuve d'esprit que d'en médire. Des partis qui se disaient populaires les ont si follement, si indignement flattées, qu'une

[1] *Vie de Washington*, par M. Sparks. — *Mémoires* du général La Fayette, t. II.

réaction s'est faite, et qu'on voit naître chez un grand nombre une certaine disposition à juger la politique du siècle du point de vue du misanthrope.

Ainsi, que ne dit-on pas de la société américaine ? Depuis quelques années, les États-Unis, gouvernement et nation, sont un peu déchus dans l'opinion commune. De là peut-être une sérieuse objection contre tout ce qu'on vient de lire. Si nous avons dit vrai, d'où vient que le présent ressemble si mal au passé ? Si nous n'avons pas exagéré le bien, pourquoi ce bien n'a-t-il pas duré ? Car enfin, non-seulement voilà quarante ans qu'il ne s'est rien produit entre le Maine et la Louisiane, et du Michigan aux Florides, de comparable à Washington et à ses contemporains, non-seulement il n'y a plus de Washington aux États-Unis, mais encore à les considérer dans leur situation actuelle, on se prend à douter que des Washington y puissent renaître. Serait-ce qu'il y a, soit dans les opinions de l'époque, soit dans la constitution des sociétés démocratiques, un vice caché qui s'oppose au développement de ce qui est bon et grand, dès que la jalousie populaire en est offensée ? Tous ces lieux communs de la politique libérale, *self-government*, gouvernement du pays par le pays, plus grand bonheur du plus grand nombre, souveraineté du peuple, suffrage universel, sont-ils donc de tristes talismans qui frappent d'impuissance et de nullité les esprits supérieurs, les vertus brillantes, les caractères dominateurs ? Enfin, serait-il vrai que les sociétés, enchaînées par les mille formalités, les mille préjugés qui importent à la liberté même, tourmentées par la défiance qui craint l'usurpation, par l'envie qui veille sur l'égalité ; préoccupées uniquement du

bien-être des masses, beau nom qui signifie le ménagement collectif des intérêts particuliers; dévouées par conséquent à la poursuite des améliorations matérielles et à la garde des droits politiques, doivent tomber dans le pire des nivellements, le nivellement moral? et, par une cruelle déception de notre philosophie, faut-il croire que la liberté moderne rapetisse l'humanité?

Et cette question une fois lancée, le scepticisme, on le prévoit bien, ne s'en tient pas à l'Amérique. Il passe l'Océan et s'attaque à la France.

Mes convictions ne sont pas douteuses. Je suis passionnément de mon temps et de mon pays. La liberté et l'égalité, aux États-Unis avec la république, en France avec la monarchie; la liberté et l'égalité sont, à mes yeux, des biens inappréciables et de saintes vérités. D'autres temps et d'autres idées ont produit, je le sais, des choses éclatantes; *non equidem invideo, miror magis.* La France personnifiée sous le dais pompeux du trône de Versailles, ou sous le glorieux pavillon du radeau de Tilsitt, m'inspire peu de regrets, et ne vaut pas, pour moi, la France telle que 1830 l'a faite. Mais je ne ferme pas les yeux sur ce que tant d'autres voient; nos faiblesses, nos petitesses me touchent, et je ne puis nier au scepticisme politique qu'à un certain degré ses questions ne subsistent. Je ne puis nier qu'il n'y ait quelque raison dans ces doutes inquiets que font naître et l'aspect des États-Unis et l'aspect de la France elle-même.

Discuter ces questions dans leur entier, excéderait mes forces. C'est le sujet d'un livre, et ce sera le sujet d'un beau livre, car c'est de cela que traitera M. de Tocqueville dans la continuation du sien. Mais j'en ai trop dit

pour n'en pas dire davantage, et d'ailleurs assez de gens fuient les questions difficiles et craignent d'avoir un avis.

Les grands événements font les grands hommes, ou du moins les manifestent. La guerre seule n'y suffit pas. La bataille de Naseby et celle de Worcester seraient peu de chose pour Cromwell, s'il n'eût gouverné l'Angleterre; si Frédéric II n'eût fait que combattre, il ne serait peut-être dans l'histoire que l'égal du prince Henri; nous avons parlé de Washington, nous ne parlons pas de Napoléon. Lorsque le monde politique est calme, il faut donc s'attendre à moins de gloire. Ce serait porter dans les affaires réelles une curiosité romanesque, que de vouloir en quelque sorte des grands hommes à tout propos. On n'a pas chaque jour un état à fonder, un gouvernement à créer, une révolution à commencer ou à finir, ou même à détourner au profit d'une idée ou d'une passion. Bien gouverner, voilà ce qu'il faut en tout temps, œuvre en tout temps imposante et difficile, et qui, si elle ne réclame pas toujours toutes les qualités qui font, dans le langage historique, le grand homme, exige toujours l'effort des esprits et des caractères supérieurs. Écartons-le donc, ce mot vague de grand homme. Ne demandons pas à la société de produire incessamment quelque météore qui l'éblouisse. Ne la forçons pas à s'asservir constamment aux caprices d'une ambition de génie. Le peuple a autre chose à faire qu'à pousser des acclamations sur la voie triomphale; et s'il était vrai que la raison moderne, qu'une intelligence plus sérieuse de l'ordre social eût pour effet de régulariser l'action de ces sublimes égoïstes qui abusent avec éclat de l'humanité, s'ils étaient désormais forcés de se subordonner à ses intérêts,

où serait le mal? où serait la déchéance? N'est-il pas bon que tous soient soumis à la loi commune du dévouement? On peut douter qu'il en soit déjà tout à fait ainsi; mais les sociétés marchent évidemment vers ce but. Est-ce un signe de leur décadence que de se montrer plus exigeantes dans leurs admirations, que d'élever encore, que d'épurer le type idéal de l'homme politique, que de vouloir le génie dans le vrai et la gloire dans l'ordre? Est-ce rapetisser l'humanité que de rendre plus difficiles les conditions de la grandeur?

Cela dit, voyons les sociétés dans leur existence habituelle, et s'il est vrai qu'elles se passent aujourd'hui, plus aisément qu'à une autre époque, des hommes supérieurs dans le gouvernement.

On critique la société américaine. Son gouvernement est sans éclat; la fermeté prévoyante, l'autorité morale, la vraie sagesse paraît lui manquer; les passions populaires éclatent par intervalles, et dominent la justice et les lois; les préjugés publics tolèrent, absolvent, encouragent ces passions. On remarque que les hommes distingués se retirent des affaires, ou s'en voient successivement écartés par la multitude. Le pouvoir ne va plus aux meilleurs. La médiocrité règne, et non-seulement la dignité nationale, mais la morale publique paraît en souffrir. Le peuple en Amérique fait mentir Montesquieu, qui le déclare *admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité*. C'est, s'il faut en croire certains juges, que Montesquieu s'est trompé, ou plutôt c'est qu'il a parlé avant de connaître les grandes sociétés purement et complétement démocratiques, phénomène nouveau dont l'apparition était réservée à notre âge. Aux

États-Unis, la société, en se détériorant, ne fait que suivre la loi de sa nature.

Peut-être ce tableau est-il chargé ; et vu de plus près, le mal semblerait moins grand. Mais tout cela n'est pourtant pas imaginaire. Les causes du fait doivent être nombreuses ; quelques-unes sont frappantes. Le principal danger de l'Amérique a toujours résidé dans la faiblesse de l'union fédérale et de l'institution qui la représente. Cette institution s'est-elle fortifiée depuis Washington? Nullement. Tout a marché dans un sens contraire. Depuis près de quarante ans, le parti démocratique possède le pouvoir, et cependant le lien commun doit tenir unies, non plus treize républiques, mais près d'un nombre double; non plus des fractions d'une même nation, mais des nations diverses. Au sein même des anciens états, des immigrations continuelles ont versé des éléments nouveaux. Tous les Américains ne sont plus les descendants de la génération célèbre qui fonda l'indépendance. Il ne coule plus sans mélange dans leurs veines, le vieux sang de cette race prédestinée à la liberté politique dans l'ancien comme dans le nouveau monde.

Cette nation qui n'est plus la même, est deux fois plus nombreuse. Or, à mesure que la masse augmente, la démocratie est plus difficile. L'esprit qui doit animer ce grand corps s'en rend plus malaisément maître, et la société, au lieu de s'élever, retombe plus pesamment vers la terre. Toute institution où respire la pensée du suffrage universel n'est supportable que si l'état moral de la nation en compense le danger; c'est à la nation de corriger ses lois. L'Amérique de Washington et de Franklin le pouvait faire; je ne sais si l'Amérique actuelle en

est capable. On conçoit que des institutions qui s'adaptaient sans péril à l'état d'une population rare, homogène, agricole, à de petites cités disséminées sur un immense territoire, peuvent devenir hasardeuses, quand la population s'est amoncelée dans de vastes et riches villes, quand le commerce et l'industrie rivalisent avec l'agriculture, quand le succès rapide des spéculations mercantiles accroît incessamment l'inégalité et l'instabilité des fortunes, quand les prolétaires ont commencé à se répandre partout, sans que les esclaves aient disparu nulle part. Et dans quelles circonstances le peuple des États-Unis est-il livré aux dangers propres à sa constitution? car toute constitution a les siens; c'est après de longues années de paix et de prospérité, pendant lesquelles le gouvernement a paru facile, trop facile, puisqu'on a pu croire que les choses de ce monde marchaient toutes seules, et que l'impulsion de la volonté populaire remplaçait tout, habileté, savoir, prudence, tout ce qui fait le génie du gouvernement. Le souverain de l'Amérique, comme tous les souverains qui règnent trop aisément, croit un peu à l'infaillibilité du bon plaisir. La révolution avait mis en lumière tout ce que le pays renfermait d'hommes distingués; elle les avait instruits par l'expérience, aguerris par la lutte, illustrés par le succès. Le peuple, et c'est une justice qu'on doit lui rendre, s'est montré reconnaissant et fidèle. Tant qu'il lui est resté un homme révolutionnaire, comme il les appelait, il l'a honoré, il l'a élu, il lui a décerné le pouvoir. Longtemps il a cherché partout la supériorité constatée ou probable. Il l'a cherchée dans l'hérédité en choisissant M. Adams, et dans la seule gloire qui lui restât en nommant le gé-

néral Jackson. Il semble avoir lutté lui-même contre cette tendance au nivellement qui, j'en conviens, subsiste toujours dans les sociétés démocratiques. Mais il a cédé enfin. Ses institutions le poussaient; les événements ne le retenaient pas. Il y a trop longtemps qu'il ne s'est passé en Amérique quelque chose d'assez éclatant pour relever et éclairer les esprits. De grandes circonstances peuvent seules recommander quelquefois les hommes supérieurs et ranimer dans le peuple cet instinct *admirable* sur lequel comptait Montesquieu. Si donc la société aux États-Unis semble en déclin, alarmez-vous pour elle, vous en avez le droit; mais ne la condamnez pas sans retour, et tenez compte de tant de circonstances accidentelles. Quand la leçon des événements n'est pas vive et forte, il faut du temps pour que la sagesse reprenne le dessus. Il faut que le mal en s'aggravant, la souffrance en se prolongeant dénonce à tous la nécessité du remède. Nous ignorons si l'Amérique souffre autant qu'on le dit; quoi qu'il en soit, le remède existe pour elle, non pas infaillible, non pas prochain peut-être, mais il est dans le bon sens de la nation. Les constitutions reposent sur l'idée que Dieu a donnée pour correctif à la liberté de l'homme, la raison, à la liberté nationale, l'expérience. Or, pour l'expérience et la raison, le temps est nécessaire. « Il est à regretter, je l'avoue, disait Washington, qu'il soit toujours nécessaire aux états démocratiques de *sentir* avant de pouvoir *juger*. C'est ce qui fait que ces gouvernements sont lents. Mais à la fin le peuple revient au vrai[1]. »

Quelle que soit la différence des institutions, la société

[1] Lettre au général La Fayette, 1783.

française n'est pas sans rapports avec la société américaine. Toutes deux sont des sociétés démocratiques, les seules qui occupent un grand pays, qui soient des puissances de premier ordre, et qui soient en même temps soumises à la règle de l'égalité. Seulement, en France, la démocratie n'est pas la forme de l'ordre politique au même degré que de l'ordre social. C'est en ce sens qu'a été dite cette parole fameuse : *La démocratie coule à pleins bords*, et en la répétant, *je rends grâce à la Providence*, comme celui qui la prononçait il y a vingt ans. Ce fait éminent de l'égalité civile suffit pour donner à notre nation, malgré ses antécédents historiques et ses souvenirs, malgré sa centralisation et son unité monarchique, plusieurs points de ressemblance avec la république fédérative des États-Unis.

Le temps nous presse, et ce n'est pas le lieu d'instruire le procès de la démocratie française. Assez d'autres se chargent de la tâche inutile de déplorer l'ouvrage des siècles, et de censurer ce que rien ne peut changer, l'état de la société. Assez d'autres croient signaler leur prévoyance en prenant un ton soucieux dès qu'on parle de l'avenir national. Quant à nous, il nous suffira de tirer une courte leçon de l'exemple de l'Amérique.

Il y a dans toute société deux mouvements qui paraissent se combattre. L'un est dans le sens de l'égalité ; il tend à l'abolition des distinctions factices entre les citoyens, à l'amélioration de la condition générale, à la diffusion des avantages et des droits sociaux ; c'est le progrès, du moins on lui donne souvent ce nom. L'autre est ce mouvement qui résulte de l'inégalité des talents et des positions, qui met à leur rang les supériorités, et qui,

dans tous les emplois de l'activité humaine, élève les meilleurs et leur subordonne ceux qui ne les valent pas. L'un ou l'autre de ces deux mouvements est souvent gêné ou ralenti par les institutions; mais tous deux sont dans la nature des choses. Quand l'égalité est la loi d'un pays, le premier de ces mouvements est rapide et général; quand à l'égalité s'unit la liberté politique, il semble que rien ne doive contrarier le second; le champ est ouvert aux supériorités; rien ne s'oppose à leur essor. Si quelque chose paraît conciliable avec les droits des hommes distingués, favorable même à leur avénement, c'est sans doute un ordre de choses fondé sur la concurrenee; et, au premier abord, on a peine à deviner comment ils pourraient en souffrir. On le dit cependant.

Il est vrai que, selon les temps, les deux tendances se contrarient, et que l'une, plus forte que l'autre, semble l'annuler. Par exemple, de l'égalité des droits civils, de celle même des droits politiques dans certaines limites, la société peut quelquefois conclure l'égalité de tout le reste. L'amour-propre, la jalousie, la présomption, l'imprévoyance, restent des défauts de notre nature sous toutes les constitutions du monde. Il n'y a pas de loi ni de progrès qui puisse empêcher les hommes de s'estimer plus qu'ils ne valent et d'oublier quelquefois combien les choses sont difficiles et le mérite précieux. Quand ils sont investis d'un certain pouvoir, au moins d'une certaine influence, ils s'imaginent aisément qu'ils en usent à merveille. Qu'une royauté absolue, qu'une aristocratie, que la classe moyenne, que la multitude, gouvernent, elles croiront très-volontiers qu'elles sont merveilleusement douées pour le faire, et qu'elles n'ont besoin de personne.

Elles seront par conséquent fort portées à se passer de ceux qui en savent plus qu'elles; elles se vanteront de suffire à tout. Chacun usurpe quand il peut.

C'est là, non pas l'unique, mais la principale source de l'esprit tant soit peu niveleur dont on accuse les sociétés démocratiques; et quand on dit que tout s'abaisse aujourd'hui, on ne dit qu'une chose, c'est que tout le monde tend à croire qu'il vaut bien tout le monde. Le croire, soit. Mais cela est-il vrai? Non, sans doute, et si cela n'est pas vrai, le fait le prouvera. La société n'est donc pas destinée à s'abaisser éternellement; elle s'arrêtera sur la pente, et remontera par la force des choses.

Mais, en attendant, dira-t-on, elle peut se perdre, elle peut s'éclairer trop tard. Eh bien! éclairez-la tout de suite, et rappelez-lui en toute occasion que la liberté politique est le gouvernement des meilleurs au jugement de la raison publique. Vous surtout, vous qui gémissez sur la tendance actuelle de la société, vous qui tremblez pour son avenir, ne soyez pas les premiers à l'entretenir dans ses erreurs. Cessez de l'exhorter exclusivement à tout sacrifier au goût du bien-être, à l'amour d'une imprévoyante tranquillité. Ne lui prêchez pas incessamment l'indifférence aux grandes choses, l'oubli des nobles pensées, la morale des intérêts, le matérialisme politique. Ne lui répétez plus que le talent, la fierté, la dignité du caractère, sont des superfluités dangereuses. Gardez-vous surtout de lui enseigner que la sagesse, la profonde sagesse en ce monde, se réduise à je ne sais quel mélange de patience et de ruse, de pratique des hommes et de mépris des idées, qui use tout pour réussir un temps, et compromet la raison même en l'humiliant au rang du savoir-faire.

Reconnaissez enfin les doctrines ignobles que vous avez laissées paisiblement s'accréditer, et au lieu de crier à l'envahissement de la démocratie, demandez-vous si l'exemple de votre misérable prudence n'a pas été le plus triste et le plus efficace des encouragements aux idées de nivellement.

La France a plus besoin que jamais qu'on lui parle un noble langage. Les grands hommes sont un don du ciel. Les Washington ne viennent qu'à l'heure qui leur est marquée; mais leur exemple est une leçon perpétuelle; mais les vérités qu'il consacre, les pensées qu'il suggère, les sentiments qu'il inspire, sont de tous les temps. Rappelez-les sans cesse, et forcez à se relever vers de glorieuses images les yeux trop souvent baissés des mortels. Accoutumez leur esprit à concevoir grandement la mission de commander. Suscitez en eux cet orgueil qui sied aux citoyens d'un état libre, aux amis ardents de l'égalité, de n'aimer à être gouvernés que par ceux qui sont dignes du gouvernement. On dit que la démocratie est trop difficile; elle est trop commode au contraire, et se contente à trop bon marché. Si la France a un tort aujourd'hui, c'est peut-être celui de ne pas placer assez haut l'honneur de la guider, c'est d'ignorer qu'il n'y a rien de si élevé dans son sein qui ne soit encore au-dessous de cette mission-là.

Voilà ce que révèlent à tous les peuples toutes les actions des hommes dignes de l'histoire; voilà l'enseignement qui sort à chaque page de la correspondance de Washington; voilà ce que, dans le plus remarquable peut-être de ses écrits, M. Guizot vient de montrer avec toute la gravité et tout l'éclat de son talent. Il est plus

utile de travailler ainsi à relever les esprits, à ramener les justes prétentions et les nobles espérances de l'humanité, que d'aller prêcher à tous la résignation au médiocre, l'amour de l'utile, le culte du succès, sous prétexte d'assurer l'ordre et d'affermir le pouvoir. Aujourd'hui que l'empire de toutes les conventions est écroulé, aujourd'hui que les hommes ont entrepris de n'être gouvernés que par la raison, la vérité est le seul souverain de ce monde, et les intelligences supérieures doivent être les ministres de la vérité.

THÉODORE JOUFFROY.

(*Revue des Deux-Mondes*, 1844.)

Il s'est écoulé plus de deux ans depuis que nous avons perdu M. Jouffroy. Loin de s'être effacée, sa mémoire a grandi, et son nom est cité chaque jour avec plus de respect; il devient une autorité. Rien là ne doit surprendre; c'était l'infaillible, mais unique consolation que le temps réservait à ses amis. Dès le jour où il leur fut enlevé, les regrets de tous prouvèrent bien que c'était un coup d'éclat que la mort venait de frapper. Chose heureuse et remarquable, un homme qui n'avait guère parcouru que la moitié de sa carrière, qui, par la nature de ses études, la modestie de sa vie, la réserve de son caractère, n'appelait point l'attention si partagée du public, avait obtenu pourtant la réputation solide et brillante dont il était digne. Dans un temps où il se fait tant de bruit qu'il semble impossible qu'un nom soit entendu, s'il n'est répété par les mille porte-voix de la publicité, un philosophe silencieux avait atteint la renommée, donnant ainsi un utile exemple à ceux qui prennent tant de peine pour contrefaire la gloire et réaliser l'oubli, comme à ceux qui se plaignent des jugements de la multitude et ne croient pas qu'une société tumultueusement démocratique puisse

être juste. Jamais, au contraire, il ne fut aussi bon qu'aujourd'hui d'être un homme de mérite; peut-être même le métier est-il devenu trop facile.

Cette rare estime qu'il avait obtenue, M. Jouffroy la devait sans doute à lui-même; mais les regrets excités par sa perte tenaient encore à des causes générales; il appartenait à la génération qui règne maintenant, et qui, à peu d'exceptions près, s'est emparée de l'opinion et de l'influence. Parmi les hommes éminents qui la guident, c'est un des premiers qui aient disparu de la scène, et cette génération s'est sentie atteinte avec lui. Il était de ceux qui ont contribué à former cet ensemble d'idées et de sentiments qui dominent aujourd'hui là où les idées et les sentiments peuvent encore quelque chose. C'est un des auteurs du présent qu'en lui le présent a perdu, et, pour emprunter une expression de Voltaire, c'est un des *maîtres à penser* de notre temps.

On ne peut en effet le bien juger si on l'isole. Comme tous les hommes supérieurs, il eut son originalité; mais il se ressentit profondément des circonstances au sein desquelles il s'était formé. On n'échappe point à l'influence des événements, et l'on naît dans un milieu social que l'âme réfléchit, comme la mer reflète les couleurs du ciel. M. Jouffroy eut l'esprit de son temps, et il réagit sur l'esprit de son temps. Il faudrait donc, pour le complétement connaître, l'étudier seul, c'est-à-dire dans ses ouvrages, puis le considérer parmi ses contemporains ou dans ses rapports avec le monde où il a vécu. Il y a toujours des liens intimes entre la vie d'un philosophe et son système, entre sa philosophie et le génie de son époque.

La philosophie a cessé d'être le nom d'une science uni-

verselle. Elle n'oblige plus à connaître tout ce qui se peut connaître, *omne scibile*, comme disait l'école; mais il est certain encore, et il demeurera éternellement certain que, remontant sans cesse aux sources de la connaissance, elle touche à toutes les sciences par leurs principes, et domine en particulier les sciences morales, qu'elle pourrait dans ses jours d'orgueil appeler ses conséquences. Non que des conséquences de cet ordre ne forment par elles-mêmes des sciences dont l'importance et la difficulté réclament au besoin toutes les forces d'une intelligence éminente. L'esprit humain peu s'enfermer dans une partie de son domaine et s'y montrer sublime. Sa grandeur ne se mesure pas à celle du théâtre qu'il a choisi; il y a plus de gloire à gouverner Athènes que la Scythie tout entière. Mais si l'on considère les sciences morales dans leur liaison nécessaire, on ne peut méconnaître que toutes dépendent logiquement de celle qui s'enquiert des principes du vrai, du juste et du beau, et que celles-là surtout qui traitent de l'intelligence et de la volonté de l'homme relèvent de la philosophie.

A cet enchaînement logique, notre siècle a ajouté le fait d'une influence positive et réciproque. En faisant tomber les barrières de la tradition, il a permis à la philosophie de produire ses conséquences naturelles. La raison libre a dû sortir son plein et entier effet, et il est maintenant peu de choses qui se touchent dans la théorie sans se modifier entre elles dans la pratique. L'intellectuel est devenu le réel, et l'homme fait le monde à l'image de sa pensée. Qui donc voudrait aujourd'hui avoir des opinions spéculatives pour les laisser isolées et stériles dans son esprit, comme l'algèbre ou le sanscrit?

Quel homme sérieux voudrait d'une philosophie qui ne se lierait point à la religion, à la morale, à la politique, à la théorie des arts? Il n'y a plus de métaphysique de pure curiosité, et celui qui s'est élevé jusqu'aux principes prétend aujourd'hui redescendre aux applications et projeter la lumière du flambeau intérieur sur les routes où l'entraîne sa destinée : heureux s'il parvient à établir une constante harmonie entre les idées de sa raison et les règles de sa conduite. Pour les individus comme pour la société, le grand effort est en effet de mettre d'accord la science et la réalité, et c'est à cela que tendent nos révolutions.

Cette précieuse unité, l'ambition de tout noble cœur, M. Jouffroy travailla constamment à l'établir en lui-même, et il y parvint autant que le lui permirent et la brièveté de sa vie et les agitations de son âme. Jamais il ne sépara la philosophie de ses nobles et utiles corollaires. Cet esprit méditatif et recueilli s'enferma souvent dans une question spéciale et parut se détacher du reste du monde; mais il ne prononça jamais de vœux irrévocables, et revint sans cesse à ces généralités pratiques qui, mieux encore que de pures idées, constituent les opinions réelles d'un homme ou d'une époque. Ce ne serait donc pas le faire connaître tout entier que d'exposer ses recherches sur la perception ou l'induction, que d'essayer une analyse, même complète, de ses idées sur l'objet et le rang de la psychologie, que de rédiger un extrait raisonné de tous ses écrits. C'est l'affaire de l'historien de la philosophie; nous aimerions mieux tracer l'histoire du philosophe, non pas une biographie cependant, les éléments n'en sont pas dans nos mains, mais

un tableau successif du développement de ses opinions. A l'intérêt d'un tel récit, quand il s'agit d'un homme distingué, se joindrait l'intérêt plus vif encore qui s'attache à la formation de l'esprit général d'une époque dont M. Jouffroy fut un des plus dignes représentants.

Il était né vers la fin du dernier siècle; il avait été élevé dans les croyances chrétiennes et dans les sentiments patriotiques, dont l'union trop rare se retrouve encore au sein des modestes populations de quelques-unes de nos provinces frontières. Aussi les montagnes de la Franche-Comté lui sont-elles toujours restées chères comme le berceau de son enfance, et comme l'asile où il s'était formé au pieux amour du devoir et de la liberté. L'esprit de sa patrie et de sa famille l'animait encore tout entier lorsqu'il vint à Paris pour entrer à l'École normale.

C'était vers la fin de l'empire (1813). Quel temps pour le premier éveil d'une noble intelligence!

On se plaint amèrement de l'état des esprits. La critique gémissante est à la mode, et s'il en fallait croire la société actuelle sur la valeur de ses œuvres et de ses idées, la tristesse devrait le disputer à l'effroi, une grave maladie morale aurait atteint le monde. Mais quoi! ces lamentations sont-elles si neuves qu'elles doivent beaucoup nous troubler? n'est-ce pas la redite éternelle de ce que nous entendions, il y a quelque vingt ans? Il est vrai, d'autres bouches alors parlaient ainsi, et ce langage était plus recevable de la part des adversaires que nous avions à combattre. Déplorer le présent convenait de tout point aux représentants du passé, *temporis acti;* mais lorsque aujourd'hui nous nous prenons à les imiter

et que nous entonnons le chant funèbre sur le dépérissement des croyances, l'anarchie des intelligences et toutes les calamités à la mode, ne risquons-nous pas d'avoir bien mauvaise grâce et de rappeler les Gracques se plaignant de la sédition? Tout n'est pas bien aujourd'hui assurément; qui voudrait pourtant changer de siècle? Le plus grand mal est peut-être dans ce découragement qu'on étale, dans ce scepticisme dont on se vante. Au fond, le monde est moins incrédule qu'il ne dit.

Mais quand l'on se montre si sévère pour le temps présent, qu'aurait-on dit il y a trente ans? Qu'était-ce que l'état des esprits aux derniers jours de l'empire, avant la restauration? Que pensait-on alors? Et qui s'avisait de penser? Et que pouvait-on croire? Quelle grande idée ne passait pas alors pour une chimère? On était revenu de toutes choses, de la gloire comme de la liberté. La politique ne connaissait plus de principes; la révolution avait cessé d'être en honneur, mais ses résultats matériels n'étant pas contestés, elle ne se plaignait pas. La morale se réduisait graduellement à la pratique des vertus utiles; on l'appréciait comme une condition d'ordre, non comme une source de dignité. La religion, admise à titre de nécessité politique, se voyait interdire la controverse, l'enthousiasme, le prosélytisme. Il paraissait aussi inutile de la discuter qu'inconvenant de la défendre. Une littérature sans inspiration attestait la froideur des esprits, et, par-dessus tout, un besoin de repos, trop motivé par les événements, mais aveugle et pusillanime, subjuguait, énervait les plus nobles cœurs. Déçue dans toutes ses espérances, lasse de ses aventureuses tentatives, la raison était comme humiliée.

La restauration vint, et ce ne fut pas sa faute si elle n'augmenta point le mal. Elle se croyait elle-même un démenti donné à toutes les croyances de la fin du XVIIIe siècle. Elle se présentait comme une leçon pour les peuples, comme une victoire sur les idées modernes. Ce qu'elle trouvait de moins offensant à signifier à son temps, c'est qu'elle le guérirait de ses illusions, et le rendrait sage en lui contestant toutes ses découvertes, en lui supprimant toutes ses créations. Pour se ressaisir de la société française, elle lui faisait incessamment son procès. Nous avons été élevés à nous entendre relire tous les jours notre acte d'accusation, et nos prétendus maîtres ne nous enjoignaient que de cesser d'être nous-mêmes. Il fallait, pour leur plaire, tuer en nous, non pas *le vieil homme*, comme disent les théologiens, mais l'homme nouveau.

Des préjugés peuvent être utiles, ils peuvent même être vrais; mais une fois détruits, les vouloir rétablir à titre de préjugés, c'est une entreprise insensée. On ne refait pas de main d'homme l'œuvre du temps. On ne peut ramener les esprits à des vérités méconnues ou délaissées qu'en rajeunissant leur forme, qu'en les délivrant de cette rouille du passé qui les cache et les ronge. L'or d'une médaille fruste peut être fin et pur, la médaille même est précieuse comme monument; cependant elle ne peut plus servir à rien, et il la faut refrapper si l'on veut en faire de la monnaie.

La restauration ne connut jamais ni sa force ni sa faiblesse. Sa force aurait été de se fier au présent, sa faiblesse était de s'en tenir au passé. Si en épousant le pays elle eût adopté ses intérêts et ses sentiments, si, forte de la situation que lui créaient les souvenirs de l'histoire,

elle eût en quelque sorte apporté le passé en dot au présent, l'union durerait encore, et elle aurait réussi à remettre en honneur le peu de vérités politiques dont elle avait conservé le dépôt. Il n'en est aucune qu'elle n'ait compromise.

Prenons pour exemple la plus sainte de toutes, la religion. Malgré certaines doctrines philosophiques, elle demeure au moins comme la forme nécessaire et consacrée des croyances les plus essentielles de l'humanité. Nul esprit élevé ne lui dispute cette inviolabilité historique qui en fait comme une institution perpétuelle. De qui lui refuse la croyance, elle obtient facilement la vénération. Or la contre-révolution se croyait à juste titre des devoirs envers elle. Qu'en voulait-elle faire cependant? Un moyen de gouvernement, un instrument politique, et comme un châtiment de l'esprit du siècle. A l'en croire, Dieu punissait les peuples par les révolutions, et les révolutions par les restaurations. Ainsi le christianisme qui, dans son vaste sein, devrait recevoir toutes les formes politiques, le christianisme, qui, s'il a des préférences pour quelque régime, en devrait à celui qui tient le plus de compte de la dignité humaine, semblait accepter pour mission de reconstruire toutes les usurpations renversées, toutes les inégalités détruites. Lui qui se glorifie de l'abolition de l'esclavage, on le présentait comme incompatible avec l'émancipation des peuples. On paraissait ne le réhabiliter que comme l'ancien régime de la raison et l'auxiliaire du pouvoir absolu. Telle était la religion pour le système de 1815, quelque chose de périssable comme un gouvernement et de commode comme un moyen de police. En toutes choses, la restauration a imité ce prince

de triste mémoire qui, pour ranimer le respect des peuples, allait rouvrir des caveaux funéraires, et qui, rapportant un cadavre du tombeau sur le trône, mettait la couronne sur un front livide, le sceptre dans une main glacée, et croyait ainsi faire revivre la royauté en rendant ses insignes aux restes inanimés d'une femme au cercueil.

Il n'y avait point de chance de convertir la nation. Cette tentative de remettre debout des préjugés abattus pouvait produire des hypocrites, non des croyants. La France se laissa faire, et non persuader. Sa raison résista, et même elle se développa par la résistance. La lutte lui fut bonne, et lui rendit ses forces en les éprouvant. Mais au début, quand la restauration commençait, qu'on se représente la situation d'un esprit élevé et sérieux, mis à l'épreuve du conflit d'idées qu'amenèrent les événements de 1815. N'avait-on pas tout autrement droit alors de se plaindre et de déplorer le désordre des intelligences? Il fallait se défendre contre un double courant d'idées et de passions contraires, résister à deux réactions opposées qui s'appelaient l'une l'autre, et choisir entre elles deux la bonne voie avec discernement et résolution. Pense-t-on qu'il fût alors si doux et si aisé de faire un choix, de dégager la vérité de tout ce que les souvenirs, les ressentiments et les préjugés y mêlaient d'altération, de profiter enfin de l'expérience de tous, sans se laisser aller au scepticisme, fruit le plus ordinaire de l'expérience?

C'est le tableau des perplexités de cette situation que nous présenterait l'histoire des premiers jours de la jeunesse de M. Jouffroy. Nous l'avons dit, il était né dans une famille de mœurs simples et sérieuses : il avait sucé

avec le lait ces principes de morale et de religion que donnent la leçon et l'exemple d'une bonne mère ; mais il avait aussi respiré dans ses montagnes l'air des sentiments patriotiques et des idées de la révolution. Deux surtout de ces idées s'étaient profondément enracinées en lui, l'égalité et la nationalité. C'en était assez pour déterminer irrévocablement le parti auquel il appartiendrait un jour ; d'ici là, pourtant, il fallait sur tout le reste se faire un avis. Dans les écoles publiques, il avait trouvé l'insouciance de la raison, l'indifférence en matière de théories, résultat à peu près immanquable de l'éducation lettrée et régulière, mais superficielle, que l'empire en déclin avait fini par nous donner. M. Jouffroy possédait une qualité, je dirai presque une vertu d'esprit, qui ne lui permettait pas de suivre le torrent : il ne pouvait être convaincu que par lui-même. Il aimait mieux ignorer que douter, et douter que croire de léger. Comprendre à peu près, savoir à demi, adhérer de confiance, répéter sur parole, tout cela lui était insupportable et presque impossible. Il ne se rendait pas aisément aux opinions communes, dût-il finir par les adopter. Il n'avait pas besoin de penser autrement que les autres, mais de penser comme eux de son chef et en son propre nom. Ce n'est que sur sa propre autorité qu'il souscrivait au sentiment de tout le monde. On pressent combien il dut avoir à faire lorsque, arrivant à la jeunesse, il ne trouva rien de fixe, rien de convenu, et vit tous les sentiments et toutes les passions aux prises, toutes les croyances et tous les principes en question. Cependant il ne se sentait sur aucun point une conviction réfléchie, une conviction qui fût son œuvre, rien, sinon que l'absence de conviction était une faiblesse

et une souffrance. La nécessité de tout savoir, de tout approfondir à la fois, se dressait donc devant lui, impérieuse et pressante. C'était quelque chose comme le doute universel de Descartes, sauf que le doute de Descartes était volontaire et accepté triomphalement, parti pris d'un esprit ferme, confiant, téméraire, qui se donne la mission de détruire le monde intelligible, parce qu'il se sent la puissance d'en faire un autre. Une mission analogue venait en partage à M. Jouffroy, mais comme une dure nécessité que lui imposaient fatalement son temps et sa nature, comme un fardeau qui lui tombait sur les épaules. Il devait tout reconstruire dans son esprit, non pour faire un système, il n'y songeait pas alors, non pour opérer une révolution dans les sciences, il n'eut jamais cette ambition, mais seulement pour savoir que penser, pour donner plus de calme à son esprit et dissiper un malaise intérieur. C'est ainsi qu'il devint philosophe.

Simple écolier, il ne s'était distingué que par les talents littéraires qui s'annoncent dans les colléges; rien ne révélait en lui une autre aptitude. Il savait à peine ce que c'était que la philosophie; seulement, ne trouvant rien dans ses études qui répondît aux désirs de sa raison, rien qui résolût cette question immense et vague qu'il se posait incessamment et confusément : que sais-je et que dois-je penser? il apprit un jour qu'il existait une science dont la prétention était justement de répondre à cette question-là. N'était-ce donc pas ce qu'il cherchait péniblement, ce qui devait lui donner ce qui lui manquait, le guérir enfin et le ranimer? Avant de posséder la science comme un bien, il la salua comme une espérance.

C'était à l'École normale. Ses succès de collége lui

avaient ouvert cette école célèbre, plus puissante encore qu'elle n'est célèbre, et dont l'influence aura été grande sur notre temps; institution singulière qu'on aurait peine à croire une œuvre impériale, si ce n'était un fait historique que la volonté de Napoléon fonda ce séminaire où la puissance de l'esprit de corps devait étroitement s'unir à celle de l'indépendance de la pensée. L'École normale de 1813 ressemblait peu à celle d'aujourd'hui. L'érudition y était faible, et l'étude de l'antiquité plus littéraire qu'archéologique. Au-dessus des lettres elles-mêmes, il y dominait une préoccupation des choses dont les lettres ne sont que l'expression. L'amour du beau dans les arts d'imagination n'y avait que la seconde place, et l'enthousiasme des idées y prenait le pas sur l'admiration du talent. Au spectacle de la chute du colosse impérial, au bruit des débats retentissants que rouvrit la restauration, ces jeunes âmes s'émurent, et, à défaut de systèmes arrêtés, toutes les sérieuses pensées assaillirent leur cœur. Dans leur propre sein s'engagea la lutte intestine des opinions qui semblaient se disputer le monde, et si tous ne furent pas dès le premier moment ralliés dans une croyance immuable, ils le furent du moins dans la persuasion commune qu'il y a une idée en chaque chose, des principes pour tout, que le monde matériel, politique, social, n'existe que pour le monde moral, et que tout sur la terre reconnaît la souveraineté de la pensée. Que ce soit l'éternel honneur de M. Royer-Collard d'avoir implanté au sein de l'élite de la jeunesse française cette généreuse foi du spiritualisme pratique. Sûrement il n'acceptait pas lui-même toutes les opinions qui devaient en sortir; il a toujours volontairement clos en d'étroites

limites la liberté native de sa puissante raison ; enfin, cet esprit indomptable souffre malaisément la contradiction et la dissidence. Et cependant, lorsqu'il y a près de trente ans, sous les auspices d'un gouvernement défiant, intolérant par nature, il exerça légalement sur l'enseignement une autorité presque illimitée, il respecta, il protégea dans cette jeunesse qui devait instruire l'autre, et à laquelle il commettait ainsi l'avenir du trône et du pays, l'indépendance intellectuelle, le droit de penser par soi-même et de tout ramener en ce monde sous la loi de la raison en liberté. Je ne connais rien dans sa noble vie d'aussi grand que cela.

M. Jouffroy était tout prêt. Ces premiers dogmes de la croyance qu'il n'avait pas encore, ce rationalisme vague, étaient dans les instincts de son esprit. Cependant tenir la pensée pour la reine du monde, ne reconnaître à la raison de limites que celles de la nature humaine, professer que rien d'extérieur et de visible n'a un droit absolu sur la liberté de l'intelligence, et que nulle autorité n'est légitime si elle ne justifie de son titre, c'est assurément croire quelque chose ; mais ce n'est point répondre à toutes les interrogations du cœur, de l'imagination, de la raison même, et il reste encore après cela bien du vide dans l'esprit. On est loin de s'être mis à l'abri des atteintes du doute et des angoisses de l'incertitude ; on n'est encore qu'au début des épreuves que toute jeunesse sérieuse a de nos jours infailliblement traversées. Lorsqu'on s'est prescrit de ne penser et de ne croire que par soi-même, on n'a fait encore qu'augmenter la difficulté de penser et de croire. Une phase de scepticisme est donc en ce cas pour chacun la transition inévitable. Ceux qui le

nient ne sont pas sincères ou n'ont de leur vie pensé à rien. Ceux qui le dissimulent sont des politiques qui feignent la croyance pour l'imposer ou cachent la vérité dans l'intérêt de la vérité même. C'est une innocente hypocrisie que de prétendre qu'on n'a jamais douté.

Récusons donc tous ceux qui se disent indignés du moindre aveu d'un jour de scepticisme. Que la restauration s'en fâchât, à la bonne heure : elle voulait très-sérieusement changer les conditions d'un âge d'examen; elle s'imaginait supprimer l'incrédulité en l'anathématisant, et des esprits censurés lui semblaient des esprits convertis; elle croyait posséder par privilége la vérité toute faite, et se mettait de la meilleure foi du monde au rang des choses sacrées dont on ne dispute pas. Cette prétention lui a mal tourné, et c'est pour s'être érigé en principe absolu que son principe a péri. La prétention serait non moins malheureuse et beaucoup plus ridicule aujourd'hui, et aucun pouvoir existant n'a de principe à soustraire à l'examen. Mais si le rationalisme s'applique à tout désormais, le doute universel n'est pas pour cela l'état permanent de cette société; et comme je crois fermement que la vérité a un droit naturel et divin sur la raison, et que la raison est naturellement et divinement apte à la vérité, je regarde la croyance comme le prix de la réflexion, et je vois la foi au terme de l'examen.

Ces considérations nous éloignent moins qu'il ne semble de la jeunesse de M. Jouffroy. Elle a passé par toutes les épreuves; elle a été livrée aux incertitudes inévitables, et sa raison a subi la loi commune, le travail. Le pain spirituel aussi n'est gagné par l'homme qu'à la sueur de son front.

Les études littéraires éclairent l'intelligence, forment le goût, élèvent les sentiments, inspirent l'amour de ce qui est pur et beau ; mais aux esprits méditatifs elles ne suffisent pas. Elles ne nous entretiennent pas nécessairement des principes des choses, et laissent beaucoup à faire à celui qu'un impérieux penchant force à se rendre compte de ce qu'il pense. Des armes défensives lui manquent contre les attaques du scepticisme contemporain. Il peut devenir insouciant et frivole ; du moins quelque chose n'est pas développé en lui, ce qu'on pourrait appeler la conscience de l'esprit. Les études philosophiques seules comblent le vide. Voilà, pour le dire en passant, le motif qui en fait le nécessaire complément de l'éducation des colléges. Elles donnent pour accompagnement à l'amour du beau l'amour de *son camarade*, le vrai. Elles n'ont point pour but de consacrer tous les hommes à la méditation des problèmes spéculatifs ; mais elles font plus que leur donner une teinture de ce que la raison humaine, attestée par ses plus dignes organes, a pensé sur les questions qui touchent de plus près l'humanité. La philosophie des écoles a pour principal avantage d'inculquer à la jeunesse que la raison aussi a des devoirs, parce qu'elle a une loi, la vérité. Sans études métaphysiques, on peut assurément déployer de grands talents comme de grandes vertus ; mais la raison demeure sans règles. Il manque à l'esprit des principes ; c'est une lacune que rien ne remplit, et dont j'ai vu souffrir, jusque dans l'âge mûr, les meilleurs esprits.

M. Jouffroy demandait beaucoup à la philosophie. Il espérait d'elle la solution de toutes les questions ensemble, car elles s'agitaient toutes autour de lui. En France,

quand la controverse s'élève, elle est encyclopédique. Il cherchait dans une science qui renaissait alors l'apaisement de toutes les anxiétés du doute et de l'ignorance. Son esprit était exigeant et difficile, son cœur inquiet et troublé, et il invoquait la philosophie au moment où elle se cherchait encore elle-même. Obscures et ambiguës, les réponses de l'oracle ne changèrent point l'état de son âme, état douloureux qu'il a décrit dans quelques pages vraiment éloquentes, que toutes les sortes de fanatismes ont à l'envi défigurées[1]. Un fragment où il raconte ses débuts dans l'étude de la philosophie, où il retrace avec beaucoup de sagacité et de chaleur ces premières épreuves de la raison, bien connues de quiconque prend au sérieux les idées et s'inquiète de la vérité, a été publié depuis sa mort, et dans cette confession, qui rappelle à la fois saint Augustin et Rousseau, l'esprit de parti a cherché des armes contre lui, contre ses amis, contre l'Université, contre la philosophie. Aveux étranges en effet! révélation monstrueuse! Quoi! M. Jouffroy à vingt ans n'avait pas ses croyances arrêtées! M. Cousin presqu'au même âge n'était point parvenu à enseigner une philosophie complète et définitive! L'École normale était l'asile d'esprits consciencieux et ardents qui cherchaient péniblement la foi et la science! Enfin il paraît prouvé que la philosophie est une initiation laborieuse à la vérité, et qu'elle a comme l'humanité, comme le monde, des problèmes qui accablent et tourmentent l'intelligence! Voilà, certes, un beau sujet d'étonnement, et jamais l'indignation ne fut plus légitime!

[1] *De l'Organisation des sciences philosophiques*, seconde partie. — *Nouveaux Mélanges philosophiques*, p. 111.

Parlons aux hommes sincères et sérieux. La philosophie n'est point une inspiration soudaine, ce n'est point l'œuvre d'un jour, mais l'acquisition lente de la vérité par la raison. C'est la pensée recherchant sa nature, retrouvant ses lois, raffermissant ses bases et s'élevant par degrés à la possession réfléchie de la science. Or cette science ne suffit qu'à celui qui en a tout à la fois reconnu les fondements et les limites, et qui, sans être plus troublé de ses lacunes qu'ébloui de ses lumières, accepte les immuables conditions de l'esprit humain, et n'exagère ni la confiance dans ce qu'il sait, ni la résignation à ce qu'il ignore. Comme l'homme de la grâce, l'homme de la raison a tout ensemble sa dignité et son humilité; l'union de la connaissance et de l'ignorance est en une certaine mesure le terme nécessaire de la philosophie comme de la religion. Seulement le philosophe s'abaisse sous la volonté de Dieu telle que sa propre nature la lui manifeste, et le chrétien sous la volonté de Dieu telle que la lui révèle une autorité extérieure.

La philosophie, pour M. Jouffroy, se personnifia d'abord dans M. Cousin. Bien que l'un et l'autre, aux yeux de la multitude, représentent la même école, et que le premier ait été le disciple du second, des différences éclatantes les séparent. La philosophie, pour M. Jouffroy, semble n'être que l'esprit humain s'étudiant lui-même; pour M. Cousin, le génie de l'humanité étudié dans son histoire.

Cependant l'origine des deux doctrines est commune. Depuis Descartes, la clef de toute science philosophique est la réflexion prise au sens propre et rigoureux, c'est-à-dire la pensée réfléchie sur la pensée; c'est ce qu'on

appelle, en langage d'école, le point de vue psychologique, et en psychologie la conscience ou le moi. C'est par ce procédé suivi à la manière des Écossais que M. Royer-Collard, mettant en cause tous les systèmes modernes, pensait leur avoir victorieusement intenté un procès de tendance au scepticisme. Aux hypothèses érigées par quelques-uns en principes, il avait substitué le sens commun, éclairé et légitimé par l'observation rigoureuse des phénomènes de conscience. C'est sur cette base que devait s'élever l'édifice ou modeste ou magnifique de la science. C'est cette première pierre qui devait supporter le Parthénon, soutenir le Capitole, ou rester l'humble borne, appui de la pauvreté souffrante et nue.

M. Jouffroy médita longtemps assis sur la pierre. Son esprit circonspect s'en tint longtemps à un seul point de la philosophie, et c'était le point de départ. M. Cousin avait bien fortement aussi appuyé sur ce premier point, il est le grand promoteur parmi nous des méthodes psychologiques; mais enfin, le terrain solide une fois trouvé et mesuré, il y posait le pied et s'élançait dans toutes les voies où marche la raison humaine; le flambeau de la critique à la main, il éclairait jusqu'aux nuages voisins des cieux. Son jeune émule au contraire paraissait vouloir s'en tenir au premier pas. Jamais il ne croyait avoir consacré trop d'heures et de soins au principe de la psychologie. Il assouplit donc scrupuleusement son esprit à l'observation de lui-même; il s'enfonça de plus en plus dans cette méditation du moi, sans cependant s'y perdre jamais, et, toujours fidèle à la méthode expérimentale, il poussa la contemplation très-loin sans tomber dans l'extase ou dans le mysticisme. C'est un des mérites de

l'esprit moderne et occidental que de savoir, en méditant, éviter cet écueil où se sont brisés l'antiquité et l'Orient.

Avec une incomparable patience, M. Jouffroy, pendant de longues années, se contenta de réduire la philosophie à la psychologie, et même à une psychologie plus descriptive encore qu'inductive, et qui servit à témoigner comme à développer en lui la sagacité de l'observateur et le talent de l'exposition. Il apprit à connaître avec profondeur ce qui se passe en nous, et à le rendre avec une lucidité parfaite. L'intimité du moi est comme le séjour mystérieux où l'Arménien de Platon allait chercher des spectacles inconnus qu'il rapportait ensuite à la clarté du jour.

Cette philosophie certaine, mais bornée, pouvait d'abord paraître un peu stérile. Réduite à ne constater que des phénomènes internes, elle pouvait sur le reste ne produire que le doute. Les sceptiques ne sont pas tous des téméraires. Le scepticisme fut souvent le fruit d'une dialectique hardie qui se joue du naturel et du vraisemblable; mais il naît quelquefois chez les modernes d'un excès de prudence ou plutôt de timidité. L'abus des méthodes d'observation y peut conduire un esprit profondément expérimental qui constate et ne conclut pas. Cette excessive réserve fut un des caractères de la philosophie naissante de M. Jouffroy, et même à une époque plus tardive, lorsque sa doctrine s'était enhardie, elle conserva des traces de scepticisme [1], elle se contint en deçà de ses

[1] Voyez, dans les premiers *Mélanges*, le fragment intitulé *du Scepticisme*, p. 200, et dans le premier volume du *Cours de droit naturel*, la neuvième leçon : *Réfutation du scepticisme*.

légitimes conséquences ; du moins parut-il encore suspendre son jugement, alors même qu'il le suggéra sous la forme d'une irrésistible induction. C'est le fruit de son opiniâtreté à vouloir retrouver à toutes les vérités philosophiques le caractère primitif de faits de conscience, caractère qu'une sagacité ingénieuse ne parvient pas toujours à leur restituer. L'unité et la sévérité de sa méthode l'obligent à des efforts infinis de pénétration et quelquefois de subtilité pour transformer ainsi toutes nos idées spéculatives, et pour enlever sur tous les points aux naturalistes le privilége de la science expérimentale ; en faisant de la méthode de Bacon la clef d'une philosophie qui n'est au fond rien moins que celle de Bacon.

Je ne l'ai point entendu dans sa jeunesse, alors qu'il était répétiteur à l'École normale, ou qu'il enseignait la philosophie au collége Bourbon (1819) ; mais j'ai lu et tous les amis de la science se rappellent son premier ouvrage. C'était une *Introduction* aux *Esquisses de Philosophie morale* de Dugald Stewart (1826). La méthode psychologique y est déjà supérieurement décrite et maniée. Elle est dirigée avec art contre les conclusions excessives de la physiologie appliquée à l'esprit. Pour établir l'existence morale de l'homme, il la montre attestée par des phénomènes non moins certains que tout autre fait d'expérience, bien qu'autrement observables que les faits de l'histoire naturelle ; et, content de cette première victoire, il s'arrête et semble, après avoir constaté des phénomènes spéciaux, hésiter à leur attribuer un sujet spécial comme eux. L'être spirituel lui paraît plutôt une haute probabilité, et il n'en fonde l'existence que sur une démonstration négative, le néant des preuves du ma-

térialisme. Je sais que c'est déjà plus en dire que tel des pères de l'église; je sais que c'était garder la position prise par Stewart; je sais, enfin, qu'il y avait un peu d'ironie dans ce respect exclusif pour l'observation des phénomènes, ou du moins une condescendance calculée aux prétentions des sciences naturelles. Toutefois, je suis forcé de rappeler que la philosophie a des droits plus étendus, que la raison en elle-même est plus féconde, et j'ajoute qu'il y a loin de ce modeste début aux conclusions rationnelles qu'il saura quelque jour tirer de la psychologie même, lorsque, franchissant les bornes de l'empirisme écossais, il restituera dans la science toutes les vérités sublimes et familières, titres impérissables de la vieille foi du genre humain.

Mais nous ne prétendons pas ici suivre tout le développement de sa philosophie. Contentons-nous d'en dégager les idées fondamentales; peut-être paraîtront-elles bien simples, aujourd'hui qu'elles courent le monde, et l'on aura quelque peine à en reconnaître l'originalité. C'est le sort de tous les esprits d'élite : il ne font guère que devancer leur temps, et quand leur temps les a rejoints, eux et lui marchent du même pas. Leurs nouveautés de la veille sont devenues vulgaires, et ils pensent comme tout le monde ce qu'ils ont pensé avant tout le monde, car la pensée est de sa nature universelle, et n'a besoin que d'être comprise pour devenir la propriété du premier venu. Le talent seul ne passe jamais dans le domaine public. Heureux donc ceux qui savent à temps donner à leurs conceptions individuelles l'empreinte du talent qui les date et les conserve ! C'est une injustice peut-être : les vérités sont de plus haute valeur que l'art tout personnel

de leur prêter de l'éclat ou du charme, le beau n'est que la parure et partant que l'accessoire du vrai; mais enfin ainsi sont faits les hommes, il faut leur plaire ou les toucher pour rester dans leur mémoire; ils sont plus sensibles à l'art qui exprime qu'au génie qui invente, et l'éloquence laisse plus de traces que la vérité. Non que la vérité périsse, mais elle devient promptement une idée raisonnable, une opinion reçue, enfin un lieu commun, et la multitude s'imagine qu'on a su de tout temps ce qu'elle ne se souvient pas d'avoir appris.

Voici donc quelles étaient les maximes philosophiques de l'école de M. Jouffroy. La première vérité de la science comme la première règle de la méthode, c'est que l'observation de soi par soi ou la conscience attentive est la source de la certitude. Tout système est donc faux ou fragile qui ne se fonde pas sur une connaissance exacte de l'esprit humain par lui-même interrogé. Toute métaphysique séparée de la psychologie est hasardée ou suspecte, conséquemment sans autorité légitime. Cependant comme l'esprit humain ne peut trouver que dans la conscience ce qu'il conçoit de lui-même, jamais ce qu'il en conçoit ne saurait être absolument fictif, essentiellement faux. C'est au moins et nécessairement un fait de conscience, et l'erreur n'est pas de l'admettre, mais de l'admettre seul, et d'en exagérer les conséquences ou de le généraliser à l'exclusion de tout le reste. D'où il résulte que le faux n'est que le partiel, ou qu'il n'y a point d'erreur complète. Tout système est un fragment de la vérité. Or, la condition de la connaissance de la vérité étant l'observation qui n'exclut rien, on ne peut apprécier tous les systèmes qu'en les rapportant à l'observation,

ni contrôler l'exactitude de l'observation que par la revue de tous les systèmes. Ils doivent contenir tout ce qu'elle constate ; elle doit donner tout ce qu'ils renferment. C'est ainsi que les recherches psychologiques éclairent l'histoire de la philosophie, qui les éclaire à son tour.

De ces deux idées qui se balancent et se répondent, M. Cousin avait saisi l'une comme la plus vaste, et partant celle qui était le mieux à sa mesure. M. Jouffroy sembla préférer l'autre, qui supposait un regard attentif, une vue perçante, toutes les patientes qualités d'un grand observateur. L'un sut tout embrasser, l'autre s'efforça de tout pénétrer, et tous deux contribuèrent puissamment, par des efforts divers, à introduire dans les choses de l'esprit une qualité précieuse et une véritable vertu, l'impartialité ; car la science aussi est sœur de la justice.

Mais l'impartialité n'est ni le doute ni l'indifférence. Elle éclaire, sans les refroidir, les nobles esprits, et elle s'allie parfaitement à cette connaissance de la marche générale des choses humaines qui ne permet à aucun de nous l'immobilité. Appliquée aux destinées de l'humanité, la méthode d'observation nous les montre composées des destinées des nations, et celles-ci à leur tour emportent dans leur sein les individus. Les individus ont donc leur part du mouvement universel. Or, ce mouvement, la direction peut nous en échapper quelquefois, mais l'origine en est moins mystérieuse que le but, et elle donne au rôle des individus dans l'action générale les caractères d'une mission. Il n'y a donc point d'indifférence permise, parce qu'il n'y a pas, à parler rigoureusement, d'inaction possible. Cela conduit et oblige en même temps le philosophe à s'enquérir, à se préoccuper de son temps

et de sa patrie. De là, à toutes les époques, le lien nécessaire de la philosophie avec la politique actuelle, et ce lien, par ses principes mêmes, M. Jouffroy ne pouvait ni l'ignorer ni le rompre.

Les hommes marchent sous la loi de leurs idées; ce n'est qu'en seconde ligne que se forment à la suite de ces idées des intérêts et des passions. Ces idées, dans leur développement historique et social, se confondent en une seule ou peuvent se ramener à une seule, celle d'un ordre vrai vers lequel gravite le genre humain. Cet ordre, s'il se réalisait jamais, serait celui d'une justice relativement parfaite, c'est-à-dire qu'il réduirait à ses moindres termes le mal sur la terre, le mal ou tout ce qui dégrade la dignité, restreint la liberté, altère la pureté de l'homme. Cet ordre restera éternellement idéal; mais c'est vers l'idéal qu'il est toujours permis ou plutôt nécessaire de tendre. Nations et individus marchent à ce but, sans prendre toujours les voies les plus droites, sans toujours avancer d'un pas rapide ou sûr. Tout grand mouvement social est un effort qui suppose une résistance; partout et toujours il y a donc lutte, conflit, sous des formes variées, et lorsque des événements grandioses et caractéristiques signalent une de ces luttes, on l'appelle, dans son développement régulier, du nom de révolution. Toute révolution qui rapproche soit l'humanité, soit une société, du but idéal, est bonne en soi et mérite la fortune. Ainsi doit se juger la révolution française.

On a tout dit sur le mélange du mal au bien dans les révolutions. La nôtre, jugée même en dehors de ses actes, considérée dans ses systèmes, n'échappe pas à la critique. Elle a payé largement tribut à la faiblesse favorite de

l'esprit humain, c'est-à-dire que des idées exclusives l'ont souvent égarée, et cent fois plus exclusifs que les idées sont encore les sentiments de l'homme. Les sentiments exclusifs engendrent les actions iniques. De là les fautes et les excès de la révolution. A elle aussi devait donc s'appliquer la méthode critique qui servait à juger les doctrines, car les doctrines ne sont que les événements et les révolutions de l'histoire de l'esprit humain. Après vingt-cinq ans, la révision méthodique des systèmes et des actes politiques, sous la condition d'une fidélité inaltérable à la cause qui ne pouvait cesser d'être la bonne, devait épurer et améliorer en quelque sorte la révolution en la rendant plus impartiale. Une connaissance plus complète des éléments sociaux correspondait en politique à un dénombrement plus exact en psychologie des faits intellectuels, et c'est ainsi que la même méthode pouvait agrandir et assurer ensemble la pensée du philosophe et celle du citoyen.

On voit comment cette méthode devait conduire M. Jouffroy en métaphysique à un spiritualisme, en politique à un libéralisme, qui ni l'un ni l'autre n'étaient exclusifs. Si l'on veut appeler cette doctrine du nom prodigué d'*éclectisme*, entendons par ce mot la restitution dans la science de tous les faits oubliés, de tous les principes omis, et concevons que dans un tel travail l'esprit s'étende et l'âme se modère sans que la fermeté des convictions et le dévouement à la vérité s'affaiblissent.

C'est au lecteur à décider si la doctrine, dont nous venons de retracer brièvement les procédés et les résultats, n'a point peu à peu, et sous des formes diverses, pénétré dans les esprits, modifié les opinions, influé sur les évé-

nements, et contribué même à déterminer le caractère de la révolution de 1830. Assurément ceux qui ont, comme M. Jouffroy, concouru avec éclat à la constituer et à la propager, n'ont point confiné leur action dans l'intérieur des écoles. Les traces de leur passage se voient partout sur le sol où nous marchons.

Le jour vint où cette philosophie sortit de l'ombre des classes. A partir de 1820, l'opposition libérale se rajeunit et se fortifia. Des hommes nouveaux, venant la joindre, lui composèrent cette réserve d'ardentes recrues qui devait faire plus tard la force de l'armée du gouvernement de 1830. C'est l'époque où l'intérêt de nos communes idées, je devrais dire de notre commune cause, me rapprocha de M. Jouffroy. L'histoire de la formation des divers groupes d'écrivains qui renouvelèrent alors la presse militante serait intéressante à raconter; une réserve que l'on comprendra ne me permet que de l'esquisser.

La restauration a eu du malheur; elle succédait à un gouvernement qui avait abusé de la guerre et du pouvoir: elle apportait la paix et la liberté, excellentes conditions pour se faire bien venir d'un pays et demeurer populaire; mais elle sacrifia ce double avantage au désir insensé de faire de son avénement le triomphe d'un parti. Elle tenait à honneur de punir la France en la contrariant; elle gâta la paix en froissant le patriotisme, et la liberté en la donnant à regret. Ainsi, de gaieté de cœur, elle jeta les deux plus beaux joyaux de sa couronne au flot des révolutions.

Elle avait l'air de se chercher des ennemis. Elle en avait de tout faits dans les partisans obstinés des gouvernements déchus; mais ceux-là, elle pouvait les gagner en

ne les outrageant pas, une bonne conduite les devait ramener. Elle y eût échoué, que le temps seul, en éclaircissant leurs rangs, aurait rendu leur hostilité moins redoutable. D'ailleurs les mécontentements partiels ne prévalent jamais contre les intérêts généraux et permanents, quand ceux-ci sont satisfaits. La restauration n'a pas voulu, et sa chute a pu se prédire dès qu'on a vu ses ennemis de fondation grossis ou remplacés par les générations même élevées à son ombre. Dans toutes les classes, dans toutes les professions, de nouveaux adversaires se rencontrèrent en foule, nulle part plus nombreux et plus formidables que parmi les hommes voués à ce qu'on pourrait appeler le métier de l'intelligence. Après les tentatives plus ou moins malheureuses du carbonarisme, la scène s'ouvrit surtout à ceux qui, sans antécédents obligatoires, sans engagements de situation, se jetèrent par choix dans les hasards d'une guerre raisonnée contre le pouvoir. La presse devint leur instrument presque unique; la légalité, leur arme et leur abri. Nous tous, qui avons milité dans ces guerres, ne l'oublions jamais, la presse, quoi que nous soyons, la presse nous a faits ce que nous sommes.

Bien que le drapeau fût le même, il y avait plusieurs pelotons dans l'armée. Quelques-uns de nous, d'abord obscurs, inconnus, venus de loin, devaient tout à eux-mêmes. Aucune tradition de famille, aucune situation notoire ne les avait prédestinés à l'opposition active; ils en étaient, parce qu'ils l'avaient voulu, et puisant leur mission dans leur instinct, leur puissance dans leur nature, le temps en avait fait des écrivains politiques. Élevés loin de Paris, ils s'étaient rapidement acclimatés dans ce monde nouveau, en conservant quelque chose de

l'énergie d'une éducation rude, sans mollesse et sans distraction. Ils avaient respiré leurs opinions avec l'air vital, et, profondément imbus des sentiments de la France, ils étaient capables de les juger en les éprouvant, et par-là même de les mieux servir et de les régler. C'étaient, par leurs passions, les représentants naturels de cette démocratie impétueuse qui s'était tant égarée, mais par la droiture de leur intelligence ils pouvaient en devenir les modérateurs et presque les maîtres. Contenir l'opinion libérale en la propageant, l'éclairer en la flattant, acquérir à force de sympathie avec le pays le droit de résister à ses emportements, de redresser ses erreurs par le courage de la vérité, telle était leur puissance et leur but. Esprits étendus, mais positifs, ardents, mais pratiques, suppléant à l'imagination inventive par l'élévation des facultés usuelles à leur plus haute puissance, la politique et l'histoire étaient, de toutes les choses intellectuelles, celles qui leur allaient le mieux. A cette époque, où comme à nous tous l'expérience leur manquait, ils devaient beaucoup ignorer des personnes et des choses; leurs vues pouvaient être étroites encore que sensées, et ils avaient à redouter cet emportement logique auquel résistent peu les esprits fermes et convaincus. Mais un bon sens supérieur maîtrisait tout en eux, et les systèmes, et les passions, tandis que leurs instincts, sincèrement nationaux, les rendaient propres à prendre de l'ascendant sur les masses. Si l'étude et la méditation n'avaient pas encore suffisamment agrandi leurs idées, il était certain que les faits exerceraient toujours un empire décisif sur des intelligences si justes et si vigoureuses. Jamais rien de la réalité ne leur devait échapper. Ils avaient à cœur

d'achever l'œuvre effective commencée par nos pères. En eux se devait personnifier quelque jour la révolution, éclairée et non affaiblie par le temps, ayant conservé toutes ses passions et gagné toute sa sagesse.

Ce n'était pas dans les brillantes et mobiles écoles de Paris qu'ils s'étaient formés. Les véritables élèves de ces écoles, ceux qui en continuaient la féconde impulsion, étaient de jeunes hommes dont la science et l'étude avaient assoupli et développé l'esprit, nourri d'abord des croyances et des idées populaires. Déjà les mécomptes de la politique, et l'on pourrait dire de la philosophie révolutionnaire, la curiosité naturelle à des gens lassés des banalités d'une littérature usée, les loisirs laborieux de la paix, l'excitation générale produite par les luttes de principes que la restauration provoquait follement, avaient enfanté un certain nombre d'esprits critiques, mais graves et enthousiastes, élevés et difficiles, tout à fait propres à renouveler les goûts et les idées. Après des études approfondies et variées, familiarisés avec l'examen de tous les systèmes sur le vrai et de tous les genres de beau, ces hommes à tendances spéculatives avaient comparé toutes les doctrines à toutes les réalités, et, trouvant peu d'accord, ils étaient naturellement amenés à se refaire des principes sur chaque chose. Leur prétention était de sortir de toutes les routines, et d'ouvrir l'œil et l'oreille aux idées neuves, sans prédilection de parti pris, sans engouement systématique. Politique, littérature, beaux-arts, mœurs même, tout les intéressait à la fois, et en tout ils cherchaient la pensée profonde que le vulgaire méconnait. La nouveauté les séduisait trop peut-être, mais il leur semblait que les revers nombreux de la cause

du siècle attestaient de telles erreurs, que c'était le servir que l'éclairer sur lui-même et rajeunir ses idées. D'ailleurs ils prétendaient bien ne rien omettre, ne rien supprimer, et retrouver des raisons inconnues même pour les vérités communes. Plus épris du rationnel que du pratique, ils pouvaient manquer quelquefois de l'art, sinon d'exciter les intelligences, du moins d'échauffer les âmes, et ils semblaient plus faits pour agir sur l'esprit humain que sur l'esprit des hommes. Il y avait en eux ce qui fonde une école plutôt que ce qui forme un parti.

On reconnaissait dans cette partie de la presse opposante l'influence de la philosophie que nous avons décrite, comme dans l'autre partie les traditions améliorées de la révolution française. Des deux côtés étaient de nobles esprits, dont les efforts ont diversement, mais peut-être également, contribué à la formation de la pensée publique. Pour compléter le dénombrement, je devrais citer encore des écrivains qui vinrent d'un nouveau point de l'horizon et s'entendirent avec les uns et les autres. Dans une région sociale différente, des hommes du même âge, appartenant pour le plus grand nombre aux classes élevées par la révolution et l'empire aux fonctions publiques, avaient su se défendre des piéges et des séductions du pouvoir, et, pénétrés des idées et des sentiments contemporains, sacrifier à leurs convictions de faciles avantages. Ils apportaient à la cause plus de connaissance de la scène politique et des acteurs, et comme une expérience anticipée. Moins populaires que les uns, moins originaux que les autres, ils ne pouvaient exercer le même ascendant, ils pouvaient rendre autant de services. Nul n'avait aussi librement qu'eux choisi sa direction, nul ne se rendait

mieux compte de son choix. Leur patriotisme moins communicatif n'était ni moins pur ni moins fidèle, et une absolue liberté d'esprit leur donnait une clairvoyante impartialité. C'étaient toutefois des combattants redoutables, car ils avaient vu de près l'ennemi, le connaissaient bien, et l'attaquaient sans colère comme des soldats volontaires qui guerroient par honneur et par goût. Enfants de Paris pour la plupart, ils avaient ce qui est si puissant à Paris, l'arme de la conversation, et ils servaient par elle au moins autant que par leur plume la cause qu'ils avaient embrassée.

Je raconte ce que j'ai vu. De ces trois classes d'écrivains, la première arriva exclusivement par la presse périodique; la seconde, venue presque tout entière de l'Université, passa de l'enseignement à la presse et de l'étude à la controverse. A la tête de l'une, le lecteur aura déjà placé M. Thiers; au premier rang de l'autre, on devinera qu'il faut mettre M. Jouffroy.

Je me rappelle encore les jours où je les rencontrai l'un et l'autre, non pas ensemble, ils ne furent jamais rapprochés, et ceux avec qui je venais formaient comme un intermédiaire entre les deux. Des sentiers divers nous avaient conduits sur le même terrain, et nous travaillions en commun au triomphe des principes dont il nous semblait que la défense devait un jour nous donner le pouvoir en héritage. « Nous sommes la jeune garde, » me disait M. Thiers en 1823.

C'était à l'occasion d'une entreprise qui nous réunit. Un recueil périodique s'était fondé, un moment remarqué, oublié aujourd'hui, *les Tablettes universelles*. Il disparut bientôt, brisé par les difficultés légales qui alors entra-

vaient la presse. Chacun se reprit à chercher de son côté des chances de succès, des occasions de travail. M. Thiers et M. Mignet rentrèrent dans la voie où ils trouvèrent plus tard à créer *le National*. Pour nous, nous fûmes bientôt ralliés autour d'une œuvre qui a laissé quelque souvenir : je veux parler du *Globe*, recueil périodique que M. Dubois et M. Leroux fondèrent vers la fin de 1824.

Je rappelle ce fait parce qu'il fixa décidément M. Jouffroy dans les rangs de la presse militante. L'École normale dominait *le Globe* à son origine ; le nom de M. Dubois ne peut laisser à cet égard aucun doute. À cette direction appartenaient MM. Damiron, Trognon, Patin, Farcy, etc., et se rattachèrent M. Ampère, M. Lerminier, M. Magnin, et un peu plus tard M. Sainte-Beuve. Venus d'ailleurs, MM. Duvergier de Hauranne, Duchatel, Vitet, d'autres encore, tempérèrent ce que cet esprit pouvait avoir d'exclusif, par une diversité nécessaire d'études et de goûts. Nous formâmes ainsi un faisceau de critiques qui, je le puis dire sans témérité, exerça dans la philosophie, la littérature et la politique, une véritable influence pendant les cinq dernières années de la restauration.

M. Jouffroy primait parmi nous. Il y avait en lui quelque chose de doux et d'imposant qui nous captivait. Sa raison n'était pas froide, mais calme, et nous nous sentions plus assurés encore de nos convictions quand elles passaient par sa bouche. Il avait là deux fidèles amis à qui son souvenir reste à jamais présent, M. Dubois, qui prêtait à nos opinions la verve d'un talent passionné et l'autorité d'une ferme loyauté, M. Damiron, auteur d'é-

crits bien précieux, le plus sage de nous tous, le seul sage peut-être, puisqu'il n'a pas cessé d'être heureux, puisqu'il n'a pas cessé de vouer à la science toute son ambition. M. Jouffroy était philosophe par l'esprit et par les mœurs ; mais son âme était loin d'avoir atteint cette stoïque insensibilité à laquelle aspire, dit-on, la philosophie. Elle recélait une ardeur contenue qui a pu répandre quelques souffrances dans sa vie, mais qui animait d'une manière heureuse la gravité de son talent. On peut en juger encore par ses écrits. Il semble ne s'y attacher qu'à se rendre raisonnable, c'est son travail évident; toujours il procède par l'observation rigoureuse des faits, jamais il ne trouve assez d'appuis à sa pensée; mais sous les formes sévères de sa méthode se cache ou plutôt se trahit une imagination qui reproduit vivement, si elle ne crée pas. Cette imagination le sert et parfois le séduit *en se cachant de lui* avec plus de soin encore que ne faisait, dit-on, celle de Malebranche. Ce qui se montre dans ses écrits se retrouvait dans sa nature, et il était plus ému des choses que ne le laissait voir la noble tranquillité de sa figure et de son attitude.

On peut relire les fragments qu'il a écrits pour *le Globe*. Les plus importants ont été recueillis. La raison s'y montre partout sans doute, mais une raison ardente et persuasive, et les idées générales n'y servent qu'à voiler une forte polémique. On sent en le lisant qu'un adversaire puissant est là, et que la vérité est en péril. L'état général des esprits à cette époque était le sujet inépuisable de nos articles. C'est le fait que nous considérions sous tous ses points de vue, fait puissant qui contenait tous les autres, centre de toutes nos recherches, et que nos con-

stants efforts avaient pour but de caractériser et d'établir, comme le plus fort obstacle aux vues de la restauration et la plus forte objection à ses doctrines ; car, malgré la sagacité de ses plus illustres défenseurs, elle avait constamment méconnu, elle mettait son orgueil à méconnaître la réalité et la profondeur de la révolution dans les idées. Elle voulait tout attribuer aux passions individuelles, aux illusions d'un moment, et se représenter comme un mal passager une rénovation sociale. De là l'espoir insensé de tout réparer à sa guise, et de là aussi la vanité de ses efforts. C'était donc lui répondre et l'intimider peut-être que de lui montrer sans cesse la grandeur des résultats accomplis comme supérieure à toute tentative de réaction. La discussion des principes, si goûtée et si brillante au début de la révolution, devait être en ce sens modifiée et complétée, quand nous approchions de son terme, par l'observation et la description des faits. On sent combien cela devait convenir à l'esprit de M. Jouffroy. Dans la politique, il retrouvait ainsi sa philosophie, et pouvait appliquer aux questions du jour la même méthode qu'aux recherches des lois éternelles de l'esprit humain. C'est ce qui donne tant de solidité à sa polémique. Lorsqu'il raisonne, il semble raconter ; l'observation se mêle partout à la déduction ; les idées les plus neuves prennent l'air de simples notions de sens commun, et la conviction est irrésistible sans paraître passionnée [1].

La cause qu'il défendait si bien triompha un jour, et la révolution de 1830 fit en un moment des idées contes-

[1] Voyez surtout, dans les premiers *Mélanges*, les articles intitulés : *Comment les dogmes finissent* et *la Sorbonne et les Philosophes*.

tées les idées reçues, de l'offensive la défensive, de l'opposition le pouvoir. *Le Globe* disparut, sa mission était finie ; M. Jouffroy, libre comme la France, revint à l'enseignement, et ne tarda pas à entrer dans la politique active.

Suivons-le, mais rapidement, dans cette double carrière.

Dans l'une, nous retrouvons la philosophie proprement dite. M. Jouffroy remonte dans sa chaire, avec un esprit plus mûr, avec des doctrines mieux arrêtées, plus complètes ; à son enseignement définitif correspond la publication de ses plus importants écrits. Les douze dernières années de sa vie sont les plus fécondes, et pour analyser ses travaux il faudrait exposer toute une philosophie. Il est trop tard, et cet article ne se prolonge que trop. Quelques mots seulement sur l'ensemble et le caractère de sa doctrine.

Le fondement de tout est, comme on sait, la psychologie. Il y a un esprit humain ; il se connaît par la conscience et dans la conscience. Ses opérations, ses facultés, ses lois, sont des faits ; la psychologie, et par suite la philosophie tout entière, est une science de faits, et il n'existe d'autres sciences que des sciences de faits. Seulement, tous les faits ne sont pas semblables, et toutes les sciences ne sont pas les mêmes, parce que tous les faits ne sont pas de même nature ; mais toutes reposent sur l'observation. L'observation diffère dans son procédé, suivant la nature des faits. De là, diversité de méthode et de certitude ; mais la méthode est également sûre, la certitude également entière, qu'il s'agisse des faits internes ou des faits externes. La psychologie n'est pas la physiologie,

elle en est profondément distincte, elle s'appuie sur des bases mieux connues et procède par des inductions moins contestables. Tous ces points, que M. Jouffroy a cent fois traités, ne l'ont jamais été peut-être avec plus de clarté et de force que dans un de ses derniers écrits qu'il composa pour l'Académie des sciences morales et politiques[1].

Mais la psychologie serait fausse, si elle se bornait à constater des opérations et à en conclure des facultés. Il naît de ces opérations et de ces facultés des inductions constantes, universelles, qui sont des faits aussi, des faits de l'esprit humain, et qui tout à la fois se livrent à l'observation, satisfont la raison, et forcent son assentiment. Les démêler, les constater, les mettre dans tout leur jour, c'est établir indirectement, mais solidement, les grandes vérités qui en découlent, et la même méthode sert à connaître et l'esprit humain, et ce que l'esprit humain connaît, et ce qui est. La psychologie n'est donc pas réduite à retracer ce qui nous semble. Elle donne, à la suite des faits primitifs de conscience, elle y rattache, elle y enchaîne des conclusions qui vont au delà du cercle de la pensée et se réalisent en dehors de nous. La philosophie écossaise, qui commence bien, s'arrête en chemin. Elle ne connaît pas toute la fécondité de l'esprit humain, elle ne connaît pas toutes les ressources de la raison et la certitude de ses conceptions. Les vérités, pour avoir débuté par être des idées, n'en sont pas moins des vérités, c'est-à-dire les objets et les types des idées[2].

[1] Mémoire sur *la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie*. — *Nouveaux Mélanges*, p. 223.

[2] Préface de la traduction de Reid, tome I des *Œuvres complètes*.

Pourtant les sciences philosophiques, bien qu'appuyées sur de fermes fondements, n'ont pas su toujours les découvrir, et quelquefois les ont sapés elles-mêmes. Elles n'ont pas établi irréfragablement l'autorité de leur méthode, elles n'ont pas rigoureusement déterminé l'existence et la nature de leur objet, elles n'ont pas exactement tracé leurs limites, et tour à tour elles ont empiété sur d'autres sciences ou se sont laissé envahir par d'autres sciences. Elles sont donc mal faites et mal ordonnées, elles ne sont pas organisées. Il y a eu de grands travaux philosophiques, surtout de grands philosophes; il n'y a pas peut-être de philosophie [1].

Cependant l'histoire de la philosophie doit être étudiée, non-seulement parce qu'elle est curieuse, intéressante, brillante même, mais parce qu'elle est le tableau de l'humanité recherchant la vérité. Or, les hommes pensent, même lorsqu'ils se trompent; leurs idées sont nécessairement des faits intellectuels; à ce titre, elles ne peuvent jamais être fausses. Il y a toujours du vrai dans le faux et de la raison dans l'erreur. Seulement, toute la vérité n'est nulle part; la raison n'est jamais toute la raison. On ne peut s'approcher de la vérité, de la raison, qu'en réunissant, qu'en combinant tout ce qu'à différentes époques l'esprit humain a su apercevoir et constater; et ce n'est que des fragments de vérité épars dans toutes les philosophies qu'on peut constituer enfin la philosophie [2].

[1] *De l'Organisation des sciences philosophiques. — Nouveaux Mélanges*, p. 1-221.

[2] *De l'Histoire de la philosophie.* — Premiers *Mélanges*, p. 221. — *Ouverture du cours d'histoire de la philosophie ancienne. — Nouveaux Mélanges*, p. 349.

Jamais cependant la philosophie ne résoudra toutes les questions. Il y a dans la nature humaine un indomptable inconnu, dans la destinée humaine un impénétrable mystère. L'objet de la religion existe aussi réellement que celui d'aucune science; mais il n'est pas susceptible de la connaissance parfaite. Les croyances primitives, qui sont comme la substance de la religion, se démontrent par l'étude de l'esprit humain aussi invinciblement que tout autre fait scientifique, et la religion qui les consacre et les transmet sans les altérer est essentiellement vraie.

C'est par la même méthode qu'on peut réussir à juger tous les systèmes ou sur le juste ou sur le beau. La science du juste ou celle du droit naturel ne peut avoir de fondement solide, si elle ne repose sur une idée rationnelle donnée par une analyse rigoureuse de l'esprit humain. La science du beau ou l'esthétique a besoin de s'appuyer sur une démonstration semblable; en cette matière, comme en morale, tous les systèmes sont conciliables, pourvu qu'on les subordonne tous à celui qui prend au fond même de l'âme l'idée du juste ou du beau, comme une notion nécessaire [1].

C'est dans le détail qu'il faut étudier une telle philosophie; dans le détail éclate tout ce qu'elle peut avoir d'ingénieux, de saisissant, d'original. Le texte seul des ouvrages de M. Jouffroy peut faire admirer la clarté de son exposition, la simplicité de sa manière, le style sain, naturel, animé, et par intervalles éloquent, dans lequel il sait rendre sa pensée. Qui veut le connaître le lise.

[1] *Leçons préliminaires du cours de morale.* — Premiers *Mélanges*, p. 383. — *Cours de droit naturel.* — *Cours d'esthétique.*

Quant à nous, nous renonçons à essayer ici un jugement définitif. Nous avons loué hardiment; s'il fallait juger, nous serions plus timide. Nous ne pouvons dire que la philosophie de M. Jouffroy nous satisfasse complétement. Quoiqu'il ait su donner à ses principes une fécondité inespérée, il nous parait cependant être resté en deçà des vérités certaines, et il n'a pas égalé le connu au connaissable. En vain s'est-il efforcé d'exclure, ou plutôt de restreindre le doute, inséparable des connaissances d'un être borné tel que l'homme, il laisse encore au doute une part plus grande qu'il ne faut, et sa défiance envers la philosophie nous parait excessive. Nous croyons la science mieux faite et plus avancée qu'il ne dit. Mais ce sont là des idées qu'on ne peut motiver en passant, il ne s'agirait pas de moins que de discuter les plus grandes questions de la science. Bornons-nous à dire que, comme les Écossais ses maîtres, mais avec plus d'étendue, de force et de profondeur que ses maîtres, M. Jouffroy nous paraît avoir établi une excellente philosophie d'introduction, et que toutes les fois que dans l'avenir on reviendra aux questions préliminaires de la science, surtout à l'examen des fondements, des procédés et de l'objet de la psychologie, son nom se présentera naturellement; il sera cité comme une autorité tant que l'histoire de la philosophie restera dans la mémoire des hommes.

Un dernier mot encore. Cette philosophie est-elle un sacrilége? Question étrange à poser et dont M. Jouffroy, dans ses derniers jours, n'eût certes pas prévu le retour; mais depuis un temps, les ennemis de la science ne sont pas devenus moins ridicules, seulement ils sont devenus

plus hardis. Aucune réponse ne leur est due; une apologie serait peu digne d'une pure et noble mémoire. Je ne sais qu'une chose, c'est que leurs déclamations se réduisent à trois ou quatre propositions que voici. — La philosophie n'est que vanité et faiblesse; elle a pour origine l'orgueil humain et les passions terrestres. — Le doute est le résultat le plus clair de toute philosophie. — L'éclectisme est une méthode mortelle à toute croyance et à toute religion. — Et je sais aussi qu'on lit dans saint Grégoire de Nazianze : « Rien de plus fort que la philosophie; rien n'est invincible comme elle[1]. » On lit dans saint Clément d'Alexandrie : « Il est visible que l'ancienne science hellénique est avec la philosophie même venue de Dieu aux hommes[2]. » On lit dans saint Cyrille d'Alexandrie : « Le principe de la connaissance est l'inquisition, et la racine de l'intelligence des choses qu'on ne sait pas est le doute[3]. » On lit enfin dans le même saint Clément : « J'appelle philosophie, non celle des stoïciens, ni celle de Platon, ni celle d'Épicure, ni celle d'Aristote; mais tout ce qui a été dit d'excellent par chaque secte, tout ce qui enseigne la justice avec une science pieuse; c'est ce tout, cet ensemble éclectique que j'appelle philosophie. La philosophie introduit donc et prépare à l'avance ceux que le Christ achève[4]. »

[1] Orat. XXVI, p. 481; tome I de l'édition des bénédictins de Saint-Maur.

[2] Stromat., liv. I, p. 287; édition de Paris, 1641.

[3] L'inquisition, ζήτησις; le doute, ἀπόρησις; deux mots qui ont servi à désigner les sceptiques, appelés quelquefois zététiques et aporétiques. — S. Cyrill. Alex. op. Comm. in Johan. ev., lib. II, cap. IV; p. 180; t. IV de l'édition de Paris, 1638.

[4] Stromat., liv. I, p. 288, 292.

Voilà de l'ancien christianisme; mais peut-être n'est-il pas du goût du nouveau.

« La même loi de la raison, dit M. Jouffroy, qui, en s'appliquant tour à tour à l'individu, à la société ou à l'espèce, fait concevoir à l'homme que les individus, les sociétés et l'espèce sont ici-bas pour une fin, en s'appliquant à l'univers au sein duquel l'humanité n'est qu'un phénomène, lui fait concevoir aussi que cet univers en a une, et comme la partie ne saurait être contradictoire au tout, que la fin de l'humanité doit concourir à cette fin totale, n'en être qu'un élément et par conséquent avoir en elle sa raison et son explication dernière. Ainsi, par un mouvement irrésistible, la pensée s'élève de l'ordre individuel à l'ordre social, de l'ordre social à l'ordre humain, et de l'ordre humain à l'ordre universel. Là seulement elle peut s'arrêter, parce que là seulement elle rencontre le dernier mot de l'énigme qui la tourmente, la dernière raison des phénomènes dont elle cherche le sens. Mais je me trompe, messieurs, elle va plus loin encore, et elle doit le faire. L'ordre universel lui-même n'est qu'une loi, loi suprême, il est vrai, qui résume toutes les autres et qui contient la raison dernière de tous les phénomènes, mais qui dans l'ordre ontologique n'est encore qu'un fait et présuppose un être intelligent qui l'ait conçue, et par conséquent réalisée. En d'autres termes, l'ordre universel suppose l'ouvrier universel dont il est tout à la fois la pensée et l'œuvre. L'intelligence humaine va donc jusqu'à Dieu, et là elle se repose, parce que là enfin elle trouve la source de ce fleuve immense que l'inflexible logique des principes qui la gouverne l'oblige de remonter. Dieu trouvé, l'aspect de l'univers change,

l'ordre devient la providence, et les mille rameaux de la loi universelle deviennent les mille résolutions de la volonté et la sagesse divine. L'âme humaine échappe avec joie à l'empire de l'inflexible fatalité, et se range avec bonheur sous celui de la sagesse et de la bonté de Dieu. Les rapports paternels du Créateur à la créature succèdent aux rapports sévères de la loi et du sujet, et la question suprême et dernière qui était de savoir quel rôle joue la destinée de l'espèce humaine dans la destinée totale de l'univers, revêtant des formes plus consolantes, devient celle de savoir quels sont les desseins de Dieu, c'est-à-dire d'un être souverainement sage et bon, sur l'homme, c'est-à-dire sur un être faible par son pouvoir, mais semblable à lui et supérieur à tout le reste par le don de l'intelligence[1]. »

La politique n'a jamais été la première pensée de M. Jouffroy, non qu'il fût indifférent aux grands intérêts de la société; c'eût été l'être aux intérêts de la justice et de la vérité, et rien ne serait moins philosophique. Il aimait la France, et il s'inquiétait du rôle de son pays dans le monde. La révolution lui était chère, la recherche des moyens d'en concilier les principes avec la sûreté et l'influence de notre nation au milieu des nations européennes le préoccupait vivement; les affaires étrangères avaient pour lui l'attrait qu'elles offrent presque toujours aux esprits philosophiques. Peut-être est-ce que, par l'étendue même de la sphère dans laquelle elles se meuvent, elles rappellent davantage la généralité des problèmes familiers à la philosophie.

[1] *Méthode pour résoudre le problème de la destinée humaine.* — Premiers *Mélanges*, p. 466.

M. Jouffroy était appelé naturellement à siéger dans la chambre élective, et le rang qu'il occupait parmi ceux de son âge le désignait au suffrage de ses concitoyens. Il fut nommé député en juillet 1831, aux seules élections qui se soient effectuées sous le ministère de M. Casimir Périer. Il entra dans la chambre avec l'intention si naturelle aux nobles esprits, mais que je n'ai jamais vu un homme raisonnable suivre jusqu'au bout, d'y garder une indépendance absolue. Ce dessein était peut-être d'une exécution moins difficile pour lui que pour un autre; il vivait assez solitaire, les petites passions lui étaient étrangères, les petites questions indifférentes. Généralisateur par penchant et par métier, il ne s'abaissait pas aisément aux conditions des affaires courantes, aux exigences momentanées des associations parlementaires. Il acceptait, il entendait à peine les considérations particulières qui, à toutes les époques, presque à toutes les séances, déterminent dans les assemblées la conduite des partis. Il n'entrait pas aisément dans les pensées des autres; son intelligence ne recueillait en quelque sorte que ce qu'elle avait semé. Il put donc, un temps du moins, traverser avec assez d'indifférence les luttes passionnées des premières années de sa vie publique.

Cet esprit, habitué à tout tenir de lui-même, était par cette raison lent à se modifier. M. Jouffroy resta donc d'abord dans une sorte d'isolement. Toujours bienveillant et de bon conseil pour ses amis, il ne les suivait point et se tenait à distance. Il aimait leurs succès, il ne leur refusait ni les encouragements ni les éloges; mais sa sympathie n'allait pas plus loin. Il demeurait sur le rivage, regardant tristement les flots agités, toujours prêt à sou-

tenir d'une parole amie ceux qui luttaient contre l'orage, à tendre une main secourable à ceux qui, regagnant la terre, venaient se reposer sur la plage auprès de lui.

Mais le temps fléchit tout, et les esprits indépendants sont ceux qu'il est le plus lent à dompter. Le temps ne fit jamais de M. Jouffroy un député ambitieusement actif, cependant il le rapprocha de plus en plus des hommes politiques et l'unit à eux par des liens plus étroits. A mesure que nos discussions se pacifièrent, sa voix tranquille put se mieux faire entendre; elle réussit toujours à se faire religieusement écouter. Il parlait doucement, gravement, sans prétendre à l'effet, disant avec simplicité des choses originales, avec noblesse des choses sensées, quelquefois de belles choses qu'il rencontrait et ne cherchait pas. Il fut un des premiers à proclamer à la tribune une vérité peu comprise et qui put paraître au premier moment un lieu commun de philosophie éclectique : c'est que dans les diverses nuances du parti constitutionnel tout le monde est au fond du même avis, et qu'il n'y a pas sur les choses essentielles de dissidence sérieuse dans l'immense majorité de la chambre. Je me rappelle encore l'effet un peu singulier que produisit cette déclaration à une époque où la nouveauté la rendait paradoxale, et je ne doute pas qu'elle ne le paraisse encore aux Machiavels des salons conservateurs. Il est remarquable que M. Jouffroy ait des premiers vu et développé cette idée avant qu'elle dût être bien comprise, et que depuis qu'elle a pu devenir une règle de politique pratique, il ait paru quelquefois découragé de sa propre pensée et accessible à d'autres conseils.

Je ne dirai que ces mots du dissentiment qui a pu nous

séparer dans quelques circonstances des deux dernières années de sa vie. Sur une grande question qui intéresse le monde, la question d'Orient, il avait eu une pensée heureuse, si les circonstances eussent souffert qu'elle fût praticable, celle d'un concert européen (1839). Il avait cru conciliable le maintien d'un accord unanime avec le succès de la politique française : cet espoir fut déçu par l'événement. Il imputa aux hommes ce qui, je crois, tenait à la nature des choses, et réprouva toute politique qui n'avait pas réalisé sa pensée. Rien ne s'explique mieux que cette persistance d'un esprit sévèrement méthodique qui s'est fait un principe et qui en veut les conséquences. Mais la politique des faits ne se déduit pas comme un système. M. Jouffroy le savait bien. Cependant ses convictions, fortement méditées, souffraient peu la contradiction, même celle des événements ; il s'attrista, et, las de débats stériles à ses yeux, de dissidences vaines, il condescendit à la politique exclusive qui l'avait jusque-là trouvé froid et même dédaigneux. L'âge venait, et il commençait à se glisser dans son âme ce que les années nous apportent tôt ou tard, un peu de lassitude des choses de la terre. N'est-ce pas ainsi que nous disons devenir sages en vieillissant?

La position de M. Jouffroy a toujours été élevée dans la chambre. Elle s'était créée sans effort; c'était l'œuvre naturelle de son mérite, et comme un simple effet de sa présence. Il était respecté; sa haute valeur était reconnue même des moins capables de le comprendre. Dès qu'on le sut atteint d'un mal menaçant, lorsqu'on put entrevoir les périls d'une santé toujours fragile, la sollicitude commune répondit à l'anxiété de ses amis, et, quand vint le

jour fatal, tout ce monde, si absorbé dans les futiles intérêts du présent, trouva un moment pour regretter un homme qui ne les servait pas, et dont la vie n'était utile qu'à la science et à la vérité.

M. Jouffroy avait une figure calme et régulière qui annonçait l'attention pénétrante et l'élévation de l'esprit. Sa taille était grande, ses manières distinguées et simples; sa bienveillance sans abandon accueillait et ne prévenait pas. Il unissait à la dignité la sérénité, si du moins on en devait croire son front et son accent, et sans doute il déroba toujours son âme aux émotions éphémères qui troublent la vie, aux épanchements fugitifs qui les aggravent en les exprimant. Cependant un œil clairvoyant découvrait sous ce calme apparent une sensibilité facile à blesser et la trace de souffrances qu'il n'avouait pas. Il pouvait se résigner à être inconnu, mais non méconnu, et les attaques injustes, même les contradictions vives, trouvaient le faible de son cœur. Peut-être manquait-il de philosophie avec les hommes, puisqu'il leur avait laissé le pouvoir de lui faire du mal. Comme on sentait dans ses graves écrits un feu caché d'imagination, sous le calme inaltérable de son attitude on devinait une vivacité d'impressions qui put coûter quelque chose à son bonheur, et rien à sa dignité. De tendres amis ont seuls pu savoir dans quelle mesure se compensaient en lui la sensibilité qui trouble l'âme et la raison qui l'apaise. Peut-être sa destinée ne fut-elle pas aussi heureuse qu'elle fut tranquille. Dieu seul assiste à la vie intérieure de l'âme. La paix du cœur n'est souvent que la douleur ignorée.

Qui pourrait cependant ne pas envier le partage de

M. Jouffroy? Il a vécu pur, digne, honoré; il a connu les affections intimes, le bonheur de la famille. Ses talents et son caractère l'auraient dans tous les temps distingué parmi les meilleurs. Les circonstances où il a vécu ont rehaussé sa valeur; il a traversé un temps instructif, où, s'il n'a guère été permis de faire de grandes choses, il a été facile d'en apprendre, d'en concevoir, d'en propager d'excellentes. Il n'a failli à aucun de ces devoirs. Il s'était formé à cette école de la disgrâce où les esprits se fortifient, où les caractères s'ennoblissent. L'opposition dans une bonne cause est le meilleur des apprentissages; qui ne l'a point traversé s'en ressentira toujours. Nous avons eu le bonheur d'être pendant longues années en lutte légitime contre un pouvoir assez fort pour résister, non pour opprimer; condamnés par là à une excellente discipline, nous avons pu nous façonner à tous les devoirs de la vraie liberté. Pour la jeunesse d'alors, la vérité était tout, le calcul peu de chose; la préoccupation d'un avancement personnel, cette idée fixe qu'on inspire avec tant de soin à la jeunesse bien élevée, était alors une chimère inconnue. La crainte pusillanime d'être appelé téméraire pour avoir bravé un préjugé, ou niais pour s'être fié à une idée, était un sentiment qu'on n'eût point compris. On n'avait pas découvert alors que la tranquillité publique fût tout l'ordre moral des sociétés. J'ignore ce que l'avenir réserve aux nouvelles générations. Puissent-elles ne regretter jamais de n'avoir point passé par les utiles épreuves qui nous ont été imposées! Il leur sera plus difficile de s'élever à ces scrupules de la raison qui, dans les siècles de discussion, sont un appui nécessaire à ceux de la conscience. L'industrialisme qui au-

jourd'hui s'applique à tout, qui règne jusque dans la vie politique et dans la vie littéraire, ne peut guère trouver de contre-poids que la foi dans les idées. La probité privée est d'un secours médiocre, les intérêts personnels s'accordent trop souvent avec les vertus domestiques. Une politique qui ne s'appuierait que sur ces vertus-là peut aisément se corrompre et s'avilir. Le jour où, pour gouverner un pays, on n'en appellerait qu'aux sentiments qui font le bon père de famille, c'en serait fait de la dignité nationale, car c'est aussi une des formes de la décadence que l'honnêteté dans la bassesse. Pour moi, je ne puis penser sans reconnaissance envers l'arbitre de nos destinées que j'ai vu d'autres temps et entendu d'autres leçons. Peut-être est-ce un préjugé de l'âge, mais il me semble que notre dignité à tous se mesure sur notre fidélité à ces souvenirs, et à proportion que l'expérience, cette conseillère tant vantée, détache les hommes de ce qu'ils nomment des illusions, je crois les voir s'affaisser; Dieu sait où cela les mène. Que d'autres soient heureux ainsi, j'y consens; mais qu'ils nous laissent nous obstiner dans la pensée que nous ne nous sommes pas trompés quinze ans. Schiller dit quelque part que l'homme fait doit porter respect aux rêves de sa jeunesse : la première marque de respect qu'on leur doive donner, c'est de ne pas dire qu'ils soient des rêves.

CABANIS.

(*Revue des Deux-Mondes*, 1844.)

Parmi les hommes qui ont soutenu la cause de la philosophie du dernier siècle à ses derniers jours, aucun n'a laissé peut-être une mémoire plus justement honorée que celle de Cabanis. Ses vertus aimables, le charme de son amitié, de son commerce, de son entretien, ont pénétré d'un de ces souvenirs qui ne passent point le cœur des hommes déjà rares qui l'ont connu. Son caractère élevé, la pureté de sa vie, sa fidélité généreuse à ses opinions, l'indépendance de son âme, ont laissé de lui une haute idée aux hommes, rares aussi, qui estiment de telles qualités à leur véritable prix. Quant à la supériorité de son esprit et de ses talents, les monuments subsistent, et ses ouvrages, plus loués pourtant que cités et plus cités encore que lus, comptent parmi les livres dont la postérité doit savoir le nom.

Il était digne de M. Peisse de nous retracer la vie de ce sage d'un temps bien différent du nôtre, et de porter un jugement définitif sur le plus célèbre de ses ouvrages. M. Peisse, qui semble ne nous donner qu'à regret de trop courts écrits, mais qui n'en donne que d'excellents, n'est

étranger à aucune partie de la science de l'homme, et son esprit, profondément philosophique, est familiarisé avec les recherches du naturaliste comme avec les méditations du métaphysicien. C'est donc en toute confiance que le public doit recevoir de ses mains une vie de Cabanis et un exposé général de sa doctrine, servant d'introduction au *Traité des rapports du physique et du moral* que le nouvel éditeur éclaircit, complète ou rectifie par des notes importantes, et par les lumières d'une meilleure psychologie et d'une physiologie plus avancée. A la suite de ce *Traité* fameux, il a placé cette *Lettre sur les causes premières* que Cabanis avait laissée inédite, mais qui, imprimée déjà une première fois, est aujourd'hui le complément indispensable de sa doctrine, et qui la rachète de ses plus fâcheuses conséquences en rendant témoignage de l'étendue d'un esprit supérieur à ses ouvrages. Enfin, cette édition, préférable à toutes celles qui l'ont précédée, nous paraît l'expression complète et finale de ce qu'on peut appeler la philosophie de Cabanis.

Avant de la discuter encore une fois à l'aide des savants conseils de M. Peisse, qu'il nous soit permis de dire un mot du philosophe. Nous ne voulons point raconter sa vie, nous ne pourrions que répéter son biographe ou l'affaiblir, et refaire ou transcrire une notice qui mérite d'être lue tout entière et comme elle est; mais nous avons à cœur de louer l'homme qu'elle nous fait connaître, un de ces hommes d'élite que l'ingratitude du temps présent voudrait quelquefois oublier, un de ces hommes en qui s'est personnifiée, sous les traits les plus respectables, la pensée de nos pères et de nos maîtres. Cabanis avait été présenté à Voltaire par Turgot; il avait

serré la main mourante et fermé les yeux de Mirabeau, reçu les adieux suprêmes des girondins proscrits, illustré l'Institut à sa naissance, présidé à la fondation de notre célèbre École de médecine de Paris, et il a rendu le dernier soupir entre Laromiguière et Tracy. Qui mieux que lui, qui plus fidèlement pourrait, dans l'ordre intellectuel, nous représenter la révolution? Quelle vie a dû plus fidèlement que la sienne réfléchir dans son cours tous les événements et toutes les idées de cette grande époque? Aussi demeura-t-il religieusement dévoué dans sa conduite et dans la science à l'esprit de son temps; il en acheva, et, bien mieux, il en pratiqua la philosophie.

Cabanis était un pur libéral. Quoiqu'il soit mort sénateur, il n'aimait point l'empire. Il accueillit avec froideur ses brillantes prémices, et s'il le jugea un moment utile, il ne le crut jamais nécessaire. Il faut le compter dans ce petit nombre d'esprits libres et persévérants qui n'accordèrent jamais que la réorganisation sociale eût besoin d'une dictature même glorieuse, et que la révolution ne possédât pas dans ses propres principes et dans ses propres forces tout ce qu'il fallait pour se sauver, sans recourir à l'onéreuse protection d'une habileté toute-puissante. Jugea-t-il bien alors une question que la France, après tout, a décidée autrement que lui? Ce n'est pas le lieu de prononcer; mais il est toujours à propos d'honorer ces nobles intelligences dont les convictions opiniâtres résistèrent à la pression du malheur, aux mécomptes des événements, aux séductions même de la gloire et du génie. Dans un temps où tant d'esprits distingués d'ailleurs, troublés et comme abaissés par des épreuves moins rudes et de médiocres difficultés, remettent en question les

croyances de cinquante années et se rendent aux tentations d'une vulgaire prudence, on se sent touché d'un respect profond pour les hommes qui, au commencement de ce siècle, sans autre engagement avec la révolution que l'honneur de leurs principes, n'ont jamais désespéré d'elle, et qui, dominant des réactions irréfléchies, ont confié le triomphe de leur cause à un avenir qu'ils savaient bien que leurs yeux ne verraient pas.

Tel fut Cabanis, et dans le portrait fidèle que nous retrace M. Peisse, nous reconnaissons parfaitement ce noble caractère qui unissait à la dignité la bienveillance, qui tempérait l'inflexibilité des convictions par une douceur captivante, heureux mélange de qualités exquises qui inspirait à l'excellent Andrieux l'idée inattendue de le nommer à côté de Fénelon [1].

Il nous convient de parler ainsi de l'homme, et de protester encore une fois de notre invariable attachement à la cause qu'il servit, quand en étudiant de nouveau son principal ouvrage nous allons accuser encore une fois les graves différences qui s'élèvent entre lui et nous. Dans la sphère de la métaphysique, nous nous séparons de Cabanis et des siens, on le sait, et cependant nous faisons profession d'être au nombre des obscurs continuateurs de la philosophie qui donna au monde la révolution française. Jaloux d'assurer à cette philosophie une autorité

[1] C'est dans la séance de l'Institut du 21 décembre 1808, qu'Andrieux lut les vers suivants :

Un jour, j'aime à nourrir cette douce pensée,
Les mortels bienfaisants revivront réunis,
Avec les Fénelon, avec les Cabanis.

plus grande en l'appuyant sur des principes plus élevés et plus certains, nous essayons de la faire profiter de ce que le temps, l'expérience et la réflexion nous peuvent avoir appris; mais nous savons que nous venons d'elle, et aucune des puérilités comme aucun des calculs du moment ne nous déciderait à renier notre origine. Il y a deux manières, en effet, de se séparer d'une doctrine antérieure, la réaction et le progrès. Nous détestons toutes les réactions, mais nous ambitionnons le progrès, fruit des années peut-être plus que du génie. Il nous semble que nos devanciers, s'ils revivaient, seraient avec nous, comme nous nous persuadons que, si le sort nous eût fait leurs contemporains, nous aurions été avec eux.

Ces précautions étaient nécessaires peut-être dans un moment où rien n'est moins tentant que de paraître, même en passant, dans les rangs des ennemis d'une philosophie quelconque. Je sais bien que ces sortes de gens n'en veulent plus guère à celle de Cabanis, qu'on peut la critiquer sans les rencontrer à côté de soi, et que même de pieux défenseurs des causes saintes semblent quelquefois regretter le temps où elle dominait sans débat, et couvrir d'une amnistie les systèmes qui indignaient Joseph de Maistre; mais il faut peu s'attacher à ces variations, à ces artifices de la polémique. Au fond, ce n'est point à tel ou à tel système qu'on en veut, c'est à la philosophie même, c'est-à-dire à la raison libre. On la cherche là où on la voit active et puissante, et délaissant les positions par elle abandonnées, on réserve toutes les attaques pour les points nouveaux où elle a planté son étendard. L'objet permanent d'une inimitié intéressée, n'est-ce pas cette vraie puissance spirituelle qui sous des

formes diverses a, depuis le moyen âge, affranchi le monde, et préparé ou fondé l'état nouveau des sociétés humaines ?

Que ceci soit dit une bonne fois, et revenons à Cabanis, pour examiner les principes de sa philosophie.

On sait que c'était en France, au XVIIIe siècle, une maxime reçue, un axiome, un dogme que cette proposition : *toutes les idées viennent des sens*. Le mot d'*idées* désignait tout ce que pense l'humanité, et *les sens* étaient le nom de la sensibilité. La proposition signifiait donc que la sensibilité est l'origine de la pensée, ou que la pensée est la sensation transformée. Or la sensation, la sensibilité, les sens, tout cela n'existe qu'à la condition d'un appareil matériel qui est l'organisme. L'organisation ou le corps organisé, c'est le physique. Certains phénomènes de l'organisation donnent ou paraissent donner ces affections ou modifications intérieures qui s'appellent sensations. Or la sensation et tous ses dérivés, idées ou facultés, c'est le moral ; et comme la sensation ne va pas sans l'organisme, le moral ne va pas sans le physique : il y a des rapports entre le moral et le physique. Telle est, dans la doctrine de ce temps, l'expression exacte de ce fait d'expérience continuelle que l'homme vit et pense dans un système organique, qui n'est pas essentiellement la pensée ni la vie, ce que le vulgaire exprime en disant hardiment qu'il a un corps et une âme.

La nature humaine ne paraît donc pas rigoureusement simple. L'homme n'est pas un, disait Hippocrate ; il est double, disait saint Paul. En quoi consiste cette duplicité ? Est-elle substantielle, c'est-à-dire l'homme est-il

l'union de deux substances? Est-elle seulement phénoménale, c'est-à-dire une seule substance présente-t-elle deux ordres de phénomènes qui se répondent entre eux, sans pouvoir se réduire les uns aux autres? Question profonde, quoique sainement résolue par la croyance universelle; question difficile, quoique peu douteuse, mais qui, pour la logique et l'expérience, est postérieure à cette autre question : Quels sont les rapports du physique et du moral, ou des phénomènes d'un ordre avec les phénomènes d'un autre? Et c'est, à vrai dire, cette seconde question qu'annonce le titre de l'ouvrage de Cabanis, si bien qu'il aurait, à la rigueur, pu la résoudre sans s'expliquer sur la première. Mais il faut avouer que la question des rapports du physique et du moral ne saurait être indifférente au point de savoir ce que c'est essentiellement que le moral, ce que c'est en soi que le physique. Aussi, en étudiant spécialement les rapports, Cabanis n'a-t-il eu garde de s'interdire toute vue ultérieure, et de se refuser à toute recherche, ou du moins à toute conjecture touchant la valeur et la portée de cette duplicité exprimée par le mot de *rapports;* car, si les rapports sont tels que les manifestations du moral aient toujours les organes pour cause immédiate, n'est-il pas tentant de conclure que le moral, étant l'effet du physique, est de même nature, d'après cette loi de l'expérience que l'effet est homogène à sa cause?

L'affirmative sur cette question est assurément l'idée constante, bien que rarement explicite, de l'ouvrage de Cabanis, et cette idée est le fond de la doctrine qu'on est convenu de nommer le matérialisme, nom qui d'ailleurs n'est pas toujours exact, car parmi les partisans un

peu pénétrants de cette doctrine, plus d'un, en niant la distinction de l'âme et du corps, est revenu sans trop s'en douter à l'idéalisme, et je ne sais si Cabanis lui-même y a toujours échappé. Mais enfin le public, qui n'entend pas finesse aux choses philosophiques, impute le matérialisme à quiconque veut que l'organisation soit tout l'homme. Or ce système, il faut bien en convenir, paraît assez naturel, dès qu'on admet que tout dans la pensée est au fond sensation. Ramener toutes les choses intellectuelles à un fait mixte qui implique nécessairement les causes externes et les phénomènes nerveux, c'est atténuer ou masquer la part des phénomènes propres de la conscience, c'est-à-dire tout ce qu'elle nous atteste, indépendamment des sens et de leurs objets, tout ce qu'il y a d'interne dans l'homme, tout ce qu'il y a de purement intellectuel dans l'intelligence. De là on en vient vite au point d'abstraire tout à fait la conscience et de s'en débarrasser comme d'un témoin incommode. Toute l'intelligence est sensation, mais toute sensation n'est sensiblement qu'organisation, et le matérialisme est bien près d'être justifié. Je dis bien près, car, même poussé à cette extrémité, je ne me rendrais pas. Tout le monde sait comment Leibnitz restreignait la première maxime : Tout dans l'intelligence est sensation, *excepté l'intelligence même*. Pareillement je dirais : Tout dans la sensation est organisation, *excepté la sensation même*. L'acte de la sensation comme l'acte intelligent n'est constaté ou connu que par la conscience ; l'un comme l'autre est un fait de conscience, et la conscience en soi n'a point d'organes. Il y a donc un moi inorganique, je veux dire qui *n'est* point organe, quoiqu'il puisse *avoir* des organes.

C'est ce qu'exprime cette phrase vulgaire : L'homme *a* un corps.

La philosophie dite des sensations, quoique tendant au matérialisme, peut être ainsi ramenée au spiritualisme. C'est ce que ne nous contestera point M. Peisse, qui a tenté, par des recherches tout autrement approfondies, de renouer les liens entre la psychologie et la physiologie. A l'intelligence, à la sensation que témoigne la conscience, M. Peisse ajoute la vie. Il y a, selon lui, une conscience de la vie qui n'est celle d'aucun acte intellectuel ou sensitif particulier ; et sur cette observation qu'il rend neuve en la rendant féconde, il a fondé, lui aussi, une théorie des rapports du physique et du moral qui se laisse apercevoir dans son introduction à celle de Cabanis et que nous sommes impatient de lui voir développer dans un ouvrage dès longtemps promis.

Mais notre point de vue, mais le sien, n'étaient pas le point de vue de Cabanis. Regardant l'étude du moi interne comme à peu près achevée par Locke et Condillac, il laissait à Tracy le soin de la terminer et de lui donner sa dernière forme sous le nom d'idéologie. Puis prenant l'idéologie comme une science faite, comme une chose convenue, il se plaçait en dehors, et il étudiait le moi organique dans celles de ses fonctions et de ses affections qui paraissent donner naissance à des phénomènes du moi moral. A ce point de vue, l'organisme est toujours cause, et les faits intellectuels ou moraux toujours effets; c'est le physique qui meut et le moral qui est mu, et comme le corps de l'homme est lui-même sous l'empire des modificateurs externes, la spontanéité, la liberté, l'activité de la personne humaine reste dans l'ombre ou

plutôt disparaît. Et c'est ainsi que, sans vouloir peut-être annihiler l'existence propre du moi de la conscience et de la volonté, sans en déclarer du moins l'intention, l'observateur est entraîné à de fortes apparences de matérialisme, et la conclusion implicite de son livre est la négation de l'esprit humain.

Il faut en effet juger l'ouvrage qui nous occupe par les impressions qu'il produit plutôt que par les principes qu'on y trouve. Rien de moins équivoque que le caractère et la tendance du livre; mais rien de moins distinct et de moins saisissable que la doctrine, si l'on veut l'analyser. Point de système, point de méthode : pas plus pour les naturalistes que pour les philosophes, ce n'est un traité scientifique, et malgré l'extrait raisonné qu'en a bien voulu faire M. de Tracy, il serait difficile de le soumettre à une déduction régulière. Les propositions générales y sont présentées comme des vues plutôt que comme des théorèmes ou des conclusions, les faits plutôt comme des exemples que comme des preuves, et ces faits allégués et non constatés n'offrent pas ces caractères de détermination et de certitude qu'exigent aujourd'hui les sciences physiques. Cabanis semble parler en homme de lettres instruit plutôt qu'en médecin, et sa manière est celle des écrivains diserts du dernier siècle, non celle des expérimentateurs sévères du nôtre. Il décrit ou raisonne sans rigueur, il paraît citer la science plutôt que la faire. Disons-le hardiment, l'ouvrage n'est pas philosophique. Est-il du moins sérieusement physiologique? Nous doutons qu'il puisse y prétendre, du moins depuis que la physiologie a reçu en France l'empreinte et la direction que lui imprima le génie de Bichat; et si le livre

paraissait aujourd'hui, je ne sais en vérité s'il produirait dans le monde savant une sensation égale à son mérite.

Obligé pourtant d'y recueillir des pensées éparses pour en recomposer une sorte de doctrine, voici ce que j'essaierais de dire, en conservant autant que possible les expressions mêmes de l'auteur.

L'influence du physique sur le moral est telle que la distinction entre l'un et l'autre est nulle quant à l'origine des phénomènes de l'un et de l'autre.

Ce principe est appuyé et éclairci par deux ordres de développements, l'un qui appartient à la philosophie, l'autre à la physiologie.

Quoiqu'il professe en effet qu'il ne fait point de métaphysique, Cabanis en a une. C'est, comme nous l'avons vu, l'idéologie, et voici comme il la rattache à sa physiologie. Il est convenu, dit-il, que la sensibilité physique est la source de toutes les idées et de toutes les habitudes qui constituent l'existence morale de l'homme. On sait que de nos sensations, c'est-à-dire des impressions qu'éprouvent nos différents organes, dépendent nos besoins et l'action des instruments qui nous sont donnés pour y satisfaire. Cette action se résout en mouvements des organes. La vie est donc une suite de mouvements qui s'exécutent en vertu des impressions reçues dans les parties sensibles. Parmi ces mouvements, on distingue ceux desquels résultent les opérations de l'esprit, ou pour mieux parler, les opérations de l'intelligence et celles de la volonté.

Mais ces opérations, savoir nos idées et nos déterminations, ont la même source; elles se confondent donc à leur origine avec les autres mouvements vitaux, et dans

l'homme, considéré sous les deux points de vue du physique et du moral, tous les phénomènes se trouvent ainsi ramenés à un principe unique.

Ceci s'appuie sur deux sortes de preuves.

L'une est spéciale. La ligature ou la section pratiquée sur les organes même de la sensibilité, savoir les nerfs, abolit, dans la partie soumise à l'expérience, la faculté de tout mouvement volontaire, puis celle des impressions, puis celle des mouvements vagues, puis la vie. Ainsi une partie, même nerveuse, séparée du reste de l'organe ou système sensitif, devient insensible. Une atteinte matérielle portée dans les centres principaux de ce système altère, suspend ou détruit la sensibilité, l'intelligence, la volonté.

L'autre preuve est générale; elle résulte de ce fait d'expérience universelle que la manière de sentir, et avec elle les idées, les caractères, les habitudes, les actions, sont soumises à l'influence de l'âge, du sexe, du tempérament, des maladies, du régime, du climat. Cette sextuple influence est proprement le sujet de l'ouvrage.

Cette philosophie est appuyée sur une certaine physiologie. La vie n'existe que là où se rencontrent l'organisation et la sensibilité. La cause première de la sensibilité, de l'organisation, de la vie, est inconnue; cependant on doit la rattacher aux lois générales qui régissent la matière, et peut-être, puisque la sensibilité se résout en mouvement, aux lois et aux causes du mouvement, source de tous les phénomènes de l'univers.

La sensibilité consiste dans la faculté que possède le système nerveux d'être averti des impressions produites

sur ses différentes parties, et notamment sur ses extrémités. Elle est dans tout l'organisme, elle est l'unique source de tous les mouvements organiques. L'irritabilité, dont on a voulu faire la propriété générale de l'organisation, n'est qu'une conséquence de la sensibilité ; mais il faut distinguer la sensibilité de la conscience des impressions : elle en est indépendante. Les sensations ne sont pas seulement les impressions des sens mis en contact avec les choses extérieures. Il y a aussi des impressions internes reçues par les organes, dont nous n'avons pas toujours conscience, et qui déterminent en nous des mouvements organiques de toutes sortes, aperçus ou non par le moi. Or, comme ces impressions sont dues à la sensibilité des organes, il faut bien les appeler sensations ; et ce n'est qu'à la condition d'entendre ainsi le mot de sensation que l'axiome qui dérive de la sensation toutes nos idées et toutes nos déterminations est vrai.

La sensibilité est donc répandue dans tous les organes ; mais elle réside spécialement et éminemment plutôt qu'exclusivement dans les nerfs des organes. Les nerfs sentent, mais le sentiment, c'est-à-dire la perception des sensations, a des organes particuliers ; c'est dans le centre commun des nerfs, c'est dans le cerveau, dans la moelle allongée, et vraisemblablement dans la moelle épinière, qu'il faut chercher les principaux organes du sentiment. L'individu se détermine en général en vertu de ses perceptions. Toutefois, l'état des autres organes intérieurs, surtout des viscères des cavités de la poitrine et du basventre, les impressions qui y sont reçues, les modifications qui s'y accomplissent, agissent sur la manière de sentir, et sont la source d'un grand nombre d'idées et de

déterminations. Avant la naissance même, l'enfant a reçu des impressions diverses, originaires de divers systèmes d'organes, et il en est résulté pour lui de longues suites de déterminations, et de là des penchants, des habitudes. Le cerveau est le centre commun; mais il existe et dans certaines circonstances il se forme des centres partiels, des foyers différents de sensibilité, qui ont une vie propre, où les impressions se réunissent et sont tantôt réfléchies directement sur les organes du mouvement, tantôt transmises irrésistiblement au centre cérébral; dans tous les cas, elles modifient les jugements, les affections, les volontés. Ce qui distingue en général le cerveau ou plutôt la pulpe cérébrale et médullaire du reste du système nerveux et de l'organisme, c'est non-seulement de recevoir des impressions qui lui sont propres, mais d'avoir communication de celles des autres organes; c'est d'exercer avec intensité le pouvoir de réaction sur soi-même pour produire le sentiment, sur ses impressions pour en tirer des jugements et des déterminations, sur les autres parties de l'organisme pour produire le mouvement. C'est dans le cerveau que ce pouvoir de réaction prend le caractère de la volonté. Son action propre sur les impressions, sa fonction caractéristique, c'est la pensée. Le cerveau est un viscère destiné à la produire, comme l'estomac à opérer la digestion et le foie à filtrer la bile. Les impressions, en arrivant au cerveau, le font entrer en activité, comme les aliments, en tombant dans l'estomac, l'excitent au mouvement propre de ses fonctions. Les impressions parviennent au cerveau par l'entremise des nerfs; le viscère entre en action, et bientôt il les renvoie métamorphosées en idées. Le cerveau digère en quelque

sorte les impressions, et fait organiquement la sécrétion de la pensée.

La sensibilité est inexplicable dans la physique animale et dans la philosophie rationnelle, comme l'attraction dans la physique des masses. Le mode de communication des diverses parties du système nerveux entre elles, leur mode d'action sur les organes, sont couverts d'un voile épais; mais, sans remonter à la cause de la sensibilité, laquelle se confond avec les causes premières, on peut conjecturer que l'agent invisible qui porte les impressions des extrémités sensibles aux divers centres, et de là rapporte vers les parties motrices l'impulsion qui doit y déterminer les mouvements, est l'électricité modifiée par l'action vitale. Et quant à l'action vitale elle-même, impénétrable dans sa cause, il semble qu'elle puisse être rattachée aux lois générales du monde. Il est possible d'entrevoir dans la matière organisée une tendance à des mouvements de dilatation et de contraction, et dans sa formation une certaine attraction, une certaine affinité, en un mot, des phénomènes qui paraissent susceptibles d'être ramenés aux conditions primitives du mouvement et de la matière en général.

C'est de cette philosophie, appuyée sur cette physiologie, que l'auteur se croit en droit de conclure que, puisque le mot facultés de l'homme n'est que l'énoncé général des opérations produites par le jeu des organes, et que ses facultés physiques, d'où naissent ses facultés morales, constituent l'ensemble de ces opérations, le physique et le moral se confondent à leur source, ou, pour mieux dire, le moral n'est que le physique considéré sous certains points de vue plus particuliers, l'unité

du principe physique correspond à celle du principe moral qui n'en est pas distinct. Et par conséquent les sciences morales rentrent dans le domaine de la physique; elles ne sont plus qu'une branche, une partie essentielle de l'histoire naturelle de l'homme. Et c'est peu que la physique de l'homme fournisse les bases de la philosophie rationnelle, il faut qu'elle fournisse encore celles de la morale; la saine raison ne peut les chercher ailleurs.

Discuter en détail ce simple résumé de ce qu'on peut appeler la doctrine générale du livre des *Rapports* serait une œuvre infinie; mais il en ressort évidemment qu'un fait a dominé la pensée de Cabanis, c'est le fait singulier et certain, mystérieux et familier, de l'influence du physique sur le moral. Ce fait que l'expérience atteste journellement tente les esprits les moins systématiques en faveur des systèmes matérialistes. On entend sans cesse dans le monde des réflexions chagrines ou moqueuses sur cet assujettissement de nos facultés à nos besoins. L'homme s'est plaint souvent d'être une machine avant que des philosophes aient imaginé de l'en vanter.

Ce fait a mille symptômes; il n'est que la généralisation d'une foule de faits particuliers. Le livre de Cabanis est un recueil descriptif des plus saillants qu'il ait pu recueillir. Il les présente avec art, avec talent sans doute, encore qu'il apporte rarement dans la description une exactitude expérimentale. Cependant une grande partie de ces faits ne peuvent donner naissance à aucune démonstration, à aucune induction, quant à l'objet qu'il semble se proposer; ce sont des renseignements précieux pour l'histoire naturelle, et voilà tout. L'influence des âges, des sexes, des tempéraments, des maladies, du

régime et des climats, sur les idées, les affections, les dispositions et les habitudes morales, peut ressortir en effet assez clairement des six mémoires que Cabanis consacre à l'établir ; mais il en résulte peu de chose pour la solution des grandes questions philosophiques, et il n'a pas mis dans son ouvrage les preuves des conséquences que ses disciples en ont tirées et qu'il a l'air de désirer ou de prévoir. Au fond, on dirait qu'il cherche à complaire au matérialiste, mais qu'il n'est nullement sûr de l'être lui-même. Son ouvrage a une tendance et point de conclusion.

Parmi les circonstances qui influent sur l'état intérieur, il en est un grand nombre dont l'effet prouve seulement que l'homme est un être sensible, un être qui communique avec le monde physique. Quand, par exemple, un fait matériel agit sur le moral d'un individu à travers le physique, par le plaisir ou la douleur, même sentis confusément, c'est un phénomène qui ne prouve rien contre l'esprit. Ainsi la maladie attriste ; elle rend tantôt égoïste et morose, tantôt affectueux et reconnaissant. La jeunesse donne de la confiance et de la hardiesse, parce qu'elle a force, avenir, inexpérience ; la vieillesse, par des raisons opposées, inspire des dispositions contraires. Dans une saison humide, sombre et froide, l'homme sera faible, inerte et timide ; dans les climats sereins et ardents, il passera par des alternatives de vivacité et d'indolence. Le régime et le tempérament produisent aussi leurs effets, qui se rapportent au sentiment du bien-être ou de la force, de la souffrance ou de la faiblesse. Que conclure de cela, si ce n'est que l'homme est sensible, et que son être moral, son esprit, son âme, lui-même enfin, s'inté-

resse nécessairement, par sa constitution, à tout ce qui arrive à ses sens? Conclure que tout est corps en lui serait aussi raisonnable que tirer la même conséquence de ce qu'une perte de fortune attriste, de ce qu'une heureuse nouvelle égaie, de ce que le spectacle du malheur attendrit, en un mot, de ce qu'un fait extérieur et matériel modifie les dispositions de l'âme; car cela aussi est du physique agissant sur le moral.

Il faut donc écarter de la question les faits matériels qui sont de nature à provoquer directement des affections agréables ou désagréables, et à modifier ainsi le moral indirectement. Les effets qui en ce genre méritent surtout attention sont ceux qui paraissent n'avoir aucun rapport appréciable avec leur cause. Qu'une chose douloureuse occasionne de la douleur et trouble l'âme, rien de plus simple; mais qu'une chose indifférente, dont les effets apparents et physiques n'ont nulle analogie avec notre état intérieur, modifie, accélère, ralentisse, suspende nos opérations mentales, le problème devient plus curieux et plus difficile. L'action des substances qu'on a nommées hilarantes produit la bonne humeur. Le café donne de l'esprit, même à d'autres que Voltaire. Or, quel rapport entre le café et l'esprit? Est-ce parce que le café procure une sensation agréable? Bien des breuvages donnent des sensations agréables, qui ne profitent nullement à l'intelligence. Enfin, de tous les faits accumulés par Cabanis, aucun ne défie plus les explications que le plus simple, que le plus vulgaire, que celui dont Lucrèce disait il y a deux mille ans :

Cor hominum quum vini vis penetravit
Acris, et in venas discessit diditus ardor;

Consequitur gravitas membrorum, præpediuntur
Crura vacillanti, tardescit lingua, madet mens,
Nant oculi; clamor, singultus, jurgia sequuntur.
Cur ea sunt, nisi quod vehemens violentia vini
Conturbare animam consuevit corpore in ipso?

C'est donc un fait que le physique influe sur le moral, à ce point qu'une cause physique, sans aucune signification morale par elle-même, en modifiant les organes d'une manière inaperçue de la sensibilité, peut influer, non-seulement sur la disposition morale, mais encore sur les opérations intellectuelles. Je ne m'aventure pas à dire avec Cabanis qu'elle donne des idées, qu'elle produit des jugements, qu'elle est une source d'affections et de pensées; ce serait en dire plus que je n'en sais. Nous n'avons de certain que trois points, ou plutôt trois faits : 1° une cause extérieure, boisson, médicament, odeur, etc., mise en rapport avec les organes; 2° une affection ou modification, perçue ou non, des organes, comme l'excitation, l'engourdissement, etc.; 3° la conscience d'une modification de l'état intérieur, la tristesse ou la gaieté, l'activité ou le ralentissement de l'intelligence, etc., et entre ces trois faits un lien de succession que l'expérience autorise à ériger en lien de causalité.

Je ne fais point de scepticisme, j'adopte la liaison de causalité : je crois à l'influence dont on parle, comme je crois aussi qu'on y peut résister; mais d'une liaison de causalité ne ressort pas forcément l'identité des phénomènes portée à ce point que le moi soit nécessairement organique, et que, dans le cas de l'ivresse, il faille prendre à la lettre l'expression de Lucrèce : *Madet mens*. Si, d'ailleurs, on peut résister à cette influence, ne fût-ce

qu'au plus faible degré, la présomption est que ce qui résiste diffère de l'organe qui cède. Lorsque le système nerveux, sollicité à l'engourdissement par l'approche du sommeil, en est affranchi par l'action de la volonté, comment ne pas supposer que la puissance qui l'affranchit est distincte de lui-même, appareil fatalement soumis à l'action des vapeurs du vin ou du principe des narcotiques? Autrement, où le centre nerveux prendrait-il son point d'appui pour la résistance? L'estomac, auquel Cabanis compare le cerveau, ne peut s'empêcher de digérer les aliments dès que les aliments le touchent; les poumons ne peuvent se soustraire à la fonction de respirer, le cœur à celle de battre. Le cerveau a, dites-vous, un pouvoir de réaction, et même vous étendez ce pouvoir à tout le système sensitif, par conséquent à tout le système nerveux; mais dans le cerveau seul, selon vous-même, il s'exerce avec conscience, et il est là le phénomène de la volonté. Convenez du moins que ce pouvoir de réaction volontaire, sans similitude, sans analogie avec aucune autre fonction ou faculté des autres organes, est un fait à part qui ne peut être perçu par aucun sens, manifesté par aucune expérience, expliqué par aucune comparaison. C'est un phénomène dont le monde physique ne présente ni le semblable ni l'analogue. Scientifiquement, l'explication de l'influence du physique sur le moral par l'identité du physique et du moral n'est donc encore tout au plus qu'une conjecture.

Cette influence est un rapport, et certainement entre le physique et le moral existe un rapport général qui se montre sous des formes diverses par des symptômes multipliés. Or, comment cet ordre de phénomènes a-t-il pris

universellement le nom de rapports? comment est-il devenu l'objet d'une curiosité laborieuse? C'est que naturellement, spontanément, on a trouvé ces rapports singuliers, bien que constants. La diversité des phénomènes physiques et moraux, on pourrait dire leur opposition, a paru une difficile question. Pour que les hommes, témoins à toute heure, que dis-je, sujets continuels de cette relation, de cette action mutuelle du physique et du moral, se soient préoccupés des moyens de l'expliquer, il faut qu'ils aient vu quelque différence, quelque contradiction entre les deux termes de l'équation, entre les deux données du problème. Ils ont pu s'étonner à tort, mais ils se sont étonnés qu'une chose comme le physique modifiât une chose comme le moral. L'antithèse entre les noms des deux principes est triviale; elle est sans cesse dans la bouche de ceux qui voudraient ne les plus distinguer. Les médecins disent souvent : C'est le moral qui est attaqué, et alors ils ne disent pas : C'est le cervelet, ce sont les méninges, c'est telle ou telle partie du système nerveux. Ils n'entendent pas alors diagnostiquer la folie, une de ces maladies cérébrales qu'on appelle maladies mentales, car ils ne prescrivent aucun remède pour le cerveau ou pour les nerfs; mais ils s'adressent à l'intelligence, conseillent la distraction, offrent les consolations de l'amitié, les conseils de la sagesse, les plaisirs de l'esprit. D'où leur vient donc cet empirisme qui néglige le siége, la cause organique du mal, pour ne s'adresser qu'au symptôme? Tout étant physique, la souffrance et la tristesse ne sont que des symptômes, le mal du moral n'est qu'une altération nerveuse, et la vraie cause est matérielle. Pourquoi ne désignent-ils pas et n'attaquent-ils pas

cette cause dans l'organe ou la portion d'organe affectée? Pourquoi n'ordonnent-ils pas à l'ambitieux mécontent, au riche ruiné, à l'amant malheureux, à la mère désolée, quelque préparation officinale, quelque dérivatif ou sédatif propre à réparer le désordre organique? Ce serait là pourtant la médecine rationnelle, celle qui s'attaquerait à la vraie cause de la maladie. Si tout est physique, on doit traiter tout physiquement. Ce traitement ne doit pas même se borner aux maladies. Comme toutes choses, les opinions, les sentiments, les penchants, ne sont que des états physiques, et comme tous les corps de la nature sont des modificateurs de l'organisme, pourquoi ne pas essayer des remèdes contre ces sortes de symptômes organiques? Qui sait si l'on ne guérirait pas de la cupidité par l'iode, de la haine par la belladone, et de l'erreur par le kina? Tous les phénomènes physiques sont comparables. Dès qu'il n'existe que le physique au monde, les effets produits par une parole éloquente, par une boisson excitante, par une réflexion profonde, par un révulsif puissant, sont également des modifications d'organes. En opposant les modifications les unes aux autres, pourquoi n'aurait-on pas l'espoir de détourner ou suspendre, d'exciter ou adoucir celles qui paraissent morales? Avec un peu d'expérience, on convertirait bientôt tout l'art de se conduire ou de conduire les autres en une vraie thérapeutique. Ce serait bien là appliquer, comme Cabanis le recommande souvent, la physiologie à l'art de gouverner. Que l'on ne dise point que cette hypothèse en effet se réalise, et que plus d'une fois un médicament donné à propos a suspendu les effets désastreux d'une affection morale : les effets, oui, mais non pas l'affection. Qu'une douleur su-

bite et violente causée par une nouvelle affreuse détermine une apoplexie, on sait bien qu'une saignée pourra dissiper le mal dont l'origine est une cause morale ; mais cela n'est pas assez : dans l'hypothèse du matérialisme, il faut traiter par des agents physiques cette altération physique elle-même qu'on appelle douleur morale. Autrement on reste, contre le vœu de la science, sous l'empire d'une vieille erreur ; on persiste à croire encore au moral. Alors, qu'est-ce que le moral ? En quoi ses phénomènes diffèrent-ils essentiellement, pour la physiologie ou la médecine, de la digestion ou de la respiration, de la fièvre ou de la paralysie ? Une définition conséquente, rationnelle, scientifique, du moral, est impossible au matérialisme.

On peut remarquer que ceux des médecins qui sont matérialistes en morale cessent ordinairement de l'être en médecine ; cela était vrai, surtout du temps de Cabanis. Si le moral n'est que du physique, c'est-à-dire si les affections et les idées sont matérielles, la conséquence est de les traiter, comme les maladies, par des médicaments, et de s'en prendre aux organes pour redresser l'esprit ou corriger le cœur. A cela, bien des médecins répondraient, et Cabanis peut-être aurait répondu : « Ce sont des maladies de la sensibilité ; la sensibilité peut être malade comme les forces digestives, respiratoires, vitales, comme l'élément même de la vie, et l'action directe des médicaments sur de tels principes est rarement possible, jamais appréciable. La pathologie est toute remplie de faits invisibles. » D'où il suit qu'après avoir banni de la science les abstractions âme ou esprit, on raisonne et même on prétend agir sur les abstractions sensibilité, vitalité,

innervation, exhalation, abstractions qu'on ne résout pas en objets matériels divers de couleur, de forme, de densité, de mouvement. Que sont-elles alors? Faute de se décider sur ce point et d'oser ne reconnaître dans les phénomènes organiques que des organes se manifestant diversement, les médecins ont longtemps mérité le reproche de voir tout à la fois dans les facultés de l'intelligence de simples organes, et dans les organes des abstractions, et d'introduire ainsi dans la métaphysique le matérialisme, et l'idéalisme dans la physiologie. Ce n'est pas la moindre des contradictions dans lesquelles l'esprit humain soit tombé. Le préjugé qui admet dans l'homme une double nature est, après tout, moins étrange.

Mais enfin, si puissant qu'il soit, et bien qu'une habitude invétérée ou une inclination naturelle y ramène ceux qui l'avaient condamné au nom de la science, ce peut n'être qu'un préjugé : il est possible que la distinction des deux natures doive être abolie, soit; mais, auparavant, rendons-nous bien raison de cette suppression. Il s'agit d'incarner dans quelques fibres, dont l'aspect est assez uniforme, tous les sentiments, toutes les volontés, bien plus, toutes les innombrables idées qui peuvent se rencontrer dans tous les hommes. Chacune de ces fibres sera susceptible d'une infinité de vibrations, tensions, flexions, mouvements enfin, qui seront toutes les choses que nous pensons; car on ne peut dire que, lorsque le cerveau pense, il agit d'une certaine manière, mais toujours la même, comme l'estomac digère toujours de la même façon, quelque substance qu'il digère. De cette façon, la diversité des pensées serait impossible. Il faut de toute nécessité que le cerveau ou

tout autre organe pensant ne soit pas, lorsqu'il pense à A, dans le même état que lorsqu'il pense à B; car A diffère de B, et tous deux n'étant que des pensées, et les pensées que des états, mouvements ou modifications organiques, tous deux sont représentés par deux phénomènes différents de l'organe; et comme il y a une infinité de A, de B, de C, etc., il faut que ce télégraphe avec conscience, qu'on appelle organe pensant, ait une infinité de signes, actuels ou possibles, qui correspondent à chacune des idées actuelles ou possibles qu'il peut avoir à s'exprimer à lui-même. Ne nous parlez plus de fonctions intellectuelles organiques qui s'appliqueraient à tout, comme le poumon à tous les gaz, ou l'estomac à tous les aliments. Ne prétendez pas que la diversité des objets sentis est donnée par l'extérieur, et que la machine sensitive les absorbe tous, comme un moulin broie tous les grains. Les sensations sont modifiées et converties en idées par l'organe pensant, et ainsi converties, elles sont, suivant les physiologistes, non des objets distincts, positifs et réels, comme les aliments dans l'estomac, mais des états, fonctions ou modifications de l'organisme. En effet, à moins de tomber dans la réalisation la plus grossière des abstractions les plus évidentes, il faut reconnaître que les objets intérieurs de nos pensées ne sont point des corps individuels comme les objets extérieurs; ce sont nos pensées mêmes, c'est-à-dire, dans le système où nous raisonnons, des mouvements vitaux, des mouvements du corps. Cela est vrai de la sensation la plus simple; à peine s'est-elle accomplie, qu'elle n'existe plus que par la mémoire, elle est devenue un souvenir. Or, un souvenir, qu'est-ce, sinon un certain

froncement de membrane, une certaine vibration de fibre, je ne sais enfin, mais un phénomène organique, et tel souvenir déterminé est tel phénomène organique en particulier, et non tel autre. Ainsi, autant de phénomènes organiques différents que de souvenirs divers; et ces phénomènes différents, il ne faut pas entendre qu'ils diffèrent seulement quant au temps, quant à leur relation de succession ou de combinaison avec d'autres, mais bien qu'ils diffèrent en eux-mêmes, essentiellement. En quoi peuvent différer réellement le souvenir d'un chiffre et celui d'un vers latin, si ce n'est dans l'état physique de l'organe sensitif quand il se souvient? En quoi peuvent différer une peinture de l'imagination et un argument de la logique, si ce n'est par l'état plus ou moins injecté, plus ou moins irrité, plus ou moins tendu (encore une fois, je l'ignore, et tous les matérialistes l'ignoreront à jamais) de la portion du système nerveux qui imagine ou qui raisonne? Et telle image ne diffère de telle autre image, tel raisonnement de tel autre raisonnement, que par une circonstance qui, de sa nature, devrait être appréciable à la physiologie, si celle-ci avait des microscopes mille fois plus forts. C'est là une des conséquences nécessaires de la réduction du physique et du moral à un seul et même principe. La première difficulté de cette doctrine consiste donc dans la diversité prodigieuse d'états organiques dont elle exige la possibilité, pour que les modifications nerveuses correspondent à la variété et au nombre de nos sentiments et de nos pensées.

Une autre difficulté résulte de l'opposition qui existe, ou du moins paraît exister entre les choses morales et les choses physiques.

Considérez, en effet, nos principales facultés, la sensation, par exemple; elle a, j'en conviens, besoin du physique, au point qu'on est quelquefois près de la prendre pour une faculté physique, et de la confondre avec la fonction des organes des sens. Cependant les naturalistes eux-mêmes centralisent la sensibilité; ils ne croient pas que ce soit l'œil qui sent les couleurs, ou l'oreille les sons, mais un organe plus intérieur. Or, cet organe intérieur, ou plutôt cette sensibilité même qui réunit dans un point les émotions diverses des sens divers, diffère par là d'un phénomène physique, et dans les instructions qu'elle nous donne sur le monde extérieur, indépendamment de toute affection agréable ou désagréable, elle est, comme perceptive, une faculté de connaissance, qui n'a aucune apparence matérielle, et que nous regardons volontiers comme la traduction de l'ordre intelligent qui règne dans la création.

Quant aux affections morales, quoiqu'elles aussi aient besoin du physique, quoiqu'en général elles proviennent de causes extérieures et s'attachent à des objets sensibles, tout le monde les met à part, ou plutôt au-dessus de toutes les émotions physiques; nul ne trouve à la douleur de la perte d'un ami la moindre analogie avec la goutte ou la migraine, et ne confond le désir de la gloire avec la passion des spiritueux. Qui n'oppose sans cesse les mouvements du cœur à ceux de l'organisation, et malgré la part que prend à nos passions toute notre nature organique, malgré le trouble qu'elles lui causent, qui n'a le sentiment que les passions dites de l'âme agissent sur le corps comme des causes étrangères, comme des puissances qui s'unissent à ce qui n'est pas elles, qui s'approprient les

muscles et les nerfs, qui en usent et les détournent du but immédiat de leur organisation, savoir : la conservation de la vie par l'exercice régulier des fonctions ?

Mais si la sensation et l'affection morale intéressent encore le physique, peut-on dire la même chose du raisonner et du vouloir ? La pure raison ne paraît tenir en rien d'un phénomène organique. Lors même qu'elle paraît s'exercer sur des sensations, elle les demande à la mémoire, et elle agit d'après ses propres lois, lois abstraites que les philosophes ont démontrées en elles-mêmes, et qui n'ont de matériel que d'être exprimables par des mots. Le raisonnement n'a pas une seule analogie, si fugitive, si métaphorique que vous la fassiez, avec un phénomène organique. Il n'y a rien absolument dans vos perceptions de la nature extérieure ou de votre nature organique, qui soit comparable à un pur raisonnement ; il paraît vrai en lui-même et par lui-même, et non parce qu'il est nerveusement perçu et matériellement sécrété par un organe. Personne ne croit naturellement qu'un raisonnement soit une combinaison d'ondulations nerveuses ; la raison nous apparaît toujours comme si peu matérielle, que nous la croyons au-dessus des choses, et par conséquent hors des choses. On remarquera que je ne parle encore que de ce qui nous paraît, et non de ce qui est. Cela me suffit en ce moment.

Quant à la volonté, il me semble généralement convenu qu'elle est libre, et que, pour vaincre les appétits du corps, il suffit souvent de vouloir. Plus souvent elle est entraînée par les émotions sensuelles et les besoins organiques, mais c'est déjà beaucoup qu'elle puisse quelquefois se soustraire à tout empire. Elle apparaît à l'homme

comme étant en lui un pouvoir indépendant par essence, quoique souvent contrarié ou dominé par accident. Elle est investie d'une force de résistance et même de contrainte, qui ne peut être rapportée à aucune cause sensible connue, et qui déroge ou s'oppose à toutes les causes de l'ordre physique. Il semble qu'une différence profonde et essentielle distingue la volonté et les organes. Une indépendance de nature les sépare ; une dépendance de circonstance semble les réunir. Il faut que l'homme subtilise beaucoup pour les identifier, et il n'y parvient jamais qu'en faisant violence à ses idées pratiques et à son langage habituel.

Il est donc vrai que nous avons une disposition naturelle à distinguer en nous-mêmes un ensemble de facultés qui confinent au physique, qui empruntent de lui, transigent avec lui, qui, en un mot, sont en commerce avec lui, mais qui ne sont pas lui, et qui ne lui ressemblent pas, quoiqu'elles le touchent, et ne s'annulent pas en lui, quand même elles lui cèdent. Le système de l'identité du moral et du physique est donc : 1° fondé uniquement sur la succession constante et réciproque de certains phénomènes internes à certains phénomènes externes ; 2° appuyé par une induction gratuite, non par une perception immédiate, non par une expérience directe, non par une évidence sensible ; 3° compliqué par la multiplicité et la diversité infinies des phénomènes physiques qu'il suppose, et dont aucun n'a été observé, dont aucun n'est observable ; 4° contraire à l'opinion commune, au langage ordinaire, à la pratique de la vie, au sentiment naturel.

Il suit que, pour qu'il soit vrai, il faut au moins qu'il soit justifié, 1° par d'autres preuves que celles que nous

avons examinées jusqu'ici ; 2° ou tout au moins par une théorie plus claire et plus plausible qu'aucune autre de la nature humaine. Ceci conduit à l'examen de la physiologie de Cabanis, en tant qu'elle explique l'homme moral.

Cette physiologie a deux caractères notables : le premier, c'est de ne pas admettre l'irritabilité. Cette propriété féconde, dont en général, depuis celui qu'on a appelé le grand Haller, on a fait la propriété fondamentale et distinctive de la matière animale, est annulée ou rejetée au second rang par Cabanis. Pour lui, elle résulte de la sensibilité ; c'est parce que l'organe est sensible qu'il s'irrite, et la sensibilité ne suppose pas toujours la sensation.

En second lieu, et par une conséquence de l'idée que donne Cabanis de la sensibilité, celle-ci n'a pas de siége exclusif. Elle est surtout plutôt qu'elle n'est uniquement dans les nerfs ; et s'il est vrai que, dans le système nerveux, elle offre ses phénomènes les plus compliqués, les plus intimes et les plus curieux, ceux qu'on attribue à l'entendement et à la volonté, ils ne sont pas du moins cantonnés dans un point de ce système, à l'origine commune de tous les nerfs, ni même dans le cerveau et ses appendices ; mais une grande partie de ces phénomènes sont modifiés, déterminés ou produits par l'action que transmet irrésistiblement le cerveau, quelquefois sous forme de sentiment et de volonté, quelquefois sans qu'il en ait conscience, et sans que son entremise soit autrement indiquée que par l'analogie.

Ce ne sont pas là des idées reçues définitivement en physiologie ; vagues de leur nature, elles ont été fort

utiles à Cabanis pour faire passer nombre d'assertions qu'un langage plus scientifique aurait rendues insoutenables.

Ainsi, selon lui, la matière animale est partout sensible. Ceci n'est vrai qu'à la condition d'admettre qu'étant partout sensible, elle ne sente point partout, c'est-à-dire à la condition d'admettre une sensibilité qui ne sent pas. La susceptibilité particulière donnée à l'organisme, et qui consiste à manifester, dans certaines circonstances, ou à la suite de certains contacts, des changements, des mouvements non explicables par les forces qui président à la mécanique, à la physique, à la chimie; cette propriété d'être modifié dans sa couleur, son volume, sa structure, son état enfin, d'une manière dont la matière inanimée n'offre pas d'exemple, n'est pas encore la sensibilité. Des phénomènes pareils très-saillants, très-importants pour la vie ou la santé, peuvent s'accomplir dans les organes, sans qu'aucune sensation les accompagne; témoin, les innombrables fonctions internes qui s'exercent dans le corps d'un homme sain. Ces phénomènes sont principalement dus à cette propriété spéciale appelée l'irritabilité. L'irritabilité est, à ce qu'il paraît, nécessaire à la sensibilité. Quelques-uns de ses phénomènes sont toujours sentis; d'autres, et c'est le plus grand nombre, accomplis dans certaines circonstances, poussés à un certain degré d'intensité, deviennent sensibles. Sous l'impression d'un corps extérieur, la sensibilité se manifeste partout; sous l'influence d'un état particulier, comme la maladie, elle naît ou s'accroît localement; mais l'irritabilité existe indépendamment de

la sensibilité, puisque l'irritation peut avoir lieu à l'insu de la sensation.

Dans l'opinion contraire, la sensibilité devenant la propriété générale et indéfectible de la matière vivante, et devant être plus tard considérée comme la somme ou le fond de toutes les opérations intellectuelles; la différence du plus vulgaire phénomène de l'organisme à l'acte le plus rare de l'intelligence ou de la volonté n'est qu'une différence de plus ou de moins, et rien d'essentiel ne distingue la formation d'un ongle qui repousse de la découverte du calcul infinitésimal.

A ce système, la sensibilité perdra la possession d'un organe exclusif, et le sentiment celle d'un centre exclusif dans cet organe. La pensée et la volonté elles-mêmes se trouveront rejetées dans la dépendance, sous l'action immédiate et, peu s'en faut, créatrice, sous la toute-puissance enfin d'organes qu'on a rarement destinés à tant d'honneur. Grâce à l'emploi déréglé des métaphores, on fera des viscères inférieurs la source, si ce n'est le siége des déterminations, que le grossier vulgaire attribuait à l'intelligence et à la volonté, et que l'esprit éclairé et sublime du philosophe imputera aux organes abdominaux. Il y aura « des affections morales et des idées qui » dépendront particulièrement des impressions internes; » des dérangements plus ou moins graves dans les viscères agiront d'une manière immédiate sur la faculté de » penser; les organes de la digestion ou d'autres seront » évidemment source de certaines déterminations; le concours des viscères abdominaux sera nécessaire à la formation régulière de la pensée. Les idées et les affec-

» tions morales se formeront en effet par le concours des » impressions qui seront propres aux organes internes les » plus sensibles. Dans certains cas pathologiques, ce sera » une humeur organique qui donnera une âme nouvelle » aux impressions, aux déterminations, aux mouvements; » l'énergie ou la faiblesse de l'âme, l'élévation du génie, » l'abondance ou l'éclat des idées dépendront uniquement » et directement de l'état où se trouveront certains or- » ganes du bas-ventre; ceux-ci exerceront un empire » étendu sur l'énergie et l'activité de l'organe pensant, et » leur énergie sera le principe fécond des plus grandes » pensées, des sentiments les plus élevés et les plus gé- » néreux. »

Cette dissémination des sources ou des causes génératrices de la pensée, ou du moins de ses facteurs organiques, est assurément une grosse nouveauté en métaphysique, et me semble même un abus du matérialisme en physiologie. Elle nous conduit bien loin des recherches de ces naturalistes qui s'efforçaient de découvrir dans un point du cerveau le *sensorium commune*, et la phrénologie elle-même, en localisant dans les diverses régions de la masse intracranienne les fonctions intellectuelles, est loin de manquer du sentiment de l'unité morale au même point que la doctrine brutale dans ses paradoxes du philosophe élégant de la physiologie académique. La physiologie ordinaire n'attribue qu'à des sympathies pathologiques entre les organes et le cerveau l'influence tout indirecte que l'état des premiers exerce sur la pensée, dont, suivant tous les systèmes, le second est le siége ou l'instrument. Il est rare que le besoin de tout matérialiser entraîne les observateurs exclusifs de la nature physique

aussi loin que Cabanis. Avec lui, on serait en droit de dire qu'un érysipèle à la jambe, qui donne la fièvre, et avec la fièvre le délire, est ainsi une des sources de la pensée. Évidemment, ce ne sont là ni des observations de physique, ni des déductions rationnelles; ce sont de purs abus de mots, de véritables logomachies.

Maintenant, le système qui s'appuie sur ces représentations si imparfaites des faits fondamentaux de la sensibilité, est-il prouvé, est-il clair?

La seule preuve directe est celle-ci : une partie du corps séparée du système nerveux devient insensible. Cela montre que pour être sensibles ou plutôt pour que les causes de sensations soient senties, les parties du corps sur lesquelles ces causes agissent ont besoin d'être en communication avec le reste du système nerveux. Ceci indiquerait, entre autres choses, que ce système a un centre, siége de la sensibilité, laquelle n'est pas diffuse dans toutes les parties, non plus qu'inhérente à la matière animale, puisqu'un lambeau de chair qui n'est même pas séparé du corps, mais dont on a détruit les liens nerveux avec le corps, reste animal et devient insensible. Mais qu'est-ce que cela prouve sur la nature de l'être sentant? Tout le monde est d'accord qu'un appareil organique, le système nerveux probablement, est nécessaire à la sensibilité; les psychologistes s'unissent même avec la plupart des physiologistes pour centraliser cette propriété que possède le système nerveux d'être indispensable à la sensibilité, et par suite à la perception, aux opérations et aux connaissances qui en dépendent. Pour conclure de là que la sensibilité, la perception, les opérations subséquentes, sont tout organiques, on nous dit qu'on ne voit dans le

sein du système nerveux que la substance nerveuse, savoir une substance organique, et qu'on n'y peut voir ni toucher une substance autre; donc elle n'y serait pas. Mais on ne voit dans la substance nerveuse ni la sensibilité, ni la perception, ni aucune des opérations ou connaissances qui s'y rattachent; donc elles n'y sont pas. La réponse vaut bien l'argument.

On insiste et l'on dit : « L'atteinte portée au cerveau est un trouble porté dans la pensée. » Cela doit être, puisqu'il est convenu que l'homme vivant a besoin du cerveau pour penser, et que l'âme, si elle existe, est enchaînée au corps. La liaison entre l'état du cerveau et l'état intellectuel et moral est donc un fait naturel. Bien plus, comme le cerveau, en qualité d'organe central, est mis en rapport par de délicates sympathies avec tous les autres organes, un certain degré de dépendance de l'être intellectuel et moral relativement à l'état accidentel des organes est une conséquence naturelle de cette solidarité incontestée; mais cette solidarité reste le fait même qu'il s'agit d'expliquer, c'est la question à résoudre. Le matérialisme retranche la question et change l'hypothèse pour éviter l'embarras de s'y placer. Une difficulté niée n'est pas détruite.

Ainsi tous les faits cités ne reviennent à prouver qu'une chose, un rapport constant et divers, quoique plus ou moins direct, entre le phénomène physique et le phénomène moral. Mais quel rapport? Rapport d'action et de passion, rapport de cause et d'effet, ou rapport d'identité, ce qui serait la suppression du rapport lui-même? Voilà la question. Or, pour se décider en faveur de l'identité, Cabanis a oublié de donner du moins une seule

raison. De ce qu'une chose vient après une autre, il ne suit pas qu'elle soit la même. De ce qu'une chose est l'effet d'une autre, il ne s'ensuit pas qu'elle soit identique avec celle-ci. De ce qu'un fait se passe en un point, parce qu'un autre fait en un certain rapport avec lui s'est passé dans un autre point, il ne s'ensuit pas qu'il soit le même fait. Pour prouver l'identité, il faudrait en fournir une preuve directe et expérimentale, ou démontrer qu'il ne peut y avoir rapport de causalité ou d'influence, commerce enfin, entre des êtres qui ne sont pas de même nature. Or, la première preuve n'est pas fournie, et elle ne peut l'être. Il est impossible de montrer à l'expérience une pensée dans un organe, ni même un organe opérant pour la produire. En vain dites-vous résolûment que le cerveau sécrète la pensée, comme on dit que le foie sécrète la bile. Je vois la bile et le foie, et quand même je ne verrais pas le foie en action, ce qui n'est pas matériellement impossible, j'établis, par une induction légitime, un rapport de cause à effet entre le foie et la bile; mais dans le cerveau je ne vois que le cerveau, jamais je ne le vois pensant; je ne le vois que figuré, coloré ou mu; je n'y puis apercevoir ni supposer que de la forme, de la couleur et du mouvement. La pensée, soit comme opération productive, soit comme produit de l'opération, aucune observation ne me la peut montrer. C'est une affirmation gratuite que celle-ci : le cerveau pense, à moins qu'on ne s'appuie sur l'autre genre de preuve, c'est-à-dire sur l'impossibilité qu'il y ait échange d'action entre deux natures essentiellement différentes comme l'esprit et le corps, et sur le principe que le semblable seul engendre le semblable. Mais cet ordre d'idées, Cabanis ne l'a point

abordé, et ce principe même, s'il est vrai, réfute la doctrine des matérialistes, comme la doctrine opposée; car si le semblable seul engendre le semblable, comment le cerveau peut-il engendrer la pensée, qui ne lui ressemble en rien? Le cerveau est solide, visible, tangible, coloré, mobile, organisé, irritable, et il produit la pensée, qui n'est rien de tout cela. Quoi! vous exigez que le produit soit de même nature que le producteur, et vous me montrez un producteur accessible aux sens, à l'expérience, auquel vous attribuez un produit qu'aucune sensation, aucune expérience ne peut atteindre! Quel rapport d'analogie y a-t-il entre un organe et une idée abstraite? Et lorsque vous admettez si aisément qu'un appareil matériel peut donner un résultat immatériel, comment pouvez-vous trouver extraordinaire que deux êtres, deux natures, l'une immatérielle, l'autre matérielle, puissent non pas se produire l'une l'autre, mais influer l'une sur l'autre, et se modifier réciproquement? Il y a difficulté, mystère, dans tous les systèmes; mais assurément le mystère du matérialisme ne coûte pas moins à la raison que l'autre, et il est hérissé de difficultés accessoires qui répugnent au sens commun, d'où je crois pouvoir conclure que le matérialisme est un système qui n'est pas prouvé.

Ce système est-il plus clair? Nous ne voyons dans toute la nature matérielle que de l'étendue et du mouvement. La nature organique n'est également pour les yeux qu'étendue et mobile. Et voilà qu'il nous faut la doter d'une force qui lui imprime la pensée, le sentiment, la volonté, choses qui ne sont point des mouvements. Il y a des organes rouges ou blancs qui nous manifestent des pulsa-

tions de solides, des écoulements de liquides, des absorptions ou dégagements de gaz, qui vibrent, se contractent, se dilatent, s'amollissent, se durcissent, et il nous faut admettre qu'en faisant tout cela, ils font en outre, et par là même, et sous cette forme, des réflexions, des raisonnements, des résolutions, qui ne sont substantiellement que des masses gélatineuses, fibreuses, à tel ou tel état d'irritation. Assurément, cela ne brille pas d'évidence, et ne satisfait que très-médiocrement le bon sens. Passons cependant. Je dis *moi*, je me sens un être dans un autre être, un je ne sais quoi intérieur qui pense, compare, juge et veut, qui jouit et souffre presque en même temps, craint ou espère; et il faut que j'admette que, sans qu'il existe nulle part un point où tout cela converge, un centre où tous ces rayons coïncident, un être qui ait simultanément connaissance de toutes ces choses; je suis en même temps, mais séparément, un organe ou une portion d'organe qui sent, un autre qui réfléchit, un autre qui veut, un autre qui souffre; je suis tout cela en même temps, et je suis présent à toutes ces opérations ou affections, quoique cependant il n'y ait pas en moi quelqu'un à qui toutes ces opérations soient communes, quelqu'un qui ne soit aucune de ces parties d'organisme, et qui soit averti de ce qui se passe dans toutes. Ce quelqu'un, en effet, ce serait un moi qui ne serait aucun organe en particulier, et par conséquent un moi inorganique. Quand on dit *je*, on parle de quelqu'un qui, pardonnez une expression bien familière, fait la chouette à toutes les fonctions de la nature humaine. Or, ce quelqu'un est impossible dans l'homme de Cabanis. Des impressions qui se communiquent entre elles, des organes

qui agissent les uns sur les autres, sans un médiateur universel qui ait connaissance de tous leurs phénomènes, c'est un système confus qui ne peut rendre raison de lui-même. Vous trouvez obscure l'idée d'un être immatériel; vous ne comprenez pas comment l'esprit peut être uni au corps? Moi, je comprends encore moins comment une combinaison de solides, de liquides et de gaz peut concevoir une vérité générale, éprouver un sentiment de crainte ou d'espérance, déterminer un acte de son choix. Voilà qui est d'une impénétrable obscurité. Le sang circule, le cœur bat, l'estomac digère, la pupille se fronce : ce sont des phénomènes singuliers que l'expérience cependant nous force à reconnaître, et qui, après tout, ne sont obscurs que dans leur cause; car ce sont des faits qui n'ont rien de contradictoire avec les propriétés connues de la matière. Mais qu'il y ait dans de tels phénomènes le type, la ressemblance, l'essence réelle du phénomène d'une grande pensée ou d'un sentiment héroïque, c'est ce qu'il m'est impossible de comprendre; et l'on tombe dans l'erreur connue sous le nom d'*obscurum per obscurius*, quand on veut expliquer par des changements de forme, de couleur et de place, seuls phénomènes possibles de l'ordre organique, la création de ce qui n'a en soi ni place, ni couleur, ni forme.

Ne sommes-nous pas en droit d'affirmer que c'est sans preuve comme sans vraisemblance que Cabanis ramène la science de l'esprit humain à la physiologie, qu'il n'a pour lui ni l'expérience ni l'évidence, et qu'il n'a donné ni à sa philosophie, ni à sa physiologie, les caractères ou même les apparences de la certitude et de la clarté?

Nous nous sommes laissés aller à une discussion spéciale qui peut-être paraîtra manquer de nouveauté et surtout d'à-propos. On ne professe plus guère, en effet, le matérialisme ; on le supprime en théorie, on le réserve pour la pratique. Toutefois, plus d'un esprit qui ne sait que penser le garde intérieurement pour y recourir au besoin, comme quelque chose de clair et de palpable, comme le refuge qui reste au bon sens après les aventures de la spéculation. On affiche les opinions contraires, ainsi qu'on se vante d'avoir des illusions, et ce n'est nullement là le caractère d'une solide croyance. Exigeons d'avantage pour les principes qui fondent la dignité de l'homme et sa meilleure espérance, et ne négligeons aucune occasion de montrer que les conceptions gratuites, les hypothèses hasardées sont du côté des doctrines les plus répugnantes, et que la raison, en métaphysique comme en toutes choses, est du plus noble parti.

Ces paroles paraîtraient sévères pour Cabanis, si nous en restions là, et cette sévérité serait injuste. Rappelons toujours que nous n'avons considéré dans son ouvrage qu'un point de vue : ce point de vue y domine; mais il y en a d'autres, et l'auteur est moins absolu que nous ne l'avons fait. Une analyse est toujours plus systématique que le livre qu'elle résume, et pour peu qu'on prête de méthode et d'exactitude à Cabanis, on le défigure; on le rend plus net, mais plus étroit. Cet esprit ingénieux et facile ne procède guère que par aperçus, et néglige les formes sévères, soit de la logique, soit de l'expérience. Il y a des variations dans son langage et de l'inconsistance dans ses idées, et l'on entrevoit que, si quelques

principes fort connus n'étaient pour son époque et son école des articles de foi, il aurait bien pu s'en éloigner pour son compte, et qu'une sorte de sagacité flottante l'entraîne au delà du cercle où ses contemporains l'ont enfermé. M. Peisse a parfaitement caractérisé chez Cabanis une indécision qui nuit à son livre, mais honore son esprit, dont elle prouve l'étendue, sinon la fermeté. Nous l'avons, nous, circonscrit dans une seule question; mais il n'était pas étranger aux questions plus générales qui se rattachent à l'origine du principe pensant ou touchent à la nature même des choses. Dans cette sphère plus vaste et plus élevée, ses idées ont peut-être encore moins de liaison et de clarté, rien n'est approfondi ni déduit; cependant, comme l'a remarqué déjà Frédéric Berard, elles paraissent porter bien au delà des inductions secondaires d'un naturalisme expérimental, et mener à une doctrine spéculative d'un caractère bien différent. De même que nous l'avons vu réduire la sensibilité à une propriété vague qu'il place avant la conscience dans l'ordre psychologique, et avant l'irritabilité dans l'ordre physiologique, il n'admet entre les phénomènes les plus saillants du moi et les plus obscurs de l'organisme qu'une différence de vivacité, de clarté, d'intensité, de sorte qu'il ne voit dans l'homme que des fonctions vitales, rien qu'un mécanisme caractérisé par deux phénomènes, impression et réaction. Tout l'homme ne serait ainsi qu'un corps élastique. Ayant ainsi effacé les traits et les reliefs de la nature humaine, Cabanis est sur le point d'accorder à toute la matière la sensibilité ou quelque chose d'approchant; car, si la sensibilité n'est qu'une production de mouvements, pourquoi ne serait-elle pas universelle?

Pourquoi les forces de la physique, l'attraction, par exemple, n'aurait-elle pas une sorte d'instinct, un choix, presque des sympathies? Pourquoi l'affinité, qui est élective, ne s'expliquerait-elle point par la sensibilité? Par là les distinctions entre la matière vivante et la matière sans vie s'affaiblissent. Il ne subsiste entre les êtres qu'une différence du plus au moins; livrée à elle-même, la matière s'organise et se vivifie. Ainsi Cabanis, comme on l'a remarqué, tombe peu à peu dans l'animisme de Stahl. C'est là ce qui échappe à beaucoup de lecteurs, ce qu'en l'analysant M. de Tracy semble n'avoir pas aperçu, ce que l'auteur lui-même ne s'avouait peut-être pas distinctement. La doctrine des Rapports du physique et du moral, si on la pressait un peu, aboutirait donc à une espèce de panthéisme déguisé, sort commun du reste à tous les systèmes qui méconnaissent l'existence substantielle de l'esprit humain, et Cabanis irait se mêler à la foule des imitateurs involontaires de Spinoza.

Si l'on peut induire quelque chose de semblable du livre qui nous a occupé jusqu'ici, il faut conclure que Cabanis s'est bien moins contredit qu'on ne l'a prétendu, lorsque dans un autre ouvrage il a, délaissant les étroites recherches de l'analyse des phénomènes, donné l'esquisse d'une ontologie et substitué des êtres à des fonctions. Nous voulons parler de cette célèbre lettre *sur les causes premières* où, réagissant sur ses doctrines, il a scandalisé cette secte philosophique qui fait profession d'observer des qualités sans en conclure qu'il y ait des choses. Ce n'était pas la première fois que Cabanis échappait aux liens de cette science rétrécie, et ce nouvel ouvrage ne diffère essentiellement du premier que par sa tendance.

Nous pensons comme M. Peisse, cet écrit est d'un grand intérêt : il témoigne de la sincérité de l'auteur, il indique en lui un esprit plus large que l'esprit de son école; mais il n'a pas, comme composition philosophique, une haute importance, et il honore le savant plus qu'il ne sert la science. Nous l'analyserons en peu de pages.

Cabanis écrit à M. Fauriel, à cet homme rare qui vient de nous être si cruellement enlevé, et qui, doué d'une originalité si simple, unissait les fermes croyances de son temps à l'amour profondément intelligent du passé. Comme pour se mettre en intime accord avec cet esprit éminemment historique, Cabanis commence par un éloge animé de la philosophie ancienne; puis, retour qui n'est guère conforme au respect de l'antiquité, il attribue toutes les religions aux philosophes, et déclare avec un grand sang-froid qu'elles ont fait aux hommes beaucoup plus de mal que de bien; il conclut donc en général contre les religions. Cependant il se demande comment se sont créées ces imaginations si pernicieuses, et cette fois il les dérive d'un besoin natif chez les hommes de rattacher à des causes les objets et les faits qu'ils observent, et de prêter à ces causes quelque chose comme l'intelligence et la volonté par lesquelles ils produisent à leur tour des créations et des phénomènes secondaires. Il explique ainsi la naissance et le développement du sentiment ou plutôt de l'idée religieuse, et tout en l'accusant d'être une tentative téméraire de pénétrer l'impénétrable, il la montre naturelle et nécessaire aux hommes, conforme à leur instinct, favorable à la morale, utile au bonheur. On ne sait rien de l'essence de la cause universelle, rien de l'essence de *la cause qui nous rend susceptibles de sentir*, c'est

le nom qu'il donne au principe intelligent; mais cette ignorance absolue est, quant à l'une, *un faible argument contre le cri universel et constant de la nature entière;* et quant à l'autre, la croyance à sa persistance après la destruction n'a besoin pour être établie que *de l'impossibilité de démontrer l'opinion contraire par des arguments positifs.* En d'autres termes, point de preuves contre le déisme et le spiritualisme. Il est vrai que la démonstration n'est pas de mise en ces sortes de questions, et cela par une raison singulière, c'est que la démonstration n'est applicable qu'aux abstractions.

Toutefois, Cabanis croit qu'on peut exposer analytiquement l'histoire de la notion de la cause première, car il ne se permet point de la nommer Dieu, c'est *un mot dont le sens n'a jamais été déterminé et circonscrit avec exactitude.* Il identifie la cause première avec la cause universelle, et, à ce double titre, elle ne peut être ni rapportée ni comparée à rien. « Elle est parce qu'elle est, elle est en elle-même. » Ces paroles sont vraies et belles; elles appartiennent à une irréprochable théodicée. Faisant un pas de plus dans cette voie, Cabanis déduit de la nature de l'esprit humain la croyance qui fait dans la première cause subsister, avec la puissance, la volonté et la sagesse. « Cette croyance réunit en sa faveur les plus grandes probabilités. »

Tout à coup il part de là pour affirmer que le principe de l'intelligence est répandu partout, et tend sans cesse *à s'organiser en êtres sensibles.* La sensibilité est distribuée dans toutes les parties de la matière, puisque nous y remarquons distinctement l'*action de causes motrices* qui, non-seulement les tiennent dans une activité continuelle,

mais qui tendent à les faire passer par tous les modes d'arrangement régulier et systématique, depuis le plus grossier jusqu'à l'organisation la plus parfaite. Comme rien ne peut être observé hors de l'univers, rien ne doit être supposé hors de lui. Seulement, il faut l'animer d'intelligence et de volonté : *Jupiter est quodcumque vides.* L'intelligence se trouve rassemblée en quantité suffisante dans les organisations particulières, dans ces existences qui, *sorties du réservoir commun de toute sensibilité,* y rentrent sans cesse pour en ressortir encore, et qui, pendant toute la durée de la combinaison, jouissent *de la personnalité du moi.* Nous voici, comme on le voit, en plein spinozisme.

Mais le mot de *personnalité* a été prononcé : comment le concilier avec ce panthéisme vaguement imité des stoïciens? Cabanis s'en inquiète si peu qu'il se pose une question absurde pour le panthéisme : le système moral de l'homme, ce système dont le moi peut être regardé comme le lien, le point d'appui, partage-t-il à la mort la destinée de la combinaison organique? Ici, dit-il, les présomptions sont plus faibles; mais l'opinion qui considère le moi, non comme un résultat de l'organisation, mais comme le signe d'un principe actif *dont l'existence est nécessaire à l'explication rationnelle des faits*, offre, quand on la compare à l'opinion contraire, *un degré de probabilité supérieur.* De nombreuses considérations portent à regarder ce principe vital, non comme une simple propriété des organes, mais comme une *substance*, un *être réel;* et alors, indécomposable ainsi que les éléments de l'organisation, il est indestructible comme eux. Voilà le spiritualisme; mais comme ce principe est une *émanation*

du principe général sensible et intelligent qui anime l'univers, il doit, dans tous les cas, *aller se réunir à cette source commune de toute vie et de tout mouvement*, en se séparant du corps organisé, et voilà encore le panthéisme.

Si l'on demande à Cabanis ce que ce principe peut être en lui-même, il répond qu'on ne le connaît que par ses effets. La sensibilité, *cause exclusive et nécessaire de l'intelligence*, est le véritable et peut-être l'unique caractère sans lequel on ne le peut concevoir. Mais puisqu'il est sensible, *la conscience du moi lui est essentielle*. Or, ce moi ne peut être que celui du système organisé qu'il anime par sa présence, et la persistance du principe vital, après que le système a cessé de vivre, entraîne celle du moi. Tels sont les motifs qui peuvent faire pencher la croyance de ce côté; mais ces raisons sont loin d'avoir pour Cabanis la même force que celles qui affirment l'intelligence de la cause première, ce qui signifie que l'immortalité de l'âme est moins prouvée que l'existence de Dieu.

Et encore cette âme, quelle est-elle? Le moi est-il inséparable de cet ensemble d'idées et de sentiments que nous regardons comme identifiés avec lui? Et quand on parle de la durée du moi après la mort, parle-t-on de la persistance de cet ensemble, qui ainsi subsisterait quand les fonctions organiques *dont il est tout entier le produit* ne s'exécutent déjà plus? Les probabilités de l'affirmative deviennent, nous dit-on, plus faibles encore, et tout ce qu'on nous accorde, c'est que *la négative ne saurait se démontrer*, et serait incompatible avec la justice parfaite dont l'idée est inséparable de la cause première.

Conclusion : déduire les règles de notre conduite des

lois de la nature et de l'ordre, regarder chaque être et surtout chaque être intelligent comme *un agent*, *un serviteur de la cause première*, et qui concourt avec elle à l'*accomplissement du but total vers lequel elle tend sans cesse avec une puissance invincible*, ce n'est pas établir la morale sur une croyance religieuse ; mais c'est une religion *qui fut*, *est*, *et sera toujours la seule vraie*.

Tels sont les dogmes, ou plutôt telles sont les espérances de Cabanis. Telle est la profession de foi ou de doute dont on a fait tour à tour un sujet de scandale ou un sujet de triomphe. Nous avouons qu'ici l'admiration comme l'indignation nous paraîtraient déplacées. Si l'on veut dire qu'après ses autres ouvrages, au milieu de son entourage, la lettre *sur les causes premières* fait honneur à l'élévation et à la flexibilité d'esprit de l'auteur, nous en conviendrons. Si l'on ajoute qu'elle contient des idées qui s'accordent mal avec quelques assertions et la doctrine apparente du livre des *Rapports*, nous ne pouvons le contester. Si l'on remarque enfin qu'elle contrarie les préjugés d'un certain matérialisme médical et qu'elle s'écarte des principes rigoureux de l'idéologie, c'est encore chose évidente. Mais il faut reconnaître que la doctrine philosophique des autres ouvrages de Cabanis n'est pas assez nette, assez cohérente, pour que ses variations fussent un désaveu. Il n'y a pas plus ici de conversion que d'apostasie, et si l'on considère l'ouvrage en lui-même, on ne lui trouvera pas une assez grande valeur pour s'y longtemps arrêter. Les contradictions n'y manquent pas, et l'obscurité en est désespérante. Personne ne comprendra jamais ce que c'est qu'un principe vital universel répandu dans toute la nature sous la forme de principes

vitaux individuels, comment ceux-ci s'élèvent çà et là à l'intelligence, grâce à la sensibilité qui est partout, comment cette même sensibilité, qui est leur condition essentielle, peut persister après la destruction des organes, tout en se réunissant au réservoir commun de l'intelligence et de la vie, comment elle peut alors conserver la conscience du moi sans conserver nécessairement celle du même moi moral, et comment la persistance de celui-ci, c'est-à-dire d'un système personnel de sentiments et d'idées, est possible, quand le principe intelligent est rentré dans le sein du principe universel. Ce mélange d'idées et d'images disparates, ce stoïcisme vague, cet alexandrinisme superficiel ne peut assurément satisfaire la raison. Seulement il est curieux de voir un philosophe de la France du XVIIIᵉ siècle, un médecin de l'école de Paris donnant pour couronnement à la physiologie et à l'idéologie de son temps quelque chose comme la doctrine des émanations.

On ne saurait, au reste, trop remarquer avec quelle facilité des philosophies fort différentes peuvent être entraînées au panthéisme. C'est l'écueil des écoles les plus opposées. L'antiquité a su rarement l'éviter; la scolastique s'y est brisée comme les autres; le cartésianisme passe pour avoir engendré Spinoza; la théologie elle-même est souvent panthéiste, au moins par le langage; et, après que l'analyse idéologique a bien soigneusement éliminé l'âme comme une abstraction ou comme une hypothèse, la physiologie restitue dans l'homme, comme dans toute la nature, un principe d'action, d'organisation, de mouvement, qui n'est aucune matière, aucun corps, mais une force, une vie, une cause, abstraction

moins saisissable assurément que ces substances spirituelles acceptées de tout temps par la foi commune du genre humain. Le panthéisme peut avoir des origines diverses; nous pourrions citer telle définition de la Divinité qui semble irréprochable, mais qui y conduit, et l'athéisme même y retombe dès qu'il essaie de raisonner. Que faut-il faire pour éviter ces déviations? Dans la pratique, s'appuyer sur le bon sens naturel de l'humanité, et dans la théorie, sur la philosophie psychologique, qui, par son point de départ, son principe et sa méthode, est essentiellement incompatible avec l'idée de l'identité universelle. Rien ne prouve mieux l'ignorance des ennemis actuels de la philosophie que d'avoir choisi pour attaquer les écoles psychologiques l'accusation de panthéisme.

Revenons à Cabanis. Malgré sa lettre *sur les causes premières*, malgré ses essais de philosophie ontologique, le caractère que lui assigne l'opinion commune dominera toujours en lui. Il sera toujours le physiologiste de l'école dont M. de Tracy est le métaphysicien. On continuera de voir dans son plus célèbre ouvrage une tendance à convertir en identité l'influence du physique sur le moral, et c'est la conséquence que tireront de cette lecture les étudiants en médecine. Je ne viens point appeler de ce jugement. Ce qu'on nomme la philosophie française du XVIII[e] siècle est marqué d'une empreinte ineffaçable, et Cabanis lui-même s'indignerait qu'on vît en lui autre chose qu'un représentant éminent de cette philosophie. Elle avait pour lui, comme pour nous encore, un double aspect; on pourrait la figurer portant comme Moïse une double table dans ses mains. Sur l'une seraient écrits ces mots : « Prééminence universelle de la sensation, incer-

titude ou négation de l'existence de l'âme, subordination du physique au moral ou de l'intelligence aux organes; morale fondée sur nos besoins, sur l'intérêt bien entendu, sur l'utilité générale; indifférence aux fins de l'homme au delà de cette vie; domination du hasard et des passions dans l'histoire de l'humanité. » Et sur l'autre table on lirait : « Dignité de l'homme; droits imprescriptibles, liberté de la conscience, de la pensée, de la personne, du travail; nécessité morale pour la loi et le gouvernement d'être conformes à cette dignité et à ces droits; prééminence de la justice et de la raison sur toutes les conventions sociales; respect de la souveraineté nationale. » Voilà deux symboles presque toujours unis chez d'excellents et nobles esprits, et pourtant difficiles à joindre par un lien étroitement logique. Des deux côtés sont des principes abstraits; mais de l'un, des principes spéculatifs, et de l'autre, des principes sociaux, qui par leur forme semblent appartenir à la même science, qui par leur fusion dans la croyance commune paraissent indivisibles et solidaires. Et cependant la dialectique la plus simple montrerait aisément l'impossibilité de concilier l'idée de droit imprescriptible avec la métaphysique de la sensation, et d'asseoir sur la morale de l'intérêt des notions d'éternelle justice.

Il est étrange que ceux-là qui ont témoigné le plus de doute ou d'indifférence sur les questions qui intéressent l'existence d'un principe spirituel en nous et la certitude d'un avenir après la vie, soient les mêmes qui, sans contredit, aient conçu les plus pures, les plus hautes idées de la dignité humaine. Les titres du genre humain ont été retrouvés par ceux qui avaient le moins relevé sa

nature, et il n'a commencé à être publiquement et systématiquement respecté que du jour où ce qui fonde et légitime ce respect a été le plus habilement méconnu. C'est là une étrange inconséquence, et qui doit inspirer de sérieuses réflexions sur la valeur de notre raison. Ce serait le sujet d'un livre que l'examen des causes et des effets de cette inconséquence, ou, si l'on veut, de cette contradiction. On reconnaitrait sans doute, en écrivant ce livre, qu'elle est pour beaucoup dans les erreurs pratiques, dans les fautes, dans les excès, qui ont compromis et quelquefois souillé une noble cause, et la difficulté de la gagner définitivement, de la faire triompher des obstacles que lui opposent le préjugé, le scrupule et la crainte, vient en grande partie de la mauvaise renommée de quelques-uns des principes métaphysiques qui ont devancé la révolution; mais on expliquerait en même temps et l'on excuserait en partie l'inconséquence que nous signalons, par les erreurs en sens inverse que les partis contraires ont commises. On reconnaitrait, par exemple, dans les hommes et dans les pouvoirs qui se piquaient de spiritualisme, une insouciance ou plutôt un mépris étrange pour tout ce qui honore la raison et relève l'humanité; on verrait sous leur empire les plus saintes croyances devenues stériles en nobles et précieuses conséquences, comme ces arbres qui restent debout et ne portent plus ni de fruits ni de fleurs. A quoi sert en effet de croire que l'homme est animé d'un esprit immortel, capable de vérité et de justice, et que la Providence préside aux destinées des sociétés, si l'on abandonne et l'homme et les sociétés aux caprices d'un pouvoir absolu, à l'empire des passions individuelles, au despotisme

des barbares traditions? C'est là le fait grave qui a provoqué la réaction contraire. Quand on a vu de certaines croyances tolérer ou même favoriser les plus mauvaises pratiques, s'allier aux moins respectables systèmes de politique et de morale sociale, on a pu leur imputer à leur tour le mal pour conséquence, et les repousser indistinctement avec tout ce qu'elles avaient souffert et protégé. Pour arriver à des conséquences contraires, on a invoqué des principes opposés, et tout n'est pas injuste dans cette responsabilité qu'on a fait peser sur des théories dogmatiques frappées d'une impuissance séculaire pour le bien de l'humanité. Ainsi les esprits sont logiquement conduits à des extrémités opposées, et c'est par ces écarts symétriques qu'ils reviennent à un point juste et vrai, comme les oscillations ramènent l'équilibre.

En poursuivant l'examen que nous indiquons, on serait bientôt conduit à dégager les divers éléments qui composent chacune des doctrines que le XVIIIe siècle a mises en lutte, et peut-être reconnaîtrait-on que sous les erreurs spéculatives qui l'ont séduite, la philosophie de cette époque n'a pas, autant qu'il le paraît, méconnu les vérités essentielles et primitives, noble apanage de la raison humaine. Elle explique mal quelquefois ce qu'elle conçoit très-bien, et donne de faux systèmes pour appui à de vrais principes; mais il suffit d'approfondir davantage, d'employer avec plus d'attention et de persévérance sa propre méthode, pour la rectifier, la compléter, lui rendre le trésor d'idées précieuses qu'elle a presque volontairement perdues. C'est le travail constant et fécond de la philosophie contemporaine. Elle se fait un devoir et un honneur de restituer dans la science les

principes mêmes que la science avait laissé tomber; elle n'est pas venue pour faire, même dans la pure théorie, une contre-révolution, mais, là aussi, pour assurer en l'épurant une révolution nécessaire, pour rétablir entre les principes et les conséquences une parfaite harmonie, comme la politique actuelle doit avoir pour but d'instituer un complet accord entre les faits et les idées. De là le droit que nous croyons avoir de juger nos devanciers en les honorant, et de redresser souvent, selon nos forces, les maîtres dont nous continuons l'œuvre et respectons la mémoire.

ADOLPHE DITTMER.

(1846.)

Lorsqu'un vrai mérite est uni à une vraie modestie, la mort seule le dévoile pour ainsi dire, et ce qui fut, pendant la vie, le secret de quelques amis, se divulgue et se raconte près du tombeau de celui qu'ils ont perdu. C'est ainsi que la mort inopinée de M. Dittmer donne une triste publicité aux qualités éminentes de cet homme rare, qui ne cherchait pas la louange, et nous fait un devoir de dire combien il était digne de cette noble et pure mémoire qu'il laissera parmi nous.

Adolphe Dittmer était né le 13 mai 1795. Il avait reçu une excellente éducation, qui lui donna pour toujours l'amour des lettres, et le goût en tout genre de ce qui est bon et beau. Il entra au service en 1816, et fut officier de cuirassiers dans la garde royale. C'est en cette qualité qu'il fit la campagne de 1823.

A son retour d'Espagne, il quitta la carrière militaire. Il aimait toutes les sortes d'indépendance, et son esprit libéral et cultivé le portait vers des opinions et des occupations peu compatibles avec la profession des armes. Il pensait comme son temps, c'est-à-dire qu'il ne pensait plus comme le gouvernement, et il se sentait entraîné vers le métier qui nous attirait tous alors, le métier d'écrire.

Profitant de ses nouveaux loisirs, il se livra donc à ses véritables goûts. L'amitié, la conversation, les lettres, remplirent sa vie. Il commença à écrire. Il écrivit en se jouant, mais toujours avec une simplicité élégante, montrant toujours un fonds excellent d'instruction classique, une singulière connaissance de la langue, l'aversion de toute recherche et de tout pédantisme, un jugement droit, un tact exquis, en tout, le sentiment du vrai. C'était un critique sûr, qui ne prenait point le clinquant pour de l'or, et qui se connaissait en pierres fines. Il détestait également ce qui est si souvent réuni, le commun et l'affecté; il confondait volontiers l'un et l'autre avec le ridicule, et il se moquait du ridicule avec une bonhomie spirituelle, qui n'épargnait ni ne blessait personne. C'est là ce qu'on peut remarquer dans les rares articles qu'il donna au journal *le Globe*.

Ce recueil offre également quelques récits où l'on retrouve cet art de conter naturellement, qui brillait dans sa conversation, et qui, s'il eût voulu, pouvait donner en lui un rival à l'auteur du *Vase étrusque* et de *Colomba*. Mais c'est sous le pseudonyme de M. Defongeray qu'il publia, en communauté avec un ami de tous les temps, M. Cavé, *les Soirées de Neuilly*, ce recueil d'essais dramatiques que recommandent un dialogue si franc et si comique, une peinture si divertissante des mœurs contemporaines, un éminent talent d'observation.

C'est là que l'esprit de M. Dittmer se laisse entrevoir; mais on peut dire que, nulle part, il ne s'est manifesté tout entier; chose rare aujourd'hui, où chacun montre plus d'esprit qu'il n'en a.

Au milieu de ces luttes d'opinions qui amenèrent la

révolution de juillet, M. Dittmer se rangeait du côté de la France. Quand cette révolution éclata, il prit parti pour elle avec ardeur et sang-froid. Il était trop éclairé et trop généreux pour n'être pas libéral; mais il était calme, modéré; il eut toute sa vie ce que notre temps appelle un tort, il manqua d'esprit de parti.

Les événements de 1830 le satisfirent sans l'exalter. Sa raison clairvoyante et désabusée repoussait les illusions comme les préjugés, et il ne savait consentir à aucune réaction. Il éprouvait pour celle qu'il fallut combattre après 1830 autant d'aversion qu'il ressentait, dans ces derniers temps, de mépris pour celle dont nous sommes témoins. Conduit par un ami auprès de M. Casimir Périer, en mars 1831, il obtint bientôt ce dont nul plus que lui n'était digne, la confiance de cet homme d'État, qui l'accordait rarement et voulait la bien placer.

Au cabinet de M. Périer, M. Dittmer fut admis dans la confidence des affaires les plus délicates; il remplit des missions importantes; c'est lui qui fut chargé d'observer l'état de l'Italie, quand l'armée autrichienne occupa les Légations, et qu'il fallut répondre par l'expédition d'Ancône. En toute occasion, il fit apprécier des meilleures autorités la sagacité et la rectitude de son jugement; il avait cet art si difficile de traiter avec les hommes et de leur plaire sans leur céder. C'était une âme ferme et un caractère doux, deux grandes conditions pour réussir dans les affaires publiques.

Après la mort de M. Périer, on lui offrit des fonctions politiques; mais il préféra l'administration des haras. Des connaissances spéciales l'y rendaient propre, et il ne tarda pas à s'y faire la première place. D'autres pourront ra-

conter en détail les services essentiels qu'il a rendus. Dans un poste difficile et envié, il avait à vaincre des obstacles de tout genre, à combattre la routine et l'innovation, à faire prévaloir l'expérience et le progrès. Sa justesse d'esprit, son amour consciencieux du bien public, sa pénétration qu'on ne trompait pas, en faisaient un administrateur excellent. La considération dont il jouissait, son invariable équité, l'égalité constante de son humeur, tout le rendait éminemment propre à traverser heureusement la lutte ardente des intérêts, des ambitions et des systèmes. La question que doit résoudre la direction des haras est d'une importance vitale pour le pays, et, par ses rapports avec l'organisation de la force nationale, elle s'élève presque à la hauteur d'une affaire d'État. Les lumières, les connaissances, la sagesse de M. Dittmer, feront longtemps défaut au gouvernement qui voudra définitivement résoudre cette grande question. Les gens d'esprit qui, devenus fonctionnaires publics, conservent tout leur esprit en acquérant l'expérience, seront toujours fort rares.

M. Dittmer avait atteint l'âge mûr; mais sa forte constitution semblait lui promettre une longue vie, lorsqu'un mal soudain est venu nous l'enlever. Après trois jours de maladie, il est mort le 10 mai 1846, dans les bras d'un frère au désespoir, qui vivait avec lui, pour lui, qui l'aimait plus que tout au monde, et d'un ami ferme et fidèle dans ses affections comme en toutes choses, et dont le cœur ressent profondément les émotions qu'il domine par son courage, M. Duvergier de Hauranne. Cette fin prématurée nous a consternés tous. C'est là une de ces pertes que le temps ne répare plus. M. Dittmer manquera tou-

jours aux hommes de sa génération. Nul plus que lui ne leur inspirait de confiance et d'estime. Il vivait dans un cercle d'amis fort resserré, mais il avait beaucoup de liaisons, des relations nombreuses. Parmi ceux-là même qui ne faisaient que le connaître, il a laissé des regrets durables. Les indifférents même en parlent avec une tristesse sincère. Le jour où les derniers devoirs lui furent rendus, dans cette foule qui se pressait autour de son tombeau, les plus fermes et les plus légers étaient profondément émus. Rien ne pouvait plus honorer sa mémoire que ce témoignage général et spontané d'une douleur parfaitement désintéressée, que ce sentiment unanime de respect et de regret pour un homme qui se montrait si peu pendant sa vie, et qui semblait tâcher de se faire oublier.

C'est que M. Dittmer était de l'élite de son temps. Il avait les meilleures qualités de ce temps, aucun de ses défauts. C'était une nature excellente; c'était la droiture même du cœur et du jugement, un esprit distingué et nulle vanité. L'affectation, l'exagération, la subtilité, étaient pour lui des choses inconnues, ou plutôt qu'il ignorait pour son compte, habile à les signaler dans les autres.

Sa conversation était enjouée et son caractère sérieux; observateur clairvoyant, satirique même, il était bon et doux, sans illusion et sans malveillance; il avait un naturel charmant, une gaieté pleine de verve, une raison sûre, une dignité vraie qui se faisait sentir et ne s'étalait pas. Avec un peu moins de modestie, il aurait pu donner de son rare esprit de plus éclatants témoignages, et laisser quelque œuvre durable; mais il ne jugeait pas que la chose en valût la peine, et se passait très-bien de l'ad-

miration, qu'il trouvait de nos jours un peu prodiguée.

Cependant en toutes choses il aimait énergiquement le bien. Il l'aimait et il y croyait peu; il doutait de la justice des hommes, ne se fiait guère à leur bon sens, et ne pouvait se défendre d'un peu de mépris pour ce monde; mais il méprisait sans amertume. Sa moquerie était celle d'une raison qui s'amuse, et non d'un amour-propre qui se venge. Elle ne ménageait aucun ridicule, aucune hypocrisie; mais on sentait bien qu'elle ne tomberait jamais sur aucune vérité ni sur aucune vertu.

J'essaierais vainement de recueillir mes souvenirs pour le mieux peindre : on ne décrit pas les natures originales. Les mots qui servent pour tout le monde expriment mal ce qui est tout à fait individuel; il en est du caractère ou de l'esprit comme des traits du visage, on ne peut en donner une idée complète avec des paroles. Il y a des hommes que l'on ne connaît pas si on ne les a vus. Quand j'aurais dit d'ailleurs de M. Dittmer tout le bien qu'il en faut dire, quand j'aurais répété que c'était une âme de choix, un esprit solide et délicat, un homme dont l'estime rendait fier et dont l'amitié rendait heureux, il resterait une chose dont je n'aurais pas réussi à donner l'idée : c'est ce qui rehaussait en lui tous les autres mérites; c'est une qualité, aujourd'hui la plus rare de toutes, la simplicité.

FRAGMENT

SUR L'HISTOIRE PHILOSOPHIQUE

DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

(Lu dans la séance publique annuelle des cinq Académies de l'Institut, 1844.)

Notre pays fut la conquête de celui que l'on a osé nommer le plus grand des hommes, et César conduisit ses légions dans Paris. La Gaule se soumit à ce nom que le peuple sait encore, et elle devint romaine. La civilisation druidique disparut peu à peu devant une civilisation étrangère. Mœurs, institutions, monuments, langage même, tout changea; le conquérant imposa ses arts avec ses lois. Notre première littérature nationale fut toute latine; le plus ancien des poètes nés sur notre sol s'appelait Valerius Caton. Du premier siècle où il vivait jusqu'au XIIe, on n'écrivit que dans l'idiome du vainqueur, et longtemps même après que l'invasion des Francs en avait fait la langue des vaincus. Aussi les écrits du moyen âge ne sont-ils plus l'objet que d'une docte curiosité : l'érudition se les réserve, et seule elle sait comment s'y prendre pour les admirer.

Cependant l'esprit du moyen âge ne demeura pas exclusivement un produit de la conquête. Quelque temps sans doute il paya tribut. Docile comme un captif, imitateur comme un esclave, il suivit ses maîtres et parla comme eux. La Gaule, à l'exemple du monde, n'était qu'une Rome de province. Mais une race nouvelle vint de l'orient du Nord, une religion nouvelle de l'orient du Midi. Un génie, original dans ses formes sinon dans ses éléments, se développa sur cette terre qui devait être la France. La langue latine resta celle des lettres; le style ne se modifia que pour perdre en pureté, en élégance, en correction. Mais quant au fond des choses, un mélange singulier des croyances chrétiennes, des traditions philosophiques, des souvenirs de l'antiquité, des sentiments gaulois et francs, se composa sous l'influence de l'église et autour du berceau de la féodalité naissante. Ainsi naquit la littérature qui commence avec Alcuin et finit avec Gerson, sombre monument de cette étrange époque, qui plus qu'aucune autre de l'histoire a réuni la barbarie dans les mœurs et le spiritualisme dans les idées.

Cette littérature mérite-t-elle d'être aussi ignorée qu'elle était méprisée naguère? Le génie national est-il resté obscur et petit pendant mille ans? On l'a cru longtemps, et nos pères nous ont laissé mauvaise opinion de leurs ancêtres. La renaissance s'était montrée sévère contre tout ce qui l'avait précédée. Sciences et langue, idées et style, elle prétendait tout trouver elle-même, ou plutôt tout retrouver. Il lui fallait que l'esprit humain datât du même jour qu'elle, et son orgueil condamnait tout ce qu'il aurait souhaité d'abolir. C'est l'ordinaire des révolutions, elles veulent être des découvertes. Ce

n'est qu'à la longue et bien tard qu'elles consentent à se reconnaître pour l'ouvrage du temps. Au moment où elles s'opèrent, elles recommencent la création. Le moindre des châtiments qu'elles infligent au passé, c'est l'oubli. Par elles, les nations pensent revenir à la jeunesse; et, répudiant ce que les âges leur ont légué, les générations, volontairement déshéritées, ne gardent comme Alexandre que l'espérance pour conquérir le monde. Mais l'espérance des Alexandre et des révolutions, c'est l'ambition qui s'avoue, le génie qui se sent, la pensée sûre de la force; c'est l'orgueil humain mis dans les secrets de la Providence.

La renaissance a donc méprisé le moyen âge; et la vraie littérature française, celle qui a succédé, en a effacé les dernières traces. Et cependant la France du moyen âge offre un frappant spectacle. Son génie était élevé et sévère. Il se plaisait aux graves méditations, aux recherches profondes; il exposait dans un langage sans grâce et sans éclat des vérités sublimes et de subtiles hypothèses. Il a produit une littérature singulièrement philosophique. Sans doute cette littérature a plus exercé l'esprit humain qu'elle ne l'a servi. En vain des hommes du premier ordre l'ont-ils successivement illustrée; pour les générations modernes, leurs œuvres sont comme non avenues. C'est qu'ils avaient l'esprit et les idées, mais non le talent de bien dire dans une langue qui ne fût point empruntée. Scot Érigène rappelle en de certains moments Platon : on n'a guère porté plus loin que lui la liberté philosophique, et il s'élève hardiment dans cette région des nues où la vérité ne brille que par éclairs; il pensait par lui-même au IXe siècle. Saint Anselme est un

métaphysicien original dont l'idéalisme savant régénère les vulgaires croyances, et il a conçu et réalisé l'audacieuse pensée d'atteindre directement la notion de la Divinité : c'est le théologien de la raison pure. Saint Bernard est tantôt brillant et ingénieux, tantôt grave et pathétique. Mystique comme Fénelon, il ressemble à un Bossuet agissant et populaire, qui domine dans le siècle par la parole et commande aux rois au lieu de les louer et de les servir. Son triste rival, sa noble victime, Abélard a porté dans l'exposition de la science dialectique une rigueur inconnue et une lucidité relative, qui attestent un esprit nerveux et souple fait pour tout comprendre et tout expliquer. C'est un grand propagateur d'idées. Héloïse a forcé une langue sèche et pédantesque à rendre les délicatesses d'une intelligence d'élite, les douleurs de l'âme la plus fière et la plus tendre, les transports d'une passion désespérée. Jean de Salisbury est un critique clairvoyant à qui l'esprit humain fait spectacle, et qui le décrit dans ses progrès, dans ses mouvements, dans ses retours, avec une vérité et une impartialité prématurées. Il semble avoir deviné ce talent de notre temps, cet art de faire poser la société intellectuelle devant soi pour la juger. Les dogmatiques de l'école de Saint-Victor ont été successivement les interprètes dignes et pénétrants d'un mysticisme élevé, et aussi sensé que le mysticisme peut l'être. Saint Thomas, embrassant en une fois toute la philosophie de son temps, a par instants devancé celle du nôtre; il a lié toute la science humaine dans un perpétuel syllogisme, et l'a devidée tout entière au fil d'un raisonnement continu, réalisant ainsi l'union rare d'un esprit vaste et d'un esprit logique.

Gerson enfin, Gerson, théologien que le sentiment dispute à la déduction, qui comprenait et négligeait la philosophie, a su soumettre la raison sans l'humilier, captiver les cœurs sans offenser les esprits, *imiter* enfin le Dieu qui se fait croire en se faisant aimer. Tous ces hommes, et je ne nomme pas tous leurs égaux, étaient grands, et leurs œuvres sont admirables. Pour être admirés, pour conserver une constante influence sur la littérature postérieure, que leur a-t-il donc manqué? Ce n'est ni la science, ni la pensée, ni le génie; j'ai bien peur que ce ne soit une seule chose, le style.

La littérature française ne vient pas d'eux. Elle ne se réclame pas de leur autorité, elle ne se pare point de leurs noms; elle n'a fait gloire que de les effacer. Peu lui importe leur élévation austère, leur profondeur mystérieuse, leur dialectique opiniâtre. Elle veut la pureté, la grâce, l'élégance, la clarté persuasive, la beauté correcte, ce qui rend une littérature populaire et durable, le don de se faire comprendre sans peine et admirer aisément. Ce qu'il est trop difficile de lire n'est pas destiné à la gloire.

Mais au pied du monument gothique érigé par l'esprit du moyen âge, naissait, comme une humble fleur, sans éclat, presque sans parfum, et qui pousse entre les pavés des rues, la littérature de la langue vulgaire. Les dialectes romans, en se régularisant, en se conciliant, avaient produit un idiome à peu près uniforme, que la pensée apprit à bégayer et ne tarda pas à écrire. Des chansons et des fabliaux, des poèmes chroniques et de satiriques allégories sont les premiers essais de la muse qui s'éveille au XIIe siècle. Sa diction est encore impar-

faite et embarrassée; mais elle rend expressivement tantôt la tristesse, tantôt la moquerie. C'est le double caractère des premiers écrivains français. Leur ton est plaintif ou railleur; fidèle témoignage des origines populaires de cette littérature naïve. Les opprimés gémissent, ou se vengent par le ridicule.

Rien n'a été malheureux comme nos pères. La preuve de leur misère est dans la mémoire détestée que le moyen âge a laissée à leurs enfants. Ce qu'était la nation sous le joug féodal ne se peut dire ni presque deviner, mais se juge par la grandeur des réparations qu'elle exigea, quand le temps fut venu. Les rigueurs des révolutions sont souvent la peine du talion du passé, peine injuste et violente, mais naturelle comme la vengeance. Un jour, on se lasse de s'appeler Jacques Bonhomme, et l'on inaugure par la terreur le nom de peuple français. Voilà comme la frivolité innocente d'une époque de douce civilisation paye chèrement le prix des tyrannies oubliées d'un temps barbare; une haine de tradition survit aux souffrances qui l'ont fait naître, et le pouvoir en péril s'étonne d'expier ce qu'il n'a pas fait.

Forcé de s'émanciper à la sueur de son front, de gagner péniblement un peu de bien-être et d'indépendance, le tiers-état a été nourri à cette rude école où l'on contracte les goûts simples, où l'on acquiert les idées sages. Se conserver sans s'avilir, s'élever sans se compromettre, s'éclairer sans menace, s'affranchir sans révolte, tel a été longtemps le travail de ceux-là qui devaient un jour gouverner sous le nom de classe moyenne. Ne nous étonnons point si, tour à tour caustiques ou timides, ils apprirent à juger leurs oppresseurs, en s'apitoyant sur eux-mêmes,

à les contenir en les jugeant, à tempérer l'oppression par l'épigramme. Une tristesse ironique devint la source et la forme de leur talent. Les violences des puissants, les sottises des riches, les travers des moines, devaient défrayer leurs libres entretiens, et servir de but aux premiers traits de leur malice. L'esprit d'observation se montre de bonne heure dans leurs écrits; il cache la critique sous la bonhomie. Bientôt il s'anime et s'enhardit, en conservant des airs de crainte, un ton de simplicité; il n'épargne rien au-dessus de leur tête, rien, hormis la royauté qui, en cherchant le pouvoir absolu, marchait au droit commun, et partant à l'égalité. C'est ce qui a rendu la monarchie si profondément nationale. *On ne peut trop louer... son roi*, disait plus tard La Fontaine, qui n'était sûrement pas un courtisan, mais un vieux Français, attestant ingénument l'alliance intéressée de la couronne et du peuple.

C'est ainsi que se sont formées parmi nous la raison et la critique, la haine de l'oppression et la crainte du désordre. Rebelle aux illusions pour avoir beaucoup échoué, à l'admiration pour avoir longtemps souffert, à la confiance pour s'être vu souvent tromper, notre peuple porta enfin à sa perfection ce bon sens moqueur, l'esprit de nos grandes villes, et, si j'ose le dire, l'esprit parisien. Or, notre littérature est parisienne. Lorsqu'on recherche en elle ce qui est national, et qu'on la dégage de ce qui lui vint du dehors et tardivement, on lui reconnaît tous les caractères de cette bourgeoisie intelligente dont elle est l'œuvre et l'expression, de cette bourgeoisie qui par degrés affranchit notre pays, qui, se serrant autour de la royauté, l'aida à se rendre prépondérante, et lui rendit

en popularité ce qu'elle recevait d'elle en protection ; qui, enfin, avec ces deux forces, l'unité de la monarchie et la liberté littéraire, devint un jour capable de signaler son avénement définitif par la révolution française.

Mais comment s'est-elle graduellement développée, et ses ouvrages d'esprit ont-ils acquis avec le temps des mérites d'un ordre plus relevé? Après la chute du moyen âge, on eût dit que l'intelligence allait se trouver réduite aux genres secondaires, et que l'art dans sa dernière perfection ne réussirait plus à peindre que des tableaux flamands. La poésie semblait condamnée à n'égayer que des soupers de famille ou des noces de village. De quel point du ciel est descendue sur elle une plus haute inspiration ?

Il est au midi de l'Europe une terre étroite qui, même inculte et désolée, charme encore et ravit les yeux par la seule beauté de ses lignes, de ses couleurs et de son ciel. Sur cette terre jonchée des ruines de merveilleux monuments, tous les arts ont passé en déposant leurs chefs-d'œuvre ; là encore, les âmes les plus héroïques ont souffert et combattu, et les plus rares intelligences ont cherché la vérité, raconté l'histoire, passionné la politique par l'éloquence, chanté les merveilles de la nature et les sentiments des hommes. C'est l'immortelle gloire des démocraties grecques, d'avoir réuni, par privilége, tous les dons de la raison et de l'imagination, et réalisé l'alliance de l'esprit le plus libre et du goût le plus pur. La Grèce est comme une école éternelle ouverte au génie de tous les âges dans la vraie patrie de la beauté.

L'antiquité, c'est elle. Rome même n'a conquis la Grèce que pour la propager. En répétant sa littérature, elle l'a

rendue universelle; César a étendu au monde l'influence de Périclès. C'est cette antiquité découverte pour ainsi dire une seconde fois, c'est la Grèce enseignée une seconde fois par l'Italie, qui a transformé le moyen âge et décidé la renaissance. Avant le XVᵉ siècle, l'antiquité n'était pas inconnue, mais elle n'était pas sentie. De rudes esprits, pleins de force et de subtilité, y cherchaient avidement de quoi penser, mais sans comprendre les plaisirs exquis que donnent l'art et ses merveilles. Ils poursuivaient la vérité, ils ignoraient la beauté, et c'est un besoin, ou, si l'on veut, une faiblesse de notre nature, que, pour nous, l'une ne puisse être complète sans l'autre. Quand les anciens ont mis l'esprit sous la protection des déesses, ils nous ont avertis que pour convaincre la pensée doit plaire. La philosophie elle-même est obligée d'être un art, et la raison n'est jamais tout à fait raisonnable sans le goût.

A cette époque de la renaissance, trois littératures, ou plutôt trois mouvements littéraires se rencontrèrent donc parmi nous : le moyen âge, l'esprit français, le génie de l'antiquité. Mais le moyen âge, de moins en moins populaire, rentra peu à peu dans sa solennelle obscurité; plus populaire chaque jour, la littérature bourgeoise ne demandait qu'à s'élever, car elle tendait à la liberté et à la puissance. Les études de la renaissance lui donnèrent le sentiment du beau. Aussitôt les idées s'étendirent, le goût s'épura, et le XVIᵉ siècle vit naître les dignes précurseurs du siècle suivant. De ce mélange de verve familière et d'intelligence de l'antiquité, se forma définitivement l'esprit littéraire de notre pays. Peut-être aurait-il plus de profondeur et de gravité, s'il eût moins oublié le

moyen âge. Peut-être aurait-il plus d'originalité et de saveur, s'il eût suivi plus fidèlement ses traditions toutes françaises. L'étude des anciens a plutôt ennobli qu'enhardi l'imagination, et l'imitation du beau, telle que nous l'avons conçue d'après eux, a donné avec excès des règles à l'art et des scrupules au génie. Mais enfin c'est de ce commerce réfléchi avec l'antiquité que nous avons rapporté cette mesure, cette élégance, cette dignité que la société moderne n'aurait pas su trouver par elle-même. La sève de l'arbre est naturelle; mais s'il s'élève avec grâce et majesté, il le doit à la culture. C'est un arbre de jardin aux belles proportions, aux formes régulières, et qu'on admire en regrettant par moments les chênes sombres, difformes et gigantesques des forêts de la vieille Gaule.

Reprenez les meilleurs écrits des derniers siècles; remontez jusqu'au XVI[e] : vous reconnaîtrez à peine la trace du moyen âge. Il n'est pour rien dans le génie de Rabelais, dans celui de Montaigne. Il ne leur sert qu'à dire bien haut qu'ils n'en veulent plus. Il ne leur apprend rien qu'eux-mêmes ne se vantent d'oublier. Après eux, il ne sera pas plus le maître de Corneille que de Descartes. L'un demandera la tragédie à Rome et à l'Espagne; l'autre la philosophie à ses seules méditations. Dès cette époque, le moyen âge ressemble à un cloître abandonné. Quel est l'écrivain, au contraire, chez lequel ne se retrouve pas l'un des deux esprits qui animent notre littérature? Quel est celui qui n'est pas un enfant de Paris, ou un disciple de l'antiquité? Quand c'est la France qui prévaut, vous avez Molière et La Fontaine; quand c'est l'antiquité, Racine et Bossuet. La littérature française est

bourgeoise ou classique, et même l'un et l'autre à la fois. Saint-Simon a beau être un grand seigneur; ses idées sont aristocratiques, ses passions plus encore; son style ne l'est pas, il n'est ni assez noble ni assez simple; mais il est animé, mordant, pittoresque, comme celui d'un bourgeois éloquent du XVI[e] siècle. Fénelon, avec son nom, son rang, les grâces imposantes de sa personne, l'autorité sainte de son caractère, est un ancien, quand il écrit. L'homme évangélique ne se souvient alors que d'Homère et de Platon. Pascal, qui manie le ridicule en poète comique, et l'éloquence en père de l'Église, est de la famille des auteurs de la Satire Ménippée, et s'élève à la triste sublimité d'Origène. Toutefois, ce qui peu à peu domine dans les lettres, c'est, à côté de l'esprit d'observation qui incline à la moquerie, un sentiment du beau correct qui n'évite pas toujours la froideur. En général, sous Louis XIV, la littérature ennoblit ses manières. Elle fit sa cour de bonne grâce, et complut sans bassesse au pouvoir dont la protection la captivait sans l'avilir. Elle y perdit bien quelque chose de sa franchise et sacrifia un peu de naturel pour acquérir de la dignité, échange inévitable pour qui veut parvenir. Et la littérature parvint. Ce n'est qu'en passant par la cour qu'elle pouvait atteindre à sa vraie puissance. Louis XIV, si empressé de l'appeler au pied du trône, ne se doutait guère qu'il donnait une rivale à la royauté.

A Louis XIV, en effet, succéda Voltaire. Le voilà le plus grand des moqueurs, et même le plus sensé, quoiqu'il n'ait pas toujours raison. Et comment serait-il juste et modéré? Il est l'homme d'une réaction. Malheur à ceux qui dans ce monde reçoivent la mission des représailles!

Mais Voltaire est encore un bourgeois de Paris qui étudie Sophocle et Rabelais, un satirique moderne amoureux de l'antique beauté. Nul ne serait plus raisonnable, s'il n'était passionné, comme tous les grands polémiques. L'impartialité nous est facile, à nous, possesseurs des biens que nos pères nous ont conquis. Nous aurait-elle suffi pour conquérir ce que nous tenons d'eux? A peine nous suffit-elle pour le défendre. La philosophie du XVIII[e] siècle fut l'émancipation dernière de la littérature, qui désormais traite d'égal à égal avec toutes les puissances. Montesquieu rend les gouvernements et les lois justiciables de son génie; Rousseau parle à un prince de l'église, debout et la tête haute; Voltaire a des rois pour correspondants et quelquefois pour flatteurs. Ce spectacle de l'avénement de la pensée m'impose, je l'avoue, et je ne me trouve pas cette sévérité aujourd'hui commune envers ceux qui nous ont faits ce que nous sommes. Eh! qu'eût été le siècle dernier sans sa littérature? Que serait la France de Louis XV, si elle n'était la France de Voltaire? Quand notre pays n'est pas grandement gouverné, que devient-il, s'il n'a du moins la grandeur intellectuelle? Puissions-nous l'ignorer toujours!

Au dernier siècle, l'esprit et le talent avaient gagné l'indépendance, l'égalité, le crédit. On ne parlait que des lettres françaises. Une conquête leur restait à faire, celle du gouvernement. La littérature, c'est-à-dire la pensée écrite, ne pouvait plus avoir qu'une ambition : c'est que le monde reçût ses lois, c'est que les choses se réglassent sur les idées. Voilà ce qui s'est appelé la révolution, le plus singulier et le plus considérable des ouvrages d'es-

prit qui aient jamais paru. Je m'arrête, et je n'ose le juger; n'élevons pas la critique à la hauteur de l'histoire. Les Anglais disent encore avec confiance : *Notre heureuse révolution*. De la nôtre, nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est qu'elle fut grande; nos neveux décideront si elle fut heureuse.

Si l'on rapproche les idées semées dans cette esquisse, on trouvera que notre histoire littéraire se rapporte à l'histoire de la société française. Au commencement, la littérature est grave, austère, mystérieuse, comme la caste sacrée qui en garde le dépôt. Elle semble cloîtrée, et descend bientôt dans la tombe de la société féodale et monastique qu'elle représente. L'époque intermédiaire voit se produire les essais naïfs du bon sens et de la gaieté nationale, littérature de tiers état, qui répond au temps où ceux qui n'avaient ni l'épée ni la terre tâchaient cependant d'être quelque chose en ce monde. La renaissance vient renouveler les idées et les formes. L'esprit s'éprend du beau dans tous les arts. Il s'allie avec le goût, la politesse, la dignité. Bientôt il civilise la société par la cour même, et les lettres, à force d'obtenir l'admiration, arrivent à la faveur; la royauté seule est placée assez haut pour les protéger. Admises une fois dans les régions du pouvoir, qu'y feront-elles, si ce n'est de l'opposition? Le XVIIIe siècle a commencé. La littérature, en se faisant appeler la philosophie, annonce à tous qu'elle a conscience de sa mission, et qu'elle aspire à dominer les esprits. La société ne pense plus que par ce qu'elle lit, et l'on commence à croire sérieusement à ce que l'on pense. Enfin un dernier pas est franchi. Les lois, le gouvernement, la société, tout cela doit être à l'image de la pensée, et la

révolution s'accomplit. Telle est l'histoire de notre littérature; c'est aussi celle de notre nation.

Gardons-nous donc, comme on le fait quelquefois, de médire de l'intelligence. Sa puissance s'est annoncée par ses œuvres, et elle a tout fait en France. C'est elle qui a commencé l'affranchissement de nos pères. Ce sont les études classiques qui les ont élevés et ennoblis. C'est une littérature éclatante qui a mis des bourgeois au niveau des grands de la terre. C'est la philosophie qui les a fait passer de l'égalité à la puissance; c'est elle enfin qui a changé la face du monde social. Voilà le rôle de l'esprit dans notre histoire. Les événements et les institutions, 1789 et 1830, tout procède de l'esprit qui se fait servir par le talent. Si notre nation l'oubliait un jour, si les calculs de l'industrie et les jouissances du bien-être pouvaient un jour absorber son activité puissante, si la prédication des intérêts matériels et la réaction contre les idées généreuses devaient enfin prévaloir, nous démentirions notre histoire, et remonterions le cours de nos destinées. Ce serait comme la tentative insensée de nous faire une autre patrie. Cette enceinte est le lieu du monde où les lettres, ces fidèles gardiennes du vrai et du beau, doivent le plus naturellement recevoir l'hommage de la reconnaissance publique. Aucune voix ne peut s'élever ici qu'en leur honneur; et qu'on ne s'étonne pas de m'entendre raconter la légitime puissance de l'esprit, revendiquer les droits de la raison dans sa liberté native, proclamer la souveraineté de la pensée : l'Institut de France daigne m'écouter, et je parle au pied de la statue de Descartes.

DISCOURS

PRONONCÉ

DANS LA SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE DE L'ACADÉMIE
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES,

DU 17 MAI 1845.

MESSIEURS,

L'Académie des sciences morales et politiques compte aujourd'hui treize années d'existence : née d'une pensée de la révolution que le gouvernement de 1830 était seul capable de recueillir, elle sait quelle mission elle a reçue de son fondateur ; elle connaît tout le prix du dépôt qu'il lui a confié.

Le temps n'est plus où les sciences pouvaient être réunies sous un seul nom et embrassées par une seule intelligence. L'esprit humain est toujours universel, et son savoir le devrait être comme lui ; mais ce souverain aussi est obligé, pour régner, de diviser son empire. Ce n'est que dans les âges antiques que le génie s'égalait au monde et comprenait dans sa propre unité le visible et l'invisible, la nature, l'homme et Dieu. Il semble qu'alors l'intelligence était plus dans son rôle, et prouvait

mieux qu'elle est à la ressemblance de celui qui sait tout.

Mais elles durent peu, elles ne se reproduisent pas, ces rares époques où l'universalité scientifique est possible; elle n'est même jamais possible qu'à la condition d'être apparente. C'est dans les temps d'ignorance que se rencontrent les hommes qui n'ignorent aucune chose. A mesure que les connaissances humaines s'étendent et s'organisent, elles surpassent davantage les facultés de l'esprit le plus puissant. Dans l'antiquité même, où elles semblaient mêlées et confondues, leur division a commencé. Après l'ère des sages, après cette période où la sagesse était la science, le premier qui, sous le nom d'*amour de la sagesse*, constitua une science qui n'a pas cessé de s'appeler ainsi, détacha du tronc commun la plus forte branche, et plaça en dehors des sciences particulières cette science générale qui les contemple et qui les juge. La naissance même de la philosophie atteste que déjà le savoir humain débordait l'esprit d'un seul homme, et qu'il fallait choisir pour connaître. Or celui qui fit cette découverte s'appelait Pythagore, et il y a de cela plus de deux mille ans.

Cependant, il faut le reconnaître, dans cette Grèce qui a excellé en tout, dans cette contrée favorisée à qui n'a manqué aucune grandeur, la sagesse s'est maintenue quelque temps voisine de la science universelle. Peu de philosophes y ont paru qui n'aient tenté d'enserrer dans leur pensée la totalité des choses; un système du monde n'était qu'un jeu pour ces incomparables esprits. On dit souvent que le raisonnement détruit tout; il construisait sans cesse dans les petites et immortelles cités de l'Hellénie. La sagacité la plus subtile n'y portait aucun dom-

mage à la fécondité de l'imagination; l'analyse était créatrice et la critique inventive. Comme Socrate, comme ce sculpteur qui devint philosophe, le génie grec parcourait sans effort tout l'espace qui s'étend entre la forme et la pensée, et, donnant à la science toute la puissance d'un art, il effaçait jusqu'à la différence qui sépare la vérité de la poésie.

Ce sont là les temps héroïques de l'esprit humain. Platon a connu toutes les sciences, et Aristote fut obligé d'en créer de nouvelles, afin d'en connaître qui fussent ignorées de Platon. En donnant seulement des titres à ses ouvrages, il a nommé presque toutes nos sciences. Cependant ces deux grands hommes, ces deux souverains génies représentent chacun un côté différent de la connaissance humaine; ils ont chacun leur méthode : l'un couvre l'esprit d'un géomètre des grâces de l'éloquence, l'autre prête à l'esprit d'un naturaliste les formes de la démonstration. Tous deux auraient eu besoin de s'unir pour atteindre à l'universalité. Il fallait à Rome deux consuls pour exercer la monarchie universelle.

Dans la science aussi, la dictature est une tentative qui ne dure pas. Le temps accroît et manifeste sans cesse la nécessité de mesurer les études à la capacité de l'intelligence, à la durée de la vie. Plus les rayons s'étendent, plus ils s'écartent. Ainsi les sciences en se développant se sont isolées, et chacune cependant part de l'esprit humain et arrive à l'infini.

Le moyen âge parut un moment ramener les génies encyclopédiques. Quand on aime mieux recueillir que produire, apprendre que découvrir, et que l'on remplace l'idée par la tradition, on peut simuler par l'universalité

de la mémoire l'universalité de la science. Mais l'originalité s'affaisse sous le fardeau de l'érudition. Heureusement il survint un jour un ignorant (je demande grâce pour cet audacieux langage), un ignorant qui agrandit les mathématiques, inventa une physique, créa une physiologie, et régénéra la philosophie pour jamais. Descartes ne savait bien que penser, et ses pensées devenaient des sciences. Par la seule force de la méditation, il a mis la raison à la place de l'autorité, c'est-à-dire le droit à la place du fait, ce qui est l'œuvre et le caractère de toute légitime révolution. Après lui, Leibnitz put être impunément un érudit, et comme lui cependant un inventeur. L'heureux rival de Descartes et de Newton ne perdit rien de sa profondeur ingénieuse à tout lire, à tout apprendre. Il porta, sans en être accablé, le poids d'un savoir tout germanique, et le plomb qu'il mit dans sa ceinture ne ralentit point sa course. Il renouvela tout ce qu'il apprit. Mais de tels exemples ne se répètent guère. On a beaucoup dit au dernier siècle que Voltaire était universel : on voulait dire, non qu'il savait tout, mais qu'il avait de l'esprit sur tout; il a ajouté à l'influence de la pensée humaine plutôt qu'à sa grandeur; la société plus que la science s'est aperçue de son passage, et c'est un des hommes de génie qui ont le plus contribué au sens commun.

Mais tandis que les sciences se multiplient et s'isolent, ne doit-on pas craindre pour l'esprit généralisateur qui les coordonne et les domine? N'ont-elles pas besoin d'une certaine centralisation, symbole pour les grands États de l'unité nationale, et pour elles de l'identité de l'esprit humain? Nul doute qu'une séparation trop absolue

ne puisse affaiblir en elles ce caractère philosophique qui fait leur autorité. La recherche exclusive des faits risque d'engendrer la manie des détails. Dans le champ de l'expérience, une curiosité minutieuse peut être utile, mais on ne doit rien négliger, pas plus le grand que le petit. Il est permis de gratter la terre pour ramasser *un grain de mil*, mais il ne faut pas rejeter *les perles*, si par malheur on en trouve. Les observations particulières ont pour valeur principale de servir de preuves ou d'occasions à ces inductions d'un ordre supérieur qui sont comme les instincts divins de la raison. Entraînées à la poursuite des faits détachés, si les sciences ne se résument pas, elles se dissipent, et elles doivent tendre incessamment à l'unité qu'elles sont assurées de ne jamais atteindre.

C'est lorsque aucun esprit n'est capable de les concentrer toutes en lui-même, comme des feux épars, comme des traits lumineux au foyer d'un puissant objectif, que les Académies acquièrent leur plus grand prix et manifestent toute leur utilité. Rallier les savants, c'est rapprocher les sciences, et substituer au moins l'unité d'une institution à celle de la pensée. Les Académies rétablissent en quelque manière l'universalité perdue, et dédommagent de l'absence de ces hommes qui semblaient la porter en eux-mêmes. Ainsi qu'aujourd'hui l'unité de l'État, représentée jadis par celle de l'autorité absolue, se retrouve dans une combinaison de pouvoirs qui délibèrent pour s'entendre et se concilient en s'opposant, les sociétés savantes transportent dans le monde intellectuel le régime délibératif, et, par de réguliers débats et des efforts concertés, rendent aux connaissances humaines l'ensemble et l'harmonie. Moins entraînant que celui des

individus, leur empire est plus durable, et leur direction plus sûre. Elles n'allument point les flambeaux qui éclairent l'humanité ; mais elles veillent à ce qu'ils ne s'éteignent pas, et se les transmettent de mains en mains, comme les coureurs antiques dont parle le poète. L'Institut de France est la constitution de cette république des lettres qui exista d'elle-même en tout temps, mais qui n'a été organisée que du nôtre, république nécessairement aristocratique, mais qui ne peut être oppressive; car sa puissance n'est réelle qu'autant qu'elle est acceptée.

Toutes les Académies ont pour fonction d'atteindre, par la science ou l'art, à la vérité. La vérité pose voilée devant la science, comme Dieu se cache à l'homme en se révélant à lui. La connaissance du monde de la nature ou la contemplation de ce que Dieu a fait dans l'ordre des choses sensibles, tel est l'objet de l'Académie des sciences. La connaissance du monde de l'intelligence ou de ce que Dieu a fait dans l'ordre moral, tel est l'objet de l'Académie qui m'entend. La connaissance de ce que l'homme a fait sur la terre et dans le temps, tel est l'objet de l'Académie des inscriptions. Mais dans l'ordre matériel, moral, historique, soit qu'il faille exprimer les phénomènes, les idées ou les actions, il y a quelque chose d'aussi nécessaire et de plus difficile peut-être que la science, c'est l'art. L'art est notre part de création ; il réalise la pensée et la fait sortir de la région de l'invisible; il la manifeste à l'âme, tantôt par le langage, tantôt par le son ou par la forme. De là ces deux Académies où des talents divers s'associent pour chercher et maintenir en commun les règles du talent même. La science et l'art,

c'est-à-dire le vrai et le beau, voilà donc pour quoi les Académies sont faites.

Notre mission, Messieurs, nous consacre à l'observation du monde moral. L'homme et la société résident au sein d'une nature qui se voit, se pèse, se mesure, et l'un et l'autre s'offrent en spectacle comme elle; mais ce spectacle est la lettre d'un sens spirituel. La raison qui le cherche crée des sciences quand elle le découvre. Ainsi la nature humaine contient une essence cachée qui vit dans l'organisme et qui n'est pas lui; qui, par le phénomène invariable de ses idées, témoigne de certaines vérités universelles : là est le propre domaine de *la philosophie*. Au nombre de ces vérités, quelques-unes, plus impérieuses et plus efficaces, ont le privilége de s'imposer à nos affections et à nos actes; c'est comme une voix toujours entendue, sinon toujours écoutée, au milieu du tumulte des passions. L'étude de ces vérités, la recherche de leurs progrès et de leur influence, c'est *la morale,* qui n'est pas seulement, comme on le dit, un sentiment, mais une science. Et comment ce qui seul est libre manquerait-il seul de règles, et l'ordonnateur de toutes choses n'aurait-il laissé que dans le cœur de l'homme une place à l'anarchie? Réglées ainsi que l'homme, les sociétés sont soumises soit à des lois abstraites qu'elles accomplissent à leur insu et dont leur destinée est le développement séculaire, soit à des lois écrites qui règlent leur existence politique et suivent le cours malheureux ou prospère de la civilisation. De ces lois, les unes sont l'objet de *l'histoire générale et philosophique*, science qui naît tardivement, car il lui faut des siècles à observer, et le passé qui s'accumule accroît son domaine; les autres sont l'objet

d'une science abstraite qui, dans les formes changeantes de *la législation*, aperçoit leurs règles invariables, et n'écrit l'histoire du *droit* que pour en mieux établir les principes. Enfin, malgré la diversité des événements et des institutions, une société reste une combinaison de forces vivantes, actives, productives, qui se meuvent aussi suivant de certaines lois qu'on peut constater et abstraire. Considérée ainsi qu'une multitude laborieuse qui jouit ou qui souffre, elle passe sous le contrôle de l'*économie politique,* de la *statistique* générale, qui appliquent aux faits sociaux les méthodes de l'histoire naturelle. Tel est, Messieurs, l'ensemble de ces sciences toutes philosophiques pour lesquelles il manquait une Académie; vous avez été réunis dans cette enceinte pour la donner à la France.

Le service le plus direct que l'Académie puisse rendre aux études qui lui sont chères, c'est d'apporter une attention religieuse aux concours qu'elle institue, aux prix qu'elle accorde, et d'entretenir ainsi le travail par l'émulation. Elle croit honorer les écrivains qui aspirent à ses suffrages, en ne cessant pas d'exiger beaucoup d'eux, et elle doit leur rappeler sans relâche que les succès durables ne récompensent que les longs efforts.

Cet avertissement, s'il semblait un reproche, n'aurait pas été suggéré par le concours de philosophie jugé cette année. Il s'agissait toutefois d'un sujet difficile, l'examen critique de la philosophie allemande. Deux fois la question avait été remise au concours, et ce n'est qu'à la troisième épreuve que le prix a été remporté.

La philosophie allemande vient de parcourir une période comparable peut-être au demi-siècle qui suivit en Grèce l'école de Socrate. Kant est l'auteur de ce grand

mouvement. Sa vie modeste n'offre rien qui s'élève jusqu'au tragique héroïsme du fils de Sophronisque, quoique sa vertu fût aussi pure : mais son génie original l'égale presque aux plus grands noms de l'histoire de la pensée. C'est lui qui, plus résolûment qu'aucun autre, a réalisé cette idée des modernes, que l'esprit de l'homme, en lui-même, isolé de tout ce qu'il réfléchit, de tout ce qu'il atteint, de tout ce qu'il suppose, est l'objet pur de la philosophie. La science ainsi comprise est tout ensemble étroite et profonde. Elle donne sur la raison une certitude absolue, et le doute absolu sur tout le reste. Si le monde est problématique, si l'esprit humain seul ne l'est pas, l'existence du monde dépend tout entière de l'esprit humain, et la raison crée tout ce qu'elle conçoit. C'est là du moins ce que Fichte a tiré du kantisme, Fichte, ce stoïcien patriote qui ne croyait qu'à l'âme, et construisait sur le fondement de l'indépendance spirituelle toute la morale et toute la politique. Mais si la pensée produit tout ce qu'elle comprend, ce qui existe n'existe que conformément à la pensée, et le monde est identique à l'intelligence; la description de l'idéal concorde avec la description du réel, et la philosophie naturelle a pour type la philosophie de l'esprit humain. C'est là ce que M. de Schelling a osé penser, et ce qu'il a tenté d'établir avec la double puissance de la méthode et de l'imagination, habile comme un philosophe de la Grèce à mêler la physique et la poésie. C'est le même système de l'identité universelle, que Hegel a revêtu des formes rigoureuses d'une immense déduction, déguisant l'hypothèse sous une apparence algébrique, et créant de toute pièce une philosophie romanesque et démonstrative. Ainsi : l'idée ne garantit qu'elle-

même, disait Kant. Fichte ajoute : l'idée seule garantit l'être. L'être reproduit l'idée, continue M. de Schelling. L'idée est l'être, conclut Hegel ; et voilà comme un idéalisme sceptique a renouvelé sous nos yeux le panthéisme de Spinoza.

Tel est le grand tableau qui devait remplir le cadre posé par l'Académie. Des trois Mémoires qu'elle a reçus, deux sont hautement remarquables. Un seul a été écarté, non qu'il soit sans mérite, mais il ne satisfait pas aux conditions du programme. Les systèmes y sont exposés avec clarté, avec justesse, mais brièvement, et aucun n'est apprécié dans son ensemble ni dans ses détails. Ce Mémoire n'est qu'un bon discours préliminaire qui laisse à faire l'ouvrage qu'il devrait précéder.

L'auteur du Mémoire n° 3 professe ouvertement ce qu'il appelle la philosophie de l'absolu. Pour lui, la doctrine de Hegel achève la science, elle en est comme le couronnement. Hors de cette doctrine, tout est partiel et précaire ; seule elle donne le complet et le certain. Il y a du courage dans cet aveu d'une foi entière au système artificiel d'un puissant et téméraire génie. Nous louerons l'auteur de son indépendance philosophique, mais nous aimerions qu'il l'eût plus heureusement aliénée. Quoi qu'il en soit, sous l'empire d'une idée absolue, il a composé un ouvrage que recommande une rare unité. Il y montre une intelligence profonde plutôt qu'une connaissance étendue des systèmes germaniques. Son point de vue est restreint, mais élevé ; en lui se révèlent les caractères essentiels d'un esprit né pour la philosophie. Son style inégal manque parfois de clarté et de précision, mais il offre des traits heureux et quelques beautés d'expression.

Cependant cet ouvrage, éminent à plusieurs égards, portait trop l'empreinte d'une doctrine exclusive pour obtenir vos premiers suffrages. C'est le tableau de quatre grands systèmes vus d'un seul côté et rapportés à un seul type ; ce n'est pas un examen large et complet d'une riche époque de l'histoire de la philosophie : ce n'est point l'œuvre que vous aviez demandée.

Nous la trouvons, cette œuvre, presque entièrement réalisée dans le Mémoire n° 2. C'est une histoire développée des grands systèmes depuis Kant, étudiés dans leurs principaux monuments. Des analyses instructives qui prouvent une connaissance exacte de la langue et de la littérature philosophiques de nos voisins ; des résumés substantiels, suivis d'appréciations toujours raisonnables, si elles ne sont pas toujours décisives ; un amour éclairé de la vérité, uni à cette largeur de vue, sans laquelle la critique n'est pas intelligente, faute d'être impartiale ; un style simple, ayant plus de propriété que de couleur, plus de justesse que d'éclat, mais qui jamais n'obscurcit ou n'altère la pensée ; un jugement droit et sûr encore que bienveillant, qui respecte à la fois la liberté de la science et l'autorité de la raison : tels sont les principaux mérites qui distinguent ce Mémoire ou plutôt ce livre, dont la publication serait fort désirable, et porterait le jour dans les avenues un peu sombres de la philosophie allemande.

On sait que nos voisins ajoutent rarement le mérite de la forme à celui de la pensée, et, si l'on excepte notre illustre confrère M. de Schelling, ils prennent peu de soin d'embellir la vérité par le style. Ils s'élèvent dans le nuage sans arriver jusqu'à la lumière. De là l'extrême difficulté, de là l'extrême utilité du travail que vous

couronnez. Il pourra, dans plus d'un cas, suppléer et même éclaircir les originaux. L'auteur fait passer le Rhin à la pensée allemande, et lui conserve sa nationalité tout en lui prêtant notre langue.

L'Académie a donné le prix à M. Willm, auteur du Mémoire n° 2, et a accordé, en regrettant de ne pouvoir faire plus, une mention très-honorable à M. Guiran, auteur du Mémoire n° 3.

Ainsi, nos concours auront embrassé les plus importantes époques de l'histoire de la philosophie. Le siècle de Socrate a été en partie retracé dans les Mémoires tant sur la Logique que sur la Métaphysique d'Aristote; car on ne peut juger Aristote sans le comparer à Platon. L'étude de l'école d'Alexandrie a fait connaître cette phase singulière du platonisme, que Platon n'eût pas avouée; car, sous le voile d'une poétique imagination, il cachait la sévérité d'une inexorable méthode. La révolution cartésienne, féconde origine de la philosophie moderne, a été racontée dignement; et voilà maintenant la philosophie allemande décrite et jugée. Il ne reste plus qu'une grande époque : le nom seul en est célèbre, mais les œuvres en sont oubliées, et les résultats inconnus ou méconnus, c'est l'ère de la scolastique. L'Académie met ce sujet au concours pour l'année 1847.

La scolastique est vraiment une philosophie nationale, nous dirions presque une philosophie parisienne. Paris, en effet, en fut comme l'Athènes pendant plus de quatre siècles. Cette philosophie, plus difficile qu'obscure, un peu aride, raisonneuse, exigeante, méthodique, rude discipline pour l'esprit humain, a exercé plus d'influence qu'on ne le suppose sur le génie de notre pays. En ra-

conter l'histoire, ce sera, suivant l'expression d'Horace, *célébrer des faits domestiques*.

L'Académie, sur la proposition de sa section de morale, avait institué, pour être décerné en 1845, un prix sur la question suivante : « Rechercher quelle influence les progrès et le goût du bien-être matériel exercent sur la moralité d'un peuple. »

De douze Mémoires qui lui sont parvenus en temps utile, quatre seulement lui ont paru dignes d'une sérieuse attention.

Le n° 2, qui porte pour épigraphe ces mots de Tacite : *Animo voluptatibus corrupto nil honestum intrat*, contient des développements remarquables par le style et par la pensée; mais il y manque un point de départ. Il fallait établir tout d'abord que le goût général du bien-être et ses progrès universels sont des faits de notre temps, propres aux sociétés modernes, inconnus, du moins dans leurs proportions actuelles, aux sociétés antiques, où le travail était avili par la servitude. Faute d'avoir déterminé ce point, l'auteur tombe dans quelques erreurs, dont la plus grave est de confondre l'amélioration laborieuse de la condition sociale avec cet épicuréisme des anciens qui, peu à peu, plongea dans la mollesse l'élite des sociétés, sans que les masses aient vu s'élever le niveau de la félicité moyenne.

Le Mémoire n° 9, avec cette épigraphe : *Ne quid nimis*, n'est pas exempt de la même erreur. L'auteur de cet ouvrage, faiblement écrit, n'a pas toujours bien compris la question. Ainsi, il impute au goût du bien-être les désordres et les crimes qu'enfantèrent de tout temps le vice et la cupidité. Or, il ne s'agit point de savoir si ce goût,

exagéré et dépravé par les passions, peut, comme tous les mobiles humains, conduire à des actes pervers, mais quelle est, sur la moralité publique et privée, l'influence de ce goût, lorsqu'il est général et encouragé chaque jour par de nouveaux succès.

Les auteurs des Mémoires n°s 8 et 12 ne sont point tombés dans les mêmes écarts. Celui qui porte cette devise : « *Ce qu'on doit au peuple comme aux princes, c'est la vérité*, » est supérieur à tous les autres pour la partie historique du sujet; mais les faits n'y sont pas discutés, et l'on y cherche vainement une solution. La discussion la plus approfondie recommande, au contraire, le Mémoire n° 8, ayant cette épigraphe : « *La science, l'industrie et le commerce sont de véritables gages de paix et d'union.* » Il atteste un travail considérable; il abonde en idées, souvent justes, quelquefois profondes, presque toujours ingénieuses. Mais l'esprit de l'écrivain est moins sûr qu'il n'est délié. Il ne paraît pas versé dans la science économique; et, dénué sous ce rapport de principes certains, il erre un peu au hasard dans l'étendue d'une question qui avait tant besoin de règles et de limites. De là des digressions déplacées, et quelquefois une obscurité fâcheuse, en contraste avec la justesse et la finesse des vues, qui se montre dans les détails. Ces défauts, qui pourront disparaître, n'ont pas permis à l'Académie de couronner un Mémoire qu'elle a cependant distingué de tous les autres.

Encouragée par le mérite de ces premiers essais, elle en appelle à une nouvelle épreuve, et rouvre le concours jusqu'au 31 octobre 1846. Elle persiste à penser que la question est digne d'examen, pourvu que le sens en soit

bien saisi et que la déclamation ne vienne point la dénaturer.

Les hommes ont toujours cherché à rendre leur vie plus douce; et les doctrines les plus sévères, chez les anciens le stoïcisme, la religion chez les modernes, ont pu contenir, mais non supprimer ce penchant naturel à soumettre, à façonner le monde matériel à nos besoins et à nos désirs. Le bonheur, en tant qu'il dépend des choses, c'est-à-dire le bien-être, est donc un des buts légitimes de notre activité. Le rappel de l'humanité à la vie primitive peut être la boutade d'un misanthrope éloquent; mais, au milieu de nos sociétés de plus en plus industrielles, c'est une prédication qui ferait le désert autour d'elle, ou, si la foule daignait l'accueillir, ce serait pour se donner l'amusement si commun de médire de son temps et de mettre son esprit en contradiction avec sa conduite. D'où vient cependant que, vers le déclin de l'antiquité, une plainte universelle s'est élevée contre l'amour croissant des jouissances matérielles, contre la mollesse des sociétés enrichies? Le luxe a indigné les plus sages et les plus éloquents; il a perdu les plus fortes des nations; il a *vengé le monde*, en énervant ses vainqueurs, et frayé la route aux barbares qui les ont soumis. Le parallèle entre ces époques de l'histoire et la nôtre, si souvent essayé par la satire, n'a-t-il rien de vrai ou de sérieux? Couvert d'honnêtes apparences, protégé par le nom économique de bien-être, le luxe a-t-il commencé à miner sourdement les sociétés modernes? Pour répondre, on se souviendra que le luxe de l'antiquité, c'était le bien-être, plus l'aristocratie. Dans ces conditions, il devenait nécessairement ce luxe effréné qui rend à la fois plus précaire et

plus odieuse l'inégalité civile, vice originel des sociétés mal constituées; mais le bien-être général des modernes, s'il est encore le luxe, c'est le luxe, plus l'égalité. Au point de vue de la justice, sa cause est gagnée, et, grâce à Dieu, les institutions le protégent au lieu de l'entraver. Mais de cette situation toute nouvelle quelles seront les conséquences? à quel prix ces biens se feront-ils acheter? Une nation, lancée à la poursuite du bien-être, peut-elle éviter de faire de ce mobile principal un mobile exclusif? En regard de la crainte, de l'honneur, de la vertu, déclarés par Montesquieu les principes des diverses constitutions politiques, faut-il mettre sur la même ligne un nouveau principe, le bien-être de tous? Qu'arrivera-t-il au monde, s'il imagine ou s'il essaie ainsi d'être heureux? Le sera-t-il en effet, et que gagnera-t-il à son bonheur? Jusqu'ici la liberté a toujours été laborieuse, l'honneur rigoureux, la gloire difficile, la patrie exigeante en sacrifices; que deviendront les hommes si le bien-être seul est facile, et si l'on vient à penser que seul il mériterait le travail? — Le résultat du concours nous l'apprendra.

L'Académie, sur la proposition de sa section de législation, de droit public et de jurisprudence, avait demandé *l'Histoire et la théorie du contrat d'assurances*. Ce sujet, dans l'état présent de la société, au milieu des progrès de l'industrie et du commerce, offrait un véritable intérêt. Cependant, un premier concours n'ayant pas réussi, une prorogation a été accordée; mais celui des Mémoires qui avait principalement fixé notre attention a été publié avec des améliorations notables. C'est maintenant un ouvrage d'un réel mérite et que regrette

l'Académie. Un seul Mémoire a été présenté cette fois. Il est peu développé, et laisse désirer des recherches plus neuves et plus savantes. Ni sous le rapport historique, ni sous le rapport philosophique, la question n'y est approfondie. Une rédaction claire n'est pas un mérite suffisant pour déterminer votre choix, et l'Académie se voit obligée de retirer du concours une question qui méritait cependant toute l'attention des jurisconsultes. Elle offre à leurs efforts un sujet nouveau.

L'*action* est, comme on le sait, le droit qui appartient à chacun de poursuivre son droit en justice. (*Instit.*, liv. IV, t. 6). Elle est diverse par son objet et par sa forme. Elle est *réelle*, lorsqu'elle a pour objet une chose, et *possessoire*, quand elle tend à conserver ou à recouvrer la libre possession d'une chose. Sous ce nom, elle est donc l'arme défensive de la propriété. Retrouver son origine, tracer son histoire, décrire ses formes, exposer ses effets, c'est embrasser en réalité presque tout le droit des choses, et traiter une de ces vastes questions de droit civil, un peu négligées aujourd'hui que l'uniformité et la clarté de nos lois ont rendu la science moins nécessaire à la pratique. Cependant la race des jurisconsultes ne doit point s'éteindre dans notre pays. Si leurs travaux importent moins aux intérêts actuels (et nous doutons cependant que la science sérieuse soit jamais superflue), ils demeurent précieux pour l'esprit humain, pour cette curiosité, désintéressée peut-être aujourd'hui, demain utile et féconde, qui va puiser dans le passé les enseignements de l'avenir. L'Académie serait heureuse de contribuer à relever, dans la patrie de Cujas et de Domat, les études de haute jurisprudence. Ce n'est pas lorsque

la philosophie et l'histoire ont été si profondément renouvelées, que la science du droit peut tomber languissante, elle qui ne marche d'un pas sûr qu'avec leur double appui.

Pour le prix d'économie politique, nous avions demandé qu'on déterminât « les faits généraux qui règlent les rapports des profits avec les salaires, et qu'on en expliquât les oscillations respectives. »

Sans doute les lois suivant lesquelles les capitaux et la main-d'œuvre obtiennent la rétribution qui leur est due ont été déjà constatées; mais il reste à reconnaître les faits divers qui tantôt élèvent ou abaissent de concert la part qui leur revient dans les fruits de la production, tantôt modifient et changent les proportions dans lesquelles cette part se distribue. De telles recherches étaient intéressantes et pouvaient éclaircir une bonne fois les questions tant controversées des conditions économiques du travail.

Et cependant le concours n'a pas répondu aux espérances de l'Académie. Elle n'a reçu que trois Mémoires, et elle n'en a pu distinguer que deux, un surtout qui se recommande par la connaissance des principes de la science et l'étude attentive des faits. Mais l'auteur n'a pas traité avec une supériorité égale toutes les parties du sujet; il n'a pas assigné leur juste part d'influence aux causes qui agissent sur les rapports des profits avec les salaires.

Un nouveau délai permettra aux écrivains de perfectionner leurs ouvrages, et l'Académie remet la question au concours pour l'année 1846.

C'est dans les travaux d'économie politique surtout

qu'elle regretterait que l'esprit de la véritable science cessât de se montrer avec éclat. Ces sortes de recherches devraient, il le semble, attirer les esprits au milieu d'une société si vivement préoccupée de ses affaires, et cependant elles sont souvent entreprises (nous en avons fait plusieurs fois l'épreuve) avec une connaissance superficielle des principes de la science. L'amour du bien suffit pour inspirer de louables pensées, non pour faire un ouvrage utile, et ce n'est pas avec de vagues considérations sur la condition sociale qu'on peut la changer en mieux; il faut une méthode exacte, bien appliquée à des faits bien constatés. Cette science, comme une autre, n'est démonstrative que si elle est abstraite; mais elle n'est sûre que si elle est expérimentale. Nulle ne demande plus impérieusement l'alliance de la théorie et de l'observation. L'Académie ne couronnera que des ouvrages où l'une et l'autre auront leur juste part.

Le sujet proposé par les conseils de la section d'histoire était : « La formation de l'administration monar- » chique depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XIV in- » clusivement. » Un seul Mémoire nous est parvenu. L'épigraphe en fait connaître l'esprit : « L'unité, pensée » toute chrétienne, domine en France les progrès du » gouvernement. » L'auteur s'est livré à des recherches étendues, et, à l'aide des lois et des ordonnances, il a suivi, à travers les siècles, les changements survenus dans l'administration proprement dite, la justice, les finances et les rapports avec l'église; mais il a sacrifié l'ensemble aux détails, et, par une méthode vicieuse, il a établi des divisions chronologiques factices qui ramènent les mêmes chapitres quatre fois, pour montrer les

modifications introduites dans chacune des diverses parties du gouvernement. Négligeant l'histoire, il n'a point expliqué cette grande et lente révolution qui transforma la monarchie féodale en monarchie administrative. Cet ouvrage estimable, mais écrit avec négligence, présentait trop de lacunes pour obtenir le prix, et l'Académie, en prorogeant le concours au 31 octobre 1846, espère pour cette époque des résultats plus dignes de l'importance et de la grandeur du sujet.

Elle propose pour l'année 1848 le sujet suivant : « Démontrer comment les progrès de la justice criminelle dans la poursuite et la punition des attentats contre les personnes et les propriétés, suivent et marquent les âges de la civilisation, depuis l'état sauvage jusqu'à l'état des peuples les mieux policés. »

Ces sujets appartiennent à l'histoire, telle que l'Académie doit l'entendre. Ils veulent des recherches qui supposent de l'érudition, mais une érudition qui sait conclure, et c'est là déjà de la philosophie de l'histoire, *science nouvelle*, comme l'appelait Vico, et qui semble éminemment convenir à notre époque. Les événements contemporains ont eu, avec une singulière grandeur, ce caractère particulier de signaler des causes générales, de résumer de longues séries de faits, de manifester l'existence des lois qui régissent la vie des sociétés. Ils ont été comme une grande école pratique pour la science de l'histoire. De nos jours, la politique a dévoilé tous ses mystères, et ce ne sont pas les enseignements qui manquent à qui veut raconter aux nations le secret de leur destinée. Mais il faut, avec une grande puissance de travail pour tout apprendre, une grande fermeté d'esprit

pour tout juger. L'historien est une sorte de magistrat qui prononce la sentence du temps, ce juge de l'humanité. Il doit braver ce que l'on redoute tant à présent, la responsabilité d'avoir un avis.

Un dernier prix nous restait à décerner. Vous savez qu'une dotation considérable a été fondée par M. le baron Beaujour, pour être accordée tous les cinq ans à l'auteur du meilleur mémoire sur le soulagement de la misère. Nous avions demandé qu'on recherchât les moyens d'appliquer à cet objet l'association volontaire et privée. Vingt-cinq Mémoires, présentés il y a deux ans, n'avaient point paru résoudre la question. L'épreuve vient d'être renouvelée, sans un résultat plus favorable. Vingt Mémoires ont passé sous nos yeux, aucun ne nous a pleinement satisfaits. En vain M. le comte Portalis, avec l'autorité du talent et de la sagesse, avait à cette place même expliqué le vrai sens de votre programme; en vain l'aviez-vous commenté par de clairs développements. Dictés par des préoccupations diverses, ces Mémoires ont continué d'offrir un mélange d'idées vagues, hasardées ou rebattues. Ici les maximes chimériques du socialisme, là les lieux communs de la littérature philanthropique, rarement quelque chose d'original et de sensé tout à la fois. Quelques écrits prouvent du talent, tous déposent d'honorables intentions. Dans ceux dont les doctrines sont le plus douteuses, il se manifeste encore un effort sincère de rendre raisonnable et pratique ce qui jusqu'ici ne l'a pas été. En général, la tendance à la modération, à la prudence, est visible, et les parties critiques sont souvent traitées d'une manière remarquable; mais c'est tout, et là où les systèmes ne sont pas impraticables, il

n'y a pas de système, et les conclusions sont insignifiantes. Quand il s'agit d'une question qui touche à des intérêts réels et qui même a soulevé naguère des théories passionnées, l'Académie ne peut sanctionner qu'une solution irréprochable, et qui satisfasse à la fois la science et l'humanité. Peut-être, il est vrai, qu'une telle solution ne saurait être trouvée dans l'état présent des faits et des lumières, et la seule conclusion sage serait le maintien intelligent de ce qui existe; mais peut-être aussi cette conclusion ne suffirait-elle pas pour défrayer un mémoire académique. Dans la crainte qu'un nouveau concours ne fût pas plus heureux, nous avons définitivement retiré la question. Il nous paraît que le problème de la misère dans les sociétés modernes sera plus utilement abordé par de nouvelles recherches sur l'éducation populaire, et l'Académie provoque un nouvel examen des meilleures méthodes employées pour la propager, et notamment de la célèbre méthode à laquelle Pestalozzi a attaché son nom.

Vous le voyez, Messieurs, de six prix qui pouvaient être obtenus dans ce jour, un seul, celui de philosophie, a été décerné. Trois questions sont remises au concours, et deux sont retirées et remplacées par d'autres. Deux sujets nouveaux ont été proposés, et les quatre sujets proposés dans les années précédentes demeurent maintenus. Ainsi, dans un prochain avenir, l'Académie aura huit prix à donner.

Ces faits indiqueraient-ils que le goût pour les études de pure théorie se refroidit? Serait-ce que les choses sérieuses trouvent moins de faveur, et que le talent semble les fuir? L'Académie n'en montrera ni moins de sollici-

tude dans le choix des sujets, ni moins de sévérité dans l'examen des ouvrages ; elle n'abaissera pas ses concours pour les rendre plus accessibles, et, fidèle à l'esprit de son institution, elle ne cessera pas de stipuler pour les intérêts sacrés de la science.

Cette société si profondément remuée, et dont les mouvements ébranlaient toute l'Europe, a retrouvé enfin le repos. A peine quelques restes de passions mal éteintes jettent-ils çà et là de faibles lueurs. Les théories aventureuses ne se répètent plus qu'à voix basse ; c'est comme un bruit qui s'éloigne, et que bientôt on n'entendra plus. Cette tranquillité renaissante est un bien précieux, et pas un regret n'est dû à la stérile agitation qu'elle a remplacée. Mais quelle puissance a donc ainsi tout pacifié? Faut-il espérer que ce soit la seule vertu de nos institutions? Est-ce uniquement la sagesse qui suit l'expérience, et la volonté courageuse de recommander la liberté par l'ordre? Je ne sais ; mais ne serait-ce pas aussi cet instinct passionné des intérêts, ce sentiment exclusif de l'utilité immédiate, l'âme de la société économique? Certes la France a eu raison de renoncer à des ardeurs bruyantes et vaines, et d'échanger l'activité qui soulève les masses contre l'activité qui les enrichit. Le torrent est rentré dans son lit, et il est devenu le fleuve calme et puissant qui fait tourner la roue des moteurs industriels, et porte sur ses flots les lourds produits du travail mercantile. Changement heureux, et sous quelques rapports admirable! Les œuvres prodigieuses du génie polytechnique sont peut-être le seul merveilleux qui convienne à notre siècle.

Mais cependant la science subsiste en dehors des arts utiles ; elle ne leur fait pas concurrence, elle qui met les

idées au-dessus des calculs, elle qui veut être aimée pour ce qu'elle vaut, et non pour ce qu'elle rapporte. Mais elle a sa place dans toute civilisation, et il faut consentir à ne point la trouver absurde, quoiqu'elle soit souvent un travail sans récompense. On entend quelquefois ces questions frivoles : « Que sert de savoir comment l'on pense, et ce qu'il y a de vrai dans nos idées primitives, puisqu'elles ne se montrent jamais qu'enveloppées dans nos sensations? A quoi bon rechercher comment on doit sentir et vouloir, si nos affections et nos volontés ne sont pas là toutes prêtes à se réaliser en actes? Qu'importe l'étude des origines et des principes des lois, quand les lois sont faites et obéies? Où mène la détermination des lois historiques, si la société les accomplit en quelque sorte malgré elle, et se développe comme une plante soumise à la fatalité de son organisation? Que signifie la description abstraite de la production des richesses, ou l'énumération des éléments qui composent une société vivante, quand on peut mettre soi-même la main à l'œuvre, pour produire ou pour administrer? Délaissez des problèmes difficiles et vains, obscurs et périlleux, qui lassent l'esprit en pure perte, qui le troublent par de trompeuses espérances, et mettent le réel en lutte avec le possible. Que le monde s'ignore et qu'il marche; que l'homme s'oublie et qu'il travaille. La Providence sait pour lui et médite à sa place. La nature des choses ne se connaît pas elle-même, et elle enfante irrésistiblement ses effets, sans qu'ils aient besoin d'être expliqués ni prévus. Laissez tout suivre son cours, et défendez-vous de cette duperie de l'orgueil humain, la science désintéressée. »

Ainsi l'esprit *utilitaire* peut engendrer un dédaigneux

scepticisme, et l'esprit scientifique périr avec la foi dans la science. Quand cette sorte de découragement gagne de nobles intelligences, l'activité ne se retrouve plus que là où elle s'assure d'être profitable. Il lui faut un but qu'elle puisse atteindre rapidement. Et quel est le but des sciences philosophiques ? La vérité qu'on ignore, la vérité qu'on poursuit avant de la connaître, et qui ne sera pas comme on la désire, mais comme Dieu l'a faite. Il y a vingt siècles que Platon, dans le *Philèbe*, opposait le plaisir et la science. N'opposons pas, mais ne sacrifions pas aux arts de l'utilité les sciences de la vérité. Après tout, si l'humanité commettait un tel sacrifice, à en juger comme on juge d'une affaire, elle ferait un mauvais marché. L'avenir ne tarderait pas à lui montrer ce qu'elle aurait perdu. Il ne faut que du temps, et la puissance effective de ces prétendus jeux de l'intelligence frappera tous les regards. Il ne faut que du temps, et à ces sciences si vaines appartiendra l'empire de la terre. Des spéculations abstraites, le brillant superflu d'une époque, deviennent tôt ou tard le nécessaire d'une autre, et passent dans la croyance pratique des générations nouvelles. C'est par l'activité désintéressée de la raison que l'espèce humaine avance et s'ennoblit ; c'est par elle que se sont produites toutes les libertés des nations modernes. Exilez du monde toute théorie, toute pratique est éternelle, et rien ne change sur la terre si l'esprit demeure immobile. On raconte que c'est un moine rêveur qui inventa la poudre à canon : le fait se renouvelle tous les jours. Ce sont des solitaires pensifs qui chargent peu à peu l'esprit humain de ces idées qui éclatent par le monde.

Mais, pour servir les hommes par la vérité, il faut deux

choses : le désintéressement qui dérange nos calculs, et le travail qui coûte à notre mollesse. L'Académie ne cessera pas d'encourager autour d'elle, de conseiller à la jeunesse studieuse ces deux choses, le désintéressement et le travail. Elle relèvera, elle propagera, par tous les moyens en son pouvoir, l'esprit de la science et la foi dans la science. La France a de tout temps captivé le monde par ses idées. Sa puissance morale a survécu toujours à ses revers et rempli les intervalles de sa gloire. La France a été grande, elle est libre ; qu'elle soit riche, car c'est du bonheur pour chacun et de la force pour elle ; mais qu'elle n'oublie pas que les jours de la paix sont les jours réservés aux conquêtes de la pensée.

DISCOURS

DE RÉCEPTION

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

(Séance du 7 janvier 1847.)

MESSIEURS,

Vingt ans ne se sont pas écoulés depuis le jour où l'Académie recevait dans cette enceinte celui dont la place est vide encore au milieu de vous. Son nom était alors dans toutes les bouches; sur lui la France avait les yeux fixés, et, recueillant ses discours comme des leçons, elle l'entourait d'une popularité respectueuse. Par un tel choix, qui devançait les suffrages sept fois répétés de la nation, l'Académie, en rendant témoignage de sa justice, prenait soin de sa propre gloire. Elle ignorait alors qu'il viendrait un temps où son indulgence accorderait la première des récompenses littéraires au seul et facile mérite d'aimer les lettres, où le goût du vrai et du beau, ce sentiment qui est presque un devoir, lui paraîtrait un titre aux honneurs dont elle dispose. C'est aujourd'hui qu'elle doit connaître toute sa perte; auprès de cette pensée qui se réveille dans sa grandeur et dans son amer-

tume, tout autre languirait; c'est la seule qui puisse se faire entendre; la reconnaissance même doit se taire. Une image, plus puissante que toute réalité, revit dans vos esprits et se rend pour ainsi dire présente en ce moment. J'oublie tout ce qui n'est pas elle, et je veux essayer de la peindre telle qu'il me semble que je la vois; heureux si je pouvais, fidèle à vos souvenirs, rendre un instant par la parole une ombre de vie à ce qui n'est plus.

Je n'hésite donc pas, messieurs; je ne vous parlerai que de M. Royer-Collard. Mais puis-je dissimuler que le sujet m'intimide, en même temps qu'il m'attire? Le plaisir de louer me charme; mais la crainte de ne pas louer dignement accable ma faiblesse. Plus d'une fois, avant ce jour, on m'a félicité de la tâche qui m'était échue; l'heure est venue de m'en plaindre. Comment tout comprendre et tout dire, et pourtant comment risquer de rien omettre? Il s'agit, non plus d'apprécier en passant quelques ouvrages qui sont parfois toute la vie d'un homme de lettres, mais de retracer un ensemble de sentiments et de discours, d'écrits et d'actions, de faits et d'idées, qui s'enchaînent et s'expliquent mutuellement, qui composent une existence sans seconde, et attestent la supériorité la plus originale que nous ayons connue. Les politiques ont été rarement des philosophes; les philosophes ne sont pas toujours des sages; ni les philosophes, ni les politiques, ni les sages ne sont pour cela des écrivains. M. Royer-Collard a été un politique, un philosophe, un écrivain, un sage, et de plus un homme plein d'imagination et de passion, d'un esprit hardi et réglé, grave et piquant, inflexible et mobile, dont le caractère ne se laissait dompter que par la con-

science, et qui maintenait l'unité de sa vie moins peut-être par la puissance de la raison que par celle de la vertu. Ce portrait inquiéterait le peintre le plus habile; et quel doit être le fond du tableau? Sur quelle scène faut-il placer un tel personnage? Sur le théâtre où s'est passé le drame infini des soixante dernières années de notre histoire. On ne connaîtrait point M. Royer-Collard, si l'on n'osait pas le mettre en présence de ces événements d'éternelle mémoire, dont il a été le spectateur et le juge, toujours en proie aux émotions de l'action, même lorsqu'il semblait n'y prendre aucune part. Il n'était rien moins que le solitaire indifférent qui dédaigne les affaires humaines, et dont l'esprit s'isole sous cette forme de l'égoïsme qui s'appelle l'abstraction. Il était un homme de son temps et de son pays, intimement associé à tout ce que la France a senti et souffert, agité jusqu'au plus profond de son âme par toutes les vicissitudes des choses, résistant presque toujours à leur cours, mais emporté dans le mouvement même qu'il eût voulu retenir ou diriger. Non, l'on ne peut séparer M. Royer-Collard et la révolution française. Il suffit de l'avoir entendu lui-même pour savoir qu'elle revenait incessamment à sa pensée, qu'elle lui apparaissait comme l'histoire vivante, qu'elle lui avait plus appris qu'aucune lecture et qu'aucune méditation. Osons donc les rapprocher dans ce discours, et rappeler des souvenirs qui n'intéressent pas les lettres seules. Aussi bien nous vivons dans un temps où les lettres même ne peuvent éviter la politique. Il n'y a plus de divorce entre les affaires et les idées. Parmi ceux qui m'entendent, sur les bancs de l'Académie, ne vois-je pas des hommes à qui notre pays a plus d'une

fois confié ses destinées? On peut d'ailleurs parler de tout, lorsqu'on parle avec modération, lorsqu'on est assuré de ne manquer d'admiration pour aucune gloire, d'indignation pour aucun crime, de respect pour aucun malheur.

M. Royer-Collard était né près de quarante ans avant la fin du dernier siècle, dans une condition modeste, au sein d'une famille vouée à la vie des champs. Le village où elle résidait offrait le rare spectacle d'une population régénérée presque tout entière par l'enseignement religieux, confirmée dans la foi par l'intelligence. Là des paysans se sentaient chrétiens. C'était l'œuvre de cette secte célèbre qui a causé tant d'inquiétude et fait tant d'honneur à l'église de France. Un oncle de M. Royer-Collard, un doctrinaire, je crois (ne vous méprenez pas, c'était alors le nom d'une congrégation créée pour l'instruction du peuple), avait semé dans ce coin de la Champagne les germes féconds des mœurs et des croyances d'un jansénisme modéré. Sous l'empire de ses maximes, une tribu fidèle s'était formée dont les restes subsistent encore. Je rappelle ce fait, parce que, sans aucun doute, les premières impressions de l'enfance, les exemples domestiques, l'éducation de la famille et du village agirent puissamment sur toute la vie de M. Royer-Collard. Dès ses tendres années, il avait appris à connaître, à aimer la dignité, la gravité, le respect, et avec tout cela les mœurs simples. C'étaient autant de choses qu'il rencontrait chez sa mère; ajoutons qu'à aucune femme il n'a trouvé autant d'esprit : assurément il devait ressembler à sa mère. Les habitudes de pieuse sévérité au milieu desquelles il fut élevé lui laissèrent une empreinte ineffaçable, fidèlement conservée à travers les agitations de sa vie et

de sa pensée. De là le cours naturel de ses études ; de là une vive et persévérante admiration pour cette noble institution de Port-Royal, dont le nom vivra autant que les lettres françaises. Il n'adopta pas les doctrines subtiles qui en faisaient une secte, mais les principes généraux qui en faisaient une école. Il sentit plutôt qu'il ne pensa comme Port-Royal ; mais il honora tout ce que Port-Royal honorait ; il méprisa tout ce qu'on y méprisait ; il n'aima jamais ceux que haïssait Pascal. Ne vous souvenez-vous pas de l'avoir entendu, la dernière fois qu'il siégeait dans une de vos solennités, applaudir avec émotion à l'éloge éloquent de cette élite immortelle d'honnêtes gens et de bons écrivains ? C'étaient eux, en effet, qui les premiers l'avaient initié à la vie de l'intelligence. Soit qu'il les suivît dans leurs luttes consciencieuses contre un pouvoir persécuteur, soit qu'il remontât dans leurs ouvrages aux sources du vrai, aux principes du goût, il voyait en eux les modèles du caractère, de la raison, du talent. Il leur accordait un rare privilége, il les reconnaissait pour ses maîtres. Il aurait voulu leur ressembler ; mais il ne pouvait être autre que lui-même, et il les égala sans les imiter.

La première jeunesse de M. Royer-Collard, si l'on en recueillait tous les détails, nous l'expliquerait tout entier. Nous comprendrions mieux en lui ce frappant mélange d'indépendance et de discipline, de témérité et de retenue, de respect pour l'ordre et de mépris pour toute autorité qui n'était pas la raison. Nous verrions, au récit de ses premières années, comment un jour l'esprit du temps passé devait s'unir en lui à l'esprit moderne, comment son âme, remplie de toutes les saines traditions ;

devait s'ouvrir à toutes les généreuses nouveautés. Dans le XVIIe siècle, il admirait surtout ce qui fut l'opposition : il ne pouvait manquer à l'opposition du XVIIIe. Quand il fut d'âge à regarder autour de lui, il vit toutes les institutions en déclin. Des croyances et des lois il ne restait plus qu'une ombre. Jamais il ne lui en a coûté de juger le monde, et la société qu'il avait alors devant les yeux se livrait d'elle-même à son jugement. La pensée de ce temps-là valait mieux que le temps lui-même, et c'est elle seulement qui méritait d'être respectée.

Le jeune avocat qui, après des études diverses, mais toutes sérieuses et fortes, vint, en 1787, s'essayer à Paris, sous les yeux de Gerbier, était loin de prévoir à quelles destinées le réservait l'avenir prochain de son pays. Il ne désirait pas, il ne rêvait pas une réforme universelle; mais il éprouvait tous les sentiments qui allaient la rendre inévitable. Il voyait avec impatience les témérités et les faiblesses d'un despotisme imprévoyant. Son ardeur l'associait à ces résistances parlementaires si étourdiment bravées, si mollement combattues. Il sentait peu à peu s'allumer dans son âme, avec la haine des abus et de l'arbitraire, cet immense enthousiasme du bien public qui fut le principe du mouvement de 1789. « C'était là le temps du patriotisme, répétait-il » dans ses dernières années. » Il disait vrai; car alors on osait croire ce que l'on pensait, espérer en la puissance des idées, les aimer assez pour les réaliser à tout risque. A ces signes se reconnaissent les émotions de l'humanité qui peuvent devenir des révolutions. On partit pour la révolution comme autrefois nos pères pour la croisade. On allait devant soi, vers une terre ignorée, vers

une cité mystérieuse et sainte ; on marchait, prêt à prendre en main, s'il le fallait, le fer et la flamme, pour la délivrance des captifs et pour la gloire de la vérité.

Quand on parle de la révolution, il faut bientôt parler de la philosophie. L'une ramène à l'autre. Ils ont raison, amis ou ennemis, ceux qui remontent dans la nuit des âges pour expliquer le cours des événements par les progrès de la pensée. L'esprit humain dispose à la longue du sort des sociétés. Son royaume est de ce monde.

En France, il faut dater de Descartes la vraie liberté de l'esprit. Son image est là, au milieu de vous, Messieurs, parce qu'il fut le maître de nos maîtres. Or, que leur enseigna-t-il? La foi dans la raison. Cet intrépide génie se dit un jour qu'au-dessus de tous les préjugés, qu'avant comme après toutes les leçons, toutes les traditions, l'homme avait une règle en lui-même, primitive et définitive, une puissance supérieure au doute et même en un certain degré inaccessible à l'erreur, sa propre pensée. A cette souveraine, il soumit toutes les sciences ; devant elle, il fit taire l'expérience et l'école, il abolit, il suspendit du moins toute l'autorité du passé, pour s'en tenir au présent, qui se révèle dans la conscience de l'esprit, pour donner à la raison la tâche formidable de remplacer tout ce qu'elle aurait supprimé, de relever tout ce qu'elle aurait détruit, et, en se retrouvant elle-même, de rétablir la vérité du vrai et la réalité du réel. Ainsi, la lumière semble rendre l'existence à tout ce qu'elle éclaire.

Les villes, dit Descartes, *disposées par la fortune*, n'égalent pas *ces places régulières qu'un ingénieur trace à sa fantaisie dans une plaine*. Les peuples qui n'ont fait leurs

lois qu'*à mesure que la nécessité les y a contraints*, ne sauraient être *si bien policés* que ceux qui *dès le commencement se sont assemblés*. De même, *les sciences des livres* ne sont pas *si approchantes de la vérité* que *les simples raisonnements*. Il n'*y a point*, ajoute-t-il, *d'apparence* qu'on *fasse dessein de renverser un État pour le redresser ; mais..... je ne pouvais mieux faire..... que d'entreprendre une bonne fois..... d'ajuster toutes mes opinions au niveau de la raison*[1]. — Une telle philosophie, Messieurs, n'est-elle pas le prélude, et comme le symbole intellectuel de la révolution française? Cet oubli dédaigneux du passé, ce mépris systématique de l'enseignement et de l'histoire, cette confiance ingénue et réfléchie dans la raison seule, ne voilà-t-il pas les caractères de ceux qui, un siècle et demi après Descartes, devaient entreprendre la réforme de la société tout entière? Cette tradition qu'il faut abolir, n'est-ce pas la routine des institutions établies? Cette science d'école qu'il faut effacer, n'est-ce pas l'ancien régime? Cette *cité régulière* qu'il faut *tracer dans la plaine à la fantaisie de l'ingénieur*, n'est-ce pas la France? Les Descartes de la politique, plus hardis que leur maître, tentent de *renverser l'État pour le redresser*. Comme on l'a dit de Christophe Colomb, ils cherchent un nouveau monde *sur la foi d'un raisonnement*[2]. Devant cet océan à traverser, ils n'hésitent pas, ils croient en eux. Que leur faut-il pour le franchir et toucher au rivage de l'inconnu?

Je ne demande aux dieux qu'un vent qui m'y conduise.

Le ciel était chargé d'orages, et bientôt on entendit mugir le vent propice. C'était la révolution qui se levait.

[1] Discours de la Méthode, II.

[2] Turgot, œuvres complètes, tom. II, Pensées et Fragments.

Mais si la raison, dans ses laborieux progrès, amène de tels changements, ce n'est pas elle seule qui les accomplit. Il faut qu'elle appelle à son aide la volonté, et avec elle toutes les passions humaines. A la suite de la volonté et des passions, marche la force : la force, cet instrument nécessaire et redoutable de tous les événements de ce monde ; la force, arme et fléau du droit. L'univers sait quel fut le rôle de ce terrible agent dans la révolution française.

J'ai nommé, Messieurs, la raison et la force. Disons, dès ce moment, que toute la vie de M. Royer-Collard fut une protestation de la raison contre la force. Ainsi, voulant toujours la liberté, il combattit souvent la révolution, et, dans son effort persévérant de réconcilier le droit et le fait, on le vit parfois associer les contraires et entreprendre contre le possible. Mais ces rapprochements difficiles, ces combats intérieurs étaient inconnus aux jours heureux de 1789. C'est avec une sereine confiance, qu'au sein de cette ardente jeunesse du tiers-état, qui voulait *être la nation*, l'obscur avocat de la Cité se jeta dans le mouvement du 14 juillet. Après un discours remarqué des électeurs qui votaient avec lui, il fut envoyé à la commune de Paris, et fit partie de cette première municipalité dont la mémoire a droit au plus douloureux respect. La révolution délibérait aux états-généraux, elle agissait à l'hôtel de ville. Pendant toute la durée de nos troubles, l'assemblée communale et l'assemblée législative furent deux pouvoirs rivaux, qui, tour à tour secondés, dépassés, opprimés l'un par l'autre, offrirent dans leurs déchirements intérieurs l'image concentrée de toutes les crises de la société. M. Royer-Collard demeura à l'hôtel

de ville depuis le 14 juillet jusqu'au 10 août, jour sinistre qui devait emporter du même coup la municipalité légale et la monarchie constitutionnelle. Fidèle à la cause que défendaient à la fois l'héroïsme de La Fayette et la sagesse de Bailly, il les suivit dans la lutte contre des tyrannies diverses, dont l'une devait jeter La Fayette dans les fers et l'autre traîner Bailly sur l'échafaud.

Mais moins engagé dans l'action, plus libre d'observer et de se recueillir, il avait de bonne heure commencé à douter de ses espérances. Son amour jaloux de la justice, sa clairvoyance toujours en garde contre l'illusion ou le sophisme, son indépendance rebelle à toute imitation comme à tout entraînement, une défiance innée du vainqueur, tout le portait à de sombres pressentiments. On lui a quelquefois entendu dire : « La nuit du 4 août me » transporta d'admiration; mais elle me fit réfléchir. » Ce dévouement rapide qui improvisait sans distinction des changements généreux ou insensés, qui sacrifiait ensemble des inégalités odieuses et de nobles souvenirs, qui traitait avec le même dédain le privilége et la gloire, cet abandon de tout le passé lui fit craindre que dans la condamnation des vices d'une société vieillie, ne fussent enveloppées les conditions permanentes de tout ordre social. Il prévit que trop souvent la justice et l'humanité manqueraient à la plus belle entreprise qu'eussent jamais formée l'humanité et la justice. De ce moment peut-être, de cette première réflexion, date ce jugement inquiet et bientôt sévère sur une révolution qu'il ne cessa pourtant de regarder comme nécessaire. Il en honora toujours les principes, il en détesta souvent les actes, il en devait un jour défendre les résultats.

Mais quand l'ordre éphémère de 1791 eut disparu, alors que les volontés et les passions, déchaînées sous l'empire des doctrines absolues, eurent rompu toutes les barrières, à l'aspect de la tyrannie croissante, M. Royer-Collard ne se renferma pas dans les douloureuses pensées d'une indignation oisive. Député par des sections de Paris, il vint, peu de jours avant le 31 mai, à la barre de la Convention, réclamer d'elle sa propre inviolabilité, prêter secours aux minorités en péril, et prononcer ces paroles où l'on croit reconnaître sa voix : « Nous ne con-
» naissons dans la Convention que la Convention elle-
» même.... Sondez d'une main ferme la profondeur de
» nos maux, apportez-y le remède. Que le sceptre san-
» glant de l'anarchie soit brisé [1]. »

Ces jours furent les derniers d'une résistance, non pas efficace, mais possible. Pour les hommes qui ne s'abaissèrent pas à penser comme le plus fort, la proscription fut de droit. Le pouvoir mit sur sa poitrine la tête de la Gorgone; il avoua la terreur qu'il inspirait... Quel temps, Messieurs! Heureux cent fois alors ceux qui mouraient en combattant pour la patrie!

La proscription cessa pour M. Royer-Collard avec la terreur, et peu après il fut appelé au sein de la représentation nationale. Le département de la Marne l'élut au conseil des Cinq-cents, formant avec lui les premiers nœuds d'une fidèle alliance. On sait quelles luttes intestines signalèrent le règne de la constitution de l'an III. La France lassée ne demandait plus que du repos; frémissant encore des excès qui l'avaient désolée, elle se

[1] *Moniteur universel*, Séances du 18 et du 23 mai 1793.

laissait glisser sur la pente d'une réaction naturelle, et songeait plus à calmer la révolution qu'à la défendre. Avec M. Royer-Collard, des hommes nouveaux étaient entrés dans les conseils, les uns méditant déjà la monarchie, les autres ne voulant que la justice et l'humanité. Parmi ceux-ci, il rencontra Camille Jordan. Alors commença cette tendre amitié qui devait à jamais les unir. Placés en face des redoutables vétérans de la Convention, les nouveaux élus engagèrent une lutte inégale. Le temps n'était pas venu de savoir comment se concilient les nécessités du gouvernement avec les conditions de la liberté. Des débris de la Convention sortit, comme une dernière flamme d'un incendie qui s'éteint, la violence d'un coup d'état, effort suprême d'un parti qui s'en allait mourir. Le 18 fructidor mutila les deux conseils; l'élection de M. Royer-Collard fut annulée. A ce nouveau triomphe de la force, il reconnut son ennemie, il la maudit encore une fois, et désespéra de voir la révolution soustraite à son empire.

Quelques-uns avaient déjà tout près de lui projeté une réaction complète, et cherché du regard la royauté dans l'exil. M. Royer-Collard (il tenait à le dire), au 18 fructidor, n'était pas royaliste. Mais en l'accusant de l'être, on le porta à le devenir. On le proscrivait pour une opinion qu'il n'avait pas; elle le tenta, dès qu'il souffrit pour elle. Les lois avaient péri; il lui semblait que chacun reprenait sa liberté naturelle, et c'est dans l'amertume d'un ressentiment légitime qu'il se prit à rechercher quelles étaient en France les conditions fondamentales de l'ordre. A ce problème, ce n'était pas une solution paradoxale que la monarchie. Mais où prendre le monarque?

On n'invente pas les rois; on les trouve, non pas dans la théorie, mais dans l'histoire. Quand la gloire et la force ne les donnent pas, c'est le temps qui marque de certaines races, qui les fait royales, qui les élève en les isolant. Même en 1797, dès qu'on voulait la royauté, il était difficile de ne la point chercher hors de la république. Entre elle et nous cependant, que d'insurmontables obstacles, l'émigration, la contre-révolution, l'étranger! M. Royer-Collard se demanda si l'on ne pourrait pas abstraire tous ces obstacles, n'emprunter à cette dynastie sans royaume qu'une idée, celle de l'hérédité royale, et en faire un droit. Cet effort d'abstraction ne l'effraya pas; c'était le tour naturel de son esprit. Sachant que le mal n'était pas nécessaire, il s'efforçait de ne le pas croire inévitable. C'est ainsi qu'il voulut séparer la royauté de son dangereux cortége, et la rappeler comme un principe et non comme un parti.

Je touche ici à une question si délicate que j'en veux parler plus à l'aise. Disons ce qu'était dans l'esprit de M. Royer-Collard le principe de la légitimité.

Les grandes révolutions mettent tout l'ordre légal au néant. S'il les fallait caractériser par un mot, je dirais qu'elles substituent les idées aux traditions. Dès qu'elles ont brisé le frein des conventions établies, toute autorité tombe, et alors commence l'état révolutionnaire, transition périlleuse pour les peuples, mais qui n'ouvre pas nécessairement le règne du désordre et du crime. Il me semble que l'état révolutionnaire rappelle dans la vie des sociétés ce que les situations romanesques sont dans celle des individus. On sait qu'il peut se rencontrer de rares journées où, sous l'empire de sentiments exaltés, il naît

pour nous des nécessités et même des devoirs en dehors des conditions habituelles qui règlent notre existence. Jamais plus qu'alors, le mal n'est près de nous, l'appui des règles sociales nous manque, il ne faut plus compter que sur les nobles instincts de notre nature; l'âme succombe si elle n'est inspirée. Le bien extrême peut seul nous sauver de l'extrême mal, et nous nous perdons si Dieu ne nous élève jusqu'au dévouement.

Les révolutions sont les moments romanesques de l'histoire. Quand, affranchies du joug des coutumes et des croyances, les nations ne se guident plus que par l'enthousiasme, elles marchent sur une pente rapide, elles cotoient l'abîme, et elles n'éviteront pas de devenir coupables si elles ne se montrent grandes. C'est le temps des crimes inouïs, si ce n'est celui des vertus extraordinaires. La société n'a contre les derniers égarements d'autres recours que l'héroïsme.

Hors de l'ordre commun, les individus et les nations peuvent donc réaliser ce que l'humanité offre de plus beau, l'alliance de la passion et de la vertu. Mais cette union est difficile et passagère. Bientôt tout s'altère, les cœurs se troublent et se dépravent, les misères de notre nature reparaissent, et le mal domine le bien et l'efface. L'enthousiasme confine au désordre. Il est trop vrai, l'homme dans sa faiblesse ne saurait longtemps s'appuyer uniquement sur lui-même. La pure vérité le gouvernerait toute seule, s'il n'était qu'intelligence et raison; mais il faut des symboles à son imagination; contre sa volonté il faut des barrières; le soutien des traditions sociales est nécessaire à sa mobilité. Telle est l'origine de toutes les institutions qui doivent être les formes visibles du bien. Ces

fictions conservatrices qui semblent quelquefois bizarres, arbitraires, se maintiennent parce qu'elles sont utiles, et ne disparaissent pas impunément, si elles ne sont remplacées par des garanties meilleures. Portons envie aux nations pour qui le temps n'a consacré que le droit véritable. Chez elles le sentiment du juste vit sous la protection de lois séculaires, et l'antiquité sied bien à la vérité.

A la fin du XVIII[e] siècle, M. Royer-Collard imagina de rendre à la société ce qui lui manquait, du droit et de la tradition; il voulut retrouver même de l'antiquité, et sans tenir compte des difficultés et des périls, il remonta hardiment jusqu'à cette dernière des conventions, jusqu'à cette fiction suprême de l'ordre, la royauté héréditaire. Le passé lui en paraissait un élément essentiel; il la demanda au passé, et crut ainsi recouvrer la plus haute garantie du sentiment qu'il voulait à tout prix rétablir parmi nous, le sentiment de l'inviolable. Tel était pour lui le sens profond, mais nullement mystique, du principe de la légitimité; c'est en ce sens qu'il a osé la louer en termes magnifiques, le jour où il disait : « Elle rend sen» sible à tous, dans une image immortelle, le droit, ce » noble apanage de l'espèce humaine, le droit sans lequel » il n'y a rien sur la terre qu'une vie sans dignité et une » mort sans espérance[1]. »

Il commençait à entrevoir toutes ces idées, lorsque, déterminé par une rencontre fortuite, il consentit à correspondre avec la dynastie exilée. Son dessein était moins de disposer le pays pour elle que de la préparer au pays. Aussi mit-il à son concours deux conditions :

[1] Chambre des députés, séance du 17 mai 1820.

la première, qu'il n'aurait nul rapport avec l'étranger; la seconde, que son nom serait connu d'un seul prince, celui qui devait donner la Charte de 1814. Cette correspondance, bientôt plus secrète au dehors que dans la France même, ne finit qu'aux premiers jours de l'empire. Tant qu'elle dura, M. Royer-Collard s'abstint de la vie publique; il ne fut rien que le conseiller sincère et désintéressé du roi possible de l'avenir.

Mais pendant qu'il méditait sur la nécessité de la monarchie, comme pour justifier et confondre à la fois sa prévoyance, un trône s'était élevé, et le génie d'un homme avait devancé la marche du temps. Avide de stabilité, de calme et de puissance, la nation était fière de s'abandonner à lui. Sans doute alors la réaction vers l'ordre put passer la mesure; la défiance avait atteint, dans ce qu'ils offraient de plus élevé et de plus hasardeux, les principes de la révolution; les fautes indisposaient contre les idées; la force du pouvoir paraissait le premier intérêt du peuple. Mais ce qui excusait cet entraînement vers l'autorité absolue, ce qui l'ennoblissait en quelque sorte, c'était, appelons les choses par leur nom, c'était l'amour de la gloire. Il y a des époques où une nation entière peut, comme un seul homme, être saisie de cette belle et aventureuse passion. Du moins alors ne sacrifie-t-elle la dignité du citoyen qu'à la grandeur de l'État; elle ne vend point sa liberté à vil prix, elle en veut ce que le génie seul lui en peut donner. C'est, je le crois, un dangereux échange, l'illusion est funeste, et la compensation trompeuse. Gardons-nous à jamais de la même erreur; mais souhaitons-en la généreuse excuse à toute nation qui se refroidit sur ses

droits, et qui renonce à faire elle-même ses destinées.

M. Royer-Collard sentit la nécessité de l'empire; jamais il n'en méconnut la gloire; il se soumit, mais non sans défiance; il avait vu la force dans les origines de ce gouvernement. Imposant silence aux vœux mêmes de sa raison, il retira son esprit de la politique. Ce fut le temps de ses plus profondes études, de celles qui devaient commencer sa renommée.

Parmi les grandes créations de l'empire, il faut compter l'instruction nationale. L'Université fut fondée, institution cette fois digne de son nom, car elle embrassait toutes les connaissances humaines et toute la France. L'esprit qui l'inspirait était à la fois un et divers, comme l'empire lui-même, ce composé savant de despotisme et de révolution. L'éducation publique, dans la pensée de Napoléon, devait revenir aux études classiques, sans écarter les lumières nouvelles. Les principes de la religion, la connaissance de l'antiquité, l'amour sévère des lettres, l'intelligence des méthodes et des découvertes scientifiques, tout devait s'allier et se coordonner dans l'Université sous la loi d'une discipline un peu militaire. A cette œuvre furent conviés par le génie conciliateur du souverain les bons ou grands esprits de toutes les origines, de toutes les écoles. L'empereur ne craignait pas cette diversité, il savait en faire de l'unité. Toutes les lignes devenaient pour lui des rayons dont il était le centre. Cette fois encore, il voulut d'une main habile fondre dans un précieux amalgame les métaux différents sortis de l'ardent creuset des révolutions. Nul homme n'a plus souvent réalisé cette uniformité qui séduit souvent les grands hommes (Montesquieu le dit de Charle-

magne)[1], parce qu'elle est la preuve et pour ainsi dire l'empreinte de la toute-puissance d'une seule volonté.

Un des bienfaits de cette restauration de l'instruction publique, fut le rétablissement de l'enseignement philosophique, négligé et comme abandonné par une étrange ingratitude de la révolution. Dans nos colléges, il m'en souvient, l'Université fit connaître son avénement par l'ouverture des classes de philosophie. Avec une libéralité sans exemple, l'empereur dota de trois cours consacrés à cette science la faculté des lettres de Paris. Le premier appartenait de droit à ce métaphysicien ingénieux, à cet homme si respecté et si aimable, dont les excellents écrits unissent l'élégance à la solidité. Mais professée, même par M. Laromiguière, la philosophie de Locke restait insuffisante; elle n'épuisait pas la connaissance de la nature humaine. Elle en montrait un seul côté; ne considérant que nos rapports avec le monde extérieur, et tout ce que l'expérience apporte à la raison, elle omettait la raison même. C'est pour cela qu'on la nommait la philosophie de la sensation. On soupçonnait déjà qu'il y avait dans l'homme et dans le monde quelque chose de plus à savoir, qu'il fallait à la morale, à la politique, à la religion, une métaphysique plus vaste et plus profonde. Le nom de M. Royer-Collard fut, dit-on, prononcé devant l'empereur lui-même, et l'empereur le choisit, quoiqu'il ne connût pas sa personne et qu'il connût sa vie; il le choisit sur la foi de ses principes.

Cependant, jusqu'alors, la philosophie n'avait point été l'objet des études spéciales de M. Royer-Collard. Son

[1] *Esprit des Lois*, liv. XXIX, chap. XVIII.

esprit pénétrant et rigoureux l'appelait naturellement à y exceller. Il était impossible qu'il eût atteint la maturité de l'âge, sans réfléchir sur notre nature. De la science philosophique, il professait ce principe nécessaire, la foi dans la raison. Mais ce n'est point là toute la philosophie; les leçons qu'il avait au collége entendues sous ce nom avaient laissé peu de traces. Il en faisait moins de cas que de l'étude assidue des sciences exactes, qui longtemps avaient occupé ses veilles. Comme tant d'illustres penseurs, il était préparé à la métaphysique par la géométrie. Le hasard mit sous ses yeux un ouvrage alors inconnu d'un philosophe étranger qui avait commencé aussi par les mathématiques. Il lut Reid, et il aima aussitôt cet esprit libéral et prudent qui doute si peu de la raison qu'il la croit naturellement dans le vrai, qui l'étudie pour la décrire et non pour la discuter, et qui consacre toutes les forces de la réflexion à rétablir les croyances irréfléchies de l'âme humaine. Une telle doctrine devait plaire à un tel disciple par ses conséquences et sa méthode. Par ses conséquences, car elle raffermit au lieu d'ébranler, et remet en honneur la naïve autorité du sens commun. Par sa méthode, car dans l'observation sévère des faits, elle trouve la ruine de tous les systèmes. C'est la raison délivrée du joug des hypothèses et rendue à elle-même. Si l'on peut souhaiter à la doctrine écossaise plus de grandeur, plus d'érudition, plus de hardiesse, on ne saurait lui contester sa valeur critique. M. Royer-Collard parlait avec un peu d'ironie des prétentions de la théorie, cependant il lui en fallait une. Il se saisit donc avec force d'une arme qui dans ses mains devint irrésistible. Son enseignement marqua le terme

de l'empire de la philosophie du XVIII[e] siècle dans l'école de Paris.

Les monuments de cet enseignement qui n'a pas duré trois années, sont dans vos mains. Vous pouvez lire tout ce qui en reste, trois cents pages de discussion quelquefois brisée en fragments épars. Vous y trouverez toutefois d'admirables exemples de dialectique et d'analyse, une sagacité peu commune, une élévation qui se fait sentir jusque dans les détails, enfin, ce qui doit toucher plus particulièrement l'Académie, des modèles de style philosophique. Ce n'est pas le moindre mérite de notre langue que de se prêter heureusement aux difficiles expositions des sciences. Dans les divers âges de notre littérature, la métaphysique a été bien écrite. On ne saurait prétendre, je le crois, que Descartes soit un grand écrivain, mais c'est un écrivain excellent. Son langage est juste, clair, solide, plein de force et d'ampleur : il semble l'expression nécessaire de sa pensée. J'appellerais Malebranche le premier parmi nous des écrivains de la philosophie, si Bossuet et Fénelon n'avaient été du nombre. M. Royer-Collard ne le cède point à Malebranche en imagination, il le surpasse pour la précision, la rigueur, l'énergie. Il sait donner à une controverse toute idéale l'intérêt et le mouvement; il anime les systèmes en les exposant, et fait revivre devant lui les adversaires abstraits qu'il veut combattre. Ainsi, dans la chaire du professeur, il préludait aux luttes de la tribune. Il n'est pas le seul, il n'est que le premier qui, dans l'enceinte de la même école, ait formé et aguerri un talent réservé à toute la gloire de l'éloquence politique.

Par la réfutation d'une seule théorie sur les idées, en se bornant à dissiper des doutes exagérés sur la fidélité du témoignage de nos sens, il réussit à fonder en France un nouvel esprit philosophique. Sans faire de grandes découvertes, il fut l'auteur d'une grande nouveauté. Sans inventer de système, il créa une école, et tout le mouvement philosophique autour de nous procède de lui. Il nous a rendus capables de comprendre tout ce qu'il ne nous a pas lui-même enseigné. L'esprit humain ne pouvait assurément s'enfermer dans les limites que Reid lui a tracées. Cette doctrine, bien que rendue plus saisissante par son habile interprète, n'était pas égale à toute la vérité. Il a bien fallu faire un pas de plus. Mais il nous est resté de cet enseignement primitif l'esprit d'observation, méthode commune et indispensable à toutes les sciences, la sévérité pour les hypothèses, l'aversion du scepticisme, la salutaire habitude de contrôler les systèmes par les faits, les principes par les conséquences, enfin la ferme volonté de ne pas souffrir que la philosophie, si profonde qu'elle se prétende, cesse jamais d'être sensée. Cette sagesse, Messieurs, est aujourd'hui le caractère de ce qu'il est permis d'appeler la philosophie française. Elle est née de l'exemple de M. Royer-Collard. C'est lui qui a mis dans nos mains le fil conducteur. C'est grâce à lui que le génie de nos écoles, réglant son ardeur, gouvernant son audace, a pu s'élever sans se perdre, porter le flambeau dans la nuit des systèmes, et les consumer comme un voile léger et menteur qui recouvre la vérité inaltérable, marcher sans s'égarer dans cette multitude de doctrines enfantées par la logique et l'imagination, distinguer en chacune le fort et

le faible, emprunter à chacune sa part de découvertes et de démonstrations, les ramener toutes en les épurant à une conciliation méthodique, maintenir, avec un respect égal, l'autorité de la tradition et celle de la pensée, les droits de l'histoire et ceux de la spéculation, restituer à l'esprit humain ses croyances primitives sans lui disputer ses plus récentes conquêtes, le contenir sans l'intimider, l'enrichir sans le surcharger, lui enseigner la défiance et non le mépris de lui-même, et faire évanouir enfin les contradictions des théories particulières dans l'universalité de la raison. Tout le champ historique de la philosophie a été parcouru; tous les problèmes ont été abordés, toutes les questions posées. L'Orient, la Grèce, le moyen âge, la moderne Allemagne ont laissé pénétrer leurs mystères. Tout a été compris et jugé. Une critique impartiale a fait la revue des idées, et n'a ébranlé les prétentions des écoles diverses, que pour confirmer, au nom de la raison libre, la foi instinctive du genre humain dans la réalité du monde, dans la Providence, dans la vertu. Ainsi s'est formée et s'est conduite la philosophie de notre temps et de notre patrie. Je parle ainsi en sa présence; elle ne me démentira pas, quand je rends hommage de tout ce qu'elle a fait à la noble mémoire de son premier maître.

Cependant, tandis que dans l'ombre des écoles M. Royer-Collard commençait une révolution intellectuelle, le monde changeait de face. L'empire s'écroulait comme un monument gigantesque qui ne peut porter sa hauteur. Sa chute donnait la France à la restauration. Au malheur irréparable de triompher par nos revers, la restauration opposait deux grands biens, la paix et la Charte. Avec un

peu de sagesse, elle pouvait réaliser ce régime conciliateur toujours appelé par les vœux de M. Royer-Collard. Sans doute le principe de l'antiquité monarchique, la légitimité, imposée comme un dogme et non pas enseignée comme une idée, risquait de perdre toute vertu dans les préjugés d'un absolutisme mystique, en devenant, au lieu d'une garantie de justice, le titre de la tyrannie. Mais aussi, dans cette France fatiguée des jeux cruels de la force, l'établissement de ce beau système où le gouvernement se discute, rendait toutes ses chances à la liberté publique. On parlait de respect des droits; on promettait la modération, l'ordre sans abus, la liberté sans excès. M. Royer-Collard se sentit appelé. Quand de récents souvenirs ne l'auraient pas lié à la restauration, ses principes et ses goûts l'auraient ramené dans le monde de la politique. Mais à peine a-t-il touché aux affaires, qu'il aperçoit de nouveaux périls, et l'ancien conseiller de l'émigration royale est forcé de défendre la révolution. Il intervient pour elle, comme un témoin de ce qu'elle a fait, et pour soutenir, non ce qu'elle a fait, mais ce qu'elle a voulu, pour sauver ses principes et ses résultats, en les séparant de son histoire, pour gagner sa cause en la désavouant. Par nature, il avait de la peine à rester longtemps du parti du plus fort[1]. Toute solidarité lui était bientôt à charge, et il ne croyait pas

[1] « On est heureux de trouver établies en soi-même les opinions qui semblent destinées à prévaloir. Je n'ai eu ce bonheur à aucune époque de notre longue révolution. » (Chambre des députés, séance du 15 mars 1816.) — « Dans le cours d'une longue vie, au milieu d'événements si divers, en présence de tant de catastrophes, je ne me suis jamais senti empressé d'aller au secours des forts : je ne me suis jamais tourné contre le faible. » (Séance du 5 août 1822.)

que la fidélité politique fût l'abdication de la conscience. Aussi, pendant quinze ans, avons-nous vu cet ami, ce serviteur, cet inventeur de la légitimité, résister au droit divin, et, se portant du côté menacé, opposer la France du siècle à la royauté du passé.

Suivez-le, soit dans l'administration, soit dans la politique. Dans l'administration, que fait-il? Il sauve d'abord, puis il complète, il améliore l'Université, cet établissement où respire l'esprit contemporain, et qui ne sera jamais attaqué ni abandonné parmi nous sans que la société nouvelle soit menacée dans ses intérêts et presque dans son honneur. C'est ici, c'est dans cette tâche digne de lui qu'il faut admirer M. Royer-Collard. Le philosophe et l'homme d'état s'unissent pour consolider, pour achever ce monument de la raison et de l'unité nationales. Ses premiers soins sont pour une institution fondamentale qui devait être comme le foyer de tout l'enseignement, pour cette école normale, alors si riche et si brillante, son œuvre de prédilection, sa création chérie, « école non moins célèbre par ses disgrâces » que par ses services, a-t-il dit en la louant devant vous, » qui a pu périr, mais dont l'esprit a survécu tout entier, » parce qu'il n'était autre chose que l'esprit de notre » âge et le progrès de la société transporté dans les études » qu'il agrandit [1]. »

Ces paroles vous expriment la pensée dominante de l'administration universitaire de M. Royer-Collard. Ce qu'il veut, c'est un enseignement plus sérieux et plus hardi, qui marche du même pas que le temps. C'est

[1] Discours de réception à l'Académie, 13 novembre 1827.

ainsi qu'il élève de plus en plus l'instruction secondaire, et décide que dans les colléges la philosophie et l'histoire, c'est-à-dire, les études qui achèvent de former la raison, accompagneront celles qui développent l'intelligence et le goût, car sa prudence ne se défie d'aucun savoir. « Sans la philosophie, a-t-il dit, il n'y a ni littérature » ni science véritable.... C'est à elle, non à l'ignorance, » qu'il appartient de combattre les pernicieuses doc- » trines; à elle seule qu'il est réservé de les détruire.... » L'ordre est en péril aussi longtemps qu'il est un mys- » tère [1]. » La réflexion lui semble l'alliée la plus sûre de la vérité. Il espère donner à la patrie des générations dignes d'elle et que la liberté n'étonne pas, et il sert en même temps, l'Académie s'en souvient, la cause des sciences et des lettres. Vous avez souvent, Messieurs, apprécié, honoré même ce que les hommes formés dans les travaux de l'instruction publique ont fait pour les nobles intérêts confiés à vos soins. Parmi eux, vous avez cherché d'illustres confrères, et d'abord le créateur de la critique éloquente, cet arbitre infaillible du goût qui enseigne le beau par ses ouvrages aussi bien que par ses leçons, tant d'autres qu'en m'asseyant près d'eux je dois encore nommer mes maîtres. Leur présence est en quelque sorte un hommage à la mémoire de M. Royer-Collard; il vous appartient donc de lui rendre grâces pour la part qu'il a prise au gouvernement des esprits. Son

[1] Discours prononcé à la distribution des prix du grand concours, le 18 août 1818. — « Les sciences naturelles, la philosophie, l'histoire, n'énerveront pas l'éloquence, n'appauvriront pas la poésie, n'altéreront pas les modèles du beau et du vrai. » (Discours de 1819.)

influence a rendu l'Université féconde, et l'Université a enrichi l'Académie.

Les temps, il est vrai, étaient favorables. Il ne m'en coûte pas, Messieurs, d'être juste envers la restauration, et de la louer du bien qu'elle a fait, même quand elle ne l'aurait pas voulu. Quelques sombres nuages qui aient passé sur son berceau, quelque triste que doive paraître dans l'histoire la misère de sa fin, elle ne fut point une ère de décadence. Non-seulement elle a laissé prendre l'essor à cette industrie des choses matérielles qui améliore la condition du grand nombre, bienfait facile et fruit assuré de la paix, mais, par sa nature comme par les institutions qu'elle a souffertes, elle a soumis la France au meilleur apprentissage de la liberté. Elle résistait sans réussir à comprimer, et l'esprit d'examen, excité par sa résistance même, remettait sans cesse et son pouvoir et son origine en question. Qui dans la Charte avait triomphé? Était-ce la royauté, était-ce la révolution? L'une et l'autre se disputaient la Charte. Ce problème renfermait dans son sein tous les problèmes de l'ordre social, et, en y pénétrant, la politique retournait jusqu'à la philosophie. L'histoire des sociétés modernes, la destinée des sociétés de tous les temps étaient approfondies de nouveau, et il fallait bientôt remonter jusqu'à la nature de l'homme. Peut-on s'étonner qu'une si vaste controverse soit devenue encyclopédique, et que les théories des lettres et des arts aient fini par subir l'épreuve de la révision universelle? Comment la période, remplie par de si sérieux débats, à la fois libres et contenus, n'aurait-elle pas été propice aux progrès de l'esprit humain? J'aime à le dire devant votre tombeau, royautés

déchues, exilées, pour qui peut-être l'oubli commence, dussé-je même vous déplaire par cette louange, vous n'avez pas éteint la France. Vos lois lui ont permis de réagir contre vos principes; vous avez souffert qu'elle grandît contre vous-mêmes, et l'ayant reçue insultée par la victoire, humiliée par la fortune, vous l'avez laissée, en la perdant, toute pleine d'orgueil et d'espérance.

Pendant les quinze années que la France donna à la politique, M. Royer-Collard fit comme elle, et c'est là ce qui placera son nom dans l'histoire. La politique d'un peuple libre se résout en une série de discussions : celle d'un homme qui ne participe au gouvernement que par la tribune, se retrouve dans ses discours. Ceux de M. Royer-Collard, ses premiers titres à vos suffrages, sont les plus grands monuments qu'il ait laissés; mais ils rappellent des querelles apaisées aujourd'hui, et j'hésiterais devant de tels souvenirs s'ils devaient ranimer autre chose que de nobles passions. Heureusement c'étaient de grandes causes qui luttaient ensemble, et lui-même on le rabaisserait de ne lui décerner que l'art de bien dire. Il se défendait devant vous, à cette place, d'avoir jamais à la tribune recherché la gloire du talent. Il entendait que ses discours lui fussent comptés comme des actions.

La restauration aimait sans doute la France, mais c'était une France idéale, telle qu'elle eût voulu la refaire, en la retirant des mains puissantes de la révolution. Elle se serait contentée d'un pouvoir doux et régulier; mais, dans les lois mêmes qui le constituaient, elle voyait une atteinte à ses droits et croyait de son honneur d'être absolue. D'imprudents conseillers s'efforçaient de lui

rendre suspecte la nation même. Le devoir des sages amis de la restauration, c'était donc de rétablir la confiance, de revendiquer sans cesse la monarchie auprès du pays, le pays auprès de la monarchie, de prouver à tous deux que le nouvel ordre politique et le nouvel ordre social étaient à la fois possibles et nécessaires. Quelle fut l'œuvre constante de M. Royer-Collard? Enseigner à la royauté du passé la société et la Charte, s'efforcer de les lui rendre respectables comme des faits, s'il ne pouvait les lui rendre chères comme des idées, lui redire sous toutes les formes qu'il y allait de son salut et de sa gloire à s'accommoder de sa patrie et à prendre son parti de la liberté. De là tant de discours consacrés à mettre en lumière, soit les conditions de la société nouvelle, soit celles du système représentatif. C'est M. Royer-Collard qui établit le premier à la tribune cette nécessité fondamentale de notre temps, l'empire des classes moyennes. Nul avant lui n'a dérivé de cette idée les principes qui président à nos lois électorales, l'élection directe et l'égalité des électeurs. La raison politique, soit de la liberté de la presse, soit de l'institution du jury, l'origine et la place de l'armée dans les pays libres, la situation régulière du clergé partout où il a cessé d'être un corps indépendant pour devenir une magistrature soumise comme toute autre à la souveraineté de l'état, l'inviolabilité de la conscience devant la loi pénale, l'impiété de la loi érigeant en crime social le sacrilége dogmatique, enfin l'indépendance des nations menacée par cette forme de la monarchie universelle, qui s'est appelée tour à tour coalition ou sainte alliance, par ce pouvoir énorme et nouveau dont *les débris de la Pologne* (il faut redire aujour-

d'hui ses paroles) ont été *le berceau sanglant*[1] : tous ces grands sujets sont traités par lui avec une force éloquente et une autorité définitive. Partout où il porte la main, il semble ne rien laisser à faire ; il épuise les questions qu'il touche ; quand il plaide une cause, il la juge. Tant que vivra parmi nous le gouvernement constitutionnel, ses discours en resteront le commentaire ineffaçable. Il a promulgué l'esprit de nos institutions, il a écrit la raison de nos lois, il a fondé la philosophie de la Charte.

Tel fut cet enseignement politique que pendant quinze ans il fit entendre au trône et au pays, plus écouté du pays que du trône. La France s'affermissait dans ses meilleures convictions. Sacrifiant ses doutes et ses ressentiments, elle se rendait à de si sages conseils, elle entrait dans de si sages espérances. L'alliance offerte, elle l'acceptait. Elle eût volontiers choisi l'imposant orateur pour arbitre entre elle et la royauté. Sur sa parole elle aurait pris confiance. Ce n'est pas la France qu'il ne persuada pas.

Enfin se leva un jour triste et solennel, où il lui fallut, au nom de son pays, déclarer à la royauté un conflit qui présageait la guerre. C'en était fait, la représentation nationale et avec elle la France avait été défiée. Le descendant de quarante rois dont la puissance a grandi par l'appui du peuple, signifiait à la société française qu'il ne voulait pas d'elle et qu'elle devait abdiquer devant lui. Ce refus de concours dont la royauté prenait l'initiative, le plus impérieux devoir condamnait M. Royer-Collard à le lui dénoncer en sa présence. Il remplit ce devoir avec fer-

[1] Chambre des députés, séance du 24 février 1823.

meté, mais avec douleur, avec la faible espérance que du moins en ce moment suprême sa voix serait écoutée. Illusion dernière ! Il présumait trop de l'empire de la raison. Il ne trouva sur le trône qu'une inflexible résolution, digne par sa sincérité d'une plus juste cause, touchante même quand on songe aux périls qu'elle allait braver, et dont il m'est permis de parler avec respect, à moi qui ne la déplore pas.

Les temps étaient accomplis. Une révolution qui semblait d'avance écrite dans les annales d'un peuple voisin, devait s'opérer au milieu de nous. Le divorce éclata entre la dynastie et la France ; mais cette fois la dynastie en fuyant n'emporta pas avec elle l'ordre ni la monarchie. La Providence qui nous donnait des Stuarts, avait près d'eux placé des Nassau. Elle nous réservait sur les marches du trône, un prince qui savait prévoir, qui savait attendre, et qu'une position incomparable désignait d'elle-même au choix du pays ; un prince fier d'avoir combattu pour l'indépendance, digne de régner par la liberté. C'est la main même de la nation qui le fit monter sur le trône ; victorieuse, elle lui remit avec joie le prix de sa victoire : victoire légitime, révolution pure et juste qui sera dans l'avenir notre gloire la plus populaire et le meilleur exemple donné par la France aux nations.

Nous avons eu ce bonheur en 1830 de ne recourir à la force qu'au nom du droit. Le mérite de la restauration aurait été, je l'ai dit, de rétablir ce sentiment de l'inviolable, sans lequel rien dans le gouvernement n'est stable et digne ; et ce sentiment, elle-même l'avait détruit. De ses propres mains, elle venait de déchirer ses titres. Ainsi la révolution conquérait sur elle le principe même qui

aurait dû lui appartenir; elle lui renvoyait l'usurpation; notre cause était aussi sainte qu'elle était grande. La France s'est donné la royauté que voulait sa raison. Chercher dans la raison le titre d'un gouvernement, c'est puiser la légitimité à sa source la plus pure. Toute autre légitimité n'est qu'un fait, celle-ci seule est un droit.

Mais je m'arrête, Messieurs; si je disais ici tout ce que je pense, je froisserais d'autres sentiments, et je manquerais en quelque manière à la mémoire de M. Royer-Collard; pour lui, la révolution de 1830 ne fut que nécessaire. Mais il appelait la nécessité *le ministre de la Providence*[1], et il obéit. S'il vit la révolution avec tristesse, il ne la maudit pas; il eut la vertu de lui souhaiter, sans y croire, d'heureuses destinées. Il ne voulut pas même quitter la scène où son rôle devenait moins actif. Son absence pouvait paraître une désertion, et il restait toujours avec sa patrie. Moins il augurait favorablement de l'avenir, plus il prévoyait de devoirs. Des générations nouvelles venaient d'être appelées à la lutte, à la puissance, à la renommée. Des partis dissous par le temps ou contenus tout à l'heure sous le joug d'une étroite légalité, relevaient déjà leurs enseignes. Des questions oubliées allaient renaître; séduits par la facilité d'un renversement si rapide, trompés par cet exemple de la force si aisément triomphante, les esprits pouvaient se laisser emporter à des imitations insensées. Qui pouvait répondre que l'expérience eût conservé quelque autorité? Celle du témoin de quarante ans de révolutions méritait bien d'être écoutée. M. Royer-Collard venait d'atteindre à la vieillesse;

[1] Chambre des députés, séance du 17 mai 1820.

mais l'âge n'avait affaibli ni son esprit, ni son courage. Désintéressé dans les débats nouveaux, il n'avait plus ni parti, ni cause, rien à défendre, hormis ce qui ne passe point, la vérité et la justice ; et il sied à la vieillesse de ne s'émouvoir que pour les choses éternelles.

Dans les douze années qu'il a encore passées au sein de nos assemblées, rarement il a rompu le silence, mais il l'a fait avec sa dignité accoutumée, et comme pour attester qu'il était toujours lui-même. C'est surtout par sa conversation qu'il agissait sur nous, ne refusant ni les encouragements, ni les conseils, ni même les reproches à ceux qu'il jugeait dignes de les comprendre. Dans notre camp, c'était un Nestor qui disait quelquefois : « J'ai vécu » avec des hommes qui n'étaient pas plus sages que vous.» Sa voix était pour nous celle même de l'histoire ; en nous montrant dans le passé notre avenir, il nous en a préservés peut-être, et qui sait si nous ne devons pas à ses avertissements l'honneur d'avoir trompé sa triste prévoyance?

Nous l'avons gardé jusqu'au moment où ses forces ressentirent les dernières atteintes de l'âge, et il rentra pour toujours dans la retraite. Il nous devait un dernier exemple ; l'exemple d'un esprit puissant, que rien n'altère, ne diminue, n'abat, qui assiste, non sans regret, sans faiblesse pourtant, au déclin inévitable de la nature, mais qui, se ranimant sur les ruines du corps, semble attester sa propre immortalité; l'exemple d'une âme forte, qui s'attend, qui se prépare au jour suprême, et qui devient plus calme à mesure qu'elle le sent plus proche, qui ne s'épargne aucun des austères sacrifices, aucun des apprêts redoutés de la dernière épreuve, mais qui les adoucit et les rehausse encore par la courageuse sérénité

de la raison et de la foi. Ainsi, Messieurs, une sage vie donne une sainte mort.

Ces dernières années, M. Royer-Collard les a passées doucement au sein d'une famille qui l'entourait de respect et d'amour. Il revoyait avec joie ses amis de tous les temps; il les charmait encore par d'incomparables entretiens. Il n'avait pas cessé de se plaire dans le commerce des maîtres de la pensée et de l'art; Platon ne le quittait pas. Vous savez, Messieurs, s'il se montrait indifférent aux intérêts de l'esprit, vous qui l'avez entendu les derniers. On peut dire que l'Académie française était restée son unique lien avec le monde. Il ne sortait plus, qu'il venait encore au milieu de vous. De tous les honneurs, aucun ne l'avait plus touché que vos suffrages. Dans l'année la plus populaire de sa vie, vous l'aviez élu, voulant honorer la tribune, et vous avez servi la littérature. Que lui manquait-il, en effet, de l'homme de lettres accompli? Ses discours, leçons vivantes de profonde politique, sont en même temps des modèles de style. A mes yeux, son talent doit marquer dans l'histoire de l'art d'écrire. Admirateur assidu des anciens, et de ces autres anciens du XVIIe siècle, il eût borné son ambition à leur ressembler; il se trompait, Messieurs, il méconnaissait son originalité. Sa diction, comme celle de tout grand esprit uni à une nature vive et forte, est profondément individuelle. S'il tient de nos classiques la pureté du goût, la propriété des termes, la variété des tours, le soin attentif d'assortir l'expression et la pensée, il ne doit qu'à lui-même le caractère qu'il donne à tout cela. C'est de la finesse avec de la grandeur, c'est une élégance qui n'ôte rien à la force, c'est une précision savante qui n'efface

pas les teintes de l'imagination. On dirait qu'il grave sur acier, et cependant il colore vivement. Il anime jusqu'aux idées, il passionne l'abstraction même; son esprit généralise ce que le sentiment lui suggère. Il s'empreint lui-même partout; il met du sien jusque dans l'absolu. Les déductions de cette logique sévère laissent percer une conviction véhémente. Jamais de négligence ni d'abandon, l'art est partout, il se montre avec excès peut-être, et il ne refroidit pas; il ne fait que rendre l'expression plus juste et la pensée plus acérée. Sous la parure de ce langage habile, dans les liens de cette étroite argumentation, on continue de sentir une âme forte et passionnée. L'homme palpite dans l'écrivain, et la raison, chez un grand cœur ému, ne peut manquer d'être éloquente.

En effet, à travers les œuvres de M. Royer-Collard, on entrevoit quelque chose de supérieur à ses œuvres, ou du moins, quelque chose de plus rare, c'est lui-même. Rien ne le pourra faire pleinement connaître au monde, à l'avenir qui ne l'aura pas vu. On saura bien admirer ses puissantes facultés, apercevoir, dans cet esprit plus pénétrant que flexible, plus de profondeur encore que d'étendue. Sa conduite révélera l'élévation de son caractère, et sa supériorité sera constatée par son influence. Mais sa physionomie réelle et vivante échappera. Il y avait dans sa personne je ne sais quoi d'imprévu qui étonnait les mieux préparés, l'union rare de la singularité et de la dignité. Son organisation était d'une force remarquable, son ton quelquefois impérieux; il avait les formes de l'autorité; puis avec tout cela un goût délicat qui se plaisait aux grâces des manières et du langage, une politesse presque flatteuse, le désir de plaire; avec des

convictions inébranlables, des doutes illimités, avec la fermeté des principes, la soudaineté des impressions. Ces impressions, presque toujours exclusives, il ne les contenait pas, il les imposait; on devait penser comme il sentait. La contradiction ne le blessait pas, mais le touchait peu. Il honorait la franchise et ne lui cédait point. Pour accepter une opinion, il fallait qu'il l'eût trouvée. On eût dit qu'il n'entendait que sa propre voix. Il était plus facile de l'attendrir que de le persuader, car sa bonté le désarmait pour ainsi dire; mais qui n'eût donné l'honneur de le convaincre pour le plaisir de l'écouter? Sa conversation ne ressemblait à aucune autre. C'était la vivacité la plus piquante, c'était une verve inépuisable; presque toujours sous l'empire d'une seule émotion, il lui donnait les formes les plus variées; il la renouvelait à l'infini par l'expression; ne sentant rien à demi, il ne disait rien faiblement. Il semblait n'avoir jamais trouvé un langage assez précis, assez animé, assez pittoresque; ses sensations les plus fugitives, il les marquait au passage et les fixait par un trait. Sa parole donnait du relief à tout. Si la pensée était commune, il la refrappait à son empreinte; quelquefois même il la rendait excessive pour qu'elle ne servît qu'à lui. Il y a longtemps, vous le savez, que les philosophes déclament contre l'imagination, sans avoir en vérité grand intérêt à s'en défendre; n'a pas affaire qui veut à cette charmante ennemie. On a dit qu'elle inspirait Malebranche en se cachant de lui; je ne sais si M. Royer-Collard se défiait de la sienne, mais il n'y paraissait pas à l'entendre.

Avec tant de dons brillants et redoutables, aucun homme n'avait plus besoin de l'excellence de l'âme et

de la droiture de la raison. Aucun n'eût couru plus de danger à n'être pas homme de bien; mais il était en sûreté de ce côté-là. Malgré toute sa force, je sais une chose qu'il n'aurait pu supporter, c'est le mécontentement de soi. La paix de la conscience était nécessaire à la liberté de son esprit. Aussi ne pouvait-on l'approcher sans éprouver un prompt respect; c'est qu'il se respectait lui-même. Il s'était, le dirai-je? proposé la perfection. Ambition présomptueuse peut-être, bien insensée du moins pour la sagesse de nos jours; mais qu'importe, il faut un modèle idéal à la pratique du bien. Dans la morale comme dans l'art, qui ne tend pas à l'impossible n'accomplit pas même le nécessaire. Je sais qu'à viser si haut on succombe souvent, et qu'on balance à poursuivre ce qu'on désespère d'atteindre. M. Royer-Collard aimait peu à entreprendre. L'action irrévocable plaisait à son courage et répugnait à sa raison. De même qu'il a peu écrit, parce qu'il ne voulait rien faire que d'achevé, il n'agissait point, si de grandes circonstances ou de grandes questions ne l'arrachaient à son repos. Il ne se risquait pas légèrement, ayant sous sa garde la paix de son âme et l'unité de sa vie. Il était résolu à ne point se tromper. Comme il ambitionnait l'irréprochable, il aspirait presque à l'infaillible. Avouons qu'à de si hautes conditions, l'action est difficile, et la pratique du monde devient un rude problème. La responsabilité pesait à M. Royer-Collard; il ne l'acceptait qu'à la dernière extrémité, et l'on a dit que, pour l'éviter, il s'était trop souvent abstenu. Mais cependant, voyez : à quel devoir a-t-il fait défaut? Quand son temps est venu, qui a touché à plus de choses, qui a laissé plus d'exemples, qui a plus ému les es-

prits, et, du droit de la pure intelligence, plus réagi sur les affaires? Cet homme spéculatif a prononcé des paroles qui ont remué la France, et, par la France, le monde. Dans le cours de ces derniers temps, son influence se confond avec la force des choses, et quelques uns des actes de sa pensée seront des événements de l'histoire.

Plus j'y songe, Messieurs, plus je me confirme dans cette croyance que, malgré les dérisions d'une prudence vulgaire, les affaires humaines ne dépérissent pas dans les mains de ceux qui regardent la pensée comme souveraine en ce monde. Voilà beaucoup de temps qu'on élève un conflit entre la théorie et la pratique, et que l'on veut rendre l'une étrangère et comme inutile à l'autre. Et cependant, « à vouloir se passer de la théorie, il y a, » disait M. Royer-Collard, la prétention excessivement » orgueilleuse de n'être pas obligé de savoir ce qu'on » dit, quand on parle, et ce qu'on fait, quand on agit[1]. »

L'homme n'a pas trop de toutes ses forces pour se mesurer avec la difficulté des choses, et sa raison n'est pas un superflu dans la lutte qu'il doit soutenir contre les volontés étrangères et contre ses propres passions. La réalité n'est pas si pure qu'il y ait danger à s'élever au-dessus d'elle, et les ailes de l'âme n'empêchent jamais nos pieds de toucher la terre. La contemplation de quelque vérité immuable est seule capable de nous soutenir et de nous guider au milieu des obstacles de l'action; celui qui ne sait pas qu'une lumière est sur nos têtes, marche dans les ténèbres; il ne comprend plus le réel, faute de l'avoir dépassé. Dans la cité où la politique, les

[1] Chambre des députés, séance du 8 mai 1821.

arts, la guerre, ont produit les plus rares merveilles, un homme d'un génie divin et d'un esprit railleur, le disciple inspiré du plus sage des mortels chez la plus spirituelle des nations, Platon disait : « ..... Tant que la » puissance politique et la philosophie ne se trouveront » pas ensemble..... il n'est point de remède aux maux » qui désolent les États, ni même à ceux du genre hu» main [1]. » Cela n'est-il donc vrai, Messieurs, qu'au pied de l'Acropolis et sur les bords de l'Ilissus ? Est-il absolument nécessaire d'habiter la ville de Phidias et de Sophocle, la patrie que défendit Thémistocle et que gouverna Périclès, pour penser que l'habileté, l'art, le talent, ne suffisent pas à diriger le monde, et qu'il y faut encore un peu de philosophie, c'est-à-dire d'amour réfléchi du vrai et du bien ? Ne permettrez-vous qu'aux concitoyens des plus grands hommes de l'antiquité de préférer les sages aux grands hommes, et sommes-nous autorisés par quelque gloire inconnue à nous montrer moins sévères ? Non, Messieurs, non, une certaine alliance de la politique et de la philosophie est de tout temps nécessaire. Le philosophe, étranger aux choses humaines, rêve ou s'égare ; il s'isole, du moins, dans l'impuissance des systèmes, dans l'oisiveté de la spéculation ; il languit comme un artiste d'un monde impossible, et dans ses mains la vérité n'est qu'un jouet précieux. Le politique sans principes, esclave des maximes changeantes d'une pratique d'expédients qu'il appelle raison d'État, plus touché des passions que des idées, des intérêts que des droits, abaisse au talent de corrompre l'art de gouverner

[1] République, livre v.

et dégrade le pouvoir en avilissant l'obéissance. L'ambition n'est permise que si le commandement améliore, et gouverner devrait être la plus haute manière de faire le bien. Assez longtemps on a cru la force et la ruse maîtresses de la terre. Et de quoi donc serviraient ces révolutions douloureuses qui bouleversent les sociétés au nom des idées, si elles ne rendaient au droit un peu d'empire sur le fait, si elles ne constituaient avec le temps un nouveau progrès de la philosophie sur la politique! Platon a donc raison, Messieurs, et Socrate faisait bien d'enseigner la sagesse à l'ambitieux fils de Clinias. Oui, la philosophie doit régner; c'est une parole qu'on peut redire devant le tombeau de celui qui fit du vœu de Platon la règle de sa vie: Oui, le génie de l'homme, qu'il étudie la nature ou gouverne la société, doit s'élever plus haut que le sensible et l'utile. Sans doute, la politique, comme la philosophie même, ne peut commencer que par la simple expérience; mais en aucune chose l'expérience ne donne toute la vérité. Les faits sont en quelque sorte multipliés par les idées, et le regard de la pensée s'étend au delà des limites de l'observation. L'univers physique lui-même a des mystères qui ne se révèlent qu'à la pure intelligence, et toutes les sciences ont leur philosophie. Je rends hommage à la sagacité patiente qui, s'armant des instruments admirables que l'art prête à nos organes, aperçoit laborieusement des phénomènes cachés au vulgaire. Guidée par le talent de l'expérience, la vue devient perçante et pénètre dans les deux infinis. Mais j'admire davantage encore celui qui, seulement appuyé de quelques observations variables, projette sur la nuit de l'inconnu la lumière d'une induction hardie, et, sans autre instrument

que cette analyse merveilleuse, œuvre directe et abstraite de la raison, devine au sein de l'invisible un monde nouveau, le constate sans l'observer, le démontre sans le connaître, le prédit en quelque sorte, dédaignant de le découvrir, retrouve la création dans sa pensée, et semble à la fois agrandir le ciel et l'esprit humain.

THOMAS REID ET ROYER-COLLARD.

Il commence à devenir difficile de faire comprendre à toutes les classes de lecteurs l'influence que M. Royer-Collard a exercée sur ses contemporains, tout à la fois sur l'élite et sur le public. Un homme qui a peu agi, peu écrit, qui n'a fait entendre à la tribune qu'une parole grave et même sévere, qui, ne s'adressant jamais aux passions communes, n'a jamais paru déterminer ni dominer les événements, n'offre pas au premier abord les caractères qui sont comme les conditions de l'empire sur les autres hommes. On relit peu, d'ailleurs, les discours faits pour les assemblées législatives, et la jeunesse commence à n'avoir qu'une idée bien confuse de celui qui a été le maître de nos maîtres, et dont le souvenir est ineffaçable parmi les gens de notre âge. J'ai essayé dans le discours précédent de le faire connaître, autant que le genre académique permettait d'approcher de la vérité. Il resterait, je le sens, bien des traits à ajouter pour rendre cette image plus fidèle, plus saisissable et plus vivante. Mais ce ne serait peut-être qu'en usant de la liberté permise à l'auteur de mémoires qu'on y pourrait réussir, et

ce soin doit être renvoyé à une autre époque et à un autre travail. En ce moment, nous ne voulons qu'insister sur une seule remarque, le rôle que la philosophie a joué dans la vie de M. Royer-Collard. Quoi qu'il eût fait, son esprit eût été philosophique, car il était naturellement pénétrant, rigoureux et généralisateur. Mais ses facultés puissantes n'avaient trouvé pendant sa jeunesse un méthodique emploi que dans les mathématiques. Il en avait poussé l'étude assez loin, plus loin qu'il n'a eu occasion de le faire voir, avant 1789. Depuis lors, la préoccupation et l'observation des choses politiques ont pris une grande part de son esprit, et c'est dans cet ordre de pensées que l'intelligence, si elle ne fléchit sous le poids de l'expérience, acquiert le mieux l'étendue et la fermeté qui permettent d'unir à la sévérité scientifique le sentiment de la réalité. La politique est l'empire du sens commun. Or c'est après avoir passé par cette utile épreuve, que M. Royer-Collard fut appelé par une circonstance inattendue à faire de la philosophie une étude régulière, et le même hasard qui mit dans les mains de Malebranche un volume de Descartes, fit tomber sous les yeux du futur professeur un ouvrage de Reid. L'Écossais est sceptique à l'endroit des systèmes et croyant en matière de sens commun. Sa doctrine convenait à l'esprit difficile et nerveux de M. Royer-Collard et le captiva autant qu'il pouvait être captivé. Plus sévère dans ses formes, plus élégant dans ses procédés, plus dédaigneux dans ses jugements, le nouveau disciple s'appropria la critique ingénieuse et sensée de son nouveau maître, et en la transportant dans une des premières chaires de

l'Université, il fonda à Paris cette école philosophique qui dure encore. Là est notre origine à tous.

Ce pourrait donc être un rapprochement intéressant, quelquefois même un piquant contraste, qu'une comparaison entre Thomas Reid et son éloquent interprète. La communauté des doctrines n'entraîne pas la ressemblance des esprits, et la différence de destinées de ces deux hommes supérieurs est plus frappante encore et vaudrait la peine d'être décrite. La vie privée de M. Royer-Collard n'avait rien que de conforme aux habitudes de modestie et de retraite qui conviennent à la philosophie et à l'enseignement. Mais la vie publique venait à la fois étendre, troubler et compléter cette existence restreinte et calme, et employer ou développer des facultés qui dans la retraite seraient demeurées oisives et inconnues. Je ne sais ce que la politique eût fait de Reid. On peut douter qu'elle l'eût trouvé prêt et capable, et une plus modeste et plus sévère unité a présidé à sa destinée. Peut-être nous saura-t-on bon gré d'en esquisser ici le tableau.

VIE DE REID.

Voici donc la vie d'un vrai philosophe, et j'ajouterai volontiers d'un grand philosophe, *magnum libenter*. Thomas Reid était né sous la reine Anne, et il a vécu quatre-vingt-six ans. Il a donc pu suivre de l'œil tout un siècle fertile en événements mémorables. Il a vu se développer laborieusement la constitution de son pays, ou du moins de sa patrie politique. Il a assisté à la ré-

volution d'Amérique, à la révolution française dans ce qu'elle eut de meilleur et de pire, de plus éblouissant et de plus terrible, et il n'a pas été le témoin insensible de toutes ces choses. Son esprit s'unissait volontiers aux plus grandes pensées des temps modernes, et aucune cause généreuse ne lui était étrangère. Mais rien ne troubla la paix de son âme ni la tranquillité de sa vie. Elle s'écoula tout entière, cette vie noble et modeste, dans la pratique assidue des vertus privées, dans l'activité ardente et désintéressée de facultés supérieures, dans le travail continu des fonctions pastorales, de l'enseignement universitaire et de la composition philosophique, et lorsque enfin la mort vint en marquer le terme, le monde ne sut pas, Reid l'ignora peut-être lui-même, que c'était un des flambeaux du siècle qui s'éteignait. Un tel nuage, je devrais dire une telle auréole de simplicité et de calme entoure encore le nom de Reid, que moi-même je répète en hésitant ce titre de grand philosophe.

Le récit biographique sera court; il sera facile, surtout quand on l'écrit après l'homme le plus capable de raconter et de peindre une telle vie. Dugald Stewart, le disciple, l'ami, le continuateur de Reid, lut, neuf ans après sa mort, à la Société royale d'Édinburgh, une notice sur ce cher et vénéré maître, et nous n'aurons qu'à en donner l'extrait fidèle pour être dans la vérité [1].

Au moment de la réformation, le premier pasteur

[1] *An Account of the life of Thomas Reid*, D. D., F. R. S. E. 1803. Sir William Hamilton a mis et annoté cette biographie en tête de son édition des œuvres de Reid, que nous suivons ici : *The Works of Th. Reid*, *preface*, *notes and dissertations*, by sir W. Hamilton. —1 fort in-8. Edinburgh, 1846.

qu'ait eu la paroisse de Banchory Ternan, dans le comté de Kincardine, fut le révérend James Reid, d'une ancienne famille du comté d'Aberdeen, et qui abandonna pour le ministère sacré une vie de retraite animée par l'amour des lettres. Il eut quatre fils. L'aîné, Robert, lui succéda dans sa paroisse; Thomas, qui cultiva la science et la poésie, et voyagea en Europe, pour aller soutenir des thèses dans les diverses universités, disputa à Leipsig et à Rostock, où il publia deux ouvrages de métaphysique, puis revint s'établir à Londres où Jacques Ier le nomma son secrétaire pour les langues grecque et latine ; il vécut dans l'intimité des hommes distingués de son temps, peut-être de lord Bacon et de lord Herbert. Le troisième frère, Adam, médecin de Charles Ier, écrivit sur l'art de guérir, et le quatrième, Alexandre, fit une traduction encore et à jamais inédite de l'Histoire d'Ecosse de Buchanan. Ce fut un des bienfaiteurs du collége Marischal, de l'Université d'Aberdeen, dont il enrichit la bibliothèque.

Un petit-fils de Robert fut le troisième ministre de Banchory ; c'est le bisaïeul de Thomas Reid, dont le père, le révérend Louis Reid, remplit pendant cinquante ans les mêmes fonctions dans la paroisse de Strachan, comté de Kincardine. Il avait épousé Marguerite Gregory, d'une race vouée aux sciences et par elles à une certaine renommée. Marguerite était un des vingt-neuf enfants de David Gregory de Kinairdy, frère aîné de James qui fut l'inventeur du télescope de réflexion [1]. C'était une famille

[1] Né en 1638, mort en 1675, professeur de mathématiques à Saint-

où tout le monde, même les femmes, savait les mathématiques. Trois des frères de Marguerite les enseignèrent dans les universités d'Écosse. L'aîné, David, professeur d'abord à Edinburgh, où il avait remplacé son oncle, devint l'ami de Newton, qui le fit nommer à la chaire d'astronomie, fondée par sir Henri Savile, à l'Université d'Oxford [1]; et James, le second, professeur de philosophie à Saint-André, puis de mathématiques à Edinburgh, fut peut-être le premier qui ait introduit le newtonianisme dans une chaire écossaise [2]. Le troisième, Charles, professa aussi à Saint-André, et laissa, en 1739, son emploi à son fils David, qui le conserva jusqu'à sa mort. Des trois frères, les deux premiers étaient fils d'une mère de la religion épiscopale, et avec ses croyances montrèrent du penchant pour les opinions politiques des torys. Charles, dont la mère était presbyté-

André et à Edinburgh. Je suis ici Dugald Stewart, sir W. Hamilton, et ce qui vaut encore mieux, Reid lui-même dans une de ses lettres, *Works*, p. 4 et 68. Chambers, qui donne d'ailleurs sur les Gregory des articles intéressants, laisse dans le doute si David et James étaient frères (*Lives of illust. Scotsm. by Rob. Chambers*, Glasgow, 1833); tous deux étaient bien fils de John, pasteur à Drumoak. L'aîné, que le commerce retint en Hollande une grande partie de sa vie, avait le goût des sciences. On dit qu'il fut le premier qui, en Écosse, ait eu un baromètre, et on le consultait comme un sorcier. Son frère, beaucoup plus jeune, fut l'adversaire assez passionné de Huygens et le chef d'une lignée de médecins distingués. Chambers a tort de faire du docteur John Gregory, son petit-fils, un cousin germain de Reid; ils n'étaient que cousins issus de germain.

[1] Né en 1661 ou 1666, mort en 1701 ou 1710, il fut préféré à Halley. Son fils David, mort en 1763, fut le premier professeur, à Oxford, d'histoire et de langues modernes. *Corresp.*, C, XII, p. 72.

[2] Reid avait conservé de lui une thèse antérieure à la révolution, où il attaquait les dix catégories et se déclarait pour Newton contre Aristote et Descartes. *Idem*, X, p. 68 et XII, p. 72.

rienne[1], suivait d'autres principes, et Marguerite était sa sœur. Elle avait quelque chose de ce singulier esprit de famille qui fit des géomètres de tous les Gregory de sa branche, tandis que la branche cadette fut tout entière consacrée à la médecine. Elle donna le jour à Thomas Reid, le 26 avril 1710.

Après deux années, passées, dès qu'il fut en âge d'apprendre, à l'école paroissiale de Kincardine O'neil, il fut conduit à Aberdeen pour se préparer aux humanités, et à l'âge de douze ans, il entra au collége Marischal[2] dans une classe de grec, où il profita si bien que plus tard il enseignait Euclide en grec dans ses cours de géométrie, et récitait de mémoire des fragments des tragiques grecs dans ses leçons de rhétorique. A seize ans, il suivit pendant trois sessions le cours du docteur George Turnbull qui a publié des principes de philosophie morale avec ces mots de Newton pour épigraphe : « Si la philosophie naturelle doit devenir une science parfaite de tout point en suivant notre méthode, il arrivera en même temps que les bornes de la philosophie morale en seront reculées[3]. » Un professeur capable de travailler d'après

[1] « Je n'ai jamais vu femme qui eût l'air plus grande dame, *a more ladylike woman* », dit Reid qui l'avait vue très-vieille en 1722 à Aberdeen, où, restée veuve par la mort de Kinairdy, elle continua de demeurer. *Corresp.* p. 69.

[2] L'université d'Aberdeen se compose de deux colléges, l'un, le collége du Roi, fondé en 1494, l'autre, le collége Marischal, fondé en 1593. Les cours de médecine sont depuis longtemps communs aux deux colléges. Lord Aberdeen est chancelier du premier, et le duc de Richmond du second. Il y a maintenant vingt et un cours dans l'un, vingt-deux dans l'autre, un cours de philosophie morale dans chacun. (Oliver and Boyd, *New Edinb. Alman.* 1855.)

[3] *Principles of moral philosophy*. Lond., 1740. Newton, *Optic.*,

cette idée peut n'avoir pas été étranger à la direction que Reid a donnée à ses recherches. Et, en effet, Turnbull qui se présente en disciple de Shaftesbury et de Hutcheson, n'a d'autre pensée que de convertir la philosophie en science d'observation, et d'en faire avec la physiologie l'autre partie de la connaissance de l'homme. Reid n'a fait que marcher dans la voie que son maître lui avait ouverte.

On ne sait rien de sa première jeunesse, hors une particularité qu'il a racontée lui-même avec l'exactitude d'un observateur attentif. Vers l'âge de quatorze ans, il avait pris l'habitude d'entretenir son imagination d'événements supposés et chimériques, et bientôt son sommeil fut troublé toutes les nuits de rêves sinistres qui le laissaient au réveil encore frappé de terreur. Attristé et humilié de cette infirmité qui dura près de deux ans, il ne parvint à s'en délivrer qu'en se redisant à lui-même, au moment de s'endormir, qu'il allait souffrir d'une vaine illusion et il réussit à se donner avec plus de précision et de force ce pouvoir bien connu de reconnaître, même dans le sommeil, la vanité des songes. Mais, chose plus singulière, il perdit à cela pendant près de quarante ans la faculté de rêver, ou du moins la mémoire des rêves, et à l'âge de soixante-neuf ans, il nous dit dans la lettre où

l. III, q. 31. Je n'ai pu rencontrer le livre de Turnbull dans aucune bibliothèque ni trouver de renseignements sur lui dans aucun dictionnaire biographique, ni dans Watt, *Bibl. brit.*, ni dans Chambers, ouvr. cit., ni dans Chalmers, *Gen. biog. Dict.*, Lond., 1814. Mais M. Cousin, plus heureux, a lu cet ouvrage, et y a trouvé la première pensée de la philosophie de Reid. *Cours d'Hist. de la phil. mod.*, première série, t. IV, 19e leçon.

il décrit ces phénomènes particuliers de son imagination, que son sommeil n'était encore animé qu'accidentellement par des apparitions rares et confuses [1].

En terminant ses études, Reid fut reçu docteur en théologie. Mais il demeura dans l'Université comme bibliothécaire, et y continua cette éducation volontaire qui n'est pas la moins bonne. Dans la compagnie de John Stewart, professeur de mathématiques au collége Marischal [2], il s'adonna avec ardeur aux sciences exactes et lut les *Principes* de Newton. Le nouveau système du monde était alors le plus grand événement de la philosophie. L'honneur des trois Gregory, oncles de Reid, est de l'avoir fait connaître à l'Écosse, qui devança l'Angleterre même dans cette carrière, et de là le penchant de tous les esprits autour de lui, comme du sien, vers les recherches scientifiques.

En 1736, quittant ses fonctions de bibliothécaire, le jeune docteur partit pour Londres avec Stewart. Son oncle, David Gregory, le mit en relation avec le monde savant. Il visita Oxford et Cambridge, et dans cette dernière ville il vit Bentley, et ce mathématicien aveugle, Saunderson, qui devait être si souvent cité comme un cas rare dans les ouvrages de philosophie, et servir d'objet d'expérience aux recherches les plus subtiles sur le rôle des sens dans la connaissance des propriétés de l'étendue. C'est, je crois, la seule fois que Reid est sorti d'Écosse. Du moins n'aperçoit-on ni dans sa correspon-

[1] Lettre de 1779 au Rév. Will. Gregory, alors sous-gradué de Balliol college, Oxford, et frère du docteur James Gregory. *Life*, p. 33.

[2] Je ne sais rien de ce Stewart qui n'était pas de la famille de Dugald Stewart.

dance, ni dans sa biographie, la trace d'aucune autre visite dans le grand monde de la politique, de la science et des lettres.

Malgré la constitution démocratique du clergé presbytérien, beaucoup de fondations qui remontent à d'anciens temps réservent à des autorités diverses, à des corps ou à des individus, un droit de présentation pour les charges ecclésiastiques. C'est ce qu'on appelle le patronage, qui a donné lieu de tout temps à beaucoup d'abus ou du moins à beaucoup de réclamations. En vertu d'un droit de ce genre, le collége du Roi à Aberdeen présenta Reid en 1737 pour la cure de New Machar dans le même comté. Étant entré par la voie du patronage, il eut d'abord de la peine à se faire rendre justice. Le troupeau aurait tenu au droit d'élire son pasteur. On dit même que sa personne fut menacée. Mais les difficultés se dissipèrent à mesure qu'il se fit mieux connaître, et s'étant marié trois ans après à Elisabeth Reid, fille d'un de ses oncles, médecin à Londres, il devint bientôt, par lui-même et par la grâce de cette femme excellente, l'objet de l'affection universelle. Il remplissait tous ses devoirs avec diligence. Mais soit modestie, soit que la composition lui fût pénible (il n'en avait nulle habitude), on dit que pendant longtemps il ne prêcha que des sermons de Tillotson et d'Evans[1]; ce qui prouve d'ailleurs qu'il

[1] Tout le monde sait que Tillotson est le chef des évêques latitudinaires du règne de Guillaume III. John Evans, né dans le pays de Galles, fut un des ministres exclus de l'église établie pour non-conformité en 1662. Il devint pasteur d'une congrégation indépendante à Wrexham, et fut reçu docteur en théologie aux universités d'Edinburgh et d'Aberdeen. Il mourut en 1730, laissant des sermons estimés.

n'avait point épousé la rigidité du presbytérianisme, et que sa religion tolérante et libérale était en accord avec l'élévation et la modération de son esprit.

Tout entier aux devoirs de son ministère et à ses méditations intimes, il écoutait à peine le bruit qui se faisait autour de lui. La rébellion soulevait une partie de l'Écosse, et dans une lettre de sa vieillesse, il raconte qu'il donna asile pendant une nuit à un M. Hepburn de Keith engagé dans la guerre de 1745 [1]. Mais, dès cette époque et dans sa solitude, son esprit était captivé par des recherches sur les lois de la connaissance humaine. Toutes les heures que les devoirs de sa profession laissaient libres étaient consacrées à des réflexions philosophiques qu'il ne songeait pas encore à traduire en système. Ses seules distractions étaient la botanique et le jardinage, deux goûts qu'il conserva toute sa vie.

Cependant il publia alors son premier écrit. Ce sont quelques pages insérées dans les Transactions de la Société royale de Londres de 1748. Hutcheson était à cette époque le philosophe de l'Écosse. Dans ses recherches sur l'origine des idées de beauté et de vertu, où, comme on sait, il donne au principe moral le nom de bienveillance, il avait dit que la valeur, ou pour parler plus en mathématicien, le moment du bien général accompli par un individu dépendait en partie de sa bienveillance, en partie de sa capacité, ou pouvait être considéré comme un produit de ces deux facteurs. D'où le calcul inférait que la bienveillance d'un individu est mesurée par une fraction qui aurait le moment du bien pour numérateur

[1] *Corresp.*, E, lett. au prof. Robison, Works, p. 98.

et la capacité de l'agent pour dénominateur. Si un bien égal à 15 a été accompli par 3 de capacité, la bienveillance sera $\frac{15}{3}$ ou 5. Il n'y avait rien de sérieux dans de tels calculs, et l'on ne pouvait se les permettre qu'à titre d'illustration, comme disent les Anglais, pour éclairer une pensée d'un nouveau jour. Dans une note intitulée *Essai sur la Quantité à propos de la lecture d'un traité où le calcul est appliqué au mérite et à la vertu* [1], Reid examina quels sont les cas où les procédés des mathématiques sont applicables, et s'ils le sont à toutes les choses qui paraissent susceptibles de plus ou de moins. Selon lui, les quantités sont proprement ou improprement dites. Les unes peuvent être mesurées par des quantités homogènes, comme les grandeurs abstraites de l'algèbre ou de l'arithmétique; les autres ne peuvent être mesurées que par des quantités d'une autre espèce avec lesquelles elles ont quelque relation. Ainsi la force est mesurée par la vitesse. Ces deux sortes de quantités sont du ressort des mathématiques. Mais il y a des choses dont le degré peut varier et qui peuvent ne pas être mesurables, telles sont les saveurs, les odeurs, les sensations de chaud et de froid, la beauté, le plaisir, etc. De même, la vertu ou le mérite est une grandeur qui ne saurait être soumise au calcul des proportions, tant qu'on ne pourra assigner exactement la mesure des degrés des affections de notre âme.

Guidé par cette distinction des quantités proprement ou improprement dites, Reid, qui, dans ce petit écrit, parle sous le nom d'un docteur M., compare les deux

[1] *An Essay on Quantity*, etc., Works, p. 715.

manières de mesurer la force qui partageaient alors les savants. Ils voulaient que la force d'un corps en mouvement fût mesurée, les uns avec Newton par sa vitesse, les autres avec Leibnitz par le carré de la vitesse. Suivant Reid, les deux propositions sont vraies, si on ne les prend que comme des définitions mathématiques, et non comme des expressions de la nature réelle de la force. La différence vient de ce qu'en mesurant la force, Leibnitz tient compte de l'effet produit, de la résistance vaincue, et les fait entrer pour quelque chose dans sa définition. Mais ces considérations sont libres, et la question par conséquent est, aux yeux de Reid, une dispute de mots. Il serait trop long d'expliquer comment une différence si tranchée sur un point qui semble d'abord purement expérimental, peut en effet être ainsi qualifiée. Il suffira de dire qu'un grand géomètre, qui assurément n'avait pas lu Reid, d'Alembert, a porté le même jugement et réduit aussi toute la question à une dispute de mots indigne d'occuper des philosophes [1].

Il doit paraître singulier au premier abord qu'on puisse indifféremment dire que la force du corps en mouvement est proportionnelle au produit de la masse par la vitesse ou par le carré de la vitesse. Il semble que ce soit une question de fait, dans laquelle par conséquent les nombres ne sont pas facultatifs. Il en est cependant ainsi, parce que toute la différence vient de ce que l'on considère dans un cas la force, alors qu'elle fait équilibre au poids qu'elle soulève ou plutôt qu'elle soutient, et dans l'autre

[1] *Elem. de Phil.*, XVI, *Mécanique*. Voy. aussi la préface de sa *Dynamique* et dans l'Encyclopédie l'article *Force*.

la force en mouvement, mais en mouvement retardé par la pesanteur ou résistance de l'obstacle. Descartes, et Newton avaient donné leur principe en considérant le premier cas qui est celui d'une *force morte*. Leibnitz avait considéré le second cas ou celui d'une *force vive*. La question a été discutée pendant trente ans, et Voltaire lui-même a présenté un mémoire sur les forces vives à l'Académie des sciences. En général, le point de vue de Leibnitz a prévalu. Mais Leibnitz obéissait à un principe philosophique que les géomètres comme d'Alembert et, je crois, Reid lui-même, n'ont point aperçu. Il ne croyait pas l'existence du corps possible, si on la réduisait pour toute condition à l'étendue et à l'impénétrabilité, et si le corps n'était comme animé par une force continue. Pour Leibnitz, toute substance était une force vive. Il ne pouvait donc considérer, même en mécanique, que des forces vives.

En 1752, les professeurs du collége du Roi à l'Université d'Aberdeen élurent le docteur Reid professeur de philosophie; c'était le charger d'enseigner les mathématiques, la physique, la logique et l'éthique. A l'autre collége, au collége Marischal, les leçons de grec et de mathématiques étaient données par des maîtres séparés; mais le même professeur devait faire parcourir à ses élèves tout ce qu'on appelait le *curriculum philosophiæ*, c'est-à-dire débuter avec eux par la logique, et en passant par l'ontologie, la morale et la politique, les conduire jusqu'au terme de la philosophie naturelle. Heureusement ces programmes d'instruction, qui étaient à peu près ceux de toutes les anciennes universités, commençaient

à être moins scrupuleusement respectés. Le docteur Gerard, depuis quelques années professeur de philosophie au même collége, publia en 1755 un essai fort remarquable sur le plan d'études de l'Université d'Aberdeen. Il y élevait les plus spécieuses objections contre l'usage de faire de la logique une introduction à l'étude des autres sciences. « La logique est, dit-il, une partie abstruse et difficile de la philosophie, que doit précéder une histoire naturelle de l'entendement humain, non-seulement décrit, mais expliqué dans ses lois générales. Et, avant d'en venir là, il faut avoir passé par l'étude de certaines sciences particulières qui exercent, qui développent l'esprit et le préparent à se connaître plus tard en revenant sur lui-même et en réfléchissant sur ses procédés. » Le plan de Gerard était trop nouveau et surtout trop spéculatif pour être adopté ; mais on peut croire que Reid, en s'ouvrant la même carrière, ne s'astreignit pas aux routines de l'école, et profita de la diversité d'études comprises sous le nom de philosophie, pour donner plus de liberté et de méthode à son enseignement. Il n'est point resté de traces de ses programmes; mais enfin, ses nouvelles fonctions le transportaient dans sa sphère véritable. Riche de quinze années de méditations solitaires, il entrait, à l'âge de quarante-deux ans, dans une université éclairée et tranquille. Au milieu d'une population qu'il a décrite comme naturellement intelligente, il trouvait un corps d'hommes instruits, qui s'efforçaient de suivre, dans le fond du Nord, le progrès des sciences contemporaines, et qui, pour la plupart n'étaient pas indifférents à ces questions métaphysiques et morales, objet

préféré des réflexions personnelles du nouveau professeur. Avec son cousin, le docteur John Gregory, qui enseigna tour à tour la médecine et la philosophie[1] à la même université, il contribua à la formation d'une société philosophique qu'on surnomma le Club des Sages, *Wise Club*, et dont faisaient partie ce même Alexandre Gérard, qui a écrit d'une manière remarquable sur l'enseignement et sur le goût; Campbell, qui a composé pour cette académie libre sa *Philosophie de la Rhétorique*; Beattie, l'auteur du poëme du *Ménestrel* et de l'*Essai sur la Vérité*; les deux docteurs André et David Skene, savants médecins, avec qui plus tard Reid entretint une intéressante correspondance[2]. Ces sociétés qui se multiplièrent dans les universités, et par conséquent dans les

[1] Il était petit-fils du frère de Kinairdy et fils de James, professeur de médecine à Aberdeen. Né en 1724, après avoir complété ses études à Edinburgh et à Leyde, il revint à Aberdeen pour y recevoir les titres de docteur en médecine et de professeur de philosophie à King's college. Il quitta cet enseignement en 1752, pour se livrer à la pratique de son art, et il succéda, par la mort d'un frère aîné, à la chaire de médecine de leur père.

[2] Le docteur Gérard, né en 1728, prédicateur de l'église d'Ecosse, professa la philosophie au collége Marischal, publia, en 1759, un essai sur le goût, bientôt traduit en français, et, douze ans après, devint professeur de théologie à King's college; il mourut en 1795. Georges Campbell, né en 1719, pasteur à Banchory, comme le bisaïeul de Reid, principal du collége Marischal, où il enseigna la théologie, a publié des ouvrages d'apologie chrétienne; mais il est plus connu par sa *Philosophie de la Rhétorique*. James Beattie, né dans un village en 1735, devint maître d'école, puis pasteur, puis maître de grammaire, puis professeur de philosophie morale à Aberdeén. Son *Minstrel* est comme le prélude des poëmes de Walter Scott. Beattie est mort en 1803. Il a laissé divers ouvrages, entre autres des *Eléments de philosophie morale* (1790-1793). Les docteurs Skene, père et fils, moururent, l'un en 1767, l'autre en 1771. Voy. dans les œuvres de Reid, *Corresp.*, A, p. 39.

principales villes de l'Écosse, ont exercé la plus heureuse influence et donné l'essor au grand mouvement intellectuel qui a signalé dans ce pays la seconde moitié du dernier siècle. On y faisait sur la philosophie, les sciences, les lettres, des lectures dont le sujet y était ensuite discuté; et dans un commerce fécond, les opinions se formaient, les esprits s'animaient, et des projets de travaux importants prenaient successivement naissance. C'est pour l'association littéraire d'Aberdeen que Gregory composa son *Essaï sur les Facultés de l'homme et des animaux,* et Reid y soumit à l'épreuve de la discussion les premières rédactions de ses idées philosophiques. Les théories de Hume, dont le *Traité sur la Nature humaine* avait paru en 1739, et dont les principes commençaient à se propager, excitaient une vive curiosité et une vive opposition. Il a été donné à Hume d'être le précurseur et le promoteur involontaire de deux importantes philosophies.

C'est à cause de Hume qu'en 1764 Reid publia ses *Recherches sur l'Esprit humain d'après les principes du sens commun*[1].

Kant, écossais, dit-on, par son origine, avait comme Reid et un an avant lui, débuté par un opuscule sur la vraie mesure des forces où il combattait Leibnitz; et ainsi que Reid, Kant déclare dans ses grands ouvrages que l'argumentation sceptique de Hume a été le point de départ de sa philosophie. Reid qui, au commencement de ses recherches avait, en 1739, adopté les principes de

[1] Campbell avait, pour répondre à Hume, imprimé en 1763 un traité sur les miracles. Encouragé par Gregory, Beattie dirigea contre le même philosophe, en 1769, son *Essai sur la Vérité.*

l'auteur du *Traité de la Nature humaine*, fut assez alarmé de ses conclusions pour entrer en défiance de leur valeur, et c'est en s'efforçant de dissiper de pénibles doutes, que frappé de la solidité des raisonnements de Hume, dès qu'on lui accordait ses principes, il fut amené à remettre en question ces principes mêmes, et à changer totalement de point de vue. Son premier ouvrage est de 1764; la *Critique de la Raison pure* de Kant est de 1781[1]. Kant dit qu'il a imité Copernic, et retourné les faits, tout en les prenant pour constants. Reid a pris pour principes les faits qu'on voulait expliquer, et trouvant la certitude dans l'impossibilité même de les démontrer, il a délivré la raison du pouvoir absolu du raisonnement. L'un et l'autre ont connu et mis en grande lumière les lois primitives de l'esprit humain, que Hume avait représentées comme des préjugés arbitraires. Kant les trouve nécessaires, et s'en défie; Reid les croit nécessaires, et il s'y fie. Voilà en gros la différence. En Ecosse et en Allemagne, un mouvement d'esprit philosophique remarquable par l'identité de la cause occasionnelle et du point de départ, par le synchronisme de la manifestation, par la communauté même des conclusions dernières, aboutit toutefois à deux très-distinctes philosophies.

De l'aveu de Reid[2], nous savons donc que ce qu'il appelle la théorie des idées, c'est-à-dire l'hypothèse qui

[1] Son premier ouvrage : *Pensées sur la véritable estimation des forces vives*, 1746, traite le même sujet que le premier opuscule de Reid. On tient généralement que Kant proposa l'idée fondamentale de sa Critique en 1770 dans son *De mundi sensibilis atque intelligibilis forma et principiis*.

[2] Dédicace des *Recherches sur l'Esprit humain*, Works, p. 95. Voyez aussi la correspondance de Reid, *passim*.

veut que les hommes ne connaissent pas les objets, mais seulement certaines images idéales qu'ils en forment dans leur esprit, l'avait d'abord porté à révoquer en doute avec Berkeley l'existence du monde extérieur. Puis, le scepticisme de Hume, fondé en grande partie sur cette même hypothèse, et sur cette observation qu'en cela comme en tout, l'homme n'a pour gage de ses connaissances que des impressions et des habitudes personnelles, l'amena à remettre en question les principes mêmes de l'entendement humain, tels que Berkeley et Hume les supposaient ou les établissaient. Au lieu de douter de la connaissance, il aima mieux douter de la théorie de la connaissance, et le doute qui ne s'attaque qu'aux philosophes tend souvent à raffermir la philosophie. C'est le bonheur qui advint à Reid. Il fut, en philosophie, le restaurateur de la foi dans la raison.

Son ouvrage, quoiqu'il n'ait pas les formes de la controverse, était au fond une réfutation des idées de Hume. Dans sa scrupuleuse sincérité, Reid voulut s'assurer d'avoir bien saisi la pensée de son habile adversaire. Hugues Blair, soutenu par Hume et lord Kames, remplissait avec succès, à Edinburgh, la chaire de rhétorique et de belles-lettres qu'on avait fondée pour lui. C'est à lui que Reid s'adressa pour communiquer une partie de son manuscrit à l'illustre historien. On juge comment fut accueillie d'abord cette œuvre d'un ancien pasteur de village. « Je voudrais bien, écrivait Hume à Blair, que les curés se renfermassent dans leur vieille occupation de se déchirer les uns les autres et laissassent les philosophes raisonner avec calme, modération et po-

litesse. » Mais quand il connut mieux l'ouvrage du curé à qui il avait à faire, il écrivit à Reid, et sa lettre lui fait le plus grand honneur. Sans entrer dans le fond du débat, il y rend hommage avec autant de sincérité que de courtoisie au talent du métaphysicien nouveau. « Je m'abstiens, lui dit-il, jusqu'à ce que l'ouvrage entier soit sous mes yeux, et ne proposerai pas pour le moment de difficultés nouvelles contre vos arguments. Je dirai seulement que si vous avez réussi à éclaircir ces abstruses et importantes matières, bien loin d'en être mortifié, j'aurai la vanité de prétendre à une part du mérite, et je penserai que mes erreurs, pour avoir eu au moins quelque cohérence, vous auront conduit à faire un examen plus exact de mes principes qui étaient du reste des principes fort communs, et à en apercevoir le peu de solidité... Je vous prie de faire mes compliments à mes amicaux adversaires, le docteur Campbell et le docteur Gérard, ainsi qu'au docteur Gregory, que je soupçonne d'être dans les mêmes dispositions, quoiqu'il ne se soit pas encore ouvertement déclaré. »

Ce fut un bonheur pour Reid que cette lettre. Elle le rassurait en même temps sur son style, pour lequel il avait de grandes inquiétudes, malgré les conseils de Gerard et de Campbell. Il remercia avec empressement son célèbre adversaire, par une lettre du 18 mars 1763, où dans les termes les plus respectueux, mais les plus nets, il lui reconnaît en effet le mérite d'avoir marqué un but à viser, et fourni l'artillerie pour l'atteindre [1].

[1] *An Account of the life*, sect. I, p. 7.—*Corresp.*, F. p. 91.—*Life and Corr. of D. Hume*, by J. H. Burton, t. II, p. 151.

La seule dédicace du premier ouvrage de Reid suffit pour donner une juste idée de son intention en le composant et de la doctrine qu'il y établit. En s'adressant à lord Findlater, chancelier de l'Université de Old Aberdeen [1] et son protecteur naturel, il ne lui cache pas, malgré la modestie de son langage, qu'il diffère de Descartes, de Malebranche, de Locke, de Berkeley et de Hume, et qu'il croit avoir fait de certaines découvertes. Son but est de renverser le scepticisme que Hume a édifié sur les bases de la philosophie de Locke, *qui n'était pas sceptique*, et d'établir *la croyance* comme un principe fondamental et légitime de la raison humaine. Toute la doctrine est esquissée là avec autant de force que de brièveté. « Aussi bien que le juste, dit-il, par un assez libre emploi de la parole sainte, l'injuste vit de foi. » Car rien ne subsiste si la croyance disparaît.

L'impression produite par le premier ouvrage de Reid ne s'étendit peut-être pas d'abord hors de l'Écosse. Mais en Écosse, ou du moins dans les universités de ce pays, elle fut très-grande. La nouveauté de la méthode et de certaines opinions n'empêcha pas des hommes éminents de se déclarer. Ferguson, qui venait de passer à la chaire de philosophie morale de l'Université d'Edinburgh, n'hésita pas à recommander vivement à ses élèves de prendre la même voie dans l'étude de la nature humaine,

[1] C'est dans le bourg d'Aberdeen, à l'ouest de la capitale du comté, que l'Université est établie. James Ogilvie, qui n'était encore que lord Deskfoord, lors de la première édition des *Recherches*, hérita plus tard des titres paternels, et fut comte de Findlater et de Seafield. Cette pairie est dormante depuis qu'il n'y a plus d'héritier direct par la mort, en 1811, de James, septième comte de Findlater, et quatrième comte de Seafield.

et il en donna l'exemple dans ses leçons. Dugald Stewart, qui peu d'années plus tard devait suivre celles de Reid, nous parle de son vieux professeur de logique qui changea, sous l'influence de la nouvelle doctrine, un enseignement de quarante années. A Glasgow, une preuve plus frappante fut donnée du mouvement produit dans les esprits. Après Hutcheson mort en 1747, on y avait appelé, pour remplir la chaire de philosophie morale, un de ses élèves, un jeune homme qui n'était guère connu que par quelques leçons de littérature données à Edinburgh. Adam Smith, alors âgé de vingt-cinq ans, n'avait encore rien publié. Il venait d'Oxford, où la liberté de ses opinions avait souvent alarmé ses maîtres[1]. Il était dès lors lié avec Hume, et partageait avec lui les idées des encyclopédistes français, et ces idées l'avaient empêché d'entrer dans l'Eglise. En philosophie pure, il se croyait en possession d'un principe nouveau, celui de la sympathie, auquel il rattachait tous nos sentiments moraux, théorie plus ingénieuse que solide, qu'il développa dix ou douze ans après dans un livre remarquable à beaucoup d'égards, mais peu lu aujourd'hui. Telle était probablement aussi la doctrine de son enseignement, et elle n'était pas sans analogie avec celle de son prédécesseur. Le principe de la sympathie ne diffère pas profondément de celui de la bienveillance, et peut-être ils se supposent l'un l'autre. Hutcheson a le mérite d'avoir distingué dans

[1] Il était né à Kirkaldy, Fife, le 5 juin 1723, et après avoir fait à Glasgow ses études qu'il termina au collége de Balliol, Oxford, il vint à Edinburgh en 1748, où il donna sur les belles-lettres quelques leçons dont l'exemple enhardit Blair à fonder cet enseignement.

l'âme humaine un *sens moral*, et les Anglais ont accepté de lui cette expression ; mais il n'a pas donné à ce principe sa véritable origine ni toute son autorité. Moins encore, Smith, qui n'était pas sans défiance à l'endroit de la raison humaine, avait-il appuyé sa doctrine sur une base inébranlable au scepticisme. Sans doute, il n'avait pas systématiquement professé celui de Hume, mais son enseignement devait laisser une porte ouverte aux attaques d'une dialectique négative, et l'on dit que par un pressentiment de la vraie vocation de son génie, il se hâtait de franchir les parties métaphysiques de la philosophie morale, pour la considérer dans ses rapports avec la société et avec les conditions économiques de l'ordre et du bonheur parmi les hommes. Un esprit qui n'est pas celui de la meilleure philosophie, une doctrine plus recommandable par ses applications que par ses principes avait donc pénétré dans l'institut académique de Glasgow, non sans avoir probablement suscité autour du professeur les doutes et les objections. Cependant Smith publia son livre (1759). La *Théorie des Sentiments moraux* eut en Angleterre, comme bientôt en France, un très-grand succès. Elle attira sur l'auteur l'attention des deux sociétés de Londres et de Paris où Hume était également recherché, et la proposition fut faite à Smith d'accompagner sur le continent le jeune duc de Buccleugh. Il accepta, et il dit adieu à l'enseignement, qui convenait peu à ses goûts de méditation et de solitude. Ceux-ci ne l'empêchèrent pas de partir pour Paris, et d'aller s'y montrer, causant avec Turgot dans le salon d'Helvétius. Mais c'est alors que les professeurs de Glasgow eurent l'idée

d'offrir au docteur Reid la chaire qu'il laissait vacante, et le modeste pasteur de village, le professeur encore obscur d'une université sans renommée, monta ainsi à la première position philosophique de son pays, puisqu'il devint le successeur de Hutcheson et de Smith.

Cette promotion, qui assurément ne fit pas grand bruit dans le monde, eut son importance, et peut être regardée presque comme un événement dans l'histoire de l'esprit humain, car elle arrêta le courant qui portait les esprits en Écosse vers l'uniformité philosophique du XVIIIe siècle, et constitua, en regard de la doctrine de Locke, de Hume et de Voltaire, une école indépendante. Si Reid n'était venu à Glasgow, il n'aurait pas eu moins de mérite, son grand ouvrage, probablement, n'en aurait pas moins paru; mais peut-être sa tentative serait-elle restée isolée, et il n'y aurait pas eu véritablement une philosophie écossaise.

L'Université de Glasgow avait été fondée, comme beaucoup d'institutions de ce genre, par une bulle du pape [1]. A la demande du roi Jacques II, Nicolas V autorisa, au XVe siècle, dans cette ville, l'enseignement général des sciences, des arts et de *toute faculté permise*, le tout sur le plan de l'Université de Bologne. L'établissement, formé en 1451 sous les auspices de l'évêque, reçut, deux ans après, sa charte royale. Suivant l'usage, les maîtres et les élèves étaient partagés en quatre nations correspondantes aux quatre divisions du royaume d'Ecosse

[1] Voir l'*Histoire de l'Université de Glascow*, par Reid lui-même. Works, p. 721.

et des îles[1]. Le but des Universités était l'éducation pour les trois professions savantes, les seules qui comportassent le doctorat, et qui répondaient à l'étude de la théologie, du droit canon et du droit civil. La faculté des arts qui comprenait la logique, la physique et la morale, était considérée comme l'introduction nécessaire à ces trois sciences. La première époque de l'Université de Glasgow ne paraît pas avoir été fort brillante ; et sa réputation languissait, lorsque survint la réforme qui fut sur le point de la détruire, et qui la réduisit à un simple collége. Relevée par la reine Marie Stuart, en 1560, elle reçut du roi Jacques VI, celui qui fut roi d'Angleterre sous le nom de Jacques I, une institution nouvelle ; elle recouvra ses anciens priviléges, et tandis que le principal du collége dut enseigner la théologie et les langues hébraïque et syriaque, trois régents durent faire chacun un cours, le premier de grec et de rhétorique, le second de dialectique, de morale et de politique avec les éléments de l'arithmétique et de la géométrie, et le troisième de physiologie[2], de chronologie, de géographie et d'astrologie. La révolution respecta l'Université, par égard pour le principal qui en était à peu près le seul membre républicain. Cromwell reconnut ses droits et ses immunités. La restauration lui fut moins propice. Le gouvernement épiscopal ne pouvait protéger une institution toute presbytérienne. Quelques-unes des chaires dont elle s'était enrichie disparurent, et ce n'est qu'après 1688 qu'elle reprit le cours de ses progrès. Peu à peu, des dotations

[1] Clydesdale, Teviotdale, Albany et Rothesay.

[2] Ce mot signifiait alors sans doute : la science de la nature.

royales ou de libérales fondations la mirent dans l'état où la trouva Reid en y arrivant. Les trois professions savantes étaient maintenant la théologie, la loi et la médecine, enseignées chacune dans leurs diverses parties par plusieurs professeurs ; le cours d'études ou l'éducation générale qui introduisait à cet enseignement spécial, comprenait d'une part le grec et le latin, de l'autre la philosophie. Celle-ci, complétée par des cours accessoires de mathématiques et d'astronomie, se divisait en trois sections : la logique, la philosophie morale, la philosophie naturelle [1]. L'enseignement de la philosophie morale comprenait la théologie naturelle, l'éthique et le droit naturel, et c'est cet enseignement qui était confié à Thomas Reid. Une institution où aucun serment, aucun *test* n'était exigé, et qui n'avait eu à souffrir depuis sa renaissance que du fait de l'absolutisme et de l'épiscopat, devait être une institution chrétienne et libérale, où la foi religieuse pouvait atteindre des degrés très-divers de dogmatisme et de ferveur, sans jamais s'aller perdre dans la tyrannie ou dans la licence. Là respirait l'esprit de vérité, de liberté, de modération. Là Thomas Reid devait retrouver les siens.

Le vieux Robert Simson, à qui peut-être Euclide doit une partie de son autorité absolue dans la Grande-Bretagne, vivait encore. Il avait institué une société savante

[1] Ainsi, il y avait du temps de Reid quatorze professeurs, sans compter les lecteurs de chimie, de matière médicale et d'accouchement. Il y a maintenant vingt-deux chaires. L'augmentation a eu lieu surtout pour la médecine, qui n'avait autrefois que deux professeurs, l'un de médecine théorique et pratique, l'autre d'anatomie et de botanique.

dont il était l'âme et qu'on appelait le Club du Vendredi. Les mathématiques fleurissaient dans une école où s'étaient formés Colin Maclaurin, Matthew Stewart, Trail et Robison qui devaient les enseigner, l'un à Aberdeen, l'autre à Edinburgh. Moor, à l'étude des sciences exactes, unissait les talents d'un babile helléniste; Patrick Wilson professait l'astronomie d'une manière distinguée. Reid trouvait dans leur réunion des ressources précieuses. Mais les études de l'ordre moral étaient comme nulles à Glasgow, et il avait beaucoup à faire pour y ramener les esprits. Aussi Aberdeen et ses amis des bords du Don et de la Dee conservèrent-ils longtemps ses plus chères affections. Vainement son parent, John Gregory, avait été appelé à Edinburgh, dont la célèbre école de médecine doit beaucoup à sa renommée, Reid ne pouvait s'empêcher de regretter son ancienne résidence. La population de Glasgow lui paraissait moins intelligente que celle à laquelle il était accoutumé. La régularité des mœurs le frappait; mais il observait en même temps un puritanisme exalté, une roideur morose, et dans la prédication des pasteurs, il ne reconnaissait pas toujours l'Évangile. Quant à l'intérieur de l'Université, s'il y rencontrait ce qui existe dans tous les corps, des divisions et des cabales auxquelles il n'avait aucun goût, il trouvait des moyens variés d'instruction, une grande bibliothèque, de nouveaux instruments de physique et d'optique, des expériences instructives, particulièrement les leçons de chimie du docteur Black qui l'intéressait vivement en lui enseignant sa théorie, alors toute nouvelle, de la chaleur latente.

Dans une correspondance pleine de simplicité et d'intérêt avec les docteurs Skene, tous deux médecins naturalistes, et de ses meilleurs amis d'Aberdeen, il donne sur sa vie privée, sur ses occupations universitaires, sur les petits événements d'une destinée toute scientifique, des détails bien familiers, mais qui plaisent quand on sait apprécier la dignité et la douceur d'une existence consacrée tout entière aux sciences et aux lettres.

« Je vous conduirai maintenant chez moi, dans ma maison, qui est située au milieu des tisserands, comme le Back-Wynd à Aberdeen ; vous passez par une longue, obscure, abominablement sale entrée, qui vous conduit dans un petit enclos fort propre ; vous montez à une jolie petite salle à manger, et vous trouvez ce qu'il faut de jolies chambres à ma famille, comptées avec tant d'épargne que mon appartement est un cabinet de six pieds sur huit ou neuf, auprès de la salle à manger. Pour compenser ces petits inconvénients, la maison est neuve et sans insectes, elle a le meilleur air et la plus belle vue de Glasgow, la jouissance d'un grand jardin très-aéré pour promenade, lequel n'est pas si bien tenu qu'on n'en puisse user en toute liberté. Cinq minutes de marche vous conduisent en passant au-dessus d'un précipice de rochers dans un large parc en partie planté de sapins, en partie découvert, qui domine la ville et toute la campagne environnante et d'où l'on a la vue des détours de la Clyde dans une grande partie de son parcours. L'ancienne cathédrale est au pied du rocher, moitié de sa

hauteur au-dessous de vous, moitié au-dessus, et c'est vraiment un magnifique édifice[1]. »

Cependant au milieu des avantages de sa nouvelle position, Reid éprouvait plus d'un ennui. Quoique les professeurs eussent formé entre eux une société littéraire, il écrivait à David Skene : « Que devient notre société philosophique ? Bataille-t-on encore à propos de David Hume ? » Un jour qu'il avait vu un beau fourneau de chimiste : « Pour moi, écrivait-il encore, je voudrais trouver une machine aussi propre à analyser les idées, les sentiments moraux, et autres matières appartenant au quatrième règne. Je crois que j'aurais le cœur d'en donner bien de l'argent. » Il s'intéressait cependant aux nouvelles expériences de chimie et de physique ; il annonçait les nouveaux perfectionnements apportés par Watt à la machine à vapeur qu'il voyait fonctionner dans une fabrique. Fidèle aux exemples de Smith, il écrivait pour sa société académique des mémoires sur des matières de commerce, sujet de conversation que la guerre d'Amérique mettait à la mode. Il accueillait avec plaisir des étrangers curieux des choses scientifiques, et jusqu'au comte de Lauraguais qui pensait savoir la chimie, et que la réputation de Black attirait sans doute à Glasgow. Les sciences exactes continuaient de lui être assez familières, pour qu'il fût appelé par le conseil de ville d'Aberdeen à siéger parmi les examinateurs des candidats à la chaire de mathématiques du collége Marischal. Mais malgré tout

[1] *Letters to A. and D. Skene.—Corresp.* A, Works, p. 40. Cette hauteur qui domine la cathédrale rendue à sa beauté primitive, est maintenant un cimetière placé et orné d'une manière très-pittoresque.

cela, après cinq ans de séjour, il écrivait encore : « Nous avons ici des spéculatifs en médecine, en chimie, en mécanique, en histoire naturelle, qui sont dignes d'être connus... Pour moi, le monde immatériel a englouti toutes mes pensées, depuis que je suis ici. Mais je trouve bien peu de gens qui aient voyagé loin dans cette région, et je suis souvent seul à poursuivre mon terrible chemin, plus solitairement que lorsque nous nous réunissions au club [1]. »

Ce n'est pas à ses auditeurs que cette plainte s'adresse. Il en avait des trois nations, et plus d'Irlandais qu'il n'aurait voulu. Les élèves ne payaient que pour la première année, et le total de leurs rétributions s'élevait de 70 à 100 livres sterling qui s'ajoutaient à 50 livres de traitement. Mais les mêmes auditeurs suivaient gratuitement une seconde année, et quelquefois quatre ou cinq. Toute cette jeunesse montrait de l'ardeur. Les leçons de Reid étaient fort suivies, plus même que ne l'avaient été celles d'Adam Smith, et il avait jusqu'à soixante élèves et davantage. Cependant sa manière d'enseigner n'était pas fort attrayante. Il improvisait rarement ; et ses lectures froidement débitées ne s'emparaient de l'attention que par la clarté, l'exactitude, la solidité. Il ne paraît pas qu'il se prescrivît un plan bien systématique et qu'il s'astreignît sévèrement au programme officiel. Mais on comprend, malgré cela, que sa philosophie de l'esprit humain, même enseignée sans ordre, devînt une introduction excellente aux principes généraux de la théologie, du droit et de la morale. Un jeune disciple qui, dans l'hiver de 1772,

[1] *Letters*, p. 42, 43, 48, 49.

arriva d'Edinburgh pour l'entendre, nous rend témoignage de l'attention respectueuse que lui prêtait son auditoire. Ce disciple était Dugald Stewart. Il avait alors dix-neuf ans; fils d'un professeur de mathématiques à l'Université, et destiné à le remplacer, il s'était fait remarquer par son professeur de logique, Stevenson, et par le docteur Adam Ferguson, pour son aptitude aux sciences morales, et eux-mêmes l'avaient dirigé vers la chaire de celui qui devait être en effet son vrai maître et son ami [1].

Quoique Glasgow eût beaucoup de rapports avec Edinburgh, on ne voit pas que Reid se déplaçât souvent pour former ou entretenir dans cette capitale d'intimes relations. Il n'eut d'abord de correspondance suivie qu'avec lord Kames, qui occupait une assez grande position dans les lettres et la magistrature [2]. Henri Home, lord Kames, juge de la Cour de session et lord du Justiciaire, ce qui est la plus haute place de judicature de l'Ecosse, avait dès 1751 publié des essais sur les principes de la morale et de la religion naturelle où l'on retrouve quelques points de la doctrine de Descartes. Dix ans après, parut son

[1] *An Account of the life*, etc., sect. I, p. 11, Dugald Stewart, fils du Dr Matthew, l'élève de Simson et le successeur de Maclaurin, était né dans le collége même d'Edinburgh, le 22 novembre 1753; il fut, avant l'âge de vingt ans, appelé à remplacer son père dont la santé s'était affaiblie, et, en 1774, il fut définitivement nommé son assistant et son successeur. Il lui succéda officiellement à l'époque de sa mort, 1785. Sept ans auparavant, Ferguson, absent, l'avait chargé de le suppléer dans son cours de philosophie morale, et Stewart échangea définitivement contre cette chaire sa chaire de mathématiques.

[2] Il était né à Kames, Berwick, en 1696. Avocat et jurisconsulte habile, il avait été, malgré quelques soupçons de jacobitisme, élevé au banc de la Cour de session en 1752, et mourut en 1782.

Introduction à l'Art de penser, et en 1774 ses *Esquisses de l'Histoire de l'homme* où Reid inséra une analyse de la Logique d'Aristote. L'esprit original et plus vif que sûr du juge écossais l'avait porté à des opinions hasardées et incohérentes dont quelques-unes lui attirèrent de la part de Reid d'amicales observations. On voit par la première lettre de celles qu'on nous a conservées que lord Kames l'était venu voir en 1772, et qu'ils avaient discuté la question de la liberté humaine. Le cas avait été posé où un accès de colère, un mouvement de passion irrésistible aurait entraîné un homme à poignarder son meilleur ami. On demandait s'il devait être tenu pour responsable de l'action qu'un instant après il détestait lui-même, et si les effets d'une folie momentanée ne devaient pas être jugés d'après les mêmes règles que ceux de la démence habituelle. Le magistrat métaphysicien prenait parti contre la permanence de la liberté de l'agent, et la lettre de Reid est une excellente et même une belle dissertation en faveur des droits indéfectibles de la liberté et de la morale[1]. Trois ans après, le docteur Priestley, qui avec moins de méditation que d'esprit abordait toutes les questions de la religion et de la science, avait commencé à attaquer quelques-uns des principes de Reid, et soutenu notamment que la faculté de percevoir étant le résultat d'une certaine structure du cerveau, l'homme tout entier devait s'anéantir à la mort, et ne puisait l'espérance de se survivre que dans les promesses de la révélation. Le zèle de Reid s'enflamma pour la

[1] *Corresp.*, B, I, p. 50.

dignité humaine. Un fragment d'une de ses lettres à lord Kames est digne de ce beau sujet. On y voit que son correspondant n'avait pas été plus satisfait que lui des ouvrages d'Helvétius. « D'après ce que j'apprends, écrit Reid, les écrivains français sont tous devenus de complets épicuriens. On penserait que la politesse française devrait s'accorder à merveille avec la bienveillance désintéressée; mais, si nous les en croyons, elle n'est que grimace; c'est une flatterie qui en cherche un autre: ainsi le cheval, quand le col lui démange, lèche le cheval voisin pour en être léché. Je déteste tous les systèmes qui déprécient la nature humaine. Si c'est une illusion que de supposer dans la constitution humaine quelque chose de vénérable et de digne de son auteur, qu'on me laisse vivre et mourir dans cette illusion.... N'était que nous voyons souvent les extrémités se rencontrer, je trouverais très-étrange de voir des athées et des théologiens haut-montés[1] se disputer à qui noircira et dégradera le plus l'humaine nature; toutefois je trouve les athées les plus conséquents des deux; car assurément de telles vues sur l'humanité tendent plus à servir l'athéisme que la religion et la vertu[2]. »

Diverses questions scientifiques, comme celles qui intéressent les lois du mouvement ou la théorie alors bien inconnue de l'agriculture, amènent encore Reid à examiner, en écrivant à lord Kames, quelques-uns des principes de Newton et de Descartes, et l'on devra lire cette correspondance pour connaître avec précision ses

[1] High-shod.
[2] *Idem*, II, p. 52.

idées sur la notion des causes physiques et sur la valeur des hypothèses. Elle ne se termina que par la mort du magistrat d'Edinburgh, 1782, et dans une lettre touchante à sa veuve, on voit à quel haut prix Reid mettait son amitié[1].

A cette époque, Reid commençait à ressentir les atteintes de l'âge. Dévoué à la composition, à la révision du livre qu'il préparait, il ne pouvait, sans fatigue, accomplir seul tous les devoirs du professorat. Dès l'année 1780, il avait obtenu de son collége la nomination d'Archibald Arthur pour son assistant et son successeur. « Je pense, marquait-il à lord Kames, avoir rendu par là un grand service au collége, et m'être à moi-même assuré quelque loisir, bien qu'aux dépens de mes finances[2]. » Arthur, homme d'un talent modeste, remplaça pendant quinze ans son habile prédécesseur dans la chaire de philosophie morale; et Reid, tant qu'il vécut, s'applaudit de l'avoir choisi.

Son cours, au reste, n'avait été en quelque sorte que le continuel remaniement des matériaux de son grand ouvrage. Il mit vingt ans à le préparer ainsi. La première partie ou les *Essais sur les Facultés intellectuelles de l'homme* parurent en 1785 ; les *Essais sur les Facultés intellectuelles actives* trois ans après. Il faut joindre à ces écrits et aux deux précédentes publications l'analyse de la Logique d'Aristote, insérée dans le second volume de l'*Histoire de l'homme* de lord Kames, et une *Histoire de l'Université de Glascow*, imprimée pour la première fois

[1] Hig-Shod, V, p. 56.
[2] *Idem*, IX, p. 61.

dans une Statistique de l'Écosse[1], et l'on aura tout ce qui a été publié des ouvrages de Reid. Ils se trouvent réunis avec une partie de sa correspondance, dans la précieuse édition de ses œuvres complètes, donnée par sir William Hamilton[2].

Il avait soixante-quinze ans lorsqu'il donna au public le livre auquel il doit surtout d'être regardé comme un chef d'école. Il en concevait lui-même cette opinion, et sans aucune vanité dans l'expression, il fait entendre souvent qu'il pense élever un monument nouveau. Comme Bacon, comme Descartes, comme Locke et ses disciples, comme Kant et Hegel, il était persuadé que la vraie philosophie était encore au berceau, et ne commençait qu'avec lui à se lever et à marcher. Dans une lettre au docteur James Gregory[3], il lui demande s'il doit donner dans ses essais une grande place à la polémique. Il remarque que Bayle et ceux qui comme lui allumèrent le flambeau de la réformation de la philosophie naturelle, jugèrent nécessaire de mettre leurs découvertes en contraste avec les idées d'Aristote qui dominaient avant eux. « Ce que je regarde comme la véritable philosophie de l'esprit humain est encore dans un état si infime, *in so low a state*, et compte tant d'ennemis que ceux qui veulent l'améliorer doivent, je le crains, au moins pour un temps, bâtir d'une main et

[1] *Statistical account of Scotland.* 1799.

[2] *A brief account of Aristotle's logic, with remarks.—A statistical account of the University of Glasgow*, Works, p. 631 et 722.

[3] Le fils aîné de John, et son successeur comme professeur de médecine à l'Université d'Edinburgh. Il est l'auteur du *Compendium theoreticæ medicinæ*, et il est mort en 1821, à l'âge de soixante-huit ans. *Corresp.*, C, II, p. 62.

tenir une épée de l'autre. » Après lord Kames, qui n'était plus, Gregory et Stewart avaient été les confidents et les censeurs de Reid ; il leur communiquait toutes les parties de son ouvrage à mesure qu'il les achevait, et profitant avec docilité de leurs observations, il ne fit en le leur dédiant que rendre témoignage de sa reconnaissante amitié.

On ne saurait dire que le grand ouvrage de Reid ait produit dès l'abord une vive sensation. Un plus célèbre encore, la *Critique* de Kant, ne fut point remarqué lorsqu'il parut. Plus accessibles au lecteur le moins préparé, recommandés par ses premières recherches, les essais de Reid furent même accueillis avec plus d'empressement, et dans le cercle des universités de l'Écosse, ils ne tardèrent pas à prendre leur rang. Déjà sa doctrine y faisait école, et Stewart, dont le talent brillait dans l'enseignement oral, donnait aux idées de son maître l'éclat et la popularité, si une vraie philosophie est jamais populaire. En Angleterre, la polémique que Priestley avait entamée avec une certaine rudesse contre le premier ouvrage de Reid, assurait au second l'attention du public sérieux ; et le docteur Price, dont on associe toujours le nom à celui de Priestley, parce qu'ils ont soutenu la même cause en politique et en religion, mais qui se séparait de lui par une philosophie différente et supérieure, écrivait à Reid, en lui demandant de l'indulgence pour son ami : « Votre ouvrage est du premier ordre. [1] »

[1] *Corresp.*, C, VIII, p. 67.

Après ce livre, Reid ne publia plus rien : cependant les onze années qu'il vécut encore furent loin d'être oisives. Il composait pour la société philosophique, dont il était membre, des mémoires qui n'ont pas été recueillis. C'était un examen des idées de Priestley touchant la matière et l'esprit. C'étaient des observations sur l'*Utopie* de Thomas Morus. C'étaient des réflexions sur le mouvement musculaire. Dans ses lettres, il abordait souvent les questions de la science. Sa correspondance avec le docteur James Gregory commence à peu près vers le temps de sa dernière publication. Elle embrasse une espace de dix ans, et elle donne de précieuses lumières sur la vieillesse du philosophe, sur ses recherches persistantes, sur divers problèmes spéculatifs[1]. Gregory, comme son père le docteur John, n'était pas plus étranger à la philosophie et même aux sciences exactes qu'à la médecine. En donnant à Reid d'intelligents conseils, il s'exerçait lui-même sur des matières métaphysiques, comme le prouvent ses Essais littéraires et philosophiques, imprimés en 1792. Un entre autres roulait sur la différence entre la relation de motif et d'action et celle de cause et d'effet. L'auteur s'efforçait d'y établir par des principes physiques et mathématiques une distinction qui lui paraissait péremptoire contre les partisans de la nécessité. Il le soumit à Reid ainsi que ses autres essais, dont il lui dédia le recueil, et les réponses de son ami, remplies d'observations importantes sur ces importantes questions, forment certainement un complément précieux des œuvres du vrai fondateur de la philosophie écossaise.

[1] *Corresp.*, C, I, XX, p. 62-88.

Je remarque dans ces lettres qu'appellé souvent à y citer Platon et ses opinions, il s'en montre juge plus favorable, c'est-à-dire plus clairvoyant, que dans ses ouvrages où Platon semble à peine compris. C'est qu'au fond Platon et lui étaient d'accord, et il était difficile que Reid ne s'en aperçût pas.

Non content de s'intéresser à tous les travaux qui rentraient dans l'ordre des siens, comme on le voit lorsqu'il critique les objections publiées par Crombie contre les principes de Gregory, ou qu'il s'entretient avec Archibald Alison de ses recherches sur le goût[1]; il n'oubliait pas l'économie politique, et il rapprochait ce qu'il avait écrit sur l'usure de l'ouvrage de Bentham, qu'il trouvait sans réplique[2]. Il suivait avec une curiosité vive et intelligente les progrès de la chimie, alors dans la crise féconde de la révolution qui en a fait une science. Il continuait à cultiver les mathématiques. Médiocrement versé dans l'ancienne géométrie, il était familiarisé avec le calcul analytique tel que l'employait Newton, et montrait une facilité singulière pour les opérations arithmétiques les plus compliquées. Jusque dans l'extrême vieillesse, il se proposait des problèmes pour exercer et occuper son esprit, sorte d'occupation, comme

[1] Le Rév. Alexander Crombie publia, en 1793, un *Essay on philosophical necessity*. Il y eut controverse, et encore, en 1819, Crombie imprimait une correspondance polémique avec Gregory. Il est l'auteur d'une *Théologie naturelle*, 2 vol. in-8, Londres, 1829. Le Rev. A. Alison, qui avait épousé une sœur de Gregory, est le père de l'historien et l'auteur des *Essays on the nature and principles of taste* qui ont paru en 1790.—5e édit., 2 vol. in-8, Londres 1817.— Voy. Reid, *Works*, p. 87 et 89.

[2] *Corresp.*, C, XIII, p. 73.

le remarque Dugald Stewart, qui ne demandant ni mémoire, ni lectures, ni recherches étendues, mais seulement l'application forte de la raison à des données réunies à la fois sous un même regard, convient singulièrement aux facultés que dans les derniers temps de la vie, conserve un esprit supérieur, tant qu'il reste lui-même. Enfin les yeux du philosophe se portaient sur les grands objets qui, vers ces heureux temps, préoccupaient les sociétés humaines. « Notre université, écrit-il à Gregory, a envoyé à la Chambre des Communes une pétition en faveur des esclaves africains. J'espère que la vôtre ne sera pas la dernière dans cette œuvre d'humanité, et que le clergé d'Ecosse s'y associera. Je réjouis mes cheveux gris de la pensée que le monde devient meilleur, ayant dès longtemps résolu de résister au commun sentiment de la vieillesse, qu'il va toujours devenant pire [1]. »

C'est en se nourrissant de généreuses pensées, c'est par le travail assidu que Reid parvint à supporter la vieillesse, la surdité, seule infirmité dont il fût atteint, et les tristes épreuves qui ne sont jamais épargnées à une longue vie. Il s'était préparé à tout par la méditation des vérités qui fortifient et qui consolent. Lorsque James Gregory perdit sa femme, Reid lui écrivit ces mots : « Je sympathise avec vous bien sincèrement dans la douleur de la perte de votre aimable femme. Je juge de vos sentiments par l'impression qu'elle a faite sur mon propre cœur, pour l'avoir si peu de temps connue. Mais toutes les bénédictions du monde sont passagères et incertaines, et ce ne serait qu'une bien triste scène, si la perspective

[1] *Corresp.*, C, XII, p. 73.

d'un autre n'existait pas. J'ai eu souvent occasion d'admirer la résignation et le courage de la jeunesse, même du sexe le plus faible, à la vue de la mort, alors que l'imagination est remplie de tous les riants aspects que le monde offre à cet âge. J'ai été témoin d'exemples de ce genre qui m'ont paru véritablement héroïques, et j'apprends que Mme Gregory en a donné un bien remarquable. Voir l'âme croître en vigueur et en sagesse, et en toute espèce de qualités aimables, pendant que la santé, la force et tous les esprits animaux sont en déclin, lorsqu'il faut être violemment arraché à tout ce qui remplissait l'imagination et flattait l'espérance, est un spectacle vraiment grand et instructif pour ceux qui survivent. Penser que l'âme périt dans le fatal moment où elle est purifiée par cette cruelle épreuve et rendue prête aux plus nobles développements dans un état nouveau, c'est une opinion que je ne puis m'empêcher de regarder d'un œil de mépris et de dédain. Chez les vieillards, il n'y a pas plus de mérite à quitter ce monde avec un calme parfait qu'à se lever d'un banquet quand on est rassasié. Lorsque j'ai devant moi la vue des infirmités, des misères et de la mauvaise humeur du dernier âge, et lorsque j'ai déjà reçu plus que ma part des bonnes choses de cette vie, il serait vraiment ridicule de prendre souci de la prolonger; mais quand j'avais vingt-quatre ans, n'avoir aucune inquiétude de la durée de mon existence, c'est, je pense, ce qui aurait exigé un bien noble effort. De tels efforts chez ceux qui sont appelés à les faire, assurément ne perdront pas leur récompense. »

Voilà les sentiments élevés et simples dont on a tant

de peine à se contenter aujourd'hui et que l'on affaiblit en les compliquant par les subtilités du dogmatisme et du scepticisme.

Reid eut le malheur de survivre à sa femme, qu'il perdit en 1792; et, de nombreux enfants, il ne conserva qu'une fille, Mme Charmichael, qui partageait ses soins entre son père et son mari. « Par la perte de l'amie du fond du cœur avec laquelle j'avais vécu cinquante-deux ans, écrivait-il à Stewart, je suis jeté dans une sorte de nouveau monde, à une époque de la vie où il n'est pas facile d'oublier d'anciennes habitudes ni d'en acquérir de nouvelles. Mais tout monde est le monde de Dieu, et je lui rends grâce des biens qu'il m'a laissés. Mme Charmichael a maintenant le soin de deux vieillards sourds; elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour leur plaire, et tous deux sont vivement sensibles à sa bonté. J'ai plus de santé qu'à mon âge je n'étais fondé à l'espérer. Je me promène, je m'amuse à lire ce que j'oublie aussitôt; je puis m'entretenir avec une seule personne, si elle articule distinctement à dix pouces de mon oreille gauche. Je vais à l'église sans entendre un mot de ce qui s'y dit. Vous savez que je n'ai jamais eu de prétentions à la vivacité, mais je suis encore exempt de langueur et d'ennui[1]. »

Quatre ans après cette lettre, à l'âge de quatre-vingt-six ans, il vint avec sa fille passer l'été à Edinburgh chez le docteur Gregory. Il y vécut avec Stewart et Playfair qui furent encore frappés de la présence de son esprit, de la sérénité de son humeur, et le virent avec admi-

[1] *Account of the life*, sect. III, p. 30.

ration découvrir une erreur dans un manuscrit de David Gregory sur les premières et dernières raisons. Sa force de corps, qui avait été toujours très-grande, ne l'avait pas même abandonné, et, de retour à Glasgow, il était encore en état, suivant son occupation favorite, de travailler à son jardin. Puis il rentrait pour s'occuper de la solution d'un problème d'algèbre. Mais vers la fin de septembre, il fut frappé d'apoplexie, et le 7 octobre, il expira dans les bras de sa fille et du docteur Gregory.

Il me semble que cette vie peint celui qui l'a menée. Toute parole serait superflue, quand les faits suffisent pour montrer un caractère ferme et doux, une probité invariable, une parfaite égalité d'humeur, une confiance inébranlable et modeste dans la raison, une simplicité et un calme que rien n'a troublé, une passion unique, l'amour de la vérité et du travail; d'un seul mot, la philosophie en action. Celle de ses écrits répondait à celle de sa vie. Sans le rigorisme stoïque, sans le ton d'élévation du platonisme, car Reid n'avait ni l'imagination qui outre les choses, ni celle qui monte au sublime, elle offrait toute la pureté et toute la sévérité que comporte la modération parfaite de l'esprit et du cœur. Il reprochait à Hutcheson d'avoir ignoré que la beauté ne réside que dans l'expression des choses intellectuelles, seules en possession d'une beauté originelle. Il disait de Smith que le principe de sa morale, la sympathie, n'était que le raffinement d'un égoïsme délicat. C'était fort approcher de Platon, et sa métaphysique, en effet, ne manquait d'aucun des principes qui rattachent l'homme aux

choses divines[1]. Quoiqu'il n'ait pas fait de théodicée, il pensait évidemment de la Providence et de nos devoirs envers elle tout ce que revèle une philosophie religieuse. Revêtu d'un caractère sacré, ayant rempli quinze ans d'une façon exemplaire les fonctions pastorales, il observa toute sa vie les pratiques d'ailleurs si simples du christianisme presbytérien. Son aversion pour l'intolérance, pour l'arrogance dogmatique, pour la subtilité ou l'excès en toutes doctrines, n'autorisent point à douter de ses sentiments touchant la révélation. Jamais par un mot il ne s'en est séparé, et il y adhère souvent en termes généraux. Toutefois, en parlant de son club d'Aberdeen, il écrit à Hume : « Quoique nous soyons tous bons chrétiens, votre compagnie nous serait plus agréable que celle de saint Athanase[2]. » On comprend la portée de cette parole. Reid est de ces hommes comme il s'en trouve tant en son heureux pays, de ces hommes qui avec une piété modérée, une foi modérée, ont le droit de se dire chrétiens, et qu'il est juste de tenir pour tels. On ne saurait affirmer que chez lui, et surtout chez ses pareils, il ne soit pas resté au fond de l'âme un doute sur ce je ne sais quoi d'absolu qui distingue le christianisme tenu pour la religion vraie, du christianisme considéré comme la plus vraie des religions. Entre ces deux points de vue, dont la distinction est aussi impor-

[1] *Corresp.*, F, 92.

[2] *Corresp.*, F, p. 92. On sait que le symbole d'Athanase prononce la damnation contre l'erreur touchant la Trinité. Aussi est-il la pierre d'achoppement de tous ceux qui, dans la Grande-Bretagne, professent la tolérance dogmatique. Par contre, ceux qui l'attaquent sont soupçonnés de n'être pas des trinitairiens orthodoxes.

tante en spéculation qu'elle l'est peu dans la pratique, se partagent tous ceux des Anglais, tous ceux des Américains qui ne se donnent ni pour incrédules ni pour zélés. Nous ne faisons nulle difficulté de croire que Reid penchât pour le premier point de vue. On verra si l'on peut affirmer davantage, après avoir lu ce que dit de lui Dugald Stewart, qui peut-être inclinait au second [1]. « Dans l'état, dit-il, où Reid trouva le monde philosophique, il pensait que ses talents ne pouvaient jamais être aussi utilement employés qu'à combattre les plans de ceux qui visaient à une complète subversion de la religion naturelle et révélée, convaincu avec Clarke que, puisque la religion chrétienne présuppose la vérité de la religion naturelle, tout ce qui tend à discréditer la seconde doit, à plus forte proportion, avoir pour effet d'affaiblir la première. Dans sa manière de considérer l'une et l'autre, il paraît s'être fort rapproché de l'évêque Butler, auteur dont il faisait la plus haute estime. Il a laissé parmi ses manuscrits un extrait qu'il avait fait avec beaucoup de soin pour son usage, du traité intitulé *Analogie*. Il recommandait les dissertations sur la vertu qui y sont annexées, aussi bien que les discours sur la nature humaine que Butler a publiés avec ses sermons, comme les expositions les plus satisfaisantes qui eussent jamais paru des principes fondamentaux de la morale ; et il ne pouvait dissimuler son regret que la profonde philosophie contenue dans ces discours eût été naguère aussi généralement supplantée en Angleterre

[1] *Account of the life*, sect. III, p. 32.

par les spéculations de quelques autres moralistes qui, tout en faisant profession d'idolâtrie pour la mémoire de Locke, n'approuvent de ses écrits que peu de chose ou rien, en sus de ses erreurs. »

RICHELIEU

ET

LES DESTINÉES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE[1].

I.

Le temps de Richelieu est une des crises de l'histoire de France. Il est donc impossible de juger l'un sans avoir sur l'autre une opinion générale. Cette opinion, difficile à former, l'est peut-être encore plus à exprimer. Tout le monde avoue que l'impartialité est un devoir pour l'historien, et cette impartialité ne va pas sans une parfaite indépendance. Longtemps nos historiens n'ont pas su pour la plupart se défendre d'une certaine complaisance pour le pouvoir, non pas tant d'une complaisance de courtisan, à laquelle cependant ils n'étaient pas tous inaccessibles, mais de celle qui vient de sympathie, de reconnaissance et d'habitude, que de ce préjugé national qui exagérait encore ce qu'il y a de vrai dans la commu-

[1] Cet essai et le suivant appartiennent à une autre époque que les fragments qui composent ce recueil. Mais ils sont écrits dans le même esprit, et l'on a pensé que le lecteur y reconnaîtrait les mêmes opinions, telles qu'elles doivent se produire sous l'influence d'événements nouveaux. Ce sont les mêmes principes, si ce ne sont plus les mêmes espérances.

nauté d'intérêts et de vues, manifestée par tant de pages de nos annales, entre le peuple et la royauté. On ne peut disconvenir que tantôt par calcul d'ambition, tantôt par un sentiment confus du bien public, tantôt enfin par une généreuse sollicitude pour leurs sujets, les dépositaires du souverain pouvoir n'aient souvent marché dans une voie où ils faisaient gagner aux citoyens en bien-être et en justice ce que leur propre autorité gagnait en étendue et en uniformité. Cette autorité s'est assez constamment trouvée la protectrice, involontaire ou systématique, du plus faible contre d'insupportables oppressions. De là ce sentiment de gratitude ou même de solidarité qui poussait nos historiens, bourgeois pour la plupart, à tenir sans intérêt le langage de serviteurs du prince. Mais par un contraste naturel, d'autres écrivains, sans se porter pour cela les adversaires de la monarchie, se sont montrés moins touchés de ses avantages que de ses abus. En ceci comme en toutes choses, je ne parle que des écrivains modérés, le reste importe peu. Or, il nous faut bien l'avouer, la France n'a pas été sous le sceptre de ses rois si constamment heureuse qu'il y ait eu besoin de beaucoup de malignité pour trouver à redire à son gouvernement, et pour écrire son histoire dans le sens d'une certaine opposition. Il y a chez la bourgeoisie française un mélange de soumission et d'indépendance, une humeur prudente et frondeuse, une timidité dans la raison et une hardiesse dans l'esprit qui sont comme les deux faces du caractère national. L'une et l'autre se sont montrées dans notre histoire. Et ceux qui l'ont écrite dans ces derniers temps, moins prévenus pour l'autorité ou plus libres avec elle,

ont échangé le royalisme contre le patriotisme, en poussant la sympathie pour la France jusqu'aux complaisances de l'admiration. Malheur à l'historien qui raconte son pays sans l'aimer! mais on peut en l'aimant ne le pas flatter. La partialité du bon citoyen peut, comme celle du fidèle sujet, altérer la vérité de l'histoire, surtout en obscurcir les enseignements. Il y aurait certainement une grande utilité et une originalité éminente dans la conception d'une histoire de France entreprise avec une entière indépendance. Celui qui s'engagerait à l'exécuter et qui tiendrait parole pourrait quelquefois déplaire au pays; mais son œuvre n'en serait que plus patriotique.

En considérant dans leurs cours les destinées de notre France, le juste orgueil dont à de certains moments il sentirait son cœur atteint ne le préserverait pas d'une pensée générale singulièrement triste. La France est en Europe une puissance du premier ordre; elle est au premier rang de la civilisation. Ce n'est pas flatterie, il me semble, que de lui reconnaître quelques-uns des caractères d'une grande nation. Cependant l'histoire d'une grande nation ne mérite tout à fait d'être appelée ainsi qu'autant qu'elle la représente se déployant dans la suite des temps avec une certaine unité, marchant avec un peu de constance et de bonheur vers un but déterminé, servant pour sa gloire et pour son bien un des grands intérêts, une des grandes pensées de l'humanité. Il y en a de plusieurs sortes, — le bon gouvernement, — la domination par la politique, — la domination par la conquête, — la félicité publique, — enfin la religion, la liberté, les lettres et les arts. Toutes ces choses peuvent se

rencontrer ensemble ou tour à tour dans un pays vaste et civilisé ; aucune ne doit, autant qu'il est possible, lui demeurer tout à fait étrangère; mais la grandeur d'un pays, la beauté de son histoire n'atteint son plus haut terme que lorsque les siècles semblent avoir conspiré pour conduire le peuple à la réalisation éminente, exemplaire, d'une de ces nobles choses qui méritent d'être poursuivies comme le triomphe d'une bonne cause. Or, disons-le en toute sincérité, on aurait peine à trouver du premier coup quelle a été la mission que la France a reçue ou s'est donnée, et supposé qu'elle se fût successivement ou tout à la fois marqué des buts divers, on démontrerait difficilement qu'elle ait atteint un de ces buts d'une manière assez durable et assez complète pour servir à d'autres de modèle et de guide. Est-ce la faute des événements, du gouvernement, de la nation? Nous l'ignorons, et nous ne cherchons pas à sortir de notre ignorance.

Le fait seul nous frappe, et nous voudrions de grand cœur qu'il pût être contesté avec succès; mais il nous semble que, malgré les efforts de la philosophie de l'histoire pour assigner à notre patrie ce que la langue prétentieuse du temps appelle un rôle providentiel, on serait fort embarrassé de dire nettement quel est ce rôle, et d'affirmer surtout qu'il nous ait définitivement bien tourné. Quand on se bornerait à représenter la France comme chargée de réaliser le plus beau type de la monarchie absolue, il n'est que trop évident que cette humble ambition n'a pas été satisfaite. La monarchie de Louis XIV, si c'était d'elle qu'on voulût parler, a com-

mencé à décliner avant la mort du monarque. On sait quelles humiliations, je parle faiblement, en ont attristé la décadence, et plus tard, quelles calamités lamentables en ont signalé la chute. On prétend quelquefois, sans doute parce que la royauté se disait très-chrétienne, que le royaume de saint Louis est le dépositaire des intérêts de la religion; mais ce n'est certes pas une vérité de dogme ni d'histoire. Demandez ce qu'on pense à Rome de la politique royale et des sentiments nationaux touchant l'Eglise avant François Ier, et si des écrivains strictement orthodoxes regardent comme la terre classique du catholicisme celle où le gallicanisme et le jansénisme ont germé avant que Voltaire y naquît, et que s'y levât l'aurore de la philosophie de 1789. La valeur de nos légions ne sera point surpassée, et le souvenir de tant de journées immortelles nous autorise apparemment à nous dire une nation guerrière; mais la guerre avec le temps ne vaut que par l'agrandissement qu'elle procure. Elle nous a, sous ce rapport, plus d'une fois bien servis; mais enfin, aux deux époques où nous avons tendu par elle à la prééminence, quel a été le résultat suprême? La vieillesse de Louis XIV prépara par ses revers le règne suivant, et de nos jours le génie des conquêtes a laissé la France plus petite qu'il ne l'avait reçue. Que de fois n'a-t-on pas soutenu que le mandat de notre nation était de changer la face du monde et de tout renouveler, soit par la liberté révolutionnaire, soit par la liberté constitutionnelle? On sait comment elle y a réussi.

Tous ces faits, il faut les rappeler courageusement, non pour interdire à aucune bonne cause l'espérance, mais

pour enseigner à toute bonne cause combien il est difficile de vaincre, pour pénétrer la conscience nationale de l'obligation pour un peuple de méditer son expérience, de sonder ses forces avant de rien entreprendre, et de chercher dans la leçon des événements par quel secret se forme l'alliance du droit et de la fortune. Mais ici notre ambition n'est pas si haute ; nous indiquons seulement des problèmes historiques, et voici le nôtre : quelle est, l'histoire étant donnée, la destination finale de la France?

Nous posons la question et ne songeons pas à la résoudre ; mais pour en montrer la difficulté et l'étendue, peu d'époques méritent plus d'être étudiées que celle du ministère de Richelieu : c'est assurément un des grands moments historiques de la France. Tous les éléments du gouvernement et de la société que nous retrouvons un siècle et demi plus tard existaient dès lors, bien qu'inégalement développés, et de leur lutte ou de leur accord est résulté ce qui était alors l'avenir. Nous qui le connaissons à présent, cet avenir, il nous est facile de nous en faire les prophètes.

II.

Pour connaître dans ses origines la France politique, il n'est pas besoin de remonter plus haut que le règne de Charles V. Ce sage roi, disons ma pensée, ce grand roi offre la meilleure image de ce que devait être le prince dans la vieille société française ; il n'est pas jusqu'à son caractère pacifique qui ne contribue à faire dominer en lui le magistrat sur le seigneur, et à le rendre un repré-

sentant anticipé de ce pouvoir de robe longue qui emploie les armées et ne les commande pas, en un mot, de la royauté administrative. Qu'importe au reste qu'il ne fût pas guerrier? Il avait Duguesclin. Son autorité était sortie plus forte des cruelles épreuves de la guerre étrangère et de la guerre civile; sa sagesse et sa fortune imposaient à l'ambition des grands feudataires, et commençaient pour le peuple quelque chose qui ressemblait au bonheur public; son despotisme même eût été accueilli par les masses comme une protection. Mais cet élément de liberté, partout présent dans le moyen âge à côté de l'élément du pouvoir, les États-généraux, qui revenaient de temps en temps pour soutenir et admonester la royauté, trop faibles pour s'en faire obéir, étaient assez forts pour s'en faire écouter. Enhardis par les troubles, ils avaient disparu avec la paix. Charles avait su éluder leur puissance, mais il avait compris leurs conseils. Maître des affaires, il modéra lui-même son pouvoir et se posa des règles, ce qui équivaut à reconnaître des droits. Un roi législateur cesse par le fait d'être absolu. Enfin nous parlons ici d'une de ces royautés tant soit peu bourgeoises comme les aime la France, et qu'elle n'estime qu'en les perdant.

Par malheur Charles VI mit la démence sur le trône, et la France fut conquise. Des ambitions rivales se la disputèrent par la trahison. L'audace des partis ne connut plus ni frein, ni loi, ni patrie. L'oppression étrangère suscita du sein du peuple des vengeurs à la France. A leur tête brille d'un éclat poétique et sacré cette jeune fille abandonnée lâchement de ceux qu'elle avait sauvés, car

la gloire de Jeanne d'Arc est la honte de Charles VII. Personnifié par elle en quelque sorte, le sentiment de la nationalité devint plus vif et plus distinct sous la pression de la conquête. C'est alors que, pour parler le langage des philosophes, il y eut conscience de la nationalité, et que, comme dirait Hegel, la France commença à *être pour soi*. Charles le Victorieux ne ressemble guère à Charles V. Par ses apparences, il est de l'école des rois chevaliers. L'absolutisme sous les dehors frivoles d'une magnanimité de théâtre est le genre de ces sortes de princes. Heureusement, malgré ses prétentions guerrières, il se trouva un médiocre capitaine, et la paix une fois gagnée, le goût du pouvoir en fit un administrateur. Les événements avaient conspiré pour rendre absolue cette autorité, instrument nécessaire de la délivrance du pays. Malgré la maxime de la féodalité, qui reconnaissait à tous ses membres le droit de consentir les impôts, la noblesse y avait renoncé comme à une formalité gênante dans un pays en proie à l'ennemi. « Le roy Charles septiesme, dit Comines, fust le premier... qui gaigna ce point d'imposer tailles à son plaisir, sans le consentement des estats de son royaulme... et à cecy consentirent les seigneurs de France pour certaines pensions qui leur furent promises pour les deniers qu'on levoit en leurs terres. » On ne demanda point au tiers-état son avis, et pour un temps l'usage concentra dans les mains du prince une puissance toujours moins odieuse au pays, dans son excès même, que la féodalité qui l'avait restreinte et menacée. Les ministres bourgeois de Charles VII préparèrent le règne de Louis XI, qui dauphin les combattit, et

roi les imita. Tout ensemble plus guerrier et moins chevaleresque que son père, il fut plus populaire et plus redouté. Les rois qui n'ont point de cour sont rarement haïs ; leur pouvoir sans appareil, fût-il terrible, n'offense pas. La familiarité de leurs mœurs rachète la rigueur de leurs actes, et les petits leur tiennent compte de la haine des grands. Ainsi Louis XI est parvenu à gagner jusqu'aux historiens, et à couvrir ses perfidies et ses cruautés par le caractère démocratique de sa personne et de son administration. L'ordre était pour cet esprit pénétrant et ambitieux un moyen de pouvoir, et se rencontrait en même temps un bienfait pour la nation. Il n'est pas le seul de nos rois qui, en travaillant à se rendre maître, ait paru à la multitude un libérateur.

Sous ses successeurs, l'esprit de conquête pénétra dans le gouvernement. La politique de la guerre sans politique, la renaissance, plus brillante que sérieuse, d'une douteuse chevalerie, cette ardeur de gloire sans raison et de bravoure sans but, ce préjugé militaire qui voit toute la patrie dans le drapeau, commencèrent à se développer sous la protection et pour le service de la couronne. Une sorte de domesticité héroïque remplaça pour une partie de la noblesse l'indocilité féodale. L'âme généreuse de Louis XII rachète même ses fautes ; mais le règne de la maison de Valois a été, avant le règne de Louis XV, la plus triste époque des cinq derniers siècles. Il est difficile de trouver entre 1515 et 1589 des années où une sincère et judicieuse pensée de bien public ait avec un peu de suite prévalu dans les conseils du prince. A des guerres malheureuses succédèrent bientôt des

guerres civiles. Toutes les garanties d'ordre, de pouvoir ou d'indépendance devinrent l'instrument des factions. Le parti du roi lui-même fut une faction. Ce XVI[e] siècle, qui n'a peut-être pas de supérieur dans les fastes de l'esprit humain, fut une ère de souffrances et de crimes. Alors que la lumière du génie moderne dominait enfin de son éclat les teintes incertaines d'un long crépuscule, ce ne fut pas la moindre misère d'une société qui, par de nouvelles idées, s'éveillait à de nouveaux besoins, que de se sentir plus malheureuse ou plus opprimée dans le moment où elle concevait mieux ses droits au bonheur et à la justice.

Les guerres civiles, qui sont quelquefois une rude, mais bonne école, lui apprirent et lui servirent peu, sauf qu'elles faillirent lui enseigner à ne compter sur rien, ni sur personne, ni sur elle-même. Roi, clergé, noblesse, parlement, tiers-état, communes, que valait tout cela, qui n'empêchait ni le massacre de Vassy, ni la Saint-Barthélemy, ni les barricades, ni le siége de Paris? Dira-t-on du peuple *quæsivit cœlo lucem,* parce que la religion servit de bannière aux discordes civiles? Mais la religion était le catholicisme ou le protestantisme. Or en France l'apparition de la réforme n'a fait nul bien à l'Eglise. Elle n'a servi qu'à la passionner et à l'aigrir; elle lui a appris tantôt à se liguer, tantôt à lutter avec la royauté, non dans un intérêt public, mais dans un intérêt de domination. Le clergé eut sa cause, son drapeau, sa politique; il devint un parti, grand et irréparable malheur, et qui n'a pas faiblement contribué au déclin de son influence. Quant à la réforme, peu de pays peut-être semblaient

au début mieux préparés que la France à l'accueillir, comme révolution ecclésiastique du moins, sinon comme transformation religieuse. La cour de Rome n'y jouissait d'aucune faveur. Les abus de l'Église, sans être plus criants qu'ailleurs, étaient continuellement en butte aux traits du peuple moqueur par excellence. Ce n'était pas sans doute assez que de pareils mobiles pour susciter le triomphe du protestantisme. Toutefois ils servirent partout puissamment au mouvement spirituel qui lui donna naissance, et parmi nous, dans la haute noblesse, dans une partie distinguée du clergé, dans la bourgeoisie lettrée, l'esprit protestant était tout prêt; mais dès ce temps-là, pour faire une révolution, il fallait le roi et Paris. Si le frère avait valu la sœur, si François Ier avait eu le cœur et la tête de Marguerite de Valois, son exemple eût risqué d'être irrésistible. Je ne vois pas pourquoi il n'aurait pas eu l'ascendant de Henri VIII. Après lui, après qu'il eut au contraire ouvert la carrière de l'intolérance, il était trop tard. Catherine de Médicis pouvait bien se résigner assez lestement *à prier Dieu en français*, mais les partis étaient pris, les engagements liaient les consciences et les vanités, plus fortes encore que les consciences. Paris d'ailleurs, Paris turbulent et dominateur, comme au temps du roi Jean et de Charles VI, avait fait son choix en se donnant aux Guise. La ville de la Saint-Barthélemy et du massacre des Carmes voulait un roi catholique. La réforme prise au point de vue politique n'était donc qu'un élément de désordre. Si elle n'eût pénétré en France, le clergé plus tiède fût resté plus sage. Elle isolait d'ailleurs, elle retirait pour ainsi dire du grand courant

national les plus fermes esprits et les plus énergiques caractères. Son parti, quelque intérêt qu'il inspire par la justice de sa cause, n'en était pas moins un parti. Il réunissait peut-être les hommes les plus propres par leur nature, s'ils étaient restés libres, à servir l'État avec indépendance, à résister au pouvoir en le soutenant; mais absorbés par leur foi et leur cause, la réforme les ôtait à la France. Ils formaient une nation dans la nation.

Comme Charles V, comme Charles VII après les revers et les déchirements de la France conquise, le grand prince, éternel honneur de la maison de Bourbon, apparut aux peuples en vainqueur, en libérateur, en pacificateur. L'invasion étrangère, la guerre civile, l'anarchie, la tyrannie, le pillage, le massacre, tous les maux publics semblèrent fuir à tire-d'aile devant lui dans cette heureuse année de 1589 qui précéda de deux siècles une année plus mémorable encore. Henri IV, plus guerrier que les rois chevaliers, plus grand que les rois bourgeois, plus politique que les honnêtes et plus honnête que les politiques, avait connu toutes les fortunes et montré toutes les qualités qui font les grands hommes. La royauté arrivait dans ses habiles mains encore éprouvée, encore recommandée pour ainsi dire aux yeux de la nation comme l'arbitre des partis, la sauvegarde de l'ordre, le symbole du droit commun.

III.

On peut dire que le gouvernement de Henri IV était libéral; mais il n'a fondé qu'une seule liberté, la liberté

de conscience, donné qu'une seule charte, l'édit de Nantes. Son esprit, son temps, sa vie passée, lui en faisaient une loi. Aucune liberté d'ailleurs ne s'établit si l'on n'a combattu pour elle, et c'est pour celle-là que le XVIe siècle avait combattu. Henri n'a touché à aucune autre institution fondamentale. Il s'est borné à user supérieurement du pouvoir tel qu'il le trouvait, exerçant dans sa plénitude la souveraineté administrative, assurant la prospérité publique, créant la politique de la France. Ses successeurs ont pu développer son œuvre, aucun n'y a ajouté de fondation nouvelle. Quant à la sienne propre, quant à la liberté de conscience, Richelieu l'a désarmée, Louis XIV l'a supprimée.

Mai si l'on jette les yeux sur l'état des affaires à la mort de Henri, on reconnaîtra que l'ordre établi perdait en le perdant son unique garantie. Rien n'était assuré dans le sein du gouvernement. Point de force régulière bien assise, hormis cette autorité royale, instrument puissant que les partis allaient se disputer. De la royauté elle-même était vrai l'adage : « Tant vaut l'homme, tant vaut la chose. » Et combien de temps encore il devait rester vrai! La guerre était presque déclarée à la maison d'Autriche, ou du moins la succession du duché de Juliers mettait aux prises sa politique et celle de la France; déjà un corps d'armée avait passé la frontière, que le gouvernement d'un roi mineur en était encore à chercher sa force et ses desseins. La nation, accoutumée à s'en fier au génie de son roi, détachée de toutes les passions par l'expérience des guerres civiles, ne croyait en aucun parti, non plus qu'en elle-même. Point d'opinion publique, car

ce n'est pas une opinion publique que le désir vague d'une administration équitable et tutélaire, accru par l'effroi de l'avoir pour longtemps perdue avec le prince qui en réalisait l'éclatant modèle. Unanime dans les masses, ce sentiment d'inquiétude ne rencontrait d'exception que dans les ordres privilégiés. Le premier des deux, le clergé, est celui qui l'éprouvait le moins. Jamais les ménagements ni même les concessions accordées à l'Eglise n'avaient pu effacer dans le fils de Jeanne d'Albret les caractères sinon de l'hérétique, au moins du libérateur de l'hérésie. Il avait beau se confesser aux jésuites, l'Église ne pouvait le regarder comme sien, et en effet il n'appartenait à personne. Le clergé, constitué à l'état de parti tant que la réforme était debout, ne pouvait songer qu'à lui-même ni rêver autre chose qu'un dédommagement ou une revanche. Jaloux de ses immunités domaniales, il ne se connaissait avec la puissance publique d'autre relation que le privilége d'y contribuer par des dons volontaires, non par des taxes obligatoires. Son seul devoir politique était celui-là. Deux choses en sus lui tenaient au cœur : faire recevoir en France les décrets du concile de Trente, et restreindre les usurpations, ou pour mieux dire les droits des calvinistes. Évidemment il n'y avait là que des intérêts particuliers. La noblesse se divisait en deux classes, les grands et les gentilshommes. Les premiers remplaçaient pour le temps les puissants feudataires d'un autre siècle. Parmi eux, les uns par une origine princière et le titre de leurs domaines, les autres par de grandes charges, des gouvernements et des places fortes, occupaient une position indépendante qui deve-

nait un pouvoir dans l'État, quand le pouvoir central était faible. C'est ainsi que Mayenne, Nevers, Guise, Bouillon, se posaient en rivaux de l'autorité royale, et que Montmorency, Lesdiguières, Espernon, marchaient presque leurs égaux. Les princes du sang, recrutés encore par la bâtardise, formaient une classe non moins redoutable, plus puissante par son prestige, plus dépendante par ses apanages. Pas plus chez les Gaston et les Condé que chez les Soissons et les Vendôme, la pensée d'une obligation envers la France comme devoir officiel, lien de famille ou sentiment patriotique, ne dominait l'intérêt, l'orgueil, l'avarice et l'ambition, droits naturels de la grandeur. La crainte ou l'espérance les ramenaient seules par moments sous l'étendard royal, et ils se conduisaient par des calculs qu'il n'est permis d'avouer que dans les relations diplomatiques des gouvernements. Un droit des gens qui ne condamnait que la violation des engagements pris, était la seule règle qu'ils voulussent bien reconnaître, à la condition de ne pas l'observer. Prise dans son ensemble, toute cette haute aristocratie, dénuée d'intérêt public, ne représentait absolument qu'elle-même. Pour elle, les pouvoirs et les partis, les lois, les opinions, les griefs, n'étaient que des armes à employer ou à briser, selon le temps. Rien ne semblait sacré, ni le nom du roi, ni celui de la France. La conspiration avec l'étranger paraissait une ressource permise. Spéculer sur la mort de Louis XIII, même sur un changement dans l'ordre de succession, ne passait pas pour sacrilége. Les plus voisins de la royauté n'étaient pas ceux qui la respectaient le plus. Une telle aristocratie était

une force contre l'État, non une des institutions de l'État.

Les gentilshommes n'échappaient point entièrement à la contagion de pareils exemples. L'imitation les tentait comme un privilége de race et un retour de féodalité. D'anciens rapports de vasselage ou de service volontaire les enchaînaient quelquefois à de plus grands qu'eux, et dominaient alors leurs devoirs de sujets et de Français. Ils faisaient de cette fidélité hiérarchique l'excuse de la rébellion, comme aussi beaucoup de nobles s'aidaient de l'obéissance due au prince pour rompre les liens particuliers d'hommage ou de reconnaissance, et ne plus se donner d'autre maître que celui de l'État. Comme, après tout, le roi était le seigneur des seigneurs, la noblesse en général tenait le parti du roi, du moins l'épée à la main. Se battre vaillamment, quelle que fût la cause, était son premier devoir; remplir ce devoir envers le prince ou la patrie ne venait qu'après; mais en dehors du cercle de l'honneur militaire expirait le patriotisme et presque tout le royalisme de la noblesse. Hors des camps, elle ne se connaissait plus d'obligation qu'envers elle-même, d'intérêts publics que les priviléges de son rang. Les décrets de la souveraineté étaient pesés par elle dans la balance de ses prétentions. Tous les services rendus à l'État en dehors d'elle lui semblaient abusifs ou méprisables. Toutes les réformes administratives la trouvaient froide, hostile ou dédaigneuse. L'État était son obligé; il devait lui savoir gré de ce qu'elle faisait pour lui en servant le roi.

Mais il se rencontre dans son sein des hommes qu'une

intelligence supérieure, une aptitude spéciale, une ambition éclairée rallie autour de la royauté, considérée non plus comme une dignité seigneuriale, mais comme un pouvoir du gouvernement. Pour ceux-là, dont Sully est le plus illustre exemple, le privilége de la naissance se transforme en une éligibilité spéciale aux emplois publics. Quelques-uns des courtisans deviennent fonctionnaires, ou même s'arrêtent en route et se contentent du premier métier; ce n'est alors qu'une transformation dernière du lien féodal. Ceux-là seuls qui ont conçu dans le titre de serviteur du roi celui de serviteur de l'État donnent à la noblesse l'exemple que, pour son salut et son honneur, elle aurait dû suivre, et qui, largement compris, l'aurait conduite peut-être à convertir une stérile distinction de caste en une magistrature aristocratique. Toutefois, dans le cercle même des fonctions publiques, la grande part demeurait encore au tiers-état ou à ces nobles de roture qui lui servaient de chefs et passaient des tribunaux dans l'administration. Le maniement des affaires semblait réservé de préférence aux bourgeois capables, dont l'Hôpital est le grand homme et Colbert le grand ministre.

La judicature était l'aristocratie du peuple. La dignité des mœurs, la gravité des habitudes, la fidélité aux traditions donnaient aux parlements un imposant caractère. Dans leur sein régnait en général, à défaut de l'esprit de justice, ce respect des formes qui souvent en tient lieu. Sous cette enveloppe quelquefois trompeuse vivait un certain sentiment du droit. Ce droit était d'ordinaire le leur, qui se trouvait par occasion protéger celui des autres. Ainsi le privilége, si cher au Parlement, de rendre

exclusivement la justice, devenait pour le citoyen le droit de n'être pas distrait de ses juges naturels, et ceux-ci, en soutenant leur prérogative, défendaient indirectement les justiciables. Placez le Parlement dans une autre sphère, entendez-le délibérer sur la chose publique : toutes les fois que quelque usurpation lui paraîtra blesser un de ses priviléges, les remontrances viendront en aide au bon droit ; mais si son privilége est un abus, si par orgueil ou préjugé il se croit intéressé au maintien de quelque désordre consacré, de quelque inégalité traditionnelle, la résistance sera la même, et le mal comme le bien trouvera sur les fleurs de lis de consciencieux défenseurs. Un conflit fréquent opposera l'indépendance routinière du magistrat et l'esprit réformateur de l'administration. Bien des progrès en seront compromis ou ne s'obtiendront que par la victoire de l'arbitraire. A mesure que l'autorité sera plus maîtresse, le peuple aura plus de bien-être, plus d'égalité et moins de garanties. Il s'habituera de plus en plus à jouer à qui perd gagne dans la victoire des ministres sur ses défenseurs attitrés ; il s'intéressera de moins en moins à des résistances qu'il comprendra peu, et la concentration graduelle de tous les pouvoirs en un seul ressemblera pour lui à la domination du bien public.

La nation, c'est le tiers-état : c'était déjà vrai ; seulement, abandonné ou insulté par les autres ordres, accablé des charges publiques, récompensé par de rares intervalles de calme et de prospérité, il n'espérait rien des droits particuliers et ne se connaissait pas de droits généraux. La coïncidence de certains intérêts de la cou-

ronne avec les siens était toute sa grande charte. Cela suffisait pour qu'en général la nation fût royaliste; mais elle l'était surtout contre le clergé et la noblesse. Il y avait bien dans son sein un levain d'opposition lettrée, compatible avec la monarchie, quoique tirant à la république; mais rien, sincérité, droiture, patriotisme, ne suffisait pour compenser ce qui manquait à l'esprit public de la bourgeoisie opposante. La tradition, la résolution, l'expérience, la consistance, une tranquille audace sans laquelle les peuples ne sauraient être libres, voilà ce qu'on eût cherché vainement chez ces ancêtres des libéraux modernes. Les plus savants inventaient des chimères. Les plus prudents invoquaient un passé presque aussi chimérique; leur commune faiblesse les ramenait tôt ou tard à la royauté, car c'était encore ce qu'il y avait de plus national et de plus novateur. On pouvait la craindre ; mais on en pouvait espérer. On la voulait forte pour qu'elle contînt les grands, et capable d'opprimer les petits, afin qu'elle eût le moyen de les protéger.

Il existait bien une vieille institution, ou du moins un recours possible à une vieille institution,—les états-généraux. Depuis Charles V, ces assemblées avaient été réunies environ vingt fois. C'était en moyenne près d'une fois en douze ans. On avait toujours beaucoup attendu et peu profité de leur présence. Après quelques nobles discours et d'excellentes délibérations, elles se retiraient laissant la couronne prendre de leurs avis ce qui lui plaisait. Quand par hasard leurs idées étaient converties en lois, c'était donc à la couronne qu'en revenait l'honneur. Cependant le nom des états-généraux subsistait toujours

dans les esprits comme une espérance. On sait que la régence de Louis XIII convoqua les états-généraux en 1614. Il faut nous y arrêter. Richelieu y commença le métier politique, et ce sont les derniers de l'ancienne monarchie; ceux qui vinrent cent soixante-quinze ans après l'ont renversée.

IV.

Il est curieux d'étudier l'assemblée de 1614. D'elle, tout aussi bien que de tant d'autres choses, on peut dire qu'elle aurait pu empêcher la révolution française; mais elle n'y songeait guère, et, si nous écoutons le premier des trois ordres et son orateur, qui n'est pas moins qu'Armand Duplessis de Richelieu, évêque de Luçon, que trouverons-nous dans sa harangue? La réthorique du temps, longues périodes, oiseuse redondance, style figuré sans trop de mauvais goût pourtant. Le début n'est pas heureux. La session des états y est comparée aux saturnales de Rome, comparaison si malvenue, que l'orateur est presque aussitôt obligé de signaler plus de différences que de ressemblances. Puis de ce fâcheux rapprochement il arrive à la politique. Le point le plus soigneusement traité est la convenance, même la nécessité d'appeler les ecclésiastiques aux grands emplois du gouvernement. C'est là un des intérêts généraux qui touchent le plus le clergé, et son interprète ne paraît pas s'être fait prier pour y insister. On dirait qu'il écrit la préface de son histoire. Vient ensuite l'acceptation des actes du concile de Trente, plus une certaine restitution de biens d'Église

donnés aux protestants du Béarn par la mère de Henri IV. Cela dit, le clergé marche au secours de la noblesse dans la guerre qu'elle déclare à la vénalité des offices de judicature. Le feu roi l'avait consacrée en obligeant les magistrats à racheter par une taxe annuelle la transmissibilité de leurs charges. C'était traiter celles-ci en patrimoine de main-morte. La propriété et l'hérédité étaient alors la forme qu'affectaient tous les droits, et celui de rendre la justice ayant originairement fait partie du domaine féodal, le posséder patrimonialement à son tour, c'était pour la bourgeoisie parlementaire un avénement au privilége. Chose étrange, la vénalité des charges était ainsi une conquête de l'égalité. La noblesse voyait avec jalousie cette investiture d'un nouveau genre, qui lui fermait, disait-elle, l'entrée des cours souveraines. Elle avait donc fait de l'hérédité des offices et de l'impôt qui la consacrait son principal grief, et le clergé épousa sa cause. Le tiers-état, embarrassé de soutenir la sienne, se vengeait en dénonçant les motifs réels que les ordres privilégiés couvraient du prétexte spécieux du bien public, et les forçait par revanche à réclamer avec lui contre l'abus des pensions, rendant ainsi guerre pour guerre à la noblesse de cour. La querelle avait amené des paroles violentes et des scènes orageuses. « Ils verront la différence qu'il y a d'eux à nous, disait l'orateur de la noblesse. » — « C'est l'inaptitude et non la vénalité qui exclut les nobles des charges, » répondait l'orateur du tiers. Puis, comme une autre fois il s'était permis de prétendre que les trois ordres étaient frères et que le sien était le cadet : « Ordre inférieur, répliquait le premier, composé

des villes et des champs, ces derniers quasi tous hommagiers et justiciables des deux premiers ordres.... Ils veulent se comparer à nous, j'ai honte de vous dire en quels termes! » Il fallut que le clergé s'entremît, que le roi intervînt. On calma les esprits avec des promesses sur les offices et sur les pensions; mais les promesses n'ont jamais été tenues, et Richelieu, qui avait attaqué la vénalité des charges dans sa harangue, n'a pas manqué de la défendre dans son testament.

Le Tiers d'ailleurs se distingua, selon l'usage, par un sentiment plus éclairé des intérêts de l'État et des besoins du pays. Ses cahiers contiennent une série de vœux ou plutôt un code de principes de législation et d'administration qui se lisent avec surprise et qui sont à peine réalisés depuis 1789. Fidèle à ses traditions de race, il commença par proclamer sa vieille alliance avec la royauté, en demandant qu'elle fût déclarée souveraine de droit national, indépendante de toute puissance sur la terre. La France frémissait encore d'horreur au souvenir de l'assassinat du roi. Elle croyait que les passions régicides s'alimentaient des fausses doctrines de suprématie spirituelle empruntées par une partie du clergé à la cour de Rome. Pour prévenir à jamais les actes, on voulait faire condamner la doctrine. Le clergé s'efforçait de sauver la doctrine en détestant les actes, et la noblesse rendait au clergé l'appui qu'elle en avait reçu. La question fut portée devant le roi, qui se jugea trop défendu, et pria ses sujets de le laisser pourvoir lui-même aux intérêts de sa puissance. Le Tiers maintint sa délibération sur ses registres, et ne sollicita dans ses doléances publi-

ques, dignes de celles des états de 1560, que ces mesures d'égalité, d'unité, d'affranchissement, toujours réclamées, ajournées toujours. Toutes ses demandes rédigées en articles furent renvoyées à une commission du conseil, et elles y seraient encore, s'il n'était survenu deux événements, le ministère de Richelieu et la révolution française.

Ainsi, comme ordre national, le Tiers n'avait aucune autorité; les états-généraux eux-mêmes n'étaient pas un pouvoir. Vainement l'idée d'une réforme, cette idée plus que séculaire, était-elle dans tous les esprits; elle ne servait qu'à les remplir de tristesse et quelquefois d'humiliation. Ces griefs longtemps comprimés n'engendrèrent jamais dans les masses cette énergie qui entreprend et qui persévère, ce courage de vouloir la justice, qui fait le salut d'une nation lorsqu'elle défend ses droits, et son péril quand il faut les conquérir. La France, dénuée de ces prérogatives héréditaires qui assurent aux peuples une position défensive, s'abstint longtemps de la témérité de l'agression ; mais il pouvait venir un jour où ces ajournements indéfinis, ces mécomptes successifs, cette conviction incessamment renouvelée d'impuissance et d'abaissement, cette lutte timide et opiniâtre contre le dédain des oppresseurs, ces incomplets soulagements péniblement obtenus, non de la justice, mais de la faiblesse ou des calculs du pouvoir, ce spectacle corrupteur d'un régime où le privilége n'existait qu'au profit de l'orgueil, où la puissance était sans règle et la politique sans principes, enfanteraient à la longue dans le cœur ulcéré des peuples ces sentiments de haine, de défiance et de

mépris qui amènent à leur suite tous les vices et toutes les fautes de l'esprit révolutionnaire.

Telle est donc la triste succession de sentiments qui se manifeste dans tous les moments historiques où la France semblerait faire effort pour réformer son gouvernement. D'abord l'espérance, *spes libertatis honestæ*, comme dit Gui Coquille. On attend presque toujours beaucoup des états-généraux; mais cette espérance est concentrée dans une élite bourgeoise d'hommes de loi et d'hommes de lettres. La nation, qui ne sait rien, n'attend rien, et par là même ne prête aucune force ; puis, après d'éloquentes plaintes, et même d'assez fières remontrances, on se jette dans les bras de la royauté, qu'on tâche de toucher ou de séduire. Le roi, sans acquiescer à rien, opère quelques réformes qui, en supprimant quelques désordres, le rendent plus absolu. Le gouvernement, un peu plus régulier, n'en sort pas au fond mieux constitué; mais on a gagné du temps, et tout s'oublie dans la commune imprévoyance. Le découragement se tourne en indifférence moqueuse sur un fonds de rancunes amèrement comprimées. Rien n'est plus navrant, à mon sens, que cette perpétuelle histoire politique de la société française ; tous nos malheurs s'y peuvent lire par avance. Aux états mêmes de 1614, prenez le discours de Robert Miron, orateur du Tiers (et la comparaison n'est pas à la gloire de Richelieu), vous y verrez l'énergique description de toutes les plaies du royaume ; puis vous entendrez cet appel : « Qui pourvoira donc à ces désordres, Sire? Il faut que ce soit vous : c'est un coup de majesté... Roidissez-vous généreusement contre toutes

oppressions; c'est le plus sûr moyen de retenir tant de têtes avec une seule tête, et de ranger doucement sous un joug commun d'obéissance cette multitude inquiète, désunie et turbulente... Si Votre Majesté n'y pourvoit, il est à craindre que le désespoir ne fasse connoître au pauvre peuple que le soldat n'est autre qu'un paysan portant les armes; que quand le vigneron aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il est il ne devienne marteau. »

Voilà ce qu'on prévoyait au XVIIe siècle; mais plus d'un jour de répit devait être accordé à la société française avant la crise inévitable. Il y a toujours dans les affaires de ce monde des tempéraments qui adoucissent le mal et en retardent les effets. Rien n'est absolu ni subit, et la France avait des jours de repos, de bonheur même et d'éclat à traverser avant d'arriver au fatal dénoûment. Vers l'époque que nous étudions, l'esprit de société prenant l'essor compensait un peu les faiblesses et les erreurs de l'esprit politique. A défaut des pouvoirs constitués, une force naissante, celle de l'opinion publique, si ce mot n'est pas un anachronisme, se développait par les livres et la conversation. Des mœurs plus douces, des lumières plus générales, des caractères moins énergiques, tout ce qui signale les derniers progrès de la civilisation modifiait lentement l'action du gouvernement. Le pouvoir et les classes instruites commençaient à vivre dans une commune atmosphère morale, où les idées, remontant sans cesse, gagnaient péniblement les hauteurs, et venaient éclairer l'intérieur des conseils de la couronne. Les serviteurs de l'État, grandis par leurs œuvres, issus de toutes les origines, libres des préjugés d'ordre ou de profession,

se formaient un esprit mixte dont l'impartialité n'était dominée que par une foi absolue dans l'autorité royale. Tout ce qui pouvait lui résister leur devenait suspect. Ils ménageaient le clergé, la noblesse, la magistrature, mais ils s'en défiaient, et, pour les affaiblir, cherchaient volontiers leur point d'appui dans le peuple, en répétant que sa force était celle de l'État. Bienveillants pour tous les intérêts qui imploraient protection, ils aspiraient à se faire un mérite de la félicité publique, et tendaient à composer une sorte d'aristocratie de fonctionnaires, la seule que la France ait jamais acceptée, et celle qui devait survivre à toutes les autres.

Le roi en était le chef. Tout en se disant par habitude le premier gentilhomme de son royaume, il devenait le roi des bourgeois. Mais au milieu de la confusion qui régnait dans le gouvernement, au milieu de l'incertitude des droits et des devoirs, son titre ne suffisait pas à sa puissance ; la machine ne marchait pas d'elle-même. Il fallait une volonté pour imprimer le mouvement ; or cette volonté manquait dans les premières années de la régence de Marie de Médicis. C'est une de ces époques de notre histoire qui paraissent incompréhensibles. On en peut citer d'autres, par exemple la seconde moitié de la Fronde. Quand il y a des troubles, il y a des partis; quand il y a des partis, il devrait y avoir des opinions. De 1610 à 1624, il y a des partis et des troubles, mais il n'y a point d'opinions. Impossible de dire nettement quelle idée, quel intérêt général représentait la reine-mère ou le prince de Condé, Mayenne ou Bouillon, Luynes ou Concini. Les protestants eux-mêmes, qui du moins avaient un droit pré-

cieux à défendre, n'écoutant que l'impatience ou l'ambition de leurs chefs, voyaient une menace dans la malveillance de leurs ennemis, et devançaient l'oppression par la révolte. Les abondantes ressources accumulées par le dernier règne tentaient comme un butin toutes les convoitises. Les factions ne prenaient les armes que pour se mettre en crédit. La reine voulait gouverner son fils plutôt que le royaume ; le roi s'efforçait de lui échapper par humeur ou par jalousie plus que par amour du pouvoir. Le favori de l'une luttait contre le favori de l'autre, tandis que les chefs des partis aristocratiques coalisaient tous les mécontents contre le plus fort des deux. Une histoire raisonnée de ce temps est impossible. Tout y est livré au hasard des caractères ou des passions individuelles. C'est un de ces temps dont le spectacle encouragerait le scepticisme politique, et ferait croire que le drame historique est tout composé d'épisodes.

Richelieu n'était qu'un simple gentilhomme, mais il ne dépendait d'aucun grand seigneur. Sa famille était de la maison du feu roi, qui par faveur l'avait fait évêque. Son évêché, des plus modestes, ne suffisait pas à son activité. Son aptitude et son goût l'appelaient au maniement des affaires publiques. Rien ne prouve qu'il ait de bonne heure pensé à les diriger. Son ambition ne semble pas d'abord s'élever au-dessus des honneurs du conseil d'État. Cependant, après qu'il eut été l'orateur du clergé, l'espérance dut lui venir, et la faveur de la régente, de quelque manière qu'il l'ait gagnée, dut enhardir ses vues. Par l'intérêt de sa position comme par la nature de son esprit, il devait s'attacher entre tous les partis à celui de

l'autorité royale. Il eut ce mérite, qui commençait à devenir plus commun, d'apercevoir la juste prééminence du droit de l'État sur tous les autres droits ; mais il eut un autre don plus rare, celui de discerner le bien de l'État avec le jugement le plus sûr, de l'embrasser avec la passion la plus forte, de l'accomplir avec une activité infatigable et une invincible fermeté. Ses qualités pratiques nous paraissent supérieures aux lumières mêmes de son esprit, son caractère dépasse son génie, ce qui vaut mieux que le contraire pour un homme d'État ; mais à son début il ne savait rien de tout cela. Jamais il ne paraît s'être observé avec beaucoup de finessse. Il allait devant lui, sans s'arrêter pour se juger. Il était attiré vers le pouvoir suprême sans plus de conscience que l'aiguille vers le pôle.

Dans son premier ministère, il n'avait été qu'un bon fonctionnaire public qui sert bien, mais qui se ménage. Il ne se fit connaître, il ne se connut lui-même que lorsqu'il fut premier ministre. Ici nous nous trouvons sur le terrain de M. de Carné, et nous renvoyons à lui. Son admiration pour Richelieu est judicieuse. Elle ne fait point taire sa conscience ; elle ne lui dissimule pas, quoiqu'il les laisse entrevoir plutôt qu'il ne les montre, les côtés faibles de cette brillante manière de gouverner. Il n'ignore pas qu'il pouvait y avoir dès lors de meilleurs moyens d'opérer les transformations politiques d'une société. Sa raison nous paraît se garder mieux de toute exagération que celle même de M. Thierry[1]. Ce grand historien, qui voit

[1] C'est dans ses *Études sur les fondateurs de l'unité française* que M. de Carné a bien jugé Richelieu. Au moment où je réimprime cet essai, dans lequel je me sépare sur quelques points de M. Thierry,

dans Richelieu l'homme nécessaire, déclare sans hésitation ni regret que, sauf des détails, rien ne pouvait se faire que ce qu'il a fait. Mais l'admiration arrive à l'enthousiasme, si l'on passe aux historiens plus systématiquement démocratiques. L'habile auteur d'une intéressante histoire de France, M. Henri Martin, raconte, avec ou peu s'en faut la passion d'un légendaire pour son saint, les miracles du grand cardinal. Ce n'est plus une administration, c'est une mission. On connaît les dogmes et les formules de la philosophie sociale. Nous demanderons, en cette occasion comme en toutes, à user des uns comme des autres avec une extrême sobriété. Pénétré de l'esprit des temps modernes, admirateur très-froid des anciennes formes de la société, invariable partisan de la révolution qui en a changé la face, nous ne nous croyons pas le moins du monde condamné à l'approbation des moyens par lesquels cette révolution s'est d'abord préparée, puis accomplie. Ses précurseurs, ses instruments, ses auteurs, ne nous imposent par aucun titre à l'infaillibilité. Nous sommes plus disposé à la défendre qu'à la louer. Pour nous le fait réel n'est pas toujours le seul possible; le possible n'est pas le nécessaire; le nécessaire n'est pas le bon ni le juste, et sans beaucoup attendre des choses humaines, nous en exigeons toujours plus

la mort nous enlève celui que j'aime à nommer encore un grand historien. Je sais qu'il avait lu ce petit écrit avec quelque tristesse, sa bienveillance le défendait d'un sentiment plus sévère. Je me console par la pensée que ma dissidence n'affaiblit en rien mon admiration pour un écrivain de premier ordre, et qui n'a eu, dans la littérature française, ni devancier ni modèle.

qu'elles ne donnent. Nous faisons cet honneur à la liberté des individus de réclamer toujours d'elle plus qu'elle n'a fait.

V.

Des deux parties de l'œuvre de Richelieu, la partie extérieure nous semble au-dessus de l'autre. Depuis un siècle, la puissance de la maison d'Autriche était le grand danger tout à la fois de la France et de l'Europe. En Espagne, en Italie, en Allemagne, en Belgique, la politique envahissante et compressive des successeurs de Charles-Quint menaçait ensemble l'indépendance des gouvernements et la liberté des nations. Le plan général de résistance à cette tentative de monarchie universelle avait été tracé d'une manière admirable par Henri IV, prêt à marcher sur le Rhin, au moment où le fer trancha sa vie. Il en fit la confidence à Jeannin, qui lui-même le redit à Richelieu, et celui-ci l'a parfaitement exposé dans les premières pages de ses *Mémoires*. Ce programme politique pouvait être suivi avec énergie et confiance, pourvu qu'on eût soin de ne concevoir ni ne montrer au profit de la France la contre-partie du système autrichien. Peut-être n'y a-t-il pas eu un moment depuis deux siècles où la même conduite n'ait été opportune et sûre, à la triple condition de ménager l'alliance ou la neutralité de l'Angleterre, de respecter l'indépendance des parties est et nord des Pays-Bas, de renoncer à tout agrandissement territorial en Italie. Ces trois points réservés, la France de tout temps aurait pu, en défendant la liberté de tous, c'est-à-dire l'équilibre de

l'Europe, grandir son influence et même courir fortune de s'accroître sur sa frontière sans coaliser le monde contre elle. Jugée sur cette mesure, la politique de Richelieu, non celle de Louis XIV, sortirait triomphante de l'examen. Elle nous semble mériter, au point de vue de la civilisation moderne, tous les éloges qu'elle a reçus. On sait en effet qu'elle allait jusqu'à prêter l'appui d'une monarchie à des républiques, d'une puissance catholique à des États protestants. Sans trop s'effrayer de ces conséquences qui troublaient de faibles esprits, il soutint le système européen qui devait prévaloir à ce congrès de Westphalie, encore anathématisé de nos jours par des écrivains chers à l'Église. On peut lui reprocher dans l'exécution quelques-unes de ces complications de vues, de ces arrière-pensées de défiance qui embarrassent l'action et l'affaiblissent. Il poursuivit trop d'intérêts à la fois, craignit par instants de trop s'engager, ne proportionna pas toujours les moyens au but, n'alla pas toujours jusqu'au bout de son idée. Le héros qui du fond du Nord fit une si glorieuse apparition sur la scène du monde, l'homme à qui échut l'incomparable honneur d'être dans la meilleure des causes aussi grand que jamais homme le fut en aucune cause, Gustave-Adolphe méritait peut-être une confiance plus absolue et une coopération plus puissante. Quoique Richelieu ait fait le tour de force d'avoir plus de cent cinquante mille hommes sous les drapeaux, il eut trop d'armées et les eut trop faibles. Il divisa trop son action, et, faisant abus de son universalité, il ne sut pas toujours sacrifier les accessoires au principal. Longtemps malheureux dans le choix de ses

généraux, il s'obstina dans la confiance que lui arrachait le dévouement à sa personne. Pour justifier ses prétentions militaires, il donna des flottes et des armées à commander à des gens d'église, et Turenne et Condé ne vinrent pas à temps pour égaler sous lui la grandeur de la guerre à la grandeur de la politique. Cependant c'est de bonheur plus que de sagesse qu'il manqua dans cette partie de son gouvernement. Il fit à peu près tout le possible. L'esprit vraiment militaire, celui qui pour l'honneur et la bravoure élève le bourgeois au rang du gentilhomme, le paysan au niveau du bourgeois, se développa sous son influence d'une manière inconnue jusqu'à lui. Je le répète, comme représentant la France dans les cabinets de l'Europe et sur les champs de bataille, Richelieu n'a mérité que la reconnaissance du pays et l'admiration de la postérité.

A l'intérieur, nous avouerons que l'honneur tant prôné d'avoir, comme on dit, détruit les restes de la féodalité n'éblouit pas nos yeux au point de nous cacher tout le reste. L'idée sans doute était juste; l'abaissement des grands était la condition de la force de la couronne et de l'État, et la force de la couronne et de l'État, nécessaire pour soutenir la France en Europe, était désirable pour ce qu'on appelerait aujourd'hui la démocratie. Les progrès du pouvoir central étaient les progrès de l'égalité; mais l'égalité touchait peu Richelieu. Ce n'était pas dans une pensée de justice et de perfectionnement qu'il étendait autour de lui ce niveau qu'on lui sait tant gré aujourd'hui d'avoir rendu si redoutable. Le vieil apologue de Tarquin l'Ancien était au fond de cette politique. Richelieu aimait

l'État et non le peuple ; je ne méconnais pas ce qu'il y a de puissant, de noble même et d'élevé dans cette sorte de passion. Le roi, c'est presque l'État ; l'État, c'est presque la patrie. Mais tout despotisme qui n'est pas de bas étage peut s'élever jusque-là.

Pour émanciper l'autorité suprême, il employa les ressources infinies de son habileté et de son caractère, moins à fonder des établissements qu'à vaincre des résistances. Ne cherchant qu'à secouer toute contrainte, il détruisait et ne remplaçait pas. Par exemple, un des premiers obstacles qu'il rencontra, ce fut l'organisation du protestantisme, étrange en effet, et qui surtout nous paraît telle aujourd'hui. C'était bien un État dans l'État, et ce qui est plus fort un État libre. Les huguenots, gouvernés intérieurement par des corps délibérants, avaient pour se maintenir des généraux, des armées et des places fortes. Cette position redoutable, Richelieu hésita longtemps à l'attaquer. C'était chercher la guerre civile au milieu de la guerre étrangère, et se priver résolûment de bons soldats et de meilleurs capitaines. Quoique la turbulence et l'intrigue eussent entraîné les réformés dans quelques rébellions, peut-être un chef de gouvernement encore plus libre d'esprit aurait-il su les regagner en faisant taire leurs ennemis, rendre disponibles pour ses desseins les héritiers des Lanoue et des Coligny, consacrer tout entier au service de l'État un duc de Rohan, chez qui le patriotisme luttait contre l'esprit de secte, et le seul de tous ses égaux qui offrît alors des traces de grandeur. La déraison indocile des protestants, la déraison provoquante des catholiques, l'orgueil plus

personnel que politique de prendre la Rochelle, entraînèrent Richelieu hors de ses première voies. Il entreprit de désarmer l'hérésie. Il consuma des forces et du temps à réduire la citadelle où s'était retranchée la liberté de conscience. Qu'en résulta-t-il? Une disparate, un désordre fut effacé du champ de l'unité française; mais un droit sacré, le seul reconnu jusque-là, perdit sa garantie. Les fruits de soixante ans de guerre civile furent compromis ou livrés sans défense à la toute-puissance du bon plaisir. La criminelle pensée d'imposer la foi par la force rentra avec l'espérance dans l'Église et bientôt dans l'État. Voilà un des progrès, voilà une des conquêtes que l'esprit des temps modernes dut au génie de Richelieu. La Bruyère le loue naïvement d'avoir « entamé un ouvrage, continué ensuite et achevé, l'extinction de l'hérésie. »

De la brèche de La Rochelle, il put commander d'autres ruines. Bien des forteresses, monuments de la féodalité, furent rasées jusqu'au sol ou reprises par le roi. J'en crois volontiers M. Martin, les peuples virent avec joie tomber ces créneaux détestés d'âge en âge : aucune sympathie ne peut attacher un cœur français aux débris de ces châteaux qui n'avaient protégé que leurs maîtres. Mais déblayer un terrain, ce n'est pas le rendre fertile. De ce sol ainsi remué, de ces monts déboisés, peuvent sortir des maux inconnus. L'inondation peut venir où les obstacles ont disparu. On s'écrie en triomphant : « Plus de résistance ! » Oui, plus de résistance, mais au mal comme au bien, à l'abus comme au droit. Le centre seul fortifié au milieu d'une plaine immense, voilà la

France que rêvait Richelieu. C'est l'unité dans l'oppression. Certes ils n'avaient en géneral ni vertu ni génie ceux qui essayèrent de l'arrêter dans sa course, pas plus Marillac que Montmorency, pas plus Chalais que Cinq-Mars, et leur cause, à tout prendre, était une mauvaise cause; mais ce serait abuser de l'interprétation historique que de voir dans les rigueurs qui les ont frappés autre chose que les moyens d'intimidation d'un pouvoir ombrageux, que de chercher un système dans les rudes expédients du plus fort. Louis XIII était insensible et cruel. Richelieu, menacé dans sa personne, convaincu de sa politique, altier, impérieux, inexorable par calcul plus que par méchanceté, faisait le vide devant lui par toutes voies. L'État est une abstraction, et les abstractions n'ont ni entrailles ni scrupules. C'est encore une autre abstraction que cette théorie du progrès, cette idée de l'égalité par l'absolutisme qui vient après deux siècles prêter des apologies à des rigueurs qui *n'ont atteint*, dit-on, *que les oppresseurs du peuple.* Que m'importe que la hache ait frappé par élection des héritiers de noble race? je tiens peu à l'égalité devant le bourreau. Ce n'est pas au reste la rigueur du châtiment qui doit le plus indigner, c'est l'insolent mépris de toute garantie de justice. On se fit gloire, en frappant des ennemis, d'humilier du même coup la cour des pairs et le parlement. On mit du prix à fouler aux pieds les principes et les coutumes, pour inaugurer solennellement le droit absolu de la raison d'État : chose bien pressante en effet dans un pays où naguère, sur quatre rois de suite, trois avaient sans difficulté fait assassiner leurs sujets. Ainsi, tout en se

régularisant, en s'élevant au rang d'un pouvoir de protection universelle, la royauté se réservait pour elle seule les sanglants priviléges de la cruauté féodale. En cela du moins, on en conviendra, elle ne réagissait pas contre le moyen âge. Du temps de Montesquieu, ces idées de progrès social, supérieures aux idées vulgaires de justice et d'humanité, n'étaient point encore inventées, et il disait tout simplement de Richelieu : « Quand cet homme n'aurait pas eu le despotisme dans le cœur, il l'aurait eu dans la tête. » C'est cela même qu'on réhabilite aujourd'hui.

On ne sait pas assez combien la pratique violente et impunie de l'iniquité, maintenue séculairement dans le pouvoir, employée même par des gouvernements habiles et dans un intérêt public, tolérée par les préjugés des superstitieux adorateurs de l'autorité, justifiée, vantée par les ingénieux apologistes de la force et du succès, pervertit profondément le sens moral des nations, enhardit au mal les partis et les pouvoirs à venir, corrompt d'avance jusqu'aux révolutions futures. Ce n'est que dans les villes où il y a eu des Saint-Barthélemy qu'il y a des 2 septembre.

Je crois d'ailleurs contestable que les excès de tyrannie aient beaucoup servi à l'œuvre générale de l'anéantissement de la féodalité. La crainte put produire l'obéissance ; mais la crainte est passagère, et ne gagne pas les institutions. Richelieu fut à peine descendu dans la tombe que la noblesse se retrouva avec le même esprit et recourut aux mêmes moyens de résistance. La régence d'Anne d'Autriche rencontra les mêmes obstacles que celle de

Marie de Médicis. Les complots de l'aristocratie ne furent ni moins audacieux, ni plus motivés; les princes eurent aussi peu de scrupule à conspirer avec l'étranger. Si Richelieu se fût montré moins rigoureux, je le demande, que se serait-il passé de plus dans la fronde? Ce sont ses mesures d'administration générale, seules dignes d'être comptées dans les progrès de la cause démocratique, c'est l'influence des officiers publics croissant en nombre et en capacité, c'est le mouvement universel des mœurs et des idées, c'est l'irrésistible agrandissement de la bourgeoisie par la puissance de l'esprit de société, qui purent abréger la fronde, en modérer les actes, contribuer à en prévenir le retour. La souplesse et la patience de Mazarin, l'égal de Richelieu dans la politique étrangère, secondèrent heureusement le cours naturel des choses, et il laissa après lui une France plus soumise et plus calme que ne la lui avait léguée l'habileté agitée et la fermeté implacable de son prédécesseur et de son maître. Mazarin ne parle pas à l'imagination. Il ne paraît pas en dominateur sur le théâtre de l'histoire. Le manque de dignité personnelle, cette familiarité italienne qui ne fait pas valoir les grandes qualités de l'esprit, l'ont placé peut-être à un rang inférieur à celui que lui devrait la justice de l'opinion nationale.

VI.

Ces réflexions sur le gouvernement d'un grand homme ne tendent nullement à diminuer l'admiration due à certaines qualités du caractère et de l'esprit, mais à faire

apprécier avec une plus sévère impartialité les services qu'il a pu rendre à son pays. Il fut, je le veux, un des fondateurs de l'unité nationale ; mais cette unité, résultat certain des événements, ne pouvait manquer de se réaliser dans ce qu'elle avait de plus précieux, et l'on reste libre de juger des moyens qui l'ont accomplie, comme de la portée qui lui a été donnée. C'est une grande chose que l'unité ; mais il n'en faut pas exagérer le mérite. En politique comme en philosophie, l'unité est une des idées dont on peut le plus abuser ; en politique comme en philosophie, la passion de l'unité peut conduire aux principes outrés, aux systèmes exclusifs, en un mot à l'absolu. Nous conviendrons sans peine qu'après l'époque de la renaissance il était grand temps de délivrer le monde des gouvernements du moyen âge. Néanmoins ces gouvernements renfermaient dans leur confusion féconde des principes divers qu'il ne fallait pas abolir tous ensemble ni sacrifier à un seul. Des éléments multiples y produisaient des antagonismes qui ne pouvaient subsister : était-ce une raison pour faire disparaître à la fois toutes les résistances, pour supprimer à la fois toutes les limitations? ou plutôt sur les débris des anciennes barrières, n'en fallait-il pas élever de nouvelles? Il n'y avait pas seulement dans la constitution laissée par le moyen âge une royauté et une féodalité ; il y avait un principe de représentation nationale, attesté de loin en loin par le retour irrégulier des Etats-généraux et soutenu par leurs nobles délibérations ; il y avait l'indépendance de la justice, la permanence et l'universalité de son action ; il y avait la tradition et la pratique des libertés provin-

ciales; il y avait la franchise municipale; il y avait enfin un sentiment historique du droit qui, sans cesse outragé, renaissait sans cesse et protestait contre l'oppression. Que sont devenues toutes ces choses sous la main de Richelieu? En prétextant de les soustraire à l'influence d'une aristocratie justement impopulaire, la royauté tendit au pouvoir uniforme, et attaqua tout en même temps que l'aristocratie. Si pour être affranchie de plusieurs, la société avait besoin d'être asservie à un seul, si telle était la nécessité du temps, la célèbre qui voudra : il n'y a pas de quoi se vanter. Mais non; il fallait, comme toujours, penser à deux choses que j'appellerai par leur nom, et qui sont l'ordre et la liberté; il fallait pourvoir au présent et à l'avenir. L'ordre tout seul dans un État est une situation sans avenir. On dira que cette double pensée était alors impossible. Cependant nous avons peu d'Etats-généraux où elle ne se fût fait jour, où elle ne se retrouve fortement consignée dans les cahiers de l'ordre populaire. Ces Etats-généraux ont-ils jamais manqué de se revendiquer eux-mêmes, de réclamer énergiquement leur retour périodique? Et plus d'une fois les parlements, au milieu de leurs incohérentes prétentions, n'ont-ils pas formellement requis, contre l'arbitraire de la cour, des garanties qu'il faut bien nommer constitutionnelles? Six ans après la mort de Richelieu, le parlement de Paris ne commença-t-il pas la fronde par un arrêt de réformation qui ressemble à une pétition de droit? Convenez-en, des deux côtés d'une révolution nécessaire, les rois et les ministres, les Richelieu et les Louis XIV, n'en ont vu qu'un seul, et comme il arrive toujours, d'une vue

partielle ils ont tiré une idée exclusive, celle qui allait à leur ambition. De là une œuvre étroite et viagère. Je conçois assurément qu'on les excuse; mais est-il besoin de les louer de cela et de leur retrouver après coup des arguments rétrospectifs pour justifier, que dis-je? pour sanctifier jusqu'aux excès de leur système ou de leur caractère? On établit savamment qu'il eût été chimérique, impossible de faire davantage au XVIIe siècle, et que la nation ne pouvait rien obtenir qu'à la condition du despotisme. S'il est vrai, c'est la douleur dans l'âme, c'est la rougeur au front qu'un Français doit reconnaître qu'en France la société en péril est sans force, qu'elle ne peut attendre que d'un pouvoir officiel et illimité les réformes dont elle a conçu le besoin et la pensée, et qu'elle doit encore se tenir heureuse et reconnaissante lorsqu'elle voit ses intérêts sauvés aux dépens de ses droits, lorsqu'elle échange le désordre contre la servitude. Il me faudrait cent preuves plus éclatantes que le jour pour m'arracher un tel aveu. Je résiste à cette thèse du fatalisme politique : les nations ne peuvent rien pour elles-mêmes.

Les panégyristes de la force des choses sont les apologistes des faits accomplis. Ces égoïstes pleins de génie qu'on admire au timon de l'État et qui prêtent au peuple leur grandeur passagère fraient la route au pouvoir sans génie et à l'ordre sans grandeur. Rien plus que l'aveugle admiration qu'on leur décerne n'est propre à fausser les idées, à énerver le caractère d'une nation, à la soulager du sentiment de sa responsabilité, à la conduire au mépris d'elle-même, à la rendre du même coup incapable du gouvernement et de la liberté. Honorez les hommes

supérieurs, louez leurs vastes desseins, leur conduite habile, leur indomptable force d'âme; mais choisissez dans leurs œuvres, et ne prenez pas les limites de leur génie pour les limites du possible. Richelieu nous a délivrés, dites-vous, des factions aristocratiques? Soit; mais comment et à quel prix? Enfin que ne vous en délivriez-vous vous-mêmes? Cela vous eût coûté plus cher assurément, mais vous y auriez gagné davantage. Vous ne pouviez, dites-vous; je le crois, et c'est cela même que j'accuse. Cette impuissance et ce sentiment d'impuissance sont le mal que prolongent et qu'aggravent les Richelieu et leurs panégyristes. Hyperbole pour hyperbole, j'aime encore mieux le mot de Montesquieu? « Les plus méchants citoyens de France furent Richelieu et Louvois. » Je sais ce qu'on va dire : Montesquieu était aristocrate. Non; il était libéral.

Bien peu d'années avant la mort de Richelieu, dans un pays voisin, tourmenté lui aussi du besoin d'une vaste réformation, un ministre habile et intrépide tramait avec un roi fier et imprévoyant un plan nouveau d'autorité, le système absolu, comme ils l'appelaient (*the thorough scheme*), et en même temps il venait du peuple une assemblée pleine de conviction et de hardiesse, qui entreprenait, par les seules forces de ses délibérations, de réformer le gouvernement et de s'en saisir en cas de résistance. Elle aussi, elle eut à traverser des confits terribles et sanglants; il y eut aussi des guerres civiles et de cruelles exécutions; la mesure aussi fut passée, et le succès atteint et manqué plus d'une fois. Il fallut ainsi environ quarante ans de troubles et de

luttes pour que les deux pays arrivassent à l'établissement stable que l'un cherchait dans le développement de l'autorité royale, l'autre dans celui du pouvoir parlementaire; l'un dans la forme de gouvernement que les événements ont brisée, l'autre dans celle que le temps a consacrée... On poursuivra, si l'on veut, le parallèle. Pour moi, aujourd'hui comme aux jours de ma jeunesse, j'aime encore mieux le Long Parlement que le grand ministre. Enfin je changerais peu de chose à ce jugement du cardinal de Retz : « Le cardinal de Richelieu fit, pour ainsi parler, un fonds de toutes les mauvaises intentions et de toutes les ignorances des deux derniers siècles, pour s'en servir selon ses intérêts. Il les déguisa en maximes utiles et nécessaires pour établir l'autorité royale, et la fortune secondant ses desseins par le désarmement du parti protestant en France, par les victoires des Suédois, par la faiblesse de l'Empire, par l'incapacité de l'Espagne, il forma dans la plus légitime des monarchies la plus scandaleuse et la plus dangereuse tyrannie qui ait peut-être jamais asservi un État. »

VII.

Les écrivains qui depuis ces trente dernières années ont, à la lueur de la révolution française, éclairé notre histoire d'un jour si vif et si nouveau, appuient sur une distinction juste et féconde entre l'ordre politique et l'ordre social. Depuis le commencement de la monarchie peut-être, certainement depuis le XIIe siècle, c'est surtout le dernier qui s'est, disent-ils, développé par l'effet des

événements, et qui a marché d'un progrès continu jusqu'à l'ère de 1789. Les efforts moins heureux pour fonder un ordre politique stable, cohérent et perfectible, les tentatives d'instituer un gouvernement complet qui concentrât et limitât ses forces, qui pût se déployer avec grandeur et se réformer sans se briser, n'ont été, suivant leurs récits, que d'intéressants ou dangereux épisodes, des conceptions prématurées qu'inspirait la méditation chimérique ou le ressentiment passionné, et, quelque sympathie qu'on porte à certains hommes ou à certaines institutions, il faut condamner sans merci, tout au plus plaindre sans les grandir, ceux qui par de précoces entreprises ont risqué de compromettre ou d'entraver la véritable œuvre nationale, c'est-à-dire la formation d'une matière sociale similaire et malléable dans toutes ses parties. La guerre, la législation, la littérature, l'esprit des cours, des villes, des campagnes, tout a tendu à une seule chose : l'égalité. Ce n'est qu'après avoir obtenu ce résultat du vaste et durable concours de toutes ses forces, que la société, sûre d'elle-même, pouvait entreprendre de se constituer politiquement selon sa raison, et de garantir sa liberté par un gouvernement de son choix. Ce n'est qu'à un certain jour de maturité que la révolution de 1789 a été possible et nécessaire. Ceux en effet dont j'interprète ici les idées ne repoussent pas pour leur compte la politique constitutionnelle, seulement ils en reculent le triomphe des premiers jours de notre histoire aux derniers du XVIIIe siècle. Il consentent pour nos pères à une longue et oppressive minorité, pourvu que l'émancipation se soit

faite de nos jours. Or il reste à savoir si ces distinctions sont bien prudentes, si ce partage entre les époques est ratifié par les événements, si une émancipation tant retardée peut un jour devenir subitement heureuse et praticable. A juger d'après les faits, on en pourrait douter.

Qu'au nom de la philosophie de l'histoire ou de la politique pratique ou fasse un choix parmi les choses justes et raisonnables, parmi les progrès utiles que peut désirer une nation; que l'on distingue ce qui dans un temps avait le plus de chances de se réaliser et ce qui en avait le moins; que voyant les circonstances ici favorables, là contraires à des vœux également légitimes, on montre comment parmi ces vœux les uns devaient s'accomplir avec éclat et les autres tristement échouer, la tâche est permise assurément, encore que médiocrement difficile à remplir après l'événement : car rien n'est aisé comme d'établir que ce qui est arrivé devait arriver et même ne pouvait arriver autrement. Mais cet optimisme des faits accomplis renonce à juger les choses pour les expliquer, et court risque d'asservir à une prédestination *ex post facto* tout le train des affaires humaines. On oublie que ni les hommes ni les événements ne sont donnés avant que les uns aient agi, avant que les autres aient eu lieu. Préalablement à tout acte, hommes et événements, tout est libre encore; ce qui a été devient nécessaire, pour avoir été seulement, non pas avant d'être. Le probable même est encore loin du nécessaire. Il y avait fort à parier que Charles IX ou Henri III se conduiraient comme ils on fait, mais rien n'empêchait absolument

qu'ils fussent autres, puisque des L'Hôpital et des Henri IV étaient au monde. On ne saurait exonérer les hommes de toute responsabilité, pour cette raison qu'ils étaient faits d'une certaine manière, et les personnages historiques, bien plus les masses elles-mêmes, rois et sujets, petits et grands, sont justiciables de l'histoire. Il y a un caractère national apparemment, il y a un esprit national. L'un et l'autre se sont formés librement, quoique sous le poids des circonstances; l'un et l'autre sont en grande partie responsables du bonheur, de la gloire et de la liberté des nations.

Pour faire de notre histoire deux parts, l'une qui se termine avec le dernier siècle, l'épopée de l'égalité sociale, l'autre qui commence en 1789, le drame de la liberté constitutionnelle, il faudrait au moins être sûr que les faits cadrent avec cette division. Il faudrait, entre autres choses, que la révolution de 1789 n'eût pas été elle-même une révolution sociale. Or c'est ce que la brochure de Sieyès, cet oracle de la philosophie démocratique, ne saurait laisser indécis, et peut-être même doit-on confesser que, de la révolution française, l'œuvre sociale est encore la seule qui ait réussi. Des habiles se trouveraient au besoin pour nous enseigner, les uns, qu'elle devait seule réussir, les autres, qu'elle en est encore au premier pas que bien d'autres doivent suivre. Or cette doctrine est précisément celle de nos historiens transportée dans les temps actuels. Il leur a plu de séparer dans le passé l'égalité et la liberté, et d'écarter la seconde comme intempestive et impraticable. Qu'auront-ils à répondre aux historiens qui voudraient continuer

cette séparation dans l'avenir? N'ont-ils pas défini le fond permanent de la situation nationale en telle sorte qu'ils ne soient plus libres ensuite de le changer à volonté, et peuvent-ils s'assurer de n'avoir pas mis des preuves, des arguments et des formules au service de l'absolutisme socialiste? Les événements peuvent trop souvent la reproduire, cette distinction fatale dont ils font la loi de notre histoire. Les Louis XIV et les Richelieu ne sont pas les seuls qui pourraient voir tout le génie de la France dans un nivellement administratif, et de généreux historiens se trouveraient comme à leur insu les précurseurs et les garants des sophistes des jours d'abaissement. Concluons qu'au-dessus des faits plane une raison libre ; au-dessus de l'histoire, une morale de l'histoire. L'impartialité n'est pas l'optimisme, la science des causes n'est pas le fatalisme, car la cause des causes en ce monde est la volonté de l'homme ; les nations ne sont d'ordinaire que ce qu'elles ont voulu, et n'obtiennent que ce qu'elles ont mérité.

DU CARACTÈRE DE CROMWELL.

Cromwell est un des personnages de l'histoire qui prêtent le plus à l'interprétation. C'est une nature complexe qui semble à la première vue un assemblage de disparates, et dont l'examen difficile peut conduire l'esprit à des jugements aussi contradictoires qu'elle le paraît elle-même. On ne peut donc s'étonner que des écrivains d'ailleurs éminents hasardent sur son compte des opinions douteuses ou incomplètes et qui provoquent l'objection. Il a été dans sa destinée d'occuper le talent et la pensée, non-seulement de nos habiles historiens, mais de nos poètes les plus renommés. Qu'est devenu le temps où nous cherchions à savoir si M. Hugo l'avait peint fidèlement? M. de Lamartine n'en a pas fait le héros d'une tragédie; mais, il a esquissé une biographie du Protecteur. Pour le juger, il s'appuie avec grande raison des documents recueillis par M. Carlyle, et il en conclut formellement que *le nom de Cromwell signifie fanatisme*. Il voit en lui, au lieu d'*un grand politique, un grand sectaire*. Il nous permettra d'appeler de ce jugement, sans prétendre y substituer le nôtre, ni souscrire à celui de M. Carlyle; mais nous mettrons sous les yeux du public la théorie entière de ce curieux écrivain, en y

joignant nos propres observations. L'heure presse d'ailleurs, si nous voulons parler de Cromwell, car M. Villemain peut d'un moment à l'autre imprimer l'édition définitive de son histoire, si hautement appréciée par Southey, et l'illustre historien de la révolution d'Angleterre va compléter son œuvre par deux volumes longtemps attendus[1]. Alors, nous en avons grand'peur, Cromwell sera connu et jugé. Profitons du temps qui nous reste.

Olivier Cromwell a pris place dans l'histoire à ce rang des hommes qui n'ont pas de supérieurs ; il est de la compagnie des maîtres du monde. Malgré le peu d'éclat de ses débuts, malgré la simplicité, j'oserai dire bourgeoise, de ses mœurs, malgré je ne sais quoi de rude et de commun dans son attitude et dans son langage, quoiqu'il n'eût rien de ces apparences séductrices ou grandioses que ne dédaigne pas le génie même pour s'emparer de l'admiration des hommes, il fut reconnu par son siècle, et par son siècle plus peut-être que par son pays, pour un de ces individus d'élite prédestinés au commandement. En France, où tant de préjugés devaient alors rendre les esprits aveugles ou injustes à son égard, son mérite perça le nuage et frappa les yeux les plus prévenus. La forte imagination de Bossuet, surmontant ses croyances, ses ménagements et ses scrupules, le contraignit à reconnaître une grandeur qui lui devait être si nouvelle et si haïssable, et il s'étudia à tracer avec plus d'éloquence encore que de vérité ce portrait célèbre qui a été longtemps parmi nous le meilleur titre à la gloire de son modèle. La réputation littéraire de ce morceau clas-

[1] Ceci a été écrit en 1854.

sique a suffi pour accréditer sur parole le renom du personnage et pour ôter toute apparence de paradoxe à l'admiration qu'on lui témoigne. L'orateur a cautionné le héros, et même il a contribué à lui prêter je ne sais quelle figure mystérieuse et imposante qui est peut-être au-dessus ou du moins en dehors de la réalité. Ce n'est pas la première fois que le talent, élevant l'histoire jusqu'à la poésie ou la faussant jusqu'au roman, aurait donné à des hommes qui ont vécu une apparence imaginaire et un caractère de convention bientôt plus notoire et plus accepté que le caractère véritable. Nous avons vu s'accomplir sous nos yeux de semblables transformations.

Ce n'est pas qu'il fût plus juste et plus exact d'abuser de quelques-unes des formes prosaïques du personnage de Cromwell pour le ramener aux proportions d'un vulgaire habile homme, et n'en faire qu'un soldat brave, sensé, ambitieux et résolu. Ce serait le diminuer assurément et lui enlever son originalité. Or Cromwell est précisément un grand homme très-original. S'il manque d'un certain brillant, de plusieurs qualités éclatantes auxquelles l'histoire se laisse gagner, il est loin d'être terne et insignifiant, il est même marqué d'une empreinte unique ; sa distinction arrive à la singularité. S'il n'y a pas moyen de l'assimiler à Périclès ou à Jules César, quoiqu'il semble avoir fait quelque chose de l'œuvre de l'un et de l'autre, il avait son genre de prestige. Plus comparable au premier prince d'Orange, à Guillaume III, si l'on veut même au général Washington, parce qu'il est de cette race d'hommes supérieurs

chez qui domine le bon sens pratique, mais très-inférieur à tous les trois, au dernier surtout, et pour l'honnêteté de la cause, et pour l'honnêteté de l'esprit, et pour la grandeur de l'âme, il est plus qu'aucun d'eux armé du précieux et redoutable don de s'emparer des imaginations. Bien différent cependant de l'homme extraordinaire qui tenait parmi nous à injure de lui être comparé, et dont il n'égalait pas sans doute l'étendue d'esprit, la richesse d'idées, la variété de talents, il pouvait lui disputer le prix de ces deux grandes choses, la volonté et l'activité. Placé sur un théâtre plus étroit et moins élevé, où la manière irrégulière et pour ainsi dire démesurée de Napoléon eût été hors de sa place, ses moyens étaient admirablement en proportion avec la scène où il figurait et non moins bien adaptés aux spectateurs qui l'environnaient. Sa tâche était moins grande, mais elle ne l'a pas accablé. Aux hommes qui ont été tout ce que voulait leur temps, qui se sont montrés par eux-mêmes et non par hasard au-dessus des périls et des obstacles dans un temps difficile, il n'y a rien à demander de plus. A ces hommes dont le caractère et la cause sont loin d'être irréprochables, et qui sont obligés de plaider le génie comme excuse, le génie ne suffit pas, il faut encore le succès. Qui de Napoléon ou de Cromwell a réussi?

Cependant on peut dire que jusque dans ces derniers temps la sagesse anglaise, qui ne juge pas les hommes de gouvernement avec l'imagination, mais avec le bon sens, qui, avec le génie et le succès, exige encore la durée, et qui au-dessus de tout cela met l'intérêt suprême de la

liberté publique, est loin d'avoir trop exhaussé le piédestal de la statue de Cromwell. Elle ne lui a guère accordé que stricte justice, ou cette estime craintive, dépourvue d'approbation morale, qu'arrache aux sages mêmes le talent de créer de vive force un gouvernement. Aucun grand monument historique n'a été élevé à Cromwell. Hume a laissé beaucoup à dire après lui. Il ne comprenait ni les révolutions, ni la Bible. La biographie écrite par Southey le poëte offre une narration intéressante qui a rendu l'ouvrage populaire; mais la politique en est faible et banale. Il y a plus d'instruction à puiser dans la vie de Cromwell de M. John Forster. La pensée en est plus libre et plus forte, et les détails curieux y abondent; mais le récit pourrait être plus animé, et la politique de l'auteur, élevée, mais étroite, ne sera pas approuvée de tout le monde. Enfin on peut dire que, malgré quelques traits esquissés par un grand peintre dans le roman de *Woodstock*, le portrait de Cromwell restait à faire dans son pays, lorsque Thomas Carlyle a publié son ouvrage.

A la première vue, cet ouvrage n'est qu'une compilation. *Lettres et Discours d'Olivier Cromwell avec des explications*, ce titre est modeste et donne même peu d'espoir de trouver rien de tout à fait neuf dans le recueil. Il ne semble guère probable qu'on ait découvert beaucoup de manuscrits de ce grand homme d'action, ni qu'on eût négligé de rendre public jusqu'ici tout ce qui pouvait éclairer sa pensée et sa vie. L'inédit en effet n'abonde pas dans cette collection. L'auteur n'a fait que reprendre çà et là toutes les pièces authentiques où la main de Crom-

well ne peut être méconnue, et il s'est borné à les ranger par ordre chronologique en les encadrant dans un commentaire perpétuel. Les circonstances dans lesquelles ces pièces, de simples lettres pour la plupart, ont été écrites, les individus qui y sont nommés, les événements auxquels il y est fait allusion, tout est rappelé, expliqué avec un détail un peu capricieux, mais avec une curiosité et une exactitude qui finissent par transporter le lecteur au milieu même du temps où vivait Cromwell. L'ouvrage manque de composition, on peut dire qu'il n'en comporte pas. L'auteur ne fait ni récits ni portraits. Il caractérise les choses et les hommes en passant; il ne donne à chaque physionomie que quelques coups de crayon. Enfin, loin de s'oublier lui-même, il fait un continuel retour sur ses opinions personnelles, sur ses thèses favorites. Il plaide une cause et développe partialement un système, quand il ne semble se proposer que de fixer des dates, de constater des faits, de mettre en scène un personnage; et cependant il frappe, il attache, il vous émeut dans le sens de ses idées plutôt qu'il ne vous persuade, et ses rêveries mêmes finissent par réaliser aux yeux des lecteurs les illusions qui apparaissent à son esprit. Mais il faut reprendre d'un peu plus haut et rappeler quelle est la nature du talent de M. Carlyle et des idées auxquelles ce talent est consacré.

Presque toute l'originalité, toute la nouveauté de pensées ou de formes qui, dans ces derniers temps, a enrichi, agrandi ou dépravé la littérature de l'Angleterre comme de la France, vient de l'Allemagne. L'esprit systématique, dans le sens du mot le plus compré-

hensif, est un esprit germanique. Toutes les fois que, par l'alliance de la métaphysique et de l'imagination, un talent ingénieux et confus, subtil et vague, parvient à combiner les faits les plus divers sous une généralité qui ne les unit qu'en les mutilant ou en les exagérant ; toutes les fois que, sous prétexte de donner le mot des énigmes historiques, un observateur des choses humaines transforme les faits en idées, déduit les événements comme les points d'une série dialectique, personnifie des principes, formule des individus, et change le drame de l'histoire en une représentation littérale d'un sens figuré ; toutes les fois que, par des rapprochements forcés; par des analogies spécieuses, la philosophie réussit à tout confondre dans un ensemble qui affecte l'unité, soyez assuré que c'est l'Allemagne ou un disciple de l'Allemagne qui vous parle. Il est difficile d'avoir au fond plus d'esprit que les Allemands, quoiqu'ils dédaignent singulièrement d'en garder un peu pour la forme, si l'esprit se prouve surtout par la fécondité d'idées enfantant la multiplicité des points de vue ; mais il est plus difficile encore de se passer aussi audacieusement de la vérité naturelle et de marcher d'un pied aussi superbe sur la tête du sens commun.

En France, en Angleterre, cette puissance d'invention paradoxale, si commune au delà du Rhin, ne conserve pas la simplicité inculte de langage, la bonhomie pédantesque qui permet aux écrivains teutoniques de dire lourdement les plus étranges choses, et de rester ennuyeux en devenant bizarres. Chez nous, on tâche d'ajouter à l'aridité d'une dialectique verbale, à l'ennui d'une terminologie

scolastique, des effets de style et un luxe d'antithèses qui donnent du relief et de l'éclat à la pensée. Il n'y a que les Allemands pour produire des systèmes sans prétention et des paradoxes sans vanité. Dans notre Occident, on fait valoir davantage ses découvertes, on tire parti de ses fantaisies, on taille à facettes brillantes la pierre brute de ses inventions synthétiques, et les penseurs téméraires sont presque toujours des écrivains hasardeux.

Tel est assurément M. Carlyle. Quoiqu'il ait sa grande part d'originalité naturelle, il est de ceux qui ont introduit l'esprit allemand dans la littérature anglaise. Lisez ses ouvrages et surtout ses nombreux essais : il a traduit Goethe, dont il a jugé presque tous les contemporains ; Jean-Paul et Novalis sont ses auteurs de prédilection ; le premier surtout, il le cite et le commente avec complaisance. Son style se ressent de son intime commerce avec les écrivains qu'il préfère, non qu'il ait plus qu'un autre et avec profusion semé ses écrits de ces abstractions scientifiques dont l'abus donne aux affaires humaines l'apparence d'une scène idéale où, au lieu d'hommes et de choses, ne vivraient que des doctrines, ne combattraient que des systèmes ; mais imitant le sans-façon de ses modèles, il emploie les mots arbitrairement, il en fabrique à son usage, et une fois qu'il a baptisé à sa guise une idée, il fait d'une capricieuse appellation un terme technique dont il use sans scrupule : il prend son néologisme pour convenu. Avec cette liberté d'expression, il arrive aisément à une grande liberté de pensée. On aurait peine à le classer dans aucune des écoles qui se disputent l'empire du monde

intellectuel. Sa prétention est d'atteindre à cette impartialité universelle qui ne condamnerait rien dans les choses humaines, parce que tout y serait nécessaire. Avec cette disposition, on arrive naturellement à ne distinguer dans l'histoire que ce qui est important et ce qui ne l'est pas. La distinction du petit et du grand remplace la stérile et vulgaire distinction du bien et du mal. Il s'agit de juger les événements, les partis, les systèmes, les hommes, surtout par leur puissance. Puisque tout a sa place, puisque tout doit être, tout est égal, en ce sens que tout est moralement indifférent. Ce qui ne l'est pas, c'est l'effet produit. A quoi tend l'humanité, peu importe, pourvu qu'elle marche. Ce qu'il faut, c'est avancer ; ce qui la ralentit ou ce qui l'arrête a toujours tort. La gloire est due à qui la pousse ou l'entraîne. La philosophie de l'histoire, comme on l'entend aujourd'hui, pourrait bien n'être, sous une forme savante, que l'apologie du succès.

Je ne voudrais pas jurer que M. Carlyle s'en soit toujours garanti, et que, malgré ses généreuses pensées, le génie et la force réunis n'aient pas exercé quelquefois sur cet esprit si libre leur ordinaire fascination. Voyons par exemple comment il a jugé Cromwell, et rapprochons l'historien de son héros. Ici le mot de héros est technique. Il faut savoir que M. Carlyle a publié un livre avec ce titre : *Des Héros, du culte du Héros, et de l'Héroïque dans l'histoire*. C'est la rédaction d'un cours qu'il a fait, ou, comme on dit en Angleterre, de six lectures qu'il a données en 1840. Qu'on nous permette de les résumer. Le sujet s'expliquerait mieux par ce titre : « Des grands

hommes. » Comment les grands hommes apparaissent-ils dans les affaires humaines ? Sous quelle forme se présentent-ils dans l'histoire ? Que pensent d'eux les nations ? Enfin quelle est leur œuvre ? Cette œuvre est immense, ils ont tant fait dans le monde ! L'histoire de l'humanité n'est que la biographie des héros. A leur première apparition sur la terre, ils font les religions, et la première forme de l'héroïsme est la divinité. Quand le monde est jeune, il paraît un miracle à l'homme enfant. Tout y est divin, la nature entière est surnaturelle. De là le paganisme. Le héros du paganisme scandinave, son dieu, c'est Odin. Dans un âge où tout est merveilleux, il est simple que le premier des miracles soit l'homme, et que l'homme soit Dieu. Le culte d'un héros n'est que l'admiration transcendante pour un grand homme. N'est-ce pas là le germe du christianisme ? dit audacieusement M. Carlyle, et il ajoute cette phrase qu'on osera comprendre : « Le plus grand de tous les héros en est un que « nous ne nommons pas ici. » Puis une analyse du paganisme de l'Edda en fait connaître l'esprit. Le rôle d'Odin, dont la religion est éminemment la consécration de la valeur, est expliqué, et cette religion est déclarée vraie de toute la vérité de l'idée dont elle est le développement. Chaque époque est en effet le développement d'une idée. Le présent n'est que la somme de tous ces développements, comme la vérité totale est la somme de toutes ces idées.

La seconde forme sous laquelle se montre le héros est celle du prophète. Il n'est plus Dieu, mais inspiré de Dieu. Tel est Mahomet, non pas le plus vrai des prophètes, mais un vrai prophète. La race arabe n'est-elle

pas une grande race, et ne croit-elle pas en lui? L'islam ne couvre-t-il pas une vaste partie du monde? L'imposture et la ruse n'inspirent point une foi si puissante, ne conquièrent pas un empire si étendu. Tout grand homme est sincère ; il a une œuvre à faire, et il y croit. Les fautes ne peuvent être jugées, si l'on ne connaît le fond du cœur, si l'on n'est dans le secret des motifs, des tentations, des combats, des remords. La plus grande de toutes les fautes est de croire qu'on n'en fait pas. Puis vient une apologie du mahométisme. C'est une sorte de christianisme incomplet. La sensualité qu'on reproche au Coran n'est que la participation aux mœurs de l'Orient. Si Mahomet a prêché le glaive en main, n'est-ce pas ainsi que Charlemagne a converti les Saxons? Ce qu'il faut estimer dans l'islamisme, c'est qu'il est une religion exempte de *cant* et de dilettantisme. Le *cant* est, comme on sait, l'affectation hypocrite de sentiments et de langage, c'est la pruderie de la religion, et ce que l'auteur appelle le dilettantisme est cette curiosité d'amateur, cette coquetterie d'esprit qui choisit dans les dogmes et dans les doctrines, et cherche, à force de distinctions et de subtilités, à éviter tout excès, à écarter toute objection, à épurer enfin la vérité. Dieu me pardonne, je crois que par dilettantisme M. Carlyle entend quelque chose comme la philosophie.

Mais le dieu et le prophète n'appartiennent qu'aux vieux âges. Le poëte est de tous les âges. C'est la troisième incarnation des héros. Il y a en lui du *vates* comme dans le prophète; mais tandis que le *vates* prophète a en vue le bien et le devoir, le *vates* poëte

considère principalement le beau. Il faut qu'il y ait de tout dans le poëte. Comment chanterait-il le héros guerrier, s'il n'y avait en lui du guerrier, et ainsi du reste? S'il y a de la poésie dans Napoléon ou Mirabeau, comment n'y aurait-il rien que de la poésie dans le Dante ou Shakspeare? Quel Mirabeau Burns aurait pu être! C'est que la poésie est infinie comme la musique. Elle se personnifie éminemment dans les deux grands hommes qui viennent d'être nommés. L'un est une flamme ardente, agitée, terrible comme le feu central de la terre; l'autre, une lumière vive et limpide comme l'astre du jour. Les poëmes de Dante sont une représentation emblématique de sa croyance touchant cet univers. Son christianisme est tout autre chose que le paganisme du Nord, que le christianisme bâtard de Mahomet. Il a été envoyé pour *incorporer musicalement (embody musically)* la religion du moyen âge. Shakspeare est le produit du catholicisme qui l'a précédé, sans en être le chantre spécial. Jamais dans les voies de la littérature il n'est resté trace d'une plus grande intelligence, mais intelligence sans conscience d'elle-même; son art est sans artifice. Il voit, il crée. C'est en sens qu'il est le prêtre mélodieux d'un *vrai* catholicisme, c'est-à-dire de l'Église universelle de tous les temps. Toujours l'humanité a été et sera comme il l'a vue. Aussi que n'est-il pas pour l'Angleterre? Que serait-elle sans lui? Proposez à l'Angleterre de céder Shakspeare ou l'empire de l'Inde? Adieu les conquêtes de Clive et de Wellington. Une nation qui n'a pas de poëte est une nation sans parole. La Russie, la puissante Russie, est une muette. L'Italie, la pauvre Italie, a une voix.

Cependant la venue des poëtes parfaits annonce qu'une époque atteint son parfait développement, et bientôt une réforme devient nécessaire. Les croyances ne sont pas éternelles; elles demandent à être régénérées. C'est le moment des réformations, et le réformateur est un prêtre. Le héros prêtre est le guide spirituel du peuple; il le ramène, il l'unit à ce qui est invisible et saint. Il n'y a pas d'idolâtrie absolue; le fétichisme même adore un Dieu, caché dans un bois grossier. Aucune religion n'est non plus tout à fait exempte d'idolâtrie, car la notion même qu'elle donne et qu'elle exprime de la Divinité est un symbole, et il arrive que peu à peu le symbole est cru en lui-même et non comme symbole. Le formalisme, qui est une sorte d'idolâtrie, envahit la religion. C'est un *cant* sincère. On ne croit plus, mais on croit que l'on croit. Quand la réformation du XVI[e] siècle est venue, elle a inauguré l'ère du jugement privé; elle a dit que chacun serait son propre pape. C'était une révolte contre les souverainetés établies; le protestantisme s'attaquait à la souveraineté spirituelle; le puritanisme allait jusqu'aux souverainetés terrestres. L'œuvre s'est continuée dans la révolution française. Est-ce donc qu'il n'y aura plus de souverainetés? L'éternelle anarchie serait-elle décrétée? Non, mais il faut que la destruction se prolonge jusqu'a ce que les vraies souverainetés soient établies et reconnues, et que le monde se transforme en un monde d'hommes sincères, vrais avec eux-mêmes, croyant à la vérité parce qu'ils sauront qu'elle est la vérité. Le héros du protestantisme est Luther, celui du puritanisme est Knox. Luther est

grand, mais il a laissé après lui un protestantisme disputeur, tendant au scepticisme. Knox a produit le presbytérianisme de la croyante Écosse, il a créé la foi de la Nouvelle-Angleterre, la foi de Cromwell et de ses soldats, de tous ceux qui ont voulu établir le règne de Dieu sur la terre. Par eux seuls pouvaient se préparer ces révolutions constitutionnelles dont l'Angleterre et l'Amérique sont si fières. Les hommes des temps héroïques sont comme les soldats russes marchant dans le fossé de Schweidnitz pour le combler de leurs cadavres, et frayer ainsi un passage après eux. Knox fut intolérant ; mais sommes-nous ici-bas pour tolérer ou pour combattre? Il voulait la théocratie; mais au fond tous les réformateurs la veulent. A-t-on peur que le monde ne soit trop divin?

A mesure que l'on avance dans les temps modernes, l'art d'écrire, aidé de l'art d'imprimer, prend une telle influence, qu'une nouvel forme de l'héroïsme devient possible. Le grand homme écrivain, le héros homme de lettres a été et sera dans l'avenir une haute puissance. Il est comme l'âme de tous; il aperçoit et manifeste, comme dit Fichte, *l'idée divine du monde*, le sens intime que Dieu a mis dans les choses. Plus puissant que les universités, que la chaire, que la tribune, il est par la presse un pouvoir, un quatrième pouvoir, le premier de tous. Mais la condition des hommes de lettres dans la société est si précaire et si fausse, qu'ils peuvent facilement être atteints de cette paralysie morale qu'on appelle le scepticisme. Le scepticisme a été le fléau du XVIIIe siècle. Il a rendu plus difficile aujourd'hui que jamais le métier de héros. Il a enfanté cette doctrine fu-

neste qui rapporte tout à l'utilité, comme si le monde n'était qu'une machine à vapeur. La révolution française et le chartisme procèdent de lui.

M. Carlyle voudrait voir dans Goethe le héros homme de lettres par excellence ; mais en attendant l'avenir, qui seul pourra le juger, il choisit dans le dernier siècle, pour modèles de la cinquième forme de l'héroïsme (on va se récrier), Johnson, Rousseau et Burns. L'empire que Rousseau exerça sur la révolution française expliquerait assez le choix de son nom ; mais la sincérité de Jonhson dans sa foi littéraire, mais l'ardeur passionnée qui aurait pu faire de Burns un Mirabeau, et qui ne lui a inspiré que de vives ou touchantes ballades populaires, ne suffisent pas pour motiver la préférence que M. Carlyle accorde à l'un et à l'autre. Il est vrai que nous n'avons pas en France une juste idée de l'influence exercée sur l'esprit anglais par le docteur Johnson.

La dernière incarnation du héros, c'est le roi. La royauté, c'est le commandement. Celui qui commande est l'homme habile, le plus habile ; il résume tous les héroïsmes. Lorsque cette supériorité véritable manque par trop au chef officiel du gouvernement, l'édifice perd son aplomb, il croule, et le jacobinisme triomphe. Il y a un droit divin dans le pouvoir, ou du moins il faut qu'il y soit, et quand il n'y est plus qu'en apparence, les révolutions éclatent. La révolution française renouvelée, continuée par celle de juillet, a été une vraie, mais terrible apocalypse. Elle a annoncé à tous les faux semblants, à toutes les routines, à toutes les choses spécieuses et inconsistantes que leur arrêt de mort était

écrit dans le ciel. Une telle révolution n'est que la transition du faux au vrai. Pareille transition ne semble pas favorable à la venue des héros, car tout grand homme fait de l'ordre, et cependant c'est du sein de ces temps de bouleversements que se sont élancés deux rois, Cromwell et Napoléon.

La religion anglicane dégénérait en formes vaines : le puritanisme les foula aux pieds. On le suspendit à d'infâmes gibets ; mais de là il donna le signal à la révolution anglaise. Pym et Hampden étaient déjà une sorte de héros. Cependant le vrai héros devait être plus affirmatif et plus novateur, plus complet et plus impérieux. Tel était Cromwell. Eux, ils se fondirent comme la glace ; il résista, lui, comme un métal irréductible. Faut-il croire que ce métal n'était qu'une masse chaotique de démence et d'hypocrisie ? On dit que ses discours étaient confus. L'homme d'action n'est pas nécessairement un beau parleur clair et correct. Il ne savait pas parler, mais il savait prêcher, c'est-à-dire entraîner les hommes. Il avait les vrais attributs du pouvoir : il avait le commandement ; il avait la foi dans son œuvre ; il croyait en lui. Comment d'une telle sincérité faire de l'hypocrisie ? Il peut avoir trompé quelquefois ; mais pour s'être souvent couvert de nuages le soleil n'est pas un nuage. Quant à l'ambition, la sienne s'éleva avec la nécessité. Lorsqu'il se fit le maître, rien n'était possible que son despotisme.

Napoléon, prétend M. Carlyle, n'est pas un aussi grand homme que Cromwell. Ses énormes victoires l'exhaussent, mais ne le grandissent pas. Inférieur à Cromwell en sincérité, c'est de lui, non de Cromwell, qu'il faut

dire comme Hume qu'il passa du fanatisme à l'hypocrisie. Il procédait non de la Bible, mais de l'Encyclopédie. Il avait cependant sa sincérité. C'était le sentiment du vrai, l'instinct du réel. Aussi devint-il tout naturellement roi. Son pouvoir ne fut pas une apparence, une convention ; c'était l'empire effectif de la supériorité; mais la tentation et le charlatanisme le gagnèrent, il crut que la révolution française n'avait été faite que pour fonder sa dynastie, et les illusions de son égoïsme l'aveuglaient encore à Sainte-Hélène. C'est pourtant notre dernier grand homme.

Telles sont les théories plus que hasardées de M. Carlyle; nous sommes loin d'y adhérer, mais il faut les connaître pour lire ses ouvrages historiques et surtout celui dont Cromwell est le sujet.

Dans sa pensée, l'âge du puritanisme est le dernier des temps héroïques de l'Angleterre. Pour être raconté, il doit être compris autrement que l'esprit de Dryasdust ne comprend le passé. Dryasdust (on reconnaît sans doute ce nom, qui personnifie l'historien collecteur de faits), Dryasdust mesure, étiquette d'arides ossements. Il ne les remet point debout, il ne les recouvre pas d'une chair vivante. Il ne leur donne pas son cœur pour faire respirer et palpiter le passé. Le récit d'un temps héroïque devrait être chanté. Ce qu'il faudrait, c'est une *cromwelliade*; mais où est l'Orphée qui descendrait aux enfers pour ramener ces morts à la lumière du jour, à cette vie terrestre, au milieu d'un temps et d'un monde qui leur ressemblent si peu? C'est cependant ce que l'auteur entreprend, et cela, non pas sous la forme d'une synthèse

poétique, en dissimulant ses recherches, en essayant de faire revivre dans une épopée inspirée ces *géants du passé*. Non, il emploie les procédés de Dryasdust lui-même. Il réunit des pièces, il étudie des textes, il fixe des dates, il remplit les lacunes par des conjectures; il compile des biographes, des *collectionneurs*, des diplomatistes, des généalogistes. Il vous met dans la confidence de ses travaux et ne semble qu'un érudit qui scrute les monuments; mais comme il le fait avec un cœur ému et une imagination séduite, il espère émouvoir et captiver à son tour, et il y réussit. Il y a quelque chose de M. Michelet dans ce talent fantasque et passionné, dans ce laisser-aller de style et de pensée, dans cette personnalité qui s'abandonne et qui applique la diction et les procédés de Sterne à la peinture des plus sérieux, des plus solennels tableaux d'histoire. Quant au système, c'est un jeu d'un esprit puissant, et dans les détails seulement l'auteur atteint la vérité, et plutôt encore la vérité dramatique que la vérité philosophique.

S'il faut en croire M. Carlyle, le seul moyen de bien juger le temps de Cromwell, c'est de ne pas le juger avec les idées du nôtre. Il y a eu deux sortes d'âges du monde, les âges héroïques et les âges *inhéroïques*. Ceux-ci ne peuvent comprendre ceux-là qu'en faisant un effort, qu'en déposant tous les préjugés, toutes les défiances, tous les soupçons que laisse à nos esprits incrédules l'expérience des temps de calcul et de petitesse, de ruse et d'affectation. Il le faut surtout, quand on veut apprécier cette génération des réformateurs puritains. Une opinion superficielle les a longtemps présentés comme un trou-

peau d'étroits fanatiques conduits par quelques fourbes hypocrites : rien n'est pour M. Carlyle plus opposé à la vérité. L'artifice surtout lui paraît la dernière chose qu'on puisse imputer à des hommes qui, dans la sincérité de leur cœur, se croyaient la mission de faire régner l'Évangile, et, pour ainsi dire, de faire descendre le ciel sur la terre.

Pour suivre ses propres préceptes, M. Carlyle se replace en imagination au cœur des circonstances où vivaient ses personnages. Il recherche les détails comme un romancier qui fait de la couleur locale. C'est dans ce contraste entre une préoccupation très-vive de ses opinions personnelles et une reproduction minutieuse des faits et des idées du passé que résident l'originalité et la puissance d'effet de ses compositions. Ici par exemple, après avoir donné avec précision tout ce qu'on peut savoir de la famille, de la naissance, de la jeunesse et du mariage de Cromwell, après avoir décrit les lieux qu'il a habités, il le conduit dans le domaine de Saint-Ives, fertilisé par son industrie, et il insère sa première lettre adressée à M. Storie de Londres pour lui recommander un prédicateur, le docteur Wells; puis, sur cette courte lettre, vient un commentaire de huit pages. D'abord, l'auteur décrit la petite ville de Saint-Ives sur les bords de l'Ouse, l'ancienne église, la maison où l'on croit que Cromwell habitait. Il expose l'état de ses affaires, et raconte comment, ayant vendu des propriétés à Huntingdon, il en a placé le prix dans certaines prairies de Slepe-Hall, domaine qu'il a affermé pour cinq ou six ans. Puis il faut rechercher quel était ce M. Storie, qui habitait

Londres, à l'enseigne du *Chien*, près de la Bourse, et cet inconnu docteur Wells, chargé à Huntingdon d'une de ces lectures que l'archevêque Laud surveillait avec un zèle de persécuteur. M. Carlyle associe son lecteur à ses recherches; il le questionne sur ses propres doutes, il ouvre un entretien familier avec les personnages dont il parle, avec les auteurs qu'il cite. « Comment, demande-t-il, vivait Cromwell à Saint-Ives? comment saluait-il les gens dans la rue? comment lisait-il la Bible, et vendait-il son bétail? Il marchait d'un pas pesant, et la tête pleine de pensées, à travers la pelouse du marché, ou les vieilles ruelles étroites de Saint-Ives, sur le bord de la noire rivière de l'Ouse. Tout cela est laissé à l'imagination du lecteur. Il y a dans cet homme du talent pour tenir une ferme; il y a des pensées aussi, des pensées bornées par la rivière de l'Ouse, des pensées qui vont au delà de l'éternité, et une grande et sombre mer de choses auxquelles jamais encore il n'avait été capable de penser. »

Mais il ne faut pas se laisser entraîner. On suivrait très-volontiers M. Carlyle, et l'on aimerait à passer avec lui par tous les sentiers où il cherche les traces de son héros. On pourrait, chemin faisant, se disputer un peu avec l'historien, mais on se défendrait malaisément du plaisir de s'arrêter avec lui devant les mêmes tableaux. Brisons là, et souvenons-nous qu'il ne s'agit pas de récrire une vie de Cromwell, mais de savoir si le caractère du sectaire absorbe en lui tout le reste. M. Carlyle, sans le juger d'une manière aussi étroite, a concouru à suggérer un tel jugement. L'héroïsme qu'il

attribue au XVIII[e] siècle en Europe, c'est la sincérité de l'enthousiasme réformateur sous les dehors bibliques du puritanisme, et il en voit dans Cromwell la plus haute représentation. Pourtant les mêmes opinions, le même enthousiasme, là même sincérité se sont rencontrés au même degré chez plusieurs des compagnons de Cromwell, et lequel d'entre eux l'a égalé? L'homme était donc en lui au-dessus du sectaire. Ajoutons que le puritanisme ne se réduisait pas à une passion dogmatique, ce qui suffit pour former une secte; mais, par une alliance qui n'a pas, je crois, d'autre exemple, cette passion s'unissait, chez les hommes de ce temps, à l'impérieux besoin de réaliser par la loi, par la force, par la guerre, une révolution sociale où pût se trouver à l'aise et toute-puissante l'idée même qui dans l'individu n'était qu'exaltation, prière et prédication. Ce mélange de sacré et de profane, de rêverie et d'action, d'ascétisme et d'ambition, de mysticité et de politique, ne semble pas s'être rencontré au même degré dans aucune autre faction humaine, et devait se trouver dans le chef de celle-ci élevé aux proportions de la grandeur individuelle. Et comme un tel assemblage ne va pas sans fanatisme, ni le fanatisme sans hypocrisie, ni l'un ni l'autre sans l'artifice et la violence, ce devaient être là les mauvais côtés de Cromwell. Enfin à travers tous ces penchants, tous ces talents, tous ces vices, il devait y avoir un don particulier dont le nom est à découvrir, celui qui fait les dominateurs du monde, celui par lequel l'homme qui ressent tout ce qu'éprouve son parti, sa secte ou son époque, est cependant capable de trouver dans les

passions mêmes qu'il partage une matière qu'il exploite et un instrument qu'il manie.

Quelques moments de la vie de Cromwell, pris au hasard et considérés isolément, feraient ressortir à part chacun des points de vue qui viennent d'être présentés tout à la fois.

Arrêtons-nous, par exemple, aux deux premières lettres du recueil de M. Carlyle. Rien ne s'y trahit que la préoccupation religieuse. Cromwell pourtant avait déjà traversé le parlement de 1628, mais il n'y avait ouvert la bouche que pour dénoncer la censure exercée par l'épiscopat sur la chaire évangélique. Il s'occupait maintenant avec beaucoup d'activité, et probablement beaucoup de capacité, de sa ferme et de son agriculture. Cependant ses lettres ne respirent que zèle et dévotion. Il écrit à son cousin Saint-John, un des ancêtres de l'impie Bolingbroke, et de la cellule d'un monastère, d'une grotte de la Thébaïde, un solitaire ne laisserait pas échapper de plus vives aspirations d'une ferveur rêveuse. Pendant toute sa vie, on retrouvera dans ses lettres de famille les mêmes émotions et le même langage. A qui persuadera-t-on que c'est là un rôle appris par cœur et une imposture de tous les jours? Et pourtant comment peut-on se le représenter confit dans la vie dévote, ou même renfermé dans l'étroit horison de l'esprit de secte, comme un homme convaincu que l'idée et la parole gouvernent toutes seules le monde? Tel est le sectaire. Or il sera plus que cela, et il n'est pas même encore cela; il n'est encore qu'un pécheur qui se console, et se relève, et se rassure par la foi, qui voit la grâce dans tout ce

qui l'entoure, la lumière dans tout ce qu'il adore, et qui tour à tour, en exalté calviniste, abaisse avec mépris la nature humaine, célèbre avec ravissement la confiance chrétienne, tout plein d'humilité, tout radieux d'espérance.

Transportons-nous maintenant au début de la guerre civile; c'est trois ans après. John Hampden a perdu son procès d'éternelle mémoire, et les Écossais ont signé le *covenant* qui contient une profession de foi, une liturgie et un serment. La guerre de surplis qu'ils faisaient à l'archevêque Laud, ils la soutiennent par les armes. Charles Ier a été obligé de convoquer un parlement où Cromwell siège pour la ville de Cambridge, et ce parlement, convoqué pour donner au roi les moyens de dompter la rébellion de l'Écosse, devenu lui-même un foyer de résistance, forme quarante comités d'enquête. Le roi est obligé de lui abandonner le gouvernement, après lui avoir lâchement sacrifié la vie de Strafford. Sa tentative pour faire mettre en accusation Hampden et Pym avec cinq autres membres ne sert qu'à le forcer à la fuite. Il va se chercher une armée, et le parlement en lève une d'environ vingt mille hommes. Cette armée, sous le commandement du comte d'Essex, livre le 23 octobre 1642 aux troupes royales la bataille indécise d'Edge-Hill. « Nous croyions tous, écrit un contemporain, qu'une seule bataille finirait tout. » Mais Baxter se trompait comme se trompent beaucoup d'hommes sensés au début d'une révolution. Si tous en prévoyaient la grandeur et la durée, le courage manquerait aux plus fermes, et l'on ne saurait croire combien doit le monde

à l'imprévoyance humaine. Il ne tenterait rien s'il y voyait plus clair.

Comme les principaux membres des communes, comme son cousin Hampden, Cromwell avait un commandement dans l'armée d'Essex. Il était capitaine d'une compagnie de soixante-sept hommes. Il assista à la bataille d'Edge-Hill, et il se trouva que ce fermier prêcheur avait la valeur et le coup d'œil d'un soldat. Cependant il montra quelque chose de plus rare, ce qu'on appellerait aujourd'hui le génie d'un organisateur. Le résultat de la journée avait été incertain, mais il ne l'était pas pour lui que les armées n'étaient pas égales. Il vit le mal et conçut le remède aussitôt. Quinze ans après, en occasion solennelle, un jour qu'en appareil à demi royal il haranguait à White-Hall l'assemblée qui lui tenait lieu de parlement, il a raconté lui-même tout ce qu'il avait pensé et tout ce qu'il avait fait alors. Écoutons-le dans un ces épanchements étranges où se trahit son caractère et se déploie sa politique.

« Si tous parmi vous ne le savent pas, je suis sûr que quelques-uns de vous savent, et il m'importe de dire que moi je sais ma vocation depuis le premier jour jusqu'à celui-ci. J'étais un homme soudainement transporté au-dessus de mes premières occupations et élevé des moindres emplois à des emplois supérieurs, ayant commencé par être capitaine de cavalerie, et je prenais toute la peine en mon pouvoir pour m'acquitter de ma charge, et Dieu m'a béni en cela comme il lui a plu. Et je désirais sincèrement et bonnement, et avec une simplicité que trouvaient niaise bien des grands et sages hommes, hommes honnêtes

aussi, je désirais me faire des instruments propres à m'aider dans mon œuvre. Et, je vous parle tout naïvement, j'avais alors un bien digne ami, et c'était une noble créature, et je sais que sa mémoire est chère à tous, — M. John Hampden. A mon premier pas dans notre entreprise, je vis que nos hommes étaient battus à tout coup. Oui, je vis cela, et je lui demandai de faire à l'armée de lord Essex l'addition de quelques nouveaux régiments. Et je lui dis que je lui serais utile en engageant des hommes capables à mon idée de faire quelque chose pour notre entreprise. C'est très-vrai ce que je vous dis, Dieu sait que je ne mens pas. « Vos troupes, lui dis-je, sont composées en ma-« jeure partie d'hommes de service vieux et usés, de cabare-« tiers et autres gens de même sorte, et, ajoutai-je, leurs « troupes à eux sont des fils de gentilshommes, des cadets, des « gens de qualité. Pensez-vous que les cœurs de toute cette « espèce infime et vulgaire soient jamais de force à leur faire « affronter des gentilshommes qui ont en eux honneur, courage « et résolution ? » Réellement je lui fis ces représentations en conscience, et je lui dis en toute sincérité : « Il vous faut avoir « des hommes d'un cœur, — et ne prenez pas mal ce que je dis... « je sais que vous ne le prendrez pas mal, — d'un cœur à les « faire aller en avant aussi loin qu'iront les gentilshommes, ou « vous serez encore battus. » Je lui parlai ainsi, oui, en vérité. C'était un sage et digne personnage, et il pensa que je lui donnais une bonne idée, mais une idée impraticable. Vrai, je lui dis que je pourrais en exécuter quelque chose. Je le fis, je fis quelque chose, et vraiment, il faut, c'est nécessaire que je vous le dise, le résultat fut... atttribuez-le à ce que vous voudrez... que je levai des hommes qui avaient devant eux la crainte de Dieu, qui eurent quelque conscience de leur œuvre ; et de ce jour, je dois vous le dire, ils n'ont jamais été battus, et partout où on les a engagés, ils ont battu l'ennemi sans exception. Et en vérité c'est grand sujet de louer Dieu..., et il y a aussi en cela

quelque enseignement, c'est qu'il faut soutenir les hommes qui sont religieux et selon Dieu. »

Devenu protecteur, Cromwell tirait de là cette conclusion, qu'il fallait le reconnaître et le seconder. Il est vrai qu'au début de sa carrière de commandement, il avait deviné que l'enthousiasme puritain pourrait valoir l'honneur militaire, que l'austérité du sectaire pourrait remplacer la discipline du soldat, et qu'il fallait pour vaincre faire tourner au profit de l'énergie guerrière les passions séditieuses elles-mêmes. Il conçut et il accomplit l'organisation d'une armée révolutionnaire. C'était une force incomparable qu'il donnait à sa cause et à son ambition. Tandis qu'il formait cette cavalerie de saints à qui il interdisait sous de rudes peines le blasphème et la fuite, il apprenait lui-même d'un vétéran des guerres d'Allemagne la manœuvre, le commandement, le métier. Il se rendait le plus propre de tous à diriger l'arme redoutable qu'il venait de créer. Il ne négligeait pas un péril qui pût ajouter à son expérience et à sa renommée. Où est maintenant l'agriculteur, le mystique, le sectaire? Croit-on que ce soit uniquement une pieuse ferveur ou le besoin de l'activité, ou même l'instinct de la guerre, n'est-ce pas plutôt un calcul de haute ambition qui le pousse dans la sanglante voie où Jules César a instruit tous les grands usurpateurs à chercher le pouvoir suprême? Les yeux toujours ouverts sur Londres, sur Westminster, sur les partis et sur le peuple, il ne manque ni à une campagne, ni à une bataille. Si la scène stratégique paraît petite, si les journées de Naseby et de Marston-Moor, si les expéditions d'Écosse et d'Irlande

sont peu de chose auprès de la conquête des Gaules ou de la première campagne d'Italie, l'homme cependant pense et agit comme le héros d'Alize et de Munda, comme le vainqueur d'Arcole et de Rivoli. Il suit naturellement leur trace sans se proposer leur exemple, et l'austère puritain, tout aussi bien que ces ambitieux de mœurs faciles, que ces mondains de génie, marche délibérément à la puissance par la gloire.

Nous ne raconterons pas la guerre où tombèrent à peu de jours de distance Hampden et Falkland, deux nobles adversaires regrettés de tous, honorés par l'histoire, et dont les statues rivales s'élèvent dans le vestibule du nouveau palais des deux chambres de parlement; mais nous suivrons Cromwell dans les luttes de la politique. Ces luttes, on en refera l'histoire sans l'avoir lue, si l'on se rappelle que le conflit est entre un roi et une assemblée, —un roi hautain, imprudent, obstiné, impérieux, mais inactif et stérile, toujours aussi surpris qu'indigné des événements, embarrassé d'un parti qui, pour l'imprévoyance, ressemble à une cour et déteste les révolutions sans les comprendre,—une assemblée énergique, convaincue, mais divisée, préférant d'instinct la modération à la violence, téméraire par ses passions plus que par ses vues, intraitable et provocatrice par confiance dans sa force, désirant la paix au fond sans vouloir par honneur ni savoir par indécision faire les concessions nécessaires à la paix, entraînée par de noirs soupçons et de légitimes ressentiments, retenue par la crainte des excès et du désordre, enfin rêvant de gouverner parlementairement la guerre civile. La majorité s'y divise entre ces deux

partis inévitables en de semblables crises, et qu'on pourrait appeler le parti libéral et le parti révolutionnaire. Le premier est celui des presbytériens, des auteurs de la pétition de droit, de ces réformistes politiques, vrais ancêtres de la tribu des whigs ; le second, plus démocratique, plus impétueux, plus rude, est ce parti qui prend ses passions pour règle, qui ne connaît pas de principe supérieur à sa cause, qui met à s'y dévouer toute sa vertu, et regarde le mépris des objections et des scrupules comme une condition de l'héroïsme. C'est le parti qui fait réellement les révolutions, qui les conduit à la victoire et à leur perte. En 1642, il aurait bien vite compromis celle qu'il avait prise à sa charge, si, grâce à l'esprit du temps, un sombre et pur enthousiasme n'eût développé en lui quelques vertus presque égales à ses passions. Le puritanisme l'obligeait du moins à se vaincre en quelque chose et lui donnait ainsi une gravité dans la licence et une moralité dans le mal qui accrut et contint son énergie. Seul, le radicalisme politique aurait pu tout perdre. Les théories de rénovation sociale, qui furent à cette époque poussées à leur extrême limite, comme il arrive dans les jours révolutionnaires, n'auraient produit qu'anarchie impuissante et rapide réaction. Avec elles et comme elles, la révolution aurait promptement reculé devant l'opinion indignée, si un stoïcisme mystique, un calvinisme exalté et rude, n'eût donné au désordre même un caractère de réforme morale et fait régner au sein des violations de la justice et de l'humanité l'idée d'une règle supérieure et la notion imparfaite, mais rigoureuse du devoir.

L'histoire du parti parlementaire est celle des luttes

intestines des presbytériens et des puritains, c'est-à-dire du parti modéré et du parti extrême. Celui-ci devait à un certain moment l'emporter. Les indépendants avaient échangé le joug des conventions sociales contre celui d'une foi ardente. Il subsistait donc en eux le sentiment d'une obligation ; ils étaient capables d'un absolu dévouement. De là cet esprit guerrier qui se mêlait bizarrement à l'esprit d'indépendance ; l'armée était en même temps ce qu'il y avait de plus ennemi de toute hiérarchie religieuse ou civile et de plus soumis au commandement, pourvu qu'il fût exprimé au nom de la discipline et de la cause. C'était pour le parlement, pour les tribunaux, la garde prétorienne de l'anarchie, l'insurrection en permanence; mais en elle-même, fortement organisée, volontaire dans son principe, librement asservie à ses croyances, consacrée comme par un vœu spirituel au métier de combattre, elle avait ce qui manque souvent aux révolutions, un frein moral. Et il y avait dans son sein un homme qui partageait toutes ses convictions, toutes ses passions, et qui les dominait en les partageant. Là est le secret, l'art suprême de Cromwell. Toujours au premier rang d'une faction anarchique, il ne laissa jamais périr autour de lui ni en lui l'obéissance et le commandement.

Aussi s'appliqua-t-il avec un soin égal à maintenir la subordination dans l'armée et à rendre celle-ci indépendante du gouvernement. C'était faire d'elle un énergique moyen de désordre et de pouvoir ; c'était la façonner pour l'anarchie et pour la dictature. On le vit bien à une certaine heure d'hésitation générale (1645), où le roi

vaincu ne voulait ni tout céder, ni tout rompre, où les presbytériens, se trouvant assez vainqueurs, s'empressaient de négocier par crainte d'être emportés trop avant. Il semblait que tout pouvait encore se rasseoir dans une bonne transaction constitutionnelle ; mais l'armée triomphante s'irritait, et partageait ses chefs. Ce fut alors que Cromwell provoqua l'acte du renoncement, ou celui par lequel chacun renonçait à cumuler des fonctions civiles et militaires. Le dernier lien entre l'armée et le parlement fut ainsi rompu. Elle devint un corps à part, tout ou rien. Formée du temps que les deux oppositions marchaient ensemble, elle dut être réorganisée sous l'influence exclusive d'un seul parti; c'est ce qu'on appela *une armée nouveau modèle*. Elle eut pour général en chef sir Thomas Fairfax, et pour lieutenant-général Olivier Cromwell, qui donna sa démission pour obéir à l'acte de renoncement, et s'en alla gagner la bataille de Naseby pour se faire par exception proroger dans son commandement en restant membre des communes.

C'est dans cette conduite, ce me semble, que se décèlent les divers éléments de ce caractère aussi compliqué que sa politique. Si l'on veut voir comment l'ardeur religieuse se mêlait naturellement à tous ses actes et colorait son langage, il faut lire les lettres qu'il écrivait le lendemain de ses batailles. C'est là que l'on admirera ce mélange de la conviction et de l'art, deux choses qui sont rarement puissantes si elles ne sont réunies.

La révolution anglaise n'a rien de plus original que son armée. Des soldats qu'anime seul l'esprit révolutionnaire sont ordinairement de mauvais soldats; mais des

soldats que le zèle religieux a recrutés, que soutient l'enthousiasme d'une foi austère et sombre, peuvent former à la fois la plus factieuse et la plus disciplinée des armées. Le chef de pareils hommes n'en peut être obéi qu'autant qu'il joint aux qualités du guerrier l'ardeur exemplaire et l'inspiration communicative du croyant; il faut que ses ordres du jour soient des sermons, et qu'il porte aussi dans les camps le glaive de la parole. Avec toute sa capacité pour la guerre, Cromwell ne fût jamais devenu le premier général de son parti, s'il n'avait eu son ardeur mystique et son ardent et vague langage de prophète. Le puritanisme était la condition de son autorité et de son succès, et ne pouvait pas plus se feindre que les autres qualités nécessaires d'un chef, le courage, la décision, l'activité. Ceux qui n'y ont vu qu'un artifice croient apparemment qu'on se donne à commandement le talent de conduire les hommes. Cela n'empêche pas qu'il ait pu faire parfois un usage calculé des sentiments mêmes qu'il éprouvait; on emploie sa volonté à se servir de sa nature, et l'on joue supérieurement le rôle dont on a réellement le caractère; même dans l'ordre spirituel, on n'est pas un hypocrite parce qu'on tire parti de ses vertus. Et quel est l'apôtre qui ne s'arme pas de ses souffrances héroïquement supportées pour propager sa foi? Les politiques à plus forte raison ne sont pas des imposteurs pour user avec art de ce qu'ils sont véritablement, et dans les homélies guerrières de Cromwell, nous verrons à la fois sa ferveur et son habileté.

Plus ses lettres sont intimes, plus éclate le feu spirituel qui semble consumer son âme; quand il écrit à ses pa-

rents, à sa fille, il y a presque de l'onction dans les épanchements de son étrange piété. On nous permettra de citer une lettre, lettre de guerre et de famille, où il se révèle tout entier. C'était deux jours après la victoire de Marston-Moor; il était blessé, et il écrivait à son beau-frère, le colonel Valentin Walton, mari de sa troisième sœur Marguerite.

« Cher monsieur, c'est notre devoir que de sympathiser ensemble dans toutes nos miséricordes, et de louer le Seigneur ensemble dans les châtiments et les épreuves qui peuvent nous affliger ensemble.

« Vraiment l'Angleterre et l'église de Dieu ont reçu une grande faveur du Seigneur dans la grande victoire qu'il nous a donnée, victoire dont il n'y a pas eu la pareille depuis le commencement de la guerre. Elle a tous les signes d'une victoire complète obtenue par la bénédiction du Seigneur sur le parti saint en particulier. Nous n'avons jamais chargé sans mettre l'ennemi en déroute. L'aile gauche que je commandais, étant composée de notre cavalerie, sauf quelques Écossais à notre arrière-garde, a battu toute la cavalerie du prince. Dieu en a fait un chaume pour nos épées. Nous chargions leurs régiments d'infanterie avec nos cavaliers et mettions en fuite tout ce que nous chargions. Les détails, je ne puis vous les rapporter; mais de vingt mille hommes, je crois, il n'en reste pas au prince quatre mille. Rendez-en gloire, toute la gloire à Dieu.

« Monsieur, Dieu a enlevé votre fils aîné d'un coup de canon: il a eu la jambe cassée; nous avons été dans la nécessité de la lui couper, ce dont il est mort.

« Monsieur, vous connaissez mes propres épreuves en ce genre [1]; mais le Seigneur m'a soutenu par cette pensée que le

[1] M. Carlyle croit qu'il avait récemment perdu son second fils.

Seigneur ne l'a pris que pour lui donner ce bonheur après lequel nous soupirons tous et pour lequel nous vivons. Là est votre précieux enfant, plein de gloire, à ne plus jamais connaître ni péché, ni affliction : c'était un vaillant jeune homme, excessivement gracieux. Dieu vous donne sa consolation (*his comfort*). Avant de mourir, il en était si rempli, qu'il ne pouvait l'exprimer à Frank Russell et à moi. « C'était si fort au-dessus de sa « douleur, » nous a-t-il dit. En vérité, cela était admirable. Un peu après, il dit qu'une chose lui restait sur le cœur. Je lui demandai ce que c'était. « C'était, me dit-il, que Dieu ne lui eût « pas permis d'être encore un peu plus l'exécuteur de ses enne« mis. » Quand il tomba, le boulet ayant tué son cheval et, à ce que j'ai appris, trois autres chevaux encore, on m'a raconté qu'il dit aux soldats de faire place nette de droite et de gauche, afin qu'il pût voir les coquins s'enfuir. Vraiment il était excessivement aimé dans l'armée de tous ceux qui le connaissaient; mais peu le connaissaient, car c'était un précieux jeune homme fait pour Dieu. Vous avez motif de bénir le Seigneur. Il est un glorieux saint dans le ciel, en quoi vous devez extrêmement vous réjouir. Que cela épuise votre chagrin, vu que ce ne sont point paroles feintes pour vous consoler, mais que la chose est une si réelle et si indubitable vérité. Vous pouvez tout avec la force de Christ. Cherchez-la, et vous supporterez aisément votre épreuve. Que la miséricorde publique accordée à l'église de Dieu vous fasse oublier votre douleur privée! Le Seigneur soit votre force. C'est la prière de votre fidèle et dévoué frère,

OLIVIER CROMWELL.

« Mes tendresses à votre fille et à mon cousin Perceval, à la sœur Desborough et à tous les amis qui sont avec vous. »

Les mêmes préoccupations spirituelles se retrouvent

Olivier, mort en combattant; mais d'autres ne placent cette mort que quatre ans plus tard.

dans ses dépêches officielles. Après la bataille de Naseby, où il commandait encore ses côtes de fer (*ironsides*), ainsi qu'il appelait ses cavaliers, ce fut lui qui, en qualité de membre du parlement, fut chargé de rendre compte de l'affaire à l'Orateur William Lenthall, et il terminait ainsi sa lettre : « Monsieur, il n'y a pas ici d'autre main que celle de Dieu, et à lui seul appartient la gloire, où personne n'a de part que lui. Le général[1] vous a servi avec toute sorte de fidélité et d'honneur, et la meilleure louange que je puisse lui donner, c'est, je puis dire, qu'il rapporte tout à Dieu et qu'il aimerait mieux mourir que de rien s'attribuer à lui-même. C'est ainsi qu'il faut faire, c'est le parti honnête et profitable,—et cependaut pour la bravoure, tout ce qu'on en peut reconnaître à un homme, on doit le lui reconnaître dans cette journée. Ce sont d'honnêtes gens qui nous ont servis dans cette action. Monsieur, ils sont fidèles ; je vous en supplie, ne les découragez pas. Je souhaite que cette action engendre la reconnaissance et l'humilité chez tous ceux qu'elle intéresse. Celui qui expose sa vie pour la liberté de son pays, je souhaite qu'il se fie en Dieu pour la liberté de sa conscience, en vous pour la liberté qu'il défend. »

On entrevoit une leçon cachée dans ces phrases vagues et embarrassées. Il prêche son gouvernement comme ses soldats ; mais il revient toujours au langage de l'humilité : « L'humble prière de tous ces braves à qui l'on peut penser qu'il est dû quelques louanges, écrivait-il en annonçant la prise de Bristol, c'est d'être oubliés dans le souvenir des louanges de Dieu. » Mais celui qui se pros-

[1] Sir Thomas Fairfax.

ternait ainsi devant le Tout-Puissant est le même qui provoquait et signait la pétition ou plutôt le manifeste par lequel l'armée, exposant ses griefs, réclamant sa paie, exigeait la tolérance au nom de la foi, la liberté pour le fanatisme, un peu d'*aise pour les tendres consciences*, en protestant d'un respect affecté pour le pouvoir civil et le gouvernement presbytérien. Malgré la défense d'approcher de Londres de plus de vingt-cinq milles, elle avançait à grands pas, elle arrivait à Putney, à Kensington; ses généraux se réunissaient dans Holland-House, cette belle résidence que tout le monde connaît. Bientôt les troupes campaient dans Hyde-Park, sur une colline qui domine l'ouest de Londres (Hay-Hill). Aussitôt toutes leurs demandes sont accordées, et onze membres désignés par leur défiance, les chefs presbytériens, j'ai pensé dire les girondins, sont mis en accusation ou du moins expulsés pour six mois de la chambre. Les coups d'état de la révolution sur elle-même ont commencé, et l'on prononce le mot de république.

Que fait cependant le roi, dont les troupes tiennent encore dans le nord et dans l'ouest? Il négocie assez publiquement avec les parlementaires, plus secrètement avec les généraux, sincèrement avec personne. Il se tient à Hampton-Court, plutôt surveillé que gardé, et, craignant à chaque instant d'être enlevé, il disparaît tout à coup. L'alarme fut vive à cette nouvelle, et les partis se rapprochèrent un moment; mais on apprit que par une inspiration singulière il s'était retiré à l'île de Wight. Là, sous la garde d'un jeune ami de Cromwell, le colonel Robert Hammond, il se trouva moins libre qu'à Hamp-

ton-Court. Le parlement, interdisant toute relation officielle avec lui, le suspendit de son pouvoir, et la république fut établie de fait.

L'opinion y était peu préparée, au moins dans la bourgeoisie de Londres. Toute rigueur nouvelle envers le roi la ramenait à lui. L'armée était suspecte et irritée. Cromwell était comme l'armée. Il avait dit souvent qu'il fallait épurer le parlement. On parlait de l'accuser, mais son refuge était dans les camps. Il part donc, il va commander dans l'ouest, prend d'assaut Pembroke, livre et gagne la bataille ou plutôt les batailles de Preston, et entre vainqueur dans Edinburgh. Plus le roi est abaissé, plus le parlement ou ce qui en reste incline à traiter. La paix en sera plus avantageuse, et la domination imminente des indépendants la rend plus désirable. Tandis qu'on délibère, un ordre du général Fairfax fait enfermer le roi dans le château de Newport, puis dans celui de Hurst. Les chambres s'indignent de cet attentat subit. Le 5 décembre 1648, celle des communes adopte certaines bases de négociation; le lendemain, le colonel Pride fait occuper les avenues de Westminster et ne laisse entrer dans la salle des délibérations que des membres choisis. Quarante et un sont arrêtés. Le soir même, le lieutenant général Cromwell arrive à Londres et reçoit un vote de remerciement pour ses exploits dans le nord. Il n'était pour rien dans la fameuse épuration du colonel Pride; sir Thomas Fairfax commandait seul à White-Hall, et le gouvernement militaire commençait.

Tout cela pourtant n'était pas improvisé. Cette révolution n'était pas l'ouvrage d'une volonté individuelle et

subite. Depuis un temps, tous les esprits, dans l'angoisse, se sentaient sous le poids de quelque fatalité prochaine. Cromwell n'ordonna rien, mais il prévit, souffrit ou voulut tout. Quand on veut le bien connaître, il faut lire l'étrange consultation qu'il envoyait onze jours auparavant au colonel Hammond, las de son commandement de l'île de Wight, inquiet des devoirs obscurs ou contradictoires qu'une situation critique lui allait imposer. Certes, on ne saurait admirer dans cette lettre de Cromwell la clarté ni l'élégance de la déduction; mais il est curieux d'y retrouver sous la dictée d'un puissant esprit, sous les formes de l'inspiration mystique, l'éternel sophisme de la force révolutionnaire, qu'elle soit aux mains d'un homme ou de la multitude. Les scrupuleux ou les timides s'inquiètent de la légalité, de la justice, de la fidélité aux principes pour lesquels on a cru légitimement s'armer, du respect qu'on doit au pouvoir qu'on a reconnu, de qui l'on tient son drapeau, qui agit dans sa compétence et dans sa sagesse. Il y a dans une révolution le droit et la passion, et ces objections-là viennent de la logique du droit. La logique de la passion répond qu'il faut être conséquent, non aux principes, mais aux actes; qu'ayant opposé une fois sa raison et sa volonté à l'autorité, on doit les lui opposer toujours; que le salut public, tel que l'entend la conscience individuelle, est la loi suprême; que la révolution est au-dessus des pouvoirs qu'elle a faits; qu'après tout on a d'autant plus raison qu'on lui est plus dévoué, d'autant plus de droits qu'on a plus combattu pour elle, et que chacun prend sa mission dans son propre cœur. Souffrir la contradiction ou la dissi-

dence, c'est trahir la cause, et rien n'est sacré que ce qu'elle commande. Peu importe qu'elle emprunte la voix du peuple ou de la raison, de la société ou de Dieu. Ces variations ne sont que le costume des temps divers, et elles servent à rendre un peu plus piquante, mais non plus respectable, la monotonie du sophisme qui a coloré toutes les persécutions et toutes les oppressions. Il est triste que des Cromwell eux-mêmes le mettent sous la protection de leur génie et de leur fortune. Il peut servir et réussir à de moindres qu'eux, et leur exemple est plus facile à suivre qu'ils ne l'ont pensé dans leur orgueil.

Comment ce terrible casuiste se prononça-t-il quand vint l'épreuve du jugement du roi? Du coup de main du colonel Pride à l'exécution de Charles Ier, il ne s'écoula pas deux mois : l'une était la conséquence de l'autre. Les hommes à qui appartenaient la force et la volonté avaient résolu de se délivrer de tous les obstacles. Le grand obstacle, c'était la loi. Il vient dans les révolutions un moment formidable, c'est celui où le parti révolutionnaire se décide, avec une pleine conscience de son audace, à mettre sous ses pieds ce qui reste des lois. Pendant longtemps, on les a ménagées ; même en les éludant, en les faussant, on s'est efforcé d'en garder un simulacre; on a conservé le nom ou observé les formes de ces conventions fondamentales qui sont la garantie d'une société régulière : on s'est modéré dans la violence et contenu dans le désordre ; mais les difficultés et les périls croissent, la modération semble entretenir la résistance. Alors la patience échappe au parti de l'attaque; soit la peur, soit la colère, l'emporte aux dernières extrémités, et la

raison d'État ne manque pas d'arriver aussitôt avec son ordinaire cortége de sophismes. Elle explique, elle colore, elle justifie, elle exalte l'œuvre de la passion et de la vengeance. La nécessité est invoquée. Tout était perdu; il a fallu sauver l'État, la cause, la patrie, la société, la révolution, et le crime se donne pour du dévouement.

Le grand danger des révolutions (je parle de celles qui sont justes), c'est qu'étant nécessairement dirigées contre tout ou partie de l'ordre établi, elles ne peuvent même commencer sans attaquer ou la loi ou l'apparence de la loi, quelque chose enfin qui, fût-il absurde et inique en soi, a dû être longtemps respecté à titre d'institution. Une fois le premier coup porté, la brèche est faite. Il est difficile qu'un entraînement qui ressemble à la logique, qu'une fatalité comme elle aveugle et irrésistible ne conduise pas à la violation des dernières garanties sociales. Ce qu'il était légitime et nécessaire de détruire pour le succès d'une révolution légitime et nécessaire ne pourrait être déterminé avec mesure que par un juge impartial et clairvoyant, et c'est dans la mêlée des événements que la raison troublée doit fixer ce point qu'il faut atteindre et ne pas dépasser. Les partis révolutionnaires en général sont enthousiastes, souvent fanatiques, et sujets à préférer le moyen au but, à aimer le renversement pour le plaisir du renversement, la violence par goût pour la violence. On ne renonce pas aisément, une fois qu'on en a goûté, à l'ivresse de la victoire. Et c'est ainsi que les révolutions, entraînées par leurs propres exemples, s'égarent et s'emportent quelquefois jusqu'à leur perte, autorisant d'avance, encourageant du moins les repré-

sailles de leurs ennemis. Les attentats des réactions sont le talion des révolutions. Honneur aux révolutions qui s'arrêtent d'elles-mêmes !

Il y a des extrémités que sut s'interdire la révolution anglaise; cependant la crainte d'une restauration, le danger d'une transaction sans garantie, l'amour de la domination, l'ardeur de la victoire, et plus que tout, la passion des esprits absolus pour la novation radicale et les changements illimités, poussèrent les indépendants contre le parlement et le roi. C'étaient les deux grandes institutions légales; l'une et l'autre, quoique dénaturées ou mutilées par les événements, représentaient encore le régime passé, et rappelaient le système abusif contre lequel on s'était légitimement soulevé. Trop souvent, dans la mystérieuse condition des choses humaines, le droit paie pour l'abus, et l'innocent pour le coupable. On passa de la royauté absolue, en traversant la royauté constitutionnelle, à l'omnipotence des communes, et de celle-ci à la république, qui devait se transformer en gouvernement militaire. Les soldats réformateurs, qui étaient tout à la fois les enthousiastes et les défenseurs, les fanatiques et les exécuteurs de la révolution, frappèrent de leur épée le parlement et le roi.

La mort du roi fut un attentat imprévu. Quoique la rudesse des mœurs explique bien des rigueurs, quoique l'humanité ait souvent manqué aux hommes de ce temps, notamment à Cromwell, cette cruauté hypocrite qui emprunte le masque d'une apparente justice ne fut pas le vice dominant de la révolution anglaise comme d'autres révolutions non moins célèbres. Nous la voyons désho-

norer la guerre civile par des massacres, mais le meurtre judiciaire n'est pas son crime favori. Celui-ci, le plus éclatant et qui n'est pas le moins odieux, semble dépasser la mesure de l'iniquité révolutionnaire. Par malheur la royauté est une institution personnelle pour ainsi dire. Elle s'incarne dans une famille et prend la figure humaine. C'est par-là que, dans ses jours de prospérité, elle inspire des sentiments plus directs d'affection et de respect. Elle règne, comme on dit, sur les cœurs. Il y a dans la nature humaine un besoin de sympathie qui entraîne princes et sujets à transformer ainsi, à passionner imprudemment une institution qui devrait rester toute politique ; cela se paie cruellement cher aux jours du malheur. Quand la foi dans l'institution périt, l'amour peut faire place à la haine, et les idées de vengeance germent dans les cœurs en réaction contre les sentiments de reconnaissance. On ne se contente plus de réformer, on prétend punir. La royauté a marqué les personnes d'une empreinte ineffaçable, et, ne pouvant l'effacer, on retranche les personnes. La suppression de la chose ne paraît consommée que par le meurtre de l'homme ; la logique rend impitoyable, la raison d'État cruel. Il n'y a pas jusqu'à l'air de sacrilége d'une telle action qui ne contribue à séduire ces esprits étroits et excessifs qui nuisent plus peut-être dans les troubles civils que les cœurs pervers. On ne sait pas assez quel mal font aux hommes les fautes de l'intelligence. Dans la vie politique, les fausses idées endurcissent, corrompent plus que les mauvais sentiments, et un grand écrivain a eu raison d'appeler les préjugés des monstres.

Toutes ces causes contribuèrent à la mort de Charles Ier. La royauté, qu'on voulait anéantir, ne pouvait disparaître qu'avec le roi. C'était le moyen d'intimider son parti, de lui enlever un centre et un drapeau. Il y avait une raison, la première de toutes pour de certains pouvoirs, et qu'il faut exprimer dans leur cynique langage : « On ne savait comment s'en débarrasser. » Ajoutez que l'immensité séparait les préjugés du roi de ceux des réformateurs. Entre eux plus d'idées communes. Les Stuarts n'avaient rien pour eux, pas même la nationalité ; jamais on ne les avait vus combattre pour leurs sujets, ni guider les drapeaux de l'armée anglaise ; ils n'avaient fait que la guerre civile. De sa personne, Charles était peu propre à désarmer l'inimitié ; quand on a dit qu'il avait des mœurs sévères, une fierté assez digne et du courage personnel, on a tout dit ; sincérité, générosité, fidélité, sagesse et prévoyance, fermeté et résolution, habileté et discernement, tout lui manquait de ce qui gagne ou l'amour ou la confiance. Les puritains se trouvaient mille raisons pour le haïr, sans une seule des idées qui pouvaient servir à le comprendre. Nul doute que leur fanatisme religieux, leurs théories gomaristes, ne servissent à légitimer dans leur pensée le parti sanglant qu'on les vit prendre, et qu'ils ne missent en même temps du calcul et de l'orgueil dans cette violation impitoyable de ce que le passé tenait pour sacré ; c'était la dernière idole à renverser. Quelques-uns couraient au régicide avec un enthousiasme de martyr, enthousiasme d'autant plus facile que cette fois le martyr avait le rôle de sacrificateur.

L'audace d'un tel acte en présence de la société européenne tout imbue des idées de la royauté féodale est si grande, qu'encore aujourd'hui elle impose à M. Carlyle et lui arrache une certaine admiration. Lui qui fait profession de repousser les préjugés de la démocratie contemporaine, il signale, il célèbre dans l'acte des régicides de 1649 une atteinte décisive, un coup de grâce porté aux fictions du passé dans la plus auguste de toutes. C'était une violence nécessaire ou peu s'en faut pour délivrer les imaginations du spectre des dynasties. Il fallait bien déchirer ces conventions artificielles *comme des toiles d'araignée* et inaugurer un gouvernement *d'héroïsme et de véracité*; il le fallait, et l'écrivain qui ne se montre agité d'aucune des noires passions de notre époque, semble ne voir dans la terrible sentence prononcée par Bradshaw qu'un acte d'*anti-cant*, d'*anti-flunkeyisme* [1], une destruction de ce *culte du costume* [2], qui doit faire place au culte des héros. Il en parle en vérité comme s'il ne s'agissait que de la réforme de quelque puéril préjugé, que de la violation des unités classiques ou des règles de l'étiquette, et comme si l'on n'eût fait que brusquer un peu l'abandon de quelqu'une de ces conventions sociales dont le temps suffit pour dévoiler la vanité.

On pourrait aisément répondre, tant au nom de la morale que de la politique. Il suffirait d'exposer la vraie théorie de la royauté; mais nous avons affaire, sous la forme de l'*humour* d'un écrivain original, à la philosophie

[1] *Anti-cant*, anti-hypocrisie; *anti-flunkeyisme*, ce qui est contraire à l'esprit de valet.

[2] *Clothworship.*

de l'histoire, pour laquelle il n'y a, comme on sait, de principes que les faits, et nous aimons mieux lui dire: Voilà aujourd'hui deux cent cinq ans que les sectateurs du culte héroïque ont déchiré cette *toile d'araignée* de la royauté, et dans toute l'Europe, en l'an de grâce 1854, qui donc domine, des iconoclastes ou de l'idole? Trouvez-vous que les vieilles monarchies se soient dégagées de tout cet apparat de fictions abusives dont vous pensiez que le fanatisme destructeur avait fait justice, et le fantôme a-t-il cessé d'apparaître? De bonne foi, qui a le plus rapproché les hommes du règne de la vérité? Qui a été le plus près de les délivrer de mensonges oppressifs, ceux qui ont su discerner dans le passé le bien du mal, et transformer les institutions sans les détruire, ou ceux qui frappant à coups aveugles et redoublés, ont prétendu tout briser pour tout refaire, et qui n'ont souvent élevé sur les ruines du passé et jusque sur le pavois démocratique qu'une réaction victorieuse? Le *cant*, si fort détesté de M. Carlyle, a-t-il cessé d'être le roi du monde? Qui ne sait qu'en toute chose les excès de l'impiété ramènent la superstition et l'hypocrisie?

Cromwell porta dans le procès de Charles Ier peu de scrupules et peu de passion. Il avait plus d'une fois déclaré qu'il ne souffrirait pas cette terrible voie de fait; il n'était pas assuré que, le terrain une fois déblayé d'un roi, la route lui fût ouverte jusqu'au souverain pouvoir, déjà sans doute l'objet mystérieux de ses pensées; il hésita donc: il voulait contenter ses passions, mais il ne se conduisait point par ses passions. Ayant un but, il était prudent, et la prudence au milieu d'un parti audacieux

ressemble à l'indécision. Après avoir balancé quelque temps ou feint d'être incertain, il vit ou prétendit que le régicide ne pouvait être empêché, et tâcha d'éviter auprès des uns l'odieux d'en être l'auteur, sans perdre auprès des autres l'avantage d'en être le complice. Pour compléter la peinture du personnage, il faut le voir, au milieu de ces tragiques résolutions, attentivement occupé de ses affaires de famille. Ses lettres de cette époque roulent sur un mariage qu'il ménageait pour son fils aîné. Dès le 1er février 1649, ou deux jours après l'exécution du roi, il écrivait à un ami au sujet de cette alliance, et sa correspondance jusqu'au milieu d'avril de l'autre année est consacrée à en débattre les conditions. Le 1er mai suivant, Richard Cromwell épousa Dorothée Mayor, et s'établit dans sa nouvelle famille, à laquelle son père l'abandonna. «Je vous ai confié mon fils, écrivait-il à Richard Mayor trois mois après; je vous en prie, donnez-lui des conseils. Je ne lui reproche pas son bonheur, mais je crains qu'il ne s'y laisse noyer. Je voudrais qu'il pensât aux affaires et les entendît, qu'il lût un peu l'histoire, étudiât les mathématiques et la cosmographie. Ce sont de bonnes choses, avec la subordination aux choses de Dieu; cela vaut mieux que la paresse et que des plaisirs tout extérieurs et purement mondains; ce sont choses bonnes pour le service public, pour lequel tout homme est né.» Mais Richard n'était pas né pour le service public. Toutes les mathématiques et toute la cosmographie du monde n'en auraient pas fait un homme d'État. Il devait mourir cinquante-trois ans plus tard, ayant vu paisiblement la restauration et la seconde révolution; et quand, un siècle après,

on démolit sa maison de Hursley, on trouva dans les décombres un morceau de métal tout rouillé, que l'on prit d'abord pour un poids romain ; mais les antiquaires furent appelés ; c'était le grand sceau de la république d'Angleterre.

La république avait en effet été proclamée le 7 février 1649. Un conseil d'État de quarante et un membres, choisi par le parlement, exerçait le pouvoir exécutif et Cromwell faisait partie de ce conseil, dont Milton était secrétaire ; mais Cromwell, prêt à remonter à cheval, trouvait qu'il n'avait rien fait tant que la guerre n'était pas finie. Ce qu'il y a de plus admirable en lui, c'est cette patience héroïque de l'ambitieux toujours prêt à jouer sa vie pour préparer ses chances de fortune, jamais entraîné à les brusquer étourdiment pour s'épargner un retard, une fatigue, ou un danger. L'Irlande était presque tout entière insurgée. Il devenait pressant de la soumettre. Cette expédition pénible et hasardeuse ne plaisait pas aux soldats. Cromwell n'hésita pas à en prendre la conduite. On fut obligé de tirer au sort les régiments qui s'embarqueraient et dont quelques-uns résistèrent aux ordres de départ. Encouragée par le succès de ses exigences, l'armée devenait indocile. Une doctrine nouvelle y venait en aide à l'esprit de mutinerie. C'est la doctrine des niveleurs, qu'on appellerait aujourd'hui communistes. On peut voir, si l'on veut, chez les niveleurs, le germe de la secte des quakers ; mais alors cette secte pacifique aurait eu de bien turbulents fondateurs. Il fallut que Fairfax et Cromwell, pour remettre l'ordre dans l'armée, recourussent aux extrêmes rigueurs. La cour martiale fut convoquée ; on fu-

silla les plus coupables, qui moururent avec une exaltation pleine de sang-froid et de simplicité. Inflexible sur le devoir militaire, Cromwell menaça des corps entiers de les décimer, et commença d'exécuter sa menace. L'esprit de secte insurgé contre la discipline ne trouvait pas grâce devant l'austère guerrier, et l'inspiration d'en haut n'était plus qu'une vision coupable chez ceux qu'elle portait à lui désobéir. C'est cette faculté de suffire à tout, cette hardiesse à braver l'inconséquence, pour sacrifier l'unité de doctrine à l'unité du plan, qui distingue les grands hommes de l'action des grands hommes de la pensée. Malheureusement cette liberté nécessaire de l'esprit ne s'achète guère qu'au prix de la conscience.

L'expédition d'Irlande est la tache sanglante de la vie de Cromwell. Ses autres cruautés ne sont pas à lui seul. En Irlande, il fut habile, rapide, heureux; mais il fut impitoyable. Un égorgement suivit chaque victoire. Il en rend compte dans ses rapports officiels avec une grande tranquillité, comme de mesures nécessaires pour assurer la paix et pour prévenir une nouvelle effusion du sang. On est réduit à alléguer qu'au début de la révolution, en 1641, les catholiques en avaient inondé l'Irlande. Ce n'est ni une raison, ni une excuse. Il est rare dans les guerres civiles qu'un seul parti soit cruel, et les crimes révolutionnaires peuvent être des représailles sans en être moins odieux, car ces représailles ne punissent guère que des innocents. N'en déplaise à M. Carlyle, la sévérité naturelle du général en chef ne peut être déchargée d'une forte part dans les cruautés de la campagne d'Irlande, et sans nul doute elle était encore augmentée et comme

endurcie par cette croyance fanatique, par ce prédestinatianisme rigoureux que rien n'oblige à ménager ni les élus, ni les réprouvés, et qui n'a que faire ni de la vertu acquise de la charité, ni de la vertu naturelle de l'humanité. C'est encore là un des traits de l'âme de Cromwell que doit peindre et condamner l'histoire, car il est l'homme qui, en rendant compte à l'Orateur du parlement d'Angleterre de ses sanguinaires exploits, termine ainsi une de ses dépêches :

« Monsieur, que peut-on dire de ces choses? Est-ce un bras de chair qui a fait ces choses? Est-ce la sagesse, et le conseil, et la force des hommes? C'est le Seigneur, et lui seul. Dieu maudisse l'homme et sa maison qui ose penser autrement! Monsieur, vous voyez que c'est un ouvrage que Dieu même a conduit. Dieu pénètre le cœur des hommes, et leur persuade de se soumettre à vous. Je vous le dis, une partie considérable de votre armée est plus faite pour l'hôpital que pour le champ de bataille. Si l'ennemi ne savait pas cela, je tiendrais pour impolitique de l'avoir écrit; mais ils le savent, et cependant ils ne savent plus que devenir.

« Je demande humblement la permission de dire un mot ou deux. Je prie les fidèles de rendre gloire à Dieu. Je souhaite que cela puisse avoir influence sur les cœurs et les esprits de tous ceux qui en ce moment tiennent lieu de gouvernement, et leur inspirer la ferme confiance qu'ils peuvent tous de cœur s'approcher de Dieu, en le glorifiant par la sainteté de leur vie et de leurs entretiens, et que ces inexprimables miséricordes puissent enseigner aux frères dissidents de tous les côtés à s'accorder au moins à prier Dieu. Et quand le père de famille est si bon, pourquoi y aurait-il de telles querelles et de telles animosités parmi les enfants? Et s'il n'est pas admis que ces succès soient comme

les sceaux de l'approbation que Dieu donne à votre grand changement de gouvernement,—qui n'est pas plus vôtre que ces victoires ne sont nôtres,—du moins qu'ils disent avec nous, qu'ils disent tous, jusqu'au cœur le plus mal satisfait qu'il y ait parmi eux, que tout, victoires et révolutions, est juste jugement et œuvre puissante de Dieu, qui a renversé le fort de son trône et qui demande compte du sang innocent; que c'est lui qui brise en morceaux les ennemis de son église; et qu'ils ne soient pas tristes et mécontents, mais qu'ils louent le Seigneur, et qu'ils pensent de nous ce qui leur plaira, et nous serons satisfaits, et nous prierons pour eux, et nous servirons notre Dieu. Et nous espérons que nous chercherons la paix et le bonheur de notre pays. Et que le Seigneur leur donne des cœurs pour faire de même. Vraiment, Monsieur, je suis contraint dans le fond de mes entrailles à vous écrire tout cela. Je vous demande pardon, et je suis, etc.

Quand il revint en Angleterre tout chargé de *ces miséricordes divines*, les clairvoyants aperçurent bien qu'il méditait de grands projets, et cependant il cherchait dans les psaumes, avec ceux qu'on appelait les saints, son devoir et sa destinée, car c'était un soulagement pour lui que de mettre Dieu dans ses affaires et d'appuyer ses passions par ses croyances. Je ne sais si c'est le roi-prophète qui lui renouvela l'éternel conseil de l'ambition et du courage; mais il quitta encore la politique pour la guerre: il partit avec une armée pour l'Écosse, et ce fut sa plus belle campagne. A Dunbar, il chargeait l'ennemi en s'écriant avec le psalmiste: « Maintenant que le Seigneur se lève, et ses ennemis seront dispersés. » A Worcester, il livra sa plus grande bataille à la tête de trente mille hommes. On n'avait point alors de plus fortes

armées, et d'une main victorieuse il écrivit au parlement : « Les dimensions de cette miséricorde divine dépassent toutes mes pensées. C'est pour quelque chose que je sais une miséricorde, une grâce de couronnement, *a crowning mercy.* » Que voulait-il-dire ? Pensait-il tout haut en parlant ainsi ? Était-ce lui, comme le dit un historien, que la divine miséricorde couronnait ? Y a-t-il là, comme le veut Southey, une pointe et une prophétie ? Du moins est-il que lorsqu'il revint, Londres reconnut un maître.

Le gouvernement de la république n'avait été ni sans sagesse ni sans honneur. Une administration attentive, quelques réformes utiles, des succès au dehors auraient pu lui regagner la confiance du pays. Il ne l'avait pas cependant, et il n'a pas obtenu les suffrages de la postérité. Les révolutions déposent presque toujours un principe de faiblesse dans les gouvernements qu'elles créent. La force qui a présidé à leur naissance les menace incessamment, s'ils ne la prennent pour eux-mêmes. On croit vainement que l'utilité, la raison, la justice, la bonne conduite suffisent pour affermir un pouvoir ; il y faut encore le temps. Rien ne supplée l'habitude que la peur. Or le conseil d'État et le reste du parlement, le tronçon, le *croupion* du parlement, qui dirigeaient la république, n'étaient pas redoutés. Mutilés par des coups d'État, frappés d'illégalité dans leurs origines, ils ne parvenaient pas à se donner dans les esprits l'autorité morale d'un gouvernement régulier ; leurs antécédents nuisaient à leurs services. La république en elle-même était loin d'avoir l'unanimité, et ses ennemis savaient peu de gré à ses partisans de maintenir l'ordre, insupportable aux fanatiques et aux

niveleurs. Les hommes honnêtes, habiles même, qui, dans le cours des révolutions, tâchent pour le moment d'établir une administration raisonnable, sont malheureux. Ils essaient à grand'peine de renouer le fil de la légalité, et il se brise dans leurs mains. Ils parlent d'ordre, de liberté, d'obéissance; ils peuvent même montrer du courage et du talent : vains efforts ! la tradition est rompue, le charme est détruit. Les violents les détestent, les malveillants les insultent, les indifférents les abandonnent. Tel fut le sort de quelques hommes d'une âme et d'un esprit élevés, qui, des débris d'un gouvernement, essayèrent alors de former un ordre de choses qui préparât la république définitive. Compromis dans les fautes de la révolution, ils auraient voulu la terminer; mais aucun parti ne consentait volontiers à être sauvé par eux. Non-seulement leur ouvrage a été balayé sans résistance, mais leur mémoire n'a pas été épargnée. Les *côtes de fer* de Cromwell ne parlaient d'eux qu'avec mépris. Lui-même ne put s'empêcher de les outrager en les remplaçant. L'opinion, défiante et dédaigneuse, n'ayant jamais cru à leur durée, ne croyant pas à leur force, ne les respectait pas, faute de les craindre. La modération relative qui les rendait faibles les rendait ridicules. Après que les indépendants les eurent chassés, les royalistes se moquèrent d'eux. La restauration, quand elle vint à son tour, ne les traita que de factieux et de régicides. On s'attacha à décrier en eux la république. Les constitutionnels n'ont rien tant à cœur dans une monarchie que de ne point passer pour républicains, et ils auraient craint de s'en donner l'apparence en montrant à ceux qui l'a-

vaient été sympathie ou justice. Puis sont venus les historiens avec leurs systèmes ; ils ont doctement prouvé que ce qui était tombé devait tomber, et qu'il était nécessaire que le plus faible fût dévoré par le plus fort. Ainsi a été fermé et scellé sans honneur, sans la moindre épitaphe un peu consolante, le tombeau des hommes d'État de la république d'Angleterre.

Il n'est cependant pas vrai qu'au moment où Cromwell revint d'Écosse, la république chancelât par elle-même, et que sa chute fût inévitable. Il n'y avait ni désordre ni troubles. Grâce à l'absence de l'armée, les vieilles mœurs de l'Angleterre avaient un peu relevé le pouvoir civil. Blake avait illustré sur les mers le nouveau pavillon. Ainsi Brune et Masséna honoraient par leurs armes les derniers jours de ce directoire qui ne valait pas le *croupion*, et qui finit comme lui. Aucune nécessité ne commandait une révolution. Le parlement pouvait durer ; mais il ne pouvait se défendre. Rien ne le condamnait à périr ; mais rien ne pouvait empêcher qu'il ne fût tué. Ce meurtre même n'était pas à la portée de tous. Que Cromwell eût été frappé à Worcester d'une balle écossaise, et il est douteux que la révolution eût été tentée ; il est presque certain qu'elle n'eût pas réussi.

Mais dans l'état des opinions et des affaires, l'événement semblait prévu et certain. Tout équilibre était rompu ; Cromwell était devenu trop fort pour qu'entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire la trêve se prolongeât. Que ferait Cromwell, et comment ferait-il ? Telle fut, dès qu'il revint terrible et victorieux, la question posée dans tous les esprits. Un homme qui sait vaincre et

punir, qui a glorifié son nom et sa cause, qui, avant de renverser un gouvernement, l'a mis sur pied, est un formidable sauveur ; il croit avoir conquis le droit de briser ce qu'il a défendu. Nul doute, en effet, que la république ne dût l'existence aux armes de Cromwell. Cela donnait une sorte de titre à son usurpation : il semblait disposer de son bien. Jamais invasion de la toute-puissance n'a été, mieux que la sienne, non pas justifiée par la nécessité, mais expliquée par les circonstances. Jamais supériorité plus reconnue n'a rendu la dictature plus naturelle et plus certaine. C'est ce que l'esprit de système appelle la nécessité, parce que les faits deviennent nécessaires quand ils sont accomplis ; mais ces nécessités-là n'ont été souvent que les volontés des grands hommes.

J'attends l'historien de la révolution d'Angleterre à la peinture de ce moment de la vie de Cromwell. Rien n'est plus curieux, rien ne peut être à bon droit rendu plus dramatique. Le héros du drame n'avait pas de doute sur un point : il fallait qu'il fût le maître. Mais comment? mais à quel titre? qu'allait-il faire ? Tout cela, je pense, était encore pour lui problématique. L'indécision est souvent un signe de force. On dit que les grands hommes sont résolus. En effet, quand ils prennent une résolution, elle est invincible ; mais ils savent attendre pour se résoudre, et ne se hâtent point, pour s'épargner, comme les faibles, le tourment de l'incertitude. Tant que l'occasion n'est pas venue, tant que les moyens d'exécution ne peuvent être déterminés, ils savent prolonger une indécision qui n'est que prévoyance, et qui les tient entièrement disponibles pour les événements. Ils ont leur but et

un seul parti pris, celui de faire pour l'atteindre tout le possible et tout le nécessaire. Ainsi Cromwell, avant de saisir le souverain pouvoir, passa près de dix-neuf mois à Londres, à sonder le terrain, à rassembler des amis, à interroger des indifférents, à dissimuler et à déceler tour à tour quelque grand dessein, le devançant par des indiscrétions qu'il rétractait ensuite, dominé par la passion et délibérant avec perplexité, consultant à la fois les circonstances et la voix intérieure, prenant l'avis des sages et des fous, priant Dieu de l'éclairer, avec la confiance que, quoi qu'il fît, Dieu le conduirait. Ses hésitations n'ôtaient rien à la puissance de sa volonté ni de son esprit. Elles ne prouvaient que la fermeté patiente de son ambition et l'obscurité rêveuse de sa pensée.

C'est alors qu'il tint ces conférences singulières où l'on délibéra sur le rétablissement de la royauté. Évidemment le titre même le tenta. Le sens pratique, la simplicité des mœurs, l'austérité des croyances, rien ne préserve donc les grands ambitieux de cette vanité. Cromwell aussi fut au moment de s'exposer à manquer la réalité du pouvoir pour une apparence, couvrant cette faiblesse d'esprit du prétexte politique, et s'efforçant d'y voir un sacrifice à l'Angleterre monarchique. Heureusement pour lui, si les légistes étaient pour un roi, les officiers étaient contre. Il se rangea du côté de son armée. C'est elle qu'après un temps de ménagements et de réserve il employa, suivant son usage, à peser par la menace sur le parlement. Cette assemblée l'avait accueilli en triomphateur; elle lui avait voté à la manière anglaise de riches récompenses, un domaine de cent mille francs de revenu, et même assigné

pour habitation la résidence royale de Hampton-Court. Puis, pour éviter le reproche de perpétuer son propre pouvoir, elle en avait fixé l'expiration au 5 novembre 1654. Le terme était trop éloigné, et de plus elle délibérait imprudemment sur la réduction de l'armée. Enfin, conduite par Henry Vane et ses amis, elle discutait un nouveau plan de représentation qui devait asseoir sur de plus larges bases l'élection du parlement futur. Aucune de ces mesures n'avait trouvé grâce devant Cromwell. Au mois d'août, il rompit ouvertement. Il réunit ses officiers, accusa devant eux le parlement de vues intéressées, d'esprit d'usurpation, et leur fit rédiger une de ces pétitions qui étaient des déclarations de guerre. En même temps, de bibliques exhortations irritèrent les militaires contre les civils, les fanatiques contre les politiques. Le parlement n'opposait que le nom de la république, l'intérêt de la liberté, l'appel prochain au suffrage national. Ce dernier point était décisif. Cromwell paraît n'avoir craint que l'adoption de cette réforme électorale, qui pouvait rendre à l'opinion parlementaire une autorité et une popularité irrésistibles. Il semble que ce fut l'utilité de prévenir sur ce point une délibération suprême qui devint pour lui la nécessité d'agir, et le 19 avril 1653, après avoir pris ses mesures, peut-être en se réservant jusqu'à la fin la liberté de frapper ou de suspendre le dernier coup, il se décida comme subitement, se rendit à la salle des Communes, et fit expulser devant lui, par le colonel anabaptiste Harrisson, les cinquante-trois membres présents de l'assemblée, en leur adressant des paroles célèbres : grande scène histo-

rique, qui semble avoir été composée par Shakspeare.

Le Long parlement fut une assemblée remarquable, mais une assemblée révolutionnaire; il eut donc ses jours de violence et n'en sortit pas innocent. Ceux qui le représentèrent dans ses derniers moments, et qui n'en étaient que les débris, avaient pour leur malheur cédé ou participé aux iniquités du temps. C'étaient pourtant en général des républicains honnêtes, ayant pour chefs des hommes d'une distinction incontestable, Vane, Sidney, Harrington, Blake, Scot, Ludlow; mais leur esprit comme leur œuvre avait ce je ne sais quoi de chimérique qui ne réussit guère dans les choses humaines. Ils aimaient la liberté et ils auraient voulu la justice; ils avaient de l'exaltation dans les idées et de la modération dans le caractère; ils étaient passionnés pour leur cause, inflexibles dans leurs principes, dédaigneux pour leurs adversaires, incapables de les dompter ni de les séduire, suspects ou odieux à tous les partis par leurs qualités autant que par leurs défauts, par le bien comme par le mal qu'ils avaient fait; irrévocablement voués, quoi qu'ils fissent, à la défaite, au discrédit, à l'oubli, à l'injustice des contemporains et de l'histoire. Encore aujourd'hui la pitié dédaigneuse de M. Carlyle et la sagesse expérimentée de M. Hallam les condamnent sans merci. Ils ne se présentent à la postérité que protégés par le généreux patronage de mistress Hutchinson.

Le cardinal de Retz prétendait mépriser Cromwell, pour avoir dit au président de Bellièvre que l'on ne monte jamais si haut que quand on ne sait où l'on va. Cette parole n'était pas cependant si méprisable, et elle

exprimait d'une manière piquante ce mélange de calcul et de passion des ambitieux de premier ordre, qui, en se proposant constamment de monter le plus haut possible, doivent laisser tout le reste dans le vague, et se tenir prêts pour toutes les occasions, tous les moyens, tous les degrés, toutes les formes de la domination. Nul doute que de bonne heure Cromwell n'ait pensé ainsi. L'incertitude de sa destinée n'atteignait en rien la fixité de ses desseins. Comme tous les hommes supérieurs, il combinait ensemble le hasard et le conseil, et c'est une des conditions du succès que de ne l'enchaîner à aucun procédé systématique. Lorsqu'il se trouva maître, mais non pas seul, au milieu des ruines de tous les pouvoirs, Cromwell hésita sans doute encore dans son âme sur la forme à donner au sien, et fit à regret le choix qui n'était ni selon son penchant, ni selon sa raison. A cette faiblesse d'imagination et de vanité qui entraîne même les Cromwell, même les Jules César vers la royauté, venait en aide une pensée juste et fondée sur les faits. Livrée à elle-même, l'Angleterre retournait assez naturellement aux choses monarchiques, et, toutes les fois que l'opinion se manifestait librement, l'habitude ainsi que le bon sens ramenaient les esprits vers la constitution du passé, réformée selon l'esprit de la révolution. Ce sentiment général était même assez éclairé pour ne pas lier indissolublement le retour de la monarchie à celui des Stuarts, et il n'aurait pas été impossible de résoudre une partie de la plus haute aristocratie à consommer l'alliance de l'ancienne pairie avec une dynastie nouvelle. Cromwell ne cédait donc pas uniquement à une ambition de parvenu en convoitant la

royauté ; mais outre que son esprit impérieux, son habitude du commandement militaire lui rendait difficile de rétablir avec le trône tous les contre-poids, toutes les résistances inséparables en Angleterre du pouvoir royal, il savait que toute sa force résidait dans l'armée, et l'armée ne voulait pas de roi. Une république guerrière ou le pouvoir absolu d'un chef, avec les apparences de l'égalité démocratique, telles étaient les deux seules formes de gouvernement entre lesquelles se partageaient les *saints*, les *agneaux du Seigneur*, ces soldats austères et durs, exaltés comme la mysticité, ombrageux comme la république, impitoyables comme le fanatisme, oppressifs comme la tyrannie. Cromwell obéit à la nécessité. Un conseil d'État fut composé de douze membres en l'honneur des apôtres : huit officiers et quatre légistes. Le lord-général y siégea en treizième comme lord président. Ce conseil choisit une convention de cent trente-neuf représentants des trois royaumes et du pays de Galles, et l'on dit au peuple que c'était le parlement.

Mais c'est ici qu'il faut apprendre à connaître la nation anglaise, ou du moins à mesurer la puissance des traditions constitutionnelles chez un peuple qui a le bonheur de croire à la liberté par ses souvenirs plus que par ses espérances. L'histoire avoue que le gouvernement de Cromwell fut absolu, et l'histoire ne trompe pas. Peu d'hommes ont été plus obéis. On ajoute que son despotisme habile, inflexible dans ses volontés, modéré dans ses exigences, glorieux au dehors, tint la nation dans une soumission calme qui n'eut pas toutes les amertumes de la servitude, et il y a des traits de vérité dans cette

peinture de son règne. Cependant il faut ajouter, et l'on oublie, que la nation, en ce qui touche ses droits politiques, ne se soumit pas, ne se soumit jamais : la révolte, la guerre civile lui étaient impossibles ou odieuses ; l'administration était dure plus que vexatoire : de gré ou de force, elle obéit à l'administration ; mais dans le cercle où elle put exercer ou réclamer ses droits, elle les exerça ou les réclama ; toutes les fois qu'elle put légalement résister, elle résista. Ni les assemblées, ni les élections ne furent illusoires ou serviles. Comme la vie meut encore les tronçons de certains corps organisés, jusque dans les débris des institutions subsista l'esprit parlementaire. Il anima ces restes mutilés. Cromwell réunit jusqu'à trois assemblées différentes ; toutes prirent tôt ou tard les allures d'une chambre des communes, et il ne put vivre un an de suite avec aucune.

En tout, il faut se défendre de la séduction que l'alliance de la force, du génie et de la fortune exerce sur l'imagination des écrivains. Ils croient faire preuve de sagacité politique en se prosternant d'admiration devant l'habileté heureuse et prouver la grandeur de leur propre intelligence en se rangeant du côté des grands hommes. On dirait qu'ils les égalent en les interprétant. Des esprits doués de l'indépendance même la plus originale, comme celui de M. Carlyle, s'éprennent d'un dévouement superstitieux à la mémoire de ces rares et redoutables personnages, qui vivants ont entraîné leur temps, qui morts fascinent la postérité. Les accidents qui les ont servis, les fautes que leur bonheur a dissimulées, les dégoûts ou les échecs qu'ils ont éprouvés sans périr, la

complicité des faiblesses ou des hasards qui ont élevé leur fortune, tout disparaît dans l'éclat historique de leur renommée, et les défaillances, les impuissances de leur despotisme échappent aux yeux prévenus des historiens infatués de la chimère de l'unité dans l'histoire. Il y a, même en Angleterre, une petite école qui tend à l'exagération du cromwellisme, et qui décernerait l'infaillibilité à son héros. On est tenté quelquefois de diviniser ainsi la supériorité naturelle, quand ce ne serait que pour se délasser de ces supériorités conventionnelles qui dominent dans les temps ordinaires. Mais c'est une réaction de l'esprit, un besoin d'imagination, une fantaisie d'opposition, qui peut tromper le jugement, et s'il est absurde de méconnaître la grandeur dans les révolutions, il est puéril de l'exagérer jusqu'à l'idéal, et d'en écrire l'histoire sur le ton du roman. Il faut tout juger, même ce qu'on admire, et ne jamais, fût-ce dans un livre, sacrifier l'honneur des nations. Ce n'est pas la gloire, ce n'est pas le génie, que Platon proclame la maîtresse des choses mortelles et immortelles, c'est la justice.

Je sais ce qui entraîne un peu hors de la mesure l'admiration de quelques Anglais pour Cromwell : c'est sa conduite dans la politique étrangère. La révolution avait pris l'Angleterre dans une situation qu'on a pour l'importance au dehors comparée à celle de la Saxe ou de Venise. Depuis Élisabeth, l'Angleterre, déplorablement gouvernée, était dans une sorte de déclin dont à aucune époque les Stuarts n'ont su la relever. Cromwell libre et maître, et doué du merveilleux pouvoir de hausser sans effort son esprit au niveau de sa position, avertit sur-le-

champ l'Europe qu'il y avait dans le monde politique une volonté de plus. Il se fit compter à l'instant par tous les cabinets éblouis de sa fortune; sa nouveauté même lui prêta plus de prestige et d'ascendant. Avec la Hollande, avec l'Espagne, avec les régences barbaresques, il se montra résolu, énergique, presque impérieux. Il donna à l'Angleterre la Jamaïque dans l'Atlantique, et Dunkerque sur le continent. Il protégea en Europe le protestantisme, et plus jeune peut-être, et mieux servi par les circonstances, il eût ambitionné d'en devenir, comme avant lui Gustave-Adolphe, comme après lui Guillaume III, le défenseur armé. Sa politique fut heureuse jusqu'au terme, et c'est par là qu'il a gagné l'Angleterre. Ce peuple sensé ne se prendrait pas d'un aveugle et romanesque enthousiasme pour la grandeur qui échoue et pour la gloire qui se perd.

Supprimez par la pensée ce côté du gouvernement de Cromwell, vous le trouverez ramené à des proportions beaucoup plus modestes. Il est très-difficile de devenir ce qu'il était au moment où il s'empara du pouvoir suprême. C'est pour en arriver là qu'il faut les dons supérieurs de l'intelligence et du caractère; mais une fois cette position atteinte, saisir le pouvoir est peu de chose. Ce n'est qu'un acte de force, et il s'y prit avec un sans-façon et une brusquerie qui ne prouvent pas que ce fût bien malaisé. C'est la manière d'exercer le despotisme qui juge les usurpateurs, et en cela Cromwell a autant échoué que réussi.

Le capitaine général et commandant en chef des forces de la république, président du conseil d'Etat, réunit à

White-Hall son prétendu parlement le 4 juillet 1653. Alors pour la première fois il improvisa un de ces longs discours publics qui ont ennuyé et embarrassé les historiens. Ce sont les monologues d'une conversation artificieuse et involontaire, où se montrent et se dissimulent tour à tour la politique et l'imagination d'un homme plus maître de ses desseins que de ses idées, plein de calculs et de rêveries, contraint lorsqu'il raisonne, entraîné lorsqu'il prêche, et plus jaloux de se faire croire que comprendre. Ce premier discours du trône a pour objet d'annoncer la fin du gouvernement provisoire et militaire, et une sorte d'acte constitutionnel ou d'instrument d'État, destiné à organiser les pouvoirs définitifs. A travers les divagations, les obscurités étudiées, les allusions bibliques, on aperçoit distinctement trois pensées principales. Il fallait chasser le dernier parlement, car il aurait établi la domination du parti presbytérien. Il fallait inaugurer et il faut maintenir le règne des saints, c'est-à-dire un gouvernement agréable aux puritains armés; mais l'Angleterre doit cesser d'être sous l'autorité d'un conseil de guerre. Enfin la dernière moitié, qui n'est qu'une homélie pleine de citations de l'Écriture et presque de visions prophétiques, rappelle à tous que l'orateur lui-même est un saint, un homme de Dieu, et le recommande à ce titre, tout en conseillant, à la faveur d'un si orthodoxe langage, la tolérance religieuse. On y lit plus d'une fois en toutes lettres ce mot de tous les grands esprits dès qu'ils touchent à la toute-puissance : *impartialité.*

La convention à laquelle Cromwell semblait tout aban-

donner n'était sévère ni pour lui ni pour son usurpation; mais elle était une assemblée anglaise, elle prenait fort au sérieux ses droits délibératifs. Elle se jeta avec ardeur dans les réformes. Elle en commença qui inquiétèrent des intérêts puissants, la cour de chancellerie, les légistes, le clergé, et, comme dans l'ordre politique elle s'était bornée à étendre un peu le conseil exécutif, Cromwell resta le plus fort et profita des inimitiés qu'elle avait excitées pour se délivrer d'elle. Un jour que peu de membres étaient présents, il fit proposer et voter la dissolution volontaire de l'assemblée. L'Orateur la prononça et se rendit avec les votants auprès de Cromwell pour lui faire approuver cette abdication parlementaire et accepter le titre de lord protecteur. Cromwell parut surpris, ému, et ne céda qu'aux conseils et aux remontrances. L'expulsion du parlement croupion avait été un acte de violence; la dissolution du parlement des saints fut un tour d'adresse.

L'instrument d'État voté par une minorité obtint bientôt jusqu'à quatre-vingts adhésions, et Cromwell, entouré de son état-major, fit proclamer en présence des juges et des magistrats de la Cité cette charte d'un nouveau genre portant établissement d'un régime parlementaire où le protecteur, son conseil et une assemblée élective représentaient les trois pouvoirs de la monarchie. Ainsi tandis qu'en fait il ne pouvait supporter la résistance ou la dissidence d'un corps délibérant, il se sentait contraint de revenir dans tout programme organique aux idées anglaises d'un gouvernement divisé et délibératif. Si d'ailleurs, par cette constitution nouvelle, il acceptait

des limitations qu'il ne devait pas endurer longtemps, il élevait et le titre, et la sphère, et le caractère de son autorité. Au nom près, il devenait roi.

Et de ce jour il agit en roi. La fidélité à sa personne devint une vertu légale et publique; le complot contre sa personne devint haute trahison. Souvent menacé de renversement et d'assassinat, bien défendu par la vigilance de l'espionnage et la promptitude de la répression, il sut cependant n'être pas persécuteur. Peu à peu il prit envers l'étranger l'attitude de la souveraineté; l'Europe apprit à le connaître, et crut de loin l'apercevoir sur un trône. Peu s'en fallut qu'il ne fît la même illusion au premier parlement qu'il réunit (septembre 1654). Ce fut cependant encore par une harangue improvisée dans le ton de sa correspondance et de sa conversation qu'il ouvrit cette session si tôt abrégée. Son discours fut bien accueilli; mais tel était l'indomptable esprit parlementaire qui domine ce peuple, que la chambre commença par mettre en question la charte octroyée ou imposée en vertu de laquelle elle était élue. Elle affirma ses droits de par sa propre autorité et fit revivre en principe l'autonomie de la république. Surpris et irrité, Cromwell ferma aux membres les portes de leur palais et les convoqua chez lui. Il se plaignit, il protesta, il exigea une mutuelle confiance, et leur fit signer individuellement une adhésion à sa manière de gouverner. Cent environ sur quatre cents refusèrent leur signature, et s'exclurent ainsi du parlement. Ceux qui restèrent avaient plié, ils ne s'étaient pas rendus. Quand on leur demanda de déclarer la première magistrature héréditaire, ils la voulu-

rent élective. Quand on réclama pour le protecteur un *veto* définitif en certaines matières, ils le refusèrent. Enfin, ils résistèrent dans une question de subsides, et Cromwell répondit par une dissolution. Ainsi le parlement, qu'il avait violenté et mutilé, lui demeurait insupportable. Cet homme ne pouvait ni supprimer, ni souffrir la première des libertés nationales, la discussion. Resté seul et maître absolu, il vit renaître à chaque pas les conspirations, et partagea l'Angleterre entre douze majors-généraux comme entre des proconsuls. Ainsi tout le royaume fut enveloppé dans le réseau d'une administration militaire. Il crut alors pouvoir convoquer un parlement, et ne prévit plus d'opposition. Pour plus de sûreté, usant du pouvoir exorbitant de vérifier les élections, il exclut près de cent membres sous l'odieux prétexte d'indignité, et adressa encore à l'assemblée un de ces discours pleins d'art et de confusion, où l'on peut étudier curieusement les mystères naturels et les ruses méditées de cet inconcevable esprit. Il sembla pour un temps avoir enfin une assemblée à sa dévotion. Celle-ci toléra l'exclusion de ses propres membres, prit des mesures pour la sûreté du lord protecteur, sans cesse menacée ; elle censura bien par un vote l'administration des majors-généraux, mais il parut que Cromwell lui-même n'était pas fâché de les affaiblir. Elle vota le rétablissement d'une chambre des lords, elle lui offrit le droit de la choisir, et enfin la royauté. Jamais Cromwell ne passa par l'épreuve d'une indécision plus cruelle, indécision sur la conduite, car sur le fond ni son opinion, ni sa passion n'était douteuse. C'est alors qu'il se livra

plus que jamais à ce genre d'éloquence embarrassée, à cette hypocrisie oratoire qui était la forme de son talent et le langage de sa politique. Il passa un mois à essayer de ramener à sa pensée tous les dissidents qui ne refusaient au despotisme que la couronne; mais ces dissidents étaient les chefs de l'armée. Ne pouvant vaincre leur opposition, il n'osa la braver. Dans une séance royale à Westminster-Hall, il accepta la nouvelle constitution, moins la royauté, et de ce jour son autorité déclina. Tout le monde sut que son ambition dépassait son audace. Aussi, à la session suivante, le même parlement qui l'avait voulu couronner refusa-t-il de reconnaître la chambre des pairs qu'il avait formée. Cromwell revit avec effroi, avec colère, se relever le fantôme de la république, et il se rendit dans la salle des séances pour prononcer une dernière harangue et signifier au parlement sa dissolution. Il finit par ces mots : « Que Dieu juge entre moi et vous! » Dieu avait jugé en effet. Depuis un temps, les complots se renouvelaient, et ses craintes étaient encore supérieures à ses périls. Il vivait dans la défiance, dans les précautions humiliantes, dans un trouble continuel. Des malheurs domestiques attristaient son âme; de dangereuses infirmités accablaient sa vieillesse, et moins de six mois après qu'il avait ainsi déclaré solennellement son impossibilité de gouverner avec une assemblée libre, il rendait le dernier soupir, après avoir prophétisé qu'il ne mourrait pas.

Cromwell régna cinq ans. L'Angleterre sous lui ne fut agitée par aucune guerre civile; elle se fit respecter au dehors. Il la gouverna avec rudesse, mais sans violence;

il la maintint en repos, et ne persécuta ni les partis ni les croyances : de là l'admiration historique que l'Europe porte à son gouvernement ; mais il ne fonda rien, et pourtant il voulut fonder. Il essaya plus d'une fois d'organiser un gouvernement régulier et définitif : il échoua toutes les fois. Il voulut être roi ; mais il ne put ou n'osa. Il recourut successivement, avec habileté et bonheur, à tous les expédients de l'absolutisme ; il fut condamné aux tristes soins d'une police inquiète, et réussit à sauver sa vie, mais non son repos. Quant à l'opinion publique, jamais il ne la gagna au point de pouvoir s'abandonner à elle. Il répondit à ses résistances par des coups d'autorité ; mais il ne parvint pas plus à dompter qu'à satisfaire l'esprit de liberté. Il opprima sa nation, il ne la corrompit pas. Le despote réussit, mais non le despotisme.

Notre intention n'était dans ces pages ni de le peindre tout entier, ni de juger son histoire ; nous ne voulions qu'indiquer quelques traits de l'homme et tirer une seule conclusion. Que Cromwell fût un sectaire au lieu d'un politique, c'est ce que nous ne pouvions admettre, et nos opinions, si libérales qu'elles puissent être, ne nous portent à renverser le piédestal d'aucun grand homme ; mais nous sommes encore moins d'humeur à l'exhausser au point d'en faire un autel. M. de Lamartine, en qui les premières idées du contre-révolutionnaire subsistent chez le panégyriste des vainqueurs des girondins, et M. Carlyle, qui professe avec tant de verve et d'esprit l'idolâtrie polythéiste qu'il appelle le culte des héros, ne pouvaient nous entraîner chacun dans son sens, et nous

soutenons ici, comme en bien d'autres choses, une idée de juste-milieu. Cromwell, par ses qualités les plus éminentes, mais les moins singulières, est de l'espèce de ces grands hommes pour lesquels l'histoire se monte au ton de la poésie, quoique pour lui elle ne doive pas s'élever au-dessus de la prose éloquente. La qualité et les procédés de son ambition, sa vocation pour le commandement, pour l'organisation, pour la guerre, son obstination, sa patience, son activité, son art de ménager et de conduire les opinions contemporaines, de faire servir ses penchants et ses idées les plus involontaires au succès même de ses desseins, tout cela le met au rang de ceux que les hommes reconnaissent pour leurs maîtres. D'autres traits plus individuels, ses mœurs, ses croyances, son langage, un certain vague dans les idées, une certaine indécision devant les grandes choses, un esprit exalté et artificieux, mille singularités le rendent curieux à observer et à peindre ; mais tout cela le diminue un peu pour la raison. Si Jules César est pris pour le type de ces hommes rares qu'aucun n'a surpassés, on pourra comparer, non égaler Cromwell à César, quoiqu'il ait eu de ses qualités et commis de ses fautes. Enfin, ce qui le fait appeler sectaire a pu lui servir souvent comme moyen d'influence, mais lui donne je ne sais quoi d'incohérent et d'outré qui touche au haut comique, et le fait descendre des régions de l'idéal : c'est un héros du drame romantique.

L'histoire d'un grand homme ne dépend pas toute de lui : ce qu'il maîtrise des événements est souvent peu de chose auprès de ce qu'il en subit ; mais Cromwell fut heureux, ce qui veut dire que les événements le servirent

bien, et il se servit bien des événements. Il motiva et mérita sa fortune au moins par ses travaux et ses périls. En cela il ne fut pas un usurpateur. C'est ce qui l'honore, et ce qui honore son temps et sa nation. La servitude est d'autant moins humiliante, qu'elle a coûté plus cher à celui qui l'impose. S'il releva son pouvoir en le conquérant par d'héroïques efforts, si les circonstances se prêtèrent à son avénement au point d'en faire une chose toute naturelle, sa tyrannie ne devint inévitable qu'en raison de sa supériorité même. Jamais la nation ne la chercha, ne l'appela, et ne s'enorgueillit d'avoir trouvé un maître. Moins habile ou moins heureux, il n'aurait pas asservi son pays; aucun des résultats de la révolution d'Angleterre n'avait besoin de lui; elle ne lui dut rien qu'un intervalle assez éclatant. Il fut un incident très-commun dans les troubles civils; qu'un guerrier victorieux s'y rencontre, il est rare qu'il ne domine pas. Mais l'intervention de Cromwell ne fut ni une nécessité ni un bienfait, et si ce n'est qu'il lui a donné la Jamaïque, j'ignore quel bien permanent il a fait à son pays. C'est le faible des historiens que de vouloir toujours chercher dans les grands hommes un de ceux-là dont Dieu a dit : « Je t'appellerai Cyrus. » Tout est permis, tout est voulu par la Providence; mais nul ne la représente, et il faut se résigner à croire que la valeur des individus est, comme on dit, un hasard de la naissance, c'est-à-dire que l'ordre politique, à la différence de l'ordre des cieux, est l'empire de la liberté humaine. Les contemporains jugèrent de Cromwell ainsi, lorsqu'en subissant son influence, en admirant son génie, en redoutant sa force, ils n'acceptè-

rent jamais son despotisme, et. par la résistance de l'opinion, le tinrent constamment en échec et le condamnèrent à l'impuissance d'opprimer en paix. Jamais il ne parvint à suborner l'esprit de liberté, à dénaturer le caractère national. L'Angleterre dominée, mais non déchue, resta au fond la même, et conserva dans son sein ce sentiment de la bonne vieille cause qui ne devait pas périr. Voilà ce que ne saurait jamais oublier l'historien de Cromwell. On doit du respect aux grands hommes; on en doit plus encore aux nations.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

TABLE

DU SECOND VOLUME

FIN DE LA TABLE.

Paris. — Imprimé chez Bonaventure et Ducessois.



